

CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°13 • SESSION ORDINAIRE 2012-2013

8^e Conférence des Présidents de Parlement des petits États d'Europe

Défendre l'héritage démocratique de l'Europe



Les participants à la Conférence des Présidents de Parlement des petits États d'Europe

La situation politique dans les petits États d'Europe, l'impact de la crise économique et la coopération dans le domaine de la recherche ont figuré au cœur des débats de la 8^e Conférence des Présidents de Parlement des petits États d'Europe, organisée cette année par l'Althingi, le parlement islandais, les 28 et 29 août à Reykjavik.

Cette conférence interparlementaire, lancée en 2006, réunit les Présidents de Parlement d'Andorre, de Chypre, d'Islande, du Liechtenstein, du Luxembourg, de Malte, de Monaco, du Monténégro et de Saint-Marin. Elle a pour objectif de contribuer au rapprochement entre les petits États d'Europe de moins d'un million d'habitants et de favoriser des approches concertées sur les problématiques communes.

La 8^e Conférence des Présidents de Parlement des petits États d'Europe, à laquelle la Chambre des Députés était représentée par M. Marc Angel, en remplacement du Président Laurent Mosar, a notamment plaidé pour un renforcement de la coopération en matière de recherche sur les petits États et leurs spécificités dans la politique internationale et européenne. Dans ce contexte, le Professeur Baldur Þórhallsson a estimé lors

d'une présentation introduisant les débats que les études comparées approfondies des capacités et des vulnérabilités spécifiques des petits États peuvent contribuer à renforcer tant l'autonomie d'action que l'influence sur les normes internationales.

Comme l'a lui-même souligné par la suite le Président d'Islande, M. Ólafur Ragnar Grímsson, lorsqu'il a reçu les participants de la Conférence, un petit État est tout à fait en mesure d'avoir un impact sur la politique internationale et de trouver écoute auprès des dirigeants des plus grands pays, à condition d'avoir une vision d'avenir et d'agir avec lucidité et clairvoyance. L'Europe ne doit pas être uniquement mesurée à l'aune de son pouvoir économique, a encore déclaré M. Grímsson. Il appartient en particulier aux petits États de défendre son héritage le plus précieux: la démocratie, l'état de droit, le parlementarisme et les droits de l'Homme qui sont, comme l'a souligné M. Angel, au fondement même de la paix en Europe.

Lors du débat sur l'impact de la crise économique et financière, il s'est avéré qu'aucun des pays représentés n'a été épargné, même si Chypre et l'Islande ont sans doute

été touchés le plus durement. L'objectif partagé par tous consiste actuellement à diversifier l'économie et d'atteindre de nouveaux marchés. Partout l'impact de la crise s'est aussi traduit par un effort législatif et de transparence accrus. Bien que la dette du Luxembourg ait augmenté en raison des mesures anticycliques du Gouvernement pour atténuer l'impact de la crise, elle est loin d'avoir atteint le même niveau qu'à Chypre ou en Islande, où la situation budgétaire a réduit à l'extrême la marge de manœuvre des responsables politiques pour garantir aux citoyens une sortie de crise plus douce.

Alors que l'Islande vient de renoncer à sa demande de candidature pour devenir membre de l'Union européenne, M. Angel a en particulier insisté sur l'importance pour le Luxembourg de faire partie de l'Union européenne et la Monnaie unique, le développement économique et social du Grand-Duché aurait sans doute été moindre et le choc de la crise économique et financière considérablement plus grand.

La 9^e Conférence des Présidents de Parlement des petits États d'Europe sera organisée en 2014 par Andorre.

41 ^e séance	Mardi	2 juillet 2013
42 ^e séance	Mercredi	3 juillet 2013
43 ^e séance	Mardi	9 juillet 2013

La Vennbahn: joyau de coopération transfrontalière

Inaugurée début juillet 2013, la Vennbahn (Voie des Hautes Fagnes), qui doit son nom à la zone naturelle du «Hohes Venn» (Hautes Fagnes) qu'elle traverse, est un paradoxe de l'histoire.

Construite à l'origine par l'État prussien pour relier Aix-la-Chapelle à la ville de Luxembourg par le plus court chemin, dévolue au transport de charbon et de minerai de fer, fortement endommagée lors de la Seconde Guerre mondiale et tombée par après en désuétude, cette ancienne voie de chemin de fer constitue aujourd'hui la plus longue piste cyclable et pédestre ininterrompue transfrontalière d'Europe.

Longue de 125 km, elle permet en effet d'aller en vélo ou à pied d'Aix-la-Chapelle (en Rhénanie-du-Nord-Westphalie) à Troisvierges (Grand-Duché de Luxembourg) en passant par l'est de la Belgique.

Résultant d'une coopération transfrontalière entre les Cantons de l'Est belges, les régions voisines en Allemagne et le Grand-Duché dans le cadre d'un projet Interreg, la Vennbahn constitue un élément primor-

dial pour le développement de l'infrastructure touristique en Ardennes-Eifel.

Raison donc pour les députés, membres du Conseil Parlementaire Interrégional (CPI) et du Parlement Benelux de s'y intéresser de plus près. D'autant que du côté luxembourgeois, l'ancien tunnel ferroviaire frontalier de Wilwerdange/Lengeler, jadis partie intégrante de la Vennbahn, mais contourné aujourd'hui par un bypass, abrite 13 espèces de chauves-souris, dont trois très rares. L'État luxembourgeois entend bien mettre en exergue ce tunnel, ses habitants insolites et tout le cadre naturel qui l'entoure au sein d'une des plus grandes zones protégées d'Europe centrale. D'où un projet - dont le Ministre en charge de l'Environnement, M. Marco Schank, donna les explications nécessaires aux mandataires publics présents - qui devrait aboutir à la mi-2014 et permettre aux cyclistes et randonneurs empruntant la Vennbahn d'en apprendre un peu plus sur ces mammifères volants bénéficiant d'un statut spécial de protection.



Adeptes de la petite reine devant tunnel à chauve-souris

«Cent Buttek a.s.b.l.»: nécessaire et même vitale

Alors que dans notre société de consommation, les autorités - par voie de pacte ou d'autres instruments - en viennent jusqu'à lutter contre un gaspillage alimentaire trop répandu et souvent considéré

comme «normal» par certains citoyens, des personnes dans le besoin (issues de familles monoparentales ou nombreuses, chômeurs, accidentés de la vie, etc.) n'arrivent pas à manger à leur faim.

Suite à la crise financière de 2008 et la crise économique qui s'en est suivie, un concept véhiculé par des structures telles qu'on ne les connaissait qu'à travers les médias et les grands pays qui nous entourent (à l'image par exemple des «Tafel» en Allemagne ou des «restos du cœur» en France) s'est imposé au fil du temps au Grand-Duché.

C'est ainsi qu'en décembre 2009, un premier «Cent Buttek» a vu le jour à Bettembourg - un deuxième a ouvert ses portes dans la foulée en août 2010 à Luxembourg-ville - dont le but est d'aider et d'apporter une assistance aux personnes démunies, notamment dans le domaine alimentaire.

Pour la somme modique de deux euros, des personnes nécessiteuses - inscrites auprès des offices sociaux compétents pour les villes de Bettembourg, Dudelange, Kayl, Frisange et Roeser - s'y approvisionnent régulièrement en aliments qui ne peuvent

plus être vendus parce que trop près des dates de péremption, mais toujours d'une qualité irréprochable.

De passage à Bettembourg, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, a pu s'assurer du fonctionnement exemplaire de la «Cent Buttek a.s.b.l.» qui vit et vient en aide grâce à l'engagement indéfectible de 160 bénévoles. À une époque où, aux dires des respon-

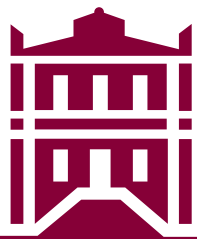
sables de l'initiative, le nombre de personnes ayant recours au service fourni par l'a.s.b.l. - les bénévoles assurent la collecte, trient et redistribuent des aliments en provenance de certains supermarchés - ne cesse d'augmenter, cette initiative constitue un geste fort contre l'égoïsme et l'individualisme, pour une société plus solidaire et davantage responsable.



M. Laurent Mosar, entouré des membres du conseil échevinal de Bettembourg, Mme Josée Lorsché et MM. Laurent Zeimet et Gusty Graas, et de bénévoles du «Cent Buttek»

DANS CE NUMÉRO

Loi anti-tabac	p. 498
Nouveau plan hospitalier	p. 504
Armée luxembourgeoise	p. 520
Sommaire des séances publiques n ^{os} 41-43	p. 541
Sommaire des questions parlementaires	p. Q183



Aménagement du territoire

6124 - Projet de loi concernant l'aménagement du territoire et modifiant:

1. la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes;

2. la loi modifiée du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique;

3. la loi du 10 août 1993 relative aux parcs naturels;

4. la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

Alors que l'objectif initial du projet de loi 6124 était de modifier certaines dispositions de la loi modifiée du 21 mai 1999 concernant l'aménagement du territoire, la Commission du Développement durable a décidé, conformément à l'approche préconisée par le Conseil d'État dans son avis complémentaire du 25 septembre 2012, de procéder à la réécriture intégrale du projet de loi. Dans l'avis complémentaire précité, la Haute Corporation avait en effet constaté que 21 articles sur les 28 que comporte la loi de 1999 subiront des changements en plus de l'ajout de trois articles nouveaux et de la suppression de deux articles. Elle s'était donc demandé s'il ne serait pas plus judicieux d'abroger purement et simplement la loi de 1999 et de la remplacer par une loi totalement nouvelle intégrant tant les articles à modifier que ceux que la commission parlementaire entend laisser en l'état. Le nouveau texte proposé par la commission comporte donc les innovations proposées par le projet de loi, les dispositions laissées en l'état, ainsi que des dispositions modificatives, abrogatoires et transitoires.

Les principales innovations de la nouvelle loi concernant l'aménagement du territoire sont les suivantes:

1. Redéfinition des objectifs de l'aménagement du territoire et précision des compétences du ministre en charge de l'aménagement du territoire

Le projet reformule les objectifs de la loi de 1999 afin de mettre l'accent sur la mission de coordination du ministre.

L'aménagement du territoire organise le territoire national et en assure le développement en respectant les particularités et les ressources propres des diverses régions qui le composent. Il a pour objectif d'assurer aux habitants du pays des conditions de vie optimales par une mise en valeur harmonieuse et un développement durable de ses régions en valorisant leurs ressources respectives et en maintenant un équilibre structurel et économique entre elles.

Le ministre se voit attribuer une compétence de coordination, une compétence d'initiative et une compétence de décision. En plus de la programmation des projets d'envergure régionale, nationale ou transfrontalière, le ministre se voit confier la définition des sites pouvant accueillir ces mêmes projets.

Actuellement, le ministre est d'ores et déjà automatiquement informé de tous les projets, notamment ceux ayant un impact sur l'utilisation du sol et de l'espace. La loi en projet complète cette information systématique en permettant au ministre de demander à être associé complètement à l'élaboration des planifications d'envergure régionale, nationale ou transfrontalière des autres ministères et des administrations communales qui peuvent avoir un impact sur les objectifs de l'aménagement du territoire. Lorsque survient un désaccord entre le ministre sectoriellement compétent et le ministre ayant l'aménagement du territoire dans ses compétences, ce dernier établit un rapport circonstancié et en réfère au Gouvernement en conseil.

2. Rationalisation et simplification des procédures

- rapport périodique et non plus annuel. Le ministre doit présenter un rapport au nom du Gouvernement à la Chambre des Députés sur la situation en matière d'aménagement du territoire. Le projet de loi remplace le dépôt annuel de ce rapport par un dépôt périodique, et au moins tous les trois ans;

- élaboration des projets par le ministre en collaboration avec un groupe de travail. Le projet de loi consacre la pratique bien établie selon la-

quelle les instruments de planification de l'aménagement du territoire, à savoir le programme directeur, les plans directeurs sectoriels et les plans d'occupation du sol sont élaborés par le ministre en collaboration avec un groupe de travail comprenant des représentants des ministères et des administrations de l'État. De ce fait, le comité interministériel de l'aménagement du territoire, dont la consultation a été jugée superfétatoire, a été supprimé;

- simplification de la procédure d'élaboration et d'adoption du programme directeur de l'aménagement du territoire. Dans un souci d'efficacité et de simplification administrative, le projet de programme sera dorénavant transmis simultanément, et non plus consécutivement, aux communes et au conseil supérieur de l'aménagement du territoire;

- assouplissement de la procédure de modification des plans directeurs. Le projet de loi fait du plan directeur un instrument plus souple et évolutif. Pour cela, il distingue, d'une part, les modifications seulement ponctuelles, qui sont le résultat de la mise en œuvre du plan directeur (par exemple la détermination d'un nouveau site) et, d'autre part, les modifications plus substantielles, qui concernent un changement de la philosophie d'un plan directeur en place. Tandis que les premières seront prises en charge dans le cadre d'une procédure de modification ponctuelle allégée, les deuxièmes nécessiteront toujours le recours à la même procédure que celle utilisée pour l'adoption du plan;

- rationalisation de la procédure de mise en œuvre des plans d'occupation du sol. Le plan d'occupation du sol étant un instrument de planification extrêmement important, le projet de loi met en place une procédure pour le rendre plus opérationnel.

3. Abrogation des plans directeurs régionaux

Le volet des plans directeurs régionaux de la loi de 1999 n'a pas été suivi d'une mise en œuvre concrète et aucun projet de plan directeur régional n'a été élaboré depuis l'entrée en vigueur de cette loi. Dès lors, la commission parlementaire a décidé, dans sa majorité, de suivre l'avis du Conseil d'État et de supprimer dans la nouvelle loi un instrument qui n'a trouvé aucune application dans la pratique.

4. Mise en place de nouveaux moyens législatifs appropriés afin de garantir l'exécution des options de planification retenues

Outre la procédure d'expropriation qui devrait être utilisée uniquement en dernier ressort, les moyens législatifs envisagés par le projet de loi sont:

- la création d'un droit de préemption au profit de l'État et des communes, en ce qui concerne leur territoire: le projet de loi introduit une nouvelle disposition qui prévoit la possibilité pour les plans directeurs régionaux, les plans directeurs sectoriels et les plans d'occupation du sol d'instituer un droit de préemption au profit de l'État et des communes, en ce qui concerne leur territoire, en vue de la réalisation des objectifs de ceux-ci. Le droit de préemption se définit comme la faculté conférée par la loi ou par une convention à une personne d'acquérir, de préférence à toute autre, un bien que son propriétaire se propose de céder, en se portant acquéreur de ce bien dans un délai donné, en général aux prix et conditions de la cession projetée. Ce droit de préemption de l'État est calqué sur le droit de préemption retenu par la loi du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes, de même que la procédure à appliquer. Le présent projet donne donc priorité à l'État et aux communes, en ce qui concerne leur territoire, sur tout autre titulaire d'un droit de préemption légal ou conventionnel, hormis certaines hypothèses (par exemple vente entre concubins, ventes publiques);

- l'introduction d'un instrument juridique de détermination de la valeur des terrains à exproprier (droit à indemnité). Ce nouveau mécanisme est introduit par la modification de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes et de la loi modifiée du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. Il concerne notamment les terrains faisant l'objet de prescriptions d'un plan directeur ou d'un plan d'occupation du sol. Cet instrument permettra de déterminer la «compensation juste» en cas d'expropriation, de réduire les risques de refus de vente et de contrôler les plus-values spéculatives qui

peuvent être créées sur des terrains, notamment jusque-là situés en zone verte hors périmètre d'agglomération, par l'entrée en vigueur des plans directeurs. Dès lors qu'un plan directeur a défini des zones prioritaires pour une certaine activité, un risque important de spéculation foncière existe actuellement. Afin de contrer ce risque, le projet de loi propose, pour déterminer la valeur de l'immeuble approprié faisant l'objet de prescriptions d'un plan directeur sectoriel ou régional ou d'un plan d'occupation du sol, de ne pas tenir compte des changements de valeur subis depuis le dépôt du projet de plan en question auprès de la commune de la situation de l'immeuble, s'ils ont été provoqués:

- par l'annonce de travaux ou opérations dont la déclaration d'utilité publique est demandée;

- par la perspective de modifications aux règles d'utilisation des sols;

- par la réalisation, dans les trois années précédant la procédure de consultation du plan sectoriel, régional ou d'occupation du sol en question, de travaux publics dans l'enceinte du plan concerné où est situé l'immeuble et qui sont en relation avec le futur plan en cours d'élaboration.

Le projet de texte est basé sur le texte de l'article L.13-15 du code français de l'expropriation pour cause d'utilité publique et reflète en particulier l'idée de pouvoir se référer, pour la détermination de la valeur du bien à exproprier, à la valeur du bien telle qu'elle était un

an précédant la première publication officielle relative au futur plan.

5. Articulation des instruments de planification avec les dispositions de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

S'il est logique, d'une part, que la planification nationale et la planification communale doivent être compatibles et, d'autre part, que la planification nationale doit avoir la primauté sur la planification communale, il est prévu d'insérer dans la nouvelle loi sur l'aménagement du territoire une disposition interdisant toute adoption ou modification d'un plan d'aménagement général contraire aux dispositions du projet de plan directeur. En effet, il faut éviter que les communes ne puissent créer des faits accomplis qui pourraient rendre impossible la mise en œuvre d'un plan directeur. Ainsi, à partir de la communication d'un projet de plan directeur aux communes, tout changement de destination du sol, tout morcellement des terrains, toute construction ou réparation confortatives, ainsi que tous les travaux généralement quelconques sont interdits, tant que ces changements, morcellements, réparations ou travaux sont contraires aux prescriptions du plan ou projet de plan. Cette interdiction tombe si le plan n'est pas déclaré obligatoire dans les cinq années à partir du dépôt susmentionné. Une telle disposition existe déjà, pour les mêmes raisons, dans la loi actuelle pour les plans d'occupation du sol.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 19.03.2010

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

09.06.2010	Désignation d'un rapporteur
18.10.2010	Examen du projet de loi
09.11.2011	Examen de l'avis du Conseil d'État
16.11.2011	Continuation des travaux
30.11.2011	Continuation des travaux
04.01.2012	Continuation des travaux
11.01.2012	Continuation des travaux
02.02.2012	Continuation des travaux
15.02.2012	Continuation des travaux
15.03.2012	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
28.03.2012	Continuation des travaux
02.05.2012	Continuation des travaux
03.05.2012	Continuation des travaux
16.05.2012	Continuation des travaux
18.06.2012	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
24.10.2012	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
08.11.2012	Continuation de l'examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
26.11.2012	Continuation des travaux
10.12.2012	Continuation des travaux
16.01.2013	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
17.04.2013	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
02.05.2013	Adoption d'un amendement parlementaire
12.06.2013	Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'État
04.07.2013	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.07.2013

Loi du 30 juillet 2013

Mémorial A: 2013, n°160, p. 3080

Violence domestique

6181 - Projet de loi portant modification 1. de la loi du 8 septembre 2003 sur la violence domestique;

2. de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;

3. du Code pénal;

4. du Nouveau Code de procédure civile

Le présent projet de loi a pour objet de modifier principalement les dispositions de la loi du 8 septembre 2003 sur la violence domestique,

mais également certaines des dispositions de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police, du Code pénal ainsi que du Nouveau Code de procédure civile.

Les modifications proposées visent à la fois à améliorer la sécurité et la protection des victimes et la responsabilisation des auteurs de violence, ainsi qu'à renforcer la prévention à long terme de la violence domestique.

Elles tiennent compte des recommandations formulées, d'une part, annuellement au Conseil de Gouvernement par le Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine



de la lutte contre la violence et, d'autre part, par deux évaluations scientifiques réalisées en 2006 et 2009 par une experte externe, en l'occurrence Madame Beate Stoff.

Les éléments-clés du projet de loi sont les suivants:

- l'extension du champ d'application des victimes

Le présent projet de loi rend applicable les dispositions légales en matière de violence domestique à toute personne avec laquelle l'auteur de violence cohabite dans un cadre familial.

- l'augmentation et le renforcement de la protection des victimes elles-mêmes

Le projet de loi vise à rendre la mesure d'expulsion plus efficace en augmentant la durée de l'expulsion de 10 à 14 jours et en ajoutant à l'interdiction d'entrer au domicile et aux dépendances, l'interdiction de prendre contact, oralement ou par écrit ou par personne interposée avec la personne protégée et celle de s'approcher d'elle (article 1). Dans le cadre des nouvelles dispositions modifiant le Nouveau Code de procédure civile, le projet de loi prévoit de simplifier les démarches à entreprendre par la personne protégée en vue de l'obtention d'une interdiction de retour au domicile consécutive à une mesure d'éloignement (article 8). Par ailleurs, il tend à renforcer la protection de la victime en regroupant, en complétant et en raffermissant l'arsenal de sanctions prévues dans le Code pénal en cas de violation de la mesure d'expulsion et des interdictions qui s'y rapportent (article 6).

- la mise en exergue de la situation de vulnérabilité des enfants victimes de violence

Le Comité de coopération ainsi que Madame Beate Stoff évoquent la situation de fragilité des enfants victimes et/ou témoins de violence domestique et jugent que cette dernière n'a pas été suffisamment prise en compte par la loi de 2003.

- la responsabilisation des auteurs de violence domestique

L'auteur de violence est obligé de coopérer avec un service prenant en charge les auteurs de violence, ces services étant ancrés dans la loi. La mesure d'expulsion sera mise à profit pour provoquer une prise de conscience auprès des auteurs. En plus, les services prenant en charge des auteurs recevront la charge de prendre l'initiative de contacter la personne expulsée au cas où cette dernière ne suit pas l'obligation de se présenter endéans sept jours à compter du jour de l'entrée en vigueur de l'expulsion auprès du service en question.

- l'introduction d'un droit de recours pour la personne expulsée contre la mesure d'expulsion

Cette nouvelle disposition est d'abord prise afin de garantir le respect des droits fondamentaux et, notamment, des droits matériels et des droits procéduraux, ensuite parce que la durée de la mesure d'expulsion est augmentée de dix à quatorze jours et, enfin, au vu de l'approbation imminente par le Parlement européen du règlement relatif à la reconnaissance mutuelle des mesures de protection en matière civile sur demande de la personne menacée, qui vise à renforcer les droits des victimes.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 20.12.2011
Rapporteur: M. Léon Gloden

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Gilles Roth):

06.11.2012	Désignation d'un rapporteur
09.01.2013	Présentation du projet de loi Examen de l'avis du Conseil d'État
30.01.2013	Suite de l'examen de l'avis du Conseil d'État
20.02.2013	Présentation et adoption d'une série d'amendements
17.04.2013	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
22.05.2013	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
26.06.2013	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
03.07.2013	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.07.2013

Secteur des assurances

6398 - Projet de loi portant modification de:

- la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;

- la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme

Le projet de loi a pour objectif d'apporter des modifications à la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances pour restructurer ladite loi en vue d'une meilleure lisibilité et d'une cohérence juridique renforcée. Il anticipe également l'entrée en vigueur de la directive «Solvabilité II» par la création de «professionnels du secteur de l'assurance», à l'image des professionnels du secteur financier.

Le projet de loi a particulièrement pour objet:

1. de rassembler dans une partie unique de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances les dispositions actuelles régissant différents professionnels du secteur de l'assurance (PSA) d'ores et déjà existants;
2. de créer et organiser de nouvelles professions au sein du secteur de l'assurance en les soumettant à une surveillance prudentielle appropriée et en leur appliquant, pour autant que de besoin, les obligations de confidentialité de l'article 111-1 de la loi;
3. de faciliter pour les entreprises d'assurances et de réassurances le recours à la sous-traitance de certaines de leurs activités;
4. d'adapter et compléter les dispositions applicables aux intermédiaires d'assurances et de réassurances.

La partie V de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances va regrouper à l'avenir tous les acteurs et activités désignés désormais comme «PSA» (professionnels du secteur de l'assurance), de même que les intermédiaires d'assurances et de réassurances.

Cette partie V de la loi est actuellement réservée aux dirigeants d'entreprises d'assurances et aux intermédiaires d'assurances. Elle est désormais étendue pour recueillir toutes les dispositions relatives aux PSA et aux dirigeants. Suite à l'opposition formelle du Conseil d'État, il a été décidé d'ouvrir le statut de certains PSA aux personnes physiques.

Bien que les intermédiaires d'assurances et de réassurances soient aussi des professionnels de l'assurance au sens large, ils gardent, à l'intérieur de la partie V, une place à part et ne sont pas visés sous le sigle de «PSA».

Les idées qui ont présidé à la rédaction des nouveaux textes sont les suivantes:

- compléter la liste des PSF (professionnels du secteur financier) surveillés par la CSSF par des

catégories de professionnels nécessaires au secteur des assurances;

- aligner dans la mesure du possible les nouvelles dispositions sur celles régissant les PSF surveillés par la CSSF;

- maintenir l'acquis de la législation actuelle qui a fait ses preuves pour les PSA d'ores et déjà existants.

Le projet de loi opère également une distinction plus claire entre les personnes physiques assurant la direction d'une entreprise d'assurances, de réassurance ou de fonds de pension et les PSA fournissant des prestations de gestion ou assumant la fonction de dirigeant. Ces activités exigent une continuité dans le temps et doivent être confiées de préférence à des personnes morales disposant de ressources permettant d'assurer la pérennité des opérations.

À l'instar des gestionnaires de fonds de pension et des PSF, les professionnels du secteur de l'assurance et les courtiers devront disposer à l'avenir d'assises financières suffisantes.

Le texte de loi retenu prévoit finalement les dispositions suivantes pour venir à la rencontre des sociétés dites «start-up» voulant se lancer dans une activité de PSA:

L'agrément comme PSA pour les personnes morales est subordonné à un capital libéré d'au moins 50.000 euros. Ces personnes morales disposent d'un délai de cinq ans à partir de l'agrément pour porter leur capital libéré à 125.000 euros au moins.

Les PSA personnes physiques devront disposer d'un patrimoine net minimum de 25.000 euros à l'agrément et de 50.000 euros au moins à l'issue de cinq ans.

Mis à part les courtiers d'assurances ou de réassurances indépendants, il est à noter qu'aucune exigence d'assises financières ne s'applique pour une personne physique.

Par ailleurs, la soumission de l'agrément des différentes catégories de professionnels du secteur de l'assurance et de courtiers à des conditions renforcées d'exigences financières, de reporting (révision annuelle des documents comptables par un réviseur d'entreprises agréé) et de surveillance a pour but d'éviter l'émergence de structures fragiles dont la défaillance aurait un impact négatif sur la réputation et la solidité de la place financière dans son ensemble.

En ce qui concerne la création de nouvelles professions au sein du secteur de l'assurance, le présent projet de loi répond également à la législation applicable dans un futur proche.

Enfin, le projet de loi étend le champ d'application de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme aux PSA de manière à les soumettre aux exigences découlant de cette loi.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 17.02.2012
Rapporteur: M. Norbert Hauptert

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Michel Wolter):

27.11.2012	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi Examen de l'avis du Conseil d'État
20.03.2013	Présentation d'amendements parlementaires
05.07.2013	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.07.2013

Loi du 12 juillet 2013

Mémorial A: 2013, n°129, p. 2698

Dépôt par Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des Chances, le 27.08.2010

Rapporteuse: Mme Sylvie Andrich-Duval

Travaux de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances (Président: M. Jean-Paul Schaaf):

20.03.2012	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi et des amendements gouvernementaux Examen des avis du Conseil d'État
27.03.2012	Continuation des travaux
24.04.2012	Continuation des travaux
15.05.2012	Continuation des travaux
22.05.2012	Échange de vues avec des représentants de la Justice et de la Police
05.06.2012	Continuation des travaux
27.03.2013	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
03.07.2013	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
04.07.2013	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.07.2013

Loi du 30 juillet 2013

Mémorial A: 2013, n°150, p. 2900

Droit comptable des entreprises

6376 - Projet de loi portant réforme de la Commission des normes comptables et modification de diverses dispositions relatives à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises ainsi qu'aux comptes consolidés de certaines formes de sociétés et modifiant:

(1) le titre II du livre I^{er} du Code de commerce

(2) le titre II de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises

(3) la section XVI de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales

Le projet de loi élargi a pour objet de compléter la modernisation des dispositions législatives portant sur le droit comptable des entreprises, une première étape en ce sens ayant été franchie avec l'entrée en vigueur de la loi du 10 décembre 2010 relative à l'introduction des normes comptables internationales pour les entreprises¹.

¹ Loi du 10 décembre 2010 relative à l'introduction des normes comptables internationales pour les entreprises modifiant 1. la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises; 2. la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales; 3. l'article 13 du Code de commerce (Mém. A, n°225, 17.12.2010)

Les modifications envisagées ont trait à plusieurs volets:

- La réforme de la Commission des normes comptables (ci-après la «CNC») qui vise principalement à doter la CNC de la personnalité juridique, de l'autonomie financière et d'une certaine autonomie administrative vis-à-vis du Ministère de la Justice.

Son financement² se fera par prélèvement de droits grevant le dépôt des comptes annuels et des comptes consolidés des entreprises. Ce prélèvement viendra en déduction du montant actuellement perçu pour le dépôt des comptes des entreprises afin de ne pas sanctionner les dites entreprises. Quant à la forme juridique, c'est le modèle du groupement d'intérêt économique qui a finalement été retenu.

- La détermination des réserves distribuables en cas de recours à l'évaluation suivant la méthode de la juste valeur ou aux normes comptables internationales dans leur ensemble.

- La comptabilité et les comptes annuels des entreprises ainsi que les comptes consolidés de certaines formes de sociétés.

www.chd.lu

² Le modèle retenu est le modèle belge où la Commission des normes comptables est financée par le prélèvement de droits grevant le dépôt des comptes annuels et des comptes consolidés des entreprises.



Transports publics

6426 - Projet de loi modifiant:

a) la loi modifiée du 29 juin 2004 portant sur les transports publics

b) la loi du 19 juin 2009 sur l'ordre et la sécurité dans les transports publics

Le projet de loi, tel que déposé initialement par M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures, avait pour unique objet de modifier la loi modifiée du 29 juin 2004 portant sur les transports publics. Cette modification avait pour double objectif de:

1) régler les problèmes juridiques mis en lumière par un jugement récent du tribunal de paix d'Esch-sur-Alzette qui a constaté l'illégalité du règlement ministériel modifié du 12 juin 2007 fixant les tarifs des transports publics en ce qui concerne les sanctions infligées aux voyageurs en situation irrégulière.

En effet, un voyageur de train avait présenté, lors d'un contrôle, un abonnement qui était expiré. Par voie de conséquence, la CFL lui avait adressé un courrier de mise en demeure pour lui réclamer le paiement du tarif augmenté majoré de 50%, par application de l'article 20 du règlement ministériel du 12 juin 2007 précité.

L'avocat de ce voyageur avait argumenté que le ministre n'est pas habilité à adopter des sanctions tel qu'il l'a fait au regard des articles 19 et 20 dudit règlement ministériel, dans la mesure où ce règlement ne trouve pas sa base dans une délégation de pouvoir découlant de la loi du 29 juin 2004 portant sur les transports

publics. Le juge en a déduit que les dispositions du règlement ministériel relatives à la majoration du tarif «ne rentrent pas dans la délégation de pouvoir conférée au ministre, de sorte que ces dispositions contraires à la loi ne peuvent pas être appliquées pour la solution du (...) litige». Le juge a donc déclaré la demande de la CFL non fondée pour défaut de base légale. En plus, hormis l'argumentation sur la légalité du règlement ministériel, il est probable que la disproportion manifeste du tarif réclamé par la CFL (630 €) avait joué de manière latente dans la décision du tribunal. Au motif qu'un tarif augmenté n'est pas à considérer comme un tarif de transport, mais bien comme une sanction pour défaut de pouvoir présenter un titre de transport valable, il y a lieu de combler ce vide juridique par la modification de l'article 22 paragraphe 1^{er} point b) de la loi modifiée du 29 juin 2004 portant sur les transports publics.

2) redresser certaines erreurs introduites par la loi du 18 décembre 2009 relative à la profession de l'audit dans la loi modifiée du 29 juin 2004 précitée.

Dans son avis du 30 juillet 2012, le Conseil d'État, s'est, d'une part, opposé formellement à ce que les sanctions administratives soient fixées dans un règlement grand-ducal. D'autre part, il a recommandé d'inscrire les sanctions administratives pour les voyageurs en situation irrégulière dans la loi du 19 juin 2009 sur l'ordre et la sécurité dans les transports publics. La Commission du Développement durable a suivi les propositions du Conseil d'État en modifiant également la loi du 19 juin 2009 sur l'ordre et la sécurité dans les transports publics.

La directive pose un ensemble de règles qui portent plus particulièrement sur les conditions d'agrément des gestionnaires, les exigences organisationnelles, les exigences de fonds propres, les exigences en matière de gestion de liquidité et de risques, de délégation, de divulgation d'informations et de limitation de l'effet de levier. La directive contient par ailleurs des dispositions applicables aux dépositaires de fonds d'investissement alternatifs en précisant leur rôle et leurs responsabilités. La directive introduit également des règles visant à assurer une évaluation appropriée et indépendante des actifs des fonds d'investissement alternatifs. En contrepartie, les gestionnaires se voient offrir de nouvelles opportunités à travers un passeport européen qui leur permet de prêter leurs services de gestion et de distribuer leurs fonds auprès d'investisseurs professionnels dans tous les États membres de l'UE. La directive introduit encore des règles spécifiques applicables aux gestionnaires et aux fonds d'investissement alternatifs établis en dehors de l'Union européenne. Ainsi, la directive prévoit le bénéfice du passeport européen pour les fonds établis en dehors de l'Union européenne, de même que la possibilité pour les gestionnaires établis en dehors de l'Union européenne d'être agréés suivant certaines conditions conformément à ladite directive.

Les dispositions de la directive 2011/61/UE devront être transposées par les États membres le 22 juillet 2013 au plus tard et devront être appliquées à partir de cette date, sous réserve des dispositions concernant les relations avec les pays tiers qui seront rendues applicables à la date qui figurera dans un acte délégué à prendre par la Commission de l'Union européenne, en principe en 2015.

Les nouvelles règles imposées aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs auront vocation à s'adresser principalement à des acteurs assurant la gestion de véhicules d'investissement qui sont actuellement déjà soumis à des réglementations spécifiques les concernant, en l'occurrence aux gestionnaires d'OPC relevant de la partie II de la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif et aux gestionnaires de fonds d'investissement spécialisés régis par la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spé-

cialisés. La gestion des SICAR régies par la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque relèvera également du champ d'application de la nouvelle réglementation. Sont également susceptibles d'être destinataires des nouvelles règles issues de la directive 2011/61/UE, les gestionnaires établis au Luxembourg qui assurent la gestion de tout autre véhicule d'investissement de droit luxembourgeois, actuellement non réglementé, ou d'un véhicule d'investissement de droit étranger se qualifiant comme fonds d'investissement alternatif au sens de ladite directive.

La nouvelle réglementation s'adressera tant aux gestionnaires externes désignés par le fonds d'investissement alternatif ou pour le compte de celui-ci qu'aux fonds d'investissement alternatifs dont la structure permet une gestion interne et pour lesquels l'organe de gestion interne n'a pas nommé un gestionnaire externe.

Le projet de loi entend transposer la directive par un texte de loi spécifique qui aura pour objet d'introduire et de réglementer en droit luxembourgeois le statut de «gestionnaire de fonds d'investissement alternatifs», alors que le produit «fonds d'investissement alternatif» continuera d'être réglementé sur base des législations nationales existantes. Cette approche est en ligne avec celle retenue par le législateur européen.

Le projet de loi reprend fidèlement le texte et les formulations de la directive en ce qui concerne les dispositions visant à réglementer le nouveau statut de «gestionnaire de fonds d'investissement alternatifs». Les règles introduites par le projet de loi s'appliqueront aux gestionnaires établis au Luxembourg, du moment qu'ils assurent la gestion de fonds d'investissement alternatifs tels que définis dans le projet de loi et sous réserve des exclusions et des dérogations qui y sont mentionnées, peu importe que ces fonds d'investissement alternatifs soient établis au Luxembourg, dans un autre État de l'Union européenne ou dans un pays tiers, et peu importe que ces fonds d'investissement alternatifs soient réglementés ou non.

Au-delà de la stricte transposition de la directive, le projet de loi prévoit également des dispositions modificatives au niveau des lois sectorielles.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 18.04.2012

Rapporteur: M. Ali Kaes

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

21.05.2012	Désignation d'un rapporteur
26.09.2012	Présentation du projet de loi Examen de l'avis du Conseil d'État
27.11.2012	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
22.05.2013	Désignation d'un nouveau rapporteur Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
12.06.2013	Continuation de l'examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
04.07.2013	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.07.2013

Gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs

6471 - Projet de loi relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs et

- portant transposition de la directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs et modifiant les directives 2003/41/CE et 2009/65/CE ainsi que les règlements (CE) n°1060/2009 et (UE) n°1095/2010;

- portant modification:

- de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;

- de la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;

- de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR);

- de la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (assep);

- de la loi du 13 juillet 2005 concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle;

- de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

- de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme;

- de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

- de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;

- de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises;

- du Code de commerce;

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi modifiée du 1^{er} décembre 1936 concernant l'impôt commercial;

- de la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934;

- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

- de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Le présent projet de loi a pour objet principal la transposition en droit luxembourgeois de la directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (ci-après directive AIFM) et modifiant les directives 2003/41/CE et 2009/65/CE ainsi que les règlements (CE) n°1060/2009 et (UE) n°1095/2010 (la directive 2011/61/UE).

La directive AIFM a pour objectif de créer en Europe un cadre légal harmonisé régissant l'agrément et la surveillance des gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs. Cette directive vise à encadrer la gestion de véhicules d'investissement qui se qualifient comme des fonds d'investissement alternatifs au sens de ladite directive. D'une manière générale sont visés les organismes de placement collectif autres que les OPCVM qui sont actuellement réglementés par la directive 2009/65/CE (directive UCITS IV). Le secteur des fonds d'investissement alternatifs, qui joue un rôle important dans le financement de l'économie européenne, regroupe des acteurs et des produits très différents, tels que les fonds de type private equity, les hedge funds ou encore les fonds immobiliers.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 24.08.2012

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Michel Wolter):

23.04.2013	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi Examen de l'avis du Conseil d'État
30.04.2013	Suite de l'examen de l'avis du Conseil d'État
17.05.2013	Échange de vues avec le Ministre des Finances Adoption d'une série d'amendements
04.06.2013	Suite de l'examen du projet de loi
25.06.2013	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
05.07.2013	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.07.2013

Loi du 12 juillet 2013

Mémorial A: 2013, n°119, p. 1856

Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel

6487 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques en vue de la création de l'établissement public «Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel» et modifiant

1) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État et

2) la loi du 20 avril 2009 relative à l'accès aux représentations cinématographiques publiques

Le présent projet de loi poursuit le double objectif de:

- réorganiser la surveillance des services de médias en regroupant au sein d'une seule entité - l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel (ALIA) - les pouvoirs répartis actuellement entre la Commission indépendante de la radiodiffusion, le Conseil national des programmes et le ministre ayant dans ses attributions les médias;

- et de mettre à la disposition de l'ALIA un système de sanctions graduées qui remplacera le système actuel peu efficace.

Les points saillants du projet de loi:

- **Centralisation:** à l'avenir, les pouvoirs répartis entre le CNP, la CIR et le ministère en charge des médias seront centralisés au sein d'une seule et unique autorité indépendante, qui aura le statut d'établissement public et qui sera dénommée «Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel» (ALIA).

- **Sanctions:** la nouvelle autorité sera dotée d'un pouvoir de sanction propre. En fonction de la pratique constatée, l'ALIA pourra ainsi prononcer un blâme, décider une amende financière voire le retrait des permissions et concessions des radios et chaînes de télévision.

Pour ce qui est des sanctions, il y a lieu de souligner les trois principes suivants:

- il n'y a pas de cumul de sanctions administratives et de sanctions pénales;

- l'instruction de la plainte doit être contradictoire;

- un recours en réformation est prévu.



- **Fonctionnement:** le projet de loi sous objet propose de conférer à l'ALIA le statut d'un établissement public à caractère administratif. La nouvelle autorité de surveillance sera coiffée de trois organes dirigeants:

L'organe de décision de l'autorité sera un *Conseil d'administration* composé de cinq membres choisis en raison de leur compétence, qui n'auront pas la qualité de fonctionnaire. A noter qu'un membre du Conseil d'administration ne peut exercer un mandat communal.

Il appartient au Conseil d'administration de constater les violations aux dispositions de la législation sur les médias électroniques, sur base d'un dossier d'instruction qui lui est soumis par le directeur, et de prononcer soit le classement de l'affaire, soit une des sanctions qui seront introduites par le présent projet de loi.

Le directeur de l'ALIA est nommé par le Grand-Duc, sur proposition du Gouvernement en conseil, le Conseil d'administration entendu en son avis, pour une durée de cinq ans, renouvelable. Il gère l'administration et le personnel de l'ALIA, prépare et exécute les décisions du Conseil d'administration.

L'Assemblée consultative a un rôle purement consultatif dans le cadre d'une instruction concernant une éventuelle violation d'une disposition ayant trait au contenu d'un service, linéaire ou à la demande, relevant de la surveillance de l'ALIA.

Le projet de loi ne se prononce pas sur les organisations représentées à l'Assemblée consultative alors que cette liste sera fixée par règlement grand-ducal. Le projet de loi dispose néanmoins que, à l'instar de l'actuelle assemblée plénière du CNP, l'Assemblée consultative sera constituée de membres d'organisations les plus représentatives de la vie sociale et culturelle du pays ainsi que de personnalités indépendantes.

- **Concessions et permissions:** l'octroi des concessions pour les services de médias audiovisuels linéaires relèvera aussi après la réforme de la compétence du Gouvernement et les no-

tifications continuent à être adressées au ministre ayant les médias dans ses attributions. L'ALIA en est informée afin qu'elle puisse accomplir sa mission de surveillance.

Par contre, la nouvelle autorité sera désormais chargée de l'attribution ainsi que du retrait des permissions pour les radios locales et à réseaux d'émission et de l'attribution des licences permettant d'utiliser une fréquence aux fins de diffuser les services de radio locale et à réseau d'émission.

- **Nouvelles missions:** l'ALIA se voit attribuer trois nouvelles missions qui découlent de la directive 2010/13/UE du 10 mars 2010 portant révision de la directive dite télévision sans frontières: il s'agit des missions d'encouragement prévues dans le domaine de l'accès aux services de médias audiovisuels des personnes souffrant de déficiences auditives et visuelles, dans le domaine de la promotion d'une alimentation saine et équilibrée dans les communications commerciales accompagnant les programmes pour enfants et dans le domaine des œuvres européennes pour les services de médias audiovisuels à la demande. Jusqu'à présent, les dispositions correspondantes de la directive ne figuraient dans aucun texte législatif alors qu'il s'agit de dispositions d'encouragement qui n'ont pas de force contraignante.

Par ailleurs, l'ALIA se voit confier la mission relative à la protection des mineurs qui découle de l'article 6 de la loi du 20 avril 2009 relative à l'accès aux représentations cinématographiques publiques. L'ALIA sera donc en charge du contrôle du classement des films et du respect et de la publication obligatoire de ce classement.

- **Financement:** l'ALIA est financée moyennant une dotation annuelle à charge de l'État. Par ailleurs, le projet de loi introduit une base légale autorisant l'ALIA à prélever la partie de ses frais de personnel et de fonctionnement non couverte par la dotation annuelle à charge du budget de l'État par des taxes à percevoir auprès de chaque fournisseur de services de médias audiovisuels ou personne soumise à sa surveillance.

Dépôt par M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 04.03.2013

Rapporteur: M. Marcel Oberweis

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

17.04.2013 Désignation d'un rapporteur
22.05.2013 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
04.06.2013 Adoption d'une série d'amendements parlementaires
26.06.2013 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
03.07.2013 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.07.2013

Loi du 27 août 2013

Mémorial A: 2013, n°161, p. 3095

Infrastructure ferroviaire

6569 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire (aménagement d'une plate-forme multimodale à Bettembourg/Dudelange - phase I: travaux préparatoires)

Le projet de loi 6569 a pour objet de modifier la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire en ajoutant un projet supplémentaire à la liste des projets inscrits à l'article 10.

La loi précitée du 10 mai 1995 règle la police et la gestion du réseau ferré national tout en confiant la gestion technique de ce réseau aux CFL, la responsabilité financière afférente étant assumée directement par l'État via le Fonds du Rail.

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 24 juillet 2000, qui a autorisé une première série de 14

projets d'infrastructure ferroviaire de grande envergure, l'article 10 précité comporte le relevé des projets et est régulièrement mis à jour au rythme de la réalisation du programme d'investissement arrêté entre le Gouvernement et les CFL en matière de maintenance, de sécurisation et d'extension de l'infrastructure ferroviaire.

Le présent projet de loi vise à faire autoriser par le législateur, conformément à l'article 99 de la Constitution, la création d'un centre de logistique de référence et le développement d'une plate-forme multimodale à Bettembourg/Dudelange. Le projet comprend tous les travaux préparatoires y compris l'ensemble des terrassements, des soutènements et de la stabilisation et de protections des sous-sols ainsi que les infrastructures fixes de l'autoroute ferroviaire et du terminal pour transports combinés. Le montant de cette loi de financement s'élève à 182.000.000 euros.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 03.05.2013

Rapporteur: M. Ali Kaes

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

22.05.2013 Désignation d'un rapporteur
26.06.2013 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
03.07.2013 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.07.2013

Loi du 27 août 2013

Mémorial A: 2013, n°162, p. 3104

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias, le 15.10.2012

Rapporteur: M. Serge Wilmes

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace (Président: M. Marcel Oberweis):

17.12.2012 Désignation d'un rapporteur
21.02.2013 Échange de vues avec des représentants du Conseil national des programmes
07.03.2013 Examen de l'avis du Conseil d'État
Examen de l'avis de la Commission indépendante de la radiodiffusion
14.03.2013 Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
08.04.2013 Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
25.04.2013 Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État et de l'avis de la Commission indépendante de la radiodiffusion
07.05.2013 Continuation des travaux
23.05.2013 Continuation des travaux
06.06.2013 Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
04.07.2013 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
05.07.2013 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.07.2013

Quotas d'émission de gaz à effet de serre

6547 - Projet de loi dérogeant temporairement à la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

Le projet de loi a pour objet de transposer la décision n°377/2013/UE du Parlement européen et du Conseil dérogeant temporairement à la directive 2003/87/CE établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté («directive SCEQE»).

La dérogation prévue dans la décision européenne précitée concerne les vols à destination et en provenance d'aéroports situés dans des pays hors de l'Union; elle implique de ne prendre aucune mesure à l'encontre des exploitants d'aéronefs pour ce qui est des exigences résultant de la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre pour les années civiles 2010, 2011 et 2012 relativement à la déclaration des émissions vérifiées et

à la restitution correspondante des quotas destinés à l'aviation de 2012 associés à ces vols.

Les autorités européennes considèrent aujourd'hui le cadre de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) comme plus approprié pour définir les politiques de réduction d'émissions de l'aviation. Afin de ne pas entraver l'adoption de mesures fondées sur le marché à un niveau mondial, il convient, de l'avis des décideurs européens, de suspendre provisoirement les mesures déjà prises au seul niveau européen. Lors de la réunion du Conseil de l'OACI de 2012, des progrès significatifs ont été accomplis dans la réalisation de l'objectif d'une régulation mondiale des émissions dans le secteur de l'aviation. La décision n°377/2013/UE vise à renforcer cette dynamique et à accroître les chances que l'assemblée de l'OACI de 2013 débouche sur des résultats concrets en ce qui concerne l'élaboration d'un mécanisme de marché mondial et l'adoption d'un cadre facilitant l'application, par les États, de mesures fondées sur le marché de l'aviation internationale.

À noter que la directive SCEQE continue de s'appliquer pleinement en ce qui concerne les vols entre aéroports situés à l'intérieur de l'Union et des zones étroitement liées à celle-ci.



Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- *Actualité*
- *Organisation et fonctionnement*
- *Travail à la Chambre*
- *La Chambre et l'UE*
- *La Chambre et vous*



Sommaire

1. Octroi du titre honorifique à un ancien Député

- M. le Président

2. Communications

- M. le Président

3. Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil fixant des dispositions pour la gestion des dépenses relatives, d'une part, à la chaîne de production des denrées alimentaires, à la santé et au bien-être des animaux et, d'autre part, à la santé et au matériel de reproduction des végétaux, modifiant les directives 98/56/CE, 2000/29/CE et 2008/90/CE du Conseil, les règlements (CE) n°178/2002, (CE) n°882/2004 et (CE) n°396/2005, la directive 2009/128/CE ainsi que le règlement (CE) n°1107/2009 et abrogeant les décisions 66/399/CEE, 76/894/CEE et 2009/470/CE du Conseil, proposition législative émanant de la Commission européenne (COM(2013) 327 final)

- Art. 169 du Règlement de la Chambre

- M. le Président

- Vote à main levée sur la résolution (adoptée)

4. Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant les contrôles officiels et les autres activités officielles servant à assurer le respect de la législation sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux ainsi que les règles relatives à la santé et au bien-être des animaux, à la santé et au matériel de reproduction des végétaux et aux produits phytopharmaceutiques, et modifiant les règlements (CE) n°999/2001, (CE) n°1829/2003, (CE) n°1831/2003, (CE) n°1/2005, (CE) n°396/2005, (CE) n°834/2007, (CE) n°1099/2009, (CE) n°1069/2009, (CE) n°1107/2009, (EU) n°1151/2012, (UE) (...) /2013 ainsi que les directives 98/58/CE, 1999/74/CE, 2007/43/CE, 2008/120/CE et 2009/128/CE (règlement sur les contrôles officiels), proposition législative émanant de la Commission européenne (COM(2013) 265)

- Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre

- M. le Président

- Vote à main levée sur la résolution (adoptée)

5. Ordre du jour

- M. le Président

6. Dépôt d'une proposition de loi par M. Fernand Kartheiser

- M. Fernand Kartheiser

7. Dépôt d'une résolution par M. Claude Adam

- M. Claude Adam

8. Heure de questions au Gouvernement

Question n°242 du 1^{er} juillet 2013 de M. Eugène Berger relative à la mise sur écoute d'institutions européennes par des services secrets américains, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères

- M. Eugène Berger - M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères

Question n°243 du 1^{er} juillet 2013 de M. Henri Kox relative au pacte logement avec les communes, adressée à M. le Ministre du Logement et à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

- M. Henri Kox - M. Marco Schank, Ministre du Logement

Question n°244 du 30 juin 2013 de M. Jean Colombero relative à la construction d'éoliennes le long de la Moselle, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures

- M. Jean Colombero - M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures

Question n°245 du 1^{er} juillet 2013 de Mme Anne Brasseur relative aux règlements d'exécution de lois en souffrance, adressée à M. le Ministre aux Relations avec le Parlement

- Mme Anne Brasseur - M. Marc Spautz, Ministre aux Relations avec le Parlement

Question n°246 du 2 juillet 2013 de M. Fernand Kartheiser relative au respect des droits de l'Homme en France, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères

- M. Fernand Kartheiser - M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères

Question n°247 du 2 juillet 2013 de M. Gast Gibéryen relative aux allocations familiales, adressée à M. le Ministre de la Famille et de l'Intégration

- M. Gast Gibéryen - M. Marc Spautz, Ministre de la Famille et de l'Intégration

Question n°248 du 2 juillet 2013 de Mme Marie-Josée Frank relative à la prise en charge des patients souffrant de douleurs chroniques, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale

- Mme Marie-Josée Frank - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale

9. Résolution de M. Claude Adam relative à la surveillance et à l'espionnage de la part des États-Unis

- Exposé: M. Claude Adam

- M. Fernand Kartheiser

- Vote à main levée sur la résolution modifiée (adoptée)

10. Question élargie n°33 de M. Marcel Oberweis sur l'indicateur du bien-être

- M. Marcel Oberweis

- M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur

11. 6494 - Projet de loi modifiant la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac

- Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale: Mme Lydia Mutsch

- Discussion générale: Mme Martine Mergen, M. Alexandre Krieps, Mme Josée Lorsché, M. Gast Gibéryen, M. Jean Colombero, Mme Nancy Arendt, M. Xavier Bettel

- M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé (Mme Josée Lorsché et M. Félix Braz interviennent)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

12. Débat de consultation sur l'élaboration d'un nouveau plan hospitalier

- Exposé: M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé

- Débat: Mme Josée Lorsché, Mme Martine Mergen, M. Alexandre Krieps, Mme Lydia Mutsch, M. Gast Gibéryen (M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, intervient), M. Jean Colombero

- M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé (M. Robert Weber pose une question)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Mars Di Bartolomeo, Mme Octavie Modert, MM. Marco Schank, Romain Schneider, Etienne Schneider, Marc Spautz et Mme Martine Hansen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

► **M. le Président.** - Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères.** - Neen, Här President.

1. Octroi du titre honorifique à un ancien Député

► **M. le Président.** - A senger Réunioun vum 27. Juni 2013 huet de Bureau opgrond vun den Artikelen 198 an 200 vum Chambersreglement virgeschloen, der fréierer Deputéierter Marie-Josée Jacobs den Éierentitel vun hirer Funktioun zouzëerkennen.

Ass d'Chamber mat deem Virschlag averstannen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

An der neier Éierendeputéierter eis Félicitatioun!

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Bureau déposiert.

2) Folgend Projekte goufen an der Administration parlementaire déposiert: den 20. Juni vum Finanzminister de Projet de loi 6582 iwwert d'Adhësioun vu Lëtzebuerg un d'Banque africaine de développement; deeselwechten Dag vum Logementsminister de Projet de loi 6583 iwwert d'Promotioun vum Logement a vun nohaltege Wunnengen, a schliesslech den 28. Juni vum Aarbechtsminister de Projet de loi 6584, eng Ofännerung vum Code du Travail.

3) De 24. Juni 2013 ass d'Petitioun N°325 fir e Verbuert vu Stachel- a Würgehalsbänner vun der Madame Nancy Konen, der ALPA an aneren eragereecht ginn.

4) Esou wéi dat am Chambersreglement virgesinn ass, wollt ech folgend Kommunikatioun un d'Chamber maachen:

A sengem Brëif vum 20. Juni 2013 huet de Président vum Centre pour l'égalité de traitement matgedeelt, dass d'Mandat vun de Membere vum Collège vum Centre pour l'égalité de traitement Enn dëses Joers zu Enn kënnent.

Esou wéi et festgehalen ass am Artikel 11 vum Gesetz vum 28. November 2006 iwwert de Centre pour l'égalité de traitement souwéi an den Artikelen 132 bis 134 vum Chambersreglement, ass d'Chamber dozou operuff, ee President a véier Membere vun dësem Centre ze proposéieren, déi duerch de Grand-Duc ernannt ginn. Interessente kënnen hir Kandidatur oder d'Erneuerung vun hirer Kandidatur fir d'Mandat vum President oder fir d'Mandat vum Member vun dësem Centre per Brëif un de Chamberspräsident riichten.

All Deputéierten huet d'Recht, innerhalb vun der festgesatener Frist een oder e puer Kandidaten ze proposéieren. An deem Fall ass eng Pièce bälzeleeën, déi d'Averständnis vum Kan-

didat beweist. Fir datt d'Kandidaturen als recevable erkläert ginn, muss se bis spéitstens den 10. September 2013 erakomm sinn. Den Datum vum Poststempel ass maassgebend.

Mat der Kandidatur ass e Liewenslaf mat deenen néidege Pabeieren anzereechen, déi beleeën, datt d'Konditiounen aus dem Gesetz erfüllt sinn an datt d'Kandidaten déi néideg Kompetenz um Gebitt vun der Promotioun vun der Gläichbehandlung hunn.

Ausgeschloss vun esou engem Mandat sinn d'Membere vun der Chamber, vum Statsrot a vun der Regierung.

Dës Kommunikatioun gëtt als Avis officiel an der Press veröffentlecht.

Communications du Président - séance publique du 2 juillet 2013

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

6582 - Projet de loi relatif à l'adhésion du Luxembourg à la Banque africaine de développement

- approuvant l'accord signé à Khartoum le 4 août 1963 et portant création de la Banque africaine de développement, tel que modifié,

- approuvant l'accord signé à Abidjan le 29 novembre 1972 et portant création du Fonds africain de développement, tel que modifié,

- autorisant le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg à prendre les mesures nécessaires

pour que le Luxembourg devienne membre de la Banque africaine de développement et du Fonds africain de développement

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 20.06.2013

6583 - Projet de loi relative à la promotion du logement et de l'habitat durables

Dépôt: M. Marco Schank, Ministre du Logement, le 20.06.2013

6584 - Projet de loi portant modification de l'article L.413-2 du Code du Travail

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 28.06.2013

3) La pétition n°325 pour l'interdiction des colliers à pointe et des colliers étranglers au Luxembourg a été introduite en date du 24 juin 2013 par Mme Nancy Konen, l'ALPA et autres.

4) Par lettre du 20 juin 2013, le Président du Centre pour l'égalité de traitement a informé le Président de la Chambre des Députés que le premier mandat des cinq membres du collège du Centre pour l'égalité de traitement vient à échéance fin 2013.

Conformément à l'article 11 de la loi du 28 novembre 2006 instituant un Centre pour l'égalité de traitement et aux dispositions des articles 132 à 134 de son Règlement interne, la Chambre des Députés sera appelée à proposer à la nomination par le Grand-Duc un président et quatre membres du Centre pour l'égalité de traitement.

Les personnes intéressées peuvent adresser leur candidature ou renouvellement de candidature au mandat de président ou au mandat de membre du collège du Centre pour l'égalité de traitement par simple lettre au Président de la Chambre des



Députés, 23, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg.

Les Députés peuvent proposer des candidatures par lettre adressée au Président de la Chambre des Députés. Dans ce cas, ils doivent ajouter une pièce du candidat acceptant la candidature.

Pour être recevables, les candidatures doivent être adressées au Président de la Chambre des Députés au plus tard le 10 septembre 2013, l'estampille de la poste faisant foi.

Les candidatures doivent être accompagnées de notices biographiques et de toutes pièces utiles indiquant que les conditions prévues par la législation applicable sont remplies, à savoir disposer de la compétence nécessaire dans le domaine de la promotion de l'égalité de traitement.

Les fonctions de membre du Centre pour l'égalité de traitement sont incompatibles avec les mandats de député, de membre du Conseil d'Etat et de membre du Gouvernement.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil fixant des dispositions pour la gestion des dépenses relatives, d'une part, à la chaîne de production des denrées alimentaires, à la santé et au bien-être des animaux et, d'autre part, à la santé et au matériel de reproduction des végétaux, modifiant les directives 98/56/CE, 2000/29/CE et 2008/90/CE du Conseil, les règlements (CE) n°178/2002, (CE) n°882/2004 et (CE) n°396/2005, la directive 2009/128/CE ainsi que le règlement (CE) n°1107/2009 et abrogeant les décisions 66/399/CEE, 76/894/CEE et 2009/470/CE du Conseil, proposition législative émanant de la Commission européenne (COM(2013) 327 final)

- Art. 169 du Règlement de la Chambre

D'Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural huet an hiner Réunionum vum 27. Juni 2013 decidéiert, en Avis politique un d'Europäesch Kommissioun ze riichten. D'Dokument COM(2013) 327 betrëfft d'Gestioun vun den Ausgaben am Beräich vun der Produktioun vun Liewensmëttel, der Gesondheet an dem Wuelbefanne vun den Déiere souwéi der Gesondheet an de Materialië bei der Planzproduktioun.

D'Kommissioun huet wuelverstane kee Problem, wat de Respekt vum Subsidiaritätsprinzip ueget, mä wëllt politesch Bedenken zum Ausdrock bréngen, esou wéi et den nationale Parlamenter an där sougenannter Barroso-Initiativ erlaabt ass. D'Prozedur, déi applizéiert gëtt, ass geregelt am Artikel 169 vun eisem Chambersreglement. Den Avis politique vun der Landwirtschaftskommissioun ass lech a Form vun enger Resoloutioun verdeelt ginn.

Résolution

La Chambre des Députés,

- considérant l'article 169, paragraphe (7) du Règlement de la Chambre des Députés;

- rappelant que la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a été saisie d'une proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil fixant des dispositions pour la gestion des dépenses relatives, d'une part, à la chaîne de production des denrées alimentaires, à la santé et au bien-être des animaux et, d'autre part, à la santé et au matériel de reproduction des végétaux, modifiant les directives 98/56/CE, 2000/29/CE et 2008/90/CE du Conseil, les règlements (CE) n°178/2002, (CE) n°882/2004 et (CE) n°396/2005, la directive 2009/128/CE ainsi que le règlement (CE) n°1107/2009 et abrogeant les décisions 66/399/CEE, 76/894/CEE et 2009/470/CE du Conseil, proposition législative émanant de la Commission européenne (COM(2013) 327 final) et relevant du contrôle du respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité;

- constatant que la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, lors de sa réunion du 27 juin 2013, unanime, a décidé d'adopter un avis politique au sujet de l'initiative législative précitée;

décide d'adopter cet avis politique de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural qui a la teneur suivante:

La Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a examiné la proposition

de règlement du Parlement européen et du Conseil fixant des dispositions pour la gestion des dépenses relatives, d'une part, à la chaîne de production des denrées alimentaires, à la santé et au bien-être des animaux et, d'autre part, à la santé et au matériel de reproduction des végétaux, modifiant les directives 98/56/CE, 2000/29/CE et 2008/90/CE du Conseil, les règlements (CE) n°178/2002, (CE) n°882/2004 et (CE) n°396/2005, la directive 2009/128/CE ainsi que le règlement (CE) n°1107/2009 et abrogeant les décisions 66/399/CEE, 76/894/CEE et 2009/470/CE du Conseil.

L'article 6 de la proposition de règlement précitée fixe le niveau des taux maximaux et le montant minimal des soutiens financiers accordés aux États membres, ce dernier se chiffrant à 50.000 euros.

Or, vu l'envergure limitée de certains programmes et de certaines mesures au niveau national, ce montant n'est pas atteint pour un nombre important de programmes et par conséquent le Luxembourg (et beaucoup d'autres États membres de taille réduite) sont exclus de la majorité des contributions communautaires visées.

Par conséquent, la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural réclame, dans un souci de traitement égal de tous les États membres, que ce montant minimal soit supprimé ou, à titre subsidiaire, réduit de façon substantielle. Un tel amendement permettrait au Luxembourg, ainsi qu'aux autres États membres de taille réduite, de bénéficier à part égale de toutes les contributions financières prévues. Cette demande est d'autant plus justifiée que certains de ces programmes et mesures sont imposés par la réglementation communautaire.

(s.) Roger Negri, Lucien Clement, Fernand Etgen, Henri Kox, Ben Scheuer.

E Vote sans débat gëtt virgeschloen.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Vote sur la résolution

Wie mat dëser Resoloutioun d'accord ass, ass gebieden, d'Hand ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder wär déi Resoloutioun à l'unanimité uegoholl.

Ech géif lech Merci soen a leeden den Avis un déi zoustänneg europäesch Instanz weider.

4. Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant les contrôles officiels et les autres activités officielles servant à assurer le respect de la législation sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux ainsi que les règles relatives à la santé et au bien-être des animaux, à la santé et au matériel de reproduction des végétaux et aux produits phytopharmaceutiques, et modifiant les règlements (CE) n°999/2001, (CE) n°1829/2003, (CE) n°1831/2003, (CE) n°1/2005, (CE) n°396/2005, (CE) n°834/2007, (CE) n°1099/2009, (CE) n°1069/2009, (CE) n°1107/2009, (EU) n°1151/2012, (UE) (...) /2013 ainsi que les directives 98/58/CE, 1999/74/CE, 2007/43/CE, 2008/120/CE et 2009/128/CE (règlement sur les contrôles officiels), proposition législative émanant de la Commission européenne (COM(2013) 265)

- Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre

An hiner Réunionum vum 27. Juni 2013 huet nach eng Kéier déiselwecht Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural decidéiert, en Avis motivé un d'Europäesch Kommissioun ze riichten.

D'Landwirtschaftskommissioun war am Kader vun der Kontroll vum Subsidiaritätsprinzip mat engem législative Virschlag vun der EU-Kommissioun befaasst. Dee Virschlag betrëfft d'Dokument COM(2013) 265 iwwert déi offiziell Kontrolle fir d'Anhale vun de Gesetzer iwwert d'Liewensmëttel, d'Déierfedder, d'Gesondheet an d'Wuelbefanne vun den Déieren, iwwert d'Gesondheet an d'Materialië bei der Planzproduktioun souwéi iwwert déi phytopharmazeutesch Produiten.

D'Landwirtschaftskommissioun koom zur Konklusioun, datt de Subsidiaritätsprinzip verletz ginn ass. D'Prozedur, déi applizéiert gëtt, ass

geregelt am Artikel 169 vun eisem Reglement. Den Avis motivé vun der Commission du Développement rural läit lech a Form vun enger Resoloutioun vir.

Résolution

La Chambre des Députés,

- considérant l'article 169 du Règlement de la Chambre des Députés;

- rappelant que la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a été saisie d'une proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant les contrôles officiels et les autres activités officielles servant à assurer le respect de la législation sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux ainsi que des règles relatives à la santé et au bien-être des animaux, à la santé et au matériel de reproduction des végétaux et aux produits phytopharmaceutiques, et modifiant les règlements (CE) n°999/2001, (CE) n°1829/2003, (CE) n°1831/2003, (CE) n°1/2005, (CE) n°396/2005, (CE) n°834/2007, (CE) n°1099/2009, (CE) n°1069/2009, (CE) n°1107/2009, (UE) n°1151/2012, (UE) (...) /2013 ainsi que les directives 98/58/CE, 1999/74/CE, 2007/43/CE, 2008/120/CE et 2009/128/CE (règlement sur les contrôles officiels), proposition législative émanant de la Commission européenne (COM(2013) 265) et relevant du contrôle du respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité;

- constatant que la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, lors de sa réunion du 27 juin 2013, unanime, a décidé d'adopter un avis motivé au sujet de l'initiative législative précitée;

décide d'adopter cet avis motivé de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural qui a la teneur suivante:

Observations générales

La Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a examiné la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant les contrôles officiels et les autres activités officielles servant à assurer le respect de la législation sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux ainsi que des règles relatives à la santé et au bien-être des animaux, à la santé et au matériel de reproduction des végétaux et aux produits phytopharmaceutiques, et modifiant les règlements (CE) n°999/2001, (CE) n°1829/2003, (CE) n°1831/2003, (CE) n°1/2005, (CE) n°396/2005, (CE) n°834/2007, (CE) n°1099/2009, (CE) n°1069/2009, (CE) n°1107/2009, (UE) n°1151/2012, (UE) (...) /2013 ainsi que les directives 98/58/CE, 1999/74/CE, 2007/43/CE, 2008/120/CE et 2009/128/CE (règlement sur les contrôles officiels), ci-après désignée «la proposition COM(2013) 265».

La proposition COM(2013) 265 est à voir avec les autres nouvelles propositions COM(2013) 260, 262 et 267. Ce paquet de mesures ne peut nullement être présenté comme une simplification administrative, tel que le fait la Commission européenne. Au contraire, ces nouvelles exigences entraîneront de manière inéluctable davantage de bureaucratisme dans le vaste domaine des contrôles officiels des normes de santé et de sécurité sanitaire dans l'ensemble de la filière agroalimentaire.

Compte tenu de sa connaissance du mode de fonctionnement des administrations d'un État membre de la taille du Grand-Duché de Luxembourg, la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural estime que ces nouvelles exigences poussent ces administrations aux limites de leurs capacités.

Toutefois, vu le volume de ce paquet de mesures, quelque 1.700 pages, et par contrainte de temps, le délai de réaction expire le 8 juillet 2013, la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural limite délibérément son avis à l'aspect financier de ces contrôles, à savoir le chapitre VI du titre II de la proposition COM(2013) 265.

La Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural craint, en effet, que la proposition COM(2013) 265 met sérieusement en péril la santé économique de certains secteurs agricoles luxembourgeois, notamment la production autochtone de semences de plants et autres matériels de multiplication des végétaux.

Examen du chapitre VI «Financement des contrôles officiels et des autres activités officielles» (articles 76 à 85) du titre II «Contrôles officiels et autres activités officielles dans les États membres» de la proposition COM(2013) 265 au regard des principes de subsidiarité et de proportionnalité

Les dispositions concernant le financement des frais des contrôles dans les différents secteurs prévoient que ces coûts soient en totalité couverts par des redevances et taxes à payer par les opérateurs contrôlés. Or, cette exigence, sans doute bien intentionnée, risque de poser, dans des États membres à taille plus réduite, des problèmes existentiels pour certains des secteurs visés qui se caractérisent par un nombre très réduit d'opérateurs

et dans lesquels des économies d'échelle ne peuvent être réalisées.

Certes, la Commission européenne a prévu des exceptions pour des micro-entreprises, entreprises dont le chiffre d'affaires se situe en-dessous de deux millions d'euros et qui emploient moins de dix personnes, principe qu'il convient de saluer et que la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural tient explicitement à soutenir.

Cette dérogation ne résout toutefois pas les difficultés que rencontreront les petites et moyennes entreprises au Grand-Duché de Luxembourg qui dépassent de peu cette limite et qui, par conséquent, peuvent être confrontées à des redevances, exorbitantes dans certains cas par rapport à leur chiffre d'affaires.

Une première analyse de la situation au Luxembourg montre que surtout son secteur du matériel de multiplication et de la santé des végétaux fera les frais de la proposition COM(2013) 265. L'obligation imposée à l'État de faire payer aux quelques rares entreprises qui existent au Luxembourg les frais des contrôles officiels, engendrera l'arrêt de toute activité économique dans ce secteur.

Or, il est de la volonté politique au Luxembourg de maintenir dans la mesure du possible une production de semences, de plants et d'autres matériels de multiplication de végétaux sur son territoire national, comme sur l'ensemble du territoire de l'Union européenne.

La Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural rappelle que cette activité, essentielle pour toute la filière et la sécurité alimentaire, contribue également au développement rural, prôné par la Politique agricole commune, à l'équilibre des territoires, à l'autonomie et à l'indépendance alimentaire.

Le secteur du matériel de multiplication et de la santé des végétaux, hautement stratégique, ne doit pas devenir l'apanage de grands groupes industriels, mais rester accessible également à des petites structures. Toute cette politique risque d'être compromise par les dispositions financières sous examen.

Finalement, pour des raisons évidentes de sécurité alimentaire, la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural tient à souligner qu'il importe d'éviter que la production de matériel de multiplication des végétaux, notamment des semences et plants agricoles, ne se concentre pas seulement dans quelques régions, mais, pour déjouer les aléas climatiques, qu'il faudrait favoriser une politique qui garantisse que cette forme d'activité économique soit répartie de la façon la plus largement possible, sur l'ensemble du territoire de l'Union européenne.

La Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a certes noté le fait que la Commission européenne a prévu dans sa proposition de règlement relatif à la production et à la mise à disposition sur le marché de matériel de reproduction des végétaux (règlement sur le matériel de reproduction des végétaux) (COM(2013) 262), à ce que les producteurs puissent se contrôler eux-mêmes. Elle donne toutefois à considérer que les petites entreprises n'ont ni les compétences, ni les ressources nécessaires, pour effectuer de tels contrôles, surtout s'il s'agit d'effectuer ces contrôles à des coûts raisonnables.

La commission parlementaire n'entend pas se lancer dans un plaidoyer pour une augmentation conséquente des seuils cités ci-avant, puisqu'elle se doit de constater que par ces dispositions mêmes, qui règlent dans le détail le financement des contrôles officiels au sein des États membres, la Commission européenne porte atteinte aux principes de subsidiarité et de proportionnalité consacrés par l'article 5 du Traité sur l'Union européenne.

Ainsi, le paragraphe 3 de l'article précité prévoit que «dans les domaines qui ne relèvent pas de sa compétence exclusive, l'Union intervient seulement si, et dans la mesure où, les objectifs de l'action envisagée ne peuvent pas être atteints de manière suffisante par les États membres, tant au niveau central qu'au niveau régional et local, mais peuvent l'être mieux, en raison des dimensions ou des effets de l'action envisagée, au niveau de l'Union.», tandis que le paragraphe 4 de ce même article précise, en ce qui concerne le principe de proportionnalité, que «le contenu et la forme de l'action de l'Union n'excèdent pas ce qui est nécessaire pour atteindre les objectifs des traités.»

Le respect du principe de subsidiarité permettra de trouver des réponses appropriées au contexte national spécifique dans ce domaine et permettra une mise en œuvre de la réglementation communautaire sur ces contrôles officiels qui évite que

dans certains secteurs des frais démesurés, dus à l'absence de la possibilité de réaliser des économies d'échelle, mettent en danger la viabilité économique de toute une filière.

La Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural insiste donc à ce que la proposition COM(2013) 265 laisse aux États membres le libre choix en ce qui concerne la fixation du montant des taxes de contrôle.

Conclusion

Le contrôle effectué du respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité par la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant les contrôles officiels et les autres activités officielles servant à assurer le respect de la législation sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux ainsi que des règles relatives à la santé et au bien-être des animaux, à la santé et au matériel de reproduction des végétaux et aux produits phytopharmaceutiques, et modifiant les règlements (CE) n°999/2001, (CE) n°1829/2003, (CE) n°1831/2003, (CE) n°1/2005, (CE) n°396/2005, (CE) n°834/2007, (CE) n°1099/2009, (CE) n°1069/2009, (CE) n°1107/2009, (UE) n°1151/2012, (UE) (...) /2013 ainsi que les directives 98/58/CE, 1999/74/CE, 2007/43/CE, 2008/1120/CE et 2009/128/CE (règlement sur les contrôles officiels), fait apparaître que l'initiative législative en question comporte un certain nombre de dispositions qui ne sont pas conformes au principe de subsidiarité, ni au principe de proportionnalité.

Dans sa teneur actuelle, la proposition de règlement précitée est, en ce qui concerne les points ci-avant exposés, en contradiction avec l'article 5 du Traité sur l'Union européenne.

(s.) Roger Negri, Lucien Clement, Fernand Etgen, Henri Kox, Ben Scheuer.

E Vote sans débat gëtt virgeschloen.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Vote sur la résolution

Wie mat dëser Résolution d'accord ass, ass gebieden, d'Hand ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder wär dann och dës Résolution à l'unanimité ugeholl.

Ech géif lech Merci soen an den Avis un déi zoustänneg europäesch Instanz weiderleeden.

5. Ordre du jour

An hirer Réunioun vum 27. Juni huet d'Präsidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen: Haut de Mëtteg hu mer fir d'Éischt eng Froestonn un d'Regierung; duerno d'Question élargie N°33 vum Här Marcel Oberweis iwwert den Indicateur du bien-être; duerno de Projet de loi 6494, dat sougenannt Fémngesetz, nom Modell 1; dann eng Konsultationsdebatt iwwert deen neie Plan hospitalier, och nom Modell 1.

Muer de Mëtteg um zwou Auer hu mer de Projet de loi 6390 iwwert d'Agenten am Enseignement fondamental, nom Basismodell; duerno de Projet de loi 6513, eng Direktiv iwwert d'Veute à découvert et certains aspects de contrats d'échange sur risque de crédit, nom Basismodell; dann de Projet de loi 6511 iwwert dem Stat sai Finanzement vun der Kläranlag aus Schëffleng an de Projet de loi 6512 iwwert dem Stat sai Finanzement vun der Waasserentsuergung an de Gemenge vum Atertdall an enger gemeinsamer Diskussioun, och nom Basismodell; dann de Projet de loi 6479A iwwert d'Gemengekontabilität, nom Modell 1, a schlussendlech eng Orientéierungsdebatt iwwert déi lëtzebuergesch Arméi, och nom Modell 1.

Et gëtt proposéiert, beim Projet de loi N°6390 als Temps de parole e Modell 1 amplaz vum Basismodell unzehuelen.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Ass d'Chamber och mat deem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Et hate verschidde Leit gefrot, fir d'Wuert ze kréien. Den Här Kartheiser

6. Dépôt d'une proposition de loi par M. Fernand Kartheiser

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här President, ech hunn d'Éier, lech eng Proposition de loi ze iwwerreechen. Déi betrëfft eng Modifikatioun vum Gesetz vum 19. Juni 2012. An deem Gesetz wor eng Dispositioun abrogéiert ginn, déi aus dem Gesetz vum 21. Dezember 2007 staamt. D'Abrogatioun vun der Dispositioun kann Inzidenzen op d'Fräiheet vun der Press hei am Land hunn. Dat huet zu Protester vum Conseil de Presse gefouert. An déi Proposition de loi viséiert, dat Gesetz erëm an deem Zoustand hierzustellen, wéi et virdru war, fir d'Fräiheet vun der Press hei am Land ze garantéieren.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

6586 - Proposition de loi portant modification de la loi du 19 juin 2012 portant modification de la loi du 21 décembre 2007 portant

1. transposition de la directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services;

2. modification du Code pénal;

3. modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance

► **M. le Président.**- Merci dem Här Kartheiser. Den Här Adam huet d'Wuert gefrot.

7. Dépôt d'une résolution par M. Claude Adam

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Merci, Här President. Ech wollt de Mëtteg hei eng Résolution déposéieren, wou et och flott wier, wa mer dann och schonn de Mëtteg zu engem Vote kéinte kommen. Et geet em d'Iwwerwachung an de Spionage vun de Vereenegte State vun Amerika. Rezent si mer villes iwwert de Programm, de Geheimprogramm PRISM gewuer ginn. Dat ass e Programm, deen d'elektronesch Iwwerwachung an och d'Sammele vun Donnée weltwäit organiséiert huet, a virun allem och vu Leit, déi ausserhalb vun de Vereenegte State vun Amerika wunnen.

Mir sinn eigentlech consternéiert iwwert d'Envergnung vun deenen Donnéeën, déi do gesammelt gi sinn. An dat betrëfft och all Mënsch. Dat geet iwwer all grouss amerikanesch Sociéiteiten am Internet: Microsoft, Yahoo, Google, YouTube, Facebook an esou weider. Do gëtt villes gesammelt, ouni datt mer et gewuer ginn. An dat betrëfft och souguer déi sozial Netzer: Hotmail an esou weider, Facebook souguer, alles wat iwwert d'Netz leeft, Voice over IP.

Mir sinn der Meenung, datt dat en Agréiff ass an d'Fräiheet vun den europäesche Bierger an och vun de lëtzebuergesche Bierger. A mir wiere frou, wa mer géifen dës Résolution haut zum Vote kréien. An där Résolution verlaange mer, datt éischtens d'Vereenegt State vun Amerika ophale mat deenen inakzeptabelen Aktivitéiten vun Iwwerwachung a vu Spionage géint eis Bierger a géint eis Sociéiteiten an Institutiounen.

Mir géifen dann och de President vun dëser Chamber hei opfuerderen, fir dës Résolution un d'Vereenegt State vun Amerika, un de Senat an un de President ze iwwerreechen. Ech ginn lech d'Motioun, da kéint een déi direkt, mengen ech, ausdeele looschen.

Merci.

Résolution

La Chambre des Députés,

- considérant que le programme secret «PRISM» est un programme de surveillance électronique et de collecte de renseignements à partir des communications Internet à l'intérieur et à l'extérieur des États-Unis et qu'il cible prioritairement des personnes vivant hors des États-Unis;

- consternée par l'étendu de cette surveillance mondiale et systématique qui permet aux services de renseignement des États-Unis d'accéder de manière automatisée aux données et aux activités de plus d'un milliard de personnes qui utilisent les services des grands fournisseurs américains de services Internet;

- vu que cet accès aux données inclut, à côté des logs de connexion Internet et téléphonique, les contenus des boîtes de courrier électronique, de données de réseaux sociaux, photos, vidéos, vidéoconférences, chats, les appels VoIP et les fichiers entreposés dans les services «cloud»;

- estimant que ces révélations confirment avec force les craintes quant au défaut de protection

des données et à la surveillance des citoyens européens déjà exprimées lors de la modification de loi américaine «Foreign Intelligence Surveillance Act (FISA)» en 2008;

- considérant inacceptables les activités d'espionnage politique des services de renseignement américains aussi bien à l'encontre de l'Union européenne, de pays membres et d'organisations internationales;

demande

- l'arrêt immédiat de ces activités de surveillance et d'espionnage à l'encontre des citoyens, sociétés et institutions européennes et nationales;

- de la part des États-Unis des preuves de leur bonne volonté afin de continuer à négocier entre partenaires sur base de confiance mutuelle;

- à son Président de transmettre la présente résolution à la Chambre des Représentants, au Sénat et au Président des États-Unis.

(s.) Claude Adam, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Josée Lorsché.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Adam. Mir géifen da méi spéit nach eng Kéier op déi Résolution zréckkommen.

Da komme mer elo emol de Mëtteg zu eiser Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. D'Froee kommen normalerweise ofwiesselnd vun der Majoritéit an der Opposition, mä op Ufro vum Gesundheitsminister kéint seng Fro als lescht drun, wat eis Lëscht haut e bësselchen ofännert.

Als Éischt hu mer de Mëtteg d'Fro N°242 vum Här Eugène Berger un den Ausseminister iwwert d'Oflauschteraktiounen vun den europäeschen Institutiounen duerch déi amerikanesch Geheimdengschter. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

8. Heure de questions au Gouvernement

- **Question n°242 du 1^{er} juillet 2013 de M. Eugène Berger relative à la mise sur écoute d'institutions européennes par des services secrets américains, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères**

► **M. Eugène Berger (DP).**- Merci, Här President. De Samschdeg, mengen ech, war et, hat ech op „wort.lu“ an „tageblatt.lu“ gelies, den Ausseminister Jean Asselborn seet do: „Das ist abscheulich.“ E schwätzt do vu Geheimdengschter, déi ausser Kontroll geroden. Deen éischte Moment hat ech gemengt, hie géif dat hei op lëtzebuergesch Geheimdengschter bezéien. Wéi ech dunn awer e bësselche méi wäit da gelies hunn, hunn ech gesinn, datt et em déi aner, em déi weltwäit Äffär geet vum Ausspionéieren, Oflauschteren, Unzape vun Telefonsleitungen, vun Internetleitungen duerch d'NSA vun europäesche Bierger, awer och vun europäeschen Institutiounen. Och d'Büroe vun eenzelne Memberlänner sinn anscheinend ofgelauschert, ofgezaapt ginn.

An et ass mëttlerweil - dat hei war de Samschdeg, wou ech dat gelies hunn -, mëttlerweil huet sech dat jo awer elo an deene leschten Deeg, Stonne confirméiert, datt dat dann effektiv esou ass. An ech mengen, ech deelen och den Avis vum Ausseminister, datt dat abscheulich ass. Mä et geet elo duer, mengen ech, mat der Zäit, wou een einfach nëmme Wieder driwwer verléiert, et muss een och also elo konkret handelen.

Dofir hunn ech verschidde Froen un den Ausseminister. Zum enge wéilt ech wëssen: Wéi wäit sinn eventuell lëtzebuergesch Büroen, Vertiedunge betraff? Besonnesch och zu Bréssel eis EU-Representatioun respektiv eventuell Washington, gëtt et Elementer, datt déi ugezaapt gi sinn, ofgelauschert gi sinn?

Ginn elo och vläicht déi Raim alleguerten nach eng Kéier nei op Wanzen oder op aner technesch - wéi soll ech soen? - Instrumenter oder Methode kontrolléiert?

Ass och gewosst eventuell schonn, a wat fir engem Ausmooss Lëtzebuerg Bierger vun der NSA ausspionéiert gi sinn?

Eng aner Fro ass déi, ob den Ausseminister den amerikanesche Botschafter bei sech zitéiert huet, fir eventuell nach weider Informatiounen ze kréien, eventuell och, fir säin Onmutt awer, deen e jo och an der Press ausgedréckt huet, och dem amerikanesche Botschafter ze iwwermëttele.

Wat bedeit dat eventuell fir d'Relatiounen Lëtzebuerg/USA?

Dann hu mer och an der Press gelies, datt d'Europäesch Kommissioun - ënner anerem d'Madame Reding - gesot huet, datt een eventuell misst déi Diskussioun iwwert d'Fräihandels-

ofkommes mat den USA op Äis setzen. Wéi ass do d'Positioun vun der Lëtzebuerg Regierung? Géif si dat matdroen?

Eng lescht Fro ass dann déi: Haut de Moien hunn ech an der Zeitung gelies, datt de Snowden, dee jo à l'origine ass vun deenen Découverten oder vun deem, wat een elo lues a lues erausféint, datt mer do massiv iwwerwaacht gi sinn, deen huet do - ech weess elo net méi genau, a wat fir enger, et war an enger internationaler Zeitung - gesot, datt en net manner wéi 25 verschidden Asylunträg oder Asylunträg u 25 verschidden Länner géif stellen oder gestallt hätt.

Dofir meng Fro: Ass eventuell Lëtzebuerg och eent vun deene Länner? A wann dat de Fall wier, wat do dann d'Äntwert oder d'Reaktioun vun der Lëtzebuerg Regierung wier.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Berger. Den Här Ausseminister Jean Asselborn kritt d'Wuert.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères.**- Also, dat Éischt, wat ech wollt soen, dat ass, dass effektiv dat jo eng ganz schlëmm Saach ass. Wat mer elo héieren, dat ass, dass selbstverständlech Bréssel am Collimateur ass do vun den Amerikaner, d'UNO zu New York. Verschidde Länner si genannt ginn, wéi zum Beispill Frankräich, Tierkei, Japan, Italien, wou Wanze sollen ubruecht gi sinn a wou och dann net nëmme ofgelauschert ginn ass, mä och d'E-Mailen, also den Internet soll iwwerwaacht gi sinn.

Also, wann Der meng Aschätzung wéilt dozou wëssen: Ech fannen, dat ass eng ganz, ganz schlëmm Geschicht, well jo d'Vertrauen zerstéiert gëtt, d'Vertraue vu Partenaire aus der Europäescher Unioun, och selbstverständlech Lëtzebuerg, an Amerika.

A vläicht déi lescht Fro oder déi zweetlescht Fro, déi Der gesot hutt: Gëschter hat ech mat eise Directeur politique geschwat, e soll den amerikanesche Botschafter hei selbstverständlech an d'Bild setzen, dass mer dat net kënnen esou hinwelen.

Dir gesitt jo och, dass d'Stëmmen an Europa praktesch vun alle Parteien an eng Richtung ginn, dass hei Vertrauen zerstéiert gëtt an dass ganz schnell muss géigereagéiert ginn, soss bleift do e Schued, deen net méi guttzemaachen ass.

Ech wéll och soen, dass an deem Kader PRISM, wat jo méi dann och nach mat den Englänner ze dinn huet, dass do solle Milliarde Leit oder Milliarde Kommunikatiounen ofgelauschert ginn, all Dag, dass dat natierlech nach méi schlëmm ass, wann d'Bierger iwwerwaacht ginn an hirer Kommunikatiounsfreiheet. Dir wësst, dass en totalitäre Regime sech jo eigentlech auszeechent doduerch, dass d'Kommunikatioun tëschen de Bierger iwwerwaacht gëtt. An totalitäre Regimer hu mer dat gesinn. An esou eppes dierf net geschéien tëschen Amerika a senge Frënn a senge Partner.

Wat d'Relatiounen mat Amerika ugeet: Ech mengen, et muss een elo vläicht Schrëtt fir Schrëtt selbstverständlech do goen. Mir als Lëtzebuerg hunn och d'Autoritéiten zu Bréssel encouragéiert, fir net ze lau ze sinn, ze mou ze sinn. Ech mengen, hei muss een effektiv eng kloer Sprooch schwätzen a soen, dass dat net ze toleréieren ass. Zemoos - wat Der ugeschneiden hutt - well den nächste Méindeg deen Accord de libre-échange mat den Amerikaner négociéiert soll ginn.

A stellt lech vir, an deem Klima do, wou d'Europäesch Unioun keng Garantie kritt, dass dat doten agefallt wier, kann ech mer net virstellen, dass do seriö Verhandlungen kënnen stattfannen. D'Diplomatie berout jo op géigesäitegem Versteesdemech och an op engem géigesäitegem fairen Échange vun Argumenter a vu Positiounen. A wann ee mat Wanzen operéiert, mengen ech, da mécht een d'Diplomatie futti. An dat ass eng Saach, déi ganz, ganz schlëmm ass.

Ech géif net mengen, et sollt een den Amerikaner elo direkt soen, fir deen „free trade agreement“ ze stoppen, mä et sollt een d'Konditiounen stellen, dass Garantie komme bis déi nächst Woch, dass dat doten arréiert ginn ass an dass dat gestoppt ass. Anerefalls ass dat net méiglech.

Vläicht déi lescht Fro dann, vum Här Snowden. Effektiv hunn ech och gelies, wéi Dir, dass e soll 25 Länner ugeschriwwen hunn. Lëtzebuerg ass net do derbäi, soss wéist ech et. An ech mengen och, dass een hei muss ganz kloer kucken, dass een dat an en europäesche Kontext ersetzt. Ech wéll mech net hei an eng Polemik, elo iwwert dee Punkt, do wéll ech mech net eraknéien.

Mä ech wéll just soen, dat Wichtigst de Moment elo ass, dass effektiv d'Amerikaner ganz, ganz séier eis d'Garantie ginn, dass dat doten



opéiert. Dat ass de Wonsch vun den europäeschen Institutionen. Et ass de Wonsch vun der UNO an et muss och de Wonsch si vun alle Länner, selbstverständlech och Lëtzebuerg, déi Member si vun der Europäescher Unioun a vun deenen internationalen Organisation.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Ausseminister. Déi nächst Fro ass d'Fro N°243 vum Här Henri Kox un de Logementsminister an un den Innenminister iwwert de Pacte Logement mat de Gemengen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°243 du 1^{er} juillet 2013 de M. Henri Kox relative au pacte logement avec les communes, adressée à M. le Ministre du Logement et à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région**

► **M. Henri Kox (déi gréng).**- Merci, Här President. Ech ginn dovun aus, dass se éischer dann un den Här Logementsminister gericht gëtt, well den Här Halsdorf gesinn ech elo de Moment net. Effektiv ass et eng Fro iwwert d'Mesuren, d'fiskal Mesuren, déi mer kéinten aféieren, d'Gemengen, am Kader vum Pacte Logement. Et geet insbesondere em déi eidel stoend Wunnengen an awer och em Bauterrainen, déi net bebaut sinn an engem PAC.

Gëschter ass et jo och em e klengen Incident..., net Incident, mä éischer em eng Opmerksamkeet gaange vun engem Bierger, deen drop wollt nach eng Kéier opmerksam maachen, dass effektiv e Problem do besteet, nodeems dass d'Gemeng Biekerech an awer och d'Gemeng Esch esou eng Tax agefouert hunn a méttlerweil och Dikrech an och aner Gemengen, souguer CSV-Gemengen, sech awer bereet gesot hunn, fir esou eng Tax anzeféieren, an de Minister virun engem Joer gesot huet, e géif zesumme mam Minister Halsdorf eng Circulaire ausschaffen, fir d'Gemengen à même ze maachen, fir déi Taxen eenheetlech an och kohärent kënnen anzeféieren.

D'Fro ass: Wou bleift déi Circulaire, déi de Minister Halsdorf ugekënnegt huet? Oder, wa se nach net do ass, wou stinn d'Problemer an där ganzer Ëmsetzung? D'Gemenge si prett, fir dat kënnen unzegoen. A wa mer vu Verantwortung schwätzen: Hei ass eng gedeelte Verantwortung. Mir géife se gär unhuelen. Bréngt eis déi néideg Circulaire, da setze mer et em!

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Kox. D'Wuert kritt elo den Här Logementsminister Marco Schank.

► **M. Marco Schank, Ministre du Logement.**- Sou, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, onofhängeg vun deem Incident oder „Opmerksamkeet“, wéi den honorabelen Deputéierte Kox et genannt huet: Et passéiert all Dag zu Lëtzebuerg, datt Wunnengen eidel stinn. An et ass net akzeptabel, dat hu mer dacks gesot - ech hunn et dacks gesot, anerer hunn et dacks gesot -, datt zu Lëtzebuerg esou vill Wunnengen eidel stinn, a ganz dacks aus reng spekulative Grënn eidel stinn.

A just fir déi Zuelen nach eng Kéier ze soen: Entsprechend enger Enquête Logement vun der Stad Lëtzebuerg an dem CEPS/Insead waren 2010 an der Stad Lëtzebuerg 2.910 Wunnengen net bewunnt. Dat si 7,7% vum Parc existant. An an der Stad Esch, nom Recensement fiscal vun 2012, geet een dervun aus, datt et 960 eidel Wunnenge gëtt, also inklusiv allerdéngs déi, déi amgaange si renovéiert ze gi respektiv amgaange si gebaut ze ginn.

D'Gesetz iwwert de Pacte Logement vun 2008 ass jo d'Basis. Et ass d'Grundlag, déi et de Gemengen erlaabt, esou eng Tax anzeféieren op eidel stoende Wunnenge respektiv op Terrainen, déi net bebaut sinn. Elo ass et esou, datt dat effektiv - an d'Juriste soe mir dat, soen dem Innenminister dat déi lescht Woche méi dacks, oder déi lescht Méint méi dacks -, datt et eng ganz komplex Matière ass. Et ass och vläicht de Grond, firwat datt bis elo just zwou respektiv dräi Gemengen déi Tax agefouert hunn. Et ass gesot ginn: Biekerech, Esch. Dikrech hat se approuvéiert, huet se nach eng Kéier zréckgeschéckt, well se de Montant vu 500 op 1.200 wollten eropsetzen. Dat läit nach am Intérieur.

An effektiv sinn och eng Partie Gemengen, déi waarden op dee Règlement-type. Dat zu Recht. An et ass och keng Entschëllegung, datt en elo nach net do ass, mä en ass ennerwee, ech erklären dat elo gläich. D'Juristen, virun allem déi vum Intérieur, hu gesot: „Mir ginn enger ganzer Partie Pisten no, hunn dat déi lescht Méint gemaach.“ Zum Beispill ass zu Lëtzebuerg de Problem, datt eng Gemengentax am Prinzip e sougenannten Objet financier muss hunn, an nëmmen accessoirement een Objet d'incitation oder een Objet de dissuasion muss hunn. Nëmme fir ze erklären, datt een do schonn een Dilemma huet.

Dann ass gekuckt ginn enner anerem - also, et si méi Piste gekuckt ginn -, fir an d'Richtung

vun enger Sanction administrative ze goe fir déi Leit, déi d'Wunnengen eidel stoe loosse, fir esou eppes anzeféieren. Och do hunn d'Juriste gesot: „Dat ass awer schwéier. Da misste mer enner Ëmstänn d'Constitution upassen.“

Elo hu mer awer e Projet virleien. Den Intérieur huet eis virun zwou Wochen eng Ébauche ginn, also dem Ministère de Logement ginn, deen um wallouneschen Text baséiert. A mir sinn amgaangen, deen ze finaliséieren. An ech wëll dee Projet den 19. Juli an de Regierungsrat mathuelen. Firwat?

Mir hunn och gesot, mir hätte gär Enn Juni, datt deen Text fäerdeg wier, well ech an der Logementskommission versprach hunn, datt dee Projet, wou mer déi Proposition de loi Fayot em d'Zweckentfremdung wëlle mat dranhuelen, dat hate mer fir Enn Juni versprach. Plus d'Trêve hivernale, hate mer gesot, géife mer an deen Text maachen, an, wéi gesot, en Text opgrond vun där Problematik vun der Taxe spécifique. Esou datt ech dervun ausginn, datt mer dee spëtstens den 19. Juli am Regierungsrat hunn.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Logementsminister. Mir kommen dann elo zu der Fro N°244 vum Här Jean Colombero an den delegierten Nohaltekeetsminister, déi Kéier iwwert de Bau vun engem Wandpark op der Musel. Här Colombero, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°244 du 30 juin 2013 de M. Jean Colombero relative à la construction d'éoliennes le long de la Moselle, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures**

► **M. Jean Colombero (Onofhängeg).**- Merci, Här President. Erneierbar Energie ass am postatomaren Energiezäitalter ganz wichteg. Propper an erneierbar Energie kann op der Musel entlaang vun der Nationalgrenz produzéiert ginn, haaptsächlech a Form vu Wandenergie.

Säit enger gewëssener Zäit gëtt am däitsche Grenzgebitt eng Diskussioun gefouert, wéi d'Anriichtung vu Wandmille an engem gerengen Ofstand zur Musel erlaabt ka ginn. En Argument dergéint ass d'Ästhetik vum Museldall, dat duerch d'Wandmille géif dann negativ beaflosst ginn. An dofir wëilt ech gären e puer Froe stellen:

Éischtens, gëtt et säitens vun der Regierung Reizenzen, wat d'Wandmille entlaang der Musel ass (veuillez lire: ueget)?

Gëtt et, zweetens, Ofsprooch an där Fro mat den däitschen Noperen, insbesondere wat d'Ästhetik vun der Landschaft ueget? Wéi wäit wier dann déi Ausschlusszon fir Wandmille op der Musel?

Drëttens, gëtt et eng gemeinsam Virgehensweis?

Viertens, welch Präferenz... Wiem gëtt de Minister d'Präferenz? Dem Tourismus mat sengem wirtschaftleche Mehrwert aus deem Dëngschlechtsberäich oder der Energiegewinnung mat der Akzeptanz vu vermeintlecher Verschandelung vun der Musellandschaft?

An, fënneftens, gëtt et Méiglechkeeten an der Rumm vun innovativen Solidarmodeller, zesumme mat de Bierger, mat de Gemengen, mat Investoren vun der Muselregioun Wandkraaftparken anzerichten a gläichzäitig e Kompromëss zwëschen ekologescher Energiegewinnung an nohaltegem Tourismus ze fannen?

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Colombero. An d'Wuert kritt den delegierten Nohaltekeetsminister Marco Schank.

► **M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.**- Här President, d'Regierung huet als erkläertent Zil, fir d'Wandkraaft am Kader vun den erneierbaren Energien insgesamt ze promovéieren, virun allem d'Wandenergie. A si huet duerfir och a priori näischt géint Éoliennen, weder un der Musel nach soss iergendwou am Land, och net an den Naturparken, wou probéiert gëtt, déi erneierbar Energie, d'Wandkraaft, méi staark virunzedriewen.

Ob ee bestëmmte Standuert sënnavoll ass a genehmet ka ginn, dat entscheet sech natierlech nom konkreten Einzelfall. Am Kader vun enger Ëmweltverträglechkeetsprüfung, enger UVP, enger Evaluatioun op d'Incidence vum Environnement gëtt gekuckt: déi verschidden Aspekter vum Ëmweltschutz; d'Schönheet vun der Landschaft; de Kaméidi; de Schied, deen déi Anlage geheien; an natierlech besonnesch och den Aarteschutz.

Läit elo e Standuert un der Grenz, wéi dat op der Musel beispillsweis de Fall wier, esou gëtt déi Ëmweltverträglechkeetsprüfung grenziwwerschreidend gemaach. Dat ass kloer. Dat gëllt och fir den Norde vum Land, wa se no bei

d'Grenz kommen. Dat gëllt och fir eis Noperen, wa si Anlagen opriichten. Dat heescht, déi auslännesch Autoritéite kréien Informatiounen iwwert de Projet mat méigleche Répercussionen a si hunn d'Méiglechkeet, dann och hiren Avis entsprechend doruwwer ofzeginn. Dat ass och d'Virgehensweis, wéi se an der europäescher Direktiv vun 1985 iwwert d'Ëmweltverträglechkeetsprüfung verlaangt gëtt.

Dann, d'Décisioun fir oder géint ee Standuert ass d'Resultat vun enger Interessenabwägung. Dat ass kloer. Am Kader vun eise Gesetzter. Schwätzt keen zwéngende Grond do dergéint, da gëtt déi Anlag selbstverständlech approuvéiert.

Mir hunn awer d'Approche zënter e puer Joer gewielt, datt mer d'Promoteure vu Wandparke bei eis ruffen direkt, wa mir héieren, wa mir wëssen, datt esou Wandparke sollen entsto, fir méiglechst fréi mat de Promoteuren ze schwätzen, ob Anlagen do, wou si se geplangt hunn, och direkt méiglech sinn, fir einfach Zäit ze spueren. Net datt de Minister herno misst e Refus ginn, an op déi Manéier géif e Projet vill Sue kaschten, et géif Zäit kaschten. An dat wollt mer ebe just net. Duerfir hu mer regelméisseg Consultations préalables mat de Promoteuren, ob dat eng SEO ass oder ob dat aner privat Wandparkbedriewer sinn.

Elo konkret am Museldall. Do gëtt et natierlech bäi Wäitem net déi beschte Wandkonditiounen. Dat weist de Wandatlas. Esou datt de Museldall och net zu deenen ökonomesch interessante Géigende fir Wandparkbedriewer gehéiert. Nach muss een awer soen: Wat d'Anlage méi héich ginn, ginn et erëm méi Méiglechkeeten, fir de Wand ze notzen.

An ech wëll awer insgesamt soen: Iwwerall am Land hu mer verschidde Geologien, Landschaften. Ob dat am Minette den Dagebau ass, ob dat de Sandsteen ass, ob dat de Muschelkalkfiel am Osten ass. Emmer sinn och wichteg Vorkomme vu geschützten Arten, op déi mer muss Rücksicht huelen. Mä bis elo hu mer eigentlech all d'Projeten, déi un eis eruge droe gi sinn, méi oder weiniger ganzheetlech kënnen autoriséieren.

Elo op déi Fro, ob eenzel Wandkraaftanlagen en negativen Impakt op den Tourismus an engem Gebitt hunn, dat ass mir net bekannt. Am Géigendeel, et gëtt och Synergien tëscht erneierbaren Energien an dem Tourismus. Ech weess, dat a verschiddenen Deeler vun eisem Land, am Kanton Réiden ass dat emol gemaach ginn, datt thematesch esou Sentieren ugeleucht gi sinn, fir d'Verbinding ze maachen: erneierbar Energie mat engem nohaltegem Tourismus. Och an deem engem oder aneren Naturpark gëtt dat gemaach, esou datt ech mer do also weiniger Suerge maachen.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här delegierten Nohaltekeetsminister. An da komme mer elo zu der Fro N°245 vum der Madame Anne Brasseur un de Minister fir d'Relationen mam Parlament iwwert d'Règlements d'exécution vu Gesetzter, déi nach feelen. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°245 du 1^{er} juillet 2013 de Mme Anne Brasseur relative aux règlements d'exécution de lois en souffrance, adressée à M. le Ministre aux Relations avec le Parlement**

► **Mme Anne Brasseur (DP).**- Merci, Här President. Ech wende mech un den Här Spautz, deen elo Minister ass, dee chargéiert ass mat de Relationen mam Parlament. Den Här Spautz huet, wéi mer zu vill heibannen, eng ganz Partie Gesetzter gestëmmt, mä d'Règlements d'exécution, déi feelen nach. Ech hu mer soe gelooss, et wieren iwwer honnert Règlements d'exécution, déi vun der Regierung net geholl si ginn. Dat heescht, dass d'Gesetzter, déi mer hei stëmmen, zum Deel net kënnen exekutéiert ginn, well d'Regierung déi Reglementer net hëlt.

Dat beschte Beispill, mengen ech, oder eent vun de Beispiller, dat ass d'Gesetz vum 2. August 2002 iwwert d'Protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel. Do ass jo elo am Kader vun der Diskussioun iwwert d'SREL-Affär festgestallt ginn, dass eng Partie vun de Missiounen iwwerhaapt net konnt gemaach ginn, well keng Autorisation par voie réglementaire virläit, obwuel dat an deem Gesetz steet. Also, säit 2002 ass do keng Mesure d'exécution geholl ginn.

Dofir wollt ech dann de Minister froen, dee fir d'Relationen mam Parlament responsabel ass, ob e weess, wéi vill et der genee sinn - dat ass sécher schwéier ofzeschätzen -, mä ob e bereit ass, bei senger Ministerkolleeg Lëschten unze froen, fir emol eng Opstellung ze maachen, wéi vill Règlements d'exécution nach feelen zu ganz ville Gesetzter, an ob en dann och bei senger Ministerkolleeg wäert intervenéieren, fir dass deem en Enn gemaach gëtt.

Well, Här President, ech muss lech soen, dass et an engem Rechtsstat nu wierklech net geet, dass mer hei Gesetzter stëmmen, a fir se ze exekutéieren d'Regierung zoustänneg ass, mä d'Regierung net déi néideg Texte dofir verabschiedet. A mir muss wierklech an onser Kontrollfonction als Parlament drop uechten, dass d'Regierung och déi Aarbecht mécht. Well so ass déi legislativ Aarbecht, déi mir hei maachen, ëmso. An dat kann net sinn.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci der Madame Brasseur. D'Wuert kritt de Minister fir d'Relationen mam Parlament, Marc Spautz.

► **M. Marc Spautz, Ministre aux Relations avec le Parlement.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, et ass eng ganz interessant Fro, déi d'Madame Brasseur gestallt huet. Ech muss soen zu der Prozedur, dass all Mount an der Conférence des Présidents d'Présidenten de Relevé kréie vum zoustännege Büro fir d'Relationen mam Parlament, wou all Kéiers dat drasteet vun de Question-parlementairen, vun de Reglementer, vun de Gesetzter, vun den Debatten, déi ugefrot gi sinn, esou dass all Fraktioun en possession ass, op alle Fall all Mount dat ze kucken.

Wéi vill Reglementer u sech awer nach ennerwee sinn, Madame Brasseur, dat kann ech lech och net soen, well als Zoustännege fir d'Relationen mam Parlament, sinn ech awer net zoustänneg fir d'Exekutioun vun de Gesetzter, mä dat fält all Kéiers enner den zoustännege Ministère.

Ech kann lech awer soen, fir op Är Fro deelweis ze äntwerten, dass 184 Reglementer de Moment en cours de procédure sinn, 184 op Datum vum 2. Juli. 22 vun deenen 184 transposéieren eng oder méi europäesch Direktiven. 115 sinn amgaang, vum Statsrot aviséiert ze ginn. An 69, déi sinn nach... scho beim Statsrot, mä do ass d'Prozedur nach net ugefaangen, fir dass d'Reglementer... mer och dovun en Avis vun dem Statsrot kënn kréien.

Dir hutt awer och Recht, an déi Iwwerleeungen hu mer eis jo och gestallt (veuillez lire: gemaach), wéi een da vläicht e bësse méi effikass dat Ganzt kéint maachen, fir dann emol eng Kéier ze kucken, fir déi Analys ze maachen. Dir hutt elo e Reglemente zitéiert vun 2002. Ech kann och nach eent zitéiere vun 1988,...

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Marc Spautz, Ministre aux Relations avec le Parlement.**- ...wat ech elo emol spontan weess, wou och d'Reglement nach net geholl ginn ass, wou mer wäerten intervenéieren bei deene jeeeweilege Ministären. Mä ech soen lech awer och, dass dat net vun haut op muer geet. Dir selwer hat och d'Erfahrung, wéi dat ass mat de Gesetzter, mat de Reglementer, wéi vill Reglementer an deene jeeeweilege Gesetzter sinn. Et muss ee schéi propper all Gesetzter vu vir bis hannen eng Kéier duerchkämmen.

Mä ech géif awer Äre Virschlag mathuelen a meng Kolleeg proposéieren, dass mer déi Aufgab eng Kéier maachen a vläicht eng Kéier een ustellen, dat net nëmmen ze maachen an engem Departement, mä dass dat departementsiwwergräifend eng Kéier kann als Projet gestart ginn, fir dat vun de Reglementer ze kucken.

Ech muss awer soen, dass déi lescht 15 Joer alleguerten déi Reglementer an esou enger Broschür veröffentlecht ginn, déi och all Mount d'Conférence des Présidents zur Verfügung stellt, wat fir Reglementer ennerwee sinn. Dat ass awer nëmme fir déi lescht Zäit, net fir dat, wat virdru gelaf ass.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Marc Spautz, Ministre aux Relations avec le Parlement.**- Ech soen lech Merci. A méi kann ech lech de Moment dozou net soen. An nach eng Kéier Merci fir d'Fro.

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme Anne Brasseur (DP).**- Majo, da waarde mer op d'Realisatioun.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Minister. Mir kommen dann elo zu der Fro N°246 vum Här Fernand Kartheiser un den Ausseminister, déi Kéier iwwert de Respekt vu Mënscherechter a Frankräich. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°246 du 2 juillet 2013 de M. Fernand Kartheiser relative au respect des droits de l'Homme en France, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Merci, Här President. Ech adresséiere mech un den Här Minister Asselborn weinst der Situatioun a Frankräich. Dir hutt d'Situatioun bestëmmt iwwert déi lescht Méint suivéiert. Dir kennt d'Loi Taubira. Dir wësst, datt et am Kader vun der Manif Pour Tous zu ganz grouss friddlechen Demonstratiounen a Frankräich koom, déi zesummen iwwer e puer Millioun Leit mobiliséiert hunn. Et gouf ganz weineg Incidenten, déi mer natierlech bedauern. Mä am Groussen a Ganze woren déi Manifestatiounen absolut friddlech.

Trotzdem ass et op verschidde Plazen zu gutt dokumentéierten Iwwergrëffer vun der franséischer Police koom. Et koom zum Asaz vun Tréinegas géint d'Leit. Et koom zu, net e puer, mä zu honnerte vun als arbiträr qualifizéierten Arrestatiounen a Frankräich. An déi Suerg ëm déi Situatioun huet och d'Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe elo mobiliséiert, déi an enger Resolutioun 1947, de 27. Juni, den excessiven Asaz vu Gewalt déploréiert an och opriff, fir datt déi franséisch Autoritéiten d'Fräiheet op friddlech Manifestatiounen garantéieren an och den Usage disproportionné vun der Force missten astellen.

Meng Fro un lech, Här Ausseminister - Dir sidd jo och dem franséische Pouvoir ganz no duerch Är politesch Faarf: Wäert Dir bereet, bei Äre franséischen Homologen ze intervenéieren an deem Sënn, wéi och d'Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe et gesot huet, nämlech datt keng Gewalt méi géint friddlech Manifestanté benotzt gëtt, datt et keng Arrestatiounen arbiträre méi a Frankräich gëtt, an nottamment datt Der lech asetzt fir d'Liberatioun vun Här Nicolas Bernard-Buss, deen elo zu zwee - aner Sourcé soe véier, ech konnt dat net genau vérifiéieren - Méint Prisong veruerteelt ginn ass, obschonn en absolut keng Gewalttat verübt huet?

Et gouf de leschte Sonndeg zu Paräis ganz grouss Demonstratiounen fir d'Fräiheet vun Här Nicolas Bernard-Buss. An ech wär ganz frou, wann Dir lech och kéint fir hien engagéieren.

Villmoos Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Kartheiser. D'Wuert kritt den Här Ausseminister Jean Asselborn.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères.**- Jo, Här President. Ech hu wierklech, wéi ech déi Fro hei gelies hunn, d'Ménscherechter a Frankräich, e weineg gerätselt, wat soll kommen. Ech mengen, Här Kartheiser, ech wëll bestëmmt mech zreckhalen, mä et schéngt mer, wéi wann Der elo géift eng Succursale hei opmaachen vun der Delegatioun Manif Pour Tous aus Frankräich.

Mä ech...

(Interruption)

Wat ass dat?

► **Une voix.**- Däin Händy.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères.**- Mäin? Mäin ass net hei.

(Hilarité)

Neen, ech wollt soen, den Här Kartheiser...

(Interruption)

Ech hunn op europäischem Plang, ech schwätzen elo, wou ech zirkuléieren, do ni, awer och ni bis elo iergend och nëmmen en Embryo vun enger Klo héiere géint déi Manifestanten zu Paräis. Ech hunn natierlech och d'Televisioun gekuckt. Ech hunn ëmmer nëmme gesinn, dass déi Leit friddlech do protestéiert hunn. Dat ass kloer.

Ech hunn awer och ni gesinn, dass do vun der Police drageschloe ginn ass. Dat waren e weineg aner Biller, déi mer aus anere Länner gesinn hunn. Duerfir solle mer hei en „cool down“ maachen. An ech mengen, wa Leit am Prisong sinn a Frankräich... Frankräich ass fir mech awer nach ëmmer e Land, wou d'Ménscherechter net nëmmen zum groussen Deel jo hiren Ursprung hunn, mä wou se och agehale ginn. Ech kann lech awer e Rendez-vous an d'Rei maache mam franséischen Ambassadeur. Wa se do prezis...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Dat kann ech och. Merci.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères.**- Wann Der do prezis Reklamatiounen hutt, dann, mengen ech, sollt Der lech vläicht un hie wenden.

Merci, Här President.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Ausseminister. An déi nächst Fro, déi mer hunn, ass d'Fro N°247 vum Här Gast Gibéryen, déi kéier un de Familljeminister iwwert d'Entwécklung vum Kannergeld an aneren Zoulage fir d'Familljen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°247 du 2 juillet 2013 de M. Gast Gibéryen relative aux allocations familiales, adressée à M. le Ministre de la Famille et de l'Intégration

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Ech verroden hei kee Geheimnis, wann ech soen, datt d'ADR sech zënter jeehier ëmmer asetzt fir d'Famill a virun allem d'Famill, wou mer jiddweree gäre gläichsetzen, ob dat eng Famill ass, wou fir d'Kannererzéiung ee vun den Elterendeeler doheem bleift, fir d'Kannererzéiung ze maachen, oder ob déi zwee Elterendeeler schaffe ginn.

Mir sinn der Meenung, datt mer musse flächendeckend Strukturen histellen, fir datt d'Eltere wierklech dee Choix kréien an datt all Famill selwer soll kënnen decidéieren, ob se selwer Kannerbetreiung mécht oder ob se fir déi Kannerbetreiung a Strukturen erageet.

Den heitegen...

► **M. le Président.**- Ech bieden lech, dem Här Gibéryen nozelauschten, an och dem Minister d'Méiglechkeet ze ginn, awer d'Fro ze héieren an de Riedner ze gesinn.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jo, well en ass nëmmen ee Meter...

(Hilarité)

Den heitegen neie Familljeminister, den Här Marc Spautz, huet an enger vu senge leschte Stellungnahmen als CSV-Fraktionspresident am sozialen... am CSV-Profil - am CSV-Profil - genau déi Positioun, déi d'ADR zënter laange Joren huet, nämlech datt ee sollt d'Familljenzoulagen alleguer bündelen a se dann ënner Form vun enger Indemnitéit ausbezuelen, an déi dann och eventuell de Steieren ënnerwerfen. Dat huet den Här Marc Spautz als Schluss vu senger Carrière als Fraktionspresident an dem CSV-Profil ganz kloer zum Ausdruck buecht. Wat identesch ass mat deem, wat d'ADR zënter ëmmer verlaangt.

An och deen neien CSV-Fraktionspresident, de Kolleg Gilles Roth, huet den 13. Mee an engem „Lëtzebuurger Wort“-Interview genau datselwecht geschriwwen. Ech zitëiere souguer hei: „Meiner persönlichen Meinung nach wäre eine Besteuerung dieser Zulage der gerechteste Weg, um deren Zuwachs in den Griff zu bekommen. Es bliebe beim Grundprinzip: Ein Kind ist ein Kind. Die Ausgangsbasis wäre für alle Leistungsempfänger gleich. Der soziale Ausgleich würde über die Besteuerung vorgenommen. Mittelfristig könnte die Lösung darin bestehen, alle Familienzulagen als Gesamtpaket zu bündeln und sie als fiktives Zusatzeinkommen eines Haushaltes zu besteuern.“ Also, honnertprozenteg identesch d'Fuerderung, wéi d'ADR se schon zënter e puer Wahlprogrammer virschléit.

Duerfir meng Fro, Här President, un den Här Minister. Elo, wou hie Minister ass a wou en als Fraktionspresident zum Schluss vu senger Carrière sech duerfir staarkgemaach huet, an och den neien CSV-Fraktionspresident sech staark mécht, ass de Minister bereet, falls d'Wahlen d'nächst Joer eréischt am Mee wieren, fir an dëser Legislaturperiod nach e Projet de loi hei an der Chamber ze deponéieren, deen deem entsprécht, fir wat hien an deen neie Fraktionspresident vun der CSV dobausse plädéieren?

► **M. le Président.**- Merci dem Här Gibéryen. D'Wuert kritt den Här Familljeminister Marc Spautz.

► **M. Marc Spautz, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat, wat den Här Gibéryen elo gefrot huet a wat ech de Moien zougestallt kritt hat, dat ass e bësselchen eppes anescht, mä et ass awer kee Problem, well haut de Moien an der Fro stoung drun, ob ech kéint ausdrécken, wat fir eng Zoulagen a wéi d'Entwécklung wier vun den Zoulage bei de Kanner vun deene leschte Joren. Dofir hat ech mer elo de Moien...

(Interruption)

...d'Méi gemaach,...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jo, jo.

► **M. Marc Spautz, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- ...fir allegueren déi Chifferen nach eng kéier nozekucken.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Här President, hei ass eng politesch Fro, wou e Minister kann direkt drop äntwerten.

► **M. Marc Spautz, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- Also, éischtens, Här Gibéryen, kann ech och op déi aner Fro äntwerten,...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jo, dofir hunn ech se jo och gestallt.

► **M. Marc Spautz, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- ...well dat sinn all déi Saachen, déi Der konnt noliesen am Rapport vun der Kannergeldkees vum Joer 2012 mat der Entwécklung vun de Kannerzoulagen an och soss. An ech soen lech nach eng kéier: Dat, wat ech gesot hunn als Fraktionspresident, wat ech gesot hu beim Budget vum leschte Joer, wat ech gesot hu beim Débat de la nation, et ass och haut nach ëmmer richteg.

Mä eppes ass genau richteg: Mir hunn e Koalitiounsprogramm. An an deem Koalitiounsprogramm steet eppes anescht dran. An de Koalitiounsprogramm priméiert. An dëser Legislaturperiod gëtt dat ëmgesat, wat am Koalitiounsprogramm steet, wat déi zwou Parteien zesummen ofgemaach hunn.

A wa mer a Wahle ginn, da wäert all Partei, Är sougutt wéi och eis a wéi och aner, sech expriméieren an hirem Wahlprogramm, wat si wäerten zu de Familljenzoulage soen. An déijéineg, déi duerno d'Regierung bilden, déi wäerten dann och dat an de Koalitiounsprogramm draschreien, wat si wäerte maachen.

Dat ass ganz kloer Äntwert op déi Fro, déi Der gestallt hutt. Ech fille mech dem Koalitiounsprogramm verflucht. A wat mer bei de Wahle maachen oder no de Wahle maachen, dat decidéiert de Wieler a just de Wieler ganz eleng.

Villmoos Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- An als Fraktionspresident waart Der net verflucht?

► **M. Marc Spautz, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- Ah dach.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ou?

► **M. le Président.**- Merci dem Här Familljeminister. A mir kommen elo zu der leschter Fro vun haut de Mëtteg, nämlech der Fro N°248 vun der Madame Marie-Josée Frank, déi kéier un de Gesondheitsminister a Minister fir d'Sécurité sociale iwwert d'Patiente mat chronischer Péng. Madame Frank, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°248 du 2 juillet 2013 de Mme Marie-Josée Frank relative à la prise en charge des patients souffrant de douleurs chroniques, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale

► **Mme Marie-Josée Frank (CSV).**- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, de Centre de la douleur aus der Zitha, dee jo säit 2005 besteet, soll jo Enn des Joers ënner anem weinst Personalmanagem zougemaach ginn, wat an deene leschte Méint, Wochen an Deeg fir vill Opreegung an Diskussioun gesuergt huet, souwuel bei deene Betreffenen, bei der Associatioun vun de Schmerzpatienten, wéi och bei de Schmerzdozenten. Hei sinn am Land schätzungsweise jo iwwer 6.000 Schmerzpatienten, déi kenne vun enger Mesure betraff ginn. Si wëllen net als Simulanten ofgestempelt ginn a si wëlle gären hir Rechter unerkannt kréien.

Et schéngt esou ze sinn, datt contrairement zu den Informatiounen vun der zoustänneger Administratioun, also vun der CNS, op déi sech de Minister a rezenten Aussoe baséiert huet, déi betraffe Schmerzklinik jo fir 2013/14 net dat Personal zougestallt kritt huet, wat se jo scheinbar an de Budgetdebatten ugefrot hunn. Duerfir froen ech éischtens den Här Minister, ob schonn elo kuerzfristeg eng Entrevue mat der Fédération des Hôpitaux Luxembourgeois stattfonnt huet.

Zweetens, wat sinn elo déi genee Ursachen, datt déi Ressources personelle a financière verweigert gi sinn? Well an deenen anere Schmerzkliniken hei zu Lëtzebuerg, wéi zum Beispill dem Centre hospitalier, do hunn d'Leit jo och scho ganz laang Waardezäiten, a si kenne keng weider nei Patienté méi ophuelen.

Dann eng nächst Fro: Gedenkt de Minister och d'Nomenklatur vum Forfait vun den Dokterinnen esou unzepassen, datt deem Zäitopwand vun esou enger opwändeger Consultatioun ka Rechnung gedroe ginn? Well d'Schmerzpatienten, déi hu vill Ursachen, an doduerch ass och deen Opwand vun enger Consultatioun ganz grouss.

Meng lescht Fro: Wat kann dann elo kuerz- a mëttelfristeg ënnerholl ginn, fir de Suivi vun deene Patienten ze garantéieren, op d'mannst eng Iwwergangsléisung ze sichen, ier e globaalt Konzept fir d'Prise en charge vun der Douleur chronique hei zu Lëtzebuerg kann ausgeschafft ginn?

Ech soen lech Merci, Här Minister, fir déi Äntwert, déi Der eis elo matdeelt.

► **M. le Président.**- Merci der Madame Frank. D'Wuert kritt den Här Gesondheitsminister Mars Di Bartolomeo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Madame Frank schmeechelt mer, well wann ech se esou héieren, da géif et duergoen, wann de Minister eng kéier esou mécht, da géif Personal zougestane ginn, da géifen d'Tariffer gehéicht ginn oder iwwerhaupt geschafe ginn. Leider ass d'Liewen e bësse méi komplizéiert, wéi d'Madame Frank dat gesäit.

(Interruption)

Ech wëll lech awer direkt soen, Madame Frank, dass ech, wat d'Problematik ugeet, net déi geréngsten Divergenz mat lech hunn. Well et ass eng ganz seriö Problematik, déi eng ganz Rei vu Leit betrafft a wat och keng Kinkerlitzcher sinn. Dat ass... Wann ee betraff ass vu chronische Schmerzen, ass dat eppes, wat deen Einzelnen a säin Entourage ganz schwéier beelaacht, an ass eppes, wat fir déi, déi net dermat geplot sinn, relativ schwéier verständlech ass.

Ech war an deene leschte Woche mat de Schmerzdozenten zesummen, mam Cercle d'algologie, wou se alleguer aus deene verschidde Zentren sech zesummefonnt hunn a sech och ganz vill Méi ginn hunn, fir e Konzept ze entwéckelen. Ech hat bei där Réunioun och déi Responsabel vun deene jeeweilige Ministerinnen derbäi. Ech hunn allerdéngs ganz kloer gesot kritt, dass bei deene Verhandlungen, déi stattfonnt hunn zwëschen CNS an de Spideeler, dat hei elo net eng vun deene grouss Prioritéite war, wou ganz staark insistéiert drop ginn ass, fir dat noutwendeg Personal ze kréien.

Dat heescht allerdéngs net, dass ech net bei der CNS intervenéiert sinn, fir zum Schluss vum Joer, dann, wann een den Iwwerbléck huet, déi ganz Problematik nach eng kéier ze reconsidéréieren. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet: Bei der Tarificatioun vun den Akte vun de Schmerzdozenten, do muss déi normal Prozedur agehale ginn. D'Norm ass, dass entweder de Minister d'Nomenklaturkommissioun befaast respektiv d'AMMD als representative Verhandlungspartner am Rahme vun deenen doten Diskussiounen.

Ech mengen net, dass d'CNS, wann e konkrete Projet vu Kliniken do ass, dat verweigert. Allerdéngs muss séchergestallt ginn, dass déi Personalleffectivitéit, déi zougestane ginn, och affectéiert ginn an deem dote Beräich.

Ech muss lech och soen, dass ech perséinlech bei der Zitha-Klinik intervenéiert sinn, fir dass se, aneschtens wéi ugekënnegt, hir Schmerzklinik net am Dezember zou géif maachen. Ech hunn allerdéngs ganz weineg Hoffnungen do gelooss kritt.

Ech mengen awer, dass opgrond vun deenen Initiativen, déi mer elo geholl hunn, mer gutt Aussichten hunn, entweder iwwert de Finanzement vun der CNS een oder deen anere spezialiséierten Zenter ze ënnerstëtzen - well wa mer nämlech de Gradmesser géifen huele vun der Belsch, dann hätte mer Recht op een esou en Zentrum, wat schonn net schlecht wär, wann e komplett spezialiséiert ass - oder awer Budgetsmittelen, fir e Projet pilote virzugesinn, déi mir géifen direkt matsteieren, de Ministère de la Santé.

Ech hu meng Servicer beoptragt, fir de Budget 2014 e Kredit ze beantragen, fir esou e Projet pilote ze droen, jiddefalls an enger Iwwergangsfiananzéierung. An ech wäert, de Bréif ass préparéiert, och d'Fédération des hôpitaux uschreien, fir hir Besoinen am Beräich vun der Schmäerztherapie ganz kloer ze artikuléieren, fir dann an deenen nächste fällege Budgetsdiskussiounen mat der CNS déi dote Problematik ofgedeckt ze kréien. Allerdéngs dann awer mat der Garantie, dass dat Personal, wat ugefrot gëtt, och da fir d'Schmäerztherapie affectéiert gëtt.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Gesondheitsminister.

Domadder wäre mer um Enn vun eiser Froestonn a mir kommen elo zu der Question élargie N°33 vum Här Marcel Oberweis iwwert den Indicateur du bien-être. Den Auteur vun der Fro huet fënnf Minutten...

(Interruptions)

Ah jo, entschëllegt! Mir huelen nach virdrun d'Resolutioun vum Här Adam, deem ech nach eng kéier géif d'Wuert ginn, well en nach wëllt déi eng oder aner Prezisioun dozou ginn. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

9. Résolution de M. Claude Adam relative à la surveillance et à l'espionnage de la part des États-Unis

Exposé

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Jo, Merci, Här President. Ech wëll eigentlech net méi weder grouss Prezisiounen ginn. Ech mengen, d'Resolutioun ass zimlech kloer an hirem Opbau.



Ech maachen awer d'Propos, fir bei der Demande den zweeten Tiret liicht ze änneren. Dat ass eng Iddi gewiescht vum honorablen Här Ben Fayot, an ech ginn där Demande recht.

Da géif den zweeten Tiret heeschen „de la part des États-Unis“, net méi „des preuves de leur bonne volonté“, well dat ass effektiv zimlech eng wackeleg Formulatioun, mä „les garanties nécessaires afin de continuer à négocier“. An dann och, fir ze preziséieren „la zone de libre-échange entre partenaires sur base de confiance mutuelle“.

Wann dat da géif den Accord... Mäi Service diplomatique huet mir gesot,...

(Hilarité)

...mir kréichen déi Resolutioun eventuell unanime duerch, mä selbstverständlech därerf all Mënsch do...

Do sinn déi Korrekturen dran.

► **M. le Président.**- Jo. Merci dem Här Adam fir déi korrigéiert Versioun. An dozou freet den Här Kartheiser d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Här President, ech soen dem Här Adam Merci fir déi Initiatiiv. Prinzipiell kënnen mer dat do matdroen. Ech wollt just froen, fir dat heiten elo besser ze verstoen, ob déi Négociatiounen entre partenaires, ob dat sech elo - oder ass dat vläicht elo vum Här Adam preziséiert ginn? -, ob dat sech op deen Accord de libre-échange do... Hutt Der dat elo preziséiert?

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Dat hunn ech elo grad preziséiert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Dat hunn ech net matkrit. Dat ass eng ganz wichteg Prezisioun. Da soen ech lech Merci. Et muss een natierlech wëssen, datt dat elo net onbedéngt direkt eis Kompetenz ass. Mä principiell droe mer dat hei mat a mir kënnen et och matstëmen.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Kartheiser.

Résolution modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant que le programme secret «PRISM» est un programme de surveillance électronique et de collecte de renseignements à partir des communications Internet à l'intérieur et à l'extérieur des États-Unis et qu'il cible prioritairement des personnes vivant hors des États-Unis;

- constatée par l'étendu de cette surveillance mondiale et systématique qui permet aux services de renseignement des États-Unis d'accéder de manière automatisée aux données et aux activités de plus d'un milliard de personnes qui utilisent les services des grands fournisseurs américains de services Internet;

- vu que cet accès aux données inclut, à côté des logs de connexion Internet et téléphonique, les contenus des boîtes de courrier électronique, de données de réseaux sociaux, photos, vidéos, vidéoconférences, «chats», les appels VoIP et les fichiers entreposés dans les services «cloud»;

- estimant que ces révélations confirment avec force les craintes quant au défaut de protection des données et à la surveillance des citoyens européens déjà exprimées lors de la modification de loi américaine «Foreign Intelligence Surveillance Act (FISA)» en 2008;

- considérant inacceptables les activités d'espionnage politique des services de renseignement américains aussi bien à l'encontre de l'Union européenne, de pays membres et d'organisations internationales;

demande

- l'arrêt immédiat de ces activités de surveillance et d'espionnage à l'encontre des citoyens, sociétés et institutions européennes et nationales;

- de la part des États-Unis les garanties nécessaires afin de continuer à négocier la zone de libre-échange entre partenaires sur base de confiance mutuelle;

- à son Président de transmettre la présente résolution à la Chambre des Représentants, au Sénat et au Président des États-Unis.

(s.) Claude Adam, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Josée Lorsché.

Kann ech déi Resolutioun zum Vote stellen?

(Assentiment)

Vote sur la résolution modifiée

Wien ass mat där Resolutioun an där Form d'Accord, wéi den Här Adam se proposéiert huet?

Dat schéngt mer d'Unanimité ze sinn. Domadder wär déi Resolutioun ugeholl an ech gi se da virun un déi zoustänneg Autoritéiten.

Mir kommen elo zu der Question élargie N°33 vum Här Marcel Oberweis iwwert den Indica-

teur du bien-être. Den Auteur vun der Fro huet fënnf Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro virzedroen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

10. Question élargie n°33 de M. Marcel Oberweis sur l'indicateur du bien-être

► **M. Marcel Oberweis (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, d'Ekonomisten definéieren de Bruttoinlandsprodukt, de BIP, als en Instrument, mat deem déi wirtschaftlech Kraaft vun engem Land gemoss gëtt. Mat dem BIP ginn normalerweis all Produkter, déi am Land hiergestallt ginn, an all duerchgefëiert Dëngschtleeschungen an engem Joer zesummegerechent.

Et ginn ënner anerem awer och d'Suited vum Accidenter mat an de Calcul eragezunn. Och ginn d'Dépenses a Milliounenhéicht fir d'Behiwe vun Ëmweltschied am BIP agerechent. Eleng déi Dausende Kilometer Stau op eise Stroossen am Joer, wat e Méiverbrauch vun Diesel a Bensin bedeit an och Zäitverloscht, gi mat erageholl an des Berechnung, an dat positiv.

Dem rezenten UN-Rapport no läit Lëtzebuerg op der éischter Plaz, wann een de BIP pro Kapp diskutéiert.

Beim Gini-Koeffizient, do leie mir guer net méi ënner den éischten zéng Plazen, genau wéi mam Index fir déi mënschlech Entwécklung, dem HDI. An dat seet genuch.

De Professor Jeffrey Sachs beschreift dësen Dilemma mat dem net nohaltege permanenten Uwuesse vum BIP mat de Wieder: „D'Mënscheit steet virun engem wichtiger Entscheedung. Hale mir den aktuelle Modus fir ze liewe bäi, da sti mir geschwé virun engem ekologescher Katastroph.“ Wien deemno weider déi gängeg Method zur Berechnung vum BIP applizéiert, dee verrechent sech.

Dee weider wuessende BIP op dem Pabeier bedeit kee weidere Wuelstand. Dee BIP, wéi mir en haut applizéieren, setzt ausschliesselech op dat quantitativ Wuesstum.

An der Regierungserklärung am Joer 2009 ass gesot ginn, dass sech zwee kompetent Gremië mat der Ausaarbechtung vun dem Indicateur composite vum Bien-être befaasse sollen. Mëttlerweil hunn de Conseil supérieur pour un développement durable an de Conseil Économique et Social hir Rapporten virgestallt.

Derniewent huet am Joer 2011 och d'OCDE déi éischt Resultater iwwer hir Etüd zum BIP du bien-être virgestallt. An där Etüd sinn déi éischte Kéier och Elementer wéi Wunnen, Liewensqualität, Bildung, Gesondheet, Sécherheet, Liewenszufriedenheet an Ëmwelt a souguer den Équilibrium tëschent dem Berufs- an dem Privatliwien an d'Berechnung agefloss.

Et ass och festgestallt ginn, dass déi onentgeltlech Aarbechten, wéi zum Beispill d'Noperschaftshëllef an d'Kannerbetreuer doheem, net berücksichtegt ginn. Souguer huet d'Europäesch Unioun mat hirem Programm „Beyond GDP“ och sech mëttlerweil dësem Dossier ugeholl.

Einfach gesot - den „bien-avoir“ kann net méi d'„guideline“ vun onsem wirtschaftlechen Handele sinn. Villméi muss mir zum Bien-être eis bekennen, esou wéi dat viru Kuerzem hei zu Lëtzebuerg de Professor Stefano Bartolini gesot huet. Et gëtt versicht, niewent dem ökonomeschen och dem soziale wéi dem ökologesche Volet Rechnung ze droen, an dat, well mir op engem Planéit mat begrenzter Ressourcé liwien.

Et soll awer net verkannt ginn, de gewünschte vernetzten a moderate Wuesstum ass déi richteg Äntwert op déi sozial an ökologesch Froen. Wa mir d'Problemer vun haut léise wëllen - dozou zielen ech d'Ernierung, de Klimaschutz an d'Energieversuerung -, da brauche mir den nohaltege Fortschritt.

Dierf ech drop hiweisen, dass de Verbrauch vun Ressourcen hei am Land vill ze héich par rapport zur Reproduktioun ass? Eisen ökologesche Foussofdrock läit iwwer sech. Dat heescht, mir Lëtzebuerger brauchen ëmgerechent d'Ressourcé vu sechs Planéiten, fir eise Wuelstand opzebauen. An déi Rechnung ka jo net méi opgoen.

Mir brauchen duerfir eng Begrenzung vun Wirtschaftswuesstum. Dëse muss sech mat Respekt virun de kommende Generatiounen an de Liewensressourcen entwéckelen. Hei ass vill Kreativitéit an Engagement vun ons allegueren, vu jiddwer Eenzelnem verlaangt, well dat ass keen einfache Prozess.

Duerfir meng Froen un den Här Minister fir d'Wirtschaft.

Éischtens: Wou sti mir momentan am Dossier vum BIP du bien-être?

Zweetens: Wéi kënnen déi virleidend Etüden an der Berechnung vum BIP du bien-être eraflëssen?

An, ech mengen, et misst een och der Universitéit den Optrag ginn, sech hei mat dëser Problematik ze befaassen, well et eng Aufgab ass, déi iwwert des Generatiounen och déi nächst Generatiounen wäert bewegen.

Merci villmools.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Oberweis. D'Wuert kritt elo den Här Wirtschaftsminister Etienne Schneider.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wär jo ganz frou, wann ech dee Problem vum héije BIP hätt de Moment; dat ass leider net de Fall.

(Hilarité)

Et ass awer esou, dass den 23. Abrëll 2010 de Premierminister iwwer eng Décisioun vum Regierungrot de CES an de CSDD gefrot huet, fir ebe just e System ze elaboréieren, wou een Indicateur ka festleeën, déi de PIB du bien-être kënnen moossen, ebe just fir eng aner Analyse eng Kéier ze hu wéi dee klassesche PIB par tête d'habitant.

De But war also, fir ze kucken, wéi de Progrès vun der Gesellschaft ass an engem Laangzäit-Vue.

De CES an de CSDD hu sech an hiren Analyse baséiert op de Rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi an och op d'Rapporte vun der OCDE, fir ebe just déi Analys do ze maachen. An et ass esou, dass dee Rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi distinguéiert - net laachen, Här Lux - ënnert (veuillez lire: tëschent) dem Bien-être actuel an dem Bien-être futur, wou dann eben och dee Kritär vun der Nohaltegkeet soll considéiert ginn.

An der Aarbechtsoopdeeling tëscht dem CES an dem CSDD ass et esou, dass de CES sech hauptsächlich oder just dréms gekëmmert huet, wat de Bien-être actuel ass, also de Bien-être actuel vun de Ménagen. An de CSDD huet sech drëm gekëmmert a senger Analys, wat de Bien-être futur ass, also deen och vun der Soutenabilitéit vun der Politique économique vun enger Regierung.

Déi zwee u sech... Déi zwee Gremien hu sech regelméisseg gesinn, fir finalement zwee separat Avisen ofzeginn. An zwar den 22. Januar dëst Joer ass dat geschitt. Déi Rapporten sinn un de Premierminister gaangen.

Wat ass den Avis vun deenen zwee Rapporten? Et ass esou, beim CES ass gekuckt ginn, wat d'Indicateuren ugeet, fir déi grouss Prinzipien, wat d'Ménagen ugeet, ze analyséieren. An do ass ënnerscheet ginn tëscht zum Beispill Salariéien, Indépendanten, Pensionären, Chef-d'entreprises an esou weider. Mä den CES huet sech och d'Méi gemaach ze kucken, wou d'Forcen an d'Faiblesse si vun dem Rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi a vun der OCDE, an huet am Fong probéiert, just déi Kritären erauszehalen oder zréckzehalen, déi pertinent sinn, déi och disponibel sinn, déi ee reell ka moossen an déi och international comparabel sinn, well soss dat Ganzt jo och net ganz vill bréngt.

De Problem, deen awer an deenen Analysen opkoum, dat war dee vun der Perception vum Bien-être, well dat awer eng Approche ass, déi immens subjektiv ass, well all Ménage eng aner Definitioun huet vum Bien-être. An do huet och de CES probéiert, un enger Hand vu Kritären - eelef Stéck; eelef Kategorië si festgehalte ginn - ebe just dat, déi Subjektivitéit, mat kënnen ze considéieren. Déi eelef Kategorien, déi zréckbehale gi sinn, dat waren ënner anerem: de Revenu, de Patrimoine, den Emploi, de Logement, d'Santé, den Équilibre vie privée/vie professionnelle, d'Éducation an d'Compétenzen, d'Liens sociaux, de Bien-être subjectif en tant que tel, d'Gouvernance, d'Citoyenneté, den Environnement an d'Sécurité physique, déi de Bierger spiert.

Ausserdeem huet de CES probéiert, all déi Kritären, déi se da gesammelt hu respektiv wëlle sammelen, déi och nach ze ventiléieren tëscht deene verschidde Kritären vun de Leit selwer. Also vertikal ze kucken, Differenzen ze maache bei de Catégorie-d'agen, bei den Niveaux d'études, bei der Situation familiale, der Nationalitéit an x anere Kritären, fir wierklech kënnen geziilt ze soen: „Déi Jonk, déi studéiert hunn; d'Nationalitéit, déi an déi, hunn déi Vue vun hirem Bien-être hei zu Lëtzebuerg. D'Pensionären hunn déi Vue vun hirem Bien-être.“ Fir dat kënnen ze maachen.

De CSDD, deen huet eng aner Approche gehat. Déi hu probéiert, langfristeg ze kucken: Wéi gesäit de Bien-être langfristeg zu Lëtzebuerg aus? An dat hu se ebe gemaach op Basis

vun enger ganzer Rei Plans stratégiques nationaux, déi an dësem Land eng Kéier festgehalte gi sinn.

Do, do sinn zum Beispill déi Saachen, wat den Développement économique à long terme ass. Wéi gesäit d'Diversification économique zu Lëtzebuerg aus? Wat bedeit dat fir d'Leit, déi herno mussen an deene Secteure schaffen? Wéi ass et mat der Égalité des chances entres hommes et femmes? Wéi ass et mam Aménagement du territoire; wat jo och d'Politiken à long term sinn? D'PSZAEen an all déi Saache spille jo do eng Roll. Wéi gesäit et mat der Intégratioun zu Lëtzebuerg aus? Wat ass do virgesinn? D'Kohäsioun an esou weider. Alles dat si Facteuren, déi eng wichteg Roll spillen, fir de Bien-être à long terme kënnen ze moossen.

Elo ass et esou, déi zwee Avisen, déi leie vir. Déi zwee Gremien hunn och probéiert, elo ee gemeinsamen Avis dorauer zesummenzabauen. An deen Avis gëtt elo den 12. Juli presentéiert am CES. Dat heescht elo gläich, Här Oberweis. Den 12. Juli am CES. An da gëtt do gekuckt, ob se sech kënnen dorobber eenegen, fir deen dann och kënnen unzehuelen.

An dann, Är Fro, wéi et duerno weidergeet. D'Iddi ass déi, dass d'Regierung op där enger Säit dem CES an dem CSDD (veuillez lire: CSDD) seet, si solle wierklech elo all zwee Joer probéieren, mat der Uni och zesummen déi Indicateuren, déi se elo festgehalte hunn, ze iwwerpréieren, ob déi wierklech dat hiern, wat mer gehofft hunn, ob se belasschtbar si respektiv ob ee se muss adaptéieren. Dass ee wierklech iwwert d'Zäit Erfahrungswärter sammelt an dorauer Konklusiounen zitt.

Deen anere Punkt, deen natierlech muss kommen, dat ass deen, dass d'Regierung dann och elo de Statec beoptragt mat enger ganzer Rei vu weideren Etüden an Enquêtes, fir eben dat do ze maachen.

Eng vun deene groussen Enquêtes, déi wäerte musse gemaach ginn, fir an deem Kontext do weiderzekommen, ass déi - ech kucke meng Zäit, et geet nach - vun dem Budget temps. Dat heescht: Wéi vill Zäit verbréngen déi verschidde Leit mat deene verschiddeenen Aktivitéiten an hirem Liewen? Wéi vill Zäit verbréngen se mat schaffen? Wéi vill Zäit mat hirer Famill? Wéi vill Zäit mat hiren Engagements associatifs? Jee, all Méiglech, fir dass een dat och alles quantifizéiere kann.

Do wäerten natierlech eng Rei nei Aufgaben op de Statec duerkommen, wat natierlech och eng Rei nei Fraisé wäert bedeiten. Mä dat hu mer wëllen, dem Statec awer elo als Charge ze ginn.

D'Finalitéit vun deem Ganzen ass natierlech déi, fir ebe just ze kucken: Wéi ass d'Relatioun tëscht der Croissance économique an dem Bien-être vun de Leit? An net nëmmen ze soen: „Wa mer eng héich Croissance économique hunn, da geet et de Leit a priori och gutt.“ Wat grosso moddo de Fall misst sinn oder sollt sinn. Mä mir wëllen dat awer elo wierklech eng Kéier iwwerpréieren.

An, wéi gesot, et ass alles elo en place. Elo muss de Statec seng Aarbecht maachen, fir eben déi Mesuren do allegueren zesammenzabauen, d'Donnéen zesammenzabauen. An da muss mer kucken, vun all zwee Joer eben dat ze adaptéieren, esou dass ech dovun ausginn, dass mer awer mëttelfristeg och do en Indicateur hunn, dee belasschtbar ass an deen ee ka fir seng Politik, fir d'Adaptatioun vu senger Politik ka benotzen.

Ech soen lech Merci. Gutt. Ass soss nach eng Fro do?

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Wirtschaftsminister. Domadder wär och d'Diskusioun iwwert dese Punkt eriwuer, a mir kommen elo zum Projet de loi 6494 iwwert dat sougenannte Fëmmgesetz. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. An et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Mergen, den Här Krieps, d'Madame Lorsché, den Här Gibéryen, d'Madame Arendt an den Här Bettel. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet... An den Här Colombara setze mer nach derbäi. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, d'Madame Lydia Mutsch. Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

11. 6494 - Projet de loi modifiant la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

► **Mme Lydia Mutsch** (LSAP), rapportrice.- Merci, Hâr President. Den 10. Juli 2012 huet d'Jugendparlament an enger Resolutioun gefuerdert, dass d'Gesetz iwwert d'Fëmmverbuet, dat zënter 2006 bei eis am Land besteet, verschärft soll ginn. Jonk engagéiert Leit, déi eis als Législateur opfuere, eis Populatioun a virun allem déi Jugendlech méi staark virum gesondheetsschiedleche Passivfëmmen ze schützen an esou ee Gesetz schnellstméiglech op den Instanzeweze ze bréngen.

Hâr President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, genee dat maache mir haut. A Griichenland fëmmen, enger Enquête vum Eurobarometer no, 40% vun der Populatioun. 40%! Do si mer net wäit ewech vun all Zweetem, dee fëmmt. Wat ech ganz erschreckend fannen.

Zu Lëtzebuerg hunn, ier mer d'Gesetz 2006 mam Fëmmverbuet gestëmmt hunn, nach 30%, also bal en Drëttel, vun der Populatioun, gefëmmt. Bis 2011/2012, ass dee Pourcentage der ILReS no op 22% erofgaangen an huet sech haut bei 23% agependelt. Wann een eppes méi wäit zrëckbléckt, weist sech, dass a ronn zéng Joer, vun 2003 bis 2013, d'Zuel vun deenen, déi all Dag zur Zigarett gräifen, vun 28 op 17% zrëckgaangen ass. Dat ass eng Tendenz, déi optimisteschem stëmmt.

Allerdéngs ass bei eis eleng am leschte Joer d'Zuel vun deene jonke Fumeuren ëm zwee bis aacht Prozentpunkten an d'Luucht gaangen. Bei der Alterskategorie vun deene 15- bis 17-Jährege vun 13 op 21%; bei den 18 bis 24-Jährege vu 25 op 27%; a bei deene 25 bis 34-Jährege vun 29 op 33%.

Fir d'Fondation contre le cancer ass eng vun de Schlussfolgerungen déi, dass d'Tabakprevention grad bei de Jugendlechen, bei deenen also, fir déi mir eis ganz besonnesch asetze wëllen, gestärkt muss ginn. Wat richtig ass, ass, dass d'Gesetz vun 2006 e Quantessprung bedeit huet, wat d'Aschätzung vum Fëmmen a vum Passivfëmmen an hir Folgen ueegt.

Gläiches gëllt fir d'Protektioun vun de Saliéien an d'Asicht géint déi erwise schiedlech Auswierkung vum Tabak. D'Sondagé bewisen et. D'Leit akzeptéieren net nëmmen d'Fëmmverbuet, wéi et am Moment gëllt, si apprécieieren et. A si sinn zu engem ganz groussen Deel, iwwer 67%, och derfir, dass d'Fëmmverbuet bei eis am Land erweidert gëtt op Caféen an Discoen.

Dës Virgehensweis erlaabt et, zwou Hauptpräoccupatiounen gerecht ze ginn: Zum engen der Protektioun vun alle Saliéien inklusiv deenen, déi an de Caféen an Discoen schaffen, virun de schiedlechen Auswierkung vum Passivfëmmen; an zum aneren der Protektioun vun deene Jonken, déi duerch déi nei Regelunge besser virum Passivfëmmen geschützt ginn, mä och virun der Versuchung, iwwerhaapt erëischt mat Fëmmen unzefänken. Ech komme méi spéit nach eemol dorop zrëck.

Et sief bemierkt, dass och d'Fumeure selwer e gewëssene Profit aus engem erweiderte Fëmmverbuet wäerten zéien. Och wann d'Fumeuren dat net all esou wëllen oder kënnen gesinn, der leschter ILReS-Enquête vun 2012 no, fille sech 87% vun der Populatioun gestéiert vum Zigarettendamp. A bei de Fumeure selwer sinn et ëmmerhin nach 70%, deenen de bloen Dampf onheemlech op d'Nerve geet.

Mengen Informatiounen no si ganz vill Fumeure guer net rosé iwwert d'Fëmmverbuet, well eng gewollten a gehoffte Konsequenz dovunner ass, dass si selwer manner fëmmen wäerten. Eëmmerhi géife ronn d'Halschent vun alle Fumeuren hei am Land gären direkt ophale mat Fëmmen. Dobäi kommen awer nach weider 19%, déi op d'mannst wëlle manner fëmmen an der Zukunft.

All dës Zuelen, Hâr President, fir däitlech ze maachen, dass de Projet de loi iwwert d'Extenssioun vum Fëmmverbuet, dee mer haut hei diskutéieren an ofstëmmen, e wichtegen a richtige Schratt ass, dee vun enger grousser Majoritéit vun der Populatioun guttgeheescht gëtt an ënnerstëtzt gëtt. Déiselwecht Tendenz schielt sech iwwerengs och bei den Avisen a Prise-de-positionen eraus, déi am Kader vun deem Projet de loi ageholl goufen oder dem Projet de loi bäigefügt sinn. Vun am ganzen 22 Avisa waren der 19 positiv.

D'Fondation contre le cancer, a mengen Aen d'Haaptlobbyiste bei eis am Land fir e méi ge-

sonnt a fëmmfräit Liewen, huet fir nach méi staark Mesurë plädéiert, also en absolut Fëmmverbuet ouni Ausnahme wéi beispillsweis Fumoiren a fir eng radikal Verdeierung vun den Tabakproduiten, fir domat den dissuasiven Effekt ze verstärken.

Nëmmen dräi Avisa waren negativ am Bezuch op d'Erweiderung vum Fëmmverbuet. Dat si virun allem déi direkt betraffe Milieuen, déi sech verständlecherweis e bësse méi schwéierdinn, fir sech ëmzestellen. Mä och dat soll keen Hindernis sinn. Mir hunn et jo bei de Restaurante gesinn. Trotz allen Ängschten ass dat ganz gutt a positiv iwwert d'Bühn gaangen. An ech denken, dass dat och dës Käier wäert de Fall sinn.

Zu de méi kritischesen Avisa gehéiert och d'Chambre de Commerce, déi mat enger Baisse vum Chiffre d'affaire am Horeca-Secteur a vun den TVA-Recettë fir de Stat duerch de Verbuet vun der Vente vun Tabakproduiten am Libre service argumentéiert. Och d'Chambre des Métiers ass kritesch vis-à-vis vu genee där Mesure.

Wat allerdéngs de Bilan vum aktuelle Gesetz ueegt, sinn eng Partie vun de Membere vun der Chambre des Métiers ganz positiv. Esou soen zum Beispill d'Traiteuren oder d'Bäckeren an d'Pâtisseries, dass hir Aarbecht an hir Produiten duerch d'Fëmmverbuet enorm opgewäert goufen.

Scho viru siwe Joer, wou mer hei op dëser Plaz iwwert de Projet de loi 5533 ofgestëmmt hunn, goufe mer vu verschiddene Säite mat Katastrophenzenarie konfrontéiert: D'Gesetz iwwert d'Fëmmverbuet géif näischt bréngen an doriwwe eraus dozou féieren, dass kee Mënsch méi géif an de Restaurant goen an déi als natierlech Suite dovunner en masse géifen zoumaachen.

Hâr President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech si frou, dass ech haut als Rapportrice vun engem neie Gesetz fir d'Erweiderung vum Fëmmverbuet hei ka stoen a soen, dass dat net age-tratt ass. An der éischter Joresnummer vun offizielle Magazin vun der Horeca Januar 2012 stoung ze liesen, dass d'Fëmmverbuet an de Restauranten hei zu Lëtzebuerg generell gutt akzeptéiert ginn ass. Dat ass eng Impressioun, déi ech ganz kloer deelen. Eis Partei ass nämlech der Meinung, dass et bei der Erweiderung vum Fëmmverbuet, also bei deem Projet, iwwert dee mer haut diskutéieren, ähnlech wann net souguer d'selwecht wäert goen.

Jo, et ass erlaabt, drun ze zweifelen, dass d'Erweiderung vum Fëmmverbuet esou dramatesch Konsequenzen op den Horeca-Secteur wäert hunn, wéi dat dacks duergestallt gëtt. An der Belsch, e Land, dat zu Lëtzebuerg jo oft als Referenz geholl gëtt, fir ze vergläichen, sinn déi Zuele vun de vermeindlech ville Bistronen, déi zënter dem Fëmmverbuet hu missen zoumaachen, relativéiert ginn. An engem Artikel an der belscher Dageszeitung «Le Soir» vum 13. Mee 2012 steet ze liesen: «La fin du tabac n'a pas tué un seul café.» An: «Jamais la baisse du nombre d'établissements n'avait été aussi faible.»

Wat nämlech bis dohin ni gemaach gouf, ass, d'Zuel vun de Caféen, déi zougemaach hunn, opzerechne mat der Zuel vun den neie Caféen, déi an där Zäit opgemaach hunn. D'selwecht war vergiess ginn ze erwähnen, dass déi Joren a Jorzéngte virdrun ganz vill a vill méi Caféen hu missen zoumaachen, och ouni Fëmmverbuet.

Deemno woen ech hei ze hoffen, dass och zu Lëtzebuerg déi ekonomesch Konsequenze vun erweiderte Fëmmverbuet am Horeca-Beräich net hallef esou schlëmm wäerte sinn, wéi gefaart gëtt. Egal wéi, d'Virdeeler a Saache Gesondheetsschutz schéngen mir evident an hir positiv Répercussione fir déi ganz grouss Majoritéit vun der Lëtzeburger Populatioun enorm grouss.

Op jidde Fall wëll ech als Presidentin vun der zoustänneger Santé- a Sécurité-sociales-Kommissioun nach eemol betounen, dass eis éischt Préoccupatioun der Gesondheet an dem Schutz vun der Gesondheet gëllt. Well wie just déi ekonomesch méiglech Perten aus där Siicht considéiert, dee gräift sécherlech ze kuerz. Kommt, mir vergiessen hei net, dass et nieft de gesondheetlechen a mënschleche Konsequenze vum Fëmmen a Matfëmmen och déi ekonomesch Konsequenze vun de Gesondheetsschied gëtt, déi ganz oder deelweis duerch d'aktiiv a passiv Fëmmen bedéngt sinn an déi eis Gesellschaft enorm vill kaschten.

Hâr President, no der Aféierung vum Fëmmverbuet an den däitsche Caféen ass bei eisen Noperen d'Zuel vun de Behandlungen weinst Häerzinfarkter ëm 8% erofgaangen. D'Zuel vun den Traitementen weinst Angina pectoris - dat ass souzeseenen de Virstadium vum Häerzinfarkt - ass souguer ëm 13% zrëckgaangen. Dës Zuele sinn d'Resultat vun enger Etüd, bei där Spidolsdossiere vun ëmmerhin 3,7 Milliounen Assuréeen an Däitschland iwwert d'Joren 2004 bis 2008 ausgewäert goufen.

Wann een de Käschtpunkt fir dës Behandlungen analyséiert, da sinn déi Zuelen nach méi

beandroekend. Esou sinn d'Käschte fir déi stationär Behandlung bei Angina pectoris ëm bal 10% zrëckgaangen, déi vum Traitement fir Häerzinfarkter souguer ëm 20% gefall. 20%! Duerch verschidden Etüden ass doriwwe eraus erwisene, dass den Tabak schold ass un 30 bis 40% vun alle kardiovaskuläre Krankheete bei de Fumeuren, mä dass en de Risiko vun deene Krankheeten och bei Passivfumeuren ëm 25 bis 30% steigert.

Eng international Analys - d'Referenze fannt Der am schréffleche Rapport - weist, dass a Länner a Stied, wou en erweidert Fëmmverbuet agefouert gouf, d'Zuel vun den Häerzinfarkter an der Moyenne ëm 17% erofgaangen ass. An der medezinescher Fachpress fënn en zousätzlech ganz vill Informatiounen iwwert d'Diminutioun vun de Fréigebueren an deene Länner op deene Plazen, wou d'Fëmmverbuet agefouert gi war.

Enger Etüd vun der Universitéit Hasselt no wier an der Belsch mat all weiderer Etapp vum Fëmmverbuet d'Zuel vun de Fréigebueren massiv erofgaangen. Oder fir et nach e bësse méi prezis ze soen: Nom Fëmmverbuet an de belsche Restauranten 2007 ass de Risiko fir eng Fréigebuert erwisenerweis ëm iwwer 3% zrëckgaangen, an no der Erweiderung vum Fëmmverbuet op Caféen ëm weider 2,65%.

Hâr President, mir sinn der Meinung, dass dës Zuele fir sech schwätzen. E wäitverbreeten lertum ass jo deen, dass fëmmen relaxéiert an hëlleft Stress ofzebauen. Wann dat wouer wier, da misst d'Zigarett jo och engem Non-fumeur hëllefen, wéi e Medikament praktesch. Dat ass awer net esou.

D'Fëmmen entspaant tatsächlech just d'Fumeuren. A firwat? Ma ganz einfach, well et fir d'Leit, déi vun eppes ofhängeg sinn, an dat ass bei Fumeuren de Fall, ëmmer guttdeet, wa se no enger méi oder manner längerer Entzuchsphas - schliesslech kann ee jo beim beschte Wëllen net non-stop fëmmen - de Suchtobjekt erëm kënnen genéissen. Ouni deen Objet feelt engem jo eppes.

Bei enger Persoun, déi net fëmmt, wierkt den Nikotin allerdéngs net op d'Wuelbefannen, mä ass ganz am Contraire meeschtens mat Kappwéi, Schwindel an lwwelkeet verbonnen. Kee Wonner, well si si jo net un dat Nervegëft, dat iwwert d'Zigarett an de Kierper kënnt, gewinnt. An dofir ka vu relaxéieren a vu Stressofbau natierlech keng Ried sinn. Bei Fumeure klappt dat awer, allerdéngs och nëmme kuerzfristeg. Laangfristeg ass d'Zigarett nämlech à l'origine grad vun deem Stress. Woumat sech de Krees dann erëm schléisst.

Dir kënnt lech erënneren, Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi, esou wéi en den 31. Oktober d'lescht Joer déposéiert gouf, dat war e Kompromësstext, deen d'Fëmmverbuet sollt op Caféen an Discoen erweideren, dobäi awer virgesinn hat, dass d'Fëmmverbuet net direkt soll fir all Cafée gëllen. Geplangt war, eng lwwergangsperiod vu maximal dräi Joer fir kleng Bistronen, an deene kee Personal ugestallt wier, anzeféieren. Eng lwwergangsperiod, an där fir déi Cafée, déi eng Surface vun ënner 60 m² hunn, d'Fëmmverbuet net soll direkt gëllen. Dat och, fir hinnen Zäit ze loosse, sech op déi nei Bestëmmungen anzustellen. An dës lwwergangsperiod sollt da virum Oflaf vun där Phase transitoire evaluéiert ginn.

A sengem Avis vum 22. März 2013 huet de Conseil d'État sech negativ zu esou enger lwwergangsperiod ausgeschat. An dat aus ganz verschiddene Grënn. Eleng d'Prozeduren, fir dierfe vun dëser Période transitoire ze profitéieren, an de Fait, dass ee muss eng speziell Autorisatioun froen, géife géint de Grondprinzip vun enger lwwergangsperiod goen.

Och gouf gesot d'Kritäre wieren net kloer gennu. De Statsrot huet an deem Zesammenhang d'Fro opgeworf, ob de Kritär vun der Gréisst vum Café eleng e berechtigte Grond géif duerstellen, fir dass een déi Cafée anescht dierft behandle wéi déi aner. Hei stellt sech wéi gesot d'Fro vun der Conformitéit vun där Bestëmmung mam Artikel 10bis vun der Constitutioun.

D'Santéskommissioun huet sech doropshin zesummesat, an an den Diskussiounen huet sech ganz séier erausgeschield, dass eng ganz grouss Majoritéit vun de Membere d'accord war, fir d'lwwergangsbestëmmungen ewechzeloosen an deemno direkt dat uviséiert Zil unzesteeieren, nämlech e Fëmmverbuet op alle Plazen, déi ënner d'Kategorie vun de Lieux fermés accessibles au public géife falen.

Weider Bestëmmunge vun deem Projet de loi betreffen d'Méiglechkeet, fir Fumoiren a Caféeen, Restauranten an Hotel anzeriichten, dës enger strenge Oploen, a virun allem déi, dass déi Fumoire strikt ofgetrennt musse sinn, dass se mat enger effikasser Entlüftung mussen équipéiert sinn an dass et weder eng Duerchgangszon nach e Service do gëtt.

Doriwwer eraus gëtt et am Gesetz och nach bestëmmte Situatiounen gekläert, zum Beispill déi vun de Galerie-commerciales an Etablissements couverts, wou Fräizäitaktivitéiten ugebueden a praktizéiert ginn. Do wäert et och an Zukunft ganz kloer e Fëmmverbuet ginn.

Doriwwer eraus gëtt et am Gesetz d'Bestëmmung, déi verbitt, dass ee weiderhin Tabakproduiten am Libre service ka kafen. An Zukunft soll et esou sinn, dass een de Verkeefer muss froen, fir se ze kréien.

Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 6494 ass deemno déi logesch Suite vum éischte Gesetz iwwert d'Luft antitabac, dat mer viru siwe Joer hei diskutéiert an ofgestëmmt hunn. Mat deem Gesetz a mat deem Projet de loi komme mer eisen Engagement no, déi mer och duerch d'Signature an d'Ratiofiatioun vun der Kaderkonventioun vun der Weltgesundheitsorganisatioun iwwert d'Luft antitabac geholl hunn. Mir hunn eis domadder enner anerem engagéiert, fir effikass Mesuren ze treffen, fir d'Mënschen op der Aarbecht, am öffentlechen Transport, op den öffentleche Plaze géint den Tabaksdamp ze schützen.

Dës Projet, deen d'Erweiderung vum Fëmmverbuet elo virgesäit, soll den 1. Januar 2014 a Kraaft treden. Dat léisst de Caféeen an den Discoen weider sechs Méint Zäit, fir sech op déi nei Bestëmmungen virzebereeden an anzustellen.

Déi grouss Gewënner sinn déi Jonk. An Däitschland fëmmt all fënnfte Jonken tëscht eeleeft a 17 Joer. Jonge wéi Meedercher. D'Altersmoyenne vun de jugendleche Fumeure läit bei eisen däitschen Noperen bei 14 Joer. Hei zu Lëtzebuerg fëmmen déi Jonk hir éischt Zigarett am Schnëtt mat 13 Joer an néng Méint. 1990 lounge deen Alter nach bei ronn 12 Joer. Den Astiegsalter a Frankräich läit bei eeleeft Joer an aacht Méint. Eeleeft Joer! Wësst Der, wéi jonk dat ass, eeleeft Joer?

(Interruption)

Et ass cool, et mécht attraktiv a se maachen et alleguer. Dat sinn dräi vun deenen Haaptargumenter, déi vun deene Jonken ugefouert ginn, wann ee se freet, firwat se fëmmen oder iwwerhaapt mat Fëmmen ugefaangen hunn. Als oncool gëlle virun allem d'Elteren, déi hiren Hänn kee Rot méi wëssen, wa se matkréien, dass hir Kanner fëmmen a wa se verzweifelt probéieren, hinnen dat auszedreiwien.

An och, wann et wouer a richtig a gewosst ass: Mat der Perspektiv vu Longekriibs an Häerz- a Kreeslafkrankungen am Alter oder aneren erwisene Suité vum Fëmmen kritt ee kee Jonke bekéiert. Och d'Tatsaach, dass d'Gefor, u Kriibs ze erkranken, bei Fumeuren, duebel esou héich ass wéi bei Non-Fumeuren, schéngt haut nach ëmmer kee vum Hocker ze rappen.

Wat an e puer Jorzéngten eventuell kann antrieden, interesséiert haut kee vun deene Jonken. Da schnon éischer de schlechten Otem oder d'Kleeder, déi sténken, d'Otemnout beim Sport, den ellenen Houscht oder den eidele Portmonni.

Wat och ganz effikass ka sinn, dat ass, wann een deene Jonken an der Pubertéit, also deem Alter, wou déi meescht Fumeuren zur éischer Zigarett gräifen, all déi eekleg Saachen opzielt, déi an der vermeindlech harmloser an attraktiver Zigarett dra steechen: Arsen wéi am Rategëft, Ammoniak wéi an de Botzmittel, Naphthalin wéi am Mattegëft, Goudron wéi op de Stroossen, oder Formaldehyd wéi an den Désinfectanten. Net grad appetitlech.

Mä ob een domat de Reiz vum Fëmmen gebrach kritt, woen ech ze bezweifelen. Wéi kréie mer nëmmen déi falsch Meinung aus de Käpp eraus, dass fëmmen erwuesse mécht, e Stéck Fräiheet ass, cool ausgesäit, schlank mécht a selbstopwosst? Hei sinn net nëmmen d'Elteren zimlech iwwerfuert. Dach, Eltere kënnen e ganz groussen Afloss op hir Kanner hunn a sinn enorm wichteg fir hir Entwécklung. An awer ass a mengen Aen d'lwwerzeegungsarbeitsvis-à-vis vun deene Jonke wäit méi wéi en Eltereproblem, mä eng gesellschaftlech Verantwortung vun eis all.

Kolleeginnen a Kolleegen, mat deem virleiden Gesetz iwwerhuele mir en Deel vun där Verantwortung a féieren dat, wat mer 2000 ugefaangen hunn, elo zu Enn. „Wat bréngt dat dann, den Tabak ze verbidden?“, soen d'Skeptiker. Hinne géif ech dat exzellente Buch vun der Dokter Martine Pérez «Interdire le tabac, l'urgence» recommandéieren.

Jo, den Tabak verbidden a Resultater kréien, ass méiglech a wëschenswäert. Kuckt an Amerika, deem Land vum John Wayne, deen iwwerengs och u Kriibs gestuerwen ass, vum Marlboro-Cowboy a vum Humphrey Bogart, deen ee bal a kenger Filmszen ouni eng Fëmm gesinn huet: Progressiv, mä drastesch gëtt d'Fëmmen hei verbueden, an dat ouni gréisser Opposition vun Säite vun der Populatioun.

Oder a Finland, wou d'Offer oder d'Vente vum Tabak un e Mineur mat sechs Méint Pri-



song ka bestrooft ginn, a wou Jonker ënner 18 Joer iwwerhaapt keen Tubak dierfe bei sech hunn. An alle Lieu-publichen, wou Mineure kënnen eran, dierf a Finnland net gefëmmt ginn. D'Zigarettepack dierfen iwwerhaapt net méi op Comptoirs exposéiert ginn an iwwerhaapt net méi visibel sinn.

Iwwerdriwwer fir déi eng, eng Noutwendegkeet fir déi aner. Mir ginn elo och op esou e Wee oder op en ähnleche Wee. E Land ouni Tubak, ass dat en Dram? Ass dat e Modell?

A mengen Ae gëtt et keen Zweifel dorunner, dass eng effikass Protektioun vun deene Jonke virum Tubak d'Entstoe vun neie Generatiounen vu Fumeure verhënnert a mëttel- oder laangfristeg carrément suppriméiert.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als LSAP sti mir hannert dësem Projet de loi, deen d'Erweiterung vum Fëmmverbuert alaut. Mat dësem Gesetz schafe mir Raum, wou falsch Coolheet keng Plaz méi huet, a mir schafe Plazen, wou de soziale Mateneen ouni Tubak eng besser Chance huet.

An ech soe Merci fir d'Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Rapprortrice. An als éischt Riednerin ass d'Madame Martine Mergen agedroen. Madame Mergen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wien haut nach behaupt fëmmen wier net schiedlech fir sech selwer oder fir déi, déi den Tubaksdamp mussen anootmen, deen ass kloer op der verluerener Säit. D'Madame Mutsch ass an hirem exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport ausféierlech dorobber agaangen, wat fir en néfasten Afloss d'Fëmmen huet a wat den Tubak net nëmme fir deen Einzelnen, mä och epidemiologesch a gesondheetspolitisch fir Folgen huet.

Mir sti mat dësem Gesetz voll am Trend vun deenen anere Länner an Europa an op der Welt. Mir ginn dee Wee weider, deen d'Kaderskonvention vum der OMS virgeschloen huet, nämlech all gesetzlech Moosnamen ze huelen, fir déi jézteng an zukünfteg Generatiounen virum de schiedlechen Effekter vum Tubaksdamp ze schützen. Mir follege mat deem Gesetz och dem Wonsch vun deene meeschte Bierger hei am Land, well Ëmfroe weisen, dass 87% vun de Leit sech vum Tubaksdamp gestéiert fillen a souguer 77% vun deene Leit, déi selwer fëmmen.

Dat weist, dass grad wéi dat éischt Antitubakgesetz vun 2006, wat deemools och fir ganz vill Diskussiounen gesuergt hat, och dëst Gesetz also wäert no e puer Méint vergiess sinn. Et wäert bei ons, grad wéi an deene meeschten europäesche Länner, net méi an de Bistron an an den Discoe gefëmmt ginn, a jiddweree wäert dat normal fannen.

Wat net esou kloer ass, dat ass deen zukünftigen Effekt op d'Gewunnechte vun de Leit. Mir wëssen, dass déi allermeescht Leit, déi fëmmen, am léifste wéilten ophalen. D'Madame Rapporteur huet et nach eng Kéier gesot. Mir wëssen awer och, dass et mam Fëmmen wéi mat anere Suchtgëfter net esou einfach ass, fir opzehalen.

Meng Praxis - a meng Praxis spillt an engem Milieu, wou historescherweis vill gefëmmt gëtt, an deem schonn am leschte Gesetz eng Ausnahm vum Fëmmverbuert an öffentleche Gebaier zougestane gouf -, meng Praxis also bestätegt dësen Trend.

Hëllef vun Sevrage ass eng heefeg Demande vum Patient, sief dat, well e Gesondheetsproblem virläit, sief dat, well en agesäit, dass Fëmmen schiedlech ass an e seng gesondheetlech Perspektiv wéilt verbesseren, oder sief dat einfach, well e sech mat der Zäit selwer op d'Nerve geet. Verschiddener packen et beim éischten Ulaf, anerer net. Do ass dann en zweeten oder drëtten Ulaf néideg. Anerer packen et iwwerhaapt net, och net beim zéngten Ulaf.

Wa Medeziner kënnen a solle sensibiliséieren an hëllef, ass et awer nach ëmmer d'Persoun selwer, fir de Sevrage duerchezéien. De Wee opzehalen, ass fir jiddwereen individuell. Dofir ass et och esou wichteg, dass jiddwereen, dee wéllt ophalen, och individuell ka konsultéieren. Dat ass an deene leschte Jore vill an oft geschitt, an dat wäert och weider geschéien. D'Décisioun, opzehalen, gëtt oft ee Moment geholl, wou et engem gesondheetlech net esou gutt geet. Do kann den Dokter dann déi adequat Hëllef offréieren. An an dëser Situation sinn d'Heelungschancen och oft am beschten.

Dofir ass et esou wichteg, dass d'Sensibiliséierungscampagnë parallel zum virleiende Projet virulafen, fir den Intérêt vu Sevragen opzeweisen, fir Sevragen ze ënnerstëtzen, mä och a virum allem fir dat déi Jonk net sollen ufänke mat Fëmmen. Well och wann en Accro, deen

iergendwann ophält, sech grad e positiven Effekt op seng Gesondheet kann erwaarden, och nach wann e méi spéit ophält, ass et esou, dass de Fait, ni ugefaangen ze hu mat Fëmmen, deen allergreisten Effekt op d'Santé publique hätt. Dat ass deen Zweck, dee mer musse verfollegen. An dat hate mer och schonn esou am Joer 2006 gesot.

Mir musse feststellen, dass an dësem Domän d'Gesetz vun 2006 awer kee wierklechen Duerchbroch bruecht huet. D'Madame Mutsch huet dat och an hirem Ried gesot. Zwar fëmmen d'Leit global gesi manner zënter dem éischten Antitubakgesetz, mä d'Zil, dass manner Jugendliche solle fëmmen, hu mer awer verfeelt. Et si virum allem d'Alterskategorien 18 bis 24 a 25 bis 34, déi fëmmen.

Et ass evident, dass d'Preventioun vum Tubak bei deene Jonken eng Prioritéit muss hunn. Mä dat setzt villes virus. Fir dat ze errechen, geet et net duer, d'Gesetz vun 2006 ze verschärfen. Et geet net duer, d'Fëmmen an de Caféeen oder an den Discoen ze verbidden. Mir mussen dofir op e puer Niveauen agéieren.

Wéi dat éischt Tubaksgesetz - Antitubakgesetz, misst ee soen - gestëmmt gouf, hat ech gesot, dass „Europe contre le cancer“ nëmme zwou dissuasiv Methode kennt, fir Jonker primär vum Tubak ewechzehalen, an zwar éischstens, de Präis vun de Produkte sensibel ze hiewen, an zweetens, den Accès drop ze erschwéieren.

Dat mam Accès gëtt mat dësem Gesetz weidergefuert, notamment wat d'Vente vum Tubak op den Tankstellen ugeet. De Groupement des pétroliers, dee Géranten oder Propriétaires vun Tankstelle representéiert, ass och dowéinst mat deene proposéierten Ännerungen net zefriden. Or, preventiv handelen, heescht awer an dësem Fall, den Zougang ze erschwéieren. An dofir mussen och si an de saueren Apel bäissen.

Dat mam Präis ass esou eng Saach, wou ech grad wéi 2006 der Meenung sinn, dass ons Haltung net enger gewëssener Hypokrisie entbiert. An England ass d'Zuel vun den Tubakseinstieger dee Moment sensibel erofgaangen, wéi de Präis vun de Produkte brutal gehuewe ginn ass. Mir wäerten also iergendwa mussen och an onsem Land déi finanziell Intéréiten, déi mat der Tubakvente verbonne sinn, mat deene vun der Santé publique ofweien.

Vu dat een awer net kann an och net dierf de Leit verbidden ze fëmmen, wier et eng intolerabel Amëschung an d'Privatsphär vun de Leit...

Pardon, meng Reie si mer duerchernee gereden. Ech brauch eng Sekonn.

► **Une voix.** - Eng Zigarette umaachen.

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - Eng umaachen.

Also, de Moment hu mer als eenzege Moyen - ech gräifen iergendwou erëm op -, dee mer hunn, fir déi Jonk vun Fëmmen ofzehalen, d'Sensibilisatioun vun hinne selwer an dat, wat d'Madame Mutsch sot, dass se sech net méi sollte méi cool spieren, wa se fëmmen, a vun den Elteren. Mir musse se weider op d'Gefore vun Fëmmen a vum Passivfëmmen hiweisen. An dësem Domän spillen d'Dokteren eng ganz grouss Roll, sief dat den Hausdokter, de Kannerdokter oder de Fraendokter. Well mir wëssen all, wéi schiedlech dat d'Fëmmen während enger Schwangerschaft ass.

Wat speziell déi Jonk ugeet, ass et wichteg, d'Schoul mat anzubannen an de Campagnen. Déi nei Campagne „Yes, I said No.“ setzt op vill Elementer, déi bei deene Jonke gutt ukommen. Et bleift, dass d'Problematik vun Fëmmen vill méi an de Schoulen an och doheem misst thematiséiert ginn.

Ech wéilt nach eemol kuerz nohaken, no menger Remarque vun engem globalen a komplette Fëmmverbuert och am private Beräich. Et gëtt nämlech och Leit, déi fir esou eng radikal Léisung sinn a se fir méiglech halen. Dat wier fir ons awer eng intolerabel Amëschung an d'Privatlewen. Esou e Verbuert wier och kontraproduktiv. Et brauch ee sech just un d'Prohibitiv vum Alkohol an der éischter Halschent vun leschte Jorhonnert ze erënneren, déi an e puer Länner - d'USA, Kanada, Russland, Finnland - ouni Erfolleg war a wou de Schwaarzhandel grasséiert huet.

Iwwregens ass dat och eng Gefore, déi ee sech muss am Hannerkapp behalen, sollte mir dee Wee aschloen, d'Präisser vum Tubak massiv ze erhéien. An England, wou d'Präisser eropgesat gi sinn, wéi ech scho gesot hat, sinn d'Saisien op haart Drogen an der Lescht erofgaangen, während d'Saisien op geschmuggelt Zigaretten, déi och vill méi geféierlech sinn wéi déi normal Zigaretten aus dem Handel, eropgaange sinn.

Här President, am Gesetz vum 11. August 2006 ass hei zu Lëtzebuerg e grouse Schrëtt am Kampf géint den Tubak gemaach ginn. Säitdem dierf - résuméiert - net méi an de Restau-

ranten tëscht 12 an 2 an tëscht 7 an 9 och net an de Cafée gefëmmt ginn, déi lessen zerwéieren. Et huet awer fir d'Restaurateuren d'Méiglechkeet bestanen, e separate Fumoir anzeriichten. Mir wëssen awer haut, dass ganz wéineg Restaurateuren vun dëser Méiglechkeet Gebrauch gemaach hunn.

D'Gesetz vun 2006 huet fir vill Diskussiounen gesuergt. Haut ass et fir ons dat Normalst vun der Welt, net méi an engem Restaurant ze fëmmen. Am Regierungsaccord 2009 ass festgehale ginn, dass d'Gesetz vun 2006 misst evaluéiert ginn an e Plan tabac misst a Kraaft trieden. Et sollt och e besonneschen Accent op de Schutz vun onser Jugend gesat ginn.

Fir d'CSV war vu viraer kloer, dass eng Verschärfung vum Fëmmgesetz sollt a misst kommen. Et war fir ons ëmmer evident, dass d'Zil mëttel- a laangfristeg en totale Fëmmverbuert a Cafée misst sinn.

Wann d'Zil fir ons allegueren datselwecht wor an ass, an do besteet keen Zweifel, esou hu mir awer iwwer d'Modalitéiten, wéi mir dohi sollte kommen, wéi mir dat Zil sollten errechen, intern, sief dat um Parteiniveau wéi um Niveau vun der Fraktioun, kontrovers diskutéiert, wat jo an enger Vollekspartei dat Normalst vun der Welt ass.

Mir haten och - an dat ass kee Geheimnis - zwou Approchen. Déi eng huet doranner bestanen, fir den totale Fëmmverbuert an alle Caféeen ouni Exceptioun ze plädéieren. Laut där anerer méi larger Approche sollten d'Cafetieren ënner verschiddene Konditiounen kënnen selwer entscheiden. D'Zil wor, an der kierzester Zäit - 12 bis 18 Méint - méi wéi 50% vun de Cafée fëmmfräi ze kréien. A laangfristeg sollt dës Fëmmverbuert fir all Cafée gëllen. D'Cafetiere sollte sensibiliséiert ginn, a si sollten e bësse méi Zäit kréien, fir sech besser ze organiséieren.

Et war awer och ganz kloer fir d'Verteideger vun dëser Approche, an dat vu viraerof, dass kee Kompromëss fir d'Jugend dra wier. Déi sollte besonnesch geschützt ginn. No dëser Approche sollte si zum Beispill keen Accès zu Cafée kréien, wou gefëmmt gëtt. An de Fëmmverbuert sollt fir Discoe gëllen, wat iwwregens jo mat deem heitege Projet och elo kënn. Dës méi large Approche ass net am Projet de loi, deen deposéiert gouf, zréckbehalde ginn.

Et bleift, dass de Projet de loi souwuel a senger initialer wéi och a senger definitiver Versioun awer e Kompromëss duerstellt, mat deem - kann ee soen - jiddweree misst kënnen liewen. Dës Kompromëss dréit engersäits dem Schutz virum Tubaksdamp Rechnung, anersäits grenzt en d'Fëmmerten net komplett aus.

Deen initialen Text, deen deposéiert gouf, hat versicht, eng Bréck ze bauen tëscht de géigesätzlechen Approchen. Et war virgesinn, dass net all Café sollt ënnert de Fëmmverbuert falen. Well nieft dem Schutz vun Jugendlechen de Schutz vum Employé e wichtege Aspekt vum Projet ass, wor och eng Ausnahm virgesinn, déi och dësem Aspekt sollt Rechnung droen. Esou huet den initialen Text virgesinn, dass de Cafetier, deen eleng säi Lokal féiert respektiv deen de Café mat senger Fra féiert, a wou keen Employé schafft, dass de Cafetier kéint selwer decidéieren, wéi hien et mécht. Dann nach als zousätzlech Konditioun eng Quadratmeterzuel, déi de Café net dierf iwwerschreiden, fir ënner esou eng Ausnahm falen ze kënnen. Et ass iwwregens ëm déi sougenannten „Bopecafée“ gaangen, där et nach e puer am Land gëtt a wou verschiddentlech eeler Leit säit Joer an Dag erakommen, hire Patt drénken an hir Zigarette, hir Päif oder hir Zigar fëmmen. Dat war geduecht als Ausnahm.

Dës Ausnahm, mat där sech iwwregens och bei ons déi méi presséiert Unhänger vum absolute Fëmmverbuert an de Caféeen net konnt ufrënnen, ass opgrond vum Avis vum Statsrot fale gelooss ginn. Mir hunn ons den Argumenter ralléiert.

Et bleift mat dësem Text d'Méiglechkeet, Fumoir an de Bistron anzeriichten, wou där gefëmmt ginn, awer net zerwéiert. Wann de Schutz virum bloen Dampf ons wichteg war, da wor et ons awer och wichteg, dass d'Raucher net sozial ausgegrenzt ginn, dass déi och nach kënnen erausgoen, een huele gëmen, e soziaalt Liewen hunn an hir Zigarette fëmmen, ouni dass déi aner dem Dampf ausgesetzt sinn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, dat Gesetz, wat mer haut stëmmen, ass e Schratt an déi richteg Richtung, ma net d'Léisung vun alle Problemer. Et ass wichteg, dass seng Impakter weiderhi verfollegt ginn. An ech setzen do mä ganz Vertrauen an den Engagement vun deenen Organisatiounen, déi sech och bis elo derfir agesat hunn, dass d'Preventiounsaarbecht hei bei ons am Land virugeet.

Et ass awer och wichteg, dass déi weider Schrëtt, déi mer maachen, gutt duerchgeduecht sinn. Toleranz a Respekt musse weiderhin den

Émgang ee mat deem anere bestëmmen. Fanatismus ass hei falsch op der Plaz.

Mir schützen mat deem Gesetz haut ons Bierger a besonnesch d'Kanner a Jonker virum Passivfëmmen a suerge fir e propperen Environnement a Caféeen an Discoen. Mir erschwéieren den Zougang zu den Tubakprodukten.

Dat ass fir d'CSV-Fraktioun keen Agrëff an engem seng perséinlech Fräiheet, déi jo bekanntlech do ophält, wou deem anere seng ufänkt, mat Recht, zum Schutz virum schiedlechen Tubaksdamp. Dofir wäerte mir dëst Gesetz och matstëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Mergen. An als nächste Riedner ass den Här Alexandre Krieps agedroen. Här Krieps, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Alexandre Krieps (DP).** - Bonjour, Här President. Dir Dammen an Hären, virewech wéll ech soen, dass et a menger Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet kee Fraktiounszwang gëtt an dësem Projet. Jiddweree soll no beschtem Wëssen a Gewësse kënnen ofstëmmen. Ech perséinlech wäert dës Gesetzesvirlag stëmmen. Als Medeziner féiert mech do kee Wee derlaanscht zu deem positive Vote.

Besonnesch als liberal Partei deet ee sech nach schwéier mat staatlechen Agrëffer an d'Privatsphär. Dat ënnerscheet ons e bësse vun der CSV. Ob dat d'Fëmmen elo ass oder soss en Agrëff vum Stat, en Agrëff bleibt en Agrëff. Mir hunn an onser Fraktioun laang doriwwer diskutéiert a sinn zur Konklusioun komm, dass mir ebe bei dëser Gesetzesvirlag fräi sollten ofstëmmen. Mir stinn als liberal Partei all deene Problemer, wou direkt d'Gesellschaft de Stat erbäirift, fir eppes ze regelen, éischter skeptesch géigeniwwer. Déi legalistesche Tendenzen, déi kënnen heiansdo ganz wäit goen. An dat ass e Schratt an eng Déresponsabilitéit vun der Eegeverantwortung vun deenen eenzelne Leit.

Dat gesot, gleewe mir, dass mer eng Entwécklung amgaange si matzemaachen, wou de kompletten Dirigismus vun uewen hei zielt. An ech mengen, och an dësem Dossier ass dat keng gesond Entwécklung.

Här President, beim Vote vum 2006er Gesetz krut meng Partei ënnerstallt, si géif ënner enger Decke mat der Tubakindustrie stiechen. Dat ass absolut lächerlech, well dës Ennerstellung wéll ech kloer zréckweisen. Deemools krut onse Spriecher, den Niki Bettendorf, dat virgehäit. D'Demokratesch Partei hält hir Positionen a voller Onofhängegkeet.

An ech wéll lech drun erënneren, Här Minister, dass deen éischten Avant-projet de loi zum Fëmmverbuert hei am Land 1977 geholl ginn ass. An deen deemolege Projet ass am Januar '83 hei an der Chamber deponéiert ginn, de 27. Januar. De Collège médical huet deemools a sengem Avis bedauert, dass den Alkohol net géif mat eragezu ginn an dat Gesetz. An et huet duerno bis '89 gedauert, bis ons deemoleg OGB-L-Gesondheetsministeren dat Gesetz hei an der Chamber stëmme gelooss hunn.

Wien ass dann deemools do der Tubakindustrie op de Laim gaangen? Och huet e Gesondheetsminister vun der DP 2003 d'OMS-Kaderkonvention ënnerschriwwen. Et kann een em net virwerfen, dass d'RAFifizierung laang op sech waarde gedoen huet. Dat fir den Historique.

Perséinlech war mäin éischte Kontakt mam Tubak an de 50er Joren, no de Griewerseenungen zu Déifferdang - haut Déifferdeng - den 1. November. Ech muss aacht, zéng Joer al gewiescht sinn, do sinn d'Damme kache gaangen no de Griewer an dann... fir déi zweete Kéier an deem Dag, an d'Männer sinn an de Bistron gaangen. De Café Wampach, dee jiddweree kennt. De Vitali an der Avenue Charlotte.

Do si mir all als Kanner mat pickegen Aen erauskomm, well do louche schwaarze Tubakswolleken an de Bistron. De Cachet rouge, dat war eng Zigarette vum Heintz Van Landewyck, déi speziell un d'Ae gaangen ass. Ech muss och soen, ech war 30 Joer laang perséinlech e bekennende Fëmmert. Maryland ouni, Gauloises Troupe ouni, déi mam Ammoniak gedréchent gi sinn, a schlussendlech Gitanes ouni. An ech hunn dat hei op der Tribün scho gesot: 2009, wéi ech opgehale hunn, Gitanes ze fëmmen, hu se déi vum Maart ewechgeholl. Mä ofgesinn dovunner deet et mer net leed, dass ech mat 50 Joer opgehale hunn ze fëmmen.

► **Une voix.** - Très bien!



► **M. Alexandre Krieps (DP).** - Ech muss och hei zouginn, dass ech, ier déi offiziell Aar-bechtsmedezin agefouert ginn ass, Examens d'embrauche médicaux gemaach hu fir d'Firma Heintz Van Landewyck. Ech weess net, wéi et haut ass, mä deemools war dat eng extrem sozialisches Firma, déi hiert Personal ganz gutt behandelt huet. Ech hunn awer hei keen Interesekonflikt.

Ech kommen zur Protektioun vun den Netfëm-merten, Här President. Heibäi handelt et sech ëm e Kärschek vum deemem Gesetjesprojert. Awer et ass dee Punkt, wou dat totaalt Fëmmverbuert an de Bistron, wat am Virfeld hei am meeschten Diskussioun provozéiert huet.

A mir waren als Demokratesch Partei vun Ufank u relativ géint dat radikalt Fëmmverbuert an de Caféen, obschonn d'DP all Mesure ënnerstëtzt, déi zu engem bessere Schutz virum Tubaksdamp bäidrëit, wéi et an der Kaderkonventioun vun der OMS virgesinn ass. Mir sinn natierlech der Meenung, dass op deene Plazen, wou een de Choix net huet, fir net hinzugeen, öffentlech Plazen oder esou, d'Fëmmverbuert misst sinn. Wat jo och duerch d'Gesetz virgesi war deemools.

An ech mengen, e Café oder e Restaurant, dat ass net eng öffentlech Plaz... eng Gare. Et hätt ee missen de Bistrotiere méi Choix loosse. Ech gleewen dorunner. An déi fräiwëlleg Fëmmzonen... fëmmfräi Zonen, wéi se virgesi waren ee Moment, ech weess net, ob dat vill bréngt. Ech hätt de Cafetiere méi Vertrauen zougesprach.

Dat gesot, gleewen ech, dass mir missten hei éischter nom Subsidiaritätsprinzip agéieren. An der Horesca hätt ee missen eng Chance ginn.

Ee Wuert zum ekonomeschen Aspekt vun deem Gesetjesprojert. Et freet een - et ass virdrun ugesprach ginn -, firwat d'Cafetieren net méi laang Délaie kritt hunn, fir sech der Situatioun unzepassen. Ech deelen net déi Meenungen, déi ausgedréckt gi si par rapport zu der Belsch, well do ass d'Zuel vun de Bistron ëm 15% zrëckgaange säit dem Juli 2011. An d'Uwverhuele vu Bistron ass ëm en Drëttel erfogaangen.

Et ass och dovunner - an onsem Land - auszegoen, dass d'Tubakindustrie, déi plus ou moins 850 Leit beschäftegt, ënner Ëmstänn bei réckleefeger Produktioun, obschonn se ganz vill Saachen exportéieren an d'Ausland, Leit missten entloossen. Et ass Rieds gewiescht vun honnert Leit, plus ou moins honnert Leit. Dat nämlecht bezitt sech dann natierlech op d'Grossisten an d'Tubakbutteker.

Ass dru geduecht ginn, deene Betriber, Bistron an Industrie Crédits d'impôts zoukommezeloossen, fir den Impakt vun engem Gesetz ofzefiederer? Dat ass eng Fro, déi misst beäntwert ginn.

Déi meescht Bestëmmungen also, déi betreffen d'Netfëmmerten, mä wéi steet et ëm d'Fëmmerten? Ginn déi och viru sech selwer geschützt? Wou steet déi Éducation sanitaire an de Schoulen?

Ech hunn hei d'Madame Mergen héiere soen, d'Kanner géife mat eelef, zwielef Joer ufänken. Do misst een an de Schoulen de Programm maachen, ier se ufänken, wann een nämlech, wéi et an der Chamberskommissioun hirem Rapport steet, d'Ambitioun huet, fir déi Jonk dovunner ofzehalen.

Ech wollt och de Minister froen, Här President, wéi vill Leit vun deene Programmer, déi d'CNS bezilt, fir opzehalen ze fëmmen, mat de Patchen an de Substituter, wéi vill Leit dovunner Benefiss geholl hunn, wéi vill der am Fong opgehalen hunn, wéi vill Suen d'CNS hätt misse bezuele fir déi Programmer, an ob déi net ze vill bürokatesch sinn oder waren.

An dann, de Präis vun den Tubaksprouiten ass ugesprach ginn. Mir leien do am europäesche Mëttelfeld. An do ass bestëmmt nach Sputt no uewen, well d'Madame Mergen huet och do gesot, dass, wéi den Tubak fir 8 Euro de Pak an England verpaid hunn (veuillez lire: verkaaft ginn ass), dann ass de Konsum bei deene Jonke ganz séier erfogaangen. A mir leie wäit ewech vun 8 Euro de Pak.

Ech géif mengen, dass an deenen... De Minister misst sech emol am Ministeschrot breetmaachen, fir dass d'Präisser gehuewe géife ginn. Dat wär op alle Fall... Ech kenne keng Initiativ, dass dat bis elo geschitt ass.

Dann hu mer den ekonomeschen Impakt op d'Alkise-Recetten, déi ëmmerhin 2012 bei 684 Milliounen waren, eleng fir den Tubak, wat 6,4% vun de Statsrecettë sinn. Déi Milliounen ginn héchstwahrscheinlech net all beienee verluer; ech hoffen net. An et ass ze hoffen, well mir

brauchen 250 bis 300 Milliounen Euro d'Joer, fir d'Schied vun Tubakkonsum hei zu Lëtzebuerg ze bezuelen. Dat ass eng konservativ Aschätzung. Ongeféier 15% vum Budget vun der CNS ginn an d'Konsequenze vum Tubak hei investéiert.

Ronn... Dat ass och scho gesot ginn: Mir hu ronn 130 déidlech Bronchial- a Longekriibser duerch d'Fëmmen hei zu Lëtzebuerg. Mer hunn der nach 35, 40 anerer pro Joer duerch aner Ursachen. 600 aner déidlech Krankheeten: Häerz, Kreeslaf, Kriibskrankheete vu Speiseröhre, Blos an ORL.

Dee grössere Problem, dee mer elo gesi kommen ass BPCO, chronesch Bronchiten: e puer Dausend hei am Land, ëmmer méi Fraen, ëmmer méi jonk Patienten, ëmmer méi Patienten ënner Sauerstoff. Dat muss ee sech och virstellen. Dausenden Nütteen an de Spideeler duerch Surinfectiounen. An d'BPCO - chronesch Bronchite - ass opgestiegen zur véierter Mortalitätsursaach, véiert Stierflechkeetsursaach. Den Allgemengzoustand vun deene Patienten ass net ze beneiden. Do kann ee se net bedauern. On ne tire pas sur l'ambulance, wéi d'Madame Giroud gesot huet fréier.

E Wuert zu där europäescher Tubaksdirektiv. Do wollt ech e puer Wuert soen. Firwat sollen déi Verpakunge standardiséiert ginn? Firwat d'Mentholsigarette verbidden? Firwat de geschnidene Tubak net am Verpad loosse? Do freet ee sech, wien d'EU schütze wëllt, ob dat den Netfëmmert ass oder verschidde grouss Tubaksmultinationaler, well se d'Nischeprodukter ewechhuelen.

An de Minister soll ons och e bëssen erklären, wat d'Positioun vun onser Regierung ass. Well dobaussen am Vollek gëtt behaupt, den Ekonomiesminister an d'Madame Mëttelstandsminister wäire mat lech net d'accord.

Här President, entschëllegt, dass ech elo direkt mam Minister hei schwätzen.

► **M. le Président.** - Dat ass net schlëmm.

► **M. Alexandre Krieps (DP).** - Jo. Och soll en erklären, wat d'EU-Kommissioun sech erwaart vun de Schockbiller. Well Dir wësst jo, déi Warntexter, déi op de Päck momentan stinn, dat liest kee Fëmmert säit éiweg net méi. An esou geet et och mat deene Biller, déi se elo wëllen do publizéieren.

Kréie mer, Här Minister, an der nächster Etapp e puer Fotoe vu Liewerzirrhosen oder Speiseröhre-Varicen op dem Grand Premier Cru vun Riesling oder op Crémantfläschen? Dat ass héchstwahrscheinlech déi nächst Etapp. Gitt natierlech net op der Musel an d'Wahle mat deem Programm.

Déi europäesch Direktiv verfeelt total hiert Zil am Fong an där Hisiicht fir d'Netfëmmerten, well d'Italiener, d'Spuenier, d'Polen an och Däitschland gesinn dat genauos.

Ech wëll awer soen, fir dat e bëssen ofzefiederer, net dass Der elo awer mengt, ech géif d'Fëmmen hei verdeedegen...

► **Une voix.** - Hie mécht elo e klenge Spagat.

► **M. Alexandre Krieps (DP).** - Neen, neen. Ech maache keng Spagater. Ech sinn ze al dofir.

(Hilarité)

Mä déi berühmteste Medezinzäitschrëft huet net méi spët wéi de leschte Mëttwoch, 26. Juni zwee grouss Artikeler publizéiert och iwwert dat Fëmmverbuert an iwwert dee Packaging. Well d'amerikanesch FDA huet dat scho jorelaang virgesinn, an elo huet d'„Supreme Court“ an Amerika dat ëmgestouss, d'Regulatiounen vun der FDA, wat de verlängerten Aarm vun der Regierung ass. Déi brauchen nämlech net méi elo déi Schockbiller do virzeweisen, well dat geet géint de Commerce vun der Industrie. Also, da gesi mer, wéi dat virugeet.

Ech soen awer der Eierlechkeet halber, dass am Januar vun deemem Joer an där nämlecher Zäitschrëft dräi ganz destruktiv Artikeler géint d'Fëmmen waren an dass et ni ze spët wär, fir opzehale mat Fëmmen. Ee Pak den Dag kascht een zéng Joer vum Liewen. Dat muss Der lech virun Aen halen. Mir wäiren och als Demokratesch Partei frou, wa mer an zwee, dräi Joer hei am Parlament e Bilan kéinte gezu kréien, wat dat do elo bruecht huet, wat dat hei Gesetz bruecht huet.

An ier ech dann ophalen, Här President, wëll ech vu ganzem Häerzen am Numm vun onser Fraktioun der Madame Mutsch fir hiren exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport Merci soen a fir hir gutt Prezidenz an der Kommissioun.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Lydia Mutsch (LSAP), rapportrice.** - Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Krieps. An als nächst Riednerin ass d'Madame Lorsché agedroen. Madame Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Fëmmverbuert an de Bistron suerget oft fir Emotiounen a souguer fir Laachen an der Chamber. Esou grouss wéi d'Freed bei deenen engen ass, esou grouss ass d'Roserei bei deenen aneren. U sech ass dat erstaunlech, well et ëm e Verbuert geet, wat eigentlech schonn an 20 aneren EU-Länner a Kraaft ass, scho laang applizéiert an akzeptéiert gëtt. An Irland scho säit mëttlerweil néng Joer.

Lëtzebuerg huet och e Fëmmgesetz, mä leider nëmmen en halleft Fëmmgesetz. D'Gesetz vun 2006 war kee Volltreffer, Här Minister, well et d'Fëmmverbuert op Restauranten an op öffentlech Gebaier limitéiert huet. Do, wou virun allem Jonker sech ophalen, wéi an den Discoen, de Caféen, de Bistron, an de Fräizäitzentren, gëtt d'Fëmmen nach ëmmer als Normalitéit ugesinn, obschonn et vill Leit stéiert a krank mécht. Dat wësse mer alleguer.

D'Argumenter, déi fir dëst Gesetz schwätzen, si plausibel a vum wëssenschaftleche Standpunkt net ze widdereeën. Et ass eng Tatsaach, dass eleng an Europa 700.000 Mënschen un de Folge vum Fëmmen stierwen an engem Joer. An et ass och wëssenschaftlech bewisen, dass net nëmmen dat aktivt Fëmmen, mä och d'passivt Fëmmen zu Häerzkrankheeten, Bronchiten, Hals- a Longeproblemer an zu Kriibskrankunge ka féieren. Meng Virriedner sinn drop agaangen.

Ech wëllt just e klengt Beispill ginn, wat rezent ass. An engem Lokal, an deem vill gefëmmt gëtt, läit de Gehalt vun dem toxische Feinstëß bis zu 30-mol iwwert deem vun engem Strooss mat Schwéierverkeier. Am Verglach zum Lokal, wou gefëmmt gëtt, ass d'Strooss scho bal en Erhuelungsgebit. Dës Konklusioun ass kierlech vun engem Fuerscherteam zu Wien gezu ginn, an engem vun den eenzege Stied, wou d'Fëmmen an de Bistron nach erlaabt ass a wou ëmmer méi Leit sech dergéint wieren.

Den Haaptenjeu vun deemem Gesetz besteet am Schutz virum Gëft, wat vun den Zigaretten ausgeet an d'Raumluft belascht. D'Gëft besteet aus bis zu 12.000 verschidde Substanzen, jee no Zigarette, vu Kuelemonoxid, Stéckstoffdioxid, Benzol, Formaldehyd, Blosaier, Methanol bis hin zu Rategëft an DDT. D'Fëmmerte gi mat deemem Gesetz forcéiert, Respekt a Verantwortung fir hir Matmënschen ze iwwerhuelen an d'Loft an de Raim propper ze halen.

Entgéint munche Behauptunge besteet den Enjeu vun deemem Gesetz also net am Iwwergrëff an d'Privatsphär vun Einzelnen an och net an der Beschneidung vun der Fräiheet, fir ze fëmmen. Et geet och net drëms, déi Leit ze culpabiliséieren, soulaang wéi se kengem schueden. Woubäi ech bei den Interessenskonflikter sinn, déi de Fortgang vun deemem Dossier laang blockéiert hunn.

Konflikter tëscht deenen, déi fëmmen, an deenen, déi sech duerch d'Fëmmen belästegt fillen, sinn net nei a meeschters hefteg. Virun allem stécht an der ganzer Diskussioun eppes eraus: De Konsum vum Tubak léisst sech net op säi Risiko fir d'Gesondheet reduzéieren. E gräift a Beräicher eran, déi net wëssenschaftlech erfaasst ginn a virun allem mat der Liewensastellung an der Gesichtsstellung vun deem, dee fëmmt, ze dinn hunn.

«Je fume, donc je pense.», schreift e franséische Philosoph an engem Buch, wat heescht «Fumer tue», a mengt domat déi gedanklech Inspiratioun, déi hie subjektiv beim Fëmmen erlieft an näischt anescht ass wéi eng Sucht. De permanent ageniwwelte fréiere Bundeskanzler Helmut Schmidt géif dat d'selwecht gesinn.

Den Auteur vum Buch schreift och, dass de Choix ze fëmmen, entgéint alle Grënn, fir net ze fëmmen, eng Fassong ass wéi eng aner, fir vun der metaphysescher Dimensioun vun der Existenz Gebrauch ze maachen. Dat kléngt vläicht héichtrabend, an awer ass eppes drun. D'Fëmmen ass net nëmmen en Akt vun Anootmen an Ausootme vun Dampf. De Konsum vum Tubak vermëttelt ville Leit eng Symbolik, déi iwwert déi steril Fro vun der Schiedlechkeet erausgeet.

Mat deene Wieder wëll ech doudsicher net dem Däiwel säin Affekot spillen an och kee Plädoyer fir d'Fëmmen halen. Ech menge just, dass den Tubak als eng vun den éischten importéierten a mondialiséierten Wueren zum Häerzstéck vun eiser Gesellschaft gehéiert a wahrscheinlech nimol ganz aus de Gewunnechte verschwënn, och wa mir eis dat virstellen an eis dat wënschen.

Dat heescht awer net, dass de Stat sech erauszehalen huet. Ganz am Contraire.

De Stat muss dem Virsuergprinzip Rechnung droen an e muss agräifen, wann d'Situatioun aus dem Rudder leeft. An deemem Fall heescht dat, d'Fräiheet vun deenen engen do ze begrenzen, wou d'Gefor fir déi aner ufänkt. Schliesslech gräift de Stat och an, wann e

Chauffeur mat 200 km/h duerch eng Uertschaft rennt. An deem Fall gëtt dem Stat säin Agrëff als normal ugesinn, während d'Fëmmverbuert nach ëmmer op Onverständnis stéisst.

Spëtstens wann ee weess, wéi vill Krankheeten duerch d'Fëmmen entstinn a wéi héich d'Gefor fir schwanger Fraen, Kanner a Jonker ass, muss ee sech d'Fro stellen, wéi sou.

Als Lëtzebuerg muss ee sech och froen, wéi sou grad eist Land sech esou schwéier gedoen huet, fir de Gesondheetsschutz konsequent op alle Plazen ëmzesetzen. Wéi sou ass nach ëmmer net all Mënsch, net all Politiker an net emol all Dokter vun der Wichtigkeet vun engem Gesetz ouni Ausnahm an ouni Schlupflach iwwerzeegt?

Net emol Dir, Här Minister, waart vun engem absolute Verbuert iwwerzeegt. An der Kommissioun hutt Dir eng Zäit Ar ganz Iwwerzeuggungskonscht agesat, fir de Memberen d'Ausnahm fir Bistron ënner 60 m² schmackhaft ze maachen, mam Argument, dass jo dräi Joer méi spët eng Evaluatioun kéint stattfannen, ouni dass dës Evaluatioun iwwerhaapt emol un engem Regel an un engem Sanktioun gebonne wär.

Datt mir eis domat zu de Prisonnéier vun engem Evaluatioun géife maachen, déi vun der Gonscht vun der nächster Regierung ofhängeg wier, war eng treffend Remarque vun engem Member vun der Kommissioun. Mä och dat Argument huet näischt un Ärer Positioun geännert.

Als Gréng bedauere mir, dass d'Koalitionspartner net méi zustane bruecht hu wéi en hybriden Text, deen zum Fiasko gefouert hätt, wär en a Kraaft getrueden.

Dofir soe mir haut léiwer dem Statsrot Merci. Et ass hien, deen de Projet de loi duerch seng Opposition formelle verbessert huet an d'Exception fir d'Bistron ënner 60 m² vum Dësch gekiert huet.

Donieft soe mer och der Madame Mutsch Merci fir hire Rapport, ëmsou méi well si et als Presidentin vun der Kommissioun net ëmmer einfach hat an tëschen de Fronte vun deenen engen an deenen aneren huet missen hin- an hierruderen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wou een de Widerstand géint dëst Gesetz e wéineg novollzéie kann, ass bei der liberaler Fraktioun, déi e Problem huet, oder zumindest e puer Leit vun hinne, mat legalisteschen Tendenzen a mat der Iwwerreguléierung vun eiser Gesellschaft.

Déi Wieder huet de Xavier Bettel scho virun zwee Joer op dëser Plaz benotzt, wéi mäi Virgänger Jean Huss hei eng Motioun déposéiert huet, fir dëst Gesetz anzeféieren. Dat sinn zwee Joer hier. Den Här Krieps huet déi Wieder haut widerholl.

Dem Wiert de Choix ze loosse, ob en d'Fëmmen a sengem Bistro verbitt oder net, ass fir eis keng Léisung, esou fräiheitsdenkend mir och sinn. U sech géif dat jo heeschen, dass mir iwwerhaapt keen neit Gesetz brauchen, well déi ongeschriwwene Regel scho längst besteet.

D'Praxis beweist awer, dass dee Modell sech, bis op eenzel Ausnahmen, net konnt durchsetzen. Zum Beispill hat Spuenien e Gesetz, wat dem Wiert d'Fräiheet gelooss huet. Dat Gesetz huet zum Chaos gefouert, ass amendéiert ginn a schlussendlech ass d'Verbuert op all Café applizéiert ginn.

Fir eis ass et kloer, dass de Gesondheetsschutz iwwerall gläichermoosse muss gëllen, sou wéi een och net iwwert d'Autobunn fiert aus der Fräiheet, mat 300 Stonnekilometer ze rennen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wou een de Widerstand géint d'Gesetz an beschten novollzéie kann, ass natierlech bei de Produzenten an de Commerçanten, déi sech um Tubak eng gëllen Nues verdingen. Datt de Verkaufsdirekter vun der eenzege Zigarettefabrik hei am Land bei deemem Gesetz panikéiert a grouss Pertë befäert, ass duerch verstänlech an an der Logik vun sengem Geschäft.

Ech kann en awer berouegen. International Analysen hu bewisen, dass d'Recettë vun der Zigarettenindustrie trotz dem Fëmmverbuert an de Cafée stabil bliwwen sinn, och an der Belsch.

Do si souguer d'Recettë geklommen, well d'Zigarettenhändler sech nom Akraafttriede vum Gesetz besonesch schlaue ugeluecht hunn, fir hir Produiten ze vermaarten, an engem regelrecht Zigarettenoffensiv gestart hunn. Och dat stoung an der belscher Zeitung „Le Soir“, déi d'Madame Mutsch erwähnt huet, a widerleet dem Här Krieps seng Argumentatioun.

Och d'Behauptung, d'Zuel vun de Fëmmerte géif duerch dëst Gesetz an d'Luucht goen, ass net novollzéierbar. Déi Behauptung kënnt vum selwechten Direkter. De Reiz vum Fëmmen geet doudsicher net doduerch an d'Luucht, dass d'Leit de Bistro musse verloossen oder an engem Dampzëmmer mussen isoléiert ginn.



Ech sinn domat bei de Fumoiere, wou d'Clienté weiderhin daerfe fëmmen. Mir gesinn an dëser Léising en ongléckleche Kompromëss, deen d'Gesetz onnéidegerweis komplizéiert mécht, an dobäi wär et awer einfach gewiescht.

Mir denken, datt dës Raim marginal bleiwen, well se sech wahrscheinlech net rentéieren. Nieft der Infrastruktur muss schliesslech och e Ventilatiounssystem finanzéiert, bedriwwen an ënnerhale ginn.

Mir hoffen och, datt de Règlement grand-ducal, deen d'Fumoire konkret soll regelen, net esou verwässert wäert ausgesi wéi den éischten Text vum Projet de loi oder wéi deen ebe mat den Ausnahme fir d'Bistroen ënner 60 m². Zoutrëtsverbuert fir Männerjähreger ass dobäi e wichtige Punkt.

Fir d'Botzpersonal vun deene Raim stellt sech allerdéngs e Problem, deen net ze léisen ass.

Déi däitsch Kriibsstëftung an déi medezinesch Universitéit vu Wien weise kloer drop hin, datt déi bescht Belüftungsanlag kee Fëmmverbuert ersetzt. Déi schiedlech Substanze verdeele sech nämlech net nëmme an der Loft, mä och un de Wänn, de Buedembeleg an de Miwwelen. D'Personal, wat dës Raim botzt, kënn mat dese Gëfter a Kontakt, ob et wëllt oder net.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och wa mir d'Fumoire kritiséieren, gesi mer an dësem Gesetz e grouse Fortschritt a mir wäerten et och ënnerstëtzen. Et ass e Fortschritt, deen an der Kompetenz vun Gesondheitsminister läit, mä et gëtt e weidere Minister. Fir de Gesondheitschutz nach méi weiderzedreiwien, wéi mer elo sinn, a fir der wichteger Denormaliséierung vun Fëmmen an eiser Gesellschaft bäizedroen, steet en zweete Minister an der Verantwortung. Et ass de Finanzminister, deen zoustänneg ass fir d'Präispolitik an d'Taxatioun vun den Tubakprodukter. Leider ass den Här Frieden net hei a ka sech net dozou äusseren.

Déi ofschreckend Biller, déi an Zukunft op de Verpackung mussen gewise ginn, änneren näischt un hirem Präis. Wat d'Zigarette méi bëlle sinn, wat méi Leit fëmmen. Déi Gefor ass jiddefalls grouss. Behuewe gëtt déi Gefor eréischt, wann d'Zigarettepräisser massiv klammen, an net nëmme minimal. Dat zielt och fir d'Zigaretten, déi vun de Grenzgänger akaaft ginn an an d'Ausland exportéiert ginn. Dat si 85 bis 90% vun der gesamter Vente.

D'Vente un d'Grenzgänger bréngt eisem Land Recetté vun iwwer 400 Milliounen Euro d'Joer an. Dem Ausland bréngt se nëmme Misär. Dowéinst sinn eis Recetten äusserst contestabel. Engersäits mécht eis Präispolitik déi preventiv a Gesondheitspolitik vun den Nopeschlänner futti. Anerersäits exportéiert Lëtzebuerg d'Krankheet an d'Ausland a schlächt sech duerno aus der Verantwortung.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann et ëm Preventioun geet, daerf de Stat sech net verstoppen, weder hanner sénge Recetten, nach hanner enger EU-Direktiv. Et mag ofschreckend wirken, wann d'Verpackung mat grujeleche Biller bestéckt ginn a wann ee liese muss, datt den Tubak liewensgefäerlech ass. D'Responsabilitéit gëtt domat op den Einzelnen iwwerdreien, deen den Tubak keeft. Mä wou bleift d'Responsabilitéit vum Stat, wann en ongestrooft d'Recetten op Produiten erhiewe kann, déi e selwer als liewensgefäerlech unerkennt? An d'Industrie brauch näischt anescht ze maachen, wéi sech hannert der Kommunikatioun vum Stat ze verstoppen. Wie gëtt hei méi geschützt? De Konsument oder de Produzent mam Stat am Réck?

Als Gréng si mir jiddefalls frou feststellen, datt d'Zigaretten och ouni Schreckensbiller op de Päck längst u Belëiftheet agebéisst hunn. Am Laf vun zéng Joer ass den Undeel vun de Leit, déi fëmmen, vun iwwer 30 op 23 bis 17% zréckgaang, an ëmmer méi Leit wëllen ophale mat Fëmmen. De fräiwëllegen Nikotinentzuch duerch Gesondheitszerzéiung, duerch Informations- a Preventiounskampagnen an duerch Gesetzter huet ugefaangen ze wirken.

Als Gréng kënnen mir nëmme hoffen, datt dëst Gesetz nach méi Leit d'Loscht um Fëmmen verdierft. Virun allem deene Jonken, déi nach ëmmer méi vulnerabel si wéi déi eeler Generatioun. Och wa laut „Süddeutsche Zeitung“ munch agefleescht Fëmmerte sech iwwert de Kulturverloscht an de Bistroe bekloen, kënnen d'Gesellschaftën änneren. Sief et an der Fro vun der Ekologie oder ebe beim Fëmmen. Dat geschitt net ëmmer schnell an net ruckaarteg. Et dauert Generatiounen. Déi Hoffnung gi mir jiddefalls net op. Dës Kéier mat der Ënnerstëtzung vun Jugendparlament, also der jonker Generatioun, an dank dem groussen Engagement vun der Fondation Cancer, déi hei muss erwähnt ginn, well se vill Aarbecht geleescht huet.

Ech soen Iech Merci.

► **M. le Président.** - Merci der Madame Lorsché. Als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll och vun eiser Säit aus der Kolleegin Lydia Mutsch Merci soe fir hire Rapport. D'ADR wäert eng aner Positioun zu dësem Projet de loi bezieen, mä fir eis ass et awer kloer, an dat wëll och viraus soen, datt d'Fëmmen doudsécher net gesond ass.

Op déi negativ Konsequenze vum Fëmmen brauch ech net weider anzegoen, dat hunn eng Rei vu menge Virriedner gemaach. D'Kriibskrankheeten an esou virun, dat ass, mengen ech, bewisen, datt dat gréisstendeels op d'Konsequenze vum Fëmmen zréckzeféieren ass.

Et ass duerfir awer kloer, datt mir och soen, datt ee soll weiderfuere, mat Campagnen ze maachen, fir preventiv ze wirken. An ech mengen, wann een d'Statistike kuckt iwwer eng Rei vu Joren, da gesäit een, datt dat awer seng Friichte gedroen huet. An d'Madame Rapportrice huet et virdu gesot, datt mer haut op 17% erfogaange sinn. Dat ass en Zeechen, datt all déi Campagnen dach awer hir Wierkung gemaach hunn an datt een och domadder soll virufuere.

Mä ech mengen, datt och déi Schinn, déi mir als ADR wëlle fuere, datt een d'Leit wierklech informéiert iwwert d'Konsequenzen, déi d'Fëmm mat sech bréngt, mä mir sollen awer op där anerer Säit d'Fro vun deem Einzelne senger Fräiheet, déi muss een awer och als Stat respektéieren. An duerfir hu mir vun Ufank un an dëser Debatt ëmmer gesot, datt mer d'Fräiheet vun den Einzelnen an d'Fräiheet och vun dem Cafetier mussen respektéieren. An et ass un hinne selwer, ze decidéieren, ob an hirem Café ka gefëmmt ginn oder net.

Mir hunn allerdéngs ëmmer gesot, datt et muss e ganz kloer Affichage ginn an de Caféen oder virun de Caféen, ob et e Café ass, wou gefëmmt daerf ginn oder net daerf gefëmmt ginn, soudatt jiddweree weess, deen erageet, wat dat bedeit. Ech mengen, wa mer... D'Leit hei am Land hunn ëmmer d'Tendenz, wann ee mat ville Leit schwätzt, an dat ass net falsch, datt lues a lues hei ëmmer méi d'Leit verbuede kréien. Datt deen Einzelne ka selwer bestëmmen, wat e wëllt maachen, dat gëtt ëmmer méi agëent.

Wa mer déi doten Theorie weider verfolgegen, da misste mer eis och muer Gedanke maachen, ob den Alkohol net misst verbuede ginn, well och den Alkohol huet vill negativ gesondheetlech Konsequenzen. Mir missten eis och iwwerleeën, ob d'Fett net misst erfogesaat ginn, well och dat huet vill negativ Konsequenzen. A mir missten eis iwwerleeën, ob net och den Zockerverbrauch misst verbuede ginn, well och dat huet vill gesondheetlech negativ Konsequenzen.

Et kann een also net alles higoen a wat ee wëllt hei an dësem Land verbidden. Duerfir si mir...

(**Interruption**)

Här Gira, wann ech gelift, ech hunn déi aner och schwätze gelooss. Ech hunn...

► **M. le Président.** - Hei e bidden Iech elo alleguer, dem Här Gibéryen nozelauschteren!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ech hunn nëmme fënnf Minutten, fir hei ze schwätzen, Här President. Mir kënnen och elo net déi gréng hei déi ganzen Zäit ënnerbriechen.

(**Interruption**)

Et muss jo och nach Leit sinn, déi e Recht hei an deem Land hunn, eng aner Meenung ze hu wéi déi gréng, Här Gira. Da loosst dat och wann ech gelift esou zou!

► **M. Camille Gira (déi gréng).** - Ech hu kee Problem.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - An duerfir wëll ech ganz kloer soen, fir eis ass et net akzeptabel, datt mer als Stat ëmmer méi de Leit an och de Betriber virschreiwien, wat se daerfen a wat se net daerfen hunn.

Mir gesinn och duerfir, datt dat heite wäert eng Rei vun ekonomeschen negative Konsequenzen hunn. Et ass virdu gesot ginn, am Ausland wier dat jo gemaach ginn. Dat ass richtig. Mä et muss een dat awer och objektiv kucken.

An der Belsch zum Beispill ass kloer, dat konnt een nach virun zwee Méint an der Press nolesen: „L'interdiction de fumer dans l'horeca a l'effet d'une bombe dans le milieu.“, datt do am Fong d'Faillitë vun de Caféen ëm 38% opgrond vun dem Verbuet vun dem Fëmmen an d'Luucht gaange sinn. An ech mengen, och dat muss een da gesinn, datt mer hei am Land schon e Rekord all Joers vu Faillitë kréien.

Mir hunn an den éischte sechs Méint dëst Joer scho 522 Failliten hei am Land gehat. 2010, also virun dräi Joer, hate mer an deenen éischte sechs Méint nëmme 363 Failliten. Dat heescht, d'Regierung ass net à même, fir iwwerhaupt Moosnamen ze ergräifen, fir d'Failliten an de Grëff ze kréien, mä au con-

traire, hei maache mer Gesetzter, déi wäerten zur Konsequenz hunn, datt mer nach weider Faillitë wäerte kréien.

An datselwecht kann ech och soen, hei wäerten och Aarbechtsplazen um Spill stoen. D'Regierung bréngt et net fäerdeg, de Chômage an de Grëff ze kréien, mä se mécht awer nach Gesetzter, déi wäerten zum Resultat hunn, datt mer weider wäerte Chômageproblemer kréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass och eng europäesch Direktiv amgaangen, wou mer wëssen, datt déi virun allem déi kleng Produzente wäert strofen, déi och zum Deel eng Nischepolitik gemaach hunn. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg nun emol eben och e Produzent vun Zigaretten, dee jo awer och Honnerte vu Leit beschäftegt an deen och mat Recht seet, wann déi Direktiv an där Form duerchgeet, dann ass dat fir e kleng Betrib, wéi mir hei zu Lëtzebuerg hunn, deen op eng Nischeproduktioun geziilt hischafft, wäert dat fir deen doudsécher och negativ Konsequenze kréien. Duerfir soll een och oppassen, wat op europäeschem Niveau erëm do gemaach gëtt, wat op eis zoukënt.

Also résuméiert: Mir wäerten dëse Projet de loi net stëmmen. Mir si fir d'Fräiheet vum Einzelne Bierger a mir sinn och fir d'Fräiheet vum Exploitant.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Gibéryen. D'Wuert kritt elo den Här Colombera. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

► **Une voix.** - Här Colombera, très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.** - Här Colombera, an elo keen...

► **M. Jean Colombera (Onofhängeg).** - Merci, Här President. Neen, Här Di Bartolomeo, ech maache mäi Besch.

(**Hilarité**)

Fir d'Éischt emol e Merci un d'Madame Mutsch fir hire mëndlechen a schrëftleche Rapport. Hei hu mer e Gesetz, wat relativ quokeleg ass, well et geet dorëms, dass de Stat d'Kollektivitéit beschützt - dat ass ganz wichteg - an op där anerer Säit, dass de Stat d'Fräiheet vun deem Einzelne Bierger garantéiert. An duerfir, all Gesetz, wat an déi Richtung geet, ass mat Kontradiktione begleet. An duerfir muss een hei e bësse méi objektiv diskutéieren.

► **Une voix.** - Nach méi?!

► **M. Jean Colombera (Onofhängeg).** - E ganz objektiv diskutéieren. Ech mengen, et muss een d'Ursaache behandelen, an net eleng d'Symptomer. Mat dësem Gesetz gëtt d'Fëmmen an de Cafés verbueden, an den Diskotheken och, wat jo verständlech ass, well de bloen Dampf mat engem ganz héije Risiko verbonnen ass, dat kann ee verstoen.

Op där anerer Säit verdéngt de Stat sech eng ganz gellen Nues, a wéi vill Milliarden hu se scho verdéngt mat den Akzisen eleng op dem Fëmmen? An et wär wichteg gewiescht, wann een déi Sue geholl hätt, wann een e spezielle Fong gegrennt hätt, ee Preventivfong gegrennt hätt, wou een dann hätt kënnen Krankheeten domat praktesch finanzéieren, all déi Krankheeten, déi do erauskommen, an awer och preventiv fir d'Jugend sech staarkgemaach hätt. Dat wär fir mech ganz wichteg gewiescht, wann een dat vun Ufank u gemaach hätt.

Mä dat kann een nach ëmmer maachen, wéi gesot. Dat ass fir mech dee wichtigste Message, dass een do awer, wann een op dee Wee geet, dann awer och muss konsequenterweis aneschters Politik maachen.

D'Question ass, fir ze wëssen: Ass den Tubak, sinn d'Zigarette geféierlech? De Christoph Kolumbus huet 1492, wéi en Amerika entdeckt huet, den Tubak mat an Europa bruecht. Den Tubak ass deemools vun Indios gebraucht gi fir medezinesch Zwecker - dat daerf een net vergiessen -, awer och fir magesch Zwecker. Dat heescht, si hunn den Tubak giess - net gefëmmt, giess - an och inhaléiert fir medezinesch Zwecker, awer och fir eng Bewosstsäinseerweigerung ze hunn.

An anere Wieder, Tubak mam Nikotin, deen dran ass, ass als eng Form vun Drog ugesi ginn. An eng Drog, eng psychoaktiv Drog, déi huet als Sënn, fir d'Bewosstsäin ze erweieren. Dat war hir Meenung. Dat ass och ursprénglech esou, wéi et ass.

Dunn, wéi mer hei Tubak ugebaut hunn, ass dann den Haaptproblem komm, nämlech du sinn aus dem Tubak Zigaretten entstanen, an Zigaretten u sech, d'Niewewierkung vun den Zigaretten ass, dass dat chemesch Bombe sinn.

► **Une voix.** - Ah, très bien!

► **M. Jean Colombera (Onofhängeg).** - Dat heescht, wann Tubak ugebaut gëtt, bei der Produktioun, bei der Veraarbechtung, awer och bei der Combustioun entsti 4.000, 5.000 che-

mesch Elementer, an et ass grad dat, wat geféierlech ass.

Beim Ubau gëtt zum Beispill DDT gebraucht, wat mer hei an Europa zënter 1970 net méi gebraucht hunn, dee fanne mer dann an den Zigaretten erëm. Wa mer dann déi aner Elementer kucken, d'Madame Mutsch huet gesot: Arsen, dat ass e Gëft; Ammoniak, e Renegungsmittel; Aceton, en Nagellackentferner; Benzol, dat fanne mer am Bensin; Butan, dat fanne mer bei de Briqueten; Kuelemonoxid, dat ass bei den Autosofgasen; DTT wéi gesot; Polonium, radioaktiv Substanz; Toluol, Sprengstoff bei TNT. Ech mengen, dat huet awer wierklech guer näischt an Zigarette verluer.

An duerfir, wa mer eppes wëlle konkret maachen, da mussen mer dohinner bei d'Hiersteller goen an deenen da gewësse Regeln octroyéieren an deem Sënn, dass déi Leit dann einfach ethesch handele mussen. Nämlech si mussen emol allegueren déi Zousätz, déi an d'Zigaretten kommen, dat misst da verbuede ginn. Ech mengen, dat wär déi eenzeg Approche, déi hei valabel ass.

Firwat? Well den Tubak u sech, wéi gesot, per se, nach net esou geféierlech ass. D'Madame Mutsch huet gesot, Nikotin, dat wär extrem geféig. Jo, mä Nikotin daerf net als isoléierte Faktor ugekuckt ginn. Am Tubak ass net eleng Nikotin, mä do sinn aner Substanzen dran. An do kënn den Nikotin net esou zum Virschäin, wéi dat esou hei behaupt gëtt.

Wat schlëmm ass, wéi gesot, ass den Zousatz, dee mer an den Zigarette fannen. An duerfir mussen mer d'Industrie dozou bréngen, fir eben déi Zousätz do ewechzekeréien. Wa mer dat fäerdegkréien, da géif ech soen, da wäere mer schon e bëssen der Wourecht méi no.

An ech fannen dat, wéi gesot, déi Logik, déi mer hei uwend mam Tubak, dee soll dann eng Drog sinn, eng legaliséiert Drog, eng psychoaktiv Drog. Firwat behandle mer den Tubak dann aneschters wéi de Cannabis? Nëmme fir ze soen, Cannabis u sech ass par rapport zum Tubak ee Massendénger! Dat daerf een net vergiessen. Tubak ass vill méi schlëmm an der Kompositioun, wéi et elo an der Zigarette ass.

An dobäi wëll ech nach derbäisoen, dass d'Zigarette u sech, dat Blietchen, dat wäisst Blietchen, et ass „chlorgefleichtet Papier“, wéi ee seet. Dat ass extrem geféierlech. Wann een elo Tubak an Tubak hëlt, zum Beispill et fëmmt een eng Cigarillo oder Tubak an der Päif, dat ass eppes ganz aneschters. Dat si manner Niewewierkung wéi d'Zigarette, well eben och schon dat wäisst Blietchen och ganz vill Niewewierkung mat sech bréngt.

Et ass geschwat gi fir d'Verdeierung an de Verbuet vun den Zigaretten. D'Verdeierung, ech mengen, dat wär falsch. De Verbuet och. Firwat? Well de Verbuet u sech, dat féiert zu engem Schwaarzmaart. D'Zigarette kommen duerch eng aner Schinn eran, an et weess een net, ob dat dann dee Moment nach..., et kann een net méi garantéieren, wat do passéiert. Also kee Verbuet, op kee Fall. Wann een dat wëllt verbidden, dann, mengen ech, si mer op der falscher Schinn, an dann ass dat net de Sënn vun dësem Projet hei.

Wat mer mussen maachen, ass onbedéngt, wéi gesot, d'Preventioun förderen. An dat wär mat engem Preventiounsfong da garantéiert.

Här President, dat gesot, ech mengen och als Dokter wäert ech da fir dëse Projet stëmmen. Ech hu meng Bedenken, wat d'Zigaretten ugeet, mä wa mer kéinten op eng aner Schinn fuere, wéi gesot, dass mer den Hiersteller géife forcéieren, op déi Zousätz ze verzichten, da wäere mer ee Schratt méi wäit.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Colombera. Als nächst Riednerin ass d'Madame Nancy Arendt agedroen. Madame Arendt, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, jiddweree vun eis heibannen huet esou Sujeten, déi engem besonnesch um Härz leien a wou ee sech besonnesch derfir asetzt. Meeschtendeels, well ee wierklech déif bannendra vun eppes iwwerzeegt ass an ee mengt, déi beschten Argumenter op senger Säit ze hunn, a well een eppes verbessere wëllt.

Haut, léif Kolleegen a Kolleeginnen heibannen, setze mer en Zeechen, well haut weise mir als Parlament eise Wëllen, d'Gesondheet a virun allem d'Gesondheet vun eise Kanner als dat wichtigst Kapital vum Mënsch unzegesinn.



Et war keng einfach Etapp, mä mir hu se gepackt. An ech soen all deene Merci, déi hei matgekämpft hunn an op deene verschidde Niveaue matgeholfen hunn. Seele gëtt esou e Sujet, wéi dat heiten, esou kontrovers diskutéiert. An dat ass och normal, well jiddweree vun eis ass betraff: déi, wou fëmmen, an déi, wou et net maachen. A jiddweree verteidegt seng Fräiheet.

Et kann een och net einfach jiddwerengem recht ginn, well bei dëser Thematik, do gëtt et leider kee Mateneen. Do gëtt et héchstens en ofgetrennt Niewenteneen. Well deem enge seng Fräiheet schränkt deem anere seng Fräiheet an. An da muss ee sech fir déi eng oder fir déi aner entscheiden. A spéitstens da gehéiert och politesche Courage dozou, well nëmmen duerch d'Aschränkung vun deem enge senger Fräiheet een deem anere seng verbessere kann.

Här President, et ass mer wichteg ze soen, datt et hei guer net drëms geet, datt een net méi fëmmen däerf. Déi Meesch si grouss an al genuch, selwer ze entscheiden, wéini an och wéi vill se dës Gloscht wëllen nogoen. Et geet hei em all déi Jonk, déi net sollen ufänke mat Fëmmen, an em d'Wou gefëmmt ka ginn. Et ass wichteg, e klore Message un déi Jonk ze ginn an déi Plazen, wou däerf gefëmmt ginn, anzeschränken. Strategesch Plazen, wou Jonker exposéiert sinn an d'Gefor lafen, unzefänke mat fëmmen. Well mir wësse jo all, wann ee bis ugefaangen huet mat Fëmmen, wéi schwéier et ass, nees opzehalen.

Firwat ass et dann esou schwéier, nees opzehalen? Dat regelméisseg Fëmmen ass ganz kloer - an dat kann een einfach net méi verharmlousen, an d'Doktere confirméieren eis dat jo och - eng Krankheet, et ass eng Sucht an et ass gewollt, datt een ofhängeg gëtt. Et gëtt nämlech speziell - et ass virdu schonn ugeklonge vun der Madame Rapportrice - Ammoniak an d'Zigarette bäigemécht, eng Substanz, déi ausmécht, datt den Nikotin vill méi staark a méi schnell vun de Gehirzellen opgeholl gëtt an d'Gloscht op déi nächst Zigarette steigt.

Ech war scho viru siwe Joer beim Antitubakgesetz ganz am Detail op dës Thematik agaan, wéi d'Zigarettenindustrie gezielt sech uelet, d'Sucht ze fördern a fir virun allem bei deene Jonken ze rekrutéieren.

Wat d'Altersgruppen ubelaangt, sinn et jo virun allem déi Jonk tëscht 25 a 34, déi am meeschte fëmmen - mat 30%. D'Madame Mutsch huet nach virdrun eng Kéier genau erwähnt, wat d'Kanner ëmmer méi jonk ginn, fir unzefänke mat Fëmmen. An dofir ass et gradesou wichteg, déi Plaze fëmmfräi ze maachen, wou dës Gewunnechten entstinn.

Et ass de Message an d'Richtlinn, déi villen Elteren esou wichteg ass. Et däerf keen aneren ze sinn, wéi datt mer alles muss maachen, de Jonken ze vermëttelen, datt et eben net okay ass, ze fëmmen, an opzklären, ze sensibiliséieren an ze informéieren, wat alles an enger Zigarette dran ass an datt et mat Sécherheet Konsequenzen op d'Gesondheet vun hinnen an och hire Kollege wäert hunn.

Fréier war de Message deen, datt et cool war, ze fëmmen. Et huet ee sech och näischt Schlechtes darbäi geduecht. D'Reklammen hu gewisen, wann ee fëmmt, dann ass ee fräi, dann ass een erwuesen, dann ass een onofhängeg, dann huet kee méi engem eppes ze soen. D'Tubakindustrie wosst ze vermëttelen, datt een nëmmen Spaass oder en Erliefnes huet, wann een eng Zigarette an der Täsche hätt. Mir erënnere eis un d'Bild vum Cowboy, deen op sengem Päerd locker mat der Zigarette dem Sonnenënnergang entgéintgeridden ass; d'Zigarettemarque, ech soe se elo net, „der Geschmack von Freiheit und Abenteuer“.

Fréier wosst mer net, wat alles dra war, an et ass och schwéier novollzéibar, well wann ee fëmmt, da mierkt ee jo och net, wat direkt dran ass an et spiert een et och net direkt. Haut wësse mer, datt den Tubak responsabel ass fir 90% vun de Longekriibsen an 89% vun de chronische Bronchiten.

Här President, elo komme mer bei den eigentleche Problem vun der Diskussioun. D'Fëmmen ass nämlech keng Sucht wéi déi aner. Den Här Gibéryen ass elo leider net do. Den Ennerscheid, deen et mam Fëmmen gëtt, zu all deenen anere schlechte Gewunnechten, ass nämlech deen, datt een et net selwer maache muss, fir awer all déi negativ Konsequenzen matzedroen.

Mir kënnen et also net an dat nämlech Dëppe geheien, wéi den Alkohol an dat fetlegt lessen oder den Zocker, vun deenen den Här Gibéryen

elo grad geschwat huet, well wann ee fëmmt, da fëmmt deen niendru mat. Et huet eng direkt Konsequenz op main Noper. Dat war also esou, wéi wann ech de Patt drénken an den Här Gibéryen gëtt voll.

► **Une voix.** - Aaahhh!
(Brouhaha)

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - En plus ass dee Raum, wou gefëmmt gëtt, permanent mat deem bloen Dampf belascht. Et ass also net nëmme während der Zäit, wou ee fëmmt, mä et fëmmt ee passiv stonnelaang mat.

Et ass eng Recherche gemaach ginn, „Lifting the smokescreen“, vun der European Respiratory Society, Cancer Research UK an dem Institut National du Cancer en France, déi sech op déi aner europäesch Länner reflektéiert. An déi kommen zur Konklusioun, datt mir hei an eise Klänge Land all Joers eng 500 bis 600 Stierfäll hunn, déi op d'Konsequenze vun Fëmmen zrëckzeféiere sinn.

Ongeféier 80 dovunner stierwen net, well se selwer fëmmen, mä well se dem passive Fëmmen regelméisseg ausgesetzt sinn. A mir sinn den Onkologen, de Pneumologen, den Neurologen, de Pädiateren an de Kardiologen dankbar fir hir däitlech Aussoen an dëser Matière, déi wëssenschaftlech bewise Chifferen op den Dësch geleeht hunn, wat geschitt, wann een dese kriibserregenden Dampf regelméisseg anotemt. Den Netfëmmert huet bis zu 25% méi Risiko, Longekriibsen ze kréien, an de Risiko vun den Häerzkrankheete klëmmt em souguer 35%, dicht gefollegt vun de Schlagufäll.

Et geet hei also net just em dat sténkegt Gezei, wann een aus der Wiertschaft kënnt, neen, et geet hei em Kriibsen, et geet em Asthma, et geet em Bronchiten, et geet em Longenentzündungen, em Häerzattacken, em Hireschléi, em Fréigeburten - et ass virdu ugeklonge -, déi voll an den Täsche vun dësem sténkegt Gezei mat dräsetzen.

Här President, „The Lancet“, eng weltunerkannt Zeitung fir medezinesch Recherche, huet den 8. Januar 2011 eng Etüd publizéiert: „Worldwide burden of disease from exposure to second-hand smoke“.

Et ass eng retrospektiv Analys mat Dateien, déi eng international Aarbechtsgrupp aus 192 Länner ennersicht huet, fir d'Ausmooss vun duerch d'passiiv Fëmmen bedéngte Krankheets- oder Doudesfäll duerzuleeën. D'Resultater sinn erschreckend!

Dës Recherche ass zur Konklusioun komm, datt all Joer 600.000 Mënsche weltwäit stierwen duerch d'Konsequenze vun passivem Fëmmen. Dovunner 379.000 duerch Erkrankunge vun Häerzkranzgefäßer, 165.000 duerch Infektione vun Otemweeër, 36.900 duerch Asthma an 214.000 vun Longekriibsen.

Dat entsprécht ongeféier 1% vun der weltwäiter Bevölkerung, wuel bemierkt net doduerch, datt ee selwer fëmmt, mä just regelméisseg matfëmmt.

47% dëser Doudesfäll treffen op Fraen, 28% op Kanner zou. Et si si, déi am meeschte betraff sinn, vun Fëmmen ouni ze fëmmen. D'Zuele sinn also méi wéi alarmant an et gëtt einfach Grond genuch fir eng weider Aschränkung vun de Plazen, wou nach däerf gefëmmt ginn.

Här President, zum Gesetz selwer wëll ech just dat heite soen: Et kann net sinn, datt mer d'Café verschidde behandelen. Et geet net, deemno wéi grouss oder kleng e Café ass, ze decidéieren, ob nach gefëmmt däerf ginn oder net. Et géif eng Concurrence déloyale tëschent de Café mat sech bréngen. An et géif, mat Recht, wéi et schon an der Belsch an an anere Länner geschitt ass, zu Prozesser kommen, a wou esou Ausnahmen, fir ze fëmmen, erëm annulléiert géife ginn. Et wier en plus schwéier ze kontrolléieren an et wär e falsche Message un déi Jonk.

D'Iddi vun de Fumoire bleift, an do schwätzen ech a mengem perséinlechen Numm, awer och en Investissement ouni Garantie. D'Fro ass berechtigt, wéi grouss d'Wierwieschanc vun esou zouene Raim wäerte sinn, och wa se ventiléiert sinn a wou Schelder drop hiewe wäerten, esou wéi de Statsrot dëst a sengem Avis proposéiert huet, datt ee sech elo an esou en ongesonde Beräich begëtt. Virun allem, wann ee gesäit, a wat fir eng Richtung scho vill aner Länner sech beweegt hunn, fir souguer dobaussen Espacen ze limitéieren, deemno wou se sinn, mat fëmmfräi iwwerdecken oder net iwwerdeckte Sportstribünen, Terrassen, Parken, Golfterrains a Stränn.

Här President, ech wëilt der Rapportrice, der Madame Mutsch, gären e grouse Merci soe fir hiren exzellente mëndlechen a schrëftleche Rapport - esou wéi mir dat souwisou vun hir gewinnt sinn.

Mir sinn hir dankbar, datt se kloergemaach huet, datt all déi artificiell Zeltannexe vun de

Caféen och enner eist Gesetz falen, gradesou wéi d'Zeltfester am Allgemengen. An dat och elo besser geregelt gëtt, datt een net méi am Agank vun de Spideeler, mä an engem ugewiesene Beräich, wäit ewech vum Agank fëmmen däerf. Well dat och net ëmmer e flott Bild gëtt, wann een an eng Institution erageet, wou een hoffentlech soll gesond gemaach ginn, an dann an der Entrée, oder an der Sortie, schonn engem de bloen Dampf entgéintkënnt.

Leif Kollegen a Kolleginnen, et ass onofstreitbar: Fëmmverbueder rette Liewen!

Et gëtt ëmmer méi Etüden, déi beweisen, datt, wann eng Antibaklégiolatioun a sengem Land a Kraaft getrueden ass, eng substanzuell Verbesserung vun de Krankheetsbiller agetrueden ass, déi dicht vernetzt si mam aktiven oder passivem Fëmmen. Wat se méi strikt war, wat d'Verbesseunge besser waren.

Zu där Konklusioun kënnt déi weltgréisste Studie, déi iwwer d'Tubaksverbueder gemaach ginn ass. An déi 3,7 Milliounen däitsch Spidolsakten - d'Madame Mutsch huet et och schon erwähnt an hirer Ried - tëschent dem Ufank 2004 an dem Enn 2008, nodeem hiert Fëmmverbuet..., a si hunn nach bei wäitem net dat strikt an all Bundesland, a wou se och festgehalten hunn, datt d'Häerzattacken em 8% gefall sinn, scho sechs Méint nom Akraaftrieden.

Studien aus anere Länner beweisen, datt, wou méi e strikt Fëmmgesetz existéiert, de Prozentsaz nach däitlech méi héich ass an d'Resultater bis zu 20% manner Häerzattacken ze verzechnen hunn. Et gëtt och beluecht, wéi vill Käschte vum Gesondheitssektor kéinte gespuert ginn, eleng schonn nëmmen duerch d'Senkung vun der Zuel vun de Spidolsakten. Wann een elo nach d'Erspuerneris derbarechent, duerch manner Krankeschäiner a Rehabilitatioun, da komme mir op enorm Chifferen. Wann ee bedenkt, datt an Däitschland eleng nëmmen de Produktionsausfall vun engem eenzegem Häerzinfarkt op 20.000 Euro geschat gëtt.

Haut wësse mer och, datt an deene Länner, wou Fëmmverbueder op der Aarbechtsplaz an an öffentleche Gebaier sinn, vill manner bei de Kanner, an den Autoen an och doheem privat gefëmmt gëtt, obschon ëmmer de Contraire behaupt gouf. Well mat dësem Verbuet e klore Message un d'Gesellschaft dobausse gung an esou automatesch mat sensibiliséiert ginn ass. D'Enn vun der Toleranz ass also den Ufank vun der Rücksicht.

Eng ganz grouss Majoritéit vun de Mënschen, déi hei am Land wunnen, spräche sech fir Raim ouni Dampf aus. E Sondage, deen am Joer 2011 vun der TNS ILReS zu Lëtzebuerg duerchgefouert ginn ass, mat 6.061 Leit, weist, datt hei bei eis nach just 23% fëmmen. Vun deene wëllen der 13% gären ophalen, mä si packen et awer net. An nach weider 4%, déi eigentlech gären et fäerdegbréngen, manner ze fëmmen.

Et bleiwen also just 6% vun eisen Awunner, déi zefridde si mat hire Fëmmgewunnechten. An ech froe mech wierklech, wéi vill vun hinne sech schonn eng Kéier geduecht hunn oder zumindest gewénscht hunn, datt se ni ugefaangen hätte mat Fëmmen.

D'Zukunft gehéiert der Gesondheet. Mir sollten hir positiv entgéintkucken an de Cafetiere vermëttelen, si sollte sech och emol op déi iwwer 87% potenziell Clientë freeën, déi hei am Land wunnen an déi sech gestéiert spiere vun dësem bloen Dampf.

Zu New York hunn, säit dem strikten Aféiere vun hirem Antitubakgesetz, zweemol méi Caféen opgemaach wéi zougemaach. Irland hat dee gréisste Boom an Tourismus déi Joren, nodeem se d'Café fräigemaach hunn.

Dat hei am Land vill zitéierte belscht Beispill baséiert op falsche Chifferen - d'Madame Mutsch huet et och scho gesot -, déi vun der Tubakindustrie an d'Welt gesat gi sinn. Well wann een nämlech déi richteg Zuele kuckt vum belsche Statec an déi vun hirer TVA, da stellt ee fest, datt d'Cafésunzel an der Belsch scho säit deene leschte 17 Joer am Sturzflug ass, an dat scho laang virum Akraaftriede vun hirem Antitubakgesetz, well einfach vill manner Béier gedronk gëtt zënter Joren. A witzegerweis ass an hirem eischte fëmmfräie Joer erméi déi eischte Kéier nees méi Béier verkaaft ginn.

Et kann och net sinn, datt een a senger Analys just déi Caféen opzielt, déi zoumaachen, an et vergësst een, an der nämlecher Etüd déi ze erwähnen, déi zougemaach hunn, well se renovéiert hunn, a kuerz drop erëm opgemaach hunn.

Panikmaacherei hëlleft also absolut näischt, well mir hunn einfach ze vill positiv Beispill an der ganzer Welt a virun allem och ëmmer méi, iwwer 20 Länner an Europa. Mir si bal déi Allerlescht, op der 29. Plaz vun 33 an Europa, Schlusslicht souzese wat d'Antitubakmooss-

namen ubelaangt. Och dat ass kee positiven Image fir e Land, wat ëmmer méi op Tourismus setzt.

Loosse mer et dach emol méi positiv kucken an de Wiertsleit Mutt maachen, elo flott nei modern Cafée vun der Zukunft ze maachen, esou wéi se iwwerall op der Welt mat der gréisster Zefriddenheet fonctionnéieren.

Zum Schluss wollt ech just eng Fro un de Minister stellen, wann et erlaabt ass, wat d'Emsetzung vun der Modifikatioun vum Projet de loi ubelaangt. Et ass virgesinn, datt se den 1. Januar a Kraaft trëtt - souzeseo als neie Virsaz hoffentlech, fir deen een oder aneren ze motivéieren, e gesonden Ufank direkt ze starten.

Mä wéi gesäit dat am Praktischen aus mat der Emsetzung vun de Caféen? Do gëtt jo da bis zwielef Auer, huelen ech un, gefëmmt, warscheinlech gefëmmt. Ginn do vläicht Richtlinnen un d'Caféen eraus? Oder wéi gesäit dat aus? Musse se um zwielef ophale mat Fëmmen? Wéi hat Der dat geduecht, Här Minister? Kéint Der eis do vläicht Prezisioune ginn?

An ech soen lech da Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Arendt. An als leschte Riedner ass den Här Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Merci, Här President. Ech wëll direkt hei soen, dass ech, bei deene meeschte Riedner, déi déi ganzen Zäit vun Toleranz, vu Rücksicht, vun Intoleranz, vun Netrespektéieren vun hei oder vun do, ech muss soen, dass ech et just traueg fannen, dass een d'Gefill kritt, dass hei en Text ass, deen d'Gesellschaft an zwee soll splécken: d'Fëmmerten an d'Netfëmmerten. Dat ass bestëmmt net, firwat deen Text gemaach ginn ass, fir deen ee géint deen aneren opzestéppelen oder fir deen een oder deen aneren ze stigmatiséieren.

Ech muss lech och soen, fir eis Partei wor et net einfach, mir hu laang driwwer diskutéiert. Well, wat den Här Gibéryen virdu gesot huet iwwer déi Texter, wou een ëmmer méi de Leit verbitt, Texter sinn, déi net grouss Sympathien an eise Reien hunn, an dass ee sech d'Fro gestallt huet: Wier dann eng Fakultéit fir deen een oder anere Café, fir déi eng Mesure ze huelen, net vläicht eng aner Méiglechkeet gewiescht?

Mä mir gesinn d'Resultat. Mir gesinn d'Resultat am Moment, dass et ganz weínege Cafée gëtt, déi et gemaach hunn. A si hate jo d'Fakultéit. An ech mengen, wann een de Restaurateuren och deemools vläicht d'Fakultéit gelooss hätt, wiere vläicht haut nach ëmmer ganz weínege Restauranten, déi et gemaach hätten. Mä et ass meng perséinlech Meinung, dass een heiansdo net derlaanschtkennt, fir vläicht déi eng oder déi aner méi strikt Mesure ze huelen, wéi de Leit einfach eng Méiglechkeet ze loosse.

Obwuel een awer muss insistéieren - an et ass eng Realitéit: Ganz vill Restaurateuren oder Cafetieren, déi elo scho wëllen e Fumoir installéieren, am Ministère net déi néideg Informatiounen, Piste kritt hunn, hu se mir matgedeelt oder deem enge oder anere bei eis an der Fraktioun. Dowéinst ass et immens wichteg elo, dass no dem heite Vote vun deem heiten Text...

Ma voilà, ech fannen dat super, wann Der dat och hutt...

(Nuisances sonores dues à des interférences techniques)

...eng Note, déi preparéiert ass, wou een de Cafetiere ka soen, hei esou ass et, esou geet et an esou muss et gemaach ginn.

Ech sinn och frou, ech mengen, den Här Minister hat et net ëmmer einfach. An ech mengen, d'Madame Arendt och an hirer Partei huet en haarde Kampf am Süde gehat um leschte Kongress. Souguer deen een op Lifestream konnt kucken. Do huet ee gemierkt, wéi d'Madame Arendt eleng an hirer Partei stoung.

An ech si frou,...

► **Une voix.** - Neen, net eleng!

(Interruptions diverses)

► **M. Xavier Bettel (DP).** - ...dass de Gesondheitsminister...

Oh, ech hunn op jidde Fall... De Parteipresident huet deemools hir Meinung net gedeelt, hat ech d'Gefill. Ech weess et net, ech ka mech ireden.

(Brouhaha général)

Ech ka mech ireden. Ech hat verstanen, wéi wann den Här Wolter net där Meinung war, awer d'Madame Arendt sech duerchgesat kritt huet. Ech gesinn op jidde Fall, dass de Minister et och net ëmmer einfach hat. An ech mengen, et ass wichteg, dass deen Text, deen en déposéiert huet, och deen ass, dee mer haut ze stëmmen hunn.



Här President, et sinn nach just e puer Froen, déi ech mer stellen. Hei ass och scho vun Zuelen... Ech wëll kee Krich hei vun Zuelen, wéi vill Leit, wéi vill Caféen elo zougemaach hunn, wéi vill hei a wéi vill do. Kommt, mir sinn eis eens, dass dee kleng Bistro typique, deen um Eck vläicht war, wou d'Leit de ganzen Owend Kaarte gespillt hunn, eppes gedronk hunn an do eng gefëmmt hunn, déi Clientèle verschwénnt vläicht. Déi Clientèle verschwénnt.

Et brauch een net ze mengen, dass déi dann nach ëmmer do ass, wa se de ganzen Dag am Bistro verbruecht huet. Oder si ginn eraus eng fëmmen, oder Dir zitt vläicht eng aner Clientèle an de Bistro eran, déi bis elo net an de Bistro gaange sinn, well se justament vläicht net wollten am Dampf sinn. Il faut voir. Mä et soll een net soen, dass et guer keen Impakt huet. Dat ass och falsch.

Mä et huet och aner Impakter, déi een net sollt vergiessen. An ech gesinn och ganz vill Responsabiler hei vu Gemengen. Dat gëtt e Problem, dee mer kréie mat den Nuisances sonores. Well ganz vill Etablissementer wäerte vläicht déi eng oder déi aner Entlüftung net maachen an de Fumoir net maachen. An ech deelen och net d'Meenung vun der Vertrieederin vun deene Gréngen, déi gesot huet, d'Fumoire wieren net nécessaire.

Dat geet am Ausland ganz gutt. Et muss jo keen an e Fumoir goen! Deen, dee wëllt eng fëmmen goen, ka jo an de Fumoir goen. D'Personal geet net do eran. Si brauchen net do ze zerwieren. Mä firwat wëllen engem ze refusieren, wann en dat aménagéiert huet, e Fumoir, fir deem ze soen: „Neen, du hues iwverhaapt hei näischt verluer. Du hues heibanne keng ze fëmmen an du muss eraus fëmmen goen!“, wann e Fumoir bewisen huet, dass e wierkt? Ech mengen, et soll ee wierklech net déi Hetz an déi Stigmatisatioun ee géint deen aneren och maachen.

Mä wat ech wollt soen: Den Tapage nocturne gëtt e Problem. Den Tapage nocturne gëtt e Problem, well ganz vill Etablissementer vläicht kee Fumoir maachen, well se net déi Plaz hunn, an déi Leit dann ab enger gewëssener Zäit hir Zigarett virun d'Dier fëmmen ginn. An do kréie mer dann ab 10, 11 Auer, menger Meenung no, vill Reklamatiounen.

An erlaabt mer, dass ech déi aner Kap undinn, déi ech och nach hunn hei als Stater Buergermeeschter, an iwverzeegt sinn, dass d'Reklamatioun vun den Nopere wéinst dem Kaméidi an der Strooss op deene Plazen, wou vill Bistroe sinn, wäerten héich an d'Luucht goen! Wäerten héich an d'Luucht goen, well deen een oder deen aneren eraus fëmmen geet.

Déi aner Saach... Mä do muss eben d'Gemeng dann decidieren, wat ze maachen ass. An dat bréngt vläicht mat sech, andeems de Buergermeeschter ka soen, dass et e Problem gëtt mat Troubles de voisinage, dass da vläicht e Fumoir néideg ass.

Ech muss och soen, dass et am Ausland fonctionnéiert huet. Jiddwereen huet jo, an Italien an England, jiddwereen huet geduecht, dat ka jo net an deene Länner goen! A Frankräich..., dat kann net an deene Länner goen. Et huet geklappt. Et huet geklappt! Jiddwereen huet gemengt, et géif kee méi an eng Disco goen. Et geet.

Et soll een och net vergiessen, dass d'Klima an Italien vläicht och net datselwecht ass wéi hei!

(Brouhaha)

An Italien op enger Terrass... Mä Irland kann een awer e bësse mat hei vergläichen, dass mer do en anert Land hunn, wou et och klappt.

(Interruptions diverses)

Mä, wéi gesot, wat fir mech einfach wichteg ass, an dat ass hei virdu scho gesot ginn, firwat ech d'Wuert ergraff hunn, Här President, ass, well ech selwer fëmmert sinn. An ech hu fonnt, dass et ganz gutt ass (veuillez lire: dass et net ganz gutt ass), dass een hei no deem aneren op d'Tribün kënnt, deen net fëmmt an deen op de Fëmmert mam Fanger weist a seet: „Dat ass dee Béisen!“

(Interruptions diverses)

Ech wollt just soen, dass et och fëmmerte gëtt, déi sech bewusst sinn, dass meng Fräiheet do ophält, wou deem anere seng ugeet. An dass, wann ech an engem Bistro sinn a mat Leit an e Bistro ginn, an enger Disco sinn an ech fëmmen, déi net Fumeur sinn, dass ech se stéieren.

Dass d'Personal, dat vläicht net de Choix huet... Well wann ech da gesot kréien: „Da soll en op eng aner Plaz schaffe goen!“ Et ass jo net, wéi wann d'Zeitung voller Annoncë wäeren, dass egal wien egal wéi eng Plaz kéint kréien! An ech akzeptieren och net, dass ee seet: „Da soll ee sech eng aner Plaz siche goen!“ Dass een och sech muss fir d'Personal asetzen! Also d'Personal, dass an deene Plaze schafft, wéi d'Caféen an och wéi d'Discoen.

An dowéinst muss ech lech soen, dass ech als Fumeur och mat de Restauranten... Stellt lech emol vir, wann haut ee géif eng Zigarett an engem Restaurant fëmmen, mä dee géif direkt erausgehët ginn, vun de Clientèle selwer, emol net vun der Direktioun! D'Leit géifen net méi akzeptieren, well dat de Fall ass.

Ech ginn elo och net op d'Zuelen an, ob et cool ass oder net cool, ze fëmmen, ob et flott ass oder net flott ass. Ech kann lech just als Fumeur soen: Chapeau fir all déi, déi opgehale hunn! Chapeau fir all déi, déi opgehale hunn! Well et ass net einfach. Duerfir ass et besser, et fänkt een net un. An ech soen och der Fondation Cancer Merci, fir déi ganz Aarbecht, déi se maache justament am Preventiounssecteur.

(Interruption)

Well et ass, wann een net ufänkt, da brauch een och net opzehalen. Mä ech wollt lech just soen, dass deen heiten Text fir mech en Text ass, deen net perfekt ass, well déi eng oder déi aner Saach hätt ee vläicht kënnen diskutieren, iwver wéi dat eent oder dat anert sollt dra-stoen. Mä ech mengen, e geet an déi richteg Richtung. An ech wollt dem Minister soen, dass en et vläicht net ëmmer einfach hat, well ech weess, dass e politesch eng Majoritéit huet misse fanne fir hei. An ech sinn och fro, wann elo d'Spreecher op déi richteg Bunn komm sinn, fir dat heiten ze stëmmen.

Ech stëmmen net de gaieté de coeur, well ech mer soen, et ass traureg, dass mer an enger Gesellschaft sinn, wou net spontan ee ka soen: „Ech gi meng eraus fëmmen.“, an dass mer musse Regele maachen, well einfach deen een deen aneren net onbedéngt respektéiert. Mä, wéi gesot, ech wëll elo net hei, dass op deen een oder deen aneren an der Gesellschaft mam Fanger gewise gëtt. Dass e fëmmert och en Netfëmmert respektéiert, mä en Netfëmmert och e fëmmert. Jiddwereen huet seng Laaschten.

Mä gleeft mer et: Wann e fëmmert kéint ophalen, da géifen der ganz vill et maachen. Déi eng oder déi aner, wa se domadder hir Freed hunn, loosst hinne se och nach a kontrolléiert net alles, wat se vläicht nach doheem oder am Auto oder virun enger Dier wëlle maachen! Loosst de Leit och nach e bësse Fräiheeten!

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bettel. Elo kritt d'Wuert den Här Gesondheitsminister Mars Di Bartolomeo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut ass e gudden Dag fir d'Gesondheet. An ech wollt fir d'Éischt emol, fir unzefänken, jiddwerengem, dee matgeschafft huet, fir e kloert Gesetz ze kréien, mat klore Messagen, en häerzleche Merci soen.

Et ass e Gesetz, dat d'Gesondheet an de Mëtelpunkt stellt, an net e Gesetz, dat géint ee virgeet. Et ass e Gesetz, dat aus dem Netfëmmen d'Norm mécht, an net méi, wéi dat fréier emol de Fall war, aus dem Fëmmen. Et schützt déi, déi bis elo hu missen am Dampf schaffen, well déi sinn och net ze beneide gewiescht. An et soll prioritär déi Jonk schützen.

Sécher - an dat wësst Der, mir hunn dat an deene leschte Jore méi wéi eng Kéier erlieft - mécht dese Projet an där enger oder an där anerer Versioun net d'Unanimitéit. Mä d'Fakte sinn nun emol op der Säit vun deenen, déi d'Leit, déi net fëmmen oder net fëmmen wëllen, besser wëlle schützen, well den Tubak ass responsabel fir schwéier Krankheeten oder souguer den Doud vun all zweete Mënsch, dee fëmmt. Am Duerchschneitt ginn d'Fëmmen, während enger laanger Phas, bis zu 13 Liewensjore verluer.

Den Tubak ass net e Symbol vu Fräiheet, mä e mécht schnell, virun allem méi Jonker, vun him ofhängeg. Den Tubak ass schold, dat soll ee kloer soen, un néng vun zéng Longekriibsen. Oder an anere Wieder: Wa muer kee méi géif fëmmen, da géif et néng vun zéng Longekriibsen net méi ginn. Dat si keng donkel Statistiken, dat ass geliefte Realitéit. Schwätzt mat Cancérologuen, schwätzt mat Longendokteren, déi kënnen lech dat aus der deeglecher Praxis bestätegen!

All Joers gi mer mat 200 neie Fäll vu Longekriibse konfrontéiert. All Joers stierwen ëm déi 180 Leit u Longekriibsen, well Longekriibsen ass eng Kriibszort, déi och haut nach schlecht Prognosen huet. 180 Leit, dat sinn der méi wéi déi Leit, wou een och muss bedauern, déi am Verkéier, duerch Drogen an duerch Suicide zesumme stierwen. Passiven Tabagismus ass ebenfals responsabel fir eng ganz Rei vu Longen-respektiv Häerzkrankheeten.

Den Tubak ass den Haaptresponsabele fir évitabel Krankheete respektiv fir évitabel Doudesfäll. Et soll een also dat Ganzt e bëssen entmystifi-

zieren. A wann een, zu Recht, Suergen an de Vierdergrond stellt, déi et an der Tubaksindustrie gëtt, am Horeca-Secteur, wann ee Fräiheete géint Fräiheete stellt, da soll een awer och déi dote Fakte mat eranhuelen.

Hei geet et ëm verluere Mënscheliewen. Hei geet et ëm verluere gesond Joren. An dat dierf een awer, wann ech gelift, wann een diskutéiert, och an d'Woschuel geheien, ouni dass een als Hexejeer duergestallt gëtt! Hei geet et wierklech net drëms, fir Leit, déi fëmmen an net, meeschtens net ophale kënnen, un de Pranger ze stellen, mä et geet drëms, bei allen aneren Enjeuen d'Gesondheet awer op déi Plaz ze setzen, wou se higehéiert.

An ech mengen, dat ass och eppes, wou déi Chamber hei kann houfreg driwwer sinn, dass déi Gesondheet, déi jo fir eis alleguer dat Allerwichtigst ass - ech mengen, do gëtt et keen Zweifel driwwer -, dass se dee Stellewärt kritt, dee se, och vis-à-vis vun anere Prioritéiten, verdéngt!

Ech verstinn d'Suerge vun de Cafetieren, déi fäerten ëm hir Zukunft. Ech verstinn déi Suerge vun de Leit, déi gär a Café ginn a bei engem Patt fëmmen. Mä déiselwecht Argumenter, déi elo bruecht ginn, déi ass et och ginn - an dat ass an deem exzellente Rapport vun der Madame Mutsch erauskomm -, déi sinn och vis-à-vis vum Gesetz vun 2006 ervirbruecht ginn.

An déiselwecht Leit, vill vun deeneselwechte Leit, déi op de Barrikade stoung géint dat Gesetz, déi hunn e puer Joer duerno gesot: „Dat do Gesetz ass wierklech gutt a mir ënnerstëtzen dat Gesetz.“ Ech wëll elo net behaupten, dass dat wäert d'selwecht goen, mä et wäert net vill aneschtens ginn, wann ee sech bis dru gewinnt huet.

Gesetzer bréngen eppes. Dat gesi mer. Mä Gesetzer bréngen net alles. Niewent deene Gesetzer muss et nach aner Initiative ginn. Mir hu viru Joren dee Réseau „Écoles sans tabac“ opgebaut. Ech war Zeie vun enger formidabler Initiative op der Plëss, wou Honnerte vu Schüler sech zum Netfëmmen bekannt hunn an en Netfëmm-Rallye matgemaach hunn, wat eng formidabel Symbolik hat.

Mat Campagnen eleng geet et och net duer. Mä Campagnen kënnen awer e Mentalitéitswiesse lues awer sécher erbaiféieren. A kombinéiert kloer Messagen, Campagnen, kloer Message vis-à-vis vun deene Jonke féieren, hunn dozou gefouert, dass mer hei zu Lëtzebuerg, wou mer konnte soen, dass mer gefëmmt hu wéi d'Tierken - iwwegens, d'Tierke fëmmen net méi wéi d'Tierken, well si hu virun e puer Méint och eng Gesetzesännerung gemaach -, vun enger Situatioun vun 2003, dat ass net Jorzéngten ewech, mat 33% vun de Leit, déi gefëmmt hunn, erofkomm sinn duerch all déi Moosnamen, och duerch den Encouragement vum Sevrage, erofkomm sinn, jee nodeems, ob een d'deeglecht Fëmm mat eranhält, op 23%, oder d'geleentlecht Fëmmen op ënner 20%, wou mer an engem ganz gudden, op enger ganz gudder Plaz am europäesche Peloton stinn. Mir hunn domat d'Nues relativ viru bäi. Net dës Kéier bei deenen, déi am meeschte fëmmen, mä bei deenen, wou et am meeschten erofgaangen ass.

An ech mengen, mir sollen eis elo net begnügen, fir ze verbidden oder ze reglementieren, mä mir sollen encouragéieren. An duerfir, déi Initiativ, déi zwësche Gesondheitskeess a Gesondheitsministère geholl ginn ass, fir de Leit d'Ophalen ze erliichteren, huet elo keng Dausende vu Kandidate bruecht, fir opzehalen, mä Honnerten. An den Taux de réussite läit bei 25%.

Wou ech net weess, ob een erëm ufänkt, a wou ee sécher kann driwwer diskutieren, ob et net ze vill bürokratesch ass an ob een net kann an enger zweeter Phas do en zousätzlechen Effort maachen. Well déi dote Suen, déi si gutt investéiert. Wou awer den Tabacstop an d'Encouragéieren, fir opzehalen, net déi beschtméiglech Solutioun ersetzen, dat heescht déi, dass een iwverhaapt net soll ufänken, da brauch een och net opzehalen.

Ech sinn och darselwechter Meenung wéi d'Madame Mergen, wéi och iwwegens den Alexandre Krieps, dass mer dru wannen, wa mer eis Dokterer encouragéiert kréien, fir bei deene regelméissege Kontakter mat de Patienten deen noutwendige Message eriwwezekréien. Well en Dokter huet e ganz groussen Impakt op d'Verhale vu senge Patienten. Ech droen do ganz vill Hoffnung an dee Preventiounsprogramm, dee mer zesumme mat den Allgemengdokteren an nächste Joer sollen ulafe loosse a wou ee systematesch soll encouragéieren, fir an déi dote Richtung ze goen, also fir opzehalen.

Bon, dat heite Gesetz ass eng logesch Suite vun dem Gesetz vun 2006. Jo, mir hunn haart diskutéiert! Mä bon, an deem wéi an anere Problemer gëtt et net déi eng Wourecht, gëtt et e

puer Iwwerzeegungen. D'Haaptsach ass, dass een um Enn vum Dag zu enger gudder Solutioun komm ass, déi och Versteesdemech huet fir eng Rei vu Realitéiten. An ech kommen herno drop zrëck, wann ech, ganz kuerz, op de Volet Fumoiren aginn.

Dir wësst, d'Gesetz vun 2006 war en éischte Schratt. Et war deen, deen deemools méiglech war. Et konnt ee soen, dat war e Fiasko. Neen, dat war kee Fiasko! - menger grénger Kolleegin hei gesot. Well déi ganz Diskussioun ronderëm dat Gesetz, déi ganz Sensibiliséierung ronderëm dat Gesetz hunn dozou gefouert, dass 30% vun deene Leit, déi gefëmmt hunn, opgehale hunn. 30%, vun 33% op ëm déi 20! Wann dat e Flop ass, da géif ech gär gesinn, wat e Succès ass! Dat war dat...

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Ech hunn dat guer net gesot.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.** - Dach, Dir hutt...

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Neen, ech hu gesot,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.** - Dir hutt...

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - ...et géif e Fiasko ginn, wann ee géif ënnerscheiden...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.** - Dir hutt gesot, dat wär kee Volltreffer.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - ...tëscht klengen a grouse Bistroe.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.** - Neen, Dir hutt gesot, dat wär kee Volltreffer. Ech mengen, wann een d'Resultater...

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Dat ass net de Fall.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.** - Wann een d'Resultater gesäit, dann ass dat mat Sécherheet, mat Sécherheet e Succès.

(Interruption)

Oh, wësst Der, Här Braz, och Dir wäert nach eng Kéier d'Realiteit vu Kompromëssfäegkeet léieren. Ech hoffen awer, nach net esou bal.

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Här Di Bartolomeo, mir hu ganz vill Erfahrungen am Fall...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.** - Ech hoffen, dass Der dat nach net esou bal...

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Mir kennen dat, mir kennen dat.

► **M. le Président.** - Neen, hei, ech mengen, mir maachen awer elo keng Diskussioun. Här Braz, wann Der eng Fro wëllt stellen, da kënnt Der eng Fro stellen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.** - Här President,...

► **M. le Président.** - Soss lauschtere mer elo dem Minister no.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.** - Här President, ech loosse mech net méi bëren.

Ech wollt just soen, dass d'Evaluatioun vum Gesetz vun 2006 global positiv ass. Ech wollt just drun erënneren, dass mer e puermol an der Chamber hei iwwert de Bilan diskutéiert hunn, iwver eng Motioun vun deene grénger Kolleegen diskutéiert hunn, wou d'Regierung sech engagéiert huet, fir gemeinsam op deen dote Wee ze goen. Dass mer Konventiounen ënnerschriwwen hunn. An dass mer duerchaus an der Linn vun deem sinn, wat mer an deene leschte Joren zesumme gemaach hunn.

De Conseil d'État iwwegens, deen hei eng Hand mat ugepaakt huet, eng gutt Hand mat ugepaakt huet, ass och a senger Linn bliwwen, an där Linn, déi en 2006 gezeecht hat, wou e gesot huet: „Oh, en hält sech kënnen erwaarden, dass ee méi wäit gaange wär.“ Mä och am Conseil d'État gëtt et jo Gläichgewiichter oder Ongläichgewiichter, grad wéi op anere Plazen. An hei huet de Conseil d'État kloer mat ugepaakt.

Mir hunn e kloert Gesetz mat klore Messagé fäerdegbruecht, wou de Schwéierpunkt op de Schutz vun deene Leit, déi an den Etablissementer schaffen, geluecht gëtt. E Schwéierpunkt op de Schutz vun de Jugendlechen, wat sech doran ausdréckt, dass mer och an den Diskothéiken eng ganz kloer Approche hunn, wou och ni eng Diskussioun driwwer war. Wou ech och wëll soen, dass ni an der Visée a Richtung Jonker iergendeng Diskussioun op iergendenger Bänk war. Mä et ass ëmmer d'Konscht gewiescht, wéi een am beschten deen, deen ee

viséiert, och erreecht, ouni anerer ze vill domat ze schiedegen.

Och dat heite Gesetz ass e Kompromëss. Ech hunn op där enger Säit Echoe kritt, déi mer gesot hunn: „Dat geet awer nach net wäit genuch, well Der awer nach d'Méiglechkeet vun de Fumoire schaaft.“ Op där anerer Säit: „Dir gitt vill ze vill wäit.“

Ech muss soen, dat hei ass en anstännege Equiliber, wou mer - déi Fumoiere, do gëtt drop gewaart, wou an der Zwëschenzäit de Projet de règlement virläit. Deen ass duerchdiskutiert gi mat der Chambre des Métiers, gëtt och nach eng Kéier duerchgekuckt mat dem Secteur - anstännege Schutzmoosnamen hunn, déi awer net ze vergläiche si mat deenen Equipementer, déi virgesi waren a Restauranten, wou ee gläichzäiteg sollt iesse kënnen a gläichzäiteg fëmmen.

Well hei geet et em Fumoiere, wou mer soen, déi mussen hermetesch ofgeschloss sinn. Et dierf keen Transit sinn. Et dierf net dran zewéiert ginn. An et dierfe keng Jugendlech ënner 18 Joer Zougang kréien. Déi och kloer als dat gezechent ginn.

Deen Text, deen d'Basis ass vun deene Fumoiere, wäert an deenen nächste Wochen disponibel sinn. Ech huelen en e Freidag mat an de Conseil du Gouvernement, fir de Go ze kréien, fir en op de Wee ze schécken. An dann, mengen ech, ka jiddweree sech an deenen nächste sechs Méint, well déi hu mer jo och. An och dat ass jo e Kompromëss. Mir hu jo net gesot: „Muer trëtt et a Kraaft.“, mä mir loosse dem Secteur déi sechs Méint, fir sech kënnen ze adaptéieren. Wou also an deene sechs Méint déi wëllen e Fumoir installéieren, wou keng Mannerjähreg ënner 18 eragehéieren, well eist Haaptzil ass jo, fir déi Jonk ze schützen, fir sech doru kënnen ze adaptéieren.

Jo, déi Iddi fir déi sougenannten „Bopobistron“ oder kleng Bistron vum enger lwwerangangsphas profitéieren ze loosse, ass kontrovers diskutiert ginn, war och en Usaz zu engem Kompromëss, wuel wëssend, dass d'Applikatioun do dovun ganz schwéier gewiescht wär a wou de Conseil d'Etat am Endeffekt mat tranchéiert huet an de Wee fir d'Chamberskommissioun fräi gemaach huet.

Ursprüngleche Projet, bon, do kann een driwwer diskutéieren. Wat ass den ursprüngleche Projet? Ass dat dee Projet, deen ech am Ufank presentéiert hunn? Ass dat dee Projet, wou mer no engem kuerze Stopp an engem klengen Bistro festgehalten hunn? Oder ass dat deen heiten? Bon, ech loosse jiddweringem de Verdéngscht vun deene Moosnamen, mat deenen e sech kann identifizéieren, kommen awer zur Konklusioun, dass mer hei eppes Anstännege fäerdgebruecht hunn.

Just nach ganz kuerz, wat elo kënn. Mir wäerten also schnell dee Règlement grand-ducal, dee fäerdge ass, probéieren a Kraaft ze setzen. D'elektronesch Zigarette, déi keen Thema war, gëtt thematiséiert am Beräich vun der Direktiv iwwert den Tabagismus, ass glécklecherweis hei zu Lëtzebuerg nach e marginale Phenomeen. Ech hoffen, dass et do derbäi bleift.

Dann, d'Entrée en vigueur ass gefrot ginn. Den 1. Januar 2014. Dir wäert mir erlaben, dovun iwwerzeegt ze sinn, dass et kee Sënn ergëtt, fir de Leit um 12 Auer Mëtternuecht d'Äschebecheren ewechzehuelen. Ech mengen, dass dat largement duergeet, wann een dat um 12 Auer mëttes vum 1. oder um 2 Auer mëttes den 1. mécht. Dat steet net esou am Gesetz, mä dat seet awer de gesunde Mënscheverstand. Et trëtt den 1. Januar a Kraaft. Loosst eis déi Latitude, dass mer iwwert d'Auerzäit selwer kënnen decidéieren an dass net d'Douanieren an d'Polizisten um 12 Auer erausschwärmen an d'Äschebechere konfiszéieren!

Här President, ech mengen, dass ech op de Gros vun den...

► **M. le Président.** - Jo, well Dir sidd scho laang iwwer Är Zäit eraus, Här Minister.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.** - ...vun de Froen agaange wär. Ech wollt just nach mat engem bon Mot ofschléissen:...

(Interruptions)

...Beim Jean Colombera hu sech den Dokter Jean an den Här Colombera eng ganz schlëmm Schluecht geliwwert.

(Hilarité)

Ech stelle mat Satisfaktioun fest, dass den Dokter Jean gewonnen huet an den Här Colombera net muer brauch den Tubak senge Patienten ze verschreiwen.

Ech soen Iech villmools Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Gesundheitsminister.

Mir sinn dann och domadder um Enn vun der Diskussioun a kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6494 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6494 ass uegell mat 56 Joer-Stëmmen, géint 4 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: *Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Nancy Arendt), Raymond Weydert (par M. Jean-Paul Schaaf), Serge Wilmes et Michel Wolter;*

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roland Schreiner), MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Fernand Etgen (par M. Claude Meisch), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. Henri Kox);

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: *Mme Anne Brasseur et M. Carlo Wagner;*

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Als nächste Punkt hu mer eng Konsultatiounsdebatt iwwert deen neie Plan hospitalier. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Mergen, den Här Krieps, d'Madame Mutsch, d'Madame Lorsché an den Här Gibéryen, an den Här Colombera kënn nach derbäi. Als Éischte kritt elo de Gesundheitsminister, den Här Mars Di Bartolomeo, d'Wuert.

12. Débat de consultation sur l'élaboration d'un nouveau plan hospitalier

Exposé

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.** - Här President, wéi vill Minutten hunn ech?

► **M. le Président.** - Dir hutt elo 20 Minutten.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.** - Ah, da probéieren ech, esou kuerz wéi méiglech ze sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir bleiwe bei der Gesondheet. An ech wollt, fir unzefänken, feststellen, dass mir hei zu Lëtzebuerg d'Chance hunn, e Gesondheetssystem ze hunn, deen de Wäerter vun dem universellen Zougang fir jiddwereen, ouni Ennerscheed vu senger finanzieller Situatioun, vu Qualitéit a Solidaritéit, wäitgehend gerecht gëtt.

De Spidolssecteur huet an deemem System eng wichteg Roll ze spillen an ass fir iwwer 50% vun den Ausgaben an der Santé responsabel. De Spidolssecteur ass e wichtege Piliere, mä net deen eenzeg. De Gesondheetssystem brauch gradesou wéi de Spidolssecteur e performanten Deel vu medezinescher Grondversuergung, Médecine de première ligne, wou net deen ee méi wichteg an deen anere manner wichteg ass, mä déi zwee sech formidabel kënnen ergänzen.

An de Gesondheetssystem brauch och e performante Secteur vun de Soins de longue durée, mat deene Bindeglieder zwëschen deene verschiddene Secteuren, wou ech elo d'Psychiatrie net speziell erwännen, well ech mengen, dass déi zu deemem gesamte Secteur als gläichberechtigte Volet gehéiert.

Dese Spidolssecteur huet an deene leschte 15 Joer eng bemerkenswäert Entwécklung erlieft: Fusiounen an alle Regionen, Neibauten, Moderniséierung, nei spezialiséiert Strukturen, gutt Equipementer an eng ganz gutt personell Aus-

stattung, souwuel wat Medeziner wéi medezinescht Personal oder paramedezinescht Personal ueget.

Zënter den 80er Joren, verstärkt an den 90er Joren, hu mer hei zu Lëtzebuerg all d'Spideeler d'selwecht behandelt, ob et elo privat Spideeler sinn oder öffentlech Spideeler, ob et laizistesch orientéiert Spideeler oder Spideeler mat engem méi reliésen Hannergrond ueget, mir hu se alleguer d'selwecht behandelt. An ech mengen, dat ass och gutt!

An am Virfeld vun der Opstellung vun engem Plan hospitalier soll een och déi al Zöpf net erëm eng Kéier ausgruuewen an et zu engem Antagonismus zwëschen sougenannten öffentleche Spideeler a sougenannte private Spideeler oder Kongregatiounsspideeler komme loosse, well vergiesse mer net, si hunn eppes gemeinsam: Si ginn alleguer quasi zu honnert Prozent öffentlech finanzéiert. Also, wann ech gelift, net d'Kriechbeil erëm ausgruuewen. Mir brauchen eis Energie fir aner Chantieren.

Elong an d'Infrastrukture sinn an deene leschten zéng, zwielef Joer iwwert de Statsbudget an iwwert d'CNS iwwer 700 Milliounen Euro an de Spidolssecteur gefloss. A mir wäerten nach eng gutt hallef Milliard an deenen nächsten zéng Joer brauchen, fir dee Moderniséierungsprozess ofzeschléissen.

(Mme Anne Brasseur prend la présidence.)

D'Reform vun der Psychiatrie, den Opbau vun der allgemenger Rehabilitatioun an der Rehabilitation gériatrique insbesondere, d'Gesondheitsreform mat beträchtlichem Impact op de Spidolssecteur hunn déi lescht Jore gekennzeechent. De Spidolssecteur steet haut zolidd do. Dat muss een esou soen. A wann een de Bléck vu bausse op eise Spidolssecteur wërft, da kënn een net zur Konklusioun, dass d'Moyenen, souwuel wat dat Finanziell wéi och dat Personell ueget, net anstännege oder net grouss genuch wäeren.

Fir dëst Joer steet e weidere Projet um Ordre du jour. Dat ass deen neie Spidolsplang, deen déi Weiterentwécklung am Spidolsweise fir déi nächst fënnf Joer wäert mat beaflossen. De Spidolsplang ka munches, mä net alles. Et ass e Règlement grand-ducal, deen dofir eng limitéiert Portée huet. E kann de Klassement vun de Spideeler nei regelen, e kann déi regional Uerdnung reglementéieren oder reforméieren, e kann d'Zuel vun de Better definéieren, d'Aart vun de Better: Akutbetter, Laangzäitbetter, Psychiatriebetter an esou weider an esou fort. E kann d'Servicer festhalen, déi am Lëtzebuergeschen Spidolswesen uegebuede ginn. An e kann Orientéierung gi fir noutwendeg Spezialiséierungen do, wou se e Sënn erginn.

D'Spidolsplanung - an do si mer eis alleguer eens - soll den Intérêt vun Patient an de Mëtelpunkt stellen, him dee beschtméiglechen Zougang zu där beschtméiglecher Prise en charge sécheren. De Spidolsplang ass net prioritär do, fir den Ambitiounen vun deem enge oder anere Gestionnaire ze gefalen. Ech mengen, et geet drëm, prioritär soll de Patient am Mëtelpunkt stoen.

Fir dat ze garantéieren, ass et noutwendeg, de Secteur sporadesch ënnert d'Lupp ze huelen an eng stærker Schwächtenanalys ze maachen. Dat hu mer elo gemaach, mam Bléck vu bausse. Déi Etüd Lenz, déi vill kommentéiert ass an déi vun engem spezialiséierte Büro aus der Schwäiz gemaach ginn ass, huet de Verdéngscht, dass et en ongedrëften oder e wäitgehend ongedrëfte Bléck vu bausse war, deen eis konnt soen, ob d'Grondrichtung stëmmt - an déi stëmmt - a wou ee Korrektur kann ubréngen.

De Lenz-Rapport huet d'Schwächen an d'Stärken vun all auswäertegem Rapport: Net all Detailler gi kannet vun de Realitéiten. An dee Rapport, dee ka sech nëmmen op déi Donnéeën baséieren, déi do sinn, déi awer zum gudden Deel vun de Spideeler selwer geliwwert gi respektiv vun der CNS geliwwert ginn. An ech kommen do nach drop zréck.

Doniewent hu mer eng Foto gemaach, eng Bestandsopnahm gemaach vun deem, wat an deemem Spidolssecteur leeft un Aktivitéiten duerch déi nei Opstellung vun der Carte Sanitaire, déi elo am Drock ass an an deenen nächsten Deeg wäert disponibel sinn.

Weder de Lenz-Rapport nach d'Carte Sanitaire sinn awer de Plan hospitalier! Et sinn Elementer, déi an de Plan hospitalier era kënnen fléissen. Et sinn och an deenen zwee Dokumenter kontrovers Theesen enthalen, déi net onbedéngt eis These mussen sinn, mä déi awer de Verdéngscht hunn, dass se opgeworf ginn an dass se kënnen Orientéierung si fir Zukunftschantieren. An do wäert Der gesinn, souwuel - an deen hutt Der - am Rapport Lenz wéi och an der Carte Sanitaire sinn lwwerleungen dran, déi zum Deel iwwert déi normal Foto erausginn, mä wou Akzenter gesat gi fir muer an iwwermuer.

Déi Rapporten, déi Viraarbechte si vun engem Aarbechtsgrupp opgeschafft ginn, an deem de Gesundheitsministère, d'Direktioun vun der Santé, d'CNS, d'IGSS - an, an, an, an - bedeelegt waren. An den Entworf vum Plan hospitalier, de Virentwurf vum Plan hospitalier wëll ech virun der Vakanz nach ofschléissen, fir en dann an d'Consultatioun eranzeginn. Dat brauch sécher eng Rei vu Méint, mä mir wëssen, dass et am beschte wär, wa mer dee Plan hospitalier - dat ass keng gesetzlech Noutwendegkeet -, mä dass et am beschte wär, wann dee Plan hospitalier kéint ufanks 2013, mam Ufank 2013 a Kraaft...

(Interruption)

Jo, 2014! Jo, bon, ech sinn hänkebliwwen.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dat ass meng a Ried gewiescht.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.** - Haha! Ier deesen Entworf op de legislative Wee geschéckt gëtt, wollt ech an deem Débat vun haut d'Chamber lauschteren. Ech wollt héieren, wat fir Prioritéiten d'Chamber an deen dote Plan hospitalier erasetzt, fir da meng ege Propositionen ze finaliséieren an an d'Begutachtung eranzeginn. Ech wëll dofir net ze laang schwätzen, mä virun allem lauschteren, just e puer Elementer awer op den Dësch leeën.

Souwuel de Rapport Lenz wéi d'Carte Sanitaire beleeeën d'Noutwendegkeet, fir d'Donnéeën iwwert d'Aktivitéiten vun de Spideeler, iwwert d'Activités médicales ze verbesseren, dat fuerdere se an. Déi Donnéeën, déi mer am Moment hunn, si Matière à discussion, sinn net esou zuverlässeg, wéi mer dat brauchen. An dofir louche mer richtig mat der Gesondheitsreform, dass mer d'Weihe gestallt hu fir eng verlässlech Dokumentatioun an de Spideeler. Déi Aarbechte si gutt fortgeschratt an am Laf vun deemem Joer wäert d'Testphas an deenen enge oder anere Servicer ugoen.

Ech wëll awer direkt soen, dass, och wa Lücken an eiser Dokumentatioun sinn, dass déi Chiffere, déi mer um Dësch leien hunn, eng gutt Orientatioun duerstellen an net esou ze interpretéieren sinn, dass mer elo emol alles sollte leie loosse an da véier Joer waarden, bis dass mer dann an alle Beräicher verlässlech Chifferen hätten! Dat wäere verluere Joren. Déi Gronddaten, déi mer hunn, weisen eng Richtung, op déi mer eis awer kënn baséieren.

Zweet Feststellung: D'Capacitéit vun eise Spideeler ass duerchaus okay am Horizont 2020. Esou dass mer bei deemem Plan hospitalier net eng animéiert Bettendiskussioun wäerte kréien doduerch, dass mer e massive Bettenopbau géife maachen oder e massive Bettenofbau géife maachen. Hei geet et drëm, eng besser Notzung vun de besteende Capacitéiten kënnen ze sécheren an do stationär ze behandeln, wou et noutwendeg ass, an do ambulanz ze behandeln, wou et fir jiddwereen en Advantage ass!

Et ass net ze vertrieden, dass haut nach systematesch Leit stationär opgeholl ginn, obwuel se ouni Weideres, ouni dee geréngste Risiko kënnen ambulanz behandelt ginn. Ech illustéieren dat mat der Ophthalmologie, wou an anere Länner de groe Star zu 80% ambulanz gemaach gëtt. Bei eis waren et an der rezenter Vergaangenheet em déi 20%. Et ass amgang, awer an d'Luucht ze goen, well déi richtig Messagen erauskomm sinn. A fir an e Bett geluecht ze ginn, wann een et net brauch, dat ass net e Service um Patient! Dat ass..., gutt, mir diskutéieren an engem anere Rahmen nach.

Jo, an dofir wäerte mer den Daum op der aktueller Bettenzuel halen, déi eng oder déi aner lücht Aménagement maachen, mä - mä! - de Spideeler méi Fräiheet ginn an deenen ambulante Plazen. Dat heescht, dass mer duerchaus dermat d'accord sinn, wa stationär Better, déi schlecht genotzt sinn, a Stellplazen oder an Dagesbetter emgewandelt ginn. Do loosse mer et bei der Flexibilitéit a wäerten am Plan hospitalier do och net bis op dee leschten Dibbelchen Zuele festhalen.

Nodeem d'Plan hospitalier, an dat ass e weideren Akzent...

Just eppes, wat ech nach vergiesse hunn, wat ech awer nach wollt soen: Bei de Capacitéiten a bei der Wiel zwëschen ambulanz a stationär mussen mer och engem Fakt Rechnung droen: dass mer méi al ginn an dass mer ëmmer méi eeler Patient wäerten hunn. An déi Bettcapacitéiten am Stationären, déi brauchen mer an deenen nächsten zéng, fofzeng Joer, fir déi méi polymorbide Patienten, eeler Patienten ze behandeln. A Jonker, déi just e klengen Bobbo hunn, déi brauchen mer dofir net a Spidolsbetter ze leeën. Also mussen mer do oppassen, wéi mer d'Beleung maachen.

Kuerz zu weideren Akzenter, déi mer wëllen am Plan hospitalier 2014 setzen. Dee leschte stoung am Zeeche vun der Sich no Qualitéit.



De Comité qualité ass agesat ginn. D'Iddi vun de Kompetenzzentren ass op den Dësch komm, ass erëm opgeholl ginn an der Gesondheitsreform, wou mer d'Prozedur festgeluecht hunn. An hei an dësem Plan hospitalier wäerte mer déi Konzentrationsfelder definéieren, wou mir der Meenung sinn, dass opgrond vun der Komplexitéit vun den Agréffer an och opgrond vun de Stéckzuelen et wichteg ass, dass net méi jiddwereen alles mécht, mä dass e Choix geholl gëtt, wie wat mécht a wou wat konzentriert gëtt.

Et wäert lech interesséieren - awer just fir e puer Beispiller ze ginn, dat ass net elo a Béton ze géissen -, wou esou Konzentratiounen noutwendeg sinn. Ech nennen d'Wirbelsäulchirurgie, ech nennen den Hireschlag, ech nennen d'Käppchirurgie, komplex Kriibschirurgie, Einzelberäicher vun der Kriibschirurgie, och - firwat net - spezialiséiert Zentre fir d'Behandlung vun der Obe-sitéit, vum Diabetes.

An et kann een der sécher nach fannen, mä et muss ee sech dat gutt iwwerleeën, well de Secteur ass ganz afallsräich, fir nei Secteuren ze erfannen, wou da vu sech selwer behaupt gëtt, dass een e Kompetenzzentrum ass. E Kompetenzzentrum autodeklariert een net! Dat gëtt een doduerch, dass ee streng Oplagen erfëllt, an doduerch, dass een déi besch Guelidelines applizéiert a sech dem Benchmark stellt.

Just dräi Iwwerleeungen nach - an da kommen ech zum Schluss - iwwer wichteg Beräicher, déi och vum Plan hospitalier ofgedeckt ginn.

D'Rehabilitatioun. Do stelle mer fest, dass villes geschitt ass an deene leschten zéng Joer: mam Opbau vun Rehazenter, mam Opbau vun der Rehabilitation gériatrique, mat der Convalescence zu Kolpech, an dass och den Taux d'occupation vun deene Better ganz héich ass, 97% am Duerchschnitt, während an deenen normalen akuten Spideeler den Taux d'occupation verbesserungsfäeg ass, jee nodeem, wat fir een Zentrum dass et ass. Och mat Nuancen, mä do ass awer nach Potenzial dran.

Ech stellen awer fest, dass mer en héije Prozentsaz vun de Rehabilitatiounsfäll exportéieren a spezialiséiert Zentren am Ausland. Dofir muss ee sech elo d'Fro stellen: Wat kënnen mer grad esou gutt oder besser hei maachen? A wou brauche mer d'Hëllef vum Ausland, fir eis unzepaken?

Och bei der Rehabilitatioun stellt sech d'Fro vun der Spezialisierung. Wann een -insbeson-dere an d'Rehabilitation gériatrique - erageet, da stellt ee fest, dass kunterbunt déi verschidde Beräicher, souguer op engem Stack, vermëscht sinn. Do muss ee sech d'Fro stellen, ob een dat net no Filieren organiséiert an och do vläicht eng Aufgabendeelung mécht, net elo, fir engem eppes ewechzehuelen, mä fir gemeinsam Konzepter ze maachen.

Och do, grad wéi bei der Psychiatrie, si mer um richtege Wee, well mer eis e Pilotage vun der Entwecklung ginn. Mir hunn eng Plattform Rehabilitation, mir hunn eng Plattform Psychiatrie. Do kommen ech elo direkt drop, well an der Psychiatrie ass enorm vill an deene leschten zéng Joer passéiert: d'Psychiatriereform, mat der Dezentralisierung a Richtung Akutspideeler, mam Ausbau vun de Réseauen.

Mam Émbau an der Reorientierung vum CHNP muss elo déi nächst Etapp ageleet ginn. An do leie gutt Konzepter um Dësch, déi de Plan hospitalier ka begleeden. Den CHNP kritt nei Missiounen am Séjour prolongé, muss sech der ambulanter Erausforderung stellen, well och do, an der Psychiatrie, ka ganz vill am Ambulante gemaach ginn. Ech gesinn do zum Beispill vill Handlungsbedarf bei der akuter Behandlung vum Alkoholismus.

Da kommen ech zu engem vun deene leschte Kapiteln: d'Servicer. D'Servicer ginn am Plan hospitalier festgehalten: Wat fir eng Servicer, wéi oft gëtt et hei am gesamte Spidolssektor? De Plan hospitalier attribuert se net. Dat gëtt op Demande vun deenen eenzelnen Haiser herno vum Minister gemaach.

Ech wëll awer haut scho soen, dass mer an dësem Plan hospitalier méi wéi a viregte Plans hospitaliers derfir wäerte suergen, dass net jiddwereen onbedéngt alles mécht, sou dass een eng Multiplikatioun vu sämtleche Servicer huet, mä dass een do och eng Rei vu Choix wëllt maachen an dass mer och festhalen, dass a fusionéierten Haiser net zwee- oder dräimol deeselwechte Service an deene verschidde Antenne geschitt.

Dat gëtt ee Service mat enger Antenn, wou awer net jiddwereen erëm eng Käier dat-selwecht mécht, mä vläicht eng Aufgabendeelung stationär, ambulant ka gemaach ginn. Dofir, ech mengen, dat huet och an der Zwé-schenzäit jiddwereen verstanen: Fusione sinn net Méttel, fir dann onbedéngt méi ze kréien. Fusione sollen d'Méttel sinn, fir méi effizient, besser kënnen zesummeschaffen. Ech

mengen, dat hu mer an deene Fusione gesinn, déi bis elo zustane komm sinn.

D'Garde, d'Services d'urgence an de Spideeler, och dat ass eng Fro, déi am Plan hospitalier beäntwert muss ginn. Mir hunn eng schwéier Garde am Süden, mir hunn eng Garde am Norden a mir hunn dräi Spideeler, déi de garde sinn ofwiesselnd am Zentrum. Ech kann dat haut esou soen, wéi ech dat denken: Wann et zu där Fusione kënn, déi am Raum steet, da wäert et am Zentrum nach zwou Gardé ginn, well et géif jo kee Sënn erginn, fir an där doter Hypothees nach op dräi Plazen déi Garde ze maachen.

Ech wëll awer direkt soen, vu dass dat fir e bes-sen Opreegung gesuergt hat, dass et ni ugeduecht war vum Gesondheitsminister, wéi dat ugeklungen ass am Lenz-Rapport, dass een an der Zentrumsregion nach just eng Garde géif maachen. Schonn eleng pragmatisch: Een Haus eleng géif dat net packen.

E lescht Wuert iwwer eng Entscheidung, déi an dësem Plan hospitalier usteet, dat ass d'Zukunft vun deem eenzegem nach existéierende Proxi-mitéitsspidol. Dat ass d'Sainte-Marie. Ech kann hei op dëser Plaz soen, dass ech déi Roll vun deem Spidol net méi am akut akute Beräich gesinn, mä éischter am subakute Beräich, an der Prise en charge vun eelere Leit, net als Akutspidol fir Gériatrie, well dat gëtt et net, e klengt Akutspidol a Gériatrie. Akut Gériatrie gëtt an deene groussen Zentre gemaach - Réhabilitati-on gériatrique, Convalescence - oder gëtt an aneren...

► **Mme le Président.** - Här Minister...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.** - Ech sinn direkt fäerdeg.

► **Mme le Président.** - Dir sot, Dir wäert um leschte Punkt...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.** - Ech sinn direkt fäerdeg. Ech...

► **Mme le Président.** - Dir kënn och den Deputéierten nolauscheren. Ech wollt lech just soen, dass d'Zäit, déi Der accordéiert krut an dësem Débat, ofgelaf ass. An ech géif lech wierklech bieden, dann zur Konklusioun ze kommen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.** - Ech wëll lech just soen, meng Zäit ass ofgelaf an dësem Haus, mä awer nach net definitiv.

Zur Konklusioun dann: Den zukünftige Plan hospitalier wäert net eng Revolution ginn am Spidolssektor, mä wäert eng weider Evolu-tioun ginn a Richtung méi Qualitéit a méi Effizienz. An domat, Madame Presidentin, maachen ech d'Bühn fräi, fir elo kënnen noze-lauscheren.

Merci.

► **Mme le Président.** - Merci dem Här Minister. Als éischte Riedner ass d'Madame Mergen agedroen. Madame Mergen, Dir hutt d'Wuert.

(**Interruption**)

► **Mme le Président.** - Jo?

► **M. François Bausch (déi gréng).** - ...well mir haten den Débat ugefrot deemools, dat war esou ofgemaach.

► **Mme le Président.** - Ech hunn hei op mengem Ziedel vun der Présidence stoen, dass d'Madame Mergen déi Éischt ass.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - An der Conférence des Présidents war et esou ofgemaach. Ech wëll dat just soen. Dat ass... Madame Presidentin,...

► **Mme le Président.** - Jo, Här Bausch.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - ...et war eng Debatt, déi ugefrot gi war vun deene Gréngen, an du war op Demande vun der LSAP-Fraktioun gesot ginn, dass de Minister wëllt dorauer en Débat de consultation maachen. A mir waren dunn d'accord. An du hate mer ofgemaach an der Conférence des Présidents, dass d'Madame Lorsché als Éischt awer d'Wuert kritt. Et ass och leider kee vun de Kol-leegen hei vun der Conférence des Présidents. Mä den Här Meisch, dee kann dat awer confir-méieren.

► **Mme le Président.** - Här Meisch?

► **M. Claude Meisch (DP).** - Ech kann dat effektiv esou confirméieren, dass de leschten Donneschden an der Conférence des Présidents dat esou virgesi war.

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - Also, ech kann... Ech weess et net, ech maachen nëmmen, wat...

► **Mme le Président.** - Also ech géif lech da Folgendes proposéieren: Vu dass dat esou ofgemaach wor, quitte dass et hei anescht steet,...

► **M. François Bausch (déi gréng).** - ...kann een am Procès-verbal nokucken.

► **Mme le Président.** - ...mä ech géif dann der Madame Mergen Merci soe fir dat Verständnis, dat se huet, a mir géifen dann der Madame Lorsché d'Wuert ginn. Dir hutt also elo d'Wuert...

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Merci, Madame Presidentin.

► **Mme le Président.** - ...als éischte Riedner.

Débat

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, als wichtegt Element vun der Gesondheitsreform soll de Plan hospitalier ufanks 2014 a Kraaft trieden, wann ech mech net iren. Sechs Méint virdru bleift awer nach munches ze klären. Als Gréng hu mir haut d'Geleeënheet, eng Rei Froen ze beäntwerten an eis Position duerzeleeën. Dofir villmools Merci, Här Minister, och wann d'Froen eréischt viru véier Deeg bei eis ukomm sinn.

(**Interruption**)

Laut der Sondernummer vun „InSight“, déi de Gesondheitsministère de leschten Dezember publizéiert huet, soll deen neie Plang e Paradig-mewissel alauden. E soll also net beim Status quo bleiwen, mä e soll nom Motto „Net alles iwwerall“ déi medezinesch Kompetenze bündelen, d'Fachgebieder vun eenzelne Spideeler definéieren an de Käschtepunkt allgemeng erofsetzen. Den Drock vun der CNS ass grouss, well d'Käschten aus dem Rudder lafen, wann näischt geschitt.

Och fir déi gréng ass et kloer, dass de Gesond-heitssystem, an dësem Fall de stationäre Secteur virun allem, an engem wirtschaftlech méi schwierigen Émfeld finanzéierbar muss bleiwen. D'Qualitéit muss weiderhi garantiert ginn an och verbessert ginn, an d'Organisa-tioun muss stëmmen. An deem Sënn wier et kontraproduktiv, onnéideg Duebelstrukturen oprechtzuerhalen, wann d'Geld op anere Plaze besser agesat ka ginn.

Geld méi effizient asetzen däerf awer net heeschen, um Personal ze spueren. All Personalof-bau riskéiert net nëmmen, déi scho souwiso schwierig Aarbechtsbedéngungen an de Spi-deeler ze verschlechteren. Dee schonn ugekén-negten Ofbau vu 46 Posten an den nächste Jo-ren huet eis erfëiert. Mir mengen, dass en nout-gedrongen zu der Verschlechterung vun der Qualitéit an der Versuergung wäert féieren.

Esou richteg wéi et ass, d'Kompetenzen ze bündelen, esou falsch ass et, d'Personal ofzebauen, jiddefalls fir eis. Et ass op deem Punkt, wou mir net op enger Linn leien, jiddefalls net mat deem, wat mir an der Press gelies hunn a wat op eis zoukënn. Mir froen eis, ob deen intrans-parente Berechnungsmodus, dee sougenannte PRN, op deen Dir lech beim Personalbedarf beru-fft, nach der Zäit entsprécht, a mir wäere frou, wann eng Analys géif gemaach ginn, fir dee Berechnungsschlüssel nach eng Käier iwwert de Leescht ze zéien. Op alle Fall muss et dréms goen, d'Aarbechtsbedéngungen net a Fro ze stellen a wa méiglech ze verbesseren, gläichzäit-eg d'Versuergung.

Dat virausgeschéckt wéilt ech e puer méi gene-rell Remarquen iwwert d'Spidolsstrukturen an eisem Land maachen, well och déi am Kontext vum Plan hospitalier net onwesentlech sinn.

Zu Lëtzebuerg fonctionnéiere verschidde-n Trägerorganisatiounen nienteneen a munch-mol och géinteneen. Dat mécht d'Opstellung vun engem koordinéierte Spidolsplang an eisen Aen net méi einfach. Op där enger Säit stinn déi öffentlech an halleffentlech Spideeler, déi zum Deel scho fusionéiert hunn, op där anerer Säit stinn eng Rei Spideeler, déi an der Hand vu reliéisen Träger leien a vum Bistum ofhängeg sinn, mat Ausnahm vum der Zithaklinik, déi dem Uerde vun de Karmeliter an domat indi-rekt dem Vatikan ennersteet.

An anere Wieder: Eis Spideeler stinn op zwee verschiddeenen oder dräi verschiddeene Féiss, déi koordinéiert musse ginn. Dir hutt dat net wei-der nuancéiert, mä ech denken, et spillt eng Roll. Et geet net dréms, deenen engen oder aneren hir Daseinsberechtigung a Fro ze stellen oder driwwer ze jugéieren. Déi komplex Situa-tioun ass historesch gewuess an net mat engem Spidolsplang ze änneren.

Wat mir awer musse feststellen, Här Minister, ass, dass d'lescht Joer Bewegung an de Secteur komm ass, net nëmmen duerch de Projet vum Südspidol. Am Dezember 2012 hunn d'Zithakli-nik an d'Fondatioun François-Elisabeth, där dräi Spideeler ennerstinn, deklaréiert, e gemein-same Spidolsverband mat engem eenzege Be-dreiwere ze grënnen. Aus der Zithaklinik, déi méttlerweil hiren eegenen, éischter liberal uge-hauchte Modell opgebaut hat, gëtt domat nees e reliéist Spidol, zur Freed vun deenen engen, zum Leed vläicht vu munchen aneren.

Deen Zesummeschloss féiert awer och derzou, dass d'Kongregatiounsspideeler mat insgesamt 750 Better zu der stäerkster Kraaft am Spidols-sektor ginn. Firwat soen ech dat? Well mir d'Rivalitéit tëschent de Spideeler fäerten, a mir wäere frou, wa se net géif anrieden, ganz am Sënn vum Patient a vum Spidolsweisen. Mir sinn net frou, wann e Glawenskrich gefouert gëtt a Konkurrenzkampf bestinn. Dowéinst hunn ech déi Suerg elo ausgedréckt.

D'Fro ass och déi, ob Dir lech mat der ominö-ser Lenz-Etüd e gudden Déngscht gelescht hutt. Eng vun den Ursaache vun dëser Fusione gesi mir nämlech an där Etüd, déi am Spidols-sektor fir Opreegung an zum Deel fir Panik gesuergt huet. D'Prestatiounen vun eenzelne Spideeler waren net méi ganz kloer. Si sinn a Fro gestallt ginn, well d'Zuele keng kloer Ziffere konnte liwweren (veuillez lire: well d'Etüd keng kloer Fakte konnt liwweren). Sécherlech huet d'Etüd eng Rei Handlungspisten opgewisen, mä bei engem Präis vu schätzungsweise 720.000 Euro - déi stoung jiddefalls am Bud-get - hutt Dir lech wahrscheinlech méi erwaart.

Den Haaptproblem ass deen, dass d'Resultater vun der Etüd net op fiabelen Daten an Zuele baséieren. Dat stoung an der Press, an dat erfannen ech net. Ech denken, dass net einfach aus dem Himmel gegruff. Et war net méiglech, fiabel Daten ze liwweren, well déi an eisem Land net bestinn. Mir lafen an deem Beräich anere Länner jorelang hannendrun.

Domat sinn ech bei Ärer leschter Fro, déi ech heimat scho beäntwerten: D'Fro, ob Dir um richtege Wee sidd - dat hutt Dir eis gefrot -, fir d'Daten ze erfassen, kënnen mir mat Jo beänt-werten. D'Erfaassung kënn awer net vum Fleck an eisen Aen, et sief, Dir géift elo gläich de Salto schloen, fir weiderzekommen.

Scho bei der Santé-Reform ware mir der Meenung, dass e fiabele Carnet électronique fir all Patient misst geschafe ginn. Mir waarden nach haut drop, mä en ass jo elo ennerwee. Dir sot, mar wär en do. Da waarde mer drop, a mir si frou, en ze gesinn.

Donieft hunn déi gréng an der Persoun vum Félix Braz och derfir plädéiert, eng eenheetlech Nomenclature anzeféieren, eng Nomenclature, déi mat där am Ausland vergläichbar ass a pre-ziist Zuelematerial ka liwweren. Do geet et enner anerem em Daten, wat d'Zäit vun der Behandlung ubelaangt, d'Form vun der Behandlung, d'Zuel vun de Behandlungen, d'Resultat vun de Behandlungen, d'Präisser vun de Behandlungen, d'Openthaltsdauer am Spi-dol an esou weider an esou fort.

Nëmme wa mer eng eenheetlech Nomencla-ture hunn, ass eng Evaluatioun méiglech, souwuel wat d'Qualitéit wéi och wat de Käsch-tepunkt betrëfft. Déi Date leien nach net vir. Dofir froe mir lech, Här Minister, op wéi eng Daten Dir lech elo baséiert beim Opstelle vum Spidolsplang oder ob Dir driwwer nodenkt, de Spidolsplang opgrond vun deenen Daten, déi nach feelen, zäitlech ze verschieben. Domat géift Dir iwwerstierzten Aktiounen verhënneren a kéint lech prett maachen, fir de Plang an aller Kenntnis vun der Situatioun unzegoen, esou wéi d'Lenz-Etüd lech et och recommandéiert.

Dat gesot, kommen ech zu Ärer Fro iwwert d'Régions hospitalières. An eisen Ae gehéiert de Prinzip vun de Regione ganz kloer an e Ge-setz, net an e Règlement grand-ducal. Mir ginn dem Statsrot recht, well mir der Meenung sinn, dass e Gesetz de Kader muss virginn, op deem geschafft gëtt. Um Règlement grand-ducal ass et dann, fir déi konkret Exécution vum Prinzip festzeleeën. Dem Gesetzgeber erlaabt dat eng gewësse Flexibilitéit, ouni dass de Prinzip iwwer Bord gehäit ka ginn.

Zu de Régions hospitalières wéilt mir nach e bësselche méi soen. Wa mir vu Spidolsregiounen schwätzen, denke mir net nëmmen un eng opti-mal Verdeelung vun den Infrastrukturen, mä och un déi regional Grondversuergung ausser-halb vun de Spideeler. An eisen Ae feelt et hei un engem Konzept, wat souwuel op Pre-ventioun baut wéi och op déi integriéiert a ganzheetlech Medezin.

Op där enger Säit géife regional Strukturen mat verschidde Spezialisten et erlaben, Patienté schonn an engem frëie Stadium opzefänken an hinnen de Wee an d'Spidol ze erspueren. Dir hutt dat virdrun erwähnt, an dat kënnen mir nëmmen ennerstëtzen. D'Spideeler wieren do-duerch entlaascht, de Patient méi fréi ver-suergt.

Op där anerer Säit däerfen d'Spideeler net am Abseits stoen, wann et em Preventioun geet. Schonn eleng den Term CNS, also National Ge-sondheitskeess, ass e Programm fir sech, e Pro-

gramm, deen de Spideeler net just den Optrag gëtt, Krankheeten ze behiewen, mä deen d'Leit duerch Preventioun gesond hält a regional Antennen huet. Och déi gehéieren an e Plan hospitalier.

A schlussendlech si mir der Meenung, datt den Term Regioun sech net op Lëtzebuerg däerf beschränken, mä d'Groussregioun muss abezéien, fir sännvoll Synergien tëschent de Lëtzeburger an den auslännesche Spideeler weiderzedeiwen.

Ech kéim zu Ärer zweeter Fro, déi d'Schafung vu konzentréierte Servicer ugeet. Datt en double Emploi kee Sënn mécht a mat der Zäit onbezuelbar gëtt, hunn ech schon am Ufank gesot. Fir eis ass de Prinzip vun der Konzentration okay, allerdéngs ënner enger Bedéngung: D'Mobilitéit muss garantéiert sinn. Den Transport vun de Leit an e Spidol muss schnell an effikass funktionéieren an en däerf d'Patiente finanziell net ze vill belasteschen.

Leider ass den Innenminister net do, well et geet elo ëm hien. Et geet ëm seng Services de secours, déi op ville Plazen am Land komplett iwwerfuert sinn a vum Innenminister säit Jorzéngten net genuch Mëttel zur Verfügung gestallt kriegen.

Et kann net sinn, datt eenzel Rettungsequipë gläichzäitig hire Secteur an den Nopeschsecteur mussen ofdecken, well am Nopeschsecteur keng Hëllef méi ze fannen ass. Leider ass dat regelméisseg de Fall, mam Resultat, datt d'Waardezäiten op d'Rettungsdéngschter opgrond vun de wäiten Distanzen ze laang ginn an de Risiko fir de Patient klëmmt.

Och mussen d'Urgencen an de Spideeler méi effikass organiséiert ginn, nom Modell vun auslännesche Spideeler, wou speziell ausgebildete Urgentisten fir Fortgang a Qualitéit an den Noutopnahme suergen. Wat hëllef et, schnell an engem Spidol unzekommen, wann een duerno dräi bis véier Stonnen op den Dokter waarde muss?

(Interruption)

An deem Kontext wier och nach vill iwwer feelend Services de garde ze soen, wéi zum Beispill dee vun de Pädiateren, deen net ëmmer glécklech ass.

Eng weider Fro vun lech ass déi, wéi eng Donnéeën an de Plan hospitalier ageschriwwen solle ginn. Dir hutt gefrot: Déi allgemeng Servicer vun de Spideeler oder och déi konkret Missioun vun all Service?

Mir sinn der Meenung, datt et am medezinesche Beräich geféierlech ass, wann d'Missioun konkret an in extenso definéiert ginn. Medezin ass eng Wëssenschaft, déi schnell evoluéiert, an d'Medezin ass och eng Form vu Konscht. Dowéinst muss eng gewisse Fräiheet bestoe bleiwen, déi et de Medeziner erlaabt, flexibel op d'Entwécklung ze reagéieren, an Noutsituatiounen kreativ ze ginn a kuerzfristeg Ännerungen virzehuelen.

Mir wëllen och net, datt d'Medezin enger Aart Planwirtschaft ënnerläit, well d'Veutrauen an d'Deontologie vum Dokter domat zur Niewesaach gëtt an déi wichteg Eegeninitiative vum Dokter net méi gefrot ass.

An deem Kontext wéilt ech och op d'Fro vun de Better fir Kompatienten agoen. Mir sinn der Meenung, datt all Spidol Better fir déi Fall reservéiere muss, och wa se de Moment nach net genügend do sinn. D'Iddi, eng Zort Komazentrum op enger Plaz ze schafen, fanne mir net glécklech, si ass net besonnesch attraktiv, virun allem net fir dat betreffend Spidol, wat déi Statioun bedreift.

Déi Better geziilt an de Plan hospitalier anzuschreiwen, gesi mir och net als sännvoll un, well d'Situatioun an de Spideeler net ëmmer déiselwech ass, och net an de Regiounen, a jee no Bedarf ugepasst muss ginn.

Dann nach e Wuert zu der Rehabilitatioun. D'Lenz-Etüd weist drop hin, datt vill Lëtzeburger Résidenten am Ausland rehabilitéiert ginn an net zu Lëtzebuerg. Solle méi Reha-Plazen zu Lëtzebuerg entstoën oder si mir mat der aktueller Situatioun d'accord?

Fir déi gréng ass déi beschte Reha déi, déi esou séier wéi méiglech an esou oft wéi méiglech kann agesat ginn. All verpasste Reha riskéiert eng weider Operatioun a méi en héije Käschtepunkt. Dowéinst si mir kloer der Meenung, datt d'Proximitéit déi wichtegste Roll muss spillen a gefördert muss ginn.

D'Wirtschaftlechkeet däerf natierlech dobäi net vergiess ginn. Well spezialiséiert Reha-Servicer deier ginn, mussen déi konkret Besoine fir eist Land an enger éischer Phas quantifizéiert ginn.

Och do mussen Date virleien. Duerno stellt sech dann eraus, wéi eng nei Struktur sech rentéiere géifen a wéi eng net oft genuch kéinte gebraucht ginn, fir datt den Investissement Sënn mécht.

Eng interessant Fro ass déi vun de Missioun vum Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique vun Ettelbréck. Mir fannen et absolut begreissenswäert, datt de Service „Soins psychiatriques à domicile“ net méi spéit wéi déi viregt Woch eng duubel Zertifikatioun kritt huet. En huet souwuel déi international ISO-Qualitéitsnormen erreicht wéi och d'Norme vun der Bundesgemeinschaft fir Rehabilitatioun.

Déi Richtung begléckwünsche mir! Mir si frou, datt et se gëtt. Och dat ass en neie Wee an der Psychiatrie. Et ass eent vu méi Zeechen, datt sech am Beräich vun Ettelbrécker Spidol eppes deet, dank dem staarken Engagement, géif ech mengen, vun der Direktioun.

Déi aktuell Missioun vum Spidol stelle mir am Prinzip net a Fro, wuel awer dee beklemmenden an düsteren Tuerm aus däischteren Zäiten, dee längst hätt missen ofgerappt ginn an duerch frëndlech Raimlechkeeten ersat ginn.

Wou mir eng kloer Ännerung erwaarden, ass an der forensescher Psychiatrie. Hei geet et ëm Leit, déi e kriminellen Akt hannert sech hunn, opgrond vun hirer psychescher Erkrankung awer net scholdfäeg sinn.

An eisen Aen ass et onverrietbar, dës Persounen wéinst hirer potenzieller Gefor oder wéinst hirer Gefor fir sech selwer a fir anerer an eng geschlossene Psychiatrieanstalt anzespären. Esou eng Zort vun Ennerbréngung ass nach schlëmmer wéi eng Prisongsstrof. Dee Kranke weess nämlech net, ob en déi geschlossene Anstalt nees verlossen däerf.

Als Gréng triede mir awer och net derfir an, datt dës Persounen an der Enceinte vum Prisonschraasseg ënnerbruecht ginn. Den Artikel 21 vum Projet de loi iwwert d'Administration pénitentiaire gesäit dat vir a stéisst domat net nëmme op eise Widderstand. Den Artikel 21 stéisst och op den zolite Widderstand vun der Berodender Mënscherechtskommissioun, déi betount, datt esou eng Verfügung fundamental contestabel ass.

D'Kommissioun insistéiert an hirem Avis drop, datt eng nei an onofhängeg Struktur geschafte muss ginn. Mir kënnen deem Avis nëmme zoustëmmen. Leit, déi bewisenermoosse krank sinn an net veruerteelt sinn, net scholdfäeg sinn, däerfen net mat Strofgaangenen zesummekommen. Dat mécht d'Saach méi schlecht wéi gutt an ass weider vu mënschlechen nach vum therapeutische Standpunkt aus ze verrieden.

Mir géifen eis wënschen, Här Minister, datt Dir lech bei der Reform vum Prisonsgesetz mat der Madame Modert a mat der Direktioun vum Ettelbrécker CHNP zesummesetzt an den Artikel 21 nach eemol iwwerdenkt. Dir sidd Gesondheitsminister a kënnt net einfach nokuken, wéi d'Justiz mat kranke Leit verfiert.

Vum Ettelbrécker CHNP zu der Escher Clinique Sainte-Marie, där hire Statut vum Hôpital de proximité am Januar 2014 jo zu Enn geet. Mir sinn der Meenung, datt dat Gebai fir medezinesch Zwecker oprechterhale ka ginn, ënner wéi enger Form och ëmmer, allerdéngs ouni an ee Konkurrenzkampf mam CHEM ze trieden. D'Infrastruktur ass net déi schlechteste a ka genotzt ginn.

Mat der ugeduechter Iddi vun enger Gériatrie si mir d'accord, well et sech dee Moment ëm eng Struktur handelt, déi sech rentéiert am Hëlbleck op eis demografesch Entwécklung. Firwat net a Kombinatioun mat engem Schmäerzentrums, deen och dréngend gebraucht gëtt a vun deem och déi eeler Generatioun kéint Gebrauch maachen?

Allerdéngs ënnert der Konditioun, datt spezialiséiert Gériateren a qualifizéiert Fleegepersonal do agestallt ginn. Dat wäert net einfach ginn. Ech denken un d'Etüd, déi d'Medezinstudenten d'lescht Joer virgestallt hunn. Si hu gewisen, datt et e kloer Mangel u Gériateren an eise Land gëtt an datt och net vill Studenten dee Wee aschloen. Nëmme déi weinigeste Medezinstudente wëlle sech an deem Gebitt spezialiséieren.

Wann aus der Clinique Sainte-Marie méi soll gi wéi eng einfach Versuergungsstruktur fir eeler Leit, da mussen och Weeër fonnt ginn, fir de Mangel u Gériateren ze behiewen a qualifizéiert Personal anzestellen.

Domat wier ech um Schluss. D'Zäit leeft fort. Dem Plan hospitalier wënschen ech eng glécklech Gebuert an lech, Här Minister, eng glécklech Hand bei der Ëmsetzung.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme le Président.** - Merci der Madame Lorsché. An da kéim elo d'Madame Mergen un d'Rei, an där wéilt ech nach eng Kéier Merci soen, dass se Verständnis hat fir déi Décisioun, déi d'Conférence des Présidents geholl hat, fir d'Madame Lorsché als Éischt schwätzen ze loossen. Madame Mergen, Dir hutt awer elo d'Wuert.

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - Merci villmools, Madame President. Ech war net a Kenntnis vun där Décisioun. Mir hu jo haut iwwerhaupt eng komesch Form: Wat huet de Minister ons schonn Äntwerte ginn op déi Froen, déi mer em duerno stellen!

(Hilarité)

Madame President, Dir Dammen an Dir Hären, an der Zesummeffaassung vum Rapport Lenz steet als éischten dee Saz, deen ons haut wuel duerch dës Diskussioun wäert begleeden oder hoffentlech wäert begleeden, nämlech dass d'Finanzéierung vun der Gesondheitsversuergung och hei zu Lëtzebuerg ëmmer méi ënner Drock kënnt. Den Dokter Max Lenz stellt fest, dass, wa mer hei zu Lëtzebuerg keng qualitéits- a leeschtungsorientéiert Finanzéierung hunn, de Plan hospitalier dat eenzegt Instrument ass, fir d'Qualitéit, d'Spezialiséierung an d'Differenzéierung vun der Offer ze förderen an domadder d'Investitiounen ze steieren.

Hie seet och, dass en Dreiweloose vun engem System, dat beispilllos aarm ass an der Erfaassung vun Daten a Leeschtungen - mir hunn 20 Joer Retard op ons Nopeschlänner Däitschland a Frankräich an dëser Hisiicht - a wou et ganz kloer un Transparenz feelt, extrem geféierlech wier, virun allem am Hëlbleck op eng medezinesch Entwécklung, déi dauernd hir Leeschtungen ausbaut, bei gläichzäitiger relativer Verréngerung vun de Ressourcen.

De Peter Feist huet et a sengem „Land“-Artikel op de Punkt bruecht: Lëtzebuerg leescht sech an enger staatelech geplangter Spidolslandschaft „eine weitgehend schrankenlose Konkurrenz“ tëschent de Spideeler. Dat kann net gutt ausgehen, an esou huet een de Gesondheitsminister a leschter Zäit ëmmer erëm héiere säi Saz soen: „Net alles iwwerall.“ A mir mengen, dass deen Usaz duerchaus valabel ass an eigentlech och inévitable.

Ech wäert awer nach a menge Reflexiounen e puer aner Pisten uféieren, déi op d'mannst parallel misste verfollegt ginn, fir déi national Ressourcë besser ze verdeelen, fir dass ons Spidolsversuergung weiderhin op héijem Niveau ka finanziéiert ginn, fir dass déi exzellente Infrastrukturen, iwwert déi ons Haiser verfügen, och optimal solle genotzt ginn a fir dass mer et och fäerdegbréngen, dass auslännesch Patient sech an onsem Land behandle loosse kommen - momentan maachen haaptsächlech ons Patient sech op de Wee an d'Ausland, dëst misst eigentlech eng Zirkulatioun an déi béid Richtungen sinn -, fir dass schlussendlech all Patienten, déi grad kee Spidolsbett oder eng Spidolsbehandlung brauchen, och all déi aner Méiglechkeeten zur Verfügung hunn, fir optimal preventiv an therapeutisch encadréiert ze ginn.

Ech konnt mech nëmme wonneren, wat d'Madame Lorsché alles an d'Spideeler wollt setzen: Preventioun, a wat war et nach, d'Schmäerzbehandlung. D'Schmäerzbehandlung, op déi ech och herno ganz kuerz wollt zrëckkommen. Ech mengen, ech kann awer drop verzichten, well mer haut déi Diskussioun driwwer haten. Dat ass e ganz wichtige Secteur, mä dat ass evident en ambulante Secteur a kee Spidolssecteur.

Wann een an engem Spidol tätég ass a Responsabilitéiten do ze droen huet - dat si rise Betreiber -, riskéiert een ëmmer erëm, den Iwwerbléck doriwier ze verléieren, dass et eben och Patient se gëtt, an zwar vill méi där, Gott sei Dank, déi op engem aneren Niveau mussen zu hire Soine kommen.

Ons Gesondheitsausgabe leie bei deenen héchsten op der Welt. De Minister hat et virdu scho gesot. Mir sinn déi Véiert hannert den USA, Norwegen, der Schwäiz an Holland. Vun deenen Ausgabe mécht den Undeel vun de Spideeler ongeféier 50% aus, an dat ouni Dokteschfraisen. Zum Verglach: An der auslännescher Moyenne beleef sech de Spidolsundeel vun de Gesondheitskäschten op 30% bis 40% dovun, inklusiv den Dokteschkäschten!

Dofir wier et ons fir d'Éischt emol wichteg, onst Spidolswiesen an de Gesamtkontext vun der Gesondheitsversuergung an onsem Land ze setzen. Mir mussen ons d'Fro stellen, wat an Zukunft d'Erausforderungen un dat Gesondheitswiese wäerte sinn an enger Entwécklung, déi bestëmmt gëtt duerch: d'Wuesse vun onser Populatioun op estiméiert 650.000 Awunner am Joer 2030; d'Altersstruktur vun dëser Bevölkerung mat enger méi héijer Liewenserwaardung an domat engem ze erwaardende Wuesstum vun der Frequenz an der Behandlungsdauer vu chronesche Krankheeten, wéi den

Diabète, d'Demenz oder déi kardiovaskulär Krankheeten, an anerersäits eng ëmmer méi grouss Erwaardung un d'Vermeidung vu Pathologien, also un en Ausbau vu preventiven a soziale Mesuren, eng besser Informatioun, fir ons Populatioun duerch hiert ganz Liewe kënnen ze encadréieren.

Dës Erausforderungen wäerten an der Zukunft ëmmer méi e groussen Deel vun den disponibele Mëttel fir sech beusprochen. An op dësen Erausforderungen leien och d'Äntwerten. Si leien net nëmme oder nëmme zu engem Deel am Spidolswesen! Si verlaange villméi no engem vernetzten, qualitativen a quantitativen Ausbau vun der patientennoer Versuergung an no enger multiprofessioneller, vernetzter Offer vun der Prise en charge, an där natierlech och d'Spidol eng Roll ze spillen huet.

Et muss ee sech hei d'Fro stellen, ob d'Spideeler effektiv de Pivot an esou engem zukünftigen Zeenario sollen duerstellen. Dat ass d'Meenung vun der Fédération des hôpitaux. Et kann een dat och méi nuancéiert gesinn.

D'Spidol huet sécherlech eng grouss Roll ze spillen, mä ob si elo Dréi- an Aangelpunkt sinn am System, dat sief dohigestallt. Dem Patient säi Liewe spillt sech doheem of, oder am héijen Alter vläicht an enger Laangzäitstruktur, an net an engem Spidol. D'Spideeler wäerten och missen ëmdenken an hir Plaz fannen an engem vernetzte System, deen op eng global Prise en charge vum Patient tendéiert.

Madame President, Kolleeginnen a Kolleegen, wat an der Vergaangenheet passéiert ass, wësse mer: Virun 1952 waren d'Spideeler lauter Eenzelkämpfer, an deenen d'Kongregatiounen oder d'Gemengen op eegen Initiativen hire sozialen a zum groussen Deel och karitativen Aufgaben nokomm sinn. Si hunn déi grouss Investitiounen déizäit selwer gedroen. Si hunn d'Medezin hei zu Lëtzebuerg gemaach.

An hirem Rapport vun 1952 huet d'Direktioun vun der Santé festgestallt, dass duerch eng feelend Planung a Kollaboratioun all Spidol fir sech huet missen deier Investitiounen tätegen, nottamment mat den Apparaten an den Instrumenter, déi dann awer net voll ausgenutzt waren. An och deemools waren et scho laang Diskussiounen a multipel Etüden, déi 1976 an engem éischte Spidolsgesetz aboutéiert sinn, déi festgesat hunn, dass en éischte Plan hospitalier sollt entstoën, also 1976, deen awer dann och eréischt 1982 erauskomm ass, sechs Joer drop!

Dës Pläng sinn ëmmer op Basis vun enger regionaler Andeelung, déi och der Bevölkungsdicht Rechnung gedroen huet, opgestallt ginn. Dat ass och den Ursprung iergendwéi vun onse Spidolsregiounen.

1994 ass du mat der Aféierung vun der Assurance dépendance eng Andeelung gemaach ginn an d'Établissements de long séjour an déi eigentlech Spideeler, fir déi d'Krankekeesen zoustänneg sinn.

1999 sinn du fir d'Éischt Kritäre vun Effizienz a Qualitéit am plaz vu reng lokale Kritären an der Regierungserklärung opgetaucht. An der leschte Spidolsplang vun 2009 schliesslech fuerdert dann och en Ëmdenken a Richtung ambulant Versuergung a féiert verschidde Mechanismen an, fir d'Qualitéitssécherung an de Spideeler ze sécheren an national ze koordinéieren.

Mir stelle fest, dass sech déi richteg Gedanken zur richteger Zäit gemaach goufen. Just an der Praxis war dat net esou einfach ëmzesetzen, well all Spidol gefaart huet, an esou engem Prozess Patienten ze verléieren oder manner Akten ze maachen. Et wor e bëssen: eng Regioun, ee Spidol géint déi aner.

D'CSV-Fraktioun deelt op dësem Punkt den Avis vum Rapport Lenz, dass dat net esou ka weidergoen! Dat ass absolut kontraproduktiv an iwwerhaupt net am Intérêt vum Patient.

Madame President, de Rapport Lenz ass vill kritiséiert ginn, well eng Rei vu Parametere d'Realitéit net géifen erméiggen. Fairerweis muss een dofir soen, an de Rapporteur seet et selwer - also de Rapporteur, den Här Lenz -, dass et mat den Donnéeën, déi him zur Verfügung stoungen an déi et hei am Land gëtt, dass et eben domat einfach net méiglech war, d'Aktivitéit vun de Spideeler ganz exakt ze rezenséieren, geschweige dann e Präis op d'Leeschtungen ze setzen, déi erbruecht ginn.

De Minister huet gesot, et wier awer mat dëse Chiffere kloer eng no Approche un d'Situatioun ze ginn. Et ass natierlech fir e Wëssenschaftler, deen esou en Optrag huet, ëmmer batter, wann e muss feststellen, dass e muss e bëssen improviséieren.

Dat ass u sech dee wierkleche Problem, dee mer hei hunn an deem séier muss opgehollt ginn. Dat verlaangt iwwerreges och d'Direktiv vun de Soins de santé frontalières, déi eigentlech nach misst dëst Joer a Gesetz bei ons ëmgewandelt ginn.



Amplaz dass no der Spidolsreform 2011 déi Automatismen direkt a Kraaft getruede wieren, déi zu enger méi enker Zesummenaarbecht vun de Spideeler gefouert hätten, an esou d'Fraisen hätte kënnen reduzéiert ginn duerch d'Zesummeleëen oder d'Matenanerschaften, zum Beispill um Niveau vun der Informatik, um Niveau vun de Laboen oder den administrative Strukturen, sinn d'Budgete vun de Spideeler säithier nach Joer fir Joer an d'Luucht gaangen, an ech wëll nach eng Kéier widderhuelen, ouni d'Akte vun den Dokter. Et ass evident, dass een deem net ka weider nokucken, ouni ze reagieren, soss leefft déi ganz Finanzéierung vum Spidolsweise komplett aus dem Rudder.

Wat huet de Rapport Lenz am Wesentleche bruecht, ausser dem Constat, dass et mat deenen Zifferen, déi zur Verfügung stoungen, net einfach war, d'Aarbecht ze maachen? En huet fir d'Alleréisch emol festgestallt, dass mer an Zukunft eng liicht Iwwercapaciteit vu Better hätten, wann een de Bevölkerungszouwuess op där enger Säit derbärechent, op där anerer Säit awer d'Openthaltsdauer an d'Effekter vun enger konsequenter Aféierung vun der ambulanten Medezin erëm ofrechent.

Verkierzten Openthaltsdauere sinn en allgemengen Trend weltwäit. De Minister huet esonn dovun geschwat. Just mir stinn erëm emol hannert dëser Entwécklung. Mir leien do mat enger mëttlerer Openthaltsdauer vu 7,7 Deeg wäit iwwert der Moyenne.

Et muss een eben haut net méi fir all Agrëff am Spidol bleiwen. Den ambulante Secteur, wann en ausgebaut gëtt, kann eng ganz Rei vu chirurgischen Agrëffer - Aen oder vaskulär Operatiounen - op dës Aart a Weis duerchzéien. An de Vereenegte State ginn och Blinddarmoperatiounen net méi am Spidol leie gelooss. Also, dat ass alles eng Entwécklung, déi net opzehalen ass, mä bei ons emol unzefänken huet.

Dat ass méiglech duerch de Fortschritt vun den Operatiounstechniken - Anästhesie -, mä et brauch awer och eng voluntaristesch Politik, fir d'Méiglechkeeten an e finanziellen Incentive ze schafen, dass och bei ons dës Wee beschratt gëtt.

Méi kuerz Openthalter sinn och duerch eng besser Vernetzung vum Spidol mam Extrahospitalier ze errechen. E Patient, deen ausdiagnostizéiert ass, eng méi schwéier Behandlung ofgeschloss huet a säin Traitement a Pëlleform kann huelen, gehéiert net méi an e Spidol a soll vu Famill a gegebenfalls Soins à domicile an Hausdokter kënnen iwwerholl ginn.

Fir déi Fäll, wou de Patient ze gutt ass, fir am Spidol ze bleiwen, awer net gutt genuch, fir heemzuegoen, dofir gëtt et elo schonn Iwwergangsstrukturen. Mä dës Iwwergangsstrukture si leider haut oft iwwerfüllt. Kolpech a Stengefort si schonn zitëiert ginn, do kann de Patient sech an aller Rou a wäit ewech vun deem hektische Liewe vum Spidol erhuelen an op säin Heemkomme preparéieren.

Wa säin Zoustand sech weider ka verbessern... Dat ass eigentlech méi d'Rehabilitatioun, vun där ech elo haut geschwat hunn. Ech kommen elo op... Et ass d'No..., pardon, elo sinn ech schonn erëm e bëssen duercherneen.

Dat sinn d'Iwwergangsstrukturen. Mä e Patient, deem säin Zoustand sech nach ka verbessern duerch eng geziilt Rehabilitation, dee sollt no sengem Spidolsopenthalt dës Méiglechkeet ugebuede kréien, an dës méiglechst no bei senger Famill. Dat betrëfft net nëmme eeler Matbierger, mä och jonk Leit sollten zum Beispill no enger kardiologischer oder orthopädescher Pathologie méiglechst schnell eng méiglechst geziilt Rééducation kréien.

Dësem Kapitel vun der Gesondheetsversuergung ass dann och e ganz Kapitel am Rapport dédiéiert. Et ass de Moment nämlech esou, dass ongeféier d'Halschent vun de Fäll fir eng Reha müssen an d'Ausland goen. Déi Plazen, déi mer um Kierchbiere geschafen hunn, jee, fir e Rehazenter, wat immens flott ass a gutt funktionéiert, déi ginn haut net duer. Dat ass net nëmme, well haut eng Reha méi fréi a méi heefeg agesat gëtt, well esou déi bescht Chancé fir de Patient bestinn, säin Zoustand nach ze verbessern, mä och well en Deel vun de Better net fräi ginn, wann den Zoustand vum Patient sech stabiliséiert huet, also net méi duerch Rééducation ka verbessert ginn.

Dësen Zoustand um Kierchbiere also ass zréckzéieren op de Fait, dass et fir dës Patient keng aner richteg Plaz gëtt, wou hie kann hi-bruecht ginn. Dat ass eng Situatioun, déi een an Zukunft muss vermeiden, wann ee wëllt d'Finanz vum Spidolsweisen an de Grëff kréien. Well si sinn net nëmme um Kierchbiere, dës Patienten, si sinn och an de Spideeler.

Dofir muss ee sech d'Fro stellen, ob et net un der Zäit wier, esou Strukturen ze schafen, ebe fir d'Kompatienten - vun deenen déi aner Riedner och scho Rieds haten -, deenen hiren

Zoustand sech also net wäert verbessern, awer déi intensiv Soine brauchen. An och do sinn ech mat der Madame Lorsché net d'accord: Dës Leit gehéieren net an e Spidol! Extra Strukturen wieren also eng adequat Antwort. Mir blockéiere keng Better an der Reha oder de Spideeler, an de Kompatient, fir bei deem ze bleiwen, kéint op eng würdeg Aart a Weis ënnerbruecht ginn.

Dat si Gott sei Dank net immens vill Fäll. Si ginn awer duer, fir 10% vun de Better um Kierchbiere ze blockéieren. Ech denken also, dass et sénnvoll wier, esou Strukturen ze schafen, a géif et perséinlech zum Beispill gutt fannen, wann dës Lokalitéiten oder wa Lokalitéite vun der Clinique Sainte-Marie op d'mannst deelweis fir dës Zort vu Strukturen kéint genotzt ginn. Dës Spidol ass jo bekanntlech dat lescht Proximitéitsspitol, deem säi Mandat Enn des Joers ofleef. An ech wollt awer soen, dass seng Lokalitéite rezent moderniséiert goufen. Dat heescht, et ass dran investéiert ginn an et ass den aktuelle Sécherheitsstandard ugepasst.

Et wier schued, wann all déi Suen, déi do investéiert goufen, fir d'Kaz gewiescht wieren. Wéi gesot, et ass eng Meenung an eng Iddi. D'Regierung huet och vläicht eng Meenung dozou oder eng Iddi, déi se ons kéint matdeelen, wa se net scho virun ons geschwat hätt. Mä ech mengen, mir hunn nach aner Geleeheneeten, fir doriwuer ze schwätzen.

Ech wëll ervirhiewen, dass de Rapport Lenz an der Rehabilitatioun ee vun deene weinegen Domäne gesäit, an deem mer misste Capacitéiten derbäischafen.

Madame President, Dir Dammen an Dir Hären, keen anert Gebitt vun der Medezin huet an deene leschte Joren esou vill Reformen erlieft wéi d'Psychiatrie. An dat war och néideg. D'Psychiatrie huet esou vill spezifesch Problemer ze bewältegen, wéi kaum eng aner Spezialitéit. A kenger anerer Spezialitéit gëtt et déi intim Verschachtelung tëschent sozialer a medezinescher Problematik. Keng aner Spezialitéit ass am Laf vun leschte Jorhonnert esou oft ëmgeduecht gi wéi d'Psychiatrie, net zulescht duerch d'Entdeckung vu bessere Behandlungsformen, deenen hir Limitéit mer zum Deel haut och kennen.

Zënter dem Rapport Rössler an dem Spidolsplang vun 2005 ass probéiert ginn, de Switch ze maachen an aus dem CHNP am Wesentlechen e modernt psychiatrescht Rehabilitatiounsspitol ze maache mat enger Rei vun ambulanten a peripheren Foyersstrukturen. An dat huet de CHNP och mat ganz vill Energie an der Ennerstëtzung vun de staatleche Stellen ugegraff. Op där anerer Säit sinn eng Rei Akutbetreter geséichert ginn an deene véier allgemenge Spideeler. Dës sollt zu enger Aufgabendeelung féieren, déi iwwer grouss Strecken och duerchgezu gouf.

De Rapport Lenz recommandéiert ganz kloer, an dës Richtung virunzefueren, kënn awer zum Schluss, dass de Moment de System net iwwerall esou funktionéiert, wéi et geplangt war. Esou leien zum Beispill am CHNP Patienten, déi laang hir eigentlech Therapie ofgeschloss hunn, fir déi et awer keng Plaz anzewousch anescht gëtt fir d'Nobehandlung.

Hie stellt also och hei ze laang Openthaltsdauere fest. E seet - an dat ass bedenkelech -, dass mir nach ëmmer Spëtzereder bei der Hospitalisatioun an der Psychiatrie sinn. Mir müssen deemno gewëllt sinn, déi néideg ambulante a deelstationär Strukturen ze schafen, fir Feelbeleeungen an Zukunft ze vermeiden. Ëmmerhi mengt de Rapporteur, dass en Drëttel vun de Fäll an der Akutpsychiatrie Feelbeleeunge wieren. Dat heescht, dat wier en Drëttel vun deene Leit, déi géifen an deene Better leien, déi net dohinner gehéieren. Domadder kéint een da bis 2010 (veuillez lire: 2020) ëmmerhin 107 Better ofschafen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären..., pardon, Madame President.

► **Mme le Président.** - Ech sinn nach ëmmer hei, Madame Mergen.

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - Ech schéisse mech elo op „Madame“ an.

D'Ursaach, firwat de Rapport Lenz fir esou eng grouss Opreegung an den einschlägesche Kreeser gesuergt hat, war awer haaptsächlech dee klengen Tableau op Säit 58 vum Rapport, dee sech op d'„fact sheets“ an der Annex vun deem eigentleche Rapport bezitt, an deem et iwwert déi sougenannten „Konzentrationsfelder“ geet.

Den Expert proposéiert, esou Konzentrationsfelder ze schafen, an zwar zousätzlech zu de bestehende Service-nationalen, dat, fir dass de Patient mat schwéierer Pathologie, bei deem musse komplizéiert Agrëffer gemaach ginn, déi eng héich Fachkompetenz erfuerderen, ënnert deene beschte Bedéngunge ka behandelt ginn. Et handelt sech also ëm eng éischter kleng Zuel

vu Fäll, déi awer duerch esou eng Konzentration déi beschte Chancen hätten, optimal geholfen ze kréien.

Ech géif lech en Artikel recommandéieren, deen de 6. Mee an der „Frankfurter Allgemeine“ war. An do huet de Journalist getitelt: „Wohl dem, der den richtigen Operationsaal findet“. Et ass eben haut esou, dass déi Fachkräften, déi esou Kompetenzen hunn, net op all Stroosseneck ze fanne sinn. D'Medezinstudien daueren haut mindestens: Et si sechs Joer Studium, da kommen dräi oder sechs Joer Spezialiséierung derzou, an déi Leit, déi sech an esou Dealberäicher vun enger Spezialiséierung beginn, déi sinn ënner 15 bis 20 Joer net prett fir op den Aarbechtsmaart.

Et ass och haut erwise, dass esou Kompetenzen nëmme dann erhale bleiwen - wann ee se da bis huet -, wann deejéinege se och méiglechst heefeg ka praktizéieren an trainéieren.

Mir wäerte wuel an Zukunft net kënnen vermeiden, dass eenzel Fäll an d'Ausland kënnen iwwerwise ginn - a firwat och net? Mir si schliesselech och an engem europäeschen Ëmfeld dran -, fir a speziellen Zentren hir Behandlung ze kréien. Mir sollten ons awer doriwuer ewech endlech drop besënnen, ons eegen existéierend Kompetenzen an deene Gebidder ze bündelen, an dat no echte Kompetenzen, net no Regiounen oder Spidolsträger.

D'CSV-Fraktioun steet prinzipiell zu dëser Bündelung. Et wäert awer nach mussen diskutéiert ginn, ob dee Wee, deen de Rapport Lenz opweist, och deen eenzeg richtegen ass a wéi mer d'Acteure kënnen un den Dësch kréien, fir dat ënner sech zefriddestellend ze léisen.

Schlussendlech ass et dem Patient egal, a wéi engem Spidol en operéiert gëtt. Wichtig ass fir hie vill méi, dass en d'Sécherheet huet, dass dës Spidol him och kann a sengem Fall déi beschtméiglech Behandlung offréieren.

Madame President, Dir Dammen an Dir Hären, de Rapport Lenz ass immens interessant. An et wieren nach eng ganz Rei vu Sujeten, op déi ech hei wëllen a kënnen agoen, mä dat hätt souguer de Kader vun onser Riedezäit gesprengt. Ech hätt notament wëlles iwwert d'Urgencen ze schwätzen, wou ech perséinlech drun interesséiert sinn a wou ech och net ganz d'accord si mat deenen Duerstellungen, wéi se haut geholl gi sinn. D'Schmärertherapie ass schonn ugeschwat ginn.

An d'Debatt ass jo haut geduecht méi, fir de Bols ze fille vun de Stréimungen, éier de Minister a seng Leit zum Endspurt usetzen, fir den neie Plan hospitalier auszeschaffen. Mir ginn dovun aus, dass och d'Carte sanitaire deemächst zur Verfügung steet, nach e wichteg Basisdokument fir déi Aarbecht, déi hinne bevirsteet.

Mir bedauern eigentlech och, esou wéi de Statsrot dat och zum Ausdrock bruecht huet, dass d'Ëmsetze vun allen an och dësem Plan hospitalier als Règlement grand-ducal geschitt. Mir wëllen zwar, mir kënnen an der Santé-Kommissioun driwwer diskutéieren - an dat ass och eng Fro, déi mer un de Minister hunn, dass mer doriwuer wäerten diskutéieren -, mä et bleift, dass de Minister eleng d'Verantwortung dréit. Et wier wünschenswäert gewiescht, wann dann esou e Gesetz och an der Chamber am Detail hätt kënnen debattéiert ginn, well jo den Däiwel, wéi mer wëssen, am Detail läit.

E Plan hospitalier auszeschaffen, ass eng schwéier Verantwortung, virun allem an dësen Zäiten, virun allem wann et fënnel vir zwielef ass an et muss zu engem Ëmdenken an zu engem Paradigmewissel an der Spidolsfinanzéierung kommen. Soss ass onst Spidolsweisen net nëmme laangfristeg, mä och schonn net méi mëttelfristeg ze finanzéieren.

Et ass jo eigentlech net normal bei esou engem deiere Gesondheetssystem, wéi mer en hunn an deen all Bierger direkt oder indirekt mat finanzéiert, dass mer kee Präis kënnen op déi Aarbecht setzen, déi an de Spideeler geleescht gëtt. Mir deelen dofir d'Virschléi vum Rapport Lenz, dass et esou schnell wéi méiglech gëllt, dee Retard opzehuelen, dee mer op ons Nopeschlänner iwwert déi lescht Jorzéngten ugeheeft hunn: nämlech dee vun enger transparenter Gestüen, enger besserer Erfassung vun de Pathologie vun onser Populatioun an den Iwwerbléck iwwert déi Akten, déi an de Spideeler geleescht ginn.

Mir wollten dofir och d'Fro opwerfen, ob déi Basisinstrumenter, déi säit der leschter Gesondheetsreform zur Verfügung stinn, fir dës Donnéeën ze sammeln, an déi esou wichteg sinn, fir d'Leeschtungen, déi erbruecht ginn, och kënnen ze chiffriieren, ob dës Instrumenter och durginn.

Madame President, Dir Dammen an Dir Hären, Spideeler si kee Selbstzweck. Spideeler hunn eng net onbeträchtlech Roll an der Gesondheetsversuergung vun der Populatioun ze

spillen. Mä dës Roll wäert an Zukunft méi onwichtig gi par rapport zur Primärprevention, der Prise en charge vu chronische Krankheeten, der individueller Approche un de ganze Patient. An déi fënnt net am Spidol statt.

D'Spidolsfinanzéierung muss integréierten Deel vun engem Gesamtkonzept zur Finanzéierung vum Gesondheetswesen sinn, keen isoléierte sektoriellen Domän, an deem wéi bis elo Regioun géint Regioun, Spidol géint Spidol, privat géint öffentlech, ambulant géint stationär, Belegsspitol géint Salariatssystemer a Konkurrenz stinn. Nëmme esou kënnen déi zukünfteg Reformen och wirklech gräifen. Nëmme esou kennt et zu enger optimaler Kollaboratioun vun de verschidde Acteuren aus dem Gesondheetswesen. An dës Zesummenaarbecht ass d'Conditio sine qua non vun enger gesonder an adequater Finanzéierung.

Esou ass et an der Vergaangenheet oft bei diverse gutt gemengten, awer weineg effikasse Versich bliwwen, Käschten am Spidolsweisen ze spueren. Et sinn an der Vergaangenheet ëmmer erëm Pisten an och gutt Pisten opgewise ginn, mä den Drock, de Pisten och nozegoen, dee schéngt anscheinend net staark genuch gewiescht ze sinn.

Mir müssen aus där exzellenter Infrastruktur, déi zum groussen Deel mat öffentleche Gelder geschafte ginn ass, an aus de Kompetenzen, Talenter an Engagementer, déi mir an onse Spideeler verfügbar hunn, dat Bescht maachen, fir ons och am europäeschen Ëmfeld behaupten ze kënnen.

D'CSV-Fraktioun stellt dofir prinzipiell d'Maxime vum Gesondheitsminister „net alles iwwerall“, dat am Sënn vun enger besserer Prise en charge vum Patient duerch méi eng héich Spezialiséierung a méi Kompetenzen duerch méi héich Fallzuelen, net a Fro.

All d'Parteien, an och mir an der CSV, wäerte sech also an deene Méint weider hir Gedanke maachen iwwert d'Zukunft vun onsem ganze Gesondheetssystem. Mir sti jiddefalls zur Verfügung fir eng Verdéiwung vun dëser Debatt a weider Diskussiounen iwwert de Spidolsplang.

Ech soen lech Merci.

► **Mme le Président.** - Merci der Madame Mergen. Deen nächste Riedner ass den Häre Alexandre Krieps. Häre Krieps, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Alexandre Krieps (DP).** - Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Hären, ech muss och soen, wéi verschidde Virriedner, dass ech erstaunt war, dass mer esou kuerzfristeg hei ageluede sinn, iwwert dee Sujet ze diskutéieren. An och eben déi Froen, déi de Freideg de Mëten nokomm sinn um 14.36 Auer, dat ass relativ kuerz, fir sech awer seriö op déi Saach virzubereeden. Ech ginn natierlech dovunner aus, dass et net esou gewollt war.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.** - Richteg erkannt.

► **M. Alexandre Krieps (DP).** - Jo, an der Rei.

D'Madame Lorsché huet gesot: 730.000 Euro fir dee Rapport. Dee Rapport huet vill Annexen. En huet 200 Säiten. Dat ass zwee Euro d'Säit, géif ech dervunner ausgoen. Dat ass vill manner wéi de Rapport iwwert d'Carlogolux, dee véier Euro de Buschtaf kascht huet!

(Hilarité)

Also, ech mengen, dat muss een hei och virusoeren.

Ech hunn natierlech...

► **Une voix.** - ...dat ass jo manner wichteg, wéi...

► **M. Alexandre Krieps (DP).** - Jo.

Ech hunn net alles gelies an deem Rapport Lenz. Mä wat sécher ass, ech hu mech gefrot, wéi ech den Ufank gelies hunn dovunner, ob déi probéiert hunn, jee hei an engem Spidol heiheem unzeruffen. Well wa se dat probéiert hätten, dann hätten déi Leit no ganz kuerzer Zäit all dem Beethoven an anere Komponisten hir Symphonien ausweneg kennt. Well do geet et schonn un, wann Der e Kontakt mat engem Spidol hutt, fir iwwerhaupt do een op den Tëlefon ze kréien. Si hunn och bestëmmt net versicht, a verschidde Spezialitéiten e Rendez-vous ze kréien, soss misste se 2014 erëmkommen.

Dat gesot, ass an deem Rapport net vill Rieds gewiescht vun interner Reorganisatiounen vun onse Spideeler, well haaptsächlech deen Ofbau vun deem administrative Waasserkapp, deen an de leschte Jore wirklech vill Waasser zougeleucht huet... Momentan sinn d'administrativ



Chargen och fir d'Soignanten, d'Dokteren oder Paramedeziner haut tëschent 20% a 35% vun hirer Aarbecht! Dat schéngt mer enorm ze sinn. An och déi gréisste Méikäschte vun de Gesondheitsausgaben an dem leschte Joer sinn an administrativ Volet gefloss, also an d'Bürokratie. Do misst ee schonn ufänken ze spueren.

Huet schonn ee vun ons jee ausgerechent, wat en eenzelt Spidol als Zuelen u Konventiounen huet, no bannen an no baussen? Do muss Der jo nach an e puer Joer 36 Juristen astellen an de Spideeler. Mä also, ech mengen, den Ofbau vun de Verwaltungskäschten, dee gehéiert och zu den ugestriefenen Erspueneren.

D'Kompetenzzentren, déi sinn ugeschwat ginn. 2010 an deem Gesetz ware jo en neien Opbau vun deene Kompetenzzentren nientendeleen, déi elo scho bestinn, an d'Bündelung vun deenen Aktivitéiten an d'A gefasst ginn. An do ass et keen Zweifel! Mä et soll ee sech och net bei de Kompetenzzentren iren, well ech ka mech u Studien erënnere vu virun zéng Joer, wéi eng Studie gemaach ginn ass vum Ministère, wou absolut misst erauskommen, dass e bestëmmt Spidol déi besser Resultater hat, an am Endeffekt war et just de Contraire.

An du sollt och nach eng Studie iwwer... déi eischt war iwwer Galeblen. Dono sollt eng Studie iwwert d'Héfte kommen, déi ass awer ni komm, well do war d'Resultat dat nämlecht. Also, do géif ech mech schwéier méfiéieren, esou pauschal Urteiler ze maachen.

Eng dréit Saach also, d'Kompetenzzentren, de Minister seet ons herno, dräi Joer dono, wou mer do stinn. Ech gleewen zwar och do, dass net déi Top-down-Angeheer zielt. Ech mengen, et wär gutt, fir all déi Leit an deene Spideeler mat an d'Boot klammen ze looschen.

Wat een och ka soen: D'Autonomie vun deenen eenzelnen Haiser, och an enger neier Struktur, déi misst favoriséiert ginn. An d'Logik vun de Mëtten, déi misst ersat ginn duerch d'Logik effektiv vun de Resultater. Well dat ass dat, wat mer op alle Fall brauchen. An dofir muss een och d'Acteurs an de Spideeler verantworten. An d'Chef-de-services - an ech hoffen, dass déi herno an all de Spideeler kommen - müssen nientendeleen hirer medezinescher Verantwortung och eng ekonomesch Responsabilitéit fir hir Departementer kréien. Ech hunn dat hei scho viru 14 Joer hei gesot, mä ech mengen, et ass ni ze spéit, fir dat unzefänken. Dat gëtt et a ville Länner, wou d'Spidolsaktivitéit ganz effikass sinn.

Och d'Spidolsrecetten, déi aus hiren Aktivitéite kommen - well et gëtt jo ëmmer méi geschwat, dass d'Aktivitéit soll bezuelt ginn -, d'Recette sollen d'Ausgabe bestëmmen, an net d'Ausgaben d'Aktivitéit. Dat muss een och iergendwéi ëmgedréit kréien. Domadder ginn zwar d'Gesondheitsausgaben net méi kleng, mä déi ginn héchstens méi grouss doduerch. Mir hu gutt Beispiller vun där Politik, Norwegen ass hei virun ugeklogen. D'Norwegen sinn duerch eng Dezentralisatiounsphas gaangen a sinn zréck an eng Zentralisatiounsphas vun hire Spideeler komm.

Zu Recht gëtt sech heiansdo hei am Land d'Fro gestallt, firwat mir op 60 Kilometer Distanz dräi Spideeler Dag an Nuecht hunn all Dag, déi d'Urgencen assureieren, den Noutdängscht. Dat ass eng Fro, déi sech effektiv stellt. A mir hu jo verschidde Plazen, wéi am Centre Hospitalier du Nord, wou mer elo scho Problemer hunn, fir d'Zännndokteschdängschter ze assureieren; d'Pädiateren hu Schwieeregkeeten, Leit ze hunn.

An do denkt een natierlech direkt un d'Organisatioun vun de Service-d'urgencen an d'Garden. Dat muss iergendwéi dréngend geléist ginn, well vergiesst net: 5% vun deene Leit, déi an d'Salle-d'urgencë kommen, déi si wierklech ganz krank an déi müssen effikass gehollef kréien, well do ass hire Pronostic vital am Spill! An also, mir schwätzen hei net vu chronesch Kranken, déi kënnen deen aneren Dag erëm kommen.

Also, an ech sinn der Meenung, wat och gesot ginn ass vum Statsrot, dass d'Offre des soins net onbedéngt geografesch gebonne muss bliewen an de Région-sanitaires.

Dat géif ech och mengen, ech hunn net vill fonnt, an dat ass och hei ugeklogen, iwwert d'Coopération transfrontalière an deem Bericht. An dat ass och bedauerlech, well eng Zesummenaarbecht mat verschidde Spideeler vun der Groussregioun kéint vläicht e Potenzial entwéckelen.

Och de Problem vun de Salle-d'urgencen - dat hunn ech gesot - ass net gutt ugeschwat ginn an deem Rapport. Ech géif mengen, de Minis-

ter, deen hätt Intérêt, fir sech do selwer e Bild maachen ze goen. D'Maisons médicales, déi virun e puer Joer geschafe si ginn, hu finalement - déi waren och net flächendeckend - keng wierklech Entlaaschtung vun de Salle-d'urgencë bruecht. Dat kann een net soen.

D'Salle-d'urgencen: Wann Der an eng Salle d'urgence gitt, dann hutt Der an der Moyenne tëscht véier a sechs Stonne Waardezäit. Dat huet natierlech schonn eng Regulatiounsfonction, well eng ganz Rei Leit no véier Stonne fortlafen. An déi nach no sechs Stonnen do sinn, déi si wierklech krank. Déi schéckt een net heem, well do ass e Problem.

Déi sougenannten „ambulanz Kéier“, déi hu mer och nach net kritt, d'Ëmstellung vun de Soinen op méi ambulanz Versuergung. An de Lien och tëscht Salles d'urgence, Spidol an dem ambulante Secteur, de Lien ass nach net richtig gemaach. Mir si just amgang, an d'Kéier eranzefueren. Et ass ze kucken, dass mer och gutt erauskommen aus der Kéier. Mä ech mengen, vill onnoutwendeg Hospitalisatiounen sinn do d'Konsequenz!

Wou ech net d'accord sinn, dat ass, wat viru gesot ginn ass iwwert d'Openthaltsdauern an de Spideeler. Dat ass kee gudd Moosstaf, well wann Der den Alter vun de Patiente kuckt a wann Der och d'Natur vun hire Krankheete gesitt, d'Insuffisance cardiaque bei der Bomi vun 93 Joer, déi bleift vill méi laang am Spidol wéi een, deen e Pontage cornaire gemaach kritt.

Et muss een also dem Alter vun Patient Rechnung droen. An et muss een och d'Hospitalisatiounen vum nämlechte Patient iwwer e ganz Joer kucken. Well et geet net duer, dass deen zéngmol am Spidol dräi Deeg bliwwen ass an all Spidol bretzt sech mat enger kuerzer Durée moyenne de séjour, mä am Endeffekt war en 30 Deeg am Spidol an deem Joer.

Madame Presidentin, do ass all nach vill Verfeinerung vun de Methoden néideg. Wat och gesot ginn ass hei virun, dat ass: Wann d'Patiente manner laang am Spidol géife bliewen, da wär dat eng Käschterreduktioun. Dat ass och grondfalsch! Well wat eng Rotatioun an engem Spidolsbett méi heefeg ass, wat dee Sockel vun Tester, déi un deem Patient gemaach ginn, de bleift zimlech ëmmer stabil, an dann, well ebe méi oft dee Sockel gefrot gëtt, da gëtt dat Spidolsbett a sech vill méi deier, wann een dat iwwer laang Zäit kuckt.

Eng Iddi, déi net opgegraff ginn ass, och net am Rapport Lenz: Kommt, mir bauen, wéi an angelsächsische Länner, en Hotel nientendeleen dem Spidol, wou ee Servicer vun Infirmière gebuede kritt a wou de Präis vill manner ass wéi d'Hospitalisatiounspräisser. Dat wär vläicht eng Iddi, fir ze drécken.

An dann, wat ech gesot hunn, d'Zesummenaarbecht vun de Spideeler tëschent sech, déi hânt natierlech net vu Konventiounen of. Dat garantéiert keen effektiivt Zesummeschaffen. An et hätt een och kënnen eng Kéier eng Evaluatioun maache vun deene sougenannte Synergien, déi viru Joren ugestriift gi sinn. Ech weess net, wat dobäi erauskomm ass an deenen eenzelnen Dëngen, mä vill Zesummenaarbechte brieden auserneen, well hir juristesche Basis net ganz prezis ass, well de Finanzement präkar ass an d'Lienen tëscht de Partner an zwee Spideeler zum Beispill net stabil sinn. Also, et huet een nach vill Aarbecht hei.

D'Zesummeleer vu privaten an öffentleche Spideeler oder eng Fusioun vun hiren Kompetenzen, dat bréngt natierlech och bei der Opdeelung vun de Käschten an ongläichem Deele vun den ekonomesche Resultater - wuel hei net zu Lëtzebuerg, well se jo forfaitaire bezuelt sinn -, mä dat géif e Problem maachen.

Den elektronesch Patientendossier, d'Collecte des données, dat ass och schonn hei ugeklonge virun zéng Joer. Mir sinn nach ëmmer net vill Metere virun. Ech wär ganz frou, dass elo de Minister ons eng Kéier wäert ënnerhalen, wéi wäit mer an deene Saachen do sinn a wou déi Schwieeregkeete leien, fir dat ze maachen.

Dat gesot, den Här Minister hat mer kierzlech op eng parlamentaresch Fro geäntwert iwwert d'Waardezäite fir e Rendez-vous vun enger IRM. Ech hat em déi Fro scho viru sechs Joer gestallt. Dofir ass dat eng gutt a berechtigt Fro. D'Äntwert war des Kéier manner gutt, well d'Waardezäite si säit 2007 net erofgaangen. An dat bréngt awer Problemer mat sech. An haupsächlech, wann Der vu baussen an e Spidol urufft, fir fir eng IRM e Rendez-vous ze kréien, dann dauert et nach vill méi laang, wéi wann d'IRM vu banne vum Spidol gefrot gëtt.

Ech fäerten, Här President - Madame Presidentin, villméi -, dass a moyen terme dat mat sech wäert bréngen, dass mer privat finanzéiert IRMen a deem Land kréien ausserhalb vum Spidol. Well ech mengen, mir verwiesselen hei Rationalisatioun mat Rationnement. Da wäert dat ons geschéien, dass do Tentativé kommen, fir dat ze maachen. An dat wäert wuel net ze

ënnerbanne sinn, well mir gesi jo eng ganz Rei Leit vun ons, déi ginn op Tréier IRMe maachen. Se kréien zwar un d'Häerz geluecht, direkt 500 Euro mat an d'Täsch ze huelen an a boerer Mënz, mä, ech mengen, déi huelen dat och mat, wa se éischer drukommen.

Wat mech gewonnert huet, dat war dee Volet vum Rapport Lenz iwwert d'Psychiatrie. Déi Experten, déi soen elo, dass déi psychiatresch Krank méi schnell aus den Hôpitaux généraux eraus solle gefouert ginn, héchstwahrscheinlech zréck an de CHNP op Ettelbréck. A virun net laanger Zäit ass ebe just de Contraire begrënt ginn, fir ze soen, se misste méi an d'Akutspideeler getässelt ginn. Ech fannen, dass do e klengen Duercherneen ass tëscht deene Schwäizer Experten, an dat bréngt vill Duercherneen um Terrain.

Dat, wat mer guer net gefall huet, dat ass dee Passage iwwert d'Psychiatrie juvénile. Déi gëtt eréischt mat 14 Joer Alter ugesat. An ech mengen, d'Verhaltensstéierung vun de Kanner hautzudaags triede vill méi fréi op. An do misst een och d'Eltere vill méi fréi abannen, fir esou Situatiounen ze ënnerbannen.

D'forensesch Psychiatrie, dat ass wéi de Monster vu Loch Ness: Et gëtt vill dovunner geschwat, mä mir gesinn näischt kommen. Ech mengen, de Minister misst deene Kollege Moyenen elo geschwé ginn. Well, wéi gesot virun, dat si ganz schwieereg Situatiounen.

Da waarde mer gespaant op dat Ëmsetze vun deem Plang, Madame Presidentin, well et gëtt méi gefrot des Kéier wéi Slogane: Parcours de soins, Effizienz, Reduktioun vun de Käschten, den Utile et nécessaire, deen ni definéiert ginn ass. Dat ass relativ minimalistesch. An ech gleewen och, Madame Presidentin, dass deen neie Plan hospitalier, dass deen net wäert vill Sue spuere kënnen.

Ech wollt nach zwou Äntwerte ginn op dem Minister seng Fro bei deene laangzäit-hiergeschiedegte jonke Patienten. Dat ass e Problem, dee kenne mer an deem Land säit 35 Joer. Deemools hat de Kolleg Henri Metz, Neurolog, suggéiert, dass de Stat soll deeluelen zu Hochfelden bei Stroosbuerg bei laangzäit-hospitaliséierte jonke Patienten, déi am Koma louchen. Dat hätt natierlech e groussen Désavantage, well déi wäit vun doheem wäeren an esou, a vun de Familljen. Ech géif do mengen, an angelsächsische Länner leien déi Patienten a Fleegeheimer. Et kéint ee gutt gesinn, dass neurologesch eng Sektioon fir déi eeler Patiente wär a fir déi Jonk. Souguer, an de Fleegeheimer leien och déi Leit, déi intubéiert a ventiléiert ginn.

Also ech wënschen, Madame Presidentin, onsem Minister op alle Fall eng glécklech, ech géif bal soen „Gebuertshëlleferhand“, dat ass eng ganz speziell, well hei geet et des Kéier net duer mat enger Césarienne.

(Interruptions)

An ech hoffen, dass hei net nëmmen am Intérêt vun de Spideeler a vun deenen Acteurs an dem Spidolsweise gehandelt gëtt, an et geet hei och net ëm d'Gesondheet vum Gesondheetssystem, mä eenzeg an eleng geet et hei ëm d'Gesondheet vun den Assuréeen. An ech géif mat enger grénger Konklusioun ophalen: Mir brauchen en nohaltege Spidolsplang.

Merci villmools.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme le Président.** - Merci dem Här Krieps. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Lydia Mutsch.

► **Mme Lydia Mutsch (LSAP).** - Madame Presidentin, Kolleginnen a Kollegen, virun zwee an engem halwe Joer, dat war Dezember 2010, do hu mer op dëser Plaz iwwert d'Santés-Reform diskutéiert. An dat Gesetz huet jo zu engem groussen Deel och d'Spidolsgesetz ëmgeännert, dat déi legal Basis fir dese Spidolsplang duerstellt. Haaptzil war et deemools, an dat ass et eigentlech och nach haut, fir d'Resourcen, déi dem Spidolssystem zur Verfügung stinn, esou effizient wéi méiglech ze notzen a fir déi gesondheetlech Versuergung vun der ganzer Populatioun haut an a Zukunft ofzesécheren.

Bon, fir direkt zu deenen eenzelnen Themen iwwerzegoen, déi och als Virlag an als Denkestouss un eis weidergereicht gi waren, kéim ech direkt zu der Fro ronderëm d'geografesch Accessibilitéit, wou jo och d'Fro drunhânt vun de Régions hospitalières an d'Iwwerleeung, ob dat an engem klengen Land wéi Lëtzebuerg an där Form iwwerhaapt nach Sënn mécht.

De Statsrot - dat ass och hei scho gesot ginn - huet jo kritiséiert, dass d'Régions hospitalières iwwert de Plan hospitalier, also iwwer e Règlement grand-ducal, géife festgeluecht ginn. Déi Kritik, déi versti mir. Mir verstinn och wuel, dass een an engem Land wéi Lëtzebuerg d'Notioun vun de Regiounen kann a Fro stellen. Dat gëllt

eigentlech net nëmme fir de gesondheetspolitesche Kontext.

Allerdéngs gesi mir bei der Logik vun enger nationaler Betteverdeelung d'Gefor, dass dobäi déi Regioun, déi laut Regierungsprogramm an dëser Legislatur prioritär entwéckelt sollt ginn a wou den Nohuelbedarf am gréissten ass, dobäi de Kierzer kéint zéien. Dobäi sinn no deene vun der Regierung gewënschten a begleeten Fusiounen - de Minister ass schonn dorobber agaangen -, grad am Süde vum Land d'Erwaardunge fir performant Gesondheitservices an engem rasonablen Zäitraum verständlecherweis ganz grouss.

Et wier dofir gutt, Här Minister, wann dem Projet vum zukünftege Südspidol am neie Plan hospitalier e besonnesche Stellwäert kéint zougemooss ginn. Derbäi kënn, dass de regionale Kontext aus landesplanerescher Siicht och am neie Gesetz iwwert den Aménagement du territoire, iwwert dat mer jo d'nächst Woch hei sollen ofstëmmen, ausdrécklech d'Regiounen bäibehält. An dëser Fro schéngt et dofir an eisen Aen nach Klärungsbedarf ze ginn. An et gëtt wahrscheinlech net eng definitiv Äntwert op déi dote Fro.

Zréck dann awer bei déi beschtméiglech Organisatioun vum Gesondheetssystem a vun der Lëtzebuurger Spidolslandschaft. Hei gëllt et, double Emploien ze évitéieren an Zesummenaarbecht, Kooperatioun a Komplementaritéit ze fördern. Natierlech muss mer awer och dobäi sécherstellen, dass eng gewësse Masse critique erreicht gëtt, fir dass d'Qualitéit vun der Betreuung a vun der medezinescher Versuergung ka garantéiert ginn an dass och de finanziellen Opwand, dee jo esou oder esou riseg ass, ze justifiéieren ass.

An där Optik gesi mir och d'Kreatioun vu Kompetenzzentren, laanscht déi kee Wee méi féiert, wou Fachwëssen a Fachkënn gebündelt an optimal kënnen agesat ginn. Et soll deemno an Zukunft - an déi Entwécklung ass jo schonn amgaangen, an de Minister ass och schonn dorobber agaangen - net iwwerall alles ugebuede ginn, mä et sollen an deene Beräicher, wou et méiglech ass an néideg ass, Kompetenzzentren opgebaut ginn. Dat ass jo d'Iddi dovunner.

Op alle Fall begréise mir als LSAP dat ausdrécklech, wieren awer trotzdem frou - en Deel hu mer elo scho kritt, mä een Deel kënn mer awer och nach kréien -, fir e puer konkret Informatiounen vum Minister ze kréien, wéi an a wéi engem Zäitraum déi Kompetenzzentren a sengen Aen dann elo konkret sollen ëmgesat ginn.

De Rapport Lenz, iwwert dee scho ganz vill geschwat ginn ass, a wat jo och à l'origine ass vun der Interventioun vun deene Gréngen, dee weist ganz interessant Pisten, visionär Piste fir d'Zukunft vum Lëtzebuurger Gesondheits- a Spidolswesen op, déi sech net alleguer just limitéieren op dat, wat hei an deem Spidolsplang ëmgesat gëtt. An do gëtt enner anerem recommandéiert, fir a bestëmmte medezinesche Felder, a verschidde Beräicher vun der Chirurgie ze regrupéieren: zum Beispill Wirbelsäulchirurgie oder Longen-, Broscht- an Tumorchirurgie, oder och e besonneschen Entwécklungsberäich fir alles ronderëm de Schlag oder den „stroke“, wéi dat an deem Rapport genannt gëtt.

Dat sinn natierlech Beräicher, allegueren ouni Ausnahm, déi héich spezialiséiert sinn an déi e ganz grouse personellen an och finanziellen Opwand bedeiten. Dofir grad an deene Beräicher Kompetenzzentren anzerichten, dat liicht eis an, an dat schéngt och logesch a Sënn ze maachen.

Mä d'Fro, déi mir eis stellen, ass, wéi um Enn d'Opdeelung soll a wäert ausgesinn an op wéi eng Aart a Weis a mat wéi engem Instrumenter sech d'Spideeler dann ennereneen iwwerhaapt kënnen eens ginn. Well mir wëlle jo net, dass se sech do an engem permanente Macht- a Konkurrenzkampf géigesäiteg schwächen, well mir brauche jo och nach Energie fir aner Saachen, déi ze schaffe sinn. Dat ass also eng vun de groussen Erausforderungen.

Bon, d'Gesondheitsreform, déi huet och eng global Budgetsenveloppe fir d'Spideeler iwwer zwee Joer virgesinn. Grad si sollt jo eng Kooperatioun tëscht de Spideeler encouragéieren an zur Zesummenaarbecht incitéieren. Och hei ass d'Fro déi, ob a wéi gutt dat fonctionnéiert, ob déi Enveloppe globale, wéi se virgesi war, iwwerhaapt kann agehale ginn a wéi een Tëschebilan de Minister schonn haut an enger zukünfteger Optik kann zéien.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Dem Lenz-Rapport no ass de Lëtzebuurger System haut zu engem groussen Deel duerch d'Offer pilotéiert. Seng Meenung ass, dass ee sech mat Hëllef vum Spidolsplang verstärkt Instrumenter soll ginn, fir sech bei der Gestiou méi un de Resultater ze orientéieren. Dat ass an eisen Aen e ganz wichteg Element fir d'Zukunft vum Spidolswesen. An do, mengen ech,



muss et och déi eng oder déi aner Diskussiounen nach an der Zukunft ginn.

Här President, d'Gesundheitsreform gesäit vir, dass de Spidolsplang d'Modalitéiten am Detail festhale soll, no deenen d'Spideeler klasséiert ginn. E soll dann déi verschidde Spidolsservicer definéieren an och déi maximal Zuel vun de jeeweilege Servicer, an dann eben och déi verschidde Kompetenzzentren an och déi maximal Zuel vun deene jeeweilege Kompetenzzentren.

Bon, do ass et fir eis och wichteg, dass déi Definitioune do ass. Dat ass jo en Novum. Virdu goufen déi Servicer just opgezielt. Et gouf keng Definitioune. Ech denken, dass dëst effektiv zu méi Transparenz an enger besserer Qualitéit ka bäidroen.

Effektiv sinn domadder kloer Kritäre festgeluecht, wat d'Viraussetzung sinn, déi e Spidol iwwerhaapt an Zukunft muss erfüllen, fir e bestëmmt Service oder e bestëmmt Kompetenzzentrum bei sech kënnen ze schafen, an net nëmmen ze schafen, mä och professionell funktionnéieren ze doen. D'Fro ass jo elo déi, wéi mer dat Zil am heitege System - well mir geheie jo net de ganze System op d'Kopp - emsetze kënnen, wéi mer domadder den zukünftege Fonctionnement vun deene Kompetenzzentren assuréieren a wéi mer genee virginn.

An hei si mer natierlech och frou fir all zousätzlech Informatiounen, déi mer kënnen vu Säite vum Minister kréien. Ech hoffen, dass mer déi elo och kréien, obwuel ech en net kann an d'Äe kucken, well e sätzt net do, mä en héiert mech awer vläicht.

(Interruption)

Oh, oh, oh!

(Interruptions)

Transparenz ass an deem Sënn e Schlüsselpgrëff, Här Minister, deen och am Zesummenhang mat der Santé-Reform seng Wichtigkeet huet. An d'Zil ass a bleift: eng besser a méi transparent Dokumentatioun vun den Akten an Interventiounen, an domat och eng méi transparent Käschtesteuerung an e bessere Qualitätsmanagement! Dat ass eng grouss Diskussioun jo ronderëm dee Qualitätsmanagement. An dofir brauche mer an Zukunft och eng propper Klassifikatioun an eng brauchbar, adaptéiert Nomenclature, ronderëm déi ganz vill dréit.

Dat erlaabt dann an der Zukunft och den Direktiounen vun de Spideeler, fir méi prezis a komplett Donnéeën ze hunn, wat mer jo alleguer gär hätten, opgrond vun deene besser organiséiert a geplangt ka ginn an natierlech och déi intern Prozesser an de Spideeler besser gesteiert kënnen ginn. Et wier interessant, an deem Zesummenhang gewuer ze ginn, wou mer mat der Emsetzung vun där Zilsetzung dru sinn a wéi eng Problemer sech an deem Zesummenhang kënnen stellen.

De Rapport Lenz - an do hu vill vu menge Virriedner dovunner geschwat, dofir maachen ech et ganz kuerz - weist generell op déi schlecht Datelag am Lëtzebuurger Spidolswieschen hin. Also eis schéngt et net esou einfach deemto ze sinn, fir Transparenz am Zesummenhang mat den Akten an Interventiounen an eis Spideeler eranzekréien. Dat ass jo an direkter Relatioun zu där schlechter Datelag.

Ech brauch lech jo net ze soen, dass sech grad bei där Fro Direktiounen an Dokteren nach laang net ëmmer eens sinn. Mä grad déi Eenegkeet an en transparent Virgoe brauche mer awer, net nëmmen, fir ze analyséieren, ze vergläichen an ze plangen, mä si sinn och immens wichteg am Kader vun der Direktiv iwwert d'Soins transfrontaliers, an ech géif souguer soen, do wiere se en absoluten Must, ouni dat geet et iwwerhaapt net. An hei kann an eisen Aen och eng CNS eng wichteg Roll spillen, fir zesumme mat allen Acteuren de Problem vun de feelenden Donnéeën an dem Zuelematerial gemeinsam unzegoen.

Ech war virdrun am Zesummenhang mam regionale Kontext scho kuerz op d'Fro vun der Bettenzuel agaan. Bon, bei där Diskussioun si mer schnell beim deelweises ugestriefte Revirement vun Stationären op dat Ambulant. Den Donnéeën no ass jo Lëtzebuerg liicht hannendra par rapport zu den Nopeschlänner. De Minister ass och schonn drop agaan. D'Durée moyenne de séjour zu Lëtzebuerg louch 2007 bei 7,5 Deeg, a Frankräich knapps bei 5,6 Deeg.

Bon, de Minister huet selwer dat Beispill genannt vum Katarakt respektiv vum groe Star. An un deem Beispill huet e gesot, dass do e gewässent Entwicklungspotenzial do wier, fir méi ambulant Traitementen ze maachen.

Allerdéngs muss een, fir emol ee Moment bei deem Beispill ze bleiwen an och déi praktesch Emsetzung dovunner duerchedenken, bedenken, dass grad beim groe Star jo meeschtens eeler Leit betraff sinn an dass dat fir si, virun

allem, wa se eleng liewen, net ëmmer ganz einfach ass, zemoals, wa se ambulant behandelt ginn an da schnell erm sollen an hiert Emfeld doheem zrëckkommen, fir sech zurechtzufinden. Derbäi kënnt, dass nach laang net ëmmer an esou engem Fall Persounen aus dem familiären Entourage disponibel sinn oder Congé kënnen huelen, fir dee Moment ze hëllefen.

Do géif et eis interesséieren, wéi dat am Ausland gehandhabt gëtt an ob bei eis an Zukunft do Zousatzstrukturen oder bestoend Arichtungen do sinn, fir gegebenfalls eng Nosuerg do ze organiséieren an en Encadrement unzebidden, wann an Zukunft ebe grad esou Operationen an Interventiounen ambulant sollen duerchgefouert ginn. Dat schéngt eis awer och eng wichteg Fro.

A virun deem Hannergrond an och opgrond vun der demografescher Entwécklung, spréich eben der steigender Alterung vun der Populatioun, stellt sech d'Fro, wéi an enner wéi enge Bedéngungen et an Zukunft wäert méiglech sinn, fir dann dee Revirement vum Stationären op dat Ambulant ze encouragéieren an an d'Wee ze leeden. Wéi gi mer do genee vir?

Här President, och d'Zuel vun den Akutbetter ass an deem dote Kontext ze gesinn. D'Etüd Lenz schwätzt an deem Zesummenhang vun enger Iwwercapacitéit a geet dovunner aus, dass d'Zuel vun den Akutbetter net soll eropgeat ginn. Bon, mir kënnen dovunner ausgoen am Zesummenhang mat där Diskussioun vum ambulanten Traitement, dee soll an der Zukunft méi ausgeprägt ginn, dass en Deel vun de Spidolbetter an ambulant Plazen oder Better wäert ëmgewandelt ginn.

Am Beräich vun der Rehabilitatioun gouf festgestallt, dass e groussen Deel vun de Patienten am Ausland traitéiert gëtt. Ech denken, dass do, wou et rasonabel a méiglech ass, déi Offer soll zu Lëtzebuerg entwéckelt ginn. Dat géllt natierlech elo net onbedéngt fir ganz spezialiséiert Traitementen, fir déi mer zu Lëtzebuerg keng Masse critique kënnen errechen, wou also weder eng optimal Qualitéit ka garantéiert ginn nach den Opwand rasonabel ka bleiwen. Dat ass evident. Mä do, wou dat awer kann assuréiert ginn, wier et natierlech gutt, dat bei eis ze dévoppéieren.

An deem Sënn sief och vläicht déi Fro ugesprach vun de Kompatienten a vun den neurovegetative Kranken, e Phänomeen, deem mer am Spidolalldag ëmmer méi heefeg begéien. Dat ass derwäert, analyséiert ze ginn. Mir deelen do d'Approche, déi vun de Virriedner - ech menge vun alle Parteien - hei gemaach ginn ass. Mir proposéieren effektiv, déi dote Fro seriö am Spidolplang ze abordéieren an zesumme Léisungen ze fannen.

Nei Léisunge brauch een och mat Sécherheet an der Psychiatrie, enner anerem fir Patienten, déi méi laang Openthalter, awer net forcément ganz opwändig Soine brauchen. D'Richtung, déi an der Psychiatrie mat deem lafende Reformprozess ageschloe gouf, ass an eisen Aen déi richteg Richtung a mir fannen dat gutt, wat an deem Beräich amgaang ass ze geschéien. Dat wäert et eis och erlaben, fir méi alternativ Nosuergstrukturen an ambulant Soinen unzebidden an deem Domän.

A genee deem Zesummenhang kéint een och Reflexiounen effektiv ronderëm d'Clinique Sainte-Marie, am Moment dat eenzegt Proximitéitsspidol, entaméieren. Opgrond vun der demografescher Entwécklung an de spezifesche Besoinen, déi eng alternd Populatioun verstärkt wäert hunn, kéint et effektiv sënnavoll sinn, dass sech dëst Haus, wann et entgéint dem viregte Spidolplang sollt bäibehale ginn, grad op den Traitement vun eelere Leit kéint konzentréieren a sech géif op d'Gériatrie spezialiséieren. An deem Beräich gëtt et effektiv zu Lëtzebuerg och an Zukunft nach ganz grouss Besoinen an och ganz grouss Erausforderungen. Do si mir och där Meenung.

Et si ganz vill Stéchwierder hei gefall: Kollaboratiounen, Restrukturatiounen, Spezialisatiounen, dann och d'Kontinuitéit vum de Soinen, de Rôle vun der Fédération des hôpitaux, fréier Entente des hôpitaux, dann nei Organisations- a Gestionsmodeller - ouni déi geet et jo och net -, dann den europäesche Kontext an d'Direktiven, d'Budgeten an d'Objektiver, d'budgetstechnesch Objektiver an anerer, d'Demografie, déi strukturell Froen, d'Entwécklung vun der méi personaliséierter Medezin an d'Recherche, de juristesche Kontext an d'Fro vun de Responsabilitéiten.

Dir gesitt et schonn, Här President, d'Erausforderungen am Gesundheits- a Spidolswieschen sinn enorm grouss a wäerten och an Zukunft eis ganz Attentioun brauchen, ganz vill kaschten an eis wahrscheinlech och ganz vill Kappzerbriechen bereeden. Wahrscheinlech wäert et ouni Paradigmewissel net goen. A wann dobäi awer d'Qualitéit, d'Kompetenzen an d'Transparenz am Vierdergrond stinn, dann hu mir dobäi, an eisen Aen, nëmmen ze gewinnen.

Als Sozialiste begrësse mir, dass, wéi bei der Gesundheitsreform oder am Rentewieschen, och am Spidolswieschen d'Solidaritéit an déi Modeler, déi sech awer schliesslech an der Vergaangenheet bewäert hunn, net a Fro gestallt ginn. A mir begrëssen, dass de Gesundheitsminister bei senger Démarche, fir de Spidolsecteur ze reforméieren an ze dynamiséieren, weider ze dynamiséieren, och dës Kéier op déi bewäerten Approche vum Dialog a vum Matenee setze wäert.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Mutsch. Als nächste Riedner ass den Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, et ass wichteg, dass mer eis vun Zäit zu Zäit hei am Kader vun engem Débat d'orientation oder Débat de consultation mat esou wichtige Sujete wéi dem Gesundheitssecteur an dem Spidolplang auserneeetzen. Virun allem dann, wann en neie Plang en vue ass, dee sécherlech da fir déi nächst Regierung wäert sinn. Mä och dëst Parlament soll seng Aarbecht bis déi lescht Minutt maachen.

(Interruptions et hilarité)

Et ass natierlech an där Phas vu fënnf Minuten net méiglech, dass ech elo kann hei dee ganze Spidolplang dévoppéieren. Ech wëll mech duerfir méi op zwee, dräi Punkte limitéieren. Ech mengen awer, wou mer eis eens sinn, dat ass, dass mer prinzipiell ëmmer sollen alles maachen, wou mer d'Interesse vum Patient an de Vierdergrond stellen.

Eng éischt Fro, déi ech wëll uschneiden, dat ass déi vun der Schmäerztherapie, déi de Mëtten elo nach net hei, mengen ech, thematiséiert ginn ass.

► **Une voix.** - Dach!

(Interruptions)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Mäi Kolleeg Fernand Kartheiser hat de 25. Abrëll eng deementspriedend parlamentaresch Ufro gestallt, d'Madame Frank och, wéi et schéngt, an ech mengen, den Här Colombera och. Also, et sinn also méi Deputéiert, déi dodrun interesséiert sinn, wou et haaptsächlech drëm gaangen ass, vun deene Behandlungen, wat d'Tariffer vun der CNS sinn, wat d'Schléissung, eng eventuell Schléissung vun der Clinique de la douleur an der Zitha ass, an iwwerhaapt d'Unerkennung vun der Schmäerztherapie generell.

Den Här Minister huet och dorobber den 10. Juni geäntwert. Et ass also relativ rezent, wou e geäntwert huet, an en huet och do gesot, dass e sech an deem Kontext wëllt an närerer Zukunft mat der FHL, der Fédération des Hôpitaux Luxembourgeois zesummesetzen, fir ze kucken, wat fir eng Moyene vun de Ressourcen d'Lëtzebuurger Spideeler zur Verfügung hätten, an dann och an Zukunft, wat do géif gebraucht gi fir d'Prise en charge vun dese chronische Wéien. Vlächicht kann den Här Minister eis haut scho soen, wat an där Richtung - mä et ass, wéi gesot, nach relativ rezent -, mä wat seng Virstellung sinn, wat an déi Richtung soll geschéien.

Awer och virun allem, mengen ech, interesséiert et d'Leit, wat soll geschéie mat der Schmäerztherapie am Kader vun der Zitha, wou och, mengen ech, elo am Abléck eng Petitioun duerch d'Land leeft.

Deen zweete Punkt, deen ech wëll uschneiden, dat ass...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.** - Här Gibéryen, ech hat de Mëtten an der Froestonn schonn dorop geäntwert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Jo, dat ass scho gutt, mä ech mengen, et wär och gutt, wann Der an deem Kader géift drop äntwerten. Da géif et...

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.** - Da spillen ech dat nach eng Kéier vir.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ...da géif et och an deem Kader mat festgehale ginn, well wann een dat noliese geet, da geet een ëmmer an dës Debatte kucken, et geet een net onbedéngt an d'Heure de questions...

(Interruption)

Mä Dir bréngt dat jo fäerdeg, Här Minister, fir dat ganz kuerz résuméiert dann hei ze soen, esou wéi mer lech kennen.

(Hilarité)

En zweete Punkt ass den Offbau vum Personal an de Spideeler, wou mer aus der Press gewuer gi sinn, dass do an deenen nächste Jore sollen awer

46 Leit ofgebaut ginn. Ech mengen, wann ee mat deene Leit aus deem Secteur schwätzt, dann héiert een do aner Échoen. Do héiert een am Fong Échoen, dass déi Leit iwwerfuert ginn, dass se net genuch Personal hunn. An ech mengen, wann ee gären eng qualitativ héich Betreuung vun de Patiente mécht, dann ass et virun allem wichteg, dass een och qualitativ héicht Personal an och genuch Personal do huet.

Duerfir géife mir als ADR dervir warnen, dass mer do géifen ze vill séier um Personal spueren, well et fir eis awer wichteg schéngt, dass Personal muss qualitativ a quantitativ genuch zur Verfügung stoen.

En drëtten Punkt, deen ech nach wëll uschneiden, Här President, dat ass d'Lëtzebuurger Sprooch. Et ass d'Lëtzebuurger Sprooch, wou mer feststellen... An ech hat elo rezent e Kolleeg vu mir, deen huet d'Galeblous erausgeholl kritt an engem Spidol. An en huet mëttes dunn eng Infirmière, eng lëtzebuergesch Infirmière gehat, an en huet déi gefrot, wat d'Galeblous géif op Franséisch heeschen. An d'Infirmière sot: „Ma ech weess dat net.“ An dunn ass se fortgaangen, an zéng Minutten drop koum se erëm, du sot se, ma si wéisst et elo, dat géif „vésicule biliaire“ heeschen. An dat war dunn och an der Rei.

Nuets hat en eng franséisch Infirmière. Dunn huet e geduecht, elo frees de dat emol, ob dat weess, wat et op Lëtzebuergesch heescht. Dat konnt natierlech net soen, wat et op Lëtzebuergesch géif heeschen. A moies hat en dunn en däitschen Infirmier. Dunn huet e geduecht, elo frees de deen, ob dee weess, wat et op Lëtzebuergesch oder op Franséisch heescht. Op Lëtzebuergesch wouss en et, mä op Franséisch wouss deen et erëm net, wat et géif heeschen. An dunn huet de Mann sech natierlech Gedanke gemaach: Wann elo bei dräi Infirmière kee weess, wat et heescht, wéi sollen déi zesumme communiquéieren?

An et muss een awer soen, dass d'Operatioun gelongen ass.

(Hilarité)

► **Une voix.** - Wat eng Chance!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Si hunn dat Richteg erausgeholl an d'Dokteren hunn eng gutt Aarbecht do gemaach. Mä ech wollt dat dokumentéieren, wat fir eng Problemer dat mer an eise Spideeler hunn, an d'Fro stellen: Wéi sollen déi Leit dann ennerenee communiquéieren? Deen ee weess kee Däitsch, deen anere weess kee Lëtzebuergesch, an anere weess kee Franséisch, an zum Schluss ass et trotzdeem gutt ausgaangen. Et ass scho bal e Wonner, dass dat awer alles esou leeft. Mä ech mengen, do gesäit een awer, wéi wichteg d'Kommunikatioun an de Spideeler ass.

(Brouhaha)

A wa mer vun engem Spidolplang schwätzen - mir hunn elo grad vu Personal geschwat -, ech mengen, dann ass et och virun allem wichteg, dass mer drop halen, dass déi Leit am Spidolsecteur d'Lëtzebuurger Sprooch mussen léieren, zumindest déi wesentlech Saachen, net nëmmen, fir dass si enner sech kënnen communiquéieren, mä virun allem och, dass d'Patienten... Well déi wéinegst vun eis, mengen ech, wa mer éierlech sinn, déi wëssen och déi Fachausdréck, déi an der Medezin gebraucht ginn. Et ass net jiddwieren Dokter oder Gott weess wat, mä déi wéinegst Leit wëssen och déi Ausdréck! A wéi sollen d'Leit sech do ennereneen, matenee verstännegen, wa kee weess, wat deen anere seet?

Ech mengen awer, grad am Secteur vun der Medezin wär dat eng éischt Viraussetzung, déi misst geschafe ginn. An duerfir insistéiere mir drop, dass virun allem am Gesundheitssecteur d'Lëtzebuurger Sprooch muss gefuerdert ginn.

Dat kann ee jo am Kader vun den Aarbechtszäite maachen. Et kann een do och Coursen organiséieren, déi vum Stat finanziert ginn, dass déi Leit kee Lounausfall kréien. Mä dass d'Kommunikatioun ënnert de Professionellen an tëschent de Professionellen an de Patienten awer muss och garantéiert ginn!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Gibéryen. Als leschte Riedner ass den Här Colombera agedroen. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean Colombera (Onofhängeg).** - Merci, Här President. Et ass vill gesot ginn an dëser Debat. Fir mech huet de Rapport Lenz net dat bruecht, wat en hätt misse bréngen. Ech mengen, den Här Lenz oder den Évaluateur, deen huet déi Lëtzebuurger Spezifisitéit



ten net kann, an dofir sinn do verschidde Fee-ler ennerlaf - den Här Krieps huet méi wéi eng Kéier dorop higewisen. An dat kann een net einfach esou unhuelen. Ech mengen, 27.000 Euro, dat sinn der vill ze vill.

Bon, wat mer wëllen, dat ass e Paradigmewies-sel am Plan hospitalier, an do ass dat Éischt ganz wichteg, dass d'Aarbeitsbedingungen net d'Ärztler ännere, an d'administrativ Chargen, déi mussen erofgoen. Et kann net sinn, dass eng Infirmière 40% vun hirer Zäit nëmme mat administrativen Aarbechten...

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Jean Colombera (Onofhängeg).** - ...am-gaangen ass. Dat kann net sinn. Do muss eppes änneren.

Dat Zweet ass d'Rivalitéit u sech téschent de Spideeler, déi d'Ärztler net méi oprieden, well hei hu mer d'Impressioun, dass d'Medezin einfach e Geschäft ass: Wie kritt de Patient? An et ass emol kee Patient, et ass de Client! Ech mengen, fir sinn hei an engem Gesondheits-system, Gesondheitsministère, an do muss mer awer derfir suergen, dass de Patient awer anescht erscht behandelt gëtt, an net einfach esou als eng Wuert!

Mir schwätze vill vu Krankheet, mir schwätze vill vu Spidolspläng, mir schwätze vu Spesen, mä ech mengen, et misst een am Virfeld emol kucken, fir dat alles opzefänken. An dofir, éier een hospitaliséiert gëtt, muss alles gemaach ginn, dass de Patient, dass dee gesond bleift. An do insistéiere mer da ganz vill op d'Forma-tion continue vun den Dokter. Déi muss ga-rantéiert ginn, egal wat dat kascht! Den Dokter muss um leschte Stand sinn, fir de Patient rich-tig ze behandelen. Net, dass e fir all Bobbo de Patient an d'Spidol schéckt.

An da muss dat och vläicht duerch eng aner Tarificatioun geregelt ginn. Den Dokter muss och eng Performance bréngen, dat heescht, dee muss eng Leeschtung bréngen. Et kann net sinn, dass en einfach do e Patient iwwerweist, mä et wär méiglech, fir nom Modell „pay for performance“ ze handelen. Dat heescht, den Dokter géif dann anescht behandelt ginn, wann en de Patient iergendwéi schnell gesond mécht an net an d'Spidol schéckt.

Eng aner Saach ass d'Installatioun vun enger Assurance prévention nom selwechte Modell wéi d'Assurance dépendance. Dat wär enorm wichteg dann, fir och do ganz vill Akzenter ze setzen am Beräich, fir d'Krankheet ze verhënne- ren.

Bon, an dann, wann d'Patienten hospitaliséiert sinn, wa se dann erauskommen, muss se och wëssen, firwat dass se krank gi sinn. Ech mengen, dat Wichtigst ass an deem Plan hospi-talier, Här Minister, dass Der awer d'Prioritéit setzt fir d'Preventioun. All Service misst ee Ser-vice de prévention kréien, dass d'Leit gesot kréien: Ma firwat sinn ech iwwerhaapt krank ginn, wat hunn ech da falsch gemaach? Wann een dat kéint an engem Spidol mat installéie-ren, dann hätte mer sécherlech keng Récidivé méi oder manner Récidiven. Ech mengen, op där Schinn do muss mer weiderfuere.

Dann ass vill geschwat ginn an de leschte Jore vun enger Émweltklinik. De Kolleg Huss hat dat méi wéi eng Kéier hei op der Tribün gesot. Eng Émweltklinik géif u sech och ganz vill Ur-saache fannen a sichen a vläicht och eng aner Behandlung duerstellen. Wou si mer mat deem Projet vun der Émweltklinik? Firwat gëtt dat hei net ernimmt?

An dann, fir mech ass vläicht eppes verschlof ginn, dat ass, dass hei am Land, mir sinn eng Finanzplaz, mir wëlle gär Nischen, bon, et misst ee vläicht an der Medezin awer och aner Weeër goen. Mir hunn elo eng Universitéit, mir kéinte vläicht eng Faculté de médecine opmaachen. An da wär fir mech dat Allerwichtigst, wann een e Centre hospitalier universitaire géif op-bauen, mat der néideger Kompetenz, mat der Fuerschung, wou d'Krankheeten erfuerscht ginn, wou Modeller erschafft ginn, wou dann déi responsabel Leit Professerer aus dem Aus-land sinn, mat engem ganz aneren Know-how.

Da géifen nach verschidde Krankheeten anescht behandelt ginn. Mir bräichte se net méi an d'Ausland ze schécken, an dee ganze Rescht géif dann do décolléieren, dass mer eng besser Medezin hätten, wa mer, wéi gesot, op déi Schinn géife goen. Mä dat ass einfach eng politesch Entscheidung. Schued, dass mer net an déi Richtung ginn, wéi gesot, vun engem Centre hospitalier universitaire!

Bon, Dir hat eis e puer Froe gestallt, wat de Principe vun der Région hospitalière ugeet. Jo, dat muss am Gesetz ageschriwwen ginn.

Wat d'Servicer ugeet: an all Service ee Service de prévention, enorm wichteg.

Dann déi Kompetenzen: Service d'oncologie, Clinique de la douleur, Clinique vun den AVC, vun den Accidents vasculaires cérébraux a vun anere spezialiséierten Domänen, dat muss alles zesummegebündelt ginn an een zentrale Sys-tem eran.

Da wat de Service ambulatoire ugeet, do muss een oppassen, dass een dann de Patient, wéi gesot, net éischer heemschéckt, well d'Ten-denz besteet jo doréms, fir ëmmer méi schnell Better fräi ze maachen. Dat gëtt u sech erëm eng Verbesserung vun der Finanzlag vum Spi-dol. Dat d'Ärztler net vergiessen. Mä de Pa-tient geet dann éischer heem an do doheem muss den Dokter da kucken, dass en eens gëtt! Well do si Patienten, déi heemkommen, déi hätten awer menger Meenung no nach besser gehat, si wäeren nach eng Woch dobliwwen.

Wichtig ass de Service d'urgence, dass an all Spidol de Service d'urgence - wéinstens an den Hôpitaux régionaux - fonctionnéiert, mat den néidege Spezialisten. D'Questioun ass jo opgeworf gi mat de Pädiateren zu Ettelbréck.

Wat d'Rehabilitatioun ugeet, déi misst natier-lech hei a Lëtzebuerg en charge geholl ginn, well et gi vill Leit, haaptsächlech an der Psy-chiatrie, an d'Ausland geschéckt, fir do rehabili-téiert ze ginn. A wann déi Leit heemkommen, da muss ee leider feststellen, dass de Rapport, deen do vum Spidol ausgestallt gëtt, zéng Sät-ten huet, mä wat do geliwwert ginn ass, wat do presentéiert ginn ass, dat ass wierklech enner aller Klarinet!

Et si verschidde Spideeler am Ausland, déi sinn net esou seriö, wéi mir dat unhuelen. Dat misst vill, vill méi kontrolléiert ginn, well do gëtt wierklech bei munche Spideeler glat näischt gemaach!

Dofir wär et besser, mir géifen d'Rehabilitatioun hei am Land halen. Wat d'Psychiatrie ugeet, natierlech, wann ech den Dokter Graas, den Direkter vum CHNP, dann zitieren...

► **M. le Président.** - Här Colombera, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Jean Colombera (Onofhängeg).** - Okay, ech versichen.

Mir hunn hei eng Wald- und Wiesenspsychiatrie an dat seet villes aus. Mir missten dat Gebai ofrappen, an dann, et d'Ärztler keen zweete Pri-son ginn.

Wat d'Clinique Sainte-Marie ugeet, do wär et och gutt, wann d'Kompatienten dodra géifen installéiert a behandelt ginn.

Fir de Rescht dann e lescht Wuert iwwert de Registre, déi Donnéeën: Mir sinn do an engem chronische Mangel an dat misst ganz schnell behuewe ginn, och mat dem elektronische Pa-tientendossier.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Colombera. Da kritt nach eng Kéier d'Wuert den Här Gesondheitsminister.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Sënn vun dësem Exercice wär, fir d'Chamber ze lauschten. Ech mengen, mir haten de Mëtten d'Geleeënheet fir e gudden a konstruktiven Échange. Ech wäert dat mat op de Wee huelen, fir dat am Plan hospitalier esou wäit wéi dat geet ze integréieren.

Ech wëll just op een Element agoen, dat net di-rekt eppes mam Plan hospitalier ze dinn huet, mä wat fir e bessen Diskussioun gesuergt huet. Dat ass dee Communiqué vun der CNS, wou d'CNS gesot huet, dass 46 Mann Personal oder Frae Personal géifen ofgebaut ginn. Ech wëll insistéieren, dass dat näischt mat engem Plan hospitalier ze dinn huet, dass dat och näischt mat enger Gesondheitsreform ze dinn huet, mä dass dat just eppes ze dinn huet mam Moossen, mam regelméisseg Moosse vun den Aktivitéiten an deenen eenzelne Spideeler.

Dat kënnt regelméisseg vir, dass et zu Adapta-tiounen no ënnen an no uewe kënnt. Déi 46 Plazen, déi fir déi nächst fénnef Joer am Raum stinn, fir reduzéiert ze ginn, déi kënnen an engem Joer schon erëm ganz anescht aus-gesinn. Ech wëll net, dass dee Message eriwwekënt, dass iwwer Plan hospitalier oder iwwer Gesondheitsreform um Bockel vum Per-sonal gespuert gëtt, well hei zu Lëtzebuerg ass de Personalschlüssel mat deenen héchsten a ganz Europa an doriwwer ewech.

Dat gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci fir déi konstruktiv Empfehlungen. Ech mengen, mir sinn definitiv um richtege Wee, wa mer am Spidolssektor fir méi Trans-parenz vun den Aktivitéite wëlle suergen, fir

opgrond vu verlässlechen Donnéeën déi beschtméiglech Planificatioun ze maachen.

Zwee Elementer, déi elo net an de Plan hospi-talier eragehéieren, mä déi essenziell wäerte sinn an deenen nächste Joren, dat ass, d'Com-pabilité analytique, d'Full-cost-Berechnung vun den Aktivitéite vum Spidol an d'Nomenclature op de Métier ze huelen. Dat ass zwar en Travail de longue haleine, mä do derlaanscht komme mer net, wa mer dat wëlle réaliséieren, wat all eist Zil ass: de Spidolssektor op deem beschtméiglechen Niveau ze pérenniséieren an dee System esou generéis ze halen, méiglechst esou generéis ze hale wéi elo, mat als Optimum der beschtméiglecher Qualitéit.

Ech soen lech en hærzleche Merci an...

► **M. le Président.** - Här Minister, den Här Weber - ier Der Merci sot -, den Här Weber wëllt lech nach eng Fro stellen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.** - Selbstverständlech! Wéi kéint ech Nee soen!

► **M. Robert Weber (CSV).** - Här Minister, et ass e puermol elo an der Debatt hei ugeschwat ginn: de Problem vun der elektronischer Pa-tientenakt. Wou sti mer do? Do wär ech nawell interesséiert drun, awer vun lech nach e puer Wuert driwwer ze héieren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.** - Merci villmools fir déi Fro! Effektiv hu mer zënter engem gudden Joer eis Agence eSanté, déi schafft zesumme mat alle Partner, an déi éischt Applikatioun vum „Dossier par-tagé patient“ si versprach vun der Agence eSanté fir den Ufank vun 2014. Dat sinn déi éischt Applikatiounen.

Dir wësst, dass dat modular opgebaut gëtt mat Prioritéit op de Labosanalysen an op dem Échange vun de Biller. An ech stelle mer och vir, dass iwwert deenen Dossier partagé eng Fro wäert schnell geléist kënne ginn, dat ass déi vun der Deklaratioun vun deenen eenzelne Leit als Organspender oder als Netorganspender, fir lech e Beispill ze ginn, wat déi Applikatiounen vun deem Dossier partagé wäerte sinn.

En zweet Wuert, well dat och opgeworf ginn ass, iwwert d'Dokumentatioun vun de medezi-nischen Aktivitéiten. Deen Aarbechtsgrupp, dee fonctionnéiert mat Experten zesummen zënter engem gudden Joer, an am Laf vun dë-sem Joer, uganks nächst Joer wäert d'Pilotphas vun der Dokumentatioun vun der Activité mé-dicale an eenzelne Servicer an eenzelnen Haiser ugoen. Mir sinn och do gudder Hoffnung, no-deem mer den Dokumentationsmodus fixéiert hunn, dass mer schnell virkommen, well nëmme, wa mer verlässlech Donnéeën hunn, kënne mer dat och optimal plangen.

Merci villmools, Här Weber, fir d'Fro.

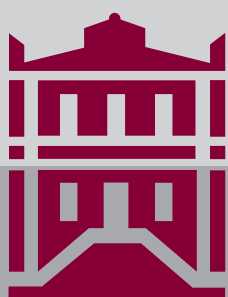
► **M. le Président.** - Merci. Domadder wäere mer um Enn vun der Diskussioun. Mir sinn dann och gläichzäiteg um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um zwou Äuer nees zesummen.

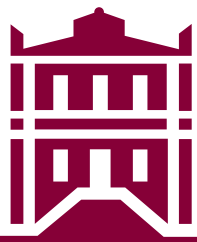
D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 19.37 heures)

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.





Sommaire

1. 6390 - Projet de loi concernant des agents intervenant dans l'enseignement fondamental et modifiant:
 1. la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;
 2. la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;
 3. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;
 4. la loi modifiée du 16 août 1968 portant création d'un centre de logopédie et de services audiométrique et orthophonique;
 5. la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée;
 6. la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;
 7. la loi du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et les modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;
 8. le Code de la sécurité sociale;
 9. la loi du 13 juillet 2006 portant réorganisation du centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS)
 - Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports: M. Ben Fayot
 - Discussion générale: M. Jean-Paul Schaaf, M. Eugène Berger (Mme Mady Delvaux-Stehres intervient), M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Jacques-Yves Henckes
 - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
2. Dépôt d'une proposition de loi par M. Michel Wolter
 - M. Michel Wolter
3. 6513 - Projet de loi relative à la vente à découvert d'instruments financiers, mettant en œuvre le règlement (UE) n°236/2012 du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2012 sur la vente à découvert et certains aspects des contrats d'échange sur risque de crédit
 - Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Fernand Boden
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
4. 6511 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux d'agrandissement et de modernisation de la station d'épuration d'Esch/Schiff-lange par dépassement du montant fixé par la loi du 20 décembre 1999 autorisant l'État à participer au financement des travaux d'agrandissement et de modernisation de ladite station d'épuration

6512 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au dépassement des financements de la 1ère phase des travaux nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées générées par les communes du bassin supérieur de la Vallée de l'Attert, ainsi qu'au financement des phases 2 et 3

 - Rapports de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police: M. Ali Kaes
 - Discussion générale: M. Fernand Etgen, M. Gast Gibéryen
 - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi 6511 et dispense du second vote constitutionnel
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi 6512 et dispense du second vote constitutionnel
5. 6479A - Projet de loi portant modification
 - a) de certaines dispositions du Titre 4 - De la comptabilité communale de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et
 - b) de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale
 - Rapport de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police: M. Emile Eicher
 - Discussion générale: M. Fernand Etgen, M. Ben Scheuer, M. Camille Gira
 - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
6. Débat d'orientation sur l'armée luxembourgeoise
 - Exposé: M. Félix Braz
 - Débat: M. Félix Eischen, M. Fernand Etgen, M. Ben Fayot, M. Fernand Kartheiser (M. Ben Fayot intervient), M. Jacques-Yves Henckes
 - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense (M. Félix Braz intervient)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, Jean-Marie Halsdorf et Etienne Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.01 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **Une voix.**- Si ass nach net do, Här President.

► **M. le Président.**- Si ass ennerwee.

► **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.**- Neen, Här President.

► **M. le Président.**- Mir fänken haut de Mëtteg mam Projet de loi 6390 un iwwert d'Agenten am Enseignement fondamental. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech ageschriwwen: déi Häre Schaaf, Berger, Adam a Kartheiser. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Ben Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

1. 6390 - Projet de loi

concernant des agents intervenant dans l'enseignement fondamental et modifiant:

1. la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

2. la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;

3. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

4. la loi modifiée du 16 août 1968 portant création d'un centre de logopédie et de services audiométrique et orthophonique;

5. la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée;

6. la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

7. la loi du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et les modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

8. le Code de la Sécurité sociale;

9. la loi du 13 juillet 2006 portant réorganisation du centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS)

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

► **M. Ben Fayot (LSAP), rapporteur.**- Här President,...

► **M. le Président.**- Ech bieden lech, Plaz ze huelen an dem Här Rapporteur nozelauschteren!

► **M. Ben Fayot (LSAP), rapporteur.**- Et ass och nach e bëssen Duerchbruch, Här President.

► **M. le Président.**- Den Här Bodry mécht elo d'Dier zou an da fuert Der lass, Här Fayot.

► **M. Ben Fayot (LSAP), rapporteur.**- Här President,...

(Brouhaha)

...de Projet de loi 6390 ännert déi zwee wichteg Gesetzer vum 2009 iwwert d'Organisatioun an d'Personal vum der Grondschoul of. E passt och eng ganz Rei aner Gesetzer an deem Zesammenhang un, an déi stinn alleguer am Titel, an et sinn der insgesamt néng.

Ursprünglech hat de Projet 6390 zwee verschidden Deeler. Een Deel sollt éischer technesch Personalproblemer léisen, déi am Zesammenhang mat der Reform vum der Grondschoul vum 2009 duerch d'Iwwerhuele vum Personal vum Stat entstanne sinn. Deen aneren Deel sollt d'Surveillance an der Grondschoul nei organiséieren, an zwar an der Haaptsaach duerch d'Schafe vu regionale Büroe mat Direkteren an enger grousser Reform vum Inspektorat.

De Conseil d'État huet a sengem Avis vum 27. November 2012 dësen Deel äusserst kritesch gekuckt, mat enger Opposition formelle beluecht a gemengt, et misst een domat waar-

den, bis d'Fro vum Directeur d'école an der Grondschoul politesch gekläert wär. En huet virgeschloen, dësen Deel aus dem Gesetz erauszehuelen a sech einstweilen op dee méi technesch Deel ze beschränken.

D'Kommissioun, am Accord mat der Regierung, huet dat ugeholl, entre autres och, well et ons dru geleeën huet, de Fonctionnement vum Inspektorat esou effikass wéi méiglech ze maachen. Soudass elo de Projet nëmme méi aus engem Deel besteet, deen éischer technesch Natur ass.

Ausser der Fro, ob d'Schwammmeeschteren an de Gemengeschwämme weider dierfe Grondschoulkanner schwamme léieren, huet de Projet keng politesch Welle gemaach.

Här President, déi wichtegst Neierung vum Projet betrëfft d'Inspekteren. Fir d'Inspektorat enthält de Projet eng ganz Rei wichteg Ännerungen. Sou gëtt d'Inspektorat zu engem Collège des inspecteurs de l'enseignement fondamental par analogie mam Collège des directeurs am Secondaire. Den Inspecteur général verschwënt a gëtt ersat duerch de President vum Collège des inspecteurs, deen awer net méi de Supérieur hiérarchique vun den Inspekteren ass, mä e Primus inter Pares an als Fonctionnaire eng Partie Aufgaben am Schoulwiese kritt.

Maximal solle 25 Inspekteren an der Grondschoul kënnen genannt ginn.

D'Fro kann ee stellen: Firwat all dës Ännerungen?

D'Ursach ass, dass d'Inspekteren duerch d'Gesetz vum 2009 eng ganz Partie zum Deel och nei Aufgabe kruten. Dozou gehéiert zum Beispill, dass duerch d'Reprise vum ganze Personal vun der Grondschoul duerch de Stat den Inspektor zum Supérieur hiérarchique pédagogique et administratif vun deem Personal gouf,...

(Brouhaha)

► **M. le Président.**- Ech bieden lech wierklech, dem Här Fayot nozelauschteren!

► **M. Ben Fayot (LSAP), rapporteur.**- ...während virun 2009 d'Gemengen de Volet administratif vum Personal behandelt hunn.

D'Inspektore stinn entweder un der Spëtzt vun engem Arrondissement oder si mat spezifesche Missiounen beauftragt. An engem Bezirk hu se ëm déi 280 Leit ënner sech. Derniewent kënn d'pädagogesch Betreuung vun deem villen neie Léierpersonal, d'Zesummenaarbecht mat de Schoulpartner an d'Roll vun der pädagogescher Iwwersicht.

D'Aufgabe vum Inspektor sinn extrem breet gefächert: Appréciatioun vun der Aarbecht vun den Enseignanten an dem Personnel éducatif, d'Bedeegung un de kommunale Schoulkommissiounen, d'Gestioun vun de Conseils d'orientation fir de Passage vun der Grondschoul an de Secondaire, d'Présidence vun der Commission d'inclusion scolaire, trimestriell Réunionne mat de Schoulpresidenten, Inspektioun an den Europa- an internationale Schoulen, Surveillance vun dem Grondschoulunterricht, an der Éducation différenciée an an dem Centre de logopédie.

De regionale Büro muss sech ëm den Ersatz an der Schoul an ëm den interne Fonctionnement an der Schoul bekëmmern. Fir de gudden Betrieb vun der Schoul ze sécheren, gëtt d'Inspektorat elo étofféiert a revaloriséiert. D'regional Büro gi mat Lokaler a Budgetsmittelen doféiert. Et kënnen do Redakteren an Expéditionnaires agestallt ginn. D'Gesetz gëtt d'Méiglechkeet, eng Léierpersoun bei en Inspektor fir eng Partie Aarbechten ze detachéieren. Ähnlech wéi am Secondaire, wou den Direkter vun engem Lycée sech mat Attachés à la direction kann encadréieren, fir seng Schoul ze féieren, soll elo den Inspektor a sengem regionale Büro duerch Personal encadréiert ginn, fir seng Aarbecht optimal ze organiséieren.

Derbäi kënn, dass déi sougenannten Instituteurs-ressources, déi et säit dem Gesetz vum 2009 gëtt, un en Arrondissement d'inspection fir déi dräi Joer affectéiert kënnen ginn. Déi Instituteurs-ressources sinn direkt an de Ministère de l'Éducation nationale detachéiert. Si ginn duerch d'Gesetz erméiglecht (veuillez lire:

hinne gëtt duerch d'Gesetz erméiglecht), dem Inspekter ze hëllefen, Léierpersonal ze beroden an ze informéieren, awer net ze surveilléieren an ze kontrolléieren.

Fir Inspekter ze ginn, muss een an Zukunft e Master um Gebitt vun der Schoul hunn oder en offiziell unerkannte gläichwärtigen aneren Diplom a fënnel Joer eng Fonctioun an der Carrière supérieure vun Enseignement, oder an enger Fonctioun dirigeante an der Statsverwaltung geschafft hunn. D'Inspekter gi vum Grand-Duc genannt an de Minister decidéiert hir Affectatioun an d'Arrondissement.

Schliesslech wëllt d'Regierung iwwert de Projet 6459 vun der Fonctioun publique den Inspekter an de Grad E8 reklasséieren, well seng Aarbecht als Fonctioun dirigeante ze betruechten ass. Dat gëllt fir d'Inspekteren, déi en Arrondissement féieren, wéi och fir den Inspecteur attaché, dee Chef vum Service de l'enseignement fondamental am Ministère ass. Dat bedeit och, dass den Inspekter zukünfteg fir siwe Joer genannt gëtt, gradesou wéi aner Fonctionnaires an enger Fonctioun dirigeante beim Stat.

De Statsrot huet a sengem Avis complémentaire gefaart, déi Dispositiounen iwwert d'Inspekter geifen en Deel vun der Diskussioun iwwert d'Schouldirektioun - wéi e gesot huet - égratignéieren, dat heescht ukrazen. Mir mengen dat als Kommissioun net. Et gëtt effektiv en echte Besoin um Terrain, fir d'Fonctioun vum Inspekter ze reforméieren, egal wéi d'Diskussioun ëm d'Schouldirektioun ausgeet.

Derniewent enthält de Projet eng Partie weider Adaptatiounen a Personalfroen. Et gëtt sech an deem enger oder aneren Avis verwonnert, fir wat et esou séier nom Gesetz vun 2009 néideg wär, dës Adaptatiounen ze maachen. Bekanntlech gouf d'Grondschoulpersonal bis zum Gesetz vun 2009 vun de Gemenge verwalt.

An der Diskussioun zum Personalgesetz vun 2009 war et e breede Wunsch an der Politik, dem Stat dat Personal ze ënnerstellen - dat hat och, erënnert lech, mat de Schwieeregkeete vu ville Gemengen ze dinn, genuch a gutt Schoulpersonal ze fannen -, wat, wéi et sech bei der Ëmsetzung sollt erausstellen, méi séier gesot wéi gemaach war.

Well et vill Zorte Personal a verschiddene Situatiounen an der Grondschoul gëtt, mussen elo eng Partie Upassung virgeholl ginn. Dat soll de Schoulbetrieb méi reibungslos maachen, dem Personal entgéintkommen an all Zorte Personal ënnert een Hutt bréngen an doduerch d'Zusammeschaffe vum Personal verbessern.

Fir d'Éischt kënnen d'Gemengebeamten, déi an der Grondschoul tätég sinn, vum Stat iwwerholl ginn. Dat sinn an der Haaptsaach Éducateuren an Éducateurs gradués, insgesamt handelt et sech ëm eng honnert Leit. D'administrativ Vereinfachung besteet doran, dass d'Zuel vun de Konventiounen zwëschen Stat a Gemengen doduerch erofgeet.

Employés communaux a Salarié vum de Gemengen, déi an der Schoul schaffen, kënnen fir eng Reprise duerch de Stat optéieren, an zwar bis den Ufank vum Schouljoer 2016/2017.

Sou wéi et eng Ersatzreserv fir de Schoulberäich gëtt, soll och eng Ersatzreserv vun Éducateuren an Éducateurs gradués geschafe ginn. Doduerch ginn d'Prozeduren fir den Ersatz vun deem Personal méi einfach.

Fir eng gewësse Stabilitéit vun den Équipes pédagogiques ofzesécheren, sollen an Zukunft jährléich Réaffectatiounen vun de Chargés de cours, déi an der Réserve de suppléants sinn, nëmmen um regionalen an net um nationalen Niveau méiglech sinn, an dat opgrond vun engem Engagement vun e puer Joer an enger Region. Well et am Gesetz heescht, dass deen Engagement op mindestens e Joer festgeluecht gëtt, kann duerch Règlement grand-ducal och eng länger Period vu véier oder fënnel Joer festgeluecht ginn.

Eng weider Moosnam betrëfft d'Léierpersonal. Et soll deenen Enseignanten, déi duerch hir Studien habilitéiert ginn, entweder am éischten Zyklus oder am zweete bis de véierten Zyklus ze schaffen, erméiglecht ginn, also iwwer hir Berufserfahrung an en zousätzlichen Examen an allen Zyklen ze schaffen. Datselwech soll fir dat Personal gëllen, wat an der Ersatzreserv ass an den Diplom fir den éischten Zyklus huet.

Déi Leit, déi also en Diplom fir d'Spillschoul hunn, wéi een dat esou einfach seet, kënnen iwwert de Wee oder am zweete bis de véierten Zyklus, also an der eigentlecher Primärschoul Schoul halen.

Den Artikel 30 léisst d'Dier op fir Léierpersonal, dat virum 15. September 2009 seng Demis-

sion ginn hat a bis dohi keng Demande gemaach hat, fir ouni neien Exame reintegriert ze ginn. Et gëtt zwee Fäll, déi vun dëser Dispositioun profitéieren kënnen, wa se dann erëm als Léierkraaft agestallt wëlle ginn. Een dovunner hat 2008 demissionéiert, deen aneren allerdéngs och, an net - wéi irrtümlecherweis am Commentaire des articles vum Bericht steet - 2000. Et handelt sech dobäi ëm Leit mat alen Diplomen, déi an enger Zäit an de Beruff age-tratt sinn, wou se onbegrenzt admissibel waren, a well mer all Léierkraaft brauchen, war et natierlech, dës Bréck ze bauen.

Schliesslech léist dëst Gesetz d'Fro vun de Schwammmeeschteren an de Grondschoulen. Fir d'Éischt emol ginn d'Instructeurs de natation, och Schwammmeeschter genannt, an d'Lëscht vun all deem Personal ageschriwwen, dat an der Grondschoul schafft. Dat sinn insgesamt 23 Positiounen, also 23 verschidden Zorte Personal. Dat war bis elo net de Fall fir d'Schwammmeeschteren, obscho se duerch de Règlement grand-ducal vun 1990 den Optrag dofir kritt haten.

Bekanntlech sollten nëmmen déi, déi bis de 15. September 2012 Schwammcourse fir d'Schüler vun der Grondschoul ofgehalen hunn, dat weider kënnen maachen. Déi Dispositioun, erënnert lech, huet fir vill Opreegung bei de Schwammmeeschtere gesuergt. Si hu gefaart, doduerch géif hire Beruff fir d'Zukunft staark un Attraktivitéit verléieren an den Nowuess wär a Gefor.

Iwwert dat, wat d'Schwammmeeschteren an Zukunft am Kader vum Schwammunterricht maache kënnen, huet d'Regierung, fannen ech, e gudd Kompromiss fonnt, dee seet, de Schwammcourse gëtt vum Titulaire vun der Klass ofgehalen oder vun engem Chargé de cours, wann den Titulaire déchargéiert ass. Dat ass de Prinzip an der Grondschoul an op alle Gebidder.

Am Kader vun der Organisatioun vum Schwammcourse kann d'Gemeng oder e Syndikat, déi eng Piscine bedriewen, d'Schwammmeeschteren domat betrieien, dem Titulaire de classe dobäi ze hëllefen, d'Kanner schwammen ze léieren. E Règlement grand-ducal bestëmmt d'Bedeelegung vum Stat un de Frais fir déi Déngschtleeschunge vun de Schwammmeeschteren.

Här President, eng weider interessant Neierung betrëfft d'Couverture duerch d'Unfallversicherung vun der Federatioun vun den Elterevereenegungen, och FAPEL genannt, an de Vereenegunge grad ewéi de Vetrieder vun de Parents d'élèves aus der Grondschoul an de Membere vun den Elterecomitéen, wa se u Versammlungen am Kader vun hiren Aktivitéiten deel huelen. Den Artikel 43 vun deem Gesetz beschreift genee, ëm wat fir Leit et sech handelt. D'Eltere si wichteg a wäertvoll Partner an der Schoul a ginn heimat bei hiren Aktivitéiten ofgeséichert. Dëst war iwwereng eng laangjähreg Fuerderung vun der FAPEL.

Interessant ass nach, dass de Plan de réussite scolaire künfteg dräi Joer an net véier Joer, wéi bis elo, dauert. Dat am Zesummenhang mat der sougenannter Gestion par objectif, déi an der Statsbeamterreform och fir dräi Joer virgesinn ass.

Dat waren, Här President, eng Partie vun deene wesentlechen Dispositiounen aus deem Gesetz. Et sinn nach eng Partie Detaildispositiounen, op déi ech hei an deem mëndleche Bericht net agaange sinn. Ech mengen, et ass awer insgesamt e Gesetz, wat vill Kloerheeten a Verbesserungen an der Grondschoul bréngt. An dofir bréngen ech dann och d'Zoustëmmung vun der LSAP fir dëst Gesetz.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Fayot. Als éischte Riedner ass den Här Jean-Paul Schaaf agedroen. Här Schaaf, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Jean-Paul Schaaf (CSV).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madame Minister, dem President vun der Kommissioun an och Rapporteur Ben Fayot drécken ech hei emol, fir unzefänken, meng Komplimenter aus fir dësen explizite Rapport. Gläichzäitig meng Unerkennung awer och fir déi gutt Aarbecht, déi op Sekretariatsniveau hei gemaach ginn ass.

Wéi de Gesetzesprojet 6390 - den Här Fayot ass jo drop agaangen - déposiert ginn ass, do hunn ech mir a vill aner Leit och eng Rétsch vu Froe gestallt. Den urspréngleche Projet sollt jo déi zwee Voleten ofdecken. Béid Volette si wichteg, an ech si frou, dass mer haut ee vun dësen Voleten op eng ganz gutt Bunn bréngen.

Ech veroden och kengem e Geheimnis, dass d'CSV eng liicht aner Virstellung zum zweete Volet, der Reform also vun der Leedung vun de Grondschoulen an der Reform vum Inspektorat

huet, wéi de Gesetzesprojet et initialement virgesinn hätt. An deemem Projet ware jo regional Direktiounen virgesinn, an domadder war dëse Projet an eng aner Richtung ënnerwee.

Doduerch dass mer elo de Projet an zwee gespléckt hunn, hu mer jo gläichzäitig och déi Diskussioun iwwert d'Féierung, spréich d'Direktioun vun de Primärschoulen op e spéideren Datum verluecht.

D'Grondschoul muss bestoe virum Hannergrond vun enger sech verännerender Gesellschaft, vu ganz dacks ganz héijen Erwaardungen vun den Elteren, vun enger heterogener Zesammensetzung vun eiser Schoulgemeinschaft, vun den Erfahrungen och aus den éischte Versich a Richtung Ganzdagsschoul, vun der Vernetzung mat der Maison relais, vun de Plans d'encadrement périscolaire, vun de Plans de réussite scolaire, vu Projeten, déi an der Schoul hir Plaz hunn an am Kader vum PRS vum Kollektiv vun den Enseignants geplangt, organiséiert an evaluéiert kënnen ginn.

Den Hannergrond ass gradesou wichteg vun den noutwendegen fundamentalen Iwwerleeungen vun all eenzel Schoul doriwier, wou se steet, wou hir Prioritéit sinn, wéi eng konkret Äntwerten dës Schoul a Schoulgemeinschaft fanne kann a muss op déi konkret Problemer, déi si um kommunalen Terrain virfënn.

Dat ass en Denke vun engem „Ech-reagéieren-op-konkret-Problemer-um-Terrain“ hin zu engem Denken: „Wéi kann ech zilorientéiert Projete formuléieren an als Schoulgemeinschaft no vir bréngen?“ Dat ass also och eng noutwendeg Moderatiouns- a Motivatiounskompetenz vun der Schoulleedung, déi hei verlaangt gëtt.

Dat ass och den Hannergrond vun der feelerder Gestiou vu Weiderbildungsprogrammen, vun engem héijen administrativen Drock, vu wichteger Elterenaarbecht an esou weider an esou fort. Deen Hannergrond ass esou villfältig, dass mer eben aus dësen an aus villen anere Grënn der Meenung sinn, dass eng Direktioun an alle grouse Schoule respektiv bei klengen Schoulen an Deelzäit eng Verbesserung an a muncher Hisiicht och eng Vereinfachung duerstelle géif. Wa mer haut déi héich Décharge-Stonne kucken, déi awer noutwendeg sinn, an déi gutt si fir President a Membere vum Comité d'école, dann ass et och net méi direkt eng Käschen- oder Postefro.

De Regierungsprogramm schwätzt sech jo och esou aus, dass e seet, an ech zitieren: «Les écoles d'une certaine taille pourraient opter pour une direction à plein temps.» Elementer aus dem Bilan vun der Grondschoul, nottamment d'Expertise vun der Uni Lëtzebuerg weise jo och an déi dote Richtung. Dat sinn Elementer, déi allerdéngs beim Dépôt vum Projet net virlouchen an op déi een och zu deem Zäitpunkt net konnt reagéieren an agoen.

Opgrond vum Bilan vun den éischte Joren ënnert dem neie Modell mat den ënnerschiedleche Vuë vun de Parteien, de Gewerkschaften, de Gemengen, den Eltere sollt een a Rou driwwer diskutéieren, wéi dësen zweeten Deel vun der Reform vun der Féierungsstruktur vun eise Grondschoule geplangt ka ginn, fir dass mer och do e breede Konsens kënnen fannen. D'CSV ass gäre bereet, sech konstruktiv un dësen Iwwerleeungen ze bedeelegen.

An der Kommissioun ware mer eis all eens, no Analys vum Statsrot an op Virschlag vun der Madame Ministesch, de Projet elo a sengem éischten Deel ëmzesetzen, wéi gesot, fir dass bei der Reentrée am Hierscht eng Rei vun Aspekter kloergestallt sinn. Ech wëll se net méi all inhaltlech belichten, just e puer Punkte Revue passéiere loosse. Den Här Fayot ass am Detail drop agaangen an den explizite Rapport belicht dat wierklech, soudass jiddwieren all Äntwerten op seng Froen do fanne kann.

Duerch dëst Gesetz ginn eben eng Rei vu Fonctionnaires communaux, Salarié, déi also ënnert deem Statut bei de Gemengen agestallt ginn, och an d'Méiglechkeet versat, bei de Stat kënnen ze wiesselen. Dat si jo ronn honnert Persounen. De Pool vun de Remplaçant gëtt geschafe fir d'Personal vun den Éducateuren; d'Leit aus der Réserve de suppléants ginn an den Arrondissement affectéiert an net méi landeswäit, wouduerch si selwer och eng aner Sécherheet a Stabilitéit kréien.

Déi Leit, déi virum der Reform vun 2009 eng Nominatioun haten, dunn awer och virum der Reform vun 2009 aus dem Beruff ausgescheed waren, kréien elo erëm d'Méiglechkeet, de Beruff ze reintegriieren, ouni sech nach eng Kéier mussen engem Examen ze stellen. Eng Situatioun, déi een net konnt virusgesinn. De Wiesel téschent Cycle 1 an anere Cyclé gëtt geregelt. Den Inspektorat gëtt reforméiert. Dem Inspektorat seng Tache als Fonctioun dirigeante gëtt unerkannt. Den Inspektor huet effektiv en enormen Aarbechts- a Responsabilitéitenspen-sum.

Wat virum der Reform 116 Gemengen administrativ gutt erleedegt hunn, mussen elo déi 20 Inspekteren an hire jeeeweilegen Arrondissementen alles maachen. Si hu jiddwieren bis zu 300 Schoulmeeschteren, Sekretariat a Chargéen ze managen, sinn hierarchesch wéi pädagogesch hir Virgesetzen. D'Reform vun der Fonctioun publique muss dann duerno regelen, wat fir eng Konsequenz esou eng Tache als Fonctioun dirigeante eventuell am Klassement wäert mat sech bréngen.

Fir dëser usprochsvoller Aufgab gerecht ze ginn, gi mat deemem Gesetz vun hirer Tache déchargéiert Schoulmeeschteren, d'Instituteursressources, net méi national, mä dem Inspekter ënnerstallt an zougestallt. De Plan de réussite scolaire geet vu véier op dräi Joer erof, wat ech positiv fannen, well et eng Opwärtung gëtt och vun dem Plan de réussite scolaire, deen eng méi periodesch Neiausrichtung vun der Schoul erlaabt.

Schliesslech ass d'Ophuele vun de Schwammmeeschteren, an dat ass richteg, eng länger Diskussioun gewiescht, déi mer haten; d'Ophuele vun de Schwammmeeschteren an d'Lëscht vun deene Berufsgruppen, déi an der Schoul dierfen intervenéieren.

Hei gëtt elo eng legal Basis geschaf fir eng Aarbecht um Terrain, déi haut esou ënnerschiedlech ass wéi d'Waassertemperaturen an den eenzelne Basengen. A well dat esou ënnerschiedlech ass, wiere mer frou gewiescht, de Projet vum Règlement grand-ducal iwwert d'Schwammmeeschteren ze gesinn, deen dëst komplizéiert Matenee regele muss an d'Responsabilitéiten an déi finanziell Modeller téschent Stat a Gemenge respektiv Syndikater festleet. Aus Zäitgrënn bedéngt, awer och duerch eis, bedéngt doduerch, dass mir e bësse gedoktert hunn un enger gemeinsamer Linn am Gesetz, war dat net méiglech.

De Schwammmeeschter ass jo engersäits onersetzlech fir d'Sécherheet an der Piscine, anersäits huet e Kompetenzen, fir de Kanner d'Schwamme bäizebréngen. Mir hu jo ënner anerem d'Feststellung misse maachen, dass d'Enseignanten haut op der Uni Lëtzebuerg just 20 Stonne schwammen an hire véier Joer léieren. De Schwammmeeschter huet do awer, mengen ech, an der Technik vum Schwammleieren eng aner Kompetenz an op déi muss een ënner Ernst anerkennen zréckgräifen.

Dat ass e Kompromëss, dee mer an der Kommissioun esou gekläert hunn, dass de Schwammmeeschter eben net als Enseignant gëllen dierf an enger Klass, mä just punktuell als Intervenant, fir d'Schwamme bäizebréngen, dem Enseignant kann zur Hand kommen, ënnert deem senger Leedung en dann och do schafft, an eiser Meenung no ass dat ee gudd Kompromëss. Mir vertrauen och drop, dass et geléngt, hei e waasserdichten Text fir d'Schwammmeeschteren ze verfaassen.

Här President, d'Konditiounen fir d'Qualitéit vun eiser Schoul, déi ginn och, awer net nëmmen, an de Büroen vun den Ministère gemaach. Déi wierklech Qualitéit, vun där mer all erëm gäre schwätzen, déi gëtt eigentlech am Klasseall vum Enseignant gemaach a bestëmmt. A mir kënnen als Gesellschaft an als Politik och emol eppes fir déi Qualitéit maachen, andeems mer och eemol ausdrécken, dass mer houfreg sinn op dat, wat eis Enseignanten all Dag an de Klasseall leeschten, zum Wuel vun eise Kanner a vun der Gesellschaft am Ganzen. Den Erfolleg vun eiser Schoul, dat ass hire Mérite.

Dëse Projet vun haut ass e Puzzlestéck, dat nach gefeelt huet, fir enger Rei vun Intervenanten an der Schoul déi Sécherheet a Perspektiv ze ginn, déi se brauchen, fir sech voll a ganz ze engagéieren. Hei ginn déi Problemer geléist, déi net duerch d'Gesetz vun 2009 nei geschafe goufen; et sinn haut déi Texter gestëmmt ginn, déi vu vireran nach gefeelt hunn. Dat war gewosst. Fir se gutt ze léisen, huet eben e Stéck Ëmsetzung vun der Reform gefeelt. An dat ass gebraucht ginn, e bëssen Zäit, fir den Inventär vun de Personalproblemer ze maachen. Dat war ee sech vu vireran bewosst. An haut si mer op deem Punkt ukomm, wou een déi Schwieeregkeete ka léisen.

Ech soen dofir der Éducatiounsministesch, de Leit vum Ministère Merci fir dëse Projet, fir déi séier Aarbecht, a ginn och hei den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Schaaf. Als nächste Riedner ass den Här Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Och direkt e Merci un de Rapporteur fir säin ausféierleche mëndlechen an och virum allem schrëftleche Bericht.

Här President, ech hat mech elo agestallt op e Modèle de base, dat heescht, wou ech fënnel



Minutte Riedezäit hätt. Bon, ech mengen domadder, also mat fénnef Minutten, kommen ech och doduerch, fir déi wichteg Saachen ze soen.

Bon, et ass jo hei e Gesetz, dat hätt à l'origine sollten eent si vun der Reorganisatioun vum Inspektorat. A mir wëssen awer méttlerweil, dass déi Virlag vun der Regierung ganz problematesch war an datt schlussendlech d'Gesetz awer vu senger Substanz vidéiert ginn ass. Haaptsächlech och doduerch, dass de Statsrot do eng ganz Rei Schwieregkeete mam Text hat an och Oppositions formelles hat, wou mir och konnten zum gréissten Deel deelen.

Et bleift also elo nach eng Aart, ech géif soen, fourre-tout, wou eng Rei Dispositiounen betreffend d'Personal an d'Intervenanten an der Grondschoul, géif ech soen, verbessert ginn, well se och vläicht am Gesetz vun 2009 net gutt regléiert goufen oder guer net regléiert goufen.

Ech ginn elo net méi op all déi Dispositiounen an. De Rapporteur huet dat jo ausféierlech gemaach. Ech mengen, et sinn do och Dispositiounen, wou mir absolut kee Problem domadder hunn, déi mer éischer begreifen. Dat sinn dann déi Dispositiounen, wat d'Personal Éducateuren ubelaangt, déi als Fonctionnaire communal dann an de Schoule schaffen an déi kënnen vum Stat elo..., oder de Choix kënnen maachen, dass se vum Stat iwwerholl ginn. Domadder hu mer kee Problem.

Ech mengen, och datselwecht géllt fir déi Dispositiounen betreffend d'Schwammmeeschteren, mat deene mer och kënnen d'accord sinn. Si gehéieren elo zum Schoulpersonal, net zum Personnel enseignant, mä zum Schoulpersonal, zum Staff, kann ee soen, vun deem ganze Personal, dat an der Schoul schafft. An da soll jo och elo eng Solutioun fonnt ginn, wéi d'Bezuelen ass tëschent dem Stat an de Gemengen. Iidem och fir déi Dispositiounen, wat d'Léierpersonal ubelaangt, dat elo am Cycle 1 schafft oder fir déi, déi en Diplom hunn an déi wëlle sech qualifizéieren, fir an déi aner Cyclé kënnen eriwierzegoen.

Bon, wéi gesot, ech ginn elo net op all déi Dispositiounen an. Et muss een och soen, dass awer a verschiddenen Dispositiounen am Projet de loi ee vläicht net ëmmer déi Logik ka ganz novollzéien. Zum enge gëtt zum Beispill en Ersatzpool geschafe vun Educateuren, déi dann am ganze Land asetzbar sinn. Da gëtt do och gelueft vun der Mobilitéit, déi een heimadder schafft.

An op där anerer Säit huet een awer dann de Pool des remplaçants vum Léierpersonal. Do gëtt dann awer aneschters strukturéiert. Déi ginn da regional opgedeelt, fir et emol esou ze soen, an déi kënnen net méi an d'ganz Land goen. Dat heescht, do besteet dann déi Mobilitéit net. Do kann ech eigentlech déi Logik net esou richtig novollzéien. Eng Kéier ass et dat eent Argument, eng Kéier dat anert Argument.

Bon, déi Dispositiounen iwwert d'Assurancen, och kee Problem. Bon, eng Dispositioun, déi nach, mengen ech, d'Virriedner net esou erwähnt hunn, dat ass déi vum Instituteur-ressource, deen elo direkt eigentlech un de Ministère, géif ech soen, drugehaange gëtt. Ech weess net, ob dat eng glécklech Léisung ass, well jo awer weiderhin den Inspekter eng wichteg, net nëmme hierarchesch, mä och pädagogesch Roll spillt an der Grondschoul.

Hei huet een e bësselchen d'Impressioun, dass awer hei dann op zwou Schinne kéint gefuer ginn. Dat heescht, dass eigentlech jo am Endeffekt dann och den Inspekter net direkt dem Instituteur-ressource eppes ze soen huet, mä dass deen eigentlech en Agent, fir et emol esou ze soen, vum Ministère ass. Vläicht ass et gutt, wann een herno nach déi eng oder déi aner Explikatioun kritt, well ech hätt dat awer vläicht besser fonnt, wann deen och an déi ganz Glidderung oder Struktur erakomm wier ebe vum Ministère, dann Inspekter an dann ënnendrenner d'Grondschoul.

Bon, ech mengen, dat, wat mer am meeschte bedauern hei bei dësem Gesetz: Et ass awer am Endeffekt d'Geleeënheet verpasst ginn, fir eng éischtens sennvoll an zweetens och eng noutwendeg Reform vum Inspektorat virzehuelen. Ech hat et scho gesot, et war do en Usaz, mä déi Texter ware wierklech schlecht, soudatt se jo och dann zum gréissten Deel erausgeholl gi sinn. Effektiv, wann een déi Texter stoe gelooss hätt, hätte mer nei Waasserkäpp geschaf.

Dat wier eigentlech keng Solutioun gewiescht, fir eigentlech den Akzent méi op déi pädagogesch Aarbecht, déi inhaltlech Aarbecht vun den Inspekteren ze setzen, déi fir eis, dat hu mer ëmmer gesot, och schon 2009, wéi d'Grondschulgesetz gestëmmt ginn ass, do hate mer dat jo och deemools bedauert, dass net an engem an deem Jet schon d'Inspektorat mat reforméiert ginn ass, virun allem, dass déi sech ëm déi wichteg a wesentlech Aufgaben an eisen Aen kéinte këmmern.

Wéi gesot, dat ass eben eng Haapt-Guideline bei eis, egal, wann och dann eben an Zukunft eng Reform vum Inspektorat ugaange gëtt, dass se vun den administrative Chargéen entlaascht ginn an dass se sech wierklech ëm déi aner Saache këmmern.

An da muss ech awer och soen, dass et hei an deem Gesetz och verpasst ginn ass, dass mer endlech de Schouldirekter féieren. Ech wëll nach eng Kéier kloer an daitlech ënnersträchen, dass d'DP fir d'Schouldirekteren an der Grondschoul ass, déi natierlech eng Rei administrativ Aufgabe kënnen dann iwwerhuelen, dann eben och den Inspektorat an deenen Tächë kënnen wierklech entlaaschten, dass se doriwier eraus och kënnen kucken, dass se hëlfelefen, pädagogesch Akzenter ze setzen an hire Schoulen, dass een doduerch och kéint méi Autonomie an d'Schoule kréien. Fir och nëmme ze erënnere, dass mir jo och ganz staark fir d'Autonomie vun de Schoule sinn, net nëmme am Secondaire, mä och am Primaire. An hei ass dat also net gemaach ginn.

Ech mengen, et war jo och, wann ech dat richtig an Erënnung hunn, 2009 gesot ginn, wéi mer dat Gesetz haten iwwert d'Personal, wou mer deemools scho plädéiert hu fir de Schouldirekter. Mir waren net déi Eenzeg hei am Fall. An och, wann ech dat richtig verstanen hunn, de Riedner vun der CSV ass eigentlech hei mat ugefuerener Brems gefuer, wéi en och do vum Schouldirekter geschwat huet. An ech mengen, och d'CSV, wa se kéint, géif se am léifsten och direkt do virpresche fir e Schouldirekter.

Wéi gesot, dee Schouldirekter, dee kéint also administrativ Saachen iwwerhuelen, e kéint pädagogesch Akzenter setzen. A mir hu gesot 2009, dass mer géifen e Bilan maachen, och kucke mat de Comités d'école, fir dann, no deem Bilan, eng Kéier ze kucken, ob een da géif e Projet maache fir de Schouldirekter. Bis haut ass dat awer nach net esou richtig gemaach ginn.

D'Madame Ministesch, déi wénkt a seet, dass wier net esou gemaach ginn. Ech ka mech erënnere, dass dat op alle Fall an enger Motion oder dass dat an Diskussiounen esou war. Dat kann een op alle Fall noliesen.

Ech froe mech, ob et net souguer, dass misst ech och noliesen, ob net och souguer am Koalitionsaccord Rieds dovunner war, dass een déi Fro op alle Fall nach eng Kéier sollt nei analyséieren, kucken do, wat dann d'Konklusioun wieren, an dann eventuell vläicht fir d'Éischt iwwer e Pilotprojet, mä dass een awer da géif a Richtung Schouldirekter goen. Ech stellen einfach nëmme fest, dass dauernd ronderëm déi Froe vum Schouldirekter lavéiert gëtt, och innerhalb vun de Koalitionären, amplaz dass een do Neel mat Käpp géif maachen.

Bon, et bleiwen dann hei elo an deem Gesetz e puer isoléiert Mesuren ebe betreffend d'Inspekteren. Bon, déi eenzel, wou mer u sech kee Problem hunn, mä et ass keng global, keng kohärent Léisung. Et muss een och soen, do sinn déi eng oder déi aner Mesuren, déi och nach wäerten an Zukunft Froen opweisen. Zum Beispill kréien d'Inspekteren elo eng Fonction dirigeante a ginn do agestuift. Domadder hu mir guer kee Problem, ech wëll dat betounen. Mä dat heescht, dass d'Inspekteren all siwe Joer mussen och dann nei genannt ginn, esou wéi dat jo och bei deenen anere Fonctions dirigées ass.

Huele mer emol un, si géifen net méi nei genannt ginn, aus iergendenger Ursach, wat geschitt da mat hinnen? Gi se zréck an d'Schoul? Jo elo hei mat dësem Gesetz féiere mer jo och an, dass en Inspekter ee ka sinn, deen e Master huet an dee vläicht aus enger administrativer Carrière kennt, deen ni Schoul gehalen huet: Wat mécht een da mat deenen herno? Bon, ech mengen, do sinn nach Froen, déi sech herno an der Praxis da wäerte stellen.

Här President, ech hat gesot, dass ech mech eigentlech also op eng kuerz Ried agestallt hat. Ech hunn hei déi wichtegst Elementer gesot. Am Résumé: Verschidden Dispositiounen technischer Natur, géif ech scho bal soen, do kënnen mer dermat d'accord sinn. Wat eis awer hei feelt an deem Text hei, ass, dass et keng kohärent Solutioun fir eng Reform vum Inspektorat ass. Wat mer och bedauern, dass d'Geleeënheet verpasst ginn ass, fir de Schouldirekter anzeféieren. An dofir, aus deem Grund, géife mer eis dann och bei dësem Gesetz enthalen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Berger. Als nächste Riedner ass den Här Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President! Léif Kolleegen a Kolleeginnen, mir haten effektiv an der Kommissioun festgehalten, et géif nom Modell 1 goen. Elo hu mer e Mo-

dèle de base hei stoe gehat. Ech hat, d'selwecht wéi den Eugène mech op méi eng kuerz Ried agestallt. Dat huet den Avantage, dass et elo net muss esou schnell schwätzen, mä meng Ausféierunge kann an der néideger Rou hei ausféieren.

Den Défi, fir d'Léierpersonal, dat bis 2009 vun de Gemengen administrativ géréiert gouf, bei de Stat ze huelen, war grouss. A mir mengen, dass déi Erausforderung souguer och liicht ënnerschat ginn ass. Et wier vläicht och un der Zäit, e Bilan vun där Décisioun ze maachen. Dat soll net als Virwurf un d'Adress vun der Ministesch gellen. Mir hunn als Gréng ëmmer déi Décisioun prinzipiell matgedroen an ënnerstëtzt. Mir hu gemengt, dass wier e richtige Wee.

Datt eben deen Défi esou grouss war, bon, dass weist dann ënner anerem och de Projet, dee mer haut zum Vote hunn. Mir maachen haut Korrektur vum zweeten vum Gesetz iwwert d'Schoulpersonal. Am Rapport geet Rieds vun deenen dräi grouss Schoulgesetzter. Bon, ech géif och nach dat véiert Gesetz iwwert de SCRIPT derbäizieleen, well ech mengen, dass dat och eent vun de fundamental wichtige Gesetzter wier, wat d'Schoulreform uegt.

Mir maachen also Korrekturen un deenen zweeten Gesetzter iwwert d'Schoulpersonal. Ech soen dem Rapporteur, dem Här Fayot, Merci fir seng Aarbecht a seng Explikatiounen, déi en hei ginn huet. Déi nei Regelunge fannen zum groussen Deel och den Accord vun der grénger Fraktioun.

Ech gi just kuerz nach eng Kéier drop an. Datt et soll méiglech ginn, dass d'Fonctionnaires communaux, virun allem där aus der Carrière vum Educateur, och elo dierfen de Choix treffen, dass se vum Stat iwwerholl ginn, fanne mer richtig. Ech mengen, dass war einfach en Oubli.

Mir fannen et selbstverständlech och gutt a richtig, dass mer eng Réserve de suppléants fir d'Éducateure schafen. Et schéngt eis evident. Wéi solle mer d'Missioun, d'Aarbecht vun enger Berufsspart an de Schoule seriö huelen, wa mer soen: „Bon, wann ee feelt, da feelt en eben. E muss net ersat ginn. Oder et ass näischt virgesinn, fir en ze ersetzen.“? Dat fanne mer eng Opwärtung och vum Beruff a vun der Missioun vun den Educateuren an den Educateurs gradués an eise Schoulen.

Och déi Regelung iwwert d'Schwammmeeschtere fanne mer eng gutt Regelung. Et wier och flott gewiescht, wa mer de Règlement grand-ducal, wou eng Indemnitéit virgesinn ass, wa mer dee scho virleien hätten. Dat ass net de Fall. Dat ass e bësse schued. Mir mengen allerdéngs, dass déi Regelung, déi mer hunn, och déi eenzeg méiglech ass. Et ass net dran, fir eng aner Regelung ze fannen, wou Leit kënnen Coursen halen an der eegener Verantwortung ouni Titulaire. Domat géife mer en neie Wee beschreiden, dee mer a kengem anere Fach ginn.

Wann den Här Schaaf seet, dass de Schwammmeeschter wahrscheinlech besser weess, wéi een d'Schwammen un e Kand kritt, wéi e Schoulmeeschter, dann ass dat mat Sécherheet net falsch, mä dat géif och fir ganz vill aner Saache gellen. Dat géif och gëlle fir d'Fach vum Turnen, dat géif och gëlle fir vill Beräicher. An ech mengen, ee Franséischprof wier och besser, fir Franséisch ze enseignéieren, wéi eventuell e Schoulmeeschter.

Dee Moment kréie mer eng aner Diskussioun. Da misst mer de Generalist als Schoulmeeschter a Fro stellen. Dat wëlle mer zu dësem Zäitpunkt net. Mir haten hei am Débat d'orientation iwwert de Beruff vun Enseignant dat uegt. Mir sinn als gréng Fraktioun bestëmmt op, fir do Diskussiounen weiderzeféieren. Net eng Opglidderung wéi an de Lycéee bei de Proffen, mä eventuell awer eng Bündelung vu verschiddenen Richtungen.

Dat ass eng Diskussioun, mä déi muss een dann och ënner deem Numm féieren an déi kann een net hei iwwert d'Schwammmeeschtere féieren. Dofir fanne mer déi Regelung, wéi se fir d'Schwammmeeschtere virgesinn ass, eng gutt an déi eenzeg méiglech Léisung. Mir begrëssen, dass dat esou am Gesetz steet.

Dann, dass hat schon ee vu menge Kolleegen - ech mengen, den Här Berger - och ugedeit, dass mer d'Membere vun der Réserve des suppléants elo zu engem Arrondissement bäischloen. Dat ass, fir eng gewësse Stabilitéit an den Équipes régionales ze kréien. Mir fannen, grad wéi de Conseil d'État, dass zwar schon an der Rei, mir gesinn awer och e gewëssene Widersproch, wa mer soen, dass mer engersäits beim Léierpersonal probéieren, méiglechst vill Mobilitéit dranzekréien, an dofir hu mer och déi Nominatioun duerch de Stat kritt, an dann anerersäits net ze vill Mobilitéit an der Réserve régionale. Wéi gesot, mir kënnen et awer aus praktesche Grënn novollzéien. Mir stoussen eis net dorun.

Dann, an dat ass dann eng Fro, wou ech frou wier, wa vläicht d'Madame Ministesch eis nach géif Oplklärung ginn; mir hunn nämlech am Rapport: «...il est envisagé...» - an do hunn ech mer e puer Fragezeichen dobäi gemaach - «...de modifier la procédure d'affectation des instituteurs dans le sens d'une attribution prioritaire des instituteurs nouvellement recrutés aux communes...»

Ech verstinn, dass een dat envisagéiert. Mä mat der Kummer vun de Statsbeamte stelle mer dat awer e bësselchen a Fro, zwar op eng aner Richtung wéi d'Statsbeamten. Mir si schon der Meenung, dass net nëmme den Inspekter an de Ministère sollte matschwätzen, mä an eisen Ae wier et wichtige, wann och d'Schoule kéinte matschwätzen.

Dofir bräichte mer awer méi Schoulautonomie a mir bräichten e Schouldirekter. Mir si wierklech der Meenung, dass déi aktuell Prozedur, wéi mer d'Léierpersonal an de Schoulen nominéieren, nach net déi allerleschte glécklech Léisung ass. Mir haten elo..., ech mengen, et sinn der ganz vill vun lech, déi elo am Gemengerot nach iwwert d'Léierpersonal en Avis ofginn hunn. Dass ass déi Prozedur vun der éischer Lëscht. Dass ass eigentlech awer en zimlech schlechte Witz. Mir stëmme Leit, déi guer net wëlle bei eis kommen, an déi kommen dann och net.

(Interruption)

Et wier schon eng Hëllef, wa wéinstens de Choix vun den Enseignanten e bësse limitéiert wier.

Also, mir hu Leit gestëmmt, déi hu sech als zéngt, eeleft, zwielft Position op Miersch gemellt, a mer wosste vun Ufank un, dass se net géife kommen. An da kennt déi zweet Lëscht. Bon, do huet de Gemengerot guer näischt méi domat ze dinn. Do gëtt een nach, wann ee Chance huet, gewuer, wien dann elo an d'Gemeng Schoul hale kënn. A wann ee Pech huet, da gesäit een et de 15. September, wann d'Schoul uegt.

Wéi gesot, wa mer wëllen d'Gemengen eraushalen, da solle mer se eraushalen. Da misst allerdéngs d'Schoul mat engem Schouldirekter matschwätzen. A wann d'Gemenge solle matschwätzen, bon, da muss mer och e Wee fannen, wou dann effektiv d'Méiglechkeet besteet, fir kënnen matzeschwätzen.

Da kommen ech awer zu deem, wat de Projet fir eis am schwierigste mécht. Am urspréngleche Projet war virgesinn, dass och d'Surveillance am Enseignement fondamental iwwert d'Inspektorat géif mat reforméiert ginn. De Conseil d'État huet gemengt, dass wier eng ganz grouss Reform. A mir ginn dem Statsrot do recht. Mir gesinn och, wa mer un d'Inspektorat reforméiere ginn, dass ass ee ganz déif gräifenden Aschnëtt.

Dat ass eng Diskussioun, wou mer bedauern, dass se net scho virun 2009 gefouert ginn ass. Et hätt ee jo eigentlech, wann een d'Schoul wëllt reforméieren, och kënnen soen: „Ma da kommt, mir fänke beim Kapp un! Mir fänken a bei der ieweschter Struktur.“ An dat ass nun emol d'Inspektorat. An dat ass awer déi ganzen Zäit net gemaach ginn. Mir wäeren och d'accord, fir ze soen: „Kommt, mir huelen dat alles eraus, wat eppes mam Inspektorat ze dinn huet!“ Mä mir hunn awer net alles erausgeholl.

Engersäits ass dat drop zréckzeféieren, dass wierklech de Beruff vun Inspekter sech wesentlich géinnert huet. Ech ka mech nach erënnere, déi Zäit, wou ech Inspektesch-Chargé war, hat ech weder ee Sekretär nach een Instituteur-ressource an esou weider an esou virun. Mä et hat een och ganz aner Missiounen! An duerch d'Gesetz vun 2009 hu mer dem Inspektorat ganz aner Missiounen ginn. An dofir ass et och logesch, dass mer do Saachen drun ännere ginn.

Mir maachen och keen Uerteel, ob dat gutt oder schlecht ass. Mir bedauere just, dass et net an de Gesamtkontext vun enger Reform vum Inspektorat gesat gëtt. An do sinn dann eben esou Décisiounen, déi dann elo mat dësem Gesetz geholl ginn, zum Beispill schloe mer den Inspekter bäi..., mer ännere d'Nominatiounen an d'Konditiounen vum Inspekter. Den Inspekter gëtt dann ee Fonctionnaire, deen eng Fonction dirigeante ausübt. Dass ass eng aner Ausgangsbasis, wéi dat dann elo an deene leschten honnert Joer de Fall war.

Do huet een eng ganz Rei Argumenter derfir, mä mir gesinn dat awer trotzdem an engem zesammenhängende Kontext vun Hierarchisatioun an eise Schoulen. Déi Diskussioun hu mer net gefouert. A mir hunn einfach d'Gefill, wéi wa mer schrittweis géifen där Diskussioun ëm

d'Schouldirektioun virgräifen. An dat wëlle mer net matdroen.

Den Inspekter - dat ass interessant - huet nach ëmmer d'Surveillance och an de Strukture vun der Édifff gemaach an och am Centre de logopédie. Dës Kéier steet et textuellement am Text. Dat fanne mer positiv.

E bëssen erstaunlech ass et, datt mer mussen an e Gesetzestext draschreiven, datt den Inspekter och d'äerf an d'Schoule goen, mä anscheinend ass dat awer duerch den aktuellen Zäitgescht, datt ee souguer esou Saachen, déi eigentlech haut eis evident schéngen, awer och muss am Gesetz festhalen.

Et ass och gutt, datt drasteet, datt den Inspekter regelméisseg d'Présidents d'école zesummeriff, fir mat hinnen ze diskutéieren, mindestens eemol pro Trimester. Da soe mer, den Inspekter, dee géif assistéiert gi vun engem Schoulmeeschter. Engersäits jo, well d'Aufgabe vum Inspekter sech eben em esou viles verändert an erweidert hunn.

Anerersäits froe mer eis awer och, ob mer do net erëm eng Kéier virgräifen an der Diskussioun vum Schouldirekter. Hätt een net och kënnen higoen a soen: „Ma da kommt, mir setzen dem Président d'école, wa mer en net wëllen Direkter nennen, ee Sekretär bäi.“? An dee Moment kéint de Schoulpresident, de Schouldirekter eng ganz Rei Aarbechte maachen, déi elo um Inspekter hänke bleiwen. Déi Diskussioun hu mer nach net gefouert.

Mir hunn also elo niewent dem Inspekter en Institutteur attaché. Mir hunn en Institutteur-ressource. Mir hunn an eise Schoule Comitéen, mir hu Présidents d'école, dat heescht, mir hu schonn eng schliäichend Hierarchisierung. De Sproch vun „All animals are equal...“, deen ass méi richtig wéi jee. Mir hunn also ganz ënnerschiddlech Leit an eise Schoule schaffen, mä mer schwätzen net driwwer. Mir schwätzen ëmmer vun enger Carrière plate. An dat ass net de Fall.

Dat bedauere mer. Et bleiwen eng Rei praktesch Froen. Mir schafe jo de Bureau national of, well mer e Collège des inspecteurs kréien. Wéi ass et dann elo, wien ass zum Beispill de Sekretär vum neie Président inspecteur? Ass dat säin aktuelle Sekretär oder wéi funktionéiert dann elo déi Présidence vun deem Collège des inspecteurs? Bartreng, gëtt dat elo fräi oder bleiwen do Réunionssäll? Ech mengen, net all regionale Büro huet déi néideg Raimlechkeeten, fir sech do ze versammelen.

Et ass och opgezielt ginn, den Här Fayot huet och dervu geschwat, 23 Intervenanté sinn opgefouert am Schoulgesetz am Artikel 68. 23 verschiddenen Intervenanten, déi an eise Schoule schaffen. Mir sinn der Meenung bei esou villen Intervenanten, do brauch een een Direkter. An dat ass fir eis eng Noutwendegkeet, déi mer ëmmer erëm virun eis hin drécken.

A schlussendlech menge mer, datt och duerch dat heite Gesetz erëm eng Kéier eng Rei Tatsache geschéien, déi d'Afféiere vun engem Schouldirekter méi schwéier maachen, wéi dat nach elo de Fall wier.

Dofir, bei all deene positive Punkten, déi mer ënnerstëtzen, wäert déi gréng Fraktioun sech beim Vote vun deem Gesetz awer enthalen.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Adam. Als nächste Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech fänken och direkt u mat engem Merci en eise Rapporteur, den Här Fayot, deen eis e ganz komplex Gesetz gutt, gutt presentéiert huet.

An ech soen och direkt, et ass vläicht net dann esou spannend, mä ech soen lech awer direkt, datt och mir eis wäerten enthalen, aus ähnleche Grënn, wéi hei gesot ginn ass. Mir erkenne gär un, datt vill Positives an deem Gesetz ass, mä et si leider eben och eng Rei vun Defiziter, déi mer awer hei zu ganz viles sinn, fir déi feststellen.

Ech hunn och gemierkt, datt d'Leit sech bei de Schwammmeeschtere vill Méi ginn, fir Analogien zum Waasser ze fannen. Ech mengen, déi eng hu gesot, si brächten eng „waasserdicht“ Léisung. Déi aner hu gesot, dat hätt vill „Welle geschloen“. Mä ee Constat muss mer awer maachen, dat ass, datt, wou dat Schoulgesetz do iwwert déi nei Grondschoul virbereet gouf vun der Regierung 2008/2009, einfach d'Schwammmeeschteren „ënnergaange sinn“ an där Debatt. An dat ass eben dat, wat eis stéiert, well et ka jo net sinn, datt mer dräi Joer,

nodeems e Gesetz a Kraaft getrueden ass, hei scho Reparaturaarbechte vun enger schlechter Aarbecht vun deemools musse leeschten. Mä dat ass de Fall.

An an där Reparaturaarbecht, déi mer haut leeschten, gëtt et wéi gesot positiv Punkten, mä et gëtt Defiziter. Deen éischten, deen ech wëll opféieren, dat ass eben och dee vun de Schouldirekteren. An ech hunn awer eng gutt Nouvelle fir den Här Berger: Ech ginn awer fest dovun aus, datt mir op jidde Fall an der ADR denken, datt mer an e puer Méint eng Majoritéit heibannen hu fir Schouldirekteren, an da kënnen mer nach gär eng Kéier dorobber zrëckkommen.

Dat Zweet, wat ech wëll soen, dat ass, datt ebe just dat Argument, wat eis hei presentéiert gouf, datt dat hei net géif préjugéieren der Debatt vun de Schouldirekteren, dat ass falsch! Well och, wann ech dem Här Fayot, wéi ech dat ëmmer maachen, ganz gutt nolaaschten, da stellen ech fest, datt jo hei awer Analogien zum Direktersystem am Secondaire ganz bewusst geschafe ginn.

Den Étoffement vun der administrativer Struktur zum Beispill oder och d'Méiglechkeet vum Détachement, wou d'Analogie mat den Direkteren am Secondaire direkt gezu gouf. Also, et ass schonn och an der Terminologie, déi hei gewielt gëtt, an der Logik, déi gewielt gëtt, en direkte Rapprochement mat dem System am Secondaire feststellen. An an eisen Ae préjugéiert dat der Diskussioun em d'Schouldirekteren. An dat ass eppes, wat mir net apprécieieren, well och eis Partei ass fir e System mat Direktiounen an Autonomie vun de Schoulen.

Dann, wat d'Instituteurs-ressources ugeet. Och do hunn de Statsrot an aner ganz fondéiert Kritike virbruecht. Deen Electron-libre-System, dee mer elo do hunn, dat ass e Problem. De Statsrot stellt souguer ausdrécklech d'Fro, ob dee System vun den Instituteurs-ressources de System net méi komplizéiert mécht amplaz en ze facilitéieren. Dat sinn d'Wierder vum Statsrot. An et kann ee sech wierklech déi Fro stellen. Et ass schonn eng ganz komplizéiert Saach.

D'Zuel vun den Intervenanten an de Primärschoulen ass eng Saach. Dann nach deen net ganz klore Statut vun den Instituteurs-ressources an och hir Aufgaben. Ech mengen, datt si do dauernd sollte kucken, ob do Pratiques innovantes, wéi et heescht, an de Schoule gemaach ginn, dat ass eng Saach. Ob dat elo an enger Zäit, wou an de Schoulen net méi ganz vill geléiert gëtt, ob dat elo déi Haaptprioritéit muss sinn, fir och nach iwwerall Pratiques innovantes anzeféieren, ass eng aner Diskussioun.

Ob jidde Fall sollte mer kucken, datt déi Instituteurs-ressources och esou qualifizéiert sinn an och esou agesat sinn, datt se kënnen als wierklech eng Reserv och geholl ginn, wa Classes d'accueil gebraucht gi fir Demandeurs de protection internationale oder wann aner speziell Besoinen op eemol entstinn. Et ass elo schonn e bëssen de Fall, datt se do och asprangen. Mä d'Qualifikatioun vun den Instituteurs-ressources an d'Modalitéite vun hirem Emploi solle wierklech och dorop ausgerichtet sinn, datt se kënnen sénnvoll am Fall vun engem grouse Besoin agesat ginn, amplaz ëmmer op innovativ pädagogesch Praktiken do sollen ze uechten.

E Wuert nach zu de Schwammmeeschteren: Och mir hu festgestallt, ech mengen, dat ass och scho gesot ginn, datt de Projet de règlement grand-ducal eis haut net virgeluecht gouf. Mä den Defizit, dat ass einfach an där Logik vun dem Enseignant unique an der Primärschoul, déi an der Rei ass u sech, mä da muss och d'Formation vun den Enseignant do-robber ausgerichtet sinn. An dat ass einfach net de Fall. Wann ee kuckt, wat u Schwammunterrecht am Kader vun der Formation vum Schoulmeeschter haut gefrot gëtt op den Universiteiten, dat geet einfach net duer, fir déi do Aufgab kënnen réellement a crédiblement ze erfüllen.

Et muss ee sech froen, ob eben esou Fächer wéi Sport, wéi Turnen, wéi Musek, Education artistique, ob do d'Formation vum Schoulmeeschter wierklech genuch op dat ausgerichtet gëtt, wat herno an de Primärschoulen am berufflechen Émfeld, an der berufflecher Praxis och vun deene Leit gefrot gëtt. Dat eent muss mat deem aneren iwwereneestëmme, wa mer wëllen dee System vum Enseignant unique an de Primärschoule bäibehalen.

Da wéilt ech och nach e Wuert soen, an ech maache mech do e bëssen awer den Interpret vun de Suerge vu ganz villen Elteren, dat ass einfach och, datt nach ëmmer an eise Schoulen, an et ass vläicht eng gutt Geleeënheet, dat ze rappeléieren, wa mer iwwert d'Personalstäerkt an d'Personaldispositiounen schwätzen, datt nach ganz vill Coursen net ersat ginn.

A mir hu jo, an dat sinn déi zwou lescht Zuelen, déi ech nennen, Här President, awer just, fir der

Madame Minister dat nach eng Kéier ze soen, no hiren eegenen Zuelen hate mer 2011/2012 3.937 Stonnen an der Primärschoul, déi net konnten ersat ginn, an an deenen zwee éischten Trimestere vun deem Joer scho 4.479 Stonnen, déi net konnten ersat ginn. Ech mengen, dat sinn déi reell Problemer vun der Schoul. Amplaz Pratiques innovantes do ze propagéieren, wär et ganz gutt, wa mer eis kéinten emol doréms këmmere, datt eis Kanner gutt encadréiert sinn an eppes an de Schoule géife léieren!

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Kartheiser. Den nächsten a leschte Riedner ass den Här Henckes. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg).** - Merci, Här President. Ech mengen, och dem Rapporteur, dem Här Fayot, e grouse Merci ze soen, well et ass e ganz voluminösen Text, dee mer hei diskutéieren, och, wat d'Textes coordonnés ugeet.

An et ass net einfach, fir sech hei, wann een net Member ass vun der zoustänneger Kommissioun, duerch déi Texter ze wullen. D'autant plus, datt een da gesäit, datt oft d'Numérotatioun vun den Artikelen net déiselwecht ass. Et ass keng Kontinuitéit. Anscheinend ass dat, well mer an de Gesetzer och verschidde Renvoien hunn an doduerjer verschidden Artikelen dann elo als blanc dohinnergesat ginn.

Mä nach stelle sech awer och an deem Kontext e puer Froen. Notamment, wat den Artikel 25 respektiv deen neien Artikel 27 ugeet, do gesäit een, datt den Alinéa 1 horgenaue datselwecht bleift, wéi dat, wat e war. Mä an engem Text, deen ech hei virleien hunn, do gëtt deen zweeten Alinéa gestrach. Dat heescht, deen, dee seet, datt eng Gemeng ka Remplacemter virhuelen, elo schéngt dat anscheinend gestrach ze sinn, wann een den Text coordonné gesäit.

Duerfir wier ech frou, Madame Ministerin, wann Der ons do kéint Opschloss ginn, ob dann elo d'Gemengen nach ëmmer kënnen d'Remplacemter virhuelen.

Wann dat net de Fall ass, da wier ech frou, Madame Minister, wann Der ons kéint soen, wéi dat dann elo an der Praxis soll an Zukunft goen, well et ass jo evident, datt, wann een dat wëllt regional organiséieren, dann ass et ëmmer gutt, wann eng Gemeng ka Propositionne maachen, an datt deen Ablack den zoustännegen Ministère nure brauch säi Seegen dozou ofze-ginn.

Ech stelle just d'Fro, wéi et an der Praxis elo soll goen, well bis elo hunn d'Gemengen awer verschidden Initiativen op deem Gebitt do geholl.

Da muss ee sech och an deem Kontext awer elo froen, wéi vill Chargés de cours mer an Zukunft iwwerhaupt nach wäerte brauchen. Hutt Der eng... no Aren Estimatiounen, ass do eng Tendenz, fir dat ze steigere, stabil oder geet et erof? Well ganz vill Leit hänke vun deem Enseignement of. Do sti ganz vill Inconnu fir déi Leit op. An duerfir wier ech frou, wa mer do kéinten e puer Informatiounen kréien.

Da muss ech och nach drop hiweisen, datt et och wichtig wier, datt mer Direktere vun de Schoulen hätten an net Inspekteren, déi elo datselwecht solle maachen. Elo kann et vläicht just nuren um Numm hänken, mä dat Beschwert wier awer, datt een op de Wee sollt goen, fir Schouldirekteren ze maachen. Da wier et wéinstens richtig genannt an da wieren et och déi richtig Pouvoiren, fir datt d'Leit dat sollten esou maachen.

Da mengen ech, datt et wichtig ass, datt ee soll och op de Wee goen, ech bedauern, datt dat e bëssen net am Gesetz elo virgesinn ass, fir speziell Classes d'accueil ze maache fir Enfants migrants, déi an d'Land erakommen. Déi fanne sech elo ganz oft an den normale Schouklasse erëm a sinn do total verluer, well se ganz oft weder Franséisch nach Däitsch kënnen oder just eng vun deenen zwou Sproochen, an dat nach embryonnaire. An ech mengen, do stelle sech a verschidde Fäll Problemer. Dat hänkt vläicht och elo vun den eenzelne Gemengen of, mä et ass awer eng Problematik, déi ganz oft erëmkennt.

Da wëll ech och drop hiweisen, an Dir wësst, datt ech ëmmer fir d'Chargés de cours antrieden, ech verstinn net richtig, firwat mer fir d'Schoulmeeschteren „Gaga-Stonnen“ aféieren, dat heescht Heures de décharge, an datt mer dat net virgesi fir Chargés de cours, déi deeselwechten Alter hunn an déi nuren een Dröttel vun der Pai kréien.

Elo gëtt et also zwou Méiglechkeeten: Entweder et schaaft een dat fir jiddwereen oder et schaaft een et fir déi zwee of. Ech kéint mat deenen zwou Propositionen do liewen. Mä dat, wat net gutt ass, dat ass, datt mer fir déi eng et bäibehalen, déi, déi héich Gehälter hunn - 8.800 Euro de Mount -, a fir déi, déi just en

Dröttel dovunner hunn, do géife mer dat net anhalen. Dat fannen ech net richtig. Mä soss mengen ech awer, datt hei an deem Gesetz ganz vill positiv Saache sinn, mä e puer Saache feelen.

Duerfir ass och hei eng Enthaltung bei deem Gesetz absolut richtig.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Henckes. D'Wuert kritt elo d'Madame Éducatiounsministesch Mady Delvaux-Stehres.

► **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - Merci, Här President. Ech wéilt och dem Rapporteur, dem Ben Fayot, Merci soe fir säi Rapport an all de Virriedner, haaptsächlech deenen, déi déi positiv, déi gutt Saachen ervirgehuewen hunn, déi am Gesetz sinn. Et schéngt jo awer eng allgemeng Iwwereneestimmung ze sinn, dass haaptsächlech positiv Saachen an deem Gesetz verankert sinn. Déi Regreten, déi hei kommen, dat ass fir alles, wat net am Gesetz ass.

Vläicht géif ech awer gären e puer Saache richtegstellen. Wéi d'Gesetzer gestëmmt gi sinn, d'Reform vun der Grondschoul 2009, do hate mer direkt annoncéiert, dass, wat d'Reprise vun de Fonctionnaires communaux ugeet, mer do missten e véiert Gesetz noschéissen.

Dir wësst, e grouse Volet vun der Reform war, dass alleguerten d'Leit, déi an der Schoul intervenéieren, sollten eriwwer bei de Stat kommen. Dat war wierklech eng Kraaftstreuung haaptsächlech fir d'Verwaltung, fir dat hinze kréien. Du sinn direkt d'Employéen, also d'Salariéen, d'Salariés communaux, d'Chargés sinn direkt eriwwergeholl ginn. A mir hu gesot, fir d'Fonctionnaires eriwwerzehuelen, brauche mer nach Zäit. An dat war also den Haaptobjekt vun deem véierte Gesetz, wat mer haut da stëmme.

Domadder gëtt d'Reprise vun all de Leit, déi bei de Gemenge waren an eriwwerkomme bei de Stat, da fäerdeg. An et wär gutt, och all deenen Interesséierten ze soen - well et si jo eng ganz Rei Leit an de Gemengen, déi froen: Wéini kënnen mer dann elo eriwwerwiesselen? -, dass dee leschten Délai dann 2016 wär. Da wären alleguerten d'Leit eriwwergeholl bei de Stat. Dat huet dann och eng Simplification administrative zur Folleg, well da gi ganz vill Konventionen, déi mer de Moment mat de Gemengen hunn, da kënnen mer déi opléisen, well déi net méi néideg sinn.

Dat erlaabt dann, dass een, dee vun der Gemeng agestallt ginn ass, zum Beispill en Édicateur gradué, fir an der Schoul ze intervenéieren, deen an enger Gemeng agestallt ass, dass deen eng Kéier ka froen, fir an eng aner Gemeng eriwwerzekommen, uni dass e muss demissionéieren an erëm frësch ufänken.

Dofir wollt ech ee Wuert zur Mobilitéit soen. Ech hunn e puermol hei héieren, hei wier eng Kontradiktioun tëschent eise Virstellungen. Also: Bei de Chargéen, déi affectéiert ginn an Zukunft net méi an eng eenzel Gemeng, mä an Arrondissement oder an e Bureau régional, dat gëtt deem Arrondissement eng gewësse Flexibilitéit, fir ze kucken: Wou ass elo dee gréisste Besoin? Si hunn eng Zuel vu Leit, déi bei hinnen affectéiert sinn, a si kënnen se op déi Plaze schécken, wou se am beschten hipassen.

Dat ass awer net contraire zu där Mobilitéit, op déi all Fonctionnaire Recht huet, fir, wann e wëllt, vun engem Arrondissement an en aneren ze wiesselen oder vun enger Gemeng an déi aner, dass en dat ka froen. Dat heescht just, dass hei am Fall vun de Chargés de cours, wa se an en Arrondissement affectéiert sinn, se net all Joers mussen nei affectéiert ginn.

Mä wa se wëlle vun engem Arrondissement an en aneren, dann hu se datselwecht Recht op Mobilitéit wéi all Fonctionnaire. Dofir wollt ech soen, dass déi soi-disant Kontradiktioun do, wat d'Mobilitéit ugeet, dass dat keng ass. Et war mer awer wichtig, dat ze soen.

Da maache mer eng Réserve de suppléants fir d'Éducateurs, haaptsächlech d'Éducateurs an och d'Éducateurs gradués, well sech erausgestallt huet an der Praxis, dass mir eng ganz grouse Flexibilitéit brauchen. Wann ee Schoulmeeschter een Dag net an der Schoul ass, muss mer jo e Remplaçant dohinnereschécken. Dofir hu mer an der Schoul eng Réserve de suppléants vun de Schoulmeeschteren.

Wann elo en Édicateur een Dag an der Schoul felt - dee muss jo als zweeten Intervenant zum Beispill am Précoce sinn -, da gëtt et eng administrativ Prozedur: Da muss mer eng Demande maache bei der CER, fir dee Poste kënnen ze ersetzen. Dat ass awer, am Fall wou een een Dag oder zwee Deeg krank ass, ass d'Prozedur scho laang ofgelaf, éier mir e Remplaçant hunn. Dofir d'Proposition, fir elo eng Reserv ze maachen, fir dass mer schnell kënnen reagéieren, wa kuerzfristeg Krankmeldung ass.

Da sinn, bon, ech mengen, déi méi kleng Punkten, dat ass - den Här Bauler hat d'leschte Kéier eng Question parlementaire iwwert déi Fro -, ob et méiglech wär, dass kéint en Enseignant vum Cycle 1 erëm an de Cycle 2 bis 4 kommen an ëmgedrëit. Déi Méiglechkeet schafe mer dann elo erëm iwwert d'Gesetz, déi ass et elo iwwer zéng Joer net méi ginn a mir wëllen dat erëm aféieren.

Et ass och eng Dispositioun dran, déi bei enger Reform vun der Sécurité sociale verluer gaangen ass, dat ass, dass d'Elterevertrieeder, d'Membere vun der FAPEL, wa se an hirer Qualitéit als Elterevertrieeder ënnerwee sinn, dass se dann iwwert d'Assurance accident ofgeséichert sinn. Déi Dispositioun war bei enger Reform verschwonnen, déi hu mer dann elo erëm hei dragesat.

Da wëllt ech ee Wuert soen zu de Schwammmeeschteren natierlech. Dat war jo e grouse Politikum, wéi mer d'Schwammmeeschtere géifen ersetzen. An ech wëll och soen, dass déi Fro sech nach ëmmer... Also mir wär et wichtig, e puer Saache kloerzestellen: U sech erlabe mer elo, dass de Schwammmeeschter Intervenant ass an der Schoul. Dat heescht, wann - domat maache mer eis Gesetzer kohärent -, dat heescht, dass et kloer ass, dass och e Schwammmeeschter däerf intervenéieren an engem Baseng.

Do muss een awer soen, dass, wat d'Grondschoul ugeet, de Stat keng Piscine huet. Allequerten d'Piscine gehéieren de Gemengen. Dat heescht, d'Schwammmeeschtere ginn ëmmer agestallt vun der Gemeng, well eng Piscine ka jo net funktionéieren, wa kee Schwammmeeschter do ass. An all Piscine muss d'Sécherheet vum Schwammmeeschter garantéiert sinn.

An da gëtt et verschidde Gemengen - dat huet sech dann erausgestallt -, wou effektiv net nëmmen e Schwammmeeschter do ass fir d'Sécherheet vun der Piscine, mä déi sinn och beoptragt fir d'Kanner schwammen ze léieren. An déi maachen dat am Kader vum Unterrecht. Dat ass net an all Gemeng esou. Dat ass ganz ënnerschiddlech, jee, am Land: Déi eng maachen dat mat de Schwammmeeschteren an déi aner net.

Elo wëll ech awer hei kloerstellen, dass: Ee Schwamme léieren, dat kann e Schwammmeeschter. Deen huet dat geliert, dat gehéiert zu senger Formation. Et léiert een awer elo net sechs Joer laang schwammen an enger Piscine! Ech ginn dovunner aus, dass, wann den Unterrecht gutt gemaach ass, no enger gewësser Zäit all Kand ka schwammen, wann et gutt betreit ginn ass. An dann duerno sinn natierlech pädagogesch Aktivitéiten an engem Baseng, an dat ass selbstverständlech d'Aufgab vun engem Enseignant.

Dofir hu mer déi Léisung proposéiert, dass ee kann definéieren, dass eng Gemeng, fir Kanner schwammen ze léieren, kann d'Servicer akafen an engem Schwammmeeschter, mä ëmmer ass d'Responsabilitéit beim Schoulmeeschter, bei deem Responsabele fir den Unterrecht.

Da géif ech gären ee Wuert soen iwwert déi grouss Diskussioun, déi hei gefouert gëtt iwwert de Schouldirekter, iwwert den Inspektorat. Ech mengen, dass hei vill Saache matenee vermëscht ginn.

Mir haten effektiv eng Léisung proposéiert, eng Pist proposéiert am éischte Gesetz, well den Inspekter eigentlech ëmmer méi „Mädchen für alles“ gëtt. Duerch d'Reform vun 2009 ass e jo Supérieur hiérarchie vun alle Schoulmeeschteren. En ass och responsabel fir d'Gestioun, da fir d'Congéen, d'Congés de maladie, d'Remplacement. An dofir hate mir proposéiert, fir eigentlech zwee Beruffer ze maachen: fir eigentlech den Direkter, regional, dee wierklech dat Administratiivt mécht an den Encadrement vu sengen Équiper, an op där anerer Säit eng richteg Inspektioun, déi dann d'Schoule géif inspiéieren goen.

Nodeem de Conseil d'État net zu Onrecht gesot huet, dass mer domadder géifen anticipéieren Diskussiounen iwwer eng Schouldirektioun, hunn ech da proposéiert, dass mer den Deel géifen eraushuelen. Also, ech wëll net den Diskussiounen iwwer e Schouldirekter hei virgräifen. An dofir wollt ech och drun erënneren, dass mir am Januar e Bilan virgeluecht hunn iwwert d'Reform Grondschoul. Deen ass gemaach gi vun der Uni Lëtzebuerg, een Deel vun der Uni Lëtzebuerg - de Siggie Koenig hat en Deel gemaach -, an do waren dräi grouss Recommendationen dran:

Dat éischt war, d'Bilans intermédiaires ze iwwerschaffen. Do si mer mam Prozess amgaangen. Dat Zweet war manner administrativen Opwand. Do si mer och amgaangen. An dat Drëtt war: „Schulleitungen professionalisieren“.

An do misst een dann, éier ee seet: „Elo maache mer e Schouldirekter“, emol soen: Wat

heescht dat: „Schulleitungen professionalisieren“? Wat sinn dann där hir Aufgaben? Wat sinn d'Viransetzungen? A wéi fëgt dat sech an an déi ganz Relatioun tëschent de Gemengen, dem Stat an engersäits de Schoulen? Well den Här Adam huet virdu gesot, d'Schoule misste kënne matschwätzen. Ech wëll soen, dass de Moment d'Schoulen net matschwätzen, mä d'Gemengeréit schwätze mat, wann et ëm d'Schoulorganisatioun geet! A fir dat ganz auserneezehuelen, mengen ech, bräicht een..., misst een a Rou iwwert déi Saachen diskutéieren.

Also, zu der schwéierer Roll vun den Inspektoren hunn ech näischt derbaizefügen. Selbstverständlech sinn ech och der Meenung, dass se schwéier droen an dass se alles verdéngen, wat hinnen zousteet.

Den Här Henckes hat eng Fro gestallt iwwer een Artikel, den Artikel 25 respektiv 27. Ech bewonneren dem Här Henckes säin Aarbechtsäifer, fir als Netmember vun der Kommissioun sech dohinnerzesetzen an all déi Artikelen duerchzulesen. An dofir verstinn ech och, dass en net novollzunn huet dee komplizéierte Wee, dee mer gaange sinn.

Well mir hu jo fir d'Éischt Amendement gemaach zu engem bestehenden Text an dunn hu mer déi Amendementen erëm missen eraushuelen. Dat heescht, dunn hu mer Amendementen zu den Amendementen gemaach. An dofir si mer elo an deem Punkt erëm op den originalen Text zrëckkomm. Mä dat liest sech aus de Kommentaren net esou einfach eraus. Dofir, Här Henckes, all Respekt fir déi Aarbecht, déi Der lech gemaach hutt! Also den Text ass richtig, Dir kënnt e voller Vertraue stëmmen.

Et ass weider: Déi Gemengen, déi dat ugemellt hunn an déi déi Autorisatioun kruten nom Artikel 61, mengen ech, vum Gesetz vun 2009, déi dierfen nach weider d'Replacementen maachen. Dat heescht net, dass si eege Leit astellen, mä si kréie vun eis verschidde Leit zur Verfügung gestallt a mat deene kënne si d'Replacementen an hirer Gemeng maachen. An déi, déi dat net selwer maachen, do gëtt et iwwert de Bureau régional vum Inspektorat gemaach.

Dir frot och, ob mer méi oder manner Chargéé kréien. Also, eist Bestriewe geet dohinner, fir manner Chargéen anzustellen, dofir méi Schoulmeeschteren ze rekrutéieren. Ech mengen, d'Resultater vum Concours vun dem Joer, déi komme muer, oder haut, déi kommen haut eraus. A gutt, et wäerte sécher iwwer 200 nei Schoulmeeschteren dëst Joer kommen.

Voilà, ech mengen, ech hättt elo op déi Haaptfrouen hei geäntwert. An ech soen all deene Merci, déi fir d'Gesetz stëmmen - an och deenen, déi net derfir stëmmen.

(Interruptions)

► **M. le Président.** - Merci, Madame Ministre.

Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6390 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6390 ass ugeholl mat 38 Joestëmmen, géint 1 Nee-Stëmm an 20 Enthaltungen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6390 est adopté par 38 voix pour et 21 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Christine Doerner), Raymond Weydert (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner.

Se sont abstenus: Mme Nancy Arendt;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché);

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombara et Jacques-Yves Henckes.

Wëllt ee seng Enthaltung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Dann huet den Här Michel Wolter gefrot, fir d'Wuert ze kréie fir den Dépôt vun enger Proposition de loi. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

2. Dépôt d'une proposition de loi

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Merci, Här Président. Ech wollt eng Proposition de loi hei déposiere fir den Artikel 17 (3) vum Gesetz vum 21. März 2012 iwwert den Offall, fir dat ofzënnere. Dat Gesetz ass diskutéiert ginn den 1. Februar 2012 hei am Parlament.

Ech hunn a menger Fonctioun als Buergermeeschter vun enger Gemeng e Bréif deser Deeg kritt vun engem Direkter vun enger Administratioun, deen a mengen Aen dat Gesetz op de Kapp stellt an eigenflech de Gemengen alleguer dreet, den 1. Abrëll vum nächste Joer wäere mer an der Illegalitéit, wa mer net dat géife maachen, wat d'Verwaltung gären hätt.

Ech hu mat ville Kollege geschwat, déi dee Moment derbäi waren, wéi dat Gesetz gestëmmt ginn ass.

Ech bleiwen derbäi, dass, wann een an enger Situatioun ass, wou een e System huet, wou een iwwert d'Taille vun de Poubellë fiert, kombinéiert mat dräi anere Poubellë plus engem Recyclingzenter, een den Objektiv vum Gesetz Rechnung dréit an dass een net nécessairement alles muss weie respektiv iwwert d'Frequenz fueren. A vu dass ech der Meenung sinn, dass opgrond vun heem Bréif hei riskéieren eng 70 bis 80 Gemenge vum 1. Abrëll vum nächste Joer un an e majeure Konflikt ze komme mat der Administration vum Environnement, mengen ech, datt et urgent wier, de Problem ze klären.

Dofir hunn ech eng Proposition gemaach, wou ech frou wär, Här Président, wann Der hir géift eng gewëssen Urgence ginn, vu dass et nëmmen nach sechs bis siwe Méint sinn, bis mer an deem Problem sinn, fir kloerzestellen, ob oder ob net d'Gemenge vum 1. Abrëll vum nächste Joer un dierfen e kombinéierte System maachen, an deem och d'Taille vun de Poubellen en Deel ass vun enger integréierter Offallwirtschaft oder net.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

6587 - Proposition de loi portant modification de l'article 17 (3) de la loi du 21 mars 2012 relative aux déchets.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Wolter.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6513, eng Direktiv iwwert d'Vente à découvert et certains aspects des contrats d'échange sur risque de crédit. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et huet sech bis elo just ageschriwwen: den Här Meisch. Dat, mengen ech, wär net onbedéngt noutwendeg, well mer héieren elo de Rapport vum Projet de loi.

► **M. Claude Meisch (DP).** - Ech lauschteren dee fir d'Éischt emol.

► **M. le Président.** - Den Här Fernand Boden mécht de Rapport, an dee wäert wéi ëmmer ganz detailléiert sinn.

► **M. Claude Meisch (DP).** - Jo, eent nom aneren.

3. 6513 - Projet de loi relative à la vente à découvert d'instruments financiers, mettant en œuvre le règlement (UE) n°236/2012 du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2012 sur la vente à découvert et certains aspects des contrats d'échange sur risque de crédit

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. Fernand Boden (CSV), rapporteur.** - Här Président, léif Kollegen, ech wëll da versichen, Är Opfuerderung nozekommen an esou detailléiert wéi méiglech a ganz kuerzer Zäit ze sinn.

Dëse Gesetzesprojet, deen huet als Objet, fir verschidden Dispositiounen unzehuelen, déi et erlaben, en europäescht Reglement, an zwar d'Reglement N°236 vum 2012, unzewenden

hei zu Lëtzebuerg. Dëst Reglement geet iwwer...

(Brouhaha)

► **M. le Président.** - Ech géif lech awer bieden, dem Här Boden elo nozelauschteren!

► **Une voix.** - Dat ass immens stéierend.

► **M. Fernand Boden (CSV), rapporteur.** - Dëst Reglement geet iwwert d'Vente à découvert - ech kenne kee lëtzebuergeschen Numm, mä ech nennen et also emol Eidelverkeef - an de Wiessel fir Kreditrisiken. Dëst europäescht Reglement gesäit Moosnamen an och Interventionsrechter vir, déi spezifesch si fir den Eidelverkeef an de Wiessel vu Kreditrisiken. Dofir ass et och ubruecht, wéi d'Regierung dat och proposéiert huet, fir d'Uwendung vun diesen Dispositiounen an engem spezielle Gesetz virzugesinn, an dat net an d'Gesetz iwwert d'Mäert vun de Finanzinstrumenter vun 2007 anzuschreiwien.

En Eidelverkeef, also eng Vente à découvert, ass e Verkeef vun engem Actif, wéi zum Beispill Aktien, Währungen, Réistoffer, déi dem Verkeefe net gehéieren um Dag vum Verkeef, mä déi him solle gehéieren deen Dag, wou de Verkeef effektiv gëtt. Wann déi verkaafte Wuer um Dag vun der Livraisoun dem Verkeefe awer net gehéiert, da féiert dat zu Problemer, zu engem Échec vun der Transaktioun, wat mat gewëssene Risike verbonnen ass.

Am normalen Zoustand vum Maart, esou gëtt emol vu Spezialiste gesot, géif den Eidelverkeef benotzt ginn, fir d'Liquiditéit vum Maart ze erhéijen a fir zu enger gudder Präisgestaltung bäizetroen. Wann de Maart awer perturbéiert ass, kënnen d'Eidelverkeef de Maart nach weider no ënnen zéien a souguer zu ganz graven an zu systemesche Risqué féieren.

Dat ass zum Deel an der Finanzkris vum 2008 geschitt, wou d'Bourseautoritéite vu gewëssene Länner Drénglechkeetsmoosnamen hu missen ergreifen, fir verschidden Type vun Eidelverkeef ze limitéieren an och souguer ze verbidden. An dëst europäescht Reglement, dat ass an engem gewëssene Sënn eng Äntwert op des Problematik. Et soll derzou déngen, den Eidelverkeef vu Finanzinstrumenter ze encadréieren, fir eng nei finanziell Instabilitéit ze vermeiden a fir méi Transparenz an dese Marché eranzebréngen.

Et huet also als Zil, en harmoniséierte legale Kader ze schafen, fir d'Transparenz vis-à-vis vum Marché an de kompetenten Autoritéiten ze favoriséieren a fir diesen Autoritéiten et och ze erméiglechen, mat den Titir vum der Statsschold verbonne Risquen ze erkennen, an zwar rechtzäitig ze erkennen.

D'Reglement gëtt der europäescher Finanzmaartautoritéit an och de kompetenten nationalen Autoritéiten d'Vollmuecht, des Eidelverkeef ze limitéieren a se och souguer ze verbidden, wann d'Situatioun um Terrain dat verlaangt. Déi europäesch Autoritéit, déi soll déi Moosname koordinéieren, déi vun den nationalen Autoritéiten an deem Beräich geholl ginn.

Dës nei Regeln a Saachen Transparenz, déi applizéiere sech, egal wou déi physisch oder déi moralisch Persoun sech befënn, ob dat an der Europäescher Unioun ass oder an engem Drëttsstat, soubal des Persoun eng important sougenannte Position courte nette an enger Sociétéit huet, där hir Aktien op enger europäescher Plattform gehandelt ginn, oder eng important Position courte nette huet op Statsschold vun engem Memberstat oder der Europäescher Unioun.

An doranner abegraff sinn och d'Statsscholden, déi ausgeschriwwen gi vun der Europäescher Investitiounsbank, engem administrative Service, enger Agence, engem Titrisationsinstrument oder vun enger internationaler Finanzinstitutioun, déi vun zwee oder méi Memberstaten etabléiert gouf, wéi zum Beispill den Europäesche Finanzstabilitéitsfond oder den Europäesche Stabilitéitsmechanismus.

D'Dispositiounen vun deem europäesche Reglement, déi si vum 1. November 2012 un applicabel. Dofir besteet also eng gewëssen Urgence fir dese Gesetzesprojet.

De Gesetzesprojet designéiert d'CSSF als national kompetent Autoritéit fir d'Applikatioun vun europäesche Reglement. Dofir kritt se also all Pouvoiren, déi néideg si fir d'Iwwerwachung, d'Interventioun an d'Ermëttlung. Si ass och zoustänneg fir d'Kollaboratioun an den Informatiounsaustausch mat de kompetenten ausländeschen Autoritéiten an och mat der europäescher Finanzmaartautoritéit.

De Gesetzesprojet, deen definéiert och nach Sanktiounen an administrativ Moosnamen, déi am Fall vun Netrespekt vun de virgeschriwwenen Dispositiounen applicabel sinn. A fir gewëssene Bedenke vum Statsrot entgéintzekommen, huet d'Finanzkommissioun festgehalen, datt d'CSSF, wa si Sanktiounen ergräift, gewëssenen Elementer muss Rechnung droen, wéi zum Beispill der Natur, der Dauer an der Gravititéit vun der Infraktioun, dem Schued, deen déi schëlleg Persoun Drëtten ugericht huet, oder den Avantage a Gewënner, déi si aus der Infraktioun gezunn huet oder hätt kënnen zéien.

Här President, léif Kolleegen, ech soen dem Finanzminister Luc Frieden an och de Leit aus sengem Ministère gradessou wéi dem Statsrot e grouse Merci fir hir gutt an effikass Zesummenaarbecht, déi eis et erlaabt huet, dëse Gesetzesprojet esou schnell hei der Chamber virleëen ze kënnen. Als Rapporteur géif ech da bieden am Numm vun der Finanzkommissioun, dëse Projet esou ze stëmmen, wéi mir lech en als Text virgeschloen hunn.

An dann als CSV-Vertrieder deelen ech lech mat, datt eis Fraktioun dëse Projet ënnerstëtzt. An ech ginn och domadder schonn den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Rapporteur. Ech mengen, dat war ganz komplett, esou datt sech all zousätzlech Wuertmeldung eriwweert. A mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6513 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen.

► **Mme Anne Brasseur (DP).**- Et weist näischt un hei. Ech weess net...

► **Une voix.**- Et ass oui.

► **Mme Anne Brasseur (DP).**- Ech stëmmen mat Jo, mä...

► **M. le Président.**- De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Resultat ass folgend: De Projet de loi ass ueg-holl mat 57 Jo-Stëmmen an 1 Enthaltung.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6513 est adopté par 58 voix pour et 1 abstention.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Félix Eischen), Raymond Weydert (par Mme Martine Mergen), Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot (par M. Alex Bodry), Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Claude Meisch) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché);

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. Jacques-Yves Henckes.

S'est abstenu: M. Jean Colombara.

Wëllt ee seng Enthaltung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6511 iwwert dem Stat sâi Finanzement vun der Kläranlag Esch/Schëffleng, an zum Projet de loi 6512 iwwert dem Stat sâi Finanzement vun der Waasserentsuergung an de Gemenge vum Atertall, déi zesummen an enger gemeinsamer Diskussioun nom Basismodell behandelt ginn. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Etgen a Gibéryen. An d'Wuert huet elo den Här Ali Kaes, deen de R rapporteur vum

Projet de loi 6511 ersetzt. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert. An den Här Kaes schwätzt och direkt dann iwwert de Projet de loi 6512, wou e selwer Rapporteur ass.

4. 6511 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux d'agrandissement et de modernisation de la station d'épuration d'Esch/Schifflange par dépassement du montant fixé par la loi du 20 décembre 1999 autorisant l'État à participer au financement des travaux d'agrandissement et de modernisation de ladite station d'épuration

6512 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au dépassement des financements de la 1^{ère} phase des travaux nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées générées par les communes du bassin supérieur de la Vallée de l'Attert, ainsi qu'au financement des phases 2 et 3

Rapports de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police

Projet de loi 6511

► **M. Ali Kaes (CSV), rapporteur, remplaçant M. Raymond Weydert.**- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, a sech, wéi den Här President dat gesot huet, sollt den Här Weydert dëse Rapport virdroen. Hien ass awer haut fir d'Chamber am Ausland ënnerwee, soudatt ech hien hei ersetzen. Ier ech op d'Substanz vum uleiechen Projet aginn, wëll ech net laang Zäit verléiere mat der Virgeschicht, an duerfir invitéieren ech lech, dës an dem Här Weydert sengem schrëftleche Rapport nozeliesen, wann d'Detailer lech géifen interesséieren.

Den Objet vun dësem Projet ass d'Erhéije vun der staatlecher Bedeelegung un de Baukäschte vun der Kläranlag zu Esch/Schëffleng ëm de Montant vun 2.473.714 Euro. Am Gesetz vum 20. Dezember 1999 iwwert d'Ausbau- an d'Moderniséierungsarbechte vun der Kläranlag Esch/Schëffleng war ursprénglech eng staatlech Bedeelegung an der Héicht vun 19.608.000 Euro virgesinn.

Ier ech op d'Grënn vun dësem Dépassement ze schwätze kommen, loosst mech kuerz op den Hannergrond vun dësem Projet de loi agoen.

D'Kläranlag Esch/Schëffleng gouf ursprénglech an de 60er Jore gebaut, fir d'Ofwaasser vun der Stad Esch an der Gemeng Schëffleng ze traitéieren. Duerno, Enn 70er, Ufank 80er Joren, gouf dës Anlag eng éischte Kéier moderniséiert, fir och kënnen d'Ofwaasser vum Anzugsgebitt Kiemelbach aus den Uertschaften Eilereng, Monnerch, Féitz, engem Deel vun Zolwer a vum ënneschten Anzugsgebitt vun der Mess opzehuelen an duerch e biologesche Prozess déi organesch Elementer aus dem Ofwaasser erauszehuelen, also ze eliminéieren.

Sou wäit, sou gutt, bis déi europäesch Direktiv 91/271 vum 21. Mee '91 komm ass iwwert den Traitement vun de lokalen Ofwaasser, déi duerch de Règlement grand-ducal vum 13. Mee '94 an nationaalt Recht ëmgesat gouf. Dës Direktiv huet méi exigent Kritäre gestallt, wat d'Eliminéiere vu stéckstoff- a phosphathaltege Fragmenter aus dem Ofwaasser betrëfft, an dat fir Kläranlage mat enger Capacitéit vun iwwer 10.000 Awunnergläichwäerter.

Dës Mesuren hätt misse bis den 31. Dezember '98 ëmgesat ginn. Mat der Situatioun konfrontéiert, hunn déi Responsabel vum Syndicat intercommunal à vocation écologique, oder kuerz SIVC genannt, zesumme mat den zoustännege staatleche Servicer beschloss, fir déi betraffe Kläranlag souwéi déi domat verbonnen Installatiounen auszubauen an ze moderniséieren an an engens d'Capacitéit op 90.000 Awunnergläichwäerter ze erhéien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Bauprojet ass a senger definitivem Versioun am Joer '98 approuvéiert ginn, nodeems verschidden Devisen dat Joer virdru scho realiséiert gi sinn. Op Basis vun dësen Devisen, déi vum SIVC a vum dem Innenministère approuvéiert goufen, an no der Proposition vun der Administration de l'Environnement gouf sech op eng finanziell Bedeelegung vun deemools stolzen 878 Milliounen Frang géeelegt. Dat sinn eng ëmgeréicht 21,7 Milliounen Euro.

Dëse Montant gouf dann och am Gesetz vum 20. Dezember '99 festgehal. D'Moderniséierungs- an d'Ausbauarbechte konnten och mat Zäit am Joer '99 ugefaange ginn. D'Mise en service vun der éischter Rengungsstroos war

2003 an déi definitiv Réceptioun vun den Aarbechten den 30. August 2003.

Nodeems ech op de Kontext vun dësem Gesetz agange sinn, kommen ech elo zu dem manner positiven Deel vun dësem Gesetz, deen déi Fro vum Firwat wäert beäntweren.

Wéi et esou oft de Fall bei Devisen ass, gouf et eng grouss Diskrepanz téschent deem, wat um Pabeier steet, an deem, wéi et a Wirklechkeet ausgesäit. An zwar gouf während de Bauarbechte festgestallt, datt déi Montanten, wéi se an den Devisé virgesi waren, iwwerhaapt net géifen duergoen, fir déi Anlag no den Objektiv vum Gesetz vum 1999 ze bauen. Hätt nämlech misse mat deene Sue gebaut ginn, déi a sech zur Verfügung stoungen, dann hätt verschidden Deeler net esou kënneg gebaut ginn, wéi se virgesi waren, an hätten domadder d'Gesetz oder de Sënn vum Gesetz verfeelt.

Ech géif lech dann hei e puer vun de Grënn vun den Dépassementer opzielen. Bon, do waren:

fir d'Éischt d'Renovéierungsarbechten u Stolbëtonbauten, déi néideg waren opgrond vun enger mangelhafter Expertise;

da Renovéierungsarbechten um Reeniwwerlafbecke wéinst enger staarker Degradatioun vum Bëton. Dësen Émstand gouf eréischte während de Bauarbechten festgestallt.

Et huet missen zousätzlechen Terrain kaaft gi fir eng spéider Erweiderung;

an och Stroossen hunn ënner anerem misse verlängert a verbreedert ginn.

Dat si just e puer vun deenen Elementer, déi zu där Verdeierung gefouert hunn. Fir eng detailléiert Iwwersicht vun all deene Poste géif ech lech bieden, dem Här Weydert sâi Rapport ze liesen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat de finanzielle Volet ueget, beleeft sech den Décompte - dee finalen Décompte - vun den Aarbechten op 25.785.045 Euro. Wann een dann den Taux de participation étatique vun 90% hëlt, kënnst een op de Montant vun 23.206.540 Euro. Bis elo sinn net manner wéi 20,73 Milliounen Euro scho rembourséiert ginn. Et bleiwen also nach ronn 2,47 Milliounen iwwreg.

Här President, erlaabt mer, fir ofzeschlëssen, nach e puer Wieder zu den Avisen, déi zu dësem Projet erakomm sinn, ze soen. Souwuel d'Chambre des Salariés wéi och d'Chambre de Commerce an och de Statsrot hu keng Remarques zu dësem Projet de loi gemaach, ausser datt déi héich Kierperschaft drop bestanen huet, datt de Plan de financement soll an de Rapport integréiert ginn. Där Fuerderung si mer natierlech oder selbstverständlech och nokomm.

D'Chambre des Métiers freet sech, ob d'Prozeduren, wéi se fir den Domän vun de Marchés publics existéieren, respektéiert goufen, an ob d'Entreprises, déi um Bau bedeelegt waren, mat Zäit bezuelt goufen. Ech kann lech awer op dës Plaz berouegen, well alles sâi gereegelte Wee gaangen ass.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech hoffen, ech konnt lech duerch dem Här Weydert sâi Rapport respektiv mäi mëndleche Rapport d'Noutwendegkeet vun der zousätzlecher finanzieller Bedeelegung un der Kläranlag Esch/Schëffleng... konnt ech lech a sech iwwerzeegen. Dëst ass e wichtegt Puzzlestück fir d'Verbesserung vun der Qualitéit vun eise Baachen a vun eise Flëss. An et ass sécher eng ganz nohalteg Mesure.

Aus dësem an aus all deenen anere Grënn, déi ech elo am Laf vu mengem Exposé opgezielt hunn, bieden ech lech, dëse wichtige Projet ze stëmmen, a ginn och d'Zouso vun der CSV-Fraktioun, a soen lech, wat dee Rapport ueget, Merci fir d'Nolauschteren.

Projet de loi 6512

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ier ech op de Kontext vum Projet de loi 6512 aginn, wëll ech, esou wéi beim Projet virdru, net laang Zäit verléiere mat der Virgeschicht. An dofir invitéieren ech lech och hei, dëst a mengem schrëftleche Rapport nozeliesen, fir méi Detailer iwwert dee Projet ze kréien.

D'Sammele vum Ofwaasser aus de Gemenge vum ieweschten Anzugsgebitt vun der Atert an den Traitement dovunner an der Kläranlag vu Béiwen/Atert gouf duerch d'Gesetz vum 21. Mee '99 beschloss. Am Exposé des motifs vun deemools gouf déi staatlech Bedeelegung op 853 Milliounen Frang, also ëmgeréicht 21,3 Milliounen Euro, plafonnéiert.

Bon, wéi ech virdru scho gesot hunn, den 21. Mee '91 gouf déi europäesch Direktiv 91/271 ueg-holl an eben duerch d'Reglement vum 19. Mee '94 an nationaalt Recht ëmgesat. Dës Direktiv gesäit vir, datt d'Ofwaasser vun Agglomeratiounen - ënner anerem och fir dat

Ofwaasser vun Agglomeratiounen - vun iwwer 2.000 Awunnergläichwäerter misst bis an d'Joer 2005 biologesch traitéiert ginn, an, wéi ech et virdru scho gesot hunn, bei Agglomeratiounen vun iwwer 10.000 Awunner d'Ofwaasser zousätzlech vu weideren Nährstoffen misst gereengt ginn.

Doraus schlësst sech, datt verschidden Dispositiounen vum Gesetz vum '99 net méi konform zur Direktiv waren, virun allem och, wat déi verpassten Délaien ueget. Ausserdeem hat dëst Gesetz nëmmen de Finanzement vun der Kläranlag Béiwen/Atert a vun der éischter Phas vun den Aarbechten un de Kollektore virgesinn. Dëse Projet de loi huet also den Zweck, d'Gesetz vum '99 einfach un d'Realitéit unzepassen.

Wat zu dësem Punkt nach derbäikënn, ass, datt d'Bauarbechten op enger Etüd vu '97 baséieren, déi eng zweet Phas virgesinn hat, déi awer deemools net am Gesetz vum '99 zréckbehalde gouf. Ausserdeem hu missen zousätzlech Mesuren ergraff ginn, fir quasi all Uertschaften un den neie Réseau unzuschlëssen, esou wéi d'Direktiv et nun ebe virgesäit.

Duerch all dës Émstänn sinn héich zousätzlech Käschten entstanen, ënner anerem 15,9 Milliounen Euro fir d'Phas 1, dann eng 2,5 Milliounen a Relatioun mat den ursprénglechen Aarbechten, an nach eng Kéier 18,6 Milliounen, déi néideg goufe fir nei zousätzlech Aarbechten.

De geplangten Ofwaassersammelréseau betrëfft insgesamt aacht Gemengen. Dat sinn: Biekerech, Béiwen, Ell, Préizerdall, Réiden, Sëll, Useldeng a Viichten. De finale Projet gesäit d'Sammele vum Ofwaasser aus deene betraffene Gemenge vir, dat dann an der Kläranlag zu Béiwen mat enger Capacitéit vu 15.000 Awunnergläichwäerter soll traitéiert ginn.

Dee gréissten Deel vum aktuellen Ofwaassernetz ass am Mëschsystem gebaut. Dat heescht, datt et keng Trennung téschent Ofwaasser a Reewaasser gëtt, also alles an deeselwechte Kollekt, an deeselwechte Kanal leeft. Déi bestehend Kanäl mussen also mat Reeniwwerlafbecken ausgestatt ginn, déi et a sech erméiglechen, fir den éischte Stouss vum Ofwaasser a Reenzäiten, dee Stouss, deen am meeschte be-lascht ass a wou a sech fir d'Éischt d'Kollektore gespult ginn, ze sammelen, fir domadder de gudden Zoustand vun deene Waassermassen ze errechen, déi duerno kommen an direkt kënnen an eis Baachen, an eis Flëss ofgeleet ginn, esou wéi et am Plan de gestion de district hydrographique vum Conseil de Gouvernement den 23. Juli 2010 ueg-holl gouf.

Insgesamt ass de Bau vun 32 - Dir hutt richtig héieren, vun 32 - Reeniwwerlafbecken - an een esou ee Becken, wëll ech ganz kloer hei soen, dee kascht richtig Suen, mä dat geet net aneschtens - geplangt ginn. Wichtig ass och, fir dat emol eng Kéier ze soen, datt esou e Reeniwwerlafbecke Sënn mécht, well dann net all Waasser, wat duerch e Kanal leeft, brauch duerch d'Kläranlag ze lafen, mä e groussen Deel vum Waasser eben direkt kann an d'Baachen ofgeleet ginn, an domadder a sech d'Käschten op der Kläranlag enorm reduzéiert ginn, zum Beispill wat den Energiebedarf ueget.

Wéi gesot, et sinn 32 Reeniwwerlafbecke geplangt, déi sech folgendermoossen op déi verschidde Gemenge verdeelen: véier fir d'Gemeng Biekerech, véier fir Béiwen, zwoe fir Ell, dräi fir Préizerdall, aacht fir Réiden, véier fir Sëll, fënnf fir Useldeng an zwoe fir Viichten. Des Weidere sinn, well d'Topografie et eben ausweist, dräi Pompelstatiounen ronderëm d'Uertschaft Routbaach, lewerleng an Useldeng geplangt.

En gros loosse sech d'Aarbechten an dräi Phasen andeelen:

Eng éischt Phas, déi deelweis ofgeschloss ass mat der Kläranlag Béiwen, mat de Kollektoren téschent Sëll a Béiwen, Biekerech a Routbaach, Platen a Routbaach, souwéi d'Leitung téschent Routbaach an Useldeng. An dann, wéi ech virdru gesot hunn: Déi dräi Pompelstatiounen gehéieren och zu där éischter Phas.

Eng zweet Phas mat dem Uschloss vu Réiden a vun Ell a vu Viichten un dat ugrenzend Kanalnetz.

An eng drëtt Phas mat dem Uschloss vun den Uertschaften Kaalmes, Schwebbech, Rippweiler, Rächel, Osper, Schandel a Méchelbuch un dat bestehend Netz.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, datt ech elo a sech op déi zousätzlech Käschte kommen. Fir d'Éischt awer nach eng kleng Remarque. Ech wëll soen, datt eng obligatoresch Etüd, wéi se haut fir all Projet, dee méi wéi 2,5 Milliounen Euro virgesäit, datt do a sech eng Etüd virgesinn ass. Dat war deemools net de Fall. Doduerch huet een noutge-

drongen och eng ganz Rei vun enormen Iwwerraschungen erlieft, wann een dann esou e grouse Projet ëmgesat huet.

Ech zielen lech hei awer nëmmen e puer vun de Grënn vum Dépassement op. Fir d'Detailer géif ech och op de schrëftleche Rapport verweisen.

Wat och normal ass, dat leeft iwwer eng ganz laang Zäit, an da kommen nei Technologien. An dann ass et och nëmmen normal, datt een dann déi neisten Technologien am Ofwaasser asetzt, well dat ass extrem wichteg. Do ass an deene leschte Joren eng enorm Evolutioun geschitt, an duerfir ass et och hei esou, datt a sech déi neisten Technologieën sollen agesat gi respektiv schonn agesat gi sinn;

dann d'Asetze vu méi feine Filtere bei de Reen-iwwerfläachen. Domadder kann een nach vill méi Schmutzfracht zréckhalen, ier da Waasser an d'Baachen ofgefouert gëtt;

dann d'Ännerung um Verlaf vun de Kollektoren. Well och dat ass e Problem, deen een ëmmer erëm fënnt, datt d'Propriétaires net bereet sinn, den Droit de passage ze ginn, an een domadder also vill méi komplizéiert Strecken vun de Kanäl muss realiséieren;

dann d'Ännerung vu verschidde Normen, dat heescht d'Asetze vun duebelwännische Kollektoren an de Schutzzonen;

d'Resultater vu Buedemprouwen;

d'Vergreisserung vum Volume vun den Opfangbecken opgrond vun Ännerungen un den technischen Normen.

Dir gesitt also, et si keng Klenggekeeten, iwwert déi mer hei schwätzen, mä Saachen, déi onbedéngt néideg sinn, fir de Projet en bon père de famille zu Enn ze bréngen.

Wat de finanzielle Volet vun den Zousatzkäschten ugeet, beleeft sech dës fir déi éischt Phas op 15.921.000 Euro; zousätzlech Aarbechten a Relatioun mat der éischter Phas: 2,5 Milliounen Euro; den zweeten Deel: 18,6 Milliounen Euro; an déi drëtt Phas, dat ass déi deierst mat 41,62 Milliounen Euro. Insgesamt also mat deene predefinierten Tauxe vun der staatlecher Bedeelegung beleeft sech d'Prise en charge duerch de Fonds pour la gestion de l'eau bal op 58,4 Milliounen Euro.

Déi geplangte Bauaarbechten, well se esou ëmfangräich sinn, wäerte sech a sech viraussichtlech bis an d'Joer 2022 hinzéien. Et muss awer gekuckt ginn, fir datt d'Kläranlag esou séier wéi méiglech hiren Betrieb opheft. An duerfir ass e verschäerften Investitiounsrythmus während der Ufanksphas virgesinn, och mat dem Zil, fir déi wichtegst Agglomeratiounen esou séier wéi méiglech unzeschleissen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, fir ofzeschleissen, nach e puer Wuert zu den Avisen, déi zu dësem Projet erakomm sinn.

De Conseil d'État stellt d'Fro, firwat dës Projet de loi net och d'Phasé véier a fénnef enthält. Ben, déi zoustänneg Kommissioun mengt awer, datt déi Phasen net virausgeset waren opgrond vun den aktuelle kommunalen Entwécklungen. Fir de Rescht gëtt déi héich Kierperschaft e positiven Avis of.

D'Chambre de Commerce an hirem Avis fuerdert, datt déi öffentlech Administratiounen besser mat qualifizéierte Juristen an Ekonomisten misste besat ginn. Des Weideren ass d'Chambre de Commerce erstaunt iwwert de Volume vum Dépassement vun der Phas 1, dee sech ëmmerhin op 87% beleeft. Doduerch léisst sech och hiren negativen Avis erklären.

An dësem Kontext stellt meng Kommissioun fest, datt déi Etüd, wéi se deemools, also virum 1999, gemaach ginn ass, wéi ech et virdru scho gesot hunn, vill manner exigent war, wéi dat haut de Fall ass. Aus dësem Grund schloe mir fir de Suivi vun dësem Projet d'Asetze vun engem Gestionnaire vir, deen d'Aarbechte soll iwwerwaachen, notament och, wat den Timing betrëfft.

D'Chambre des Métiers fir hiren Deel gëtt en negativen Avis of, och opgrond vun där extremer Hausse vun de Käschten, a freet sech, ob et net méi käschtegegenschteg gewiescht wier, fir op alternativ Techniken zréckzegräifen. Ech wëll awer hei ënnersträichen: Och wann d'Käschte bei dësem Projet explodéiert sinn, esou ass dat op déi europäesch Direktiv zréckzeféieren an och op vill béis Iwwerraschungen a sech, déi bei de Bauaarbechten opgetruede sinn.

Trotzdem, mengen ech, si mer allegueren d'accord, brauche mer dës Projet mat all senger Modifikatiounen, fir dem EU-Recht ze entsprechen. Mä dat ass net dat Wichtigst. Am wichtigsten ass et, datt mer domadder e weidert Stéck maache fir d'Erhalen an d'zukünftig Qualitéit vun eise Baachen an eise Flëss. Aus dësem an all deenen anere Grënn, déi ech am Laf vu mengem Exposé opgezielt hunn, bidden

ech lech, och dës Projet ze stëmmen a ginn och hei den Accord vun der CSV-Fraktioun a soen lech Merci fir dat laangt Nolauschteren.

► **M. le Président.**- Merci dem Rapporteur. Als éischte Riedner ass den Här Etgen agedroen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Här President, Dir léif Kolleeginnen a Kolleegen, viwech wëll ech dem Rapporteur, dem Kolleeg Ali Kaes, félicitéieren fir säin exzellente an explizite schrëftleche wéi och mëndleche Rapport, wéi och deem anere Rapporteur fir säi schrëftleche Rapport.

Wann d'Politik an deene leschte Joren eppes zu hirer Prioritéit gemaach huet, dann huet sech och eppes beweegt. Eng konsequent a modern Waasserpolitik huet net zu de politesche Prioritéiten vun dëser Regierung gezielt. Déi zwee Projete, déi mer haut stëmmen, weisen eis dat kloer an däitlech.

Si weisen eis awer och, wéi schwéierfällg eist Land ginn ass, wa Projete op de Wee bruecht ginn, wou ënnerschiddlech Verwaltungen, de Stat an d'Gemenge mussen un engem Dëscher setzen. De Schued dréit an dësem Fall an éischer Linn d'Natur an awer och de Steuerzueler. Dës Regierung huet et net fäerdegbruecht, ee Ruck an dës Politikberäich ze bréngen. De Waasserschutz bleift e Stéifikand an der Lëtzebuerger Politik, an och dësen Innenminister huet der Waasserverschmutzung net de Kampf ugesot.

Eenzeg Hoffnung ass leider, datt eng iwwergeuerdnet Instanz eist Land kontrolléiert a mir risquéieren, vun der EU-Kommissioun sanktionéiert ze ginn. Eleng dës Gedanke weist eis, datt déi politesch Responsabel hei kläglech verstot hunn. Wéi mer 2008 d'Waassergesetz gestëmmt haten, hat ech scho gewarnt: Mir stinn als Lëtzebuerger Land virum enger Mauer, der Waassermauer!

Déi laang Planungs- an awer och Realisatiounszäite werfen eng Rei vu Froen op.

Éischtens: Wéi wëlle mer déi virgeschriwwen Ziler vun der europäescher Waasserdirektiv an der virgeschriwwener Zäit erreechen? Wa mer den Drock vu Bréissel net hätten, fir an deem Beräich eppes ze maachen, fäerten ech, géife mer eis nach vill, vill méi schwéierdinn, fir eis Hausaufgaben ze maachen.

Zweetens: Wéi brénge mer et fäerdeg, de Käschtepunkt net nëmmen ze iwwerblécken, awer och eis déi effikaste Kontrollmechanismen ze ginn, fir en uerdentleche Suivi financier ze assureieren an exzessiv Käschten ze vermeiden?

Här President, mir mussen an Zukunft eng Leeschtungskultur bei der Planifikatioun an Exekutioun vu grouse Klärwierker aflësse loosse. Et géllt, d'Objektiver kloer ze definéieren an de Rôle vun all Intervenent strikt ze straffen.

Absolut begrësse wëll ech hei, datt ee Gestionnaire de projet als onofhängeg Persoun déi grouse Projete begleet, datt et net zu finanziellen Dérapagë kënn. Wa mer zéng bis zwanzeg Joer un engem Projet plangen, wéi wëlle mer et dann do fäerdegbréngen, um leschte Stand vun der Technik ze bleiwen? Wa mer eng Realisatiounszäit vun zéng Joer a méi hunn, wéi wëlle mer do déi finanziell Enveloppe am Grëff behalen?

Wéi bei all groussen Infrastrukturprojete ass och bei Kläranlagen den Triangel But-Durée-Budget interessant. Geet d'Durée an d'Luucht, bei gläichem Objektiv, klëmmt de Budget. Souguer wann d'Durée an d'Luucht geet, d'Objektiver erofgeschrauft ginn, klëmmt de Budget awer. An dësem Sënn ass et duerfir méi wéi sënnavoll, datt den zoustänneg Minister eemol am Joer an d'Budgetskontrollkommissioun muss kommen, fir de finanzielle Suivi vun de grouse Klärprojeten oppenzeleeën an d'Chamber iwwer eventuell Dépassementer ze informéieren.

Här President, et mécht also kee Sënn, während Jorzéngten u Projete erëmzuplengen an erëmzedokteren, wann ee weess, datt et nach bis Mokuchsdag kann daueren, bis se realiséiert ginn. Et läit net un de Gemengen, datt et net virugeet. De Stat bezilt de gréissten Deel, an d'Gemenge waarden oder, besser gesot, mussen waarden, bis se gréng Luucht vun der Regierung kréien, fir unzefänken, fir och sécher ze sinn, datt se Sue kréien.

Här President, Fakt ass, datt et op esou ville Plazen un adequate Kläranlage feelt, datt vill a besonnesch grouse Kläranlagen a schlechtem Zoustand sinn. Fakt ass awer och, datt déi Suen, déi am Waasserfong virgesi waren, emol net all opgebraucht goufen. Fir den Exercice 2010 sinn zum Beispill nëmme 56,5 Milliounen ausgi ginn, woubäi der awer 75,3 am Budget virgesi waren - ee Minus vu 25%. Fir den Exercice 2011 ware 86,6 Milliounen virgesinn, et

goufen der awer nëmme 50,4 opgebraucht; 41,77% vum urspréngleche Montant goufen net investéiert.

Fir mech ass dat net nëmmen onerklärlech, et ass sträflech, wann ee weess, datt Lëtzebuerg virum den Europäesche Gerichtshaff zitéiert gouf, well et sengen Aufgaben opgrond vun den europäeschen Direktiven net nokënn. D'Kommissioun huet hei eng forfaitaire Sanktioun vun 2,2 Milliounen an eng deeglech Astreinte vun 11.340 Euro gefrot, wat enger gesamter järelecher Strof vu 6.339.100 Euro entsprécht. Eng modern Waassergestioun kann nëmmen an enger Kooperatioun an an engem Geescht vu Partnerschaft a géigesäitegem Vertrauen tëschent allen Acteuren gemaach ginn.

Här President, als Demokratesch Partei wëlle mir Bierger a Betriber dorop hiweisen, datt eng ekologesch Waasserpolitik eng Plus-value fir eis Gesellschaft ass. Eis geet et drëm, eng gutt Waasserpolitik ze maachen a keng Politik mam Waasser. Eis Kanner a Kandskanner soen eis Merci, wa mir dat vun eise Grouss- an Urgrousselteren erierfte proppert Waasser an intakter Form weiterreechen.

An dësem Sënn ginn ech den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësen zwee Projete an soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. le Président.**- An ech soen dem Här Etgen Merci. D'Wuert kritt den Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Ech kann dat vun der Plaz aus maachen.

Ech wëll och vun eiser Säit aus dem Ali Kaes Merci soe fir säi Rapport an op d'Wichtigkeet vun dësen zwee Projete hiweisen. Dat émsou méi, an ech mengen, et waren d'Kolleegen vun der sozialistescher Fraktioun, op där hir Demande hi mer d'lescht Woch an der Kommissioun geschwat hunn iwwert dat Gerichtsuerdeel, wat elo bevirsteet, wat geholl gëtt, well Lëtzebuerg sech net konform bis elo gemaach huet mat der europäescher Direktiv iwwert d'Waasserverschmutzung, a wou mer elo de Risiko lafen - an ech mengen, de Fernand Etgen huet och schonn driwwer geschwat -, datt Lëtzebuerg elo am Mount Juni do um Europäesche Gericht comdamnéiert gëtt, an datt mer da vläicht missten eng Strof vu fénnef Milliounen bezuelen.

An ech mengen, eleng dat beweist, wéi grouss datt de Retard hei zu Lëtzebuerg ass a wéi laang datt mer Zäit gebraucht hunn hei zu Lëtzebuerg, fir eis Instandsetzung vun de Kläranlagen virunzedreiwen, an datt mer am Fong an deene leschte Joren, Jorzéngte kann ee bal soen, wou mer ganz vill Geld haten, vill Geld fir onnëtz Projete zur Fënster erausgeworf hunn, awer net d'Geld richteg investéiert hunn a Projete wéi déi heiten, déi sënnavoll sinn, an duerfir mer elo de Risiko lafen, fir um Europäesche Gericht verklot ze ginn, wat fir e Land wéi Lëtzebuerg eng enorm Blamage ass.

An duerfir ass et wichteg, datt mer dës Projete elo hei kréien an datt se gestëmmt ginn a mer kënnen hoffen, datt se esou séier wéi méiglech kënnen realiséiert ginn.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Gibéryen. Da kritt d'Wuert den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf.

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.**- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech si frou, dass mer dës zwee Finanzéierungsgesetze haut kënnen ofstëmmen. Finanzéierungsgesetz, déi noutwendeg ginn, well bei zwee Projete, een zu Esch-Schëffleng an deen aneren am Atertdall, ebe méi Sue gebraucht si ginn, wéi dat virgesi war.

Tatsaach ass effektiv, dass do onprezis Devisen à la base waren, dass zum Beispill zu Schëffleng den Émbau vun enger bestehender Anlag noutwendeg war an dass festgestallt ginn ass während der Bauphas, dass verschidde Aarbechte misste gemaach ginn. Zwëschenuewer, well dee Projet sech iwwer Jore gezunn huet, si méi streng Norme kommen an et huet misse eng Redimensionéierung vun engem Deel vun de Gebaier fir de Stockage gemaach ginn. Dat sinn Erklärungen, firwat dass dee Projet méi deier ginn ass.

Och de Projet vum Atertdall ass méi deier ginn, well och en onprezis Devis à la base war. En huet vun enger zweeter Phas geschwat, déi awer net preziséiert war an deem Projet. Zousätzlech Baumoosname waren och do noutwendeg. Verschidde Aarbechten, déi eigentlech sollten an der Phas 2 gemaach ginn, sinn an der Phas 1 gemaach ginn. Et waren technesch Problemer bei der Exekutioun, notament wat d'Buedembeschaffenheet ugeet. An et sinn nei Oplage kommen am Kader vum Kommodo a vum Naturschutz.

Ech hunn dat elo gär emol eng Kéier hei gesot, fir ze weisen, wéi komplex dat ass. An ech wëll

dem Rapporteur, dem Ali Kaes, deen haut och am Raymond Weydert senger Plaz dee gudden an ausféierleche mëndleche Rapport gemaach huet an och scho verschidde Aspekter vun der Problematik vum Méikäschtepunkt duergestallt huet, hinne Merci soe fir hire schrëftlechen an hire mëndleche Rapport.

Mä ech mengen, d'Politik huet do reagiert, Här Etgen. A mir hu grad justement 2004, am Mee, do hu mer eng nei Verwaltung kritt, d'Waasserwirtschaftsverwaltung, fir eben eng besser Koordinatioun an eng besser Planung vu Projete ze maachen. An et muss ee wëssen, wann een am Waasserberäich schwätzt, Här Gibéryen, do ass eng Coresponsabilitéit vun de Gemengen, déi d'Kompetenzen hunn, an dem Stat, dee se begleet. Dat heescht also, wann...

(Interruption)

...wann d'Hausaufgaben also net gemaach ginn,...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Wann Dir de Gemengen d'Suen zur Verfügung stellt, baue se dat.

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.**- Wann am Fong geholl hei jiddweree seng Hausaufgabe mécht, da missten déi Dossiere weidergoen. Wann et esou einfach wär, wéi Dir, Här Gibéryen,...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ech hunn dat 25 Joer matgemaach. Ech weess, vu wat datt ech schwätzen!

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.**- Ech mengen, dass, wa justement eng Kompetenz vum Waasser bei de Gemenge läit, da wär et am Fong un de Gemengen, ze bezuelen.

Wat ass geschitt hei am Land? Am Joer 1999 huet déi deemoleg Regierung décidéiert, fir de Gemengen - an et ass iwwert d'Budgetgesetz gemaach ginn - 90% ze bezuele bei de Kläranlagen, wat am Fong geholl eng Aufgab ass vun de Gemengen. De Stat bezilt 90% fir eng Aufgab, déi eng Aufgab ass vun de Gemengen, an huet dat nëmme gemaach, well e gemierkt huet, dass d'Gemenge sech schwéiergedoen hunn, am Beräich vun de Kläranlagen ze investéieren. An duerfir kréie mer déi Strof.

Ech wär frou, wann Der mech...

(Interruption)

...an ech wär frou, wann Der mech géift auschwätze loosse, ech wär frou, wann Der mech géift...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Da bleibt dach bei der Wourecht!

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.**- ...ech wär frou, wann Der... Ech bleiwen elo bei der Wourecht, well wa mer elo eng Strof ze bezuele kréien, déi ugeschwat ginn ass hei an zu där ech och stinn: 2,2 Milliounen fix an 11.000 Euro den Dag... Dat gëtt awer nach erofgesat, well am Fong geholl an deem Projet, dee si am Fong geholl ugesat huet, d'Kommissioun, do waren nach zwielf Kläranlagen net an der Rei, haut sinn et der nach just zwou. Duerfir, do gesitt Der, an deene puer Joer hu mer, an do kommen ech och nach drop ze schwätzen, do hu mer zéng Kläranlagen an d'Rei bruecht, dann ass dat geschitt!

Ech soen lech dat emol eng Kéier, an dat soll all Mënsch sech emol op der Zong zergoe loosse: Mir hunn eng Direktiv kritt 1991, dass misst an de Gemengen d'Waasser gekläert gi mat enger drëtter Stuf, wann ee méi wéi 10.000 Einwohnergleichwäerter huet, an 1998 hätt déi missen ëmgesat sinn. Haut si mer 2013 a mir sinn nach net do! An dann ass et ze einfach ze soen, de Problem wier bei der Regierung, Här Gibéryen,...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Bei wem soll en da soss sinn?

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.**- En ass net bei der Regierung! En ass net bei der Regierung, en ass bei all deene Leit, déi do concernéiert sinn. Dat sinn d'Gemengen an dat ass de Stat. An duerfir hu mer do eis Responsabilitéit.

Mir hunn also eng Waasserwirtschaftsverwaltung kritt. Zënter 2009 gi gefuerdert bei de Gemengen, wa se hir Projete maachen, detailléiert Virgaben - wat den Här Kaes och scho gesot huet -, fir e Projet auszeschaffen, an esou eng Étude préalable muss gemaach ginn. An da gëtt gekuckt, ob dee Projet am Aklang ass mam Bewirtschaftungsplang, an da gëtt eng Étude technique gemaach an da rullt dat. A wann et e Projet ass iwwer 40 Milliounen, kënn en an d'Chamber, wann net, da geet dat esou.



E gutt Beispill hu mer, wou mer esou geschafft hunn, dat sinn d'Kläranlage vun eiser Musel, déi zwou zu Parel an och zu Mäertert-Waasserbëlleg. Ech mengen, mir sinn op där richteger Schinn do. An ech mengen och, dass duerch d'Tatsaach, dass duerch dee Comité d'accompagnement, deen derbäi ass, dass doduerch dee finanzielle Kader och iwwerwaacht gëtt an dass esou Saache wéi déi heiten net méi virkommen.

Ofschléissend nach zwee Wieder: Ofschléissend wëll ech soen, dass, wa gemengt gëtt, et géif nëischt hei investéiert ginn an dee Kampf fir de Waasserschutz, wëll ech deene Leit, déi dat soen, soen, dass mer vill Efforte gemaach hunn an de leschte Joren, fir e gudden Zoustand vun eise Gewässer ze kréien.

► **M. Camille Gira** (déi gréng).- Mir sinn awer wäit hannendran.

► **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*.- Mir si wäit hannendran, do sinn ech d'accord mat lech. Ech hunn et jo elo grad erkläert, Här Gira, a mir sinn amgaangen, do vill ze maachen, a mir hu scho vill gemaach!

Ech wollt lech soen - dat sinn och Zuelen an déi soen esou munches: Am Kläranlageberäich goufen 1993, wou d'Akraaftriede war vum Règlement grand-ducal iwwert d'Ofwaasserdirektiv, also vun 1993 bis 2003 sinn am Ofwaasserberäich 223 Milliounen investéiert ginn, 223 Milliounen. A vun 2004 un, wou d'Grënnung war vun der Waasserwirtschaftsverwaltung, an dat ass och den Ufank, wou ech als Minister ugefaangen hunn, säit där Zäit, dat sinn elo néng Joer, si 429 Milliounen investéiert ginn.

Dat heescht also, an deenen néng Joer, wou ech elo Minister sinn, si 429 Milliounen investéiert ginn, an an deene Jore virdrun, déi zéng Joer virdrun 223. Dat ass also mol zwee, wat also kloer weist, dass am Fong geholl hei am Land am Waasserberäich wierklech eng Bewusstseinsweiterung komm ass an dass do richteg investéiert gëtt an dass mer do zesammen, d'Gemengen an de Stat, well déi zwee sinn hei an der Verantwortung, dass se do hir Hausaufgaben elo maachen.

Dir sollt wëssen nach ofschléissend, dass bis 2027 1,2 Milliarden - 1,2 Milliarden Euro - an d'Waasserwirtschaft mussen investéiert ginn, an dovun eleng 750 Milliounen a Kläranlagen, a Collecteuren, a RÜBen (= Regenüberlaufbecken) an esou weider. Dir gesitt also, d'Waasser kritt een net zum Nulltarif, an duerfir sinn ech och frou, dass mer alleguerten agesinn, dass, fir gutt Waasser an e gudden Rohstoff ze kréien, Drénkwaasser an och eng propper Natur ze kréien, dat net zum Nulltarif ass.

Dat ass mäi Schlusswuert, a Merci fir Är Opmierksamkeet!

► **Une voix**.- Weess den Här Kaes dat dann och?

► **M. le Président**.- Merci dem Här Minister.

Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen elo zur Ofstëmmung. Fir d'Éischt d'Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6511.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6511 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6511 ass ugehall mat 55 Joestëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6511 est adopté à l'unanimité des 59 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert (par Mme Martine Mergen), Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Claude Meisch) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Claude Adam), Félix Braz (par M. Camille Gira), Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. Henri Kox);

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6512.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6512 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. An och hei ass de Vote ofgeschloss.

De Projet de loi 6512 ass ugehall mat 56 Joestëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6512 est adopté à l'unanimité des 57 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Robert Weber, Raymond Weydert (par Mme Martine Mergen), Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Josée Lorsché), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. Claude Adam);

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Eisen nächste Projet de loi ass de Projet de loi 6479A iwwert d'Gemengekontabilitéit. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Etgen, Scheuer, Gira a Gibéryen.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Emile Eicher. Här Eicher, Dir hutt d'Wuert.

5. 6479A - Projet de loi portant modification

a) de certaines dispositions du Titre 4 - De la comptabilité communale de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et

b) de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale

Rapport de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police

► **M. Emile Eicher** (CSV), *rapporteur*.- Här President, léif Kolleginnen a Kolleegen, den 12. September 2012 huet den Här Innenminister de Projet de loi 6479 déposéiert. Am Laf vun deene Méint a Wochen duerno sinn du véier Avisen erakomm, déi vun der Chambre de Commerce, vun der Chambre des Salariés, dem Syvicol an och vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics. De Statsrot hat dese Projet de 4. Dezember d'lescht Joer aviséiert.

Dest Joer, de 25. Februar, huet d'Chambreskommissioun mech dunn zum Rapporteur ernannt an de 14. März hu mer dunn am Detail de Projet analyséiert. Mir koumen dunn zum Schluss an engem Amendement de 14. Mee, dat et besser wier, dese Projet an zwee ze deelen, an zwar de Projet 6479A, dee mer elo virleien hunn a bei deem et sech exklusiv ëm verschidden Dispositiounen aus der Gemengekontabilitéit handelt.

Dës Opdeelung wor an den Ae vun der Kommissioun wichteg gewiescht, well mer déi nei Instrumenter, déi nei Kontabelsinstrumenter am Gemengesector onbedéngt schnell musse kréien, ech wäert et herno nach soen, well mer

se scho säit Januar applizéieren. Mir erfëllen domadder iwwregens och d'Exigenze vun dem europäesche Kontabelsystem, dem SEC 95.

Ech wëll just bemierken, dat de Projet de loi 6479B nach wäert amendéiert ginn oder eventuell an en anert Gesetz integréiert ginn.

Dese Projet de loi ass de 4. Juni vum Statsrot aviséiert ginn, a mir konnten de Rapport de 27. Juni unhuelen. Ech mengen, dest wor wichteg, fir d'Virgeschicht ze erklären zu deem Dossier.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat deem virleiene Projet féiere mir am Gemengesector elo zwee nei Kontabelsinstrumenter an, an zwar en neie Plan budgétaire normalisé, de PBN, an de Plan pluriannuel de financement, de PPF. De Regierungssaccord vun 2009 hat scho virgesinn, dat d'Gemengen, d'Gemengesyndikater souwéi d'Établissements publics, déi ënner der Opsicht vun de Gemenge stinn, ech zitéieren, een «outil comptable intégré, capable de fournir des informations et données indispensables en vue d'une gestion efficiente des services communaux» sollte kréien.

De PBN, also de Plan budgétaire normalisé, ass eng Nomenclature fir ze budgétiséieren an ze kontabiliséieren, déi sech un dem Plan comptable, deen och am Privatsector existéiert, inspiréiert huet. Domadder erfëlle mir och déi europäesch Obligatiounen, mä mir ginn dem Gemengesector virun allem e kloer definéiert Instrument, fir seng Kontabilitéit no enger uniformer an onzweedeiteger Aart a Weis ze maachen. Selbstverständlech sinn all Regele vun der Transparenz respektéiert an déi aktuell Budgetpresentatioun ass och deementspreechend ugepasst ginn.

Iwwregens gëtt de Plan budgétaire normalisé scho fir dat aktuell Budgetjoer op dem Gemengenniveau applizéiert, wéi ech dat virauser schonn ugedeit hat.

Wéi gesot, de PBN ass net nëmme gültig fir d'Gemengen, mä och fir d'Gemengesyndikater an och fir d'Établissements publics.

Elo zum PPF, dem Plan pluriannuel financier: Et ass en Outil de gestion, deen et de Gemengen erméiglecht, eng besser global Iwwersiicht vun der Evolutioun vun hire Finanzen ze kréien. Et ass also e Planungsinstrument, dat am ganze Land no deeneselwechte mikro- a makroekonomesche Prämissen, déi de Ministère de l'Intérieur de Gemenge matdeelt, opgebaut ass, an dat souwuel fir d'Recetté wéi och fir d'Dépenses, fir den ordinären an och den extraordinäre Budget.

Dese standardiséierten Outil gëtt all Joer vum Schäfferot fir eng Period vu véier Joer opgestallt, nämlech dat lafend Joer an déi dräi zukünfteg Joren, déi hannendrukommen. An e muss och lafend à jour gehale ginn. E soll och als Basis fir d'Opstellung fir d'Gemengebudgete vun deene Joren duerno gebraucht ginn.

De PPF wäert den 1. Januar d'nächst Joer a Kraaft trieden. A wann dat de Fall ass, dann deelt de Schäfferot dem Gemengerot dee Plan pluriannuel financier mat, genaousou wéi dem Innenministère.

Här President, Kolleginnen a Kolleegen, erlaabt mer, nach e puer Wuert zu den Avisen ze soen. De Statsrot hat e puer Remarquen zum PPF formuléiert, notamment ass déi héich Kierperschaft der Meinung, dat de PPF fir déi dräijährig Period nom Exercice, fir deen de Budget opgestallt gëtt, géllt. Doduerch hätt een dann eng Finanzprevisioun vu véier Joer kënnen garantéieren, wat mer jo och elo maachen.

Derniewent wor de Statsrot der Meinung, dat och de Schäfferot misst d'Responsabilitéit dofir iwwerhuelen, dat de PPF opgestallt an à jour gehale gëtt. Dat hu mer och gemaach.

Déi héich Kierperschaft hat sech och derfir ausgeschat, dat de Gemengerot net sollt just eng konsultativ Roll spillen, mä aktiv bei der Opstellung vum PPF derbäi sinn. Dat hätt allerdings dann och zur Konsequenz gehat, dat, wéi bei all Budget, dann hätt missen ofgestëmmt ginn. An ech kommen herno nach dorop zrëck: Bei de Berufschambere wore se do och net all darselwechter Meinung.

D'Chambre de Commerce approuvéiert dese Gesetzesprojet, mä proposéiert awer, e Kalenner dobäi ze integréieren, virun allem, fir d'Gemengebudgete kënnen och mat anzebannen an déi Procédure vum Regierungsbudget an dee Moment och fir d'EU méi genau Zuele kënnen virzeleeën.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics ass averstane mam Projet, stellt allerdings den obligatoresche Charakter vum PPF a Fro, well dat e Risiko mat sech bréngt an deem Sënn, dat de PPF e politesch Instrument fir d'Gemenge kéint ginn, dat Divergenzen tëschent der Verwaltung an dem Gemengerot kéint schafen. D'Chambre des Fonctionnaires hat derniewent bedauert, dat dese Gesetzesprojet esou laang gebraucht hat, fir déposéiert ze ginn.

D'Chambre des Salariés ass mat deem Gesetzesprojet averstane an hat keng weider Observatiounen.

Ofschléissend kommen ech dann zum Avis vum Syvicol. De Syvicol belueft sech iwwert d'Aart a Weis, wéi dese Projet ausgeschafft ginn ass: Mat engem Comité de pilotage an engem Groupe d'accompagnement konnt des Reform vun der Gemengekontabilitéit op eng kooperativ a konstruktiv Aart a Weis iwwert d'Bühn goen.

De Syvicol kritiséiert awer am Gesetzesprojet d'Existenz vun zwee Konten, nämlech deem vum Schäfferot an deem vum Gemengereceveur, a mengt, déi duebel Kontroll wier net méi néideg gewiescht. De Syvicol huet sech och entschidden derfir agesat, dat de Plan pluriannuel financier net manner effizient wier, wann e manner Detailler och géif zrëckhalen.

Här President, Kolleginnen a Kolleegen, ech hoffen, ech konnt lech mat mengem mëndleche Rapport vun der Noutwendegkeet vun deem wichtige Kontabelsoutil fir d'Gemengen iwwerzeegen.

Erlaabt mer, virun allem de Mataarbechter vum Ministère de l'Intérieur a besonnesch der Madame Clara Müller, dem Här Nilles an all deene Mataarbechter, déi heibäi matgeschafft hunn, ee ganz grousse Merci auszedrücken, well si hunn an enger remarquabler Zesummenaarbecht mat de Gemengen et fäerdegbruecht, am Virfeld déi Ëmsetzung vun deem Gesetz ze preparéieren a schlussendlech och elo scho bei de Gemengen duerch Formation continue ze implementéieren.

Et wier ganz bestëmmt nach villes hei derzou ze soen, ech géif awer heimadder dem Projet de loi den Accord gi vu menger Fraktioun an hoffen, dat déi vill Buergermeeschteren a Memberen aus de Conseilen a Schäfferéit deen Outil hei och begrësse géifen.

Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. le Président**.- Merci dem Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den Här Etgen agedroen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Fernand Etgen** (DP).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, dem Rapporteur, dem Kolleg Emile Eicher, ze félicitéieren fir säi prezisen, kompletten a kloer formuléierte schrëftleche wéi och mëndleche Rapport an him ausdrëcklech Merci ze soen.

Et ass, wéi de Rapporteur et gesot huet, eng gesetzlech Modifikatioun, déi an enker Zesummenaarbecht mat de Gemengen, dem Syvicol, interkommunale Syndikater an anere staatlechen Dëngschstellen ausgeschafft gouf. Och ech wëll de Bedeelegten e grousse Merci ausspreechen, well duerch d'Matwierke vun den Acteuren um Terrain konnten déi nei Dispositiounen ouni gréisser Schwieeregkeeten ëmgesat ginn. Eng Schaffenssaart a -weis, déi mer ausdrëcklech wëlle begrëssen!

Inhaltlech gekuckt sinn d'Neierungen eng reell Plus-value fir eng méi modern Gestiou vum de Gemengefinanzen. Déi nei Instrumenter - neie Plan budgétaire, nei Budgetstruktur, Méjoresfinanzplang, neien État vun der Finanzsituation, e prezisen Échéancier - sollen de Gemengeresponsabelen et erlaben, e bessere Bléck op d'Finanzsituation vum hirer Gemeng ze kréien.

Iwwer zéng Joer schwätze mer vun enger Gemengefinanzreform. An ëmmer erëm ass drop higewise ginn, dat d'Qualitéit an d'Disponibilitéit vu fiabelen Donnéeën ze wënschen iwwreg géif loossen. Och war et schwéier, eng Gemeng mat där anerer richteg ze vergläichen, well de Finanzkader vu Gemeng zu Gemeng verschidde gestréckt war. Besonnesch d'Transferte vu finanzielle Moyenen an déi interkommunal Syndikater hunn niewent den ongläiche Missiounen zu Verwirrung gefouert.

Mat deem Gesetz wäerte mer do der Wourecht ee Stéckelche méi no kommen. D'Gemengen hätte gäre Planungssécherheet. Mat deser Reform kréie mer awer nëmme just en Instrument, fir des Planungssécherheet ze iwwerwaachen. Eng grondleeënd Reform steet awer nach aus. An deser Hisiicht huet den Innenminister seng Hausaufgaben nach net gemaach.

Här President, ob d'Neierunge vun deem Gesetz eng Plus-value duerstellen, hânt am Wessentleche vun der Qualitéit vun den Informatiounen of, déi nëmmen déi staatlech Stellen der Gemeng kënnen liwweren. Anert wichtegt Element ass d'Transparenz, Transparenz beim Verdeelungsschlüssel vun der Gewerbesteier a beim Fonds communal de dotation financière, transparent, kloer, objektiv an novollzéibar Krittäre bei den Investitiounssubsiden, Transparenz bei anere Gemengefinanzinstrumenter wéi dem Pacte Logement.

Och wäert et schwéier sinn an dëse wirtschaftlech méi schwéieren Zäiten, d'Recetten op fénnef Joer virauszesoen. Jiddefalls gëtt mat dësen Neierungen eng besser global Vue op d'Entwécklung vun de Gemengefinanzmeiglech. A mir als DP-Fraktion hoffen, datt mer domadder och méi finanziell Gerechtegkeet an deenen nächste Jore kënnen kréien.

Dëst Gesetz ass ee Schrëtt an déi richteg Richtung, och wann een zousätzlech Elementer vun enger kommerzieller Kontabilität hätt kënnen afléisse loosoen. Am Numm vun der DP-Fraktion wëll ech den Accord zu dësem Gesetz ginn a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Etgen. Als nächste Riedner ass den Här Scheuer agedroen. Här Scheuer, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Ben Scheuer (LSAP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Éischt wollt ech dem Rapporteur Emile Eicher Merci soe fir säin exzellente schrëftlechen a mündleche Rapport. Dofir wëll ech mech ganz kuerz halen a just e puer Remarqué maachen.

Déi meescht Gemengen hunn de Budget vum Joer 2013 schonns no den neie Regele vun der Comptabilité générale opgestallt. E puer Remarquen zum Plan pluriannuel: De Ministère léisst de Gemengen eng Lettre circulaire zoukommen, fir de Budget opzustellen. Dofir meng Fro un de Minister, ob bei der Circulaire elo och déi Previsiounen op dräi Joer ym Impôt commercial an der Dotation de l'État matgedelt ginn.

De Plan pluriannuel de financement soll dem Gemengerot respektiv dem Bierger d'Iwwersicht ginn iwwer datt, wat d'Gemeng wëlls huet ze maachen an deenen nächste Joren. Dobäi soll een och iwwerleeën, wéi een de Bierger méi mat abezitt an der Formulatioun vun de Projeten an Investissementer, déi wichteg fir d'Gemenge sinn.

De Statsrot huet och recommandéiert, datt de ganze Gemengerot an der Ausschaffung vun dësem Plan pluriannuel soll matgestalten. Dat ass natierlech wünschenswäert, fir eng maximal Ennerstëtzung ze kréien. Verschiede Gemenge sinn och elo fir de Budget 2013 op dee Wee gaangen an d'Diskussiounen sinn an de Gemengeréit gefouert ginn iwwer déi nei Plans pluriannuels, an ech denken, datt dat e gudden Exercice wor.

Dëse Plan comptable ass awer och eng Äntwert fir d'Obligatioun, déi de Stat huet, fir en A op d'Evolution vun de Gemengekeesen ze halen an d'Informatiounen am Kader vun eisen europäeschen Obligatiounen weiderzeschécken, besonnesch elo an der Kris, wou d'EU sech nei Instrumenter ginn huet, fir géint d'Defiziter ze steieren an e bessere finanzielle Suivi vun den eenzelne Länner ze maachen.

Mä de Plang soll just eng Previsioun sinn, déi eng Iddi vun den Investissementer an de Recetté soll ginn, ouni ze vill an den Detail ze goen oder zumindest net esou an den Detail wéi déi normal jährelch Kontabilität vun der Gemeng.

Et gëtt allerdéngs och Bedenken iwwer d'Utilitéit vun dem Plan pluriannuel, deen am Normalfall no de Wahlen vun enger neier Majoritéit op der Basis vun engem neie Programm iwwerduecht a reforméiert misst ginn. Dee beschte Plan pluriannuel ass näischt wäert, wann hien net à jour gehale gëtt. Dofir brauch een eng ganz gutt Software, verbonne mat engem groussen Aarbechtsopwand a forméiertem Personal.

De Schäfferot kann och an Zukunft mat dësem Text am Beräich vum Extraordinären eenzel Kreditter vun engem Artikel op een aneren iwwerdroen, soulaang dat énnert deem nämleche Code geschitt. Dat ass och eng Mesure vu Simplification administrative, déi mer begrëssen, well dat d'Aarbecht innerhalb vum Schäfferot vereinfacht a well et och méi der Realitéit Rechnung dréit.

Verschiede Projekte kréie Retard oder verlafen net esou, wéi se sollten. An do ass et gutt, wann een ouni groussen Opwand dës Kreditter op en anere Projet kann iwwerdroen. Et ass wierklech positiv, datt elo den Exercice, fir am Kader vu gewësse Regele budgetär Transferten ze maachen, erlaabt ass.

Luwenswäert war och déi gutt Zesummenaarbecht tëschent dem Syvicol an dem Ministère bei dësem Projet de loi. Dat sollt och e Modell si fir aner Gesetzesprojeten.

Da wär ech och schonn um Schluss ukomm a géif dann och den Accord vun der LSAP-Fraktion zu dësem Projet de loi ginn.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Scheuer. Als leschte Riedner ass den Här Gira agedroen. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Camille Gira (déi gréng).**- Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi gréng Fraktioun wäert sech bei dësem Projet enthalten, an zwar, well mer der Meenung sinn, dass erëm eng Geleeënheet verpasst ginn ass, fir de Gemengesector e Stéck Wees aus der Postkutschenzäit erauszuehuelen.

► **Une voix.**- Aha!

► **M. Camille Gira (déi gréng).**- Jo, Här President, ech sinn der Meenung, dass esou, wéi de Moment an de Gemengen d'Kontabilität ofleef, dat ass wierklech Postkutschenzäit. Glécklecherweis wëssen d'Leit dobaussen net, wéi vill Zäit eis Beamten a Beamtinnen a mir als Buergermeeschter a Schäfte mat där Kontabilität do verbréngen, soss géife se eis mat den Hënn zum Duerf erausjoen.

(**Interruption**)

Eng Rechnung kënnst eran, e Beamte kuckt, ob se berechtigt ass. Een anere mécht e Mandat, gëtt e weider un de Gemengesekretär. De Buergermeeschter an de Schäfte ennerschreiw. An da geet se esou lues bei deen, deen dann eigentlech d'Rechnung sollt iwwerweisen.

Do brauch ee sech éischters net ze wonneren, wann et heiansdo dauert, bis déi Leit hir Sue kréien. Mä ech géif gären e Student drop setzen, fir auszerechnen, wéi vill Stonnen an deene Gemenge verluer gi mat enger Kontabilitätsaart a -weis, déi wierklech aus dem 19. Jorhonnert ass!

Anscheinend gëtt et Internet haut, anscheinend gëtt et Computeren, anscheinend gëtt et Computeren, déi ee kann tëschent eenzelne Beamten a Beamtinnen vernetzen. An anscheinend kann een dann och dee Computer nach mat deem vum Schäfferot vernetzen.

Stellt lech vir, an engem Kleng- a Mëttelbetrib mat 40, 50 Leit misst de Patron all Rechnung op déi do Aart a Weis ennerschreiw an an d'Wee leeden! Mä déi wiere jo alleguerter faillite!

Ech hu wierklech kee Verständnis, firwat mer zwar ganz schnell et fäerdegbréngen, e komplizéierte Projet op de Wee ze ginn an d'Gemenge forcéieren, praktesch ier d'Gesetz gestëmmt ass, eppes ze applizéieren, wat nach keng legal Basis huet, opgrond vun enger EU-Direktiv, mä dass mer awer net vun deemselwechte Gesetz profitéieren, fir all deenen Doléancen, déi vu Gemengesäit kommen, beim selwechte Rechnung ze droen!

Do kënnst jo nach derbäi, dass all déi Rechnungen dann och nach iergendwéi eng Kéier oder wéinstens stéchprouwenaarteg vum Service de contrôle vum Ministère de l'Intérieur kontrolléiert ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen - wéinstens déi aus de Gemengen -, sidd Der net mat mir d'accord, dass dat do wierklech net méi zäitgeméis ass...

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Camille Gira (déi gréng).**- ...an dass mer do schrecklech vill Personal kéinte spueren, dass mer schrecklech vill Geld kéinte spueren, vu Réforme administrative oder Simplification administrative net ze schwätzen?

Hei gëtt bei all Fusioun probéiert - probéiert! - kloerzemaachen, dass mer schrecklech vill Geld géife spueren, andeems mer Personal géifen aspueren. Ech sinn do ganz skeptesch. A wann ech mech e bëssen ëmhéieren, dann ass dat, mengen ech, bis elo nach bei kenger Fusioun de Fall gewiescht.

Ech hätt lech eng Propos gemaach: Hätte mer hei déi duebel Kontabilität ofgeschafft, dann hätte mer honnertmol méi Personal an Zäit gespuert, wéi dat bei alle Fusiounen, déi an deenen nächste Joren nach solle stattfannen, de Fall wäert sinn.

Zweete Punkt, wou ech dann awer och der Meenung sinn, dass mer hätte kënnen méi wäit goen. Hei gëtt elo behaupt, mir géifen eis der Kontabilität aus dem Privatsecteur unnäheren. Dat ass jo awer net esou. Mir kréie vläicht eenzel Rubriken, mir kréie vläicht eenzel Denominatiounen, mä mir sinn awer wäit ewech a mir hunn och hei net ee Schratt méi no gemaach bei e bësse méi eng realitéitsno an e bësse méi eng Comptabilité commerciale.

Mir sinn eis alleguerter eens, dass een net kann e Modell aus enger Privatfirma eriwuerleeën op eng Gemeng. Mä et ass awer net gutt, wéi mer eis Gemengen de Moment géieren. Grad a schwierigen Zäiten, wou een net weess, wat an deenen nächste fénnef Joer op eis duerkënn, wier et awer gutt, dass mer e Stéck Wees ewechkéime vun där kameralistescher Kontabilität, déi just all Joer am November an am Dezember eng Foto mécht vun där aktueller Situatioun an déi iwwerhaupt näischt ausseet, wéi eng Gemeng dosteet.

Do kann een net erausfannen, ob d'Infrastruktur vun enger Gemeng nei sinn oder ob se al sinn, ob se grouss Besoinen huet vun Infrastrukturen an deenen nächste Joren. Et kann een och net dobäi erausfannen, ob se zum Beispill Réserves foncières huet an esou weider an esou fort.

Ech soen lech e Beispill, fir lech ze illustréieren, wéi pervers dass dat och ass an där kameralistescher Approche.

Mir haten an der Gemeng Biekerech virun enger Rei Joren d'Chance - well e Bauer gemengt huet, éischer säi Gléck a Kanada sichen ze goen, wéi hei zu Lëtzebuerg nach weider ze schaffen -, 30 ha Land als Gemeng selwer ze kafen. Mir hunn eng Millioun oder 40 Millioun Lëtzebuenger Frang op den Dësch geluecht a sinn natierlech e Prêt maache gaangen, fir dat kënnen ze bezuelen. Laut där aktueller kameralistescher Approche ass d'Gemeng Biekerech domadder zéng Millioun Lëtzebuenger Frang méi aarm ginn, well mir hunn déi jo net méi, mir hunn déi jo misse siche goen. Dat ass d'Aart a Weis, wéi mir de Moment an de Gemengen eis Kontabilität géieren.

Wann ee jo awer weess, dass alles ofhëlt zu Lëtzebuerg vläicht u Wäert, mä sécherlech net Terrainen, a wann ech lech soen, dass elo vläicht d'Chance besteet, dass mer deemnächst fir een Hektar vun deem Terrain, dee mer vläicht engem Hôtelier zur Verfügung stellen, fir en Hotel drop ze bauen, esou vill Suen erëmkreien, wéi mer fir déi 30 ha ginn hunn, da sidd Der jo mat mir d'accord, dass déi Fotosopnam, déi viru 15 Joer gemaach ginn ass a seet: „Elo ass d'Gemeng Biekerech eng Millioun Euro méi aarm ginn.“, dass dat allem entsprécht, mä net der Realitéit.

An ech mengen, och do mat alle Schwierigkeiten, déi dat bedeit, wou ech och gären d'accord sinn, et ass schwierig ze soen, wat de Kontabilitätswäert ass vun enger Kierch, doriwier kann een diskutéieren, mä ech mengen, et wier awer méiglech gewiescht, usazweis emol eng Diskussioun ze féieren an ze soen: „Kënnen mer dat do net awer e bësse maachen?“

Ech mengen, mir hunn et jo fäerdegbruecht beim Waasser. Mir hunn haut vill um Waasser geschwat. Do hu mer awer a relativ kuerzer Zäit et fäerdegbruecht, eng Comptabilité commerciale hinzekreien, wat viles an de Käpp vun de Gemengeverantwortleche mécht. An ech mengen, hei hätt een och méi wäit kënnen goen.

A well déi zwou Saachen net erfëllt sinn, musst Der verstoen, dass mir zwar kee Problem hunn, wann dee Projet kënnst, mä mir hätten eis erwünscht, dass mer profitéiert hätten, fir vill méi wäit ze goen. A well dat net de Fall ass, wäerte mer eis enthalten.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Gira. D'Wuert kritt den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf.

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.**- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Alleréisch dem Rapporteur Merci fir säi schrëftlechen a mündleche Rapport. Ech wollt him och dorop äntwerten, dass e gesot huet, dass de Projet 6479B, dee verschidden Dispositiounen aus dem Gemengesetz enthält, soll effektiv an engem anere Gesetz iwwerhol ginn.

Et ass richteg, ech hu wëlles, an dat hunn ech de Moien décidéiert, esou wéi ech lech d'Gesetz virgestallt hunn am Syvicol, Här President, d'Gesetz iwwer d'Tutelle vun de Gemengen, fir dat do eranzeschreiw an dat Gesetz. An ech wënsche mer dann, dass mer dat Gesetz nach an engem zukünftige Regierungsrot kënnen déposéieren, fir et dann hei an d'Chamber ze bréngen.

Dat gesot, mengen ech, kréie mer mat dësen zwee neie Finanzinstrumenter effektiv eng besser Situatioun an d'Gemengefinanzzen eran. Mir kréien iwwerall am Land déiselwecht Nomenclature, fir ze budgétiséieren, ze kontabiliséieren, an déi aktuell Technik, déi bleift bestoen. Déi ännert also net. Et ass eng gutt Saach.

D'Transferte vun de Kreditter si méiglech, mir kréie méi Flexibilitéit, méi Effizienz. Effektiv kann een, wann een am Waasserberäich zum Beispill op enger Plaz manner Suen ausgëtt, mengetwegen am Dréinkwaasser, da kann een déi an den Ofwaasser-Réseau mat eriwuerhuelen. Dat gëtt also eng besser Approche. Mir kréien integer a fiabel Donnéeën. Dat ass onbestreitbar.

Ech mengen och, doduerch kréie mer, dat ass fir mech e wichtige Punkt, am Fong geholl e Gesamtbild um Gemengesector, dat et erméiglecht, analytesch virzegoen an eise Gemengefinanzzen. Da kënnen mer vläicht emol e

Benchmarking vun eisem Gemengesector maachen, da kréie mer emol eng Objektivéierung um Débat, wat d'Finanzéieren am Gemengesector ugeet. Well do seet deen een, e géif ze vill kréien, deen anere kritt net genuch.

Bon, mat deenen aktuellen Donnéeën, an der Ëmverdeelung, hu mer keng fiabel Donnéeën. Also ass et wichteg, dass mer do kucken, dass, egal wéi am Land verbucht gëtt, et d'selwecht verbucht gëtt, dass do harmoniséiert gëtt. Domat kréie mer och eng gewësse Planungssécherheet, wat dee Volet ugeet, an da kënnen mer déi Gelder besser ëmverdeelen.

Ech ginn och dovun aus, dass, wa mer dat hunn, an dat dauert nach e puer Joer, well mer brauchen e puer Joer Donnéeën, fir kënnen statistesch seriö dozostoen, fir dass déi statistesch verwäertbar sinn, mengen ech, da kënnen mer soen: Wat sinn déi obligatoresch Aufgabe vun de Gemengen? Wat kaschten déi? An da kënnen mer déi Revenus non affectés, den Impôt commercial an de Fonds communal de dotation financière méi gerecht ëmverdeelen. Dat ass also fir mech wichteg.

An och an de Gemenge selwer, mengen ech, kënnen si Arbitragé maachen. Wa se emol wierklech eng besser Budgétiséierung hunn oder eng analytesch Approche hunn, kënnen si soen: „Wann ech e Fussballterrain bauen oder wann ech eng Schwämm bauen, soll ech eng intercommunal Schwämm bauen, eng lokal Schwämm, wat gëtt besser?“ Do kritt een och also méi Spillraum. An dat, mengen ech, ass och eng Plus-value fir d'Gemengefinanzpolitik, an et erlaabt eis, eng modern Finanzpolitik am Gemengesector ze maachen.

Zu esou enger gehéiert, a mengen Aen, och de PPF, de Plan pluriannuel de financement, wat ee Standardinstrument ass, fir Previsiounen ze maachen. Also et gi Previsiounen gemaach all Joers fir dräi Joer, an da soll op Basis vun deenen de Budget opgestallt ginn. Déi Donnéeë gi jo un de Gemengerot communiquéiert, déi ginn un de Stat communiquéiert, un de Ministère des Finances, un de Statec an un den Intérieur. Dat ass eng gutt Saach. Esou kann dann de Stat sengen Obligatiounen an der EU nokommen, an och d'Gemengen, mengen ech, kënnen deem grouse Prinzip «gouverner, c'est prévoir» och méi nokommen.

An ech wëll dat widerhuelen, mengen ech, wat den Här Scheuer gesot huet: Mat dëser Aart a Weis zesummenzeschaffen hu mer, mengen ech, eng Aart Modell opgebaut mat engem Comité de pilotage, mat engem Comité d'accompagnement. Dat ass eng gutt Saach. An ech wollt all deene Leit Merci soen, déi gehollef hunn, dëse Projet esou am Fong geholl ze ficeléieren.

Mir hunn Tester gemaach a Gemengen, mir hu Pilotgemenge gehat, et gouf viles gekläert, ier et lassgaangen ass. An och elo an Zukunft kucke mer, wéi et weider soll goen. Dir wësst, dass mer deene Gewielten an de Beamten am leschte Joer am Fong geholl an Zesummenaarbecht mam Syvicol a mam INAP eng Formatioun ginn hunn iwwer de Plan budgétaire normalisé. Datselwecht soll dësen Hierscht geschéien, wat de Plan pluriannuel de financement ugeet.

Zweetens, mir hunn e Vademekum gemaach iwwer de Plan budgétaire normalisé. Dat heescht, do kann een op Internet kucke goen: Wéi soll ee Budget strukturéiert sinn? Wéi eng Coden hëlt ee wéi? Wat soll gebucht ginn? An esou weider. Datselwecht maache mer och elo mam PPF, also mam Plan pluriannuel de financement. Dat heescht, do kënnen d'Gemenge sech och orientéieren un deem, wéi mer eis dat virstellen am Intérieur, dass ee fiabel Donnéeë kritt an dass een dat dann op Zäitspanne bréngt.

An do kommen ech op dee Punkt ze schwätzen, deen elo schonn zweemol ugeschwat ginn ass. Mir schécken eng Circulaire un d'Gemengen, fir dass se ebe kënnen seriö esou ee PPF opstellen. Do ass manifestement, ech géif soen, bal Handlungsbedarf oder op d'mannst ass do Klärungsbedarf. An do hu mer wëlles, am Hierscht oder éischer gesot Enn des Joers de Gemengen eng Circulaire ze schécken, wou déi makroekonomesch Donnéeën dra sinn.

Den ICC, Här Scheuer, an den FCDF sinn dodran, fir dass ee kann och e seriö Plan pluriannuel opstelle fir dräi Joer. Dat garantéieren ech lech hei. Dat ass eis Aufgab. A mir maachen dat dann. Wa mer déi Donnéeë kréie vum Statec, wa mer déi Donnéeë kréie vum Ministère des Finances, da gi mir déi un d'Gemenge weider. An dann, mengen ech, kënnen anstänneg Previsiounen gemaach gi fir déi dräi nächst Joer. Dee Plan pluriannuel gëtt jo all Joers nees uge-

passt, soudass ech mengen, dass dat Instrument da ka wierklech eppes bréngen.

Et ass geschwat ginn, dass kee prezise Kalenner do wär, a verschiddenen Avisen. Ech mengen, wann een hei ze prezis wär, dat kéint am Fong geholl kontraproduktiv sinn, well am Kader vun der EU brauch een eng gewësse Flexibilität. An déi kréie mer mat där Aart a Weis, wéi mir dat heite wëllen ugoen.

An dann ee leschte Punkt, deen den Här Gira opgeworf huet, op dee wollt ech awer och nach agoen. Dat ass dee vun der Comptabilité camérale an de Gemengen. Do wollt ech dem Här Gira soen, dass ech am Fong geholl just dat maachen, wat déi viregt Chamber, déi téschent 2004 an 2009 ënnert der Présidence vum Michel Wolter an der sougenannter RTL-Kommission - Réorganisation territoriale -, déi Spezialkommission, geschafft huet. Déi Kommission huet ee Rapport gemaach, an an deem Rapport steet, dass d'Gemenge weider solle mat där caméraler Kontabilitéit weiderfuere, dass dat am Fong geholl deen Instrument de choix wier fir d'Gemengen.

Näischt hënnert se drun, dernieft eng aner Kontabilitéit ze hunn. Mä ech maache just dat hei, wat d'Chamber mech opgefuert huet iwwer e Rapport. Ech maachen also net, wat Dir haut fuerdert, mä ech maachen dat, wat am Fong geholl déi Kommission mir gesot huet. Déi huet gesot: „Ministre de l'Intérieur, maacht dat esou!“ Dofir hu mer dorop opgebaut. An déi Comptabilité camérale ass ee Ganzt.

Ech sinn d'accord, dass se schwéierfällig ass. Mä eng Gemeng ass emol fir d'Éischt eng öffentlech Instanz an an zweeter Instanz ass et ee Serviceprovider. An dofir mengen ech, dee Choix, dee mer hei geholl hunn, dass dat ee richtige Choix ass.

Et ass opgeworf ginn, dass een, wann een déi camérale Kontabilitéit huet, do gi jo d'Fluxe vu Gelder gekuckt, dat huet den Här Gira jo gutt beschriwwen, do mécht et awer Sënn, dass eng zäitversate Kontroll ass vum Receveur. Dat heescht, wa mer de Moment ee Compte administratif an ee Compte de gestion hunn, da mécht dat Sënn. Ech engagiere mech awer hei, an och deen nächste Minister, deen da kennt, dass dee soll kucken, ob dee Modell sech bewährt, dee mer elo hunn, an dann op Basis vun den Erfahrungswärter soll deen dat dann eventuell änneren.

Datselwecht géllt och fir de PPF, wou gesot ginn ass, dee bräicht net esou detailléiert ze sinn. Et soll een also net esou vill Detailer an de Plan pluriannuel schreiwen. Och do mengen ech, sollte mer e Monitoring maachen a kucken, wéi mer dee proposéierte Modell..., ob dee sech bewährt, an da kéint een do Ännerung maachen.

Ech mengen, dass mer hei wierklech ee richtige Schrëtt an déi richteg Richtung maachen an dass dëse Projet dat Néidegt bréngt, wat mer brauchen am Gemengesecteur, dat heescht ee gutt Instrument, fir eis Gemenge finanziell oder um finanzielle Plang gutt ze féieren.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Innenminister.

Domadder wär d'Diskussion ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6479A et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6479A ass ugeholl mat 49 Jo-Stëmmen, géint 9 Enthaltungen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6479A est adopté par 50 voix pour et 9 absentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert (par Mme Martine Mergen), Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Scheuer), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lu-

cion Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydia Polfer (par M. Claude Meisch) et M. Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché);

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes.

Wëllt ee seng Enthaltung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Dee leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut ass eng Orientéierungsdebat iwwert déi lëtzebuergesch Arméi. D'Riedezeit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech ageschriwwen: déi Hären Eischen, Etgen, Fayot, Kartheiser an Henckes. Als Éischt héiere mer elo den Här Félix Braz als Vertreter vun der Fraktion vun deene Gréngen, déi dës Debat ugefrot huet. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

6. Débat d'orientation sur l'armée luxembourgeoise

Exposé

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Merci, Här President. D'Gesetz vum 21. Dezember 2007, déi sougenannten Arméiereform, hat an der Haaptsaach als Zil, déi operationell Capacitéiten, en vue vu Lëtzebuergescher Engagementer am Kader vun der NATO a vun der UNO, ze verbessern. An domadder ass och d'Arméi selbstverständlech och en Element vun der lëtzebuergescher Aussepolitik.

Lëtzebuerg ass kee Land mat engem opfälleg grouss militäreschen Engagement. An eis Arméi ass international selbstverständlech och nëmmen am Kader vu Kooperatiounen mat aneren Arméien, am eigentleche Sënn vum Wuert, voll asafäeg. Eleng kéinte mer dat sécher net maachen a wäeren eng Arméi, där hiert Wierkungsfeld..., oder hätten eng Arméi, där hiert Wierkungsfeld op den nationalen Territoire beschränkt wier.

Vun de ronn 1,7 Milliounen Zaldoten, déi et an den elo 28 Memberlänner vun der Europäescher Unioun gëtt, stellt Lëtzebuerg der knapps iwwer 1.000. Dat sinn der net terribel vill, dat sinn der souguer bedeitend manner wéi zum Beispill Malta, wat e Land ass mat manner Awunner wéi Lëtzebuerg, wat iwwer 2.300 Zaldoten huet.

Nach méi kloer gëtt awer dat finanziell militäresch Engagement vu Lëtzebuerg, wann een de relative Wäert considéiert vun den Dépense par rapport zum PIB. An der Europäescher Unioun, mat iwwer 500 Milliounen Awunner, ass de gesamt militäresche Budget bei ronn 195 Milliarden Euro. Dat si ronn 1,6% vum PIB vun der Europäescher Unioun an ongeféier 400 Euro pro Awunner pro Joer, déi an Europa an der Moyenne fir Militärausgaben investéiert ginn.

Zum Verglach mat den USA, do ginn all Joers 520 Milliarden ausgi fir Militärdépense, bei ronn 310 Milliounen Awunner. Dat sinn also ronn 1.700 Euro pro Awunner, méi wéi véiermol esou vill wéi an der Europäescher Unioun.

Am Verglach: Lëtzebuerg gëtt also ronn, pro Joer, 200 Milliounen aus, bei 500.000 Awunner. Ofgeronnt sinn dat 400 Euro pro Awunner pro Joer. Dat entsprécht der Europäescher Moyenne, wann een dat an Euro ausdréckt. Wann een dat awer ausdréckt a Prozenter vum PIB, dann ass Lëtzebuerg Schlusslicht an der Europäescher Unioun, mat 0,48% vum PIB, déi mer pro Joer ausgi fir militäresch Dépense.

Nach eng Kéier zum Verglach: An der Europäescher Unioun ass d'Moyenne 1,61%, oder och nach eng Kéier d'Beispill vu Malta, wat manner Awunner huet wéi Lëtzebuerg, déi ginn 0,71% vun hirem PIB pro Joer fir Militärdépense aus. Déi puer Zuelen, just fir ze weisen, dass hei zu Lëtzebuerg wuel mat 400 Euro pro Joer pro Awunner d'Militärdépense an der Europäescher Moyenne leien, mä dass mer hei, wa mer de relative Wäert vun den Dépense par rapport zum PIB kucken, da gesi mer awer, dass Lëtzebuerg traditionell seng Friddens- a Sécherheetspolitik net nëmmen iwwert de militäresche Wee gedenkt ze organiséieren an ze planzen.

Vill Suen, vill, vill méi Sue souguer, dat Duebelt en fait, investéiert Lëtzebuerg an d'Koopera-

tionspolitik. Ronn 1% vum PIB an d'Kooperationspolitik ass an eisen Aen och Friddenspolitik, preventiv Friddenspolitik. Dat ass och zu Lëtzebuerg Konsens, ausser zënter 2009 fir d'ADR, déi op där doter Fro probéiert, eng aner Schinn ze fueren.

Mä ob grouss oder kleng Arméi, ob vill oder wéineg Dépense, d'Arméi muss klappen - déi, déi een huet - a si muss funktionéieren. An de Constat ass, Här Minister, dass et net wierklech gutt klappert. An Erënnung: den Episod vum de Boxemännercher, eng eigentlech komplett harmlos Aktioun, déi awer am Kader vun enger Militärkasär praktesch enger sozialer Revolt gläichkoom.

An Erënnung awer och d'Ofsetze vum Colonel Ries duerch Äre Virgänger. Eng Décision, déi virun d'Vefassungsgericht koom a wou de Colonel Nico Ries recht krut. D'Regierung, ganz besonnesch, awer och d'Chamber brauche sech iwwert dat Uerteel vum Verfassungsgericht net ze freeën. Au contraire, och d'Chamber a besonnesch d'Regierung kéinte sech am Fong e bësse schummen iwwert dat Uerteel, wat do aagaangen ass a wat dem Här Ries recht ginn huet.

An Erënnung awer och déi ganz gespaante Relatioun vum der ieweschter Arméihierarchie mam SPAL, dem Syndicat professionnel de l'Armée luxembourgeoise, dee wuel haart an der Saach diskutéiert, mä et muss ee fairerweis och soen, dass se och Ursachen hunn, fir ze reklaméieren.

An Erënnung awer och déi Kritiken um Gesetz vum 2007, déi bis haut net verklänge wëllen an déi d'Arméi gespléckt hunn. Notamment um Punkt vun der Priorité absolue fir d'UNO-Zaldote beim Rekrutement an de Carrière bei Stat, Gemengen a Syndikater, wou d'Zaldoten eng Exklusivitéit oder zumindest eng Prioritéit hunn.

D'Arméi huet geännert, net nëmmen 1967, wou se eng fräiwëlleg Arméi ginn ass, mä och a ganz vill an de leschte Joren, mat der Ouverture am Joer 2004 op d'Netlëtzebuerg - haut hu vun den Zaldote ronn 60% Immigrationhintergrund, 15% hu kee Lëtzebuergescher Pass - an awer och 2008 mam Schafe vun den Unités de disponibilité opérationnelle, déi ganz vill Auslandsasätz hunn. An dat huet schon eng profound Mutatioun vun der Lëtzebuergescher Arméi provoziert, an net manner oder net méi, besser gesot, wéi véier oder fénnef Joer. Dat ass schon eng grouss Ännerung, och soziologesch Ännerung, operationell Ännerung an der Lëtzebuergescher Arméi.

An d'Ännerung gi weider mat der Perspektiv, Här Minister, déi Dir mat der Ennerschrëft vun der Déclaration Benelux den 18. Abrëll 2012 opgemaach hutt.

Wat heescht déi Benelux-Kooperatioun fir d'Lëtzebuergescher Arméi? Gëtt et eng Lëtzebuergescher Arméi respektiv wou si mer do méi genee drun? Op all déi Froe wäert ech elo e bësse méi am Detail agoen.

Ganz rezent - drëtter Punkt vun eiser Intervention - ass awer nach e weidert Element um Lëtzebuergescher Militärhimmel, wann ech esou dierf soen, derbäikomm, nämlech d'Engagement vun der SES vu Betzder, fir mat hire Satellitenanlage militäresch Drohnen ze guidéieren.

Här Minister, déi gréng halen et fir wichteg, zu all dëse Froen haut an der Chamber kloer Aussoe vun der Regierung ze kréien.

Éischte Punkt, zum internen Zoustand vun der Arméi: Am Februar 2012 krut de fréieren Arméiminister a Médiateur Marc Fischbach den Optrag, e Rapport ze maachen iwwert de Fortgang vun der Emsetzung en fait vum Gesetz vum 21. Dezember 2007. Dat war déi offiziell Terminologie fir säin Optrag. Natierlech huet säin Optrag sech awer och situéiert am Kontext vun, ënner anerem, där sougenannter „Boxemännercher-Affär“ an anere Kritiken, déi aus der Kasär eraus an d'Öffentlechkeet koom sinn.

D'Fro, déi den Här Fischbach sollt beäntweren, war: Sinn d'Ziler vun der Reform erreicht? A wann net, woufir? An der aussepolitescher Kommission hu mer och schon iwwert de Rapport Fischbach diskutéiert, awer nach net an der Plénière. Dat ass an eisen Aen awer richtig a wichteg. An dofir hu mer och d'Initiativ geholl, fir an der Plénière eng Diskussion, eng oppen Diskussion iwwert de Rapport Fischbach ze féieren. D'Öffentlechkeet an d'Arméi hunn e Recht op öffentlech Äntwerten en Engagementer vun der Regierung um Hannergrond vum Rapport vum Marc Fischbach.

De Constat ass: „D'Stëmmung an der Arméi ass net berouegend.“ Esou huet sech de Marc Fischbach mat engem Euphemismus ausgedréckt. An en huet och nach gesot, den Esprit de corps wier net deen, deen ee sech kéint erwaarden an der Arméi.

Dat ass eng Substanzausso - eng, déi déif blécke léisst! D'Kommunikatioun ass wäit dovun ewech, zefriddestellend ze sinn. Eng Arméi, haut, ass net méi eleng d'Caisse enregistreuse vun Uerderer, déi vun uewen no ënne ginn, seet och do de Marc Fischbach.

D'Recht op gutt Informatioun a gutt Kommunikatioun - ech soe bewosst: d'Recht op Informatioun -, dat ass net der Hierarchie hirem Gutdünken iwwerloos. D'Recht op Informatioun fir all Member vun der Arméi a gutt Kommunikatioun ass en direkte Corollaire vum Follegen a vun der Loyalitéit, déi an der Arméi erwaart ginn! Wann ee soll Uerderer ausféieren, ouni ze contestéieren, diligent an effikass, da muss een och déi néideg Informatiounen hunn, fir se kënnen nozevollzéien. Déi Leit, déi an der Arméi Uerderer entgéinhuellen, sinn net just do, fir ze follegen, mä si sinn do, fir en Deel vun engem Ganzen ze sinn, dat se och kënnen novollzéien.

Eng gutt funktionéierend Kommandostruktur verlaangt och, dass déi iewescht Hierarchie exemplaresch ass. De Marc Fischbach bemängelt a sengem Rapport, dass dat net ëmmer de Fall gewiescht wier. An eisen Aen e Passage aus dem Rapport, dee besonnesch fir deen neie Generol, Mario Daubenfeld, eng éischt Prioritéit misst sinn. D'Arbeitsopdeeling téschent dem État-major an dem Centre militaire ass och alles anescht wéi optimal. Den double Emploi ass oft d'Regel. E Constat, dee vu ville gedeelt gëtt.

Ass déi noutwendeg Reform do engagéiert, Här Minister? Ennerstëtz Dir d'Iddi, dass sämlech administrativ Servicer am Centre militaire solle regroupéiert ginn? Mir jo. A wa jo, wéini kann déi Reform als ofgeschloss ugesi ginn?

Problemer gëtt et och, Här Minister, beim Rekrutement. De Marc Fischbach proposéiert, de Militärdéngscht ëm ee Joer ze verlängeren. Reng rechneresch géif dat de Problem wuel léisen.

Ass et net awer deen einfache Wee, deen en fait d'Ursache vun de Schwieregkeeten beim Rekrutement, wéi mer en haut kennen, ausblent? A wann eng vun den Ursachen de Manktum a Perspektiv wier fir no der Militärszeit? D'Reconversiou ass an eisen Aen nach ëmmer dee schwache Punkt vun der Organisationsioun vun eiser Arméi.

Dem Marc Fischbach säi Verdikt am Rapport, an ech deelen deen, ass sans appel: «...au vu des ressources limitées en personnel enseignant et d'une offre de cours des plus restreintes, l'école de l'armée n'est pas en mesure d'assurer un tel encadrement.» Dat ass d'Konklusioun.

De Marc Fischbach proposéiert d'Integratioun vun der Arméischoul an d'Éducation nationale. E Wee, dee mir och prinzipiell bereet si matzegoen. E Wee, iwwert deen awer nach muss nogeduecht ginn. Wou vill praktesch Froe muss geléist ginn a wou wierklech d'Perspektiv, d'Mise en perspective ganz konkret muss realiséiert ginn. De Fait eleng, dass een an d'Éducation nationale eriwirgeet, beäntwert d'Froen net all. Mä et ass ee Wee, wou mir mengen, deen ee soll seriö envisagéieren.

Enk mat der Reconversiou verbonnen ass och déi zentral Fro vun der Prioritéit fir d'UNO-Zaldoten, déi Fro, déi zënter dem Gesetz vum 2007 d'Arméi spléckt, och doduerch spléckt, well se d'Arméi an zwou Sorten Zaldoten opdeelt. déi gréng sinn haut der Meenung, mir sollen domadder ophalen. D'Arméi ass eng Eenheet, ee Corps, a während dem Militärdéngscht ass een op deen aneren ugewisen. Kee ka seng Mission ouni deen aneren erfëllen!

Ennerscheeder kann ee maache bei der Besoldung en fonction vun der Responsabilitéit, vum Risque, vun der Qualifikatioun, an och iwwert de Wee vu bestëmmte Primen. En Ennerscheed awer ze maache bei der Sortie aus der Arméi, wou een deen anere brauch a keen ouni deen anere kann existéieren, am Ausland wéi hei um Häreberg, do en Ennerscheed ze maachen téschent UNO-Leit an Net-UNO-Leit beim Accès zu de prioritäre Plazen, dat hale mer mëttlerweil fir falsch. Gutt wier et, wann och d'Regierung dat géif agessinn. déi gréng mengen, dat géif vill zur Verbesserung vun der Situatioun um Häreberg bäidroen.

Eng Iddi wëll ech och nach an de Raum setzen: Mir hunn an de leschte Joren, an Dir wësst dat, Här Minister, bei der Protection civile Schwieregkeeten, déi Zuel vu Fräiwëllegen ze fannen, déi mer brauchen. Wier et net eng Iddi, eng Pist, fir driwwer nozedenken, ob een net och do eng Carrière bei der Arméi misst kënnen schafen - eng „carrière de sécurité civile“ kéint ee se nennen -, mat Spezialiséierung am Brand- a Rettungswiesen, an dat net nëmmen en vue vun Débouchéen, fir déi Schwieregkeeten, déi mer an der Protection civile kennen, eventuell mat Leit aus der Arméi kënnen ze fëllen?

Dat kéint och gläichzäiteg eng nei Nisch gi fir d'Lëtzebuergescher Asätz bei der Arméi. Mir hunn

eng kleng Arméi, mir kënnen net alles maachen, mir müssen eis spezialiséieren, an dat hu mer och an der Vergaangenheet gemaach beim Déminage, der Waasseropbereedung. Wier et net eng nei Nisch och fir Auslandsasätz vun der Arméi, mat potenziellen Débouchéen do, wou an der Protection civile Leit feelen, fir do kënnen eng Carrière an eng Spezialiséierung opzebauen, net alles an der Infanterie, mä vläicht och en Deel am Beräich vun de Sanitärāsätz? Dat hale mir fir eng Pist, national wéi international, iwwert déi ee kann nodenken.

Zum zweete Volet: d'Militärkooperatioun am Benelux. Lëtzebuerg schafft traditionell vill mat der Belsch a mat Frankräich am Kader vun den OMP-Missionen zesummen. An déi Décisioun ginn au cas par cas geholl en fonction vun der Missioun an en fonction, wie vun eisen Noperen an engem Land sech speziell wëllt asetzen. Dat hu mer gesinn an Afghanistan, éischter mat der belscher Arméi, oder elo am Mali, éischter zesumme mat der franséischer Arméi.

Den 18. Abrëll 2012 hutt Dir eng gemeinsam Deklaratioun ënnerschriwwen mat Ären zwee Kollegen Arméiministeren aus der Belsch an aus Holland, fir eng Kooperatioun anzugehen, gedroe vun der Grondiddi „pooling and sharing“, eng Grondiddi also, déi ganz sécher och ënnert dem Androck steet vun de Statsfinanzen, déi an deenen dräi Benelux-Länner net méi staark gi sinn an de leschte Joren. An dat encouragéiert natierlech och dee Gedanken, fir méi zesummenzeleien, méi zesummenzeschaffen a méi zesummen ze deelen.

An der Öffentlechkeet ass du vill iwwer eng sougenannten „Benelux-Arméi“ geschwat ginn a spekuléiert ginn. Ech mengen: vläicht verfréit, vläicht och eng iwwerdriwwen Perspektiv.

An där Deklaratioun ginn awer véier Kooperatiounsfelder genannt: Logistik/Maintenance dat eent, Formatioun/Training dat Zweet, Exekutioun vu Militärtächen dat Drëtt, a véiertens d'Acquisitioun vun Militärmaterial.

Fir dat ëmzesetzen, déi Kooperatioun, solle véier Etüde gemaach ginn: eng éischt iwwert d'Maintenance vum Helikopter NH90, wat e Militärhelikopter ass, ouni Lien also zu enger Capacitéit vun der Lëtzebuurger Arméi. Déi zweet Etüd soll gemaach ginn iwwer Synergien am Air Policing, eng Loftiwwerwachungsmission am Kader vun der NATO, eng Missioun och, wou de Lëtzebuurger Bäitrag engem net spontan afällt. Eng drëtt Etüd soll gemaach ginn iwwert den Training vu Parachutisten op engem gemeinsame Site. Och dat ass fir eis Arméi a priori net onbedéngt eng Missioun, wou mer all Input kënnen liwweren.

Anescht verhält et sech mat der véierter Etüd. Déi betrëft d'Deele vun Trainings- a Formatiounsméiglechkeeten an och Infrastrukturen. An do ass och eng Lëscht annexéiert mat eefel Optionen. Zwou dovun betreffen d'Equipages d'avions, d'Plongée sous-marine, dat sinn erëm Beräicher, wou mer net onbedéngt gefuerdert sinn. Um Rescht vun der Lëscht stinn awer duerchaus eng Rei Elementer, déi eng Plus-value kënnen duerstellen a wou och d'Lëtzebuurger Arméi en Input ka liwweren.

Mä et ass kloer, och wa Lëtzebuerg schonn en Intérêt drun huet, ass eist Gefill, dass de Gros vun der Benelux-Kooperatioun éischter eng Kooperatioun ass tëschent de Belsch an den Hollänner, wéi dass Lëtzebuerg selwer do en operationelle Bäitrag kéint leeschten.

Da ginn nach zwou Études exploratoires um Enn vun der Deklaratioun viséiert: eng éischt iwwert d'Kooperatioun bei Forces terrestres. Och do huet een d'Gefill, dass et méi staark ëm d'Belsch an ëm d'Hollänner geet, mat der Brigade aéromobile vun den Hollänner, mat der Brigade légère belge a mam Corps des fusiliers marins néerlandais. Déi zweet, do geet et ëm d'Standardisatioun an d'Interopérabilité notamment am „wideband global satcom“, dat ass e Beräich, wou Lëtzebuerg vläicht erëm méi sech kéint abréngen.

Eis Fro ass, Här Minister: Déi Deklaratioun ass elo iwwer e Joer hier, eng ganz Rei Etüde sinn an d'Fenster gestallt ginn. Wou sinn all déi Etüden drun? Wéini gëtt eppes konkret? Ass déi gemeinsam Deklaratioun net awer eng, déi vill laanscht Lëtzebuerg geet a wou d'Belsch an d'Hollänner definitiv de Lead hunn a mir net onbedéngt manner sinn - oder méi wieren - wéi d'fenneft Rad um Auto? Oder ass d'Perspektiv do an Ären Aen, fir iwwert déi Deklaratioun vum 18. Abrëll d'lescht Joer erauszugehen an a Zukunft awer dat, wat als Deklaratioun ugefaangen huet, op nach méi breed Féiss opzestellen?

Drëtt an leschte Punkt: Lëtzebuerg gesäit seng Roll traditionell als Fournisseur vu Capacitéite bei OMP-Missionen. Mir iwwerhuelen am Moment och Responsabilitéit zu New York als net stännege Member vun UNO-Sécherheetsrot. A mir si bei Militärāsätz traditionell net an der

éischter Rei. Mir halen eis do zrëck, och wa mer se politesch, déi Asätz, ënnerstëtzen. Eis Stonn kënnent meeschtens nom Enn vun der waarmer Phas vun Konflikt, oder éischter aus der zweeter Rei eraus.

Dat ass awer amgaang ze änneren, op eng schlächend Aart a Weis. Et geet dobäi ëm d'Drohnen, den „NATO Global Hawk“-Programm, a Lëtzebuerg ass eent vun de Länner, déi bei der Acquisitioun vun deene Buedemopklärungsdrohne fir d'NATO solle mat finanzéieren am Kader vun deem AGS-Programm „Alliance Ground Surveillance“. An déi Opklärungsdrohnen, déi sollen an den Asaz komme fir d'Protektioun vu Buedemtruppen, Grenzsecherheit a Sécherheet um Mier, Contre-terrorisme, Peacekeeping-Missionen, Assistance humanitaire a bei natierleche Katastrophen. Do sinn eng ganz Rei Missionen derbäi, wou ee kee Problem gesäit, fir sech un deenen ze bedeelegen. An dass do déi Opklärungsdrohnen Informatiounen kënnen liwweren, déi déi Missiounen méi liicht maachen, liicht engem och an.

Bei der Protektioun vun de Buedemtruppen ass dat scho méi grenzwäerteg. Do kënnent d'Front e bësse méi no. Wou d'Grenz fir eis als Gréng awer iwwerschritt ginn ass, dat ass mat där neier „business line“, esou gëtt dat genannt, vun der SES vu Betzder.

Eng Duechterfirma vun der SES klëmmt an d'Geschäft vun der satellitgestützter Drohnesteuerung an. Och wann dës Firma nëmme d'Satellitentechnik zur Verfügung stellt an net selwer operativ ass an de Missionen, esou ass et awer net fir ze leegnen, dass do mat Ënnerstëtzung vun hei Waffen an den Asaz bruecht ginn. An net iergendwellech Waffen!

Den Asaz vun Drohnen ass international ganz staark an der Kritik. Den Asaz vun Drohne stellt besonnesch völkerrechtlech Froen, besonnesch an deem, wat gemengerhand den „Kampf géint den Terrorismus“ genannt gëtt. D'Völkerrecht garantéiert all Mënsch, och den Terroristen, de Schutz géint staatlech Willkür an d'Recht op e rechtsstaatleche Prozess! Ausserhalb vu bewaffnete Konflikter si geziilt Tötung géint d'Völkerrecht a géint d'UNO-Charta!

Do sinn also ganz fundamental Froen, déi gestallt si bei där Zort Asaz vun den Drohnen.

International...

► **M. le Président.**- Här Braz, erlaabt Dir, dass den Här Kartheiser lech eng Fro stellt?

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Ech erlaben dem Här Kartheiser bal alles, mä ech hu just nach zéng Zeilen an da sinn ech fäerdeg. An ech kann herno, wann den Här Kartheiser d'Wuert hält, gäre mat him an den Dialog trieden.

International si bestëmmte Forme vun Asaz vun Drohne juristeschesch och dofir ganz staark contestéiert. Mir sinn der Meenung, dass d'SES sech net soll un dësen Aktivitéite kommerziell bedeelegen. Déi Steiersue wëlle mer net!

Eis Fro, Här Minister: Ass d'Lëtzebuurger Regierung zu hirer Meenung zu dëser Geschäftspraxisse gefrot ginn? Wat ass d'Meenung vun der Lëtzebuurger Regierung? Ass d'Regierung sech hirer Saach och juristeschesch do sécher, dass Lëtzebuerg net kann zur Rechenschaft gezu gi fir Illegalitéiten, déi duerch den Asaz vu Militärdrohne géife begaang ginn an déi nëmme duerch Lëtzebuurger Satellitentechnik méiglech gi wieren? Ass doriwwer eng seriö Aarbecht vun der Lëtzebuurger Regierung gemaach ginn? Oder akzeptéiert Dir déi doten Entwécklung ouni Reaktioun?

Här Minister, d'Regierung ass hei ganz prezis Äntwerte schëlleg. Merci dofir am Viraus a Merci och fir d'Opmierksamkeet!

► **M. le Président.**- Sou, den Här Kartheiser, oder wëllt Dir elo...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Ech kéint vläicht direkt, wann den Här Braz wëllt äntwerten, da géif ech em direkt...

► **M. le Président.**- Da stellt Är Fro!

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Dann ass seng Riedezäit awer manner herno, gell?

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Neen, et ass eng Fro. Dat ass d'Reglement vun der Chamber, Här Braz, dat kennt Dir jo och!

Ech wollt lech awer eng Fro stellen: Dir hutt hei vun Terroriste geschwat, mir si bal d'Tréine komm! Dir hutt deelweis recht an deelweis net recht. Sécher, jiddwereen huet d'Recht op e faire Prozess, an dat gëllt och fir Leit, déi terroristeschen Attentater ugeschëllegt sinn. Trotzdem muss ech lech soen, dass den Droit international public en Droit ass, deen d'Relatioun tëschent de State regléiert. An terroristeschen Organisatiounen wéi Al-Qaida si villes, mä si si garantéiert kee Subjekt vun internationalen Droit public.

Si sinn also kee Stat. An an deem Sënn kënnen se natierlech net dat fir sech an Usproch huelen, wat engem Stat zousteet oder de legale Kombattante vun engem Stat. Do gëtt et e substanzialen Ënnerschied: Et ass eng Organisatioun, déi op déi feigst, hannerlëschtgest Manner massenhaft och Zivilisten ëmbréngt, an ech géif do schonn e ganz kloren Ënnerschied maachen - wéi et och den Droit international public mécht! - tëschent legale Kombattanten, déi sech un déi Regeln halen, déi am Krichsrecht stinn, dat ass de Jus in bello, an deem, wat d'Terroriste maachen, an dat ass: Feigheet, Hannerlëscht, einfache Mord! An dat sinn aner Saachen. An ech mengen, ech kann och déi Staten novollzéien, déi Äffer, Affer vun esou Attentater gi sinn, dass se vläicht...

► **M. le Président.**- Jo, Här Kartheiser, Dir musst awer eng Fro elo stellen!

(**Interruption**)

Dir sidd schonn amgaangen, Är Ried elo hei ze halen. Esou geet et net. Stellt elo wann ech gell Är Fro!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Ech kommen direkt zur Fro!

...déi Methoden dann deene Menacen upassen.

Ech wollt also den Här Braz froen, ob hie mengt, dass Terroriste mat State vergläichbar sinn - zum Beispill eng Organisatioun wéi Al-Qaida - an e Subjekt vun internationalen Droit sinn. Wann net, da si jo aner Konsequenzen néideg!

Merci.

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Dir hutt scho méi schwéier rhetoresch Froen gestallt wéi déi do.

(**Interruption**)

Iwwert d'Aschätzung vun dem Terrorismus, mengen ech, brauche mer och net ze diskutéieren. D'Fro ass just, ob d'Staten an der Bekämpfung vun Terrorismus sech de Mëttel vun Terrorismus mussen bedéngen an op hiren Niveau erofgoen oder ob se mussen de Rechtsstat verteidigen. Dat ass d'Fro!

(**Interruption**)

► **M. le Président.**- Gutt! Merci dem Här Braz, an elo...

(**Interruption**)

...als éischte Riedner ass den Här Félix Eischen agedroen. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **M. Félix Eischen (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären! Brauche mir hei zu Lëtzebuerg eng Arméi? Brauche mir hautzudaags Zaldoten, déi eisen Territoire verteidigen? Brauche mir eng Militärstruktur mat Mann an Équipement, déi eis d'Joer knapp 200 Milliounen kascht, wëllt heeschen Arméi, Défense, Fonds d'équipement militaire a Pensiounen?

(**Mme Anne Brasseur prend la présidence.**)

Ech kéint lech d'Äntwert, eng, vun där meng Partei an ech iwwerzeegt sinn, direkt ginn, mä well mer haut jo en Débat hei féieren iwwer Sënn, Zweck, Ausrichtung an och méiglech Alternativen, huelen ech e weineg méi wäit aus, ouni awer herno ze vergiessen, d'Äntwert ze ginn.

De Begrëff Arméi verbënnt ee mat engem Ensemble vu Leit, deen équipéert ass fir ze schéissen, sech ze wieren, ze verteidigen, awer och ganz kloer fir Liewe kapotzemachen. An dat ass an deenen allermeeschte Käpp haut éischter eng abstrakt Virstellung, well déi Realitéit jo wäit vun eis ewech ass. Dat ass jo och gutt esou.

Dir Dammen an Dir Hären heibannen an och all déi dobaussen, déi eis nokucken, déi meescht vun eis alleguerten hunn ni de Krich um eegene Leif erfuer. Et sinn nach knapp 10% Leit hei am Land, déi zur Zäit vun Zweete Weltkrich gelieft hunn. Also ass de Krich fir eis am Gespür wäit ewech.

Fir Generatiounen virun eis war dat net esou. Mat brutaler Regelméissegkeet goufe sech an de Jorhonnerte virdrun an Europa d'Käpp ageschloen. Jorhonnerten huet Europa geblüht, huet sech mäereresch Schluechte geliwwert, bis endlech nom Zweete Weltkrich net zulescht duerch déi groussaarteg europäesch Iddi de Krichszoustand an eise Brededegraden eriwuer war, fir d'Éischt a West- an dunn och an Osteuropa. Allerdéngs wësse mer och, dass dat do awer bis an eis Zäit era gedauert huet. De Krich um Balkan läit nach net wäit zrëck.

Wann een haut vu Krich schwätzt, da léisst eis dat hei dach awer méi kal. Mir gesinn de Krich um Fernseh, a meeschtens sinn déi Handlungen da Gott sei Dank och wäit ewech. Dohier ass et dann och net verwonnerlech, wa sech an eiser Gesellschaft de reelle Besuch och zu eiser nationaler Arméi géinnert huet.

Zanter dem Enn vun obligatoresche Militärdéngscht 1967 an zanter dass et och net méi onbedéngt néideg ass, den Déngscht ze maachen, fir a verschidde Carrière vun Stat eranzekommen, ass d'Arméi, den „Bierg“, aus ville Käpp vun de Leit verschwonnen, mam Resultat, dass sech dacks d'Fro gestallt gëtt, firwat mir iwwerhaupt nach eng Arméi hunn, mat der logescher Suite, dass den Interessi hei zu Lëtzebuerg, de Militärdéngscht iwwerhaupt ze maachen, an de leschte Joren net zougeholl huet, mä éischter of, fir et emol virsichteg auszedrechen.

A wann ee sech dann hautzudaags net méi onbedéngt muss midd a knaschteg maachen a sech op Kommando an de Bulli geheien, fir et emol flappeg auszedrechen, da mécht een dat net. Resultat: D'Akzeptanz vun der Arméi, hir Kredibilitéit oder hir Daseinsberechtigung an eise Erfannen huet of- an déi ganz Afrostelung zougeholl, virun allem bei der jonker Generatioun.

Sou, elo ass d'Arméi, Dir Dammen an Dir Hären, elo ass eis Arméi awer en Deel vun eiser Gesellschaft, folglech sollt ee mat hirer Existenz net lichtfankeg ëmgoen. Am Dezember 2007 gouf d'Arméiereform gestëmmt, an d'Émsetzung ass eng, déi sech net vun haut op muer mécht, dat ass kloer, dat wësse mer, mä et ass awer eng, déi amgaangen ass.

A fir den objektiven Istzoustand vun eise Militäer ënnert d'Lupp ze huelen, de Virriedner ass dorobber agaangen, hat de Minister Jean-Marie Haldorf de fréieren Ombudsmann Marc Fischbach, senges Zeechens och selwer emol eng Kéier Arméiminister, chargéiert ze analyséieren an ze reportéieren.

Dee Rapport, deen ass kloer, Dir Dammen an Dir Hären. E gëtt dat erëm, wat ass, a weist ouni Émweeër mam Fanger op dat, wat net oder nach net an der Rei ass. Do gëtt et e Pak, an d'Resultat vun dësem Rapport dréit net derzou bäi, dass d'Kredibilitéit dobaussen an d'Luucht gaangen ass, mä kann, wann da richteg reagiert gëtt, dës awer erëm hiewen.

A sengem Rapport, deen de Marc Fischbach de 24. Oktober 2012 un d'Chamber ginn huet, huet de féieren Arméiminister confirméiert, dass et an der Lëtzebuurger Arméi seriö Problemer gëtt, déi et ze behiewe gëllt. Mir als Gesetzgeber hunn dann d'Aufgab, déi Reform ze verfolgegen an ze reagéieren, falls se net an engem normalen a gesondem Zoustand ëmgesat gëtt.

Här President, erlaabt mer, just ganz kuerz op d'Konklusiounen vum Rapport Fischbach och anzugehen. A Saache Serenitéit, géigesäitge Vertrauen a gefleegten Dialog tëschent de Ranguerdnungen, steet hei, ass nach Loft no uewen. Heirunner schaffen heescht, den Akzent op eng gutt Kommunikatioun an op e konstruktiven a gefleegten Dialog tëschent de Ranguerdnungee leien.

Den Organigramm, dat heescht, wien huet wéi eng Aufgab a Responsabilitéit, muss nei definiert ginn, fir eng méi kloer an transparent Struktur eranzekriegen, déi intern Konflikter dann och soll verhënnern. Jiddwerengem seng Kompetenzen a jeeweileg Zoustännegkeet sollen also daitlech schematesch opgestallt ginn, fir all Malentendu aus dem Wee ze raumen. Firwat ass den État-major zoustänneg? A wat ass dem Centre militaire seng Aufgab? Dës Präzisiounen mussen vu vira jiddwerengem erëm méi bewusst gemaach ginn, well nëmme esou kann e gesond a wierksam Fonctionnement bestoen.

Här President, weider geet et dann...

► **Mme le Président.**- Ech wollt lech just drop opmierksam maachen, Här Eischen, Dir kënnt dat net gemaach, dass d'Présidence geännert huet.

► **M. Félix Eischen (CSV).**- Entschëllegt, Madame Presidentin.

► **Mme le Président.**- Mä Dir kënnt dat net gesinn...

► **M. Félix Eischen (CSV).**- Gesitt mer et no, Madame Presidentin!

► **Mme le Président.**- ...vun där Plaz, wou Der stitt, dofir wollt ech lech dat just gentiment soen.

(**Interruption**)

► **M. Félix Eischen (CSV).**- Dat ass léif, et ass notéiert, Merci, Madame Presidentin!

D'Arméi brauch dréngend Leit, méi Leit, fir deenen Engagementer oder Aufgaben nozekommen, déi si sech selwer operluecht huet oder déi d'Engagementer an der Allianz ebe

verlaangen. Soulaang mer déi Leit net kréien, misst een eventuell d'Dauer vum Militärdéngscht eropsetzen, fir dës Lacunen ze kompenséieren.

Mä dat ass eng grondsätzlech Bedéngung: Da muss een och onsen Zaldoten attraktiv Perspektiven ubidden, fir dass si och bereet sinn, méi laang am Service vun der Arméi ze stoen. Et geet net duer, de Rekrute vun haut op muer ze erklären: „Vun elo u muss jiddwereen een, zwee oder dräi Joer méi laang heibleiwen“, et muss een hinnen och mat kloere Perspektive virun, während an nom Déngscht entgéintkommen, wéi zum Beispill mat enger besserer schoulescher Formatioun.

An da si mer scho beim nächste Punkt: D'Militärschoul misst ee méi ofwiesslungsraiche Schoulprogramm kréien, deen un déi national Struktur ugepasst gëtt. Dat ass och absolut ze begréissen. D'Arméischoul soll un de Lycée technique zu Ettelbréck integréiert ginn, fir dass ons jonk Zaldoten en adéquate Schoulprogramm proposéiert kréien. Soumat steigert een hir Motivatioun, fir éischtens eventuell méi laang an der Arméi ze bleiwen, an zweetens, fir hinnen déi gerecht Chance ze ginn, spéider eng Carrière moyenne oder sougauer supérieure ze errechen.

Dann ënnerstëtzt de Marc Fischbach nach e Quotesystem fir jiddwereen, an net nëmme fir d'UDO-Zaldoten, déi an d'Ausland op Missiounen geschéckt ginn, déi iwwer eng Prioritéit verfügen, wat hir Carrièreschancen ugeet. Dat kéint och vill intern Konflikter vermeiden, wou e gewëssent Jalousiesgefill opkommen ass tëschent deene verschiddene Rekruten an der Arméi selwer.

Madame Presidentin, dat sinn elo alles Diskussionspunkten, déi een a Rou sollt duerchgoen, mä si résuméieren dat, wat ass a wou den Hiewel sollt ugepaakt ginn.

Fir d'Éischt emol ganz sécher an der Kommunikatioun no baussen a fir och emol ze soen, vu wou dass mer hierkommen. Ech wëll lech elo hei kee Geschichtscours halen, mä just drun erënneren, dass déi Lëtzebuurger militäresch Neutralitéit am Laf vum 20. Johonnert zweemol verletzt ginn ass. Zanterhier ass Lëtzebuerg dowéinst an enger Militäralianz agebonnen. Mir Lëtzebuurger, mir Awunner aus dem Grand-Duché, mir kréie Schutz garantéiert, falls ee sollt probéieren, eis national Souveränitéit a Fro ze stellen. Als Géigeleschtung hëlleft déi Lëtzebuurger Arméi deenen, déi eng militäresch Hëllef dobause brauchen.

Am Kader vun der NATO an der EU hu mir ons als Lëtzebuurger engagéiert, op Dauer eng déployabel, betriebsbereet Arméi op d'Been ze stellen, fir an den internationale Missiounen esou gutt wéi méiglech dann ze hëlfe. D'Reform huet als Haaptzil, esou eng Arméi weiderzuentwéckelen.

D'Allianz ass eng entscheidend Grondlag, fir de Fridden an d'Sécherheet an der Welt ze garantéieren. Ouni déi wieren d'Länner aus Ex-Jugoslawien haut net op deem demokratesche Wee, wou se ukomm sinn, a si hätten och net kënnen esou op d'EU zousteiieren, wéi si dat an de leschte Jore gemaach hunn. D'NATO baut hir Missiounen op hirem Grondsatz op: „development, diplomacy and defense“. Fir dës dräi „D“ en ënnerstëtzen ze kënnen, muss déi Lëtzebuurger Arméi genuch kompetent, motivéiert Leit zur Verfügung kréien.

An dofir muss een de jonke Volontairen och kloer Zilsetzung ginn, spréich, et muss ee sech also weiderhi beméien, d'Arméi attraktiv ze maachen a konstruktiv un engem positiven Image ze schaffen. Et sollt och aus de Käpp vun eis alleguer eraus, dass d'Arméi just eng Opfänkstruktur mat Jobgarantie fir déi ass, déi keng Loscht méi hunn, fir an d'Schoul ze goen.

Ech soen net nëmme, well et keng Onéier ass, fir sech fir säi Land anzusetzen, wann ee spiert, dass aus dësen oder deene Grënn déi klassesch schoulesch Ausbildung de Moment den Hick huet, mä d'Arméi ass nach vill méi. D'Arméi soll eng Chance si fir en Deel vun enger engagierter jonker Generatioun, sech an engem zukunftsorientéierter Betrib, deen am Déngscht vun onsem Land steet, weiderzueilden an ze realiséieren. An der Arméi sollen déi Lëtzebuurger Ambassadeuren opwuessen, well et si si, déi an d'Ausland op Missiounen geschéckt ginn, déi onst Land no bausse vertrieben.

Wann aus Ursaache vun engem enken Effectif d'Ausbildung op véier Joer sollt gehuewe ginn an zesumme mat der Rekonversiou an véier eventuell sechs Joer ginn, da sollt ee sech och bewusst ginn, Dir Dammen an Dir Hären, dass et absolut méiglech ass, dass d'Leit zweemol

mussen a Missiounen goen. Dat sollt een an dëser Diskussioun vun der Ausrichtung net vermissen.

Dat bréngt mech op de Punkt vun der Ausrichtung. Lëtzebuerg huet seng Plaz an der internationaler Gesellschaft fonnt. Esou och eis Arméi. Mir sinn do sécher net um Enn vun eise Bestriewungen ukomm. Mä mat deem, wat mer bis ewell opweises hunn, brauche mer eis och beileiwen net ze schummen.

Den 1. Februar huet de Mario Daubenfeld de Gaston Reinig a senger Fonctioun als Chef d'état-major ersat. Dem Här Daubenfeld säi Virgänger huet deemools schonns ugedeit, mat Recht, dass de Mentalitéitsémschwung bei de Leit, wat d'Arméiwiesen ugeet, säi wuel schwierigsten Challenge wäert ginn.

Et war de Gaston Reinig, deen deemools am Joer 2007 d'Arméi dirigéiert hat, wou se an d'Reform eragaangen ass. Elo huet säi Successeur also d'Aufgab, dës Reform op en Enn ze féieren. Hien huet dëst och mat grousser Begeeshterung a Motivatioun annoncéiert. Hien ass sech wuel bewusst, wat d'Fonctioun vun enger Arméi am 21. Johonnert bedeit a wéi enge Responsabilitéiten ons Lëtzebuurger Arméi ënnerläit.

Ons Arméi huet sech an der Vergaangenheet ëmmer virbildlech an de Friddensmissiounen agesat, sief dat an den 90er Joren um Balkan, zanter 2003 an Afghanistan, wou nach bis haut, also zéng Joer duerno, e Contingent vun onsen Zaldote steet, déi sech fir de Fridden an deem Land asetzen.

D'Lëtzebuurger Arméi gëtt och agesat an deene sougenannten EU-Missiounen, wéi zum Beispill rezent am Mali. An den Aufgabe vun der UNO ass d'Arméi zanter 2006 zesumme mat onse belsche Kolleegen am Déminage am Libanon tätég. Wéi de Mario Daubenfeld a senger d'ailleurs exzellenter Ried bei der Assemblée parlementaire vun der NATO, déi viru Kuerzem hei zu Lëtzebuerg war, preziséiert huet, hu sech zanter den 90er Jore méi wéi 1.200 Zaldoten an deene sougenannte Friddensmissiounen op der ganzer Welt engagéiert, sief dat am Kader vun der Europäescher Unioun, der UNO oder der NATO. D'Reform vun der Arméi huet deemno als Haaptzil, eng modern an effizient Struktur opzebauen, fir deene Missiounen dann nogoen ze kënnen.

Mä dat seet sech esou liicht, Dir Dammen an Dir Hären. Frot emol eng Kéier déi, déi derbäi waren! Si ginn net aus Freed hiert Liewen op d'Spill setzen. Si gleewen un hir Missioun, fir sech do fir de Fridden, d'Erhale vun de Mënscherechter, den demokratesche Strukturen an dem Rechtsstat anzusetzen, do eben, wou et néideg ass.

Si sëtzen net do a kucke villem Misär op der Welt aus der Fotell doheem no, mä se sinn nieft deene villen ONGen, nieft den Engagementer aus der Kooperatioun déi, déi sech aktiv engagéieren.

Wier et net och emol eng Kéier ubruecht, quéesch duerch d'Gesellschaft ee grousser Respekt fir déi auszeschwätzen, déi dat maachen? Wann een dësen Toun méi géif fleegen a parallell och nach eng méi geziilt Promotioun fir eng modern Arméi géif maachen, da sinn ech iwwerzeegt, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass och méi jonk Leit sech géifen dofir interesséieren a bereet wieren, dës Schrëtt ze goen.

Eng éierlech, zäitgeméiss Duerstellung no bausen ass also enorm wichteg, ech géif souguer soen, vital fir eis Arméi. Et muss ee mat deene richtege Messagen un déi jonk erugeen. Messagë vun Eier, Anstand, Disziplin, Asazbereetschaft. Net einfach an Zäiten, wou déi potenziell Clienten dofir zum groussen Deel an enger Contestatiouns- a Spaassgesellschaft groussginn, wou all Form vun Autoritéit och gare verworf gëtt.

An de Krichszäiten hate mer e Krichsminister. Duerno war et de Ministre de la Force armée. Da koum den Arméiminister, wat och schonn zimlech almoudesch kléngt. An haut kritt dës Regierungsmember dann den Titel Ministre de la Défense, attachéiert un den Ausseministère, och als Zeeche vun der oppener Ausrichtung an der internationaler Etikett no bausen. An hei sti ganz kloer den Asaz fir d'Mënscherechter, d'Demokratie an de Fridden am Mëttelpunkt. Et gesäit een also, dass et och eng Evolution an der Bezeichnung ginn ass an dass en där gesellschaftlecher a geopolitescher Entwécklung ugepasst ginn ass.

Fir elo esou eng modern Arméi op d'Been ze stellen, brauche mir - mir hunn et gesinn - eng zollid Struktur, eng kloer Ausrichtung, motivéiert Leit a Suen. Mä Virriedner ass kuerz virun drop agaangen. Eis Arméi kascht eis d'Joer knapps 200 Milliounen. De Moment si mer bei knapp 0,5% vum PIB. D'Moyenne an der EU ass 1,6%. Vum Budget gi 50% an d'Personalkäschten, 25% an de Fonctionnement a 25% an den Equipement.

Elo gëtt gesot: „Brauche mir déi sëllegen Din-goen zum Beispill, déi kaaft goufen? Musse mir beim Projet vum Transportflieger A400M matmaachen?“

Dir Dammen an Dir Hären, dacks vergiesse mir, dass mir Deel vun deem Ganze sinn, dass déi Gefierer net einfach esou kaaft gi sinn aus Blödsinn, dass do Sënn, Zweck an iwwerleuchte Strategie mat eise Partner hannendru stécht, fir eisen Deel am internationalen Engagement ze leeschten. An de Flieger, dee kafe mer jo net, fir eis Zaldote sonndes op den Ausfluch ze fléien.

Wa mir Material kafen, fir Opklärung ze maachen, an d'Lëtzebuurger maache Reconnaisance, an dat ass, Dir Dammen an Dir Hären, eng geféierlech Tâche, dann ass dat net vu Muttwëll. Hei geet et ëm eisen Apport en nature, deen eis bei de Partner an der NATO e ganz grouss Respekt bis ewell abruucht huet.

Ech weess net, ob Dir d'Konklusiounen vun de Verrieder aus der Atlantischer Allianz op der Fréijorssessioun hei um Kierchberg matkritt hutt. Do ass sech ganz beluewend iwwert déi Lëtzebuurger Apporten ausgeschwat ginn. A senger Ried während den Tagungsdeeg huet den neie Chef d'état-major Mario Daubenfeld op déi Efforten higewisen, déi déi Lëtzebuurger Arméi amgaangen ass ze maache respektiv déi nach ausbaubar sinn.

Extra ervirzehiewen ass hei zum Beispill d'Iwwerwaachung och vun uewe vun der CAE Aviation, enger Lëtzebuurger Fliegerflott, déi op de Seychellen stationéiert ass an déi iwwert dem Golf vun Aden laanscht déi somalesch Küst mat ganz vill Erfolleg an der Opklärung géint d'Piraterie virgeet. An der sougenannter Atalanta-Missioun, déi vun London aus koordinéiert gëtt, huet de Grand-Duché seng fest a wichteg Plaz. Dëst ass eng vun de Kontributiounen en nature op de Lëtzebuurger Budget.

Wat hu mir nach hei zu Lëtzebuerg, wat ka gebraucht ginn? Mir hunn eng Spëtzenttechnologie am Satellitewiesen. Dat ass ugeschwat ginn. Hei kënnen mir Kommunikatiounsmoyene fir eis Partner zur Verfügung stellen. Ech sinn iwwerzeegt, herno geet de Minister dorop an.

Mir bréngen also eisen Apport mat de knapp 0,5% vum PIB. Allerdéngs soen eis Partner: „Jo, Lëtzebuerg, Dir sidd gutt an der Déployabilitéit mat 50% vum Effectif. 10% vun dëse sinn en permanence ënnerwee; dat ass och iwwert der Moyenne. Mä Dir sidd Lanterne rouge am Budget.“ An elo ass et jo net esou, dass mordicus solle Suen dépenséiert ginn, fir op en x-beliebe Budget ze kommen. An der NATO ass dat mat dem Term vun der „smart defense“ jo och erkannt ginn. Dëst bréngt et zum Beispill esou, dass d'Hollänner an deem ganze Grupp elo keng eege Panzere méi brauchen ze hunn.

Queesch duerch de Gaart gëtt un der Effizienz geschafft. Mä eis amerikanesch Frënn, déi soen natierlech: „Wann Dir Europäer net e wéineg Äre Budget héich haalt, dann ass et bei eis doheem an Amerika schwéier ze vermëttelen, dass mir esou vill an Europa solle stiechen.“ D'USA hunn och elo méi de Pazifik an Asien fir hir Betätigungsfelder entdeckt, och fir do e Kontergewiicht zu China anzegoen.

Ech weess, et ass net schrecklech populär, nach méi Geld an d'Arméi ze stiechen, mä mir kréie keng Allianz, kee Respekt, keng Hëllef a mir kënnen keng Hëllef leeschten zum Nulltarif. Zum Nulltarif kënnen och keng Zaldote spontan a Katastrophegebiddere geschéckt ginn. Zum Nulltarif hëlleft kee bei Héichwasser. Zum Nulltarif spillt och keng Militärmusek.

Dir Dammen an Dir Hären, eng Arméi - an ech schwätzen hei vun der Lëtzebuurger Arméi - huet hir Plaz an eiser Gesellschaft. Si huet als Haaptchallenge an hir Plaz, hir Akzeptanz an hire Respekt an der globaliséierter Welt ze fanen an auszebauen, als Verteideger vun elementare Recht, dem Mënscherecht. An dofir ass et meng vollsten Iwwerzeugung, dass mir eng funktionell modern Arméi brauchen.

Déi aktuell Situatioun, déi mir an der Arméi hunn, ass sécherlech net op e pueren Zoufall zrëckzeféieren. Et gëtt sécher Problemer, déi behuewe musse ginn, virun allem emol déi intern. An dat hëlt den neien Arméichef gutt a konstruktiv an d'Hand. Mir brauchen eng effizient Arméi, déi weiderhin zu hire Verantwortungen an den internationale Missiounen steet, an deene si esou gutt wéi méiglech Rechnung dréit.

D'Reform, déi den 12. Dezember 2007 per Gesetz décidéiert gouf, muss op verschiddene Punkten adaptéiert ginn. Dat wësse mer. Mir als CSV-Fraktioun gesinn et awer fir de Moment net als sënnavoll, de legislative Kader vun där Reform ze änneren. Eng Reform brauch eng gewëssen Iwwergangszäit, fir dass se ganz ëmgesat ass. Virun allem bei enger komplexer Institutioun, wéi d'Arméi eben eng ass, geet dat net vun haut op muer, mä et geet schrëttweis.

D'Reform ass nach net um Enn, mä se ass awer um gudden Wee. D'Reform huet als Haaptzil, eng op laang Dauer betriebsfäeg, zäitgeméiss Arméi opzebauen, déi hir Aufgaben an der liebenswichteger Allianz ka wouerhuelen. A souwäit een dat ka gesinn, huelen déi Responsabel dësen Challenge eescht.

Dir Dammen an Dir Hären, Madame Presidentin, mir gi gréng Luuch fir eng méi gesond, eng méi attraktiv an eng nach méi zukunftsorientéiert Lëtzebuurger Arméi.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien.

► **Mme le Président.** - Merci, Här Eischen. Deen nächste Riedner ass den Här Fernand Etgen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll där grénger Fraktioun a besonnesch dem Kolleg Félix Braz Merci soe fir d'Initiativ, déi si geholl hunn, fir en Débat d'orientation iwwert d'Lëtzebuurger Arméi unzefroen. Méi wéi fënnf Joer nom Gesetz vum 21. November 2007 gëllt et, och ze kucken, ob déi Objektiv, déi sech zu deem Moment gesat gi sinn, erreecht gi sinn.

Ass eis Arméi haut gutt genuch opgestallt, fir op engem internationalen Émfeld, dat séier changéiert, déi Roll, déi se vum Législateur zougewise krut, ze erfëllen? De Rapport vum Här Marc Fischbach weist eis an dëser Hisiicht op eng Rei Schwächen an der Organisatioun an am Fonctionnement vun eiser Arméi hin.

Wéinst der Natur vun de Missiounen, der Vielfalt vun de Missiounen, dem zäitlechen Drock, deen enorm ass, kënn et zu Stressperioden. Dat huet zu enger onméiglecher Atmosphär an der Arméi selwer gefouert, déi hiren Héichpunkt mam Boxemännchen Enn 2011 krut.

Den Här Fischbach huet dat esou ausgedréckt: «Les contraintes et le stress inhérents au rythme dicté par la réforme, les tensions et les frictions qui existent au sein de la hiérarchie non seulement entre officiers et sous-officiers mais également entre sous-officiers ont fini par déteindre sur l'esprit de corps.» An e bësse méi wäit a sengem Rapport: «J'estime que la responsabilité du malaise actuel au sein de l'armée est largement partagée entre la hiérarchie et le syndicat professionnel de l'armée.» Den Här Fischbach huet awer vergiesse, op d'Responsabilitéit vum zoustännege Minister hinzewiesen.

Madame Presidentin, de Boxemännche war nämlech e Signal, dat vum Minister hätt missen éischer erkannt ginn: Budgetproblemer; Rekrutierungsschwieregkeeten; keng Regele fir d'Verlängerung no deene 36 Méint; den Droit de super-priorité, deen zu Zwouklazzenzaldoten gefouert huet; d'Rekonversiou vun den Zaldoten; d'Organisatioun vun der Militärschoul; Gesetze a Prozeduren, déi net korrekt applizéiert goufen. De Ruff nom Boxemännche war de Ruff, datt d'Problemer net nëmme sollen erkannt, duerdiskutéiert ginn, mä virun allem geléist solle ginn. An dofir dréit de Minister d'Responsabilitéit a soss keen.

De Minister huet dës Problemer einfach ignoriert a schleefe glooss. De Minister huet et ënnerlooss, fir esou wéi hien ëmmer selwer seet, Neel mat Käpp ze maachen. Problemer mussen ugepaakt a geléist ginn. Anstatt Décisiounen ze huelen, huet de Minister awer op der Chrëschtfeier 2011 der Arméi emol gehéierlech d'Levite gelies.

Madame Presidentin, an der Öffentlechkeet kritt d'Arméi dee Respekt an déi Unerkennung, déi si verdéngt: opgrond vun hirer exzellenter Aarbecht bei de verschiddene Friddensmissiounen; opgrond vun den exklusiv positiven Echoe vun den auslännesche Partner - ech konnt mech eng Kéier selwer dovun am Kosovo iwwerzeegen -; opgrond vun de Kompetenzen an der gudder Ausbildung vun all deenen, déi Responsabilitéit als Ënneroffizier, Offizier bis an den État-major eran droen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen (DP).** - A grad dowéinst gëllt et, d'Defiziter esou schnell wéi méiglech ze behiewen. Jonk Leit mussen motivéiert ginn, fir sech fir d'Arméi ze entscheeden. Motivatioun fir jonk Leit kréie mer primär, wann d'Virbildfonctioun vun der Hierarchie op allen Niveau funktionéiert. Mir kënnen eis futturelementéieren, dat déngt alles näischt, wann d'Chemie tëschent de Leit net stëmmt, wann d'Ambiance ugekraazt ass.

Wann déi jonk Leit matkréien, wéi mat hinnen ëmgesprongt gëtt, wann d'Atmosphär schlecht ass, dann entscheede se sech net fir d'Arméi. Mir liewen an enger anerer Gesellschaft, wéi dat viru Joren de Fall war. An hei wëll ech drop hiweisen, datt mer och en Disziplinsgesetz mussen kréien, wat an déi heiteg Zäit passt. An och dat ass en Dossier, deen de Minister ëmmer erëm no hannen dréckt.

Och wëll ech de Minister froen, wéi et mat der Protection juridique vun eisen Zaldoten ass, an dat souwuel wa se hei am Land hiren Déngscht fir d'Land leeschten oder op auslännesche Missiounen. Sinn do alleguerten déi néideg Dispositiounen geholl ginn, fir eis Jongen ofzesécheren?

Madame Presidentin, an dësem Sënn gëllt et, de Problem vum Rekrutement unzepakken. Mir wëssen, datt et en theoretesche Kader gëtt, fir datt op alle Pläng duerch den Encadrement fir d'Zaldote selwer déi Missiounen méiglech ginn, déi mer iwwer ons international Obligatiounen kréien. Deen theoretesche Kader ass an der Optik 2014 bis 2020 ze gesinn. Dee soll der Arméi Planungssecherheet ginn, fir déi Aarbechten an déi Missiounen ze preparéieren, op déi mir eis kënne gefasst halen.

Ab 2013 hu mir eis engagéiert, regelméisseg am Kader vun der NATO an der EU un de sougenannte Cycles de disponibilité des forces de réaction rapide, GTUE, groupement tactique deelzehuelen. Mir wëssen awer och, datt den effektive Kader wäit hannert dësen Uspréich läit. Fir dës Uspréich ze errechen, hu mer 2008 gesot, mir missten dräimol 60 Jonker brutto rekrutéieren, fir der dräimol 45 erauszekeréieren. Fir déi gesetzlech fixéiert Objektiv haut ze errechen, misste mer 80 Leit brutto pro Sessioun rekrutéieren, fir der 56 pro Sessioun erauszekeréieren.

Madame Presidentin, ech wëll duerfir de Minister kloer a prezis froen: Kann d'Arméi déi Engagementer, déi mer fir 2014 geholl hunn, och wierklech an d'Praxis ëmsetzen? Hei wëll ech eng Parenthèse opmaachen, fir extra ze betounen, datt och bei der Offiziéeschcarrière déi natierlech Ofgäng vu Personal net séier genuch opgestockt ginn.

Madame Presidentin, wann een d'Zuel vun de Jugendarbeitslosen hei zu Lëtzebuerg kuckt, misst et dach eng Selbstverständlechkeet sinn, fir eis jonk Chômeure prioritär doruwwer ze informéieren, wéi eng Perspektiven een an der Arméi huet. Et geet net duer, datt eemol am Joer op der Journée d'information um Centre militaire d'ADEM präsent ass.

Hei muss konsequent en enger Bréck mat der ADEM gebaut ginn. Dat geet domadder un, datt um Niveau vun der ADEM konsequent gekuckt gëtt, wéi vill vun de Jugendchômeuren de Profil hunn, fir op de Bierg ze goen. An da misst eemol de Mount op d'mannst ee vun der Arméi op engem Regionalbüro vun der ADEM Permanence maachen, fir méiglech Kandidaten iwwer Carrière, Musterung, Sportstest, Examen an esou weider ze informéieren. D'Placeure vun der ADEM hunn nämlech net genuch Informatiounen, souwuel iwwer d'Perspektiven an der Arméi wéi iwwer den Oflaf vum Fräiwëllegendéngscht an iwwer d'Méiglechkeeten an der Rekonversioun.

Déi klassesch Campagnen op der Foire oder soss ginn net méi duer. Et muss een à la carte op d'Leit agoen. Dat kann nëmme geschéien an engem intensiven Zesummewierke mat der ADEM a mat der Formation professionnelle. Mir müssen eis bewusst sinn, datt an Zukunft manner Leit beim Stat a bei de Gemenge wäerte kënnen ënnerbruecht ginn. Duerfir brauche mir nei Konzepter, nei Instrumenter beim Rekrutement, bei der Formation, bei der Rekonversioun.

Wat dem Här Fischbach seng Proposition ubelaangt, fir d'Dauer vum Militärdéngscht ëm ee Joer eropzeschrauwen, si mir méi skeptesch. Mir fäerten, datt d'Leit dann ze spéit an e Beruff eraklammen an ze vill e grouse Retard an der Carrière kréien. Mir schloer vir, emol ee Projet pilote ze starten, fir fakultativ ee véiert Joer drunzehänken. Dës Leit sollen dann an engem definiéierte Rhythmus zweemol an eng Mission geschéckt ginn. Duerno sollen dës Leit an de Groupement technique gesat ginn.

Madame Presidentin, absolut d'accord si mir als Demokratesch Partei mat der Proposition vum Här Fischbach, fir de Gros vun de Servicier aus dem État-major an de Centre militaire op Dikrech ze integréieren. An dat net nëmme aus evidente Grënn vu Produktivitéit, Zäitgewinn a Käschtenerspuernis. Esou eng Restrukturatioun bréngt virun allem ee Gewinn un Effizienz op allen Niveaue duerch eng besser Informatioun a Kommunikatioun. Déi vill Redondance an Dédoublement vu Funktiounen hunn onnéideg Reiwereie mat sech bruecht, déi en direkten an indirekten Afloss op d'Atmosphär haten.

Erlaabt mer hei, Madame Presidentin, de Minister ze froen, wéi vill Loyer ee fir dat Gebai an der Goethe-Strouss huet miss bezuelen a wéi héich hei d'Fonctionnementkäschte louchen. Wier et net ubruecht, d'Servicer vum État-major, déi bleiwen, dann um Fëschmaart bei d'Affaires étrangères an d'Défense unziesiedelen, fir den zoustännege Minister beschméiglech an der Proximitéit ze beroden a vun do aus Planifikatiouns- a Konzeptionsaarbecht ze maachen?

Madame Presidentin, dat neit Arméigesetz vun 2007 huet et erlaabt, dat Material unzeschaffen, dat den heitegen Ufuerderunge bei auslänneschen Asätz gerecht gëtt. Uschafungen, bei deenen d'Sécherheet vun eise Leit am Mëttelpunkt steet, sophistiquéiert Material, wou vill Know-how an technesch Wësse gefrot ass. Duerfir ass eng adequat Formation a Weiderrbildung vun den Zaldoten an de Kaderleit immens wichteg.

An deene leschte Jore sinn 48 Dingoen ugeschafft ginn. Sécherlech Gefierer, déi eng optimal Sécherheet vun de Leit garantéieren. De Moment sinn awer nëmme, souwäit ech weess, véier Dingoen am Ausland stationéiert. Duerfir wollt ech de Minister froen, wéi vill Dingoen permanent am Schapp stinn an net gebraucht ginn. War d'Uschafung vun 48 Gefierer beienee gerechtfertigt? An da wollt ech de Minister froen, ob et Bestriewunge gëtt, fir d'Kichen ze outsourcen? Wa jo, gëllt dat och fir déi verschidde Messen? Gëtt et do keng Schwiegerkeete bei Manövern oder Missiounen?

Wat d'Gebailechkeeten um Härebiereg ubelaangt, ass wuel vill geschitt, et bleiwen awer Defiziter. An hei ass et den dréngenden Appell, schnellstméiglech déi Installatiounen ze verbesseren. Dat gëllt och, wat d'Energieeffizienz vun de Gebaier ubelaangt. Aus dem Nohaltegkeetsministère héiert ee gäre vu Virbildfunktioun vu Stat a Gemenge schwätzen. Um Härebiereg, wäit ewech vun de Wieler, ass awer näischt vu Virbildfunktioun a puncto Albausaneierung ze gesinn. Déi grouss Daachflächen, déi no Süde gericht sinn, bidde sécherlech vill Potenzial.

Madame Presidentin, fir vill Opreegung hat dem Här Fischbach seng Positioun, wat d'École de l'armée ubelaangt, gesuergt. Dës Opreegung hätt ee sech kënne spueren, wann ee besser communiquéiert hätt, wann een am Virfeld mat alle Concernéierte geschwat hätt. Vill Detailfroer bleiwen ze klären. Et sinn zwar nëmme Detailfroer, an dach Froer vu grousser Wichtigkeet, well vill Sensibilitéit a Fingerspëtzegeföll gefrot ass. Dës Froer sollen an aller Transparenz mat alle Bedeelegten duerchdiskutéiert ginn. Ech denken, de Minister wäert eis herno informéieren, wéi wäit datt mer an dësem Dossier sinn.

Madame Presidentin, Diskussionsbedarf besteet och nach ëmmer ronderëm d'Fro vun der Superprioritéit. Ass d'Prioritéit à l'embauche beim Stat a bei de Gemengen nach zäitgeméis, oder solle mer net kucken, fir aner Léisungen ze fannen, fir de Service militaire méi attraktiv ze maachen? Fir eis als Demokratesch Partei gëllt et, un där zweeter Optioun ze schafen. En attendant kënne mer bei der aktueller Regelung bleiwen, déi an der Zäitschinn awer iergendwa muss auslafen. Däers muss mer eis bewusst bleiwen.

Madame Presidentin, als Demokratesch Partei kënne mir net mam Här Fischbach senger Approche d'accord sinn, fir de Fonctionnement vun der Gewerkschaft ze ënnergruuen. «Aussi et afin de protéger tout fonctionnaire contre de possibles tentations d'abus d'influence, le législateur serait-il bien inspiré de réfléchir à l'idée d'une incompatibilité légale entre la fonction de président d'un syndicat et toute autre fonction de responsabilité au sein d'une administration ou d'un établissement public.» Och dat dréit net zu enger gudder Atmosphär am Arméicorps bái.

Madame Presidentin, d'Benelux-Défenseministere hunn den 21. Februar vun dësem Joer ee reviséiert Mandat am Kader vun der militärescher Kooperatioun vun deenen dräi Länner ënnerschriwwen, nodeem ee sech schon am Abrëll vun leschte Joer op eng verstärkte Kooperatioun soll ausgeengt hat. Wéi dës Kooperatioun soll ausgesinn, doruwwer hu mer am Detail nach net vill um Lëtzebuurger Défenseminister héieren. Éischt Schrëtt an dëser Kooperatioun gi sech awer scho fir 2013 erwaart, an do haaptsächlech am Kader vun der Formation a gemeinsamen Training.

Als Demokratesch Partei gesi mir eng däitlech Plus-value an dëser Kooperatioun, an dat op verschiddenen Niveaue. Mir liewen an enger Zäit vu Restriktiounen. Déi öffentlech Budgete si staark ënner Drock. Et gëtt vill Unsécherheeten. D'Sécherheet vun eise Bierger muss mer awer assureieren. Am Beräich Logistik hu mer opgrond vun esou enger Kooperatioun grouss Aspuerpotenzialer.

Dëse Kader bitt eng Panoplie vu méigleche Pistene, wou een zesummeschaffe kann. Mir solle vun dëser struktureller Kooperatioun téschent deenen dräi Arméie profitéieren. Dës Kooperatioun ass complémentäre zu allen aneren internationale Partneriater an Engagementer, souwuel vun der Lëtzebuurger Arméi wéi vun der belscher respektiv hollännescher. Ech denken, de Minister wäert eis haut d'Detailer ginn iwwer d'Objektiver an d'Struktur vun dëser Kooperatioun. De belsche Verdedegungsmini-

nister huet jiddefalls och seng Gewerkschaften informéiert a mat hinnen iwwer all d'Piste vu Kooperatioun diskutéiert.

Madame Presidentin, Lëtzebuerg ass sengen internationale Verpflichtungen nach ëmmer, och wa mat limitéierte Moyenen, nokomm. Mir müssen eis Arméi esou opstellen, datt dat och an Zukunft de Fall ka sinn. Et gehéiert och dat zu enger Visitékaart vun eise Land. Et geet net nëmme duer, matzeschwätzen, mä wann de Moment komm ass, da muss mer och liwwere kënnen.

Ech wëllt och dann ausdrécklech eise Jonge fir hiren Asaz Merci soen an nach eng Kéier ënnersträchen, datt si eis ee gudden Numm an der Welt maachen. Och dat ass net selbstverständlech. An duerfir solle mir hinnen och d'Moyene ginn, fir eis weiderhi gebührend ze vertiedene.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Mme le Président.** - Merci dem Här Etgen. An dann, deen nächste Riedner ass den honorable Här Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Merci, Madame Presidentin. Här President... Madame Presidentin...

(Hilarité)

► **M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg).** - Déi kleng Ënnerscheeder.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme le Président.** - Et ass vläicht, wann Der erlaabt, Här Fayot, eng Remarque ze maachen, an engem Débat iwwer d'Arméi, déi jo nach ëmmer awer wierklech majoritär vu Männer dominéiert ass an och, wat d'Präsenz vun den Truppen ubelaangt, dass Der dee Lapsus gemaach hutt.

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Dir gesitt, wéi... Dir gesitt, Madame Presidentin, wéi - wéi soll ech dat soen? - reflexméisseg déi Saache sinn. Well ech, wann ech et elo hei stoen hätt, „Här President“, da kéint ech dat nach verstoen. Mä ech hunn et net hei stoen. Also, Madame Presidentin,...

► **M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg).** - Et ass de Stay behind.

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - ...d'friddlech Zesummenaarbecht an der Europäescher Unioun an och international Bündnisse, déi mer säit dem Zweete Weltkrich ofgeschloss hunn, hunn onst Land an eng Sécherheetsstruktur installéiert, déi mécht, dass de Sécherheetsbegrëff an den eenzelne Stater eng grouss Influenz huet. An déi Influenz, déi exercéiert sech och op ons Arméien.

Ons Sécherheet gëtt kollektiv assuréiert, an net méi individuell duerch Arméien, déi an nationale Kader sinn. An - wéi soll ech dat emol soen? - deen Émschwong do par rapport zu deem, wat eng Arméi soss war, deen huet natierlech Konsequenze fir all Arméi, a besonnesch och eng Arméi vun engem klengen Land wéi Lëtzebuerg. Mir sinn also an engem Kollektiv dran. An all Partner, all Land, wat an deem Kollektiv matmécht, huet senge Méiglechkeeten entsprechend no do un der kollektiver Sécherheet deelzehuelen.

Säitdeem mer zu Lëtzebuerg den obligatoresche Militärdéngscht 1967 ofgeschafft hunn, hu mer eng Arméi vu Volontairen. An 2007 hu mer eng Reform gemaach, well mer de Rekrutement vun den Zaldote verbessere wollten an d'Participatioun un de Friddensmissiounen ofsécheren wollten. Dat war d'Ursach, firwat dass mer déi Reform gemaach hunn.

Déi sougenannten OMP-Missiounen, also Opérations de maintien de la paix, ginn haut zu Lëtzebuerg vu kengem a Fro gestallt. Dat hunn ech am Laf vun de Joren, wou mer an der Kommissioun vun den Affaires étrangères sinn, déi sech och ëm d'Défense bekëmmert, ëmmer erëm erfuer. Et ass ni... heiansdo ass emol eng kleng Reserv komm, mä et ass ni fundamental esou eng Friddensmissioun a Fro gestallt ginn. Dat ass och e Punkt, deen ee muss am Kapp behalen.

Et si Friddensmissiounen, fir Länner ausserhalb der Europäescher Unioun ze hëllefen, bei sech fir Uerdnung, Fridde a Fräiheet ze suergen. Dat ass, mengen ech, eng fundamental nei Approche vum Wiese vun der Lëtzebuurger Arméi.

Et gëtt elo iwwer déi Reform vun 2007 nogeduecht. Dës Reform ass kritesch vun der Arméigewerkschaft gekuckt ginn. De Minister huet och opgrond vun Diskussiounen a verschiddene Virfäll de Marc Fischbach gefrot, e Rapport iwwer den Zoustand vun der Lëtzebuurger Arméi ze schreiwen.

Här President, Madame Presidentin,...

► **Mme le Président.** - Décidément.

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Jo, décidément. Mä heiansdo wiesse Der an der Présidence an dann ass et och schwéier, sech erëmzefannen!

D'Meenung vun der LSAP-Fraktioun zur Lëtzebuurger Arméi vun haut ass gedroe vun Wellen, ons Arméi esou effikass wéi méiglech ze maachen, de Käschtepräis vun der Arméi a Grenzen ze halen an den Notze vun der Arméi fir déi Länner, wou mer mat intervenéieren, effektiv a visibel ze maachen.

Et gëtt haut zu Lëtzebuerg keng Arméi, well et eng Arméi misst ginn. Et gëtt eng Arméi zu Lëtzebuerg, well se nëtzlech ass an am Kader vun onserer Aussepolitik als souveräne Stat en Instrument fir d'Kooperatiounspolitik ass.

Dofir muss mer natierlech d'Fro stellen: Wéi nëtzlech ass ons Arméi haut? Dat heescht: Wat kann ons Arméi haut respektiv a wéi eng Richtung soll se sech weiterentwéckelen?

Ons Zaldote kënnen eng ganz Partie Aufgaben an Zesummenaarbecht mat aneren Truppen iwwerhuelen, wéi zum Beispill d'Garde op Flughäfen, Patroll fuere, observéieren a virun allem konkret Hëllefstellung fir friem Populatiounen ubidden, déi an Nout sinn. Ons Zaldote sinn am Fong net fir Kampfasätz un der viischter Front ausgebild, wéi dat fir professionell Arméifousstruppen de Fall ass.

Mir hunn ons dofir säit enger Partie Joren op gewësse Spezialisatiounen orientéiert wéi den Déminage, d'Waasseropbereedung, sanitär oder médezinesch Hëllef oder och de Renseignement. Dat heescht, dass mer ons Capacitéiten diversifiéiert hunn, fir kohärent mat onse Partner schaffen ze kënnen.

Fir Lëtzebuerg ass et dobäi liewensnoutwendeg, Partner ze hunn, mat deene mer op laang Siicht kënne plangen. Dat missten eigentlech virrang d'Belsch an Holland am Kader vun Benelux sinn. An do gëtt et jo Iwwerleeungen, et ass schon e puermol hei gesot ginn, fir an der Logistik, an der Maintenance, an der Ausbildung, an den Investissementer an an der militärescher Zesummenaarbecht um Terrain zesummeschaffen.

Mir begrëssen dës Perspektiv ausdrécklech, déi sech elo an der Bedeelegung vun engem Lëtzebuurger Ënneroffizier un der „Force Protection“ am Mali, déi zum Deel vun Benelux assuréiert gëtt, ausdréckt. An déi Zesummenaarbecht am Benelux ass ëmsou méi interessant, well et jo eng Zesummenaarbecht ass, déi vu Länner gemaach gëtt, déi sech laang kennen, déi wëssen, dass se sech een op deen anere kënne verlossen, wou e gewëssent Vertrauen ass. Dat si Länner, mat deene mer eng gemeinsamen Geschicht hunn. Dat si Länner, mat deene mer säit 1945 probéieren, Saache gemeinsam ze maachen. An dofir ass eben och déi militäresch Zesummenaarbecht am Benelux, fir mech op jidde Fall, fir meng Fraktioun, esou wichteg.

Här President, eng nei Erausforderung fir d'Lëtzebuurger Arméi ass hir Bedeelegung um zukünfte Groupement tactique vun der Europäescher Unioun wéi déi un der Force de réaction vun der NATO, déi säit 2003 an engem System vu Rotatioun funktionéiert. Do sollen d'Lëtzebuurger Zaldote Missiounen fir de Renseignement mat iwwerhuelen. Fir déi Aufgabe muss d'Arméi eng gutt allgemeng militäresch Ausbildung, souwuel an der Instruction de base wéi och an der eigentlecher Preparatioun vun de Missiounen, duerchféieren.

Eng wichteg Fro ass dofir déi vun der Dauer vum Militärdéngscht vun den Zaldoten. D'Gesetz vun 2007 huet se op dräi Joer Déngscht festgeluecht gefollegt duerno vun engem Joer Schoul fir d'Rekonversioun an d'Beruffsliewen. Dës Rekonversioun besteet entweder an der Preparatioun vun Examen oder a Beruffsausbildungen, also e bëssen École de la deuxième chance.

Déi eigentlech Déngschtzäit erlaabt an deene meeschte Fäll d'Participatioun an enger Missioun, wat weineg ass compte tenu vum Opwand fir d'Ausbildung. De Marc Fischbach seet a sengem Bericht, dass déi zwee Joer, déi fir d'Ausbildung respektiv d'Rekonversioun gebraucht ginn, par rapport zu den zwee Joer, wou d'Zaldoten employabel sinn - ech zitieren hien -, „largement disproportionné“ sinn.

De Marc Fischbach proposéiert dofir, de Militärdéngscht ëm ee Joer ze verlängere an ze kucken, ob et opportun ass, d'Rekonversiounszäit op 18 Méint ze erhéien. Domat kéinten d'Zaldoten zwou Missiounen maachen, wat vun der Arméispëtzt begrësst géif ginn, vun der Gewerkschaft awer kritesch betruuecht gëtt. Si schwätzt vum Risiko, dass ze vill Zaldoten den Déngscht ofbrieche kéinten, wann en

Déngscht ze laang dauert. Op jidde Fall kéint d'Rekonversiou an 18 Méint besser preparéiert ginn, wat fir ons e wichteg Argument ass.

D'Verlängerung vum Déngscht géif och den Drock op de Rekrutement verklengeren, deen an den heitege Konditiounen schwierig ass. A virun allem sollt se derfir suergen, dass mer genuch operationell Zaldoten hunn. De Marc Fischbach schreift a sengem Bericht, dass ons Arméi 350 Zaldote brauch, wou mer der haut 260 hunn. Duerch d'Verlängerung kéint dat Zil méi einfach erreicht ginn an et missten an Zukunft manner Zaldote pro Sessioun rekrutéiert ginn.

D'LSAP ass net géint esou eng Verlängerung, besonnesch net géint d'Verlängerung vum der Rekonversiou. Et muss awer séchergestallt ginn, dass d'Zaldoten dat effektiv matmaachen. Dofir proposéiert jo de Marc Fischbach d'Verhältnis zwëschen Pai a Prime, Prime de démobilisation vum den Zaldoten ze veränneren, dat heescht, d'Pai méi kleng ze maachen an d'Prime méi grouss. Déi Pai, déi zwëschen 1.500 an 2.000 läit, ass fir vill Jonker en Argument, bei d'Arméi ze goen. D'Pai reduzéieren, fir um Enn vum Kontrakt méi eng grouss Prime ze kréien, kann en Argument sinn, fir bis zum Schluss ze bleiwen. Mä awer net dat eenzeg.

Ons schéngt et, dass et wichteg ass, dass d'Ausbildung interessant muss sinn, dass se de Jonken eppes bréngt, fir dass se deen Déngscht bis zum Enn duerchstinn. Och muss d'Atmosphär an der Arméi gutt sinn: eng gutt Kommunikatioun, eng anstänneg Relatioun zwëschen Zaldoten a Gradéierten, d'Iwwerzeugung, dass d'Aarbecht, déi d'Arméi ass, vun der Gesellschaft gedroe gëtt an unerkannt gëtt.

Mir sinn och der Meenung, dass des Verlängerung vum Zaldotendéngscht akzeptabel ass, wann d'Arméischoul net nëmme verlängert gëtt, mä méi no bei déi normal Schoul gefouert gëtt. Doduerch gëtt déi schoulesch Offer méi breet a bitt den Zaldote méi Méiglechkeete fir hir Rekonversiou. Dofir sollt d'Arméischoul jo externaliséiert ginn an un de Lycée technique vum Ettelbréck rattachéiert ginn. An nach sollen d'Zaldoten dann en Deel vun der Arméi bleiwen, hir Uniform behalen an och eng Partie Déngscht an de Kasäre leeschten.

Dat héiert sech gutt un. Et misst op jidde Fall kloergestallt ginn, wéi d'Schoulcarrière an déi eigentlech Aarbecht an der Arméi openeen ofgestëmmt ginn, an absolut Kloeerheit bei de Verantwortunge vum Léierpersonal engersäits a bei den Offizéier anerersäits bestoen.

Mir hunn iwweregens, wéll ech soen, vun den heitegen Enseignanté vum der Arméischoul de 15. Dezember 2012 en interessante Bréif kritt, an deem se sech bekloen, dass de Marc Fischbach net mat hinne geschwat huet. D'Enseignanté wiere sech dergéint, verantwortlech gemaach ze gi fir d'Échece vun den Zaldoten an den Exame vun de Verwaltungen, wéi zum Beispill Douane a Police. Si argumentéieren, dass et Exame gëtt, déi net dat offroen, wat geléiert gouf. An dat ass en Thema, wat och scho vun der Arméigewerkschaft ugeschnidde ginn ass a wat en echte Problem a mengen Aen ass.

Duerch d'Reform vun der Berufsausbildung ass et och nëmmelech ginn, des Ausbildung an der École de l'armée ze maachen. D'Enseignanté vun der École de l'armée froe sech des Weidere, wat mat hinne geschitt, wann d'Arméischoul an de Lycée integréiert gëtt.

Dëst sinn e puer vun enger ganzer Partie Froen, déi an deem Bréif gestallt ginn. An et wär gutt, wann déi Leit mat an de Reformprozess vun der Schoul agebonne géife ginn. Et wär och gutt, wann de Minister ons kloer Äntwerten haut kéint dorobber ginn.

Madame Presidentin,...

► **Mme le Président.** - Jo.

(Brouhaha)

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - ...de System steet a fält mat der Prioritéit fir d'Zaldoten am öffentlechen Déngscht. Hei muss e wëssen, dass et fir den Zougang zum öffentlechen Déngscht beim Stat an de Gemengen dräi Kategorië Leit gëtt, nämlech déi gewéinlech stierflech Zivilisten, déi fräiwëlleg Zaldoten an déi fräiwëlleg UDO-Zaldoten.

D'UDO-Zaldoten hunn eng Prioritéit virun den Net-UDO-Zaldoten, well 2007 e Mëttel gesicht ginn ass, d'Besetzung vun den OMP-Missiounen op jidde Fall sécherzestellen. Dofir déi absolut Prioritéit.

Mir wëssen awer, dass déi Superprioritéit oft béist Blut ennert deenen zwou Zorten Zaldoten an zwëschen den Zivilisten an den Zaldote

mécht! An d'Gemengen hunn, bei der Besetzung vun hiren Posten, oft Schwierigkeeten, déi Prioritéit duerchgesat ze kréien.

Et muss een awer wëssen, dass mat der Disponibilitéit vun den UDO-Zaldoten d'Arméi steet a fält. Ech hunn dat gehéiert, wat de Félix Braz hei gemengt huet, dass een deen Ennerscheid zwëschen deenen zwou Zorten Zaldote soll ewechkréien an dat probéieren ze ersetzen duerch aner Mëttelen.

Ech weess awer net, ob dat réusséiert. Well nach eng Kéier: Ouni d'Disponibilitéit vu jonke Leit, als UDO-Zaldoten a Missiounen ze goen, steet a fält d'Arméi! Well fir eng Arméi zu Lëtzebuerg einfach fonctionnéieren ze doen ouni Missiounen, brauche mer keng Arméi. An dofir ass dat do e fundamentalen zentrale Punkt. Ouni d'Bereetschaft vun deene jonke Leit, Asätz a frieme Länner ze akzeptéieren, gëtt et wéi gesot keng Arméi.

Et soll ee sech och bewusst ginn, wat den Asaz an engem Krisengebitt uechtert d'Welt perséinlech fir déi jonk Leit duerstellt. Dat ass net näischt! Souguer wa mir als Kommissioun emol eng Kéier mam Minister dohinnerginn, een Dag, an dann erëm fortginn, kënne mer dat genee novollzéien. Déi jonk Leit, déi sinn oft laang an engem frieme Gebitt, wou se wierklech sech mussen ëmstellen a wou se wierklech och mat villen anere Leit zesummeschaffen. An dat ofgesi vum der Sécherheet, wou mer jo ëmmer ganz gutt bei onsen Avisen, déi mer an der Kommissioun ginn, oppassen, mä déi awer a Krichsgebitt ëmmer nach manner grouss ass wéi elo um Härebiert! Dat muss mer och wëssen. An dofir soll een dat och net klengrieden, wat déi UDO-Zaldote fir d'Land do leeschten.

Dofir gesi mer fir den Abléck net, wéi ee laanscht déi Prioritéit kënnt. Souguer wann een, wéi de Marc Fischbach dat virschléit, e System vu Quoten aféiert an och agesäit, dass net all Zaldot beim Stat oder bei de Gemengen ennerkomme kann. Mä d'Wichtigkeet ass natierlech hei erëm eng Kéier vun enger gudder Rekonversiou an a Richtung vun Privatsektor. An ech mengen, do mécht och d'Arméi eng ganz Partie Efforten, och zesumme mat der ADEM, fir eben déi Rekonversiou ze preparéieren.

Madame Presidentin, de Marc Fischbach huet keen Audit iwwert d'Effikasitéit vun der heiteger Arméi gemaach. Wat een dozou ka soen, ass natierlech subjektiv vun deem Wéinigen, wat ee gesinn huet, mä do, wou ons Offizéier, Enneroffizéier, Kapréil an Zaldoten am Asaz sinn, gëtt hir Aarbecht geschat an appréciéiert. Si si gutt ausgebillt a ginn do agesat, wou hir Ausbildung et erlaabt. D'Arméi ass sécher och en „melting pot“ als Spiegelbild vun onsem Land, well do Lëtzebuerg an Netlëtzebuerg zesummeschaffen. A fir munch Jonker kann d'Arméi och eng wichteg sozial Fonctioun hunn, an duerch d'Missioun, déi se matmaachen, en Ausbléck op d'Welt an hir Problemer ze kréien (veuillez lire: an duerch d'Missioun, déi se matmaachen, kënne se en Ausbléck op d'Welt an hir Problemer kréien).

Mir hunn als Verdedegungskommissioun verschidden Théatres d'opérations vun onser Arméi besichtig, wéi zum Beispill ons Démineuren am Südlibanon, ons Zaldoten am Flughafen zu Kabul oder am Kosovo. Iwwerall krute mer Luef fir d'Behuelen an d'Aarbecht vun onsen Zaldoten.

Zesumme mat Participatiounen un zivile Missiounen, wéi zum Beispill am Kosovo, a Georgien oder anere Friddensmissiounen a Bosnien, am Kongo, elo am Mali, gëtt dat e gutt Bild vun engem nützleche Lëtzebuerg Bärtrag zum Fridden an der Welt.

Dofir ass besonnesch d'Atmosphär an der Arméi wichteg. An ech ginn dovunner aus, dass all Kritiken an engem positive Geescht virbruecht ginn. De Rapport vum Marc Fischbach enthält zu deem Sujet d'äitlech Wierder à l'adresse vun der Gewerkschaft engersäits grad wéi vis-à-vis vun den Offizéier anerersäits.

Dann huet de Marc Fischbach och Spuermoossname proposéiert, wéi zum Beispill den Organigramm vum État-major an der Stad an dee vum Centre militaire zu Dikrech zesummenzelleen an d'Servicer ze regruppéieren. Mir begreissen dat ausdrécklech. Et war mir eigentlech ni kloer, wat d'Plus-value fir d'Arméi ass, wann den État-major am Stadkär implantéiert ass an d'Zaldoten an d'Offizéier an Enneroffizéier 30 Kilometer wäit ewech sinn.

An och bei den Investissementen. Egal, wat elo d'Prozentsätz vun der NATO soen, mä bei den Investissementen soll een dorun denken, dass ons Budgetsituatioun net méi déi ass wéi viru fennef Joer oder virun zéng Joer.

Den Transportavion A400M hu mer nach ëmmer net. Mir mussen awer scho Piloten ausbilden a beschäftegen, ons um Flughafen bedeelegen, wou den Avion ennerbruecht gëtt an d'Wartung preparéieren.

Datselwecht géllt fir déi 48 Dingoen, wou ee sech freet - ech mengen, et ass hei gesot ginn -, ob et der net manner hätte kënne sinn. A mir hunn och ennerschriwwen, bei dem AGS-Projet fir fennef Drohne fir Reconnaissance a Surveillance. Ob et bei deene véier Milliounen bleift, déi mer do engagéieren, sief emol dohinnergestallt.

Sécher kann et dobäi industriell Retombéeë fir Satellite ginn. Ech hunn dat gehéiert, wat de Félix Braz iwwert d'Drohne gesot huet. Sécher ass dat e Problem fir déi Länner, déi militäresch Drohne fir Attacke géint eenzel Leit, Ziler, déi wäit ewech sinn, asetzen, gesteiert no enger reng militärescher Logik, ouni Respekt fir d'Émwelt, ouni Respekt fir Kollateralschied. An ech weess, dass dat wierklech eng ganz grouss ethesch Fro ass niewent där militärescher, ob een déi militäresch Waffen esou soll asetzen.

Mä ech mengen, mir schwätzen hei vun Drohne fir Reconnaissance an net iwwer iergendeppes anescht. An ech géif och scho soen, mir wësse jo, dass militäresch Instrumenter industriell Retombéeë kënne hunn. An ech géif dann net vu vieren ausschléissen, dass Lëtzebuerg kéint do matmaachen. Natierlech ënner der Konditioun, wéi gesot ginn ass, dass dat an deem Kader bleift an dass et net op aner Zorte Waffen iwwergeet.

Mir mussen natierlech ons militäresch Ustrengungen onse mënschlechen a finanzielle Méiglechkeeten no maachen an dofir genee kucken, wat fir Créneue mer do kënne besetzen.

Madame Presidentin, d'LSAP huet d'Gesetz vun 2007 matgedroen. Si begreist all Ustrengung an deem Zesammenhang, d'Arméi als nützlecht Instrument vun onserer Aussepolitik an als Lëtzebuerg Aushängeschild am Déngscht fir de Fridden anzesetzen. Mir verlaange gréisst Virsicht viru laangfristegen Investissementen a militäreschen Equipementer a gesinn onsen Haaptappart a gutt ausgebildeten an héich spezialiséierten Offizéier, Enneroffizéier an Zaldoten, woubäi mer all de fräiwëllegen Zaldoten déi beschtméiglech Chancé fir dat zukünfteg Ziviliewe bidden wëllen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme le Président.** - Merci dem Här Fayot. Dann, deen nächste Riedner ass den Här Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, no deene Wierder vum Här Fayot mengen ech, ass et en agréabele Kontrast, fir unzefänke bei deser Ried, fir e kloer Bekenntnis zur Lëtzebuerg Arméi ofzuleeën, well wann ech dem Här Fayot nolauschten, da kléngt dat wéi e gutt verpaaktene Plädoyer, fir d'Dépenses militaires nach weider ofzesetzen. Fir e Land, wat scho schlusslicht an der NATO ass, ass dat vläicht net deen éischte Reflex, deen ee sollt hunn.

(Brouhaha)

Mä ech fänken elo emol u bei engem..., well ech hunn nëmme fennef Minutten, dofir wëll ech emol ufänke bei e puer wichtege Bemierkungen. An déi wichtigst Bemierkung betreffe selbsterständlech d'Personal vun der Arméi, well ouni Militär gëtt et keng Arméi.

Et ass awer net esou, Här Fayot, dass wa mer keng UDO-Missiounen hätten, da keng Raison d'être fir eng Arméi do wär, well déi Notion vun der Sécurité territoriale an déi Missiounen, déi d'Arméi och hei am Land ka maachen am Katastropheschutz an an aneren Domänen, déi schéngt Der vergiesse ze hunn an déi sinn awer och ganz wichteg.

Also e puer Wuert iwwert d'Personal. Et ass fir eis eng Selbsterständlechkeet, dass Dir net kënnt Zaldote rekrutéieren, wann Dir keng Motivatioun fir déi Leit hutt a keng kloer Perspektiv fir eng Carrière. Nëmme ganz weineng Leit melle sech an d'Arméi, well se Loscht hunn op dat Liewen, op en Abenteuer, fir sech ze confirméieren, oder wat och ëmmer.

Déi meescht ginn dohinner, well se eben eng Perspektiv op e Beruff gären hätten. An dat geet net, an do sinn ech fest iwwerzeegt dovun, wa mir ufänken, d'Exklusivitéit oder d'Prioritéitsrechter vun eisem Militär a Fro ze stellen, vun den Zaldoten. Mir bekennen eis dozou, well ouni dat kënne mer déi Leit net genuch motivéieren, fir sech an d'Arméi ze mellen.

Mir schëllegen dat souguer den Zaldoten, well déi, déi sech fir laang Jore fräiwëlleg an den Déngscht vum Stat stellen an och perséinlech Risiken iwwerhuelen, fir deem Land ze dengen, déi hu Recht op eng Belounung, déi iwwer eng Pai erausgeet. Déi hu Recht op eng Unerkennung vun der Gesellschaft fir dee Risiko. An déi sollen och déi Privilegië behalen, déi se elo do hunn.

Ech verstinn och net eng sozialistesche Partei, déi deen Numm huet, an dann hei higeet a

seet, mir sollen d'Pai vun den Zaldoten nach erfesetze vun 1.500 op manner, quite dass mer d'Prime herno héijen. Ech erënnere mech, dass an aneren Debatten d'Sozialisten eng sozial Oder hunn, a wann et em d'Zaldote vun der Arméi geet, da schéngt déi Oder awer d'äitlech ze verkëmmen. Dat geet och net.

► **Mme le Président.** - Här Kartheiser, erlaabt Der, dass den Här Fayot lech eng Fro stellt?

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Wann et eng Fro ass.

► **Mme le Président.** - Selbsterständlech, Här Kartheiser, gëtt dat awer vun Are fennef Minuten ofgehale, soudass Der méi laang kënnt schwätzen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Merci, Merci villmools.

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Madame Presidentin, ech wollt eigentlech keng Fro stellen, ech wollt dem Här...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Ah bon!

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - ...Kartheiser soen, dass e mech falsch verstanen huet. Ech hu gesot, d'Prime an d'Pai sollen d'selwecht bleiwen, sauf, dass d'Pai méi kleng ka ginn an d'Prime da méi grouss. Mä de Montant global soll deeselwechte bleiwen. Punkt!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Ech hunn lech ganz gutt verstanen, Här Fayot, an ech sinn trotzdem entsat iwwert dat, wat Der sot, well wann Der 1.500 Euro de Mount hutt, dat läit ënnert dem gesetzleche Mindestloun, dat ass elo nach net e Verméigen. Also, denkt och wann ech gelift dorunner!

An dann, also d'Exklusivitéit an d'Prioritéit, déi mussen erhale bleiwen. An da muss een och kucke fir d'Kadere vun der Arméi, dass d'Zuel vun de Missiounen dauernd klëmmt.

Well dat ass eng Fro, Här Minister, déi ech un lech wëll stellen, dass ass, wéi vill Prozent effektiv vun de Kadere, déi dat Militärgesetz eis gëtt, och präsent sinn am aktiven Déngscht, am aktiven Déngscht.

Well mir hunn net nëmme Rekrutéierungsproblemer bei den Zaldoten a bei de Kapréil, dee Kader ass jo och net voll, mä och bei den Offizéier an den Enneroffizéier, soudatt ëmmer méi Leit ëmmer méi dacks an de Kadere vun der Arméi mussen a Missiounen goen, wat selbsterständlech eng Rei schwéier psychologesche Konsequenzen huet a virun allem och op d'Familljen an op d'Frënn vun deene Leit. Et schéngt mir esou ze sinn, dass et och zu méi Scheedungen an deene Milieue kënnt, wat bal eng normal Konsequenz ass, wann d'Zuel vun den Openthalter am Ausland ëmmer méi klëmmt.

Also, déi sozial an déi Personaldimensioun si ganz wichteg. Ech schlësse mech och deene Kommentaren un, well d'Zäit leeft, déi gesot hunn, dass d'ADEM misst vill méi aktiv rekrutéieren. Mir hunn dat och schon am Kontext vun der Jugendarbeitslosigkeit als ADR hei gesot, dass mer do mussen op eng ganz proaktiv Approche goen.

An ech wëll och d'äitlech ennersträichen, dass mer d'gewerkschaftlech Fräiheete vun alle Memberen an alle Kadere vun der Arméi ennerstetzen. Et kënnt fir eis net a Fro, dass d'gewerkschaftlech Fräiheeten hei am Land a Fro gestallt ginn, vun egal wem an enner egal wéi engen Émstänn.

Och d'Militärjustiz muss reforméiert ginn. An zwar muss do eng ganz kloer Trennung sinn tëschent der Strofferfolgung, dem Parquet an anere Funktiounen, déi am Ablack beim Auditorat militaire zesummegeleucht ginn. Eng méi grouss Rechtsstaatlechkeet an deem Zesammenhang muss bestoen.

Allerdéngs d'äitlech mer net an dee Feeler verfallen, fir de Charakter vun der Arméi ze verkenne an d'Arméi ze verwiessle mat enger ziviler Firma. Dat ass et net. Si muss operationell kënne agéieren. An dat huet selbsterständlech och Konsequenzen op d'Organisatioun vun der Militärjustiz a vun der Militärpolizei.

Gutt, dass sinn e puer wichteg Kommentaren iwwert d'Personal. Ech wollt dann op d'Strukturreform nach vläicht agoen.

Här Minister, mir kënne net Mëllechmeederchersrechnungen - ech hunn näischt géint Mëllechmeedercher -, mä awer esou Rechnungen kënne mer net maachen, wann et drëms geet, fir d'État-majoren nei ze organiséieren. Et ass net eng einfach Économie, well et muss ee kucken, wéi eng Kategorie vun Offizéier virun allem a wéi engem État-major schaffen a wéi eng Aufgaben dass se hunn.

Also, déi 30 km Trennung, Här Fayot, dass ass net de Problem. De Problem ass, dass mer héich spezialiséiert Aufgaben a Waffensystemer

haut an der Arméi hunn. A wann Dir am Programm d'acquisition oder Gestiou an engem Dingo sidd, ob Der elo zu Dikrech oder an der Stad sätzt, Dir hutt Aufgaben, déi net direkt mat der Gestiou vum Härebierg a mat den Zaldoten douewen ze dinn hunn.

An et muss een einfach kucken, datt eng logesch Struktur dran ass, eng Militärdirektioun, eng Direction des affaires de la défense, déi muss eng militärpolitesch Vue an eng Koordination mam Ausland garantéieren. E Chef d'état-major, dee kann eventuell eng Fonction d'inspecteur général de l'armée a vu Conseil militaire vum Minister iwwerhuelen, wann dann och eng Cellule de planification do mat abezunn ass. Da muss awer eng Logik dodra sinn. Dat awer da géif bedéngen, datt natierlech de Kommandant vum Härebierg och nei Funktiounen kritt. Mä et muss eng Logik sinn.

An aus där Logik, déi doraus entsteet, dann och d'Personalstruktur vun deene verschiddenen État-majoren. Dat heescht, dat ass keng Arithmetik, mä et ass eng Fro vun der Politik, déi sech ëmsetzt an eng Logik, an eng Strukturéierung vun deene verschiddenen État-majoren.

Ech huelen nach eng Minutt, Madame Presidentin, wéinst dem Här Fayot sengem Kommentar. Awer ech wëll nach e Wuert iwwert d'Finanzen soen.

► **Mme le Président.** - Dir hutt déi Minutt elo scho gebraucht, wollt ech lech awer just drop opmierksam maachen, mä ech mengen, mir kënnen all d'accord sinn, dass Der elo zur Konklusioun kommt.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Ech kommen zur Konklusioun, déi ech da kuerzfaassen. Also nach e Wuert iwwert d'Finanzen. Dir kennt d'Positioun vun der ADR iwwert de Militärfleger.

Ech bedauern awer, Här Minister, datt mer eis Spuermoosnamen ewell esou wäit mussen dreiwien, datt mer eisen Zaldote keng Summeruniform méi kënnen ginn an datt se an der Wanterbox ronderëmlafen, och wann et waarm ass. Dat hätt net misse sinn.

An ech wollt lech och soen, datt d'OMPs-Missionen, iwwert déi mer jo all d'accord sinn, kënnen op d'Entwécklungshëllef ugerechent ginn. Dat ass nach ëmmer am Kader vun deenen dräi D-en. Dat ass awer eng Opération comptable, déi äusserst sénnvoll ass, well reell. Wa mer eis Finanzen mat deene vum Ausland géifen objektiv vergläichen, wéi am Ausland d'Entwécklungshëllef gerechent gëtt a wéi se hei gerechent gëtt, da missten d'OMPs-Missionen, déi mir maachen, an d'Entwécklungshëllef bäigerechent ginn an net an en anere Budget.

Ech soen lech Merci.

► **Mme le Président.** - Merci dem Här Kartheiser. An dann ass dee leschten agedroene Riedner den Här Henckes. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg).** - Merci, Madame Presidentin. Ech wollt dem Félix Braz Merci soen, datt en d'Initiativ geholl huet vun dëser Debatt, well wann es Rapport Fischbach presentéiert gëtt, dann ass et gutt, datt och d'Chamber hir Meenung dozou seet.

Et muss een och zuéischt festhalen, datt déi Reform vun 2007 eng noutwendeg Reform war an eng gutt Reform vum Prinzip hier. Well wann een op där enger Säit professionell Zaldoten huet, déi och an Auslandsmissionen ginn, an - wat ech géif nennen - eng École de la deuxième chance huet fir aner Zaldoten, dat schéngt mer vum Prinzip hier eng ganz gutt Saach gewiescht ze sinn, an dat ass och haut nach richtig.

Et ass och evident, datt een, no fënnf Joer, am Prinzip muss, wéi bei all Reform, verschidde Saachen a Fro stellen, kucken, ob een net verschiddene Adaptatiounen muss maachen. An dat ass och dat, wat soll haut diskutéiert ginn.

Ech wëll direkt soen, datt et richtig ass, fir d'Prioritéit beim Rekrutement bei Police, Douane a Prisong bäizebehalen. Mä ech mengen awer och, datt et wichtig ass, datt, wann een esou eng Prioritéit festleet, dann awer och d'Formatioun doropshi sollt verbessert ginn. Datt schéngt mer ganz evident ze sinn, datt déi sech och permanent muss adaptéieren, fir esou eppes ronnzebréngen, well soss ass et eng Prioritéit, déi net allze vill bréngt.

Da schéngt ons och wichtig ze sinn, datt mer an der Kooperatioun, notamentum um Niveau vum Benelux, verschidde Saachen sollen duerchezéien. Mä ech gesinn dat haaptsächlech um Niveau vun de Marchés publics. Dat heescht vum Kafe vu verschiddenem Material, wat ons Arméi brauch.

An ech wollt do de Minister froen, well jo esou een Accord anscheinend an der Diskussioun ass, ob sech déi Kooperatioun uniequem op d'Material soll konzentréieren oder och sollen Zaldote selwer an enger Kollaboratioun virgese sinn.

Ech gesi just do e bësselche Schwierigkeeten, well tëschent dem Lëtzebuergeschen an dem Nidderlännesche sinn héchstwahrscheinlech déi eenzeg zwee Wierder, wou ech weess, datt se beieenepassen, dat sinn d'Wierder „Pass op!“, well dat op Nidderlännesch an op Lëtzebuergesch datselwecht ass. Mä soss hunn ech awer éischer d'Impressioun, datt, wa se a Kriesegebiddere géifen agesat ginn, da wier et liicht schwéier, fir mateneen ze kommuniquéieren.

► **Une voix.** - Hei, pass op!

(**Interruptions**)

► **M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg).** - Duerfir ass... Ech soen duerfir grad, dat sinn déi wichteg Wierder, mais quand même, ech géif soen, datt dat net onbedéngt den Haaptproblem ass.

Dann hunn ech gesinn, datt de Projet de loi 6379 gespléckt ginn ass an datt zënter Januar do net méi vill bougiert huet. Duerfir wollt ech also och emol froen, wat do soll weider geschéien.

Mir gesinn och, datt mer... wat d'Verlängerungsreform vum Déningscht ueget, do mengen ech, datt dat vum Prinzip hier eng gutt Saach kéint sinn. Mä et misst een awer d'Modalitéiten dovunner diskutéieren. A wat ech e bësse bedauert hunn, dat ass, datt de SPAL, de Syndicat vun den Zaldoten, bedauert huet, datt den Här Fischbach als Rapporteur, als Expert net mat hinne geschwat huet. Ech mengen, dat wor keng gutt Saach. An duerfir hoffen ech, datt den Här Minister dann eben dat wäert nohuelen, wat den Här Fischbach net gemaach huet, wéi e sai Rapport ausgeschafft huet.

Da gëtt och vill geschwat vu Spueren, mä op där anerer Säit gëtt och gesot, datt mer net genuch Suen ausgi fir d'Arméi. An ech mengen, ech géif soen, datt mer hei déi Saach awer esou solle kucken, datt mer déi zwou Saachen beiennerkréien. Dat heescht, datt mer d'Saachen, d'Sue gesond ausginn an datt mer net einfach egal wéi d'Suen zur Fënster erausgeheien.

Do ass et zum Beispill richtig, datt mer de Siège vum État-major, wou en elo ass, datt mer do fortginn, well de Loyer schéngt mer zimlech héich ze sinn, an datt mer dat sollen also do spueren.

Op där anerer Säit ass awer och gesot ginn, datt den Här Fischbach proposéiert huet, fir villes zesummenzeleeën. Do hunn ech e bësse méi Zweifel drun, ob dat eppes bréngt, well wann een zum Beispill de Rekrutement zu Dikrech huet, da schéngt mer dat ganz richtig ze sinn, mä ob d'Gestiuon vum Personal, wat just nuren duerch eng Persoun gemaach gëtt, ob dat net soll zentral sinn, dat schéngt mer och richtig ze sinn. Well deen Ablack géife verschiddene Informatiounen a Kommunikatiounen um Niveau vum État-major kënnen gemaach ginn.

Esou soll een an där ganzer Reorganisatioun och kucken, datt se effikass ass an datt mer net einfach Spuermoosnamen oder Regruppementen maachen, wou et herno méi Schwierigkeete gëtt wéi dat, wat mer ons erwaart hunn.

Dat gesot, mengen ech, sollt mer an där Schinn bleiwen, déi mer elo duerch de Rapport Fischbach virgeluecht kritt hunn. An ech géif awer och nach mat engem Zitat ophalen hei vun engem Responsable vum dem Syndicat vun der Arméi, dee gesot huet: „D'Arméi misst e bësselche méi sexy ginn!“

► **Une voix.** - Très bien!

(**Interruption**)

► **Mme le Président.** - Merci dem Här Henckes. Da wier et elo un dem Här Minister Halsdorf, fir op all déi Froen ze äntwerten. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense.** - Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, Madame Presidentin, ech hunn nogekuckt, et sinn 8,51% vun den Effektiver vun der Arméi, dat sinn Dammen. Da wësst Der emol ongeféier, wéi do de Prozentsaz ass vun den Hären an den Damme bei eiser Lëtzebuurger Arméi.

(**Interruption**)

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ech si wierklech frou, dass mer dësen Débat haut hei de Mëtteg hunn. Ech wollt d'Geleeënheet emol notzen, fir fir d'Éischt am Fong geholl d'Roll vun eiser Arméi nach eng Kéier duerzestellen, dass e besser versteet am Kontext EU, wat eis Arméi ass.

Ech mengen, de Ben Fayot huet do e flott Bild gezechent, wéi hien eis Arméi versteet. Well wa mer Optione geholl hunn an der Vergaangenheet, da versteet vläicht net jiddwereen, firwat mer se geholl hunn - ech mengen, dorop wollt ech kuerz agoen -, a wa mer an der Zukunft Optione huelen, firwat dass mer déi Optione huelen a keng aner huelen, an dass mer am Fong geholl och Limiten hunn an eiser Démarche.

Mä eise Choix, de Choix politique, dee muss ëmmer bleiwen, op dat eent oder dat anert. Dat Eenzeget, wat eis muss helleg sinn, an dat hu mer schon oft gesot, dat ass: Egal wat mer mat eise Leit maachen, si mussen déi bescht Konditiounen kréien, d'Sécherheet muss groussgeschriwwé ginn. A wat d'Material ueget a wat d'Ausrüstung ueget, dat muss dat Bescht sinn, an och wat d'Formatioun ueget.

An duerfir, mengen ech, hu mer do déi richtig Optione geholl säit 2007, wou mer déi Reform haten a wou ee weess, bis dohinner war et esou: Wa mer Missionen gemaach hunn, Fridensmissionen - an dat ass de Core Business vun enger moderner Arméi, d'Fridensmissionen, an dat steet och, gesinn ech och a Verbindung mat, am Kader vun enger „Drei-D-Politik“ vun Développement, Défense an Diplomatie, also Kooperatioun, Verteidigungspolitik an Aussepolitik -, ass dat kloer, dass déi sech d'Hand musse ginn an et muss een deen aneren ënnerstëtzen.

An esou engem Kontext, wann do dann d'Fridensmissionen de Core Business ass, ass et evident, dass mer hu missen ëmschwenken. Well bis dohinner, wann emol Missionen waren a mir wollt Leit dohinnerchécken, da sinn do ad hoc e puer Leit geholl ginn an da sinn déi dohinnergaangen. Déi hate keng anstänneg Formatiounen. An et ass näischt! An am Fong geholl huet 2007 e Paradigmewiessel stattfonnt, dat ass fir mech ganz kloer.

Do si constituéiert Eenheete gemaach ginn. D'Nimm si virdu gefall: zum Beispill eng Waaseropereedungsanlag, den Déminage, wou mer vill Kompetenz hunn a wou mer eis e gudde Numm dobausse maachen. Am Beräich vum ISR, dat heescht Surveillance, Recognitions an am Fong geholl Iwwerwachungen, do si mer, mengen ech, och op engem héijem Niveau, dass mer do schaffen. Dat ass also eng wichteg Aufgab, déi mer eis säit 2007 ginn, e wichtige Beräich, dee mer, oder wichtig Beräicher, déi mer ofdecken. An dat wäert och an Zukunft weider esou do goen.

Wat mer awer nach gemaach hunn, an dat ass fir mech gradesou wichtig, an do wäerte mer och Diskussiounen nach eng Kéier driwwer kréien, dat ass eben, fir d'Capacitéiten ze diversifiéieren. Mir hunn nei Capacitéiten agefouert, justement Satellitkommunikatioun, an dann och, wou mer och versiche mat der nationaler Industrie - an dat ass de Grondgedanken, Här Braz -, fir ebe justement der SES och do eng Hand matunzepaken, dass si sech och kënnen an deem Maart behaupten. Ech kommen herno nach op dat - et si Froe mat den Drohen, déi ganz Geschicht - ze schwätzen. Mä et ass fir eis wichtig, dass mer d'Satellitkommunikatiounen, dass mer dat Standbee kréien, dass mer dat ausbauen.

Gradesou wichtig war a bleift fir eis den A400M. Ech mengen, do hu mer och eng international Kooperatioun, déi wichtig ass, dat ass en dréit Standbeen. An déi wëlle mer och weiterféieren! Well niest dem A400M hu mer och nach - an ech weess, dat féiert zu Diskussiounen, mä mir sinn awer dodran - dee sougenannte AGS mat der NATO, d'„Allied Ground Surveillance“, dat sinn effektiv Oplärungsdrohen. Ech soen dat nach eng Kéier: Dat sinn Oplärungsdrohen, déi net bewaffnet sinn. A mir sinn och am WGS, dat ass am Fong geholl den amerikanesche Satellitesystem, „Wideband Global Satcom“ heescht dat. An do schaffe mer och zesumme mat den Norweger, mat de Kanadier.

Dat heescht also: D'Lëtzebuurger Arméi oder d'Lëtzebuurger Défense huet e ganz anert Gesicht nach wéi viru fënnf, sechs, siwe Joer. An dat ass wichtig. An et si keng symbolesch Kontributione méi, déi mer maachen, mä et si wichtig, signifikant a wichtig Dealer vu Lëtzebuurger Indentitéit, déi mer do erabrénge an deen internationale Kontext, an eist Erscheinungsbild vun der Arméi ass net méi d'selwecht.

Mir schwätzen an deem Kontext effektiv vun „efforts de défense“, an hanner Efforts de défense, do steet och e Budget hannendrun. An et ass jo haut ugesot ginn: 0,48% vum PIB. Den Här Braz huet gesot, 500 Euro, oder 400 Euro pro Awunner pro Joer, okay, mä et sinn awer nëmmen 0,48% vun eisem PIB, an an eisem Regierungsprogramm steet souguer 0,7%, déi mer géifen ustriewen, an dat hu mer awer net gemaach. Mä et ass awer wichtig, mir brauchen dat, well mir hunn e Fonds d'équipement militaire, dee muss eis Prévisibilitéit a Konstanz bréngen an den Investissementer iwwer länger Perioden. An duerfir hu mer déi PAVE kaaft, déi Dingo. Duerfir hu mer e Camion kaaft.

An och an Zukunft wäerte mer am Fong geholl eis ëmmer nees missen nei opstellen, well mir sinn an där sougenannter - an doriwwer ass de Mëtten nach net vill geschwat ginn, mä et ass awer ganz wichtig -, an där sougenannter

„permanenter Transformatioun“. An déi Transformatioun vun der Arméi, dat ass am Fong geholl oder dat heescht anesch ausgedréckt: Eis Arméi muss sech permanent upassen un hiert Émfeld, un d'Menacen, déi permanent evolüieren. Momentan gesi mer dat jo ganz gutt: D'Technologien änneren, dat wirtschaftlecht, dat politesch Émfeld, dat gesellschaftlecht Émfeld, alles dat ännert. An duerfir ass deen Effort de transformation ganz wichtig an duerfir muss mer eis dann opstellen.

Eis Politik ass eben déi, dann d'Partenariater anzegoen. An eisen éischte Partner, an dat wësst Der, besonnesch a Missionen, ma dat sinn eben eis belsch Frënn, bilateral. Dat kann awer och trilateral sinn da mat den Hollänner derbäi, dann ass et de Benelux. Dat kann d'NATO sinn an dat kann d'Union européenne sinn.

Mä dat sinn déi Kaderen an do leë mer Richtlinië fest. An ech mengen, esou kréie mer da Modeller, wou mer déi „best practices“, déi mer an deenen eenzelne Länner hunn, wou mer déi da kënnen ëmsetzen. An esou kréie mer e sougenannte „strukturierte Effort de défense“, dat heescht, mir hunn e kloere Profil, wéi mer hei zu Lëtzebuerg Verteidigungspolitik maachen.

An dat ass ganz wichtig a mengen Aen, an dat war nëmme méiglech, well mer 2007 dat Gesetz mat Ärer Ënnerstëtzung an deem Haus hei konnte maachen. An ech mengen, wann ee kuckt, géif ech soen, trotz nëmmen 0,5% sti mer gutt dobausse do, besonnesch och an der Verteidigungspolitik. An et ass, géif ech soen, keen Zoufall, wa mer am Conseil de Sécurité si vun der UNO. Do huet och d'Arméi hiert derzou bäigedroen, oder d'Défense hei zu Lëtzebuerg hiert derzou bäigedroen. D'Erscheinungsbild vu Lëtzebuerg am Beräich vun der Défense ass staark.

A mir hunn Ambitiounen. An eng Ambitioun ass virdrun ugeschwat gi vum Ben Fayot, notamentum déi vun deem sougenannte „battlegroup“, dee mer d'nächst Joer wëllen am Kader vum Benelux mat de Belsch, mat den Hollänner zesummen opriichten. Et sinn och nach d'Spue nier derbäi. Dat sinn 2.500 Leit, déi dann do an esou engem sougenannte „battlegroup“ sinn. D'Belsch hunn de Lead, 1.000 Leit - 1.000 Leit! - bréngen d'Belsch. Mir bréngen 100 Leit. 100 Leit bréngt mir an esou een „battlegroup“, dat ass enorm vill fir eng Lëtzebuurger Arméi! An déi 100 Leit sollen am ISR, an der Recognition, an der Surveillance, sollen déi da schaffen. An do ginn - fir de Leit dat ze soen, firwat hu mer déi Dingo? -, ma justement, do ginn 18 bis 20 Dingo gebraucht, fir eben an deem Beräich prett ze sinn. Duerfir brauche mer déi Dingo.

Mir hu wëlles, an de Kosovo eventuell Dingoen hinzeschécken. Dat ass also eng aner Plaz, wou mer der wëllen asetzen. An och nach am Libanon wäert eis Missioun och wahrscheinlech mat de Belsch zesummen änneren, dass et och ganz gutt ka sinn, dass mer do Dingoen asetzen. Et ass also eng gutt Iddi gewiescht, esou Dingoen ze kréien, esou sécher Material ze kréien, fir eis Zaldoten ofzesécheren an hinnen d'Méiglechkeet ze ginn, déi Spezialisatioun, déi eben ISR heescht, fir déi do ze maachen, wou mer se asetzen.

Ech mengen, duerfir ass et wichtig, dass een am Fong geholl laangfristeg denkt. Et ass wichtig, dass een eng Strategie huet. An et ass wichtig, dass een dann ebe Partner huet. An d'Benelux-Zesummenaarbecht ass a mengen Aen en natierleche Partenariat, well mir hunn do eppes, wat mer net allen Enn hunn, an dat ass Vertrauen! Vertrauen ass ganz wichtig, wann een en Deel vu senger Souveränitéit a vu senger Sécherheet, wann een déi engem aneren uvertraut. A mat de Belsch hu mer Vertrauen, mat den Hollänner och. Dat ass schon ee Grond méi, fir am Fong geholl am Benelux zesummenzeschaffen. A mir hunn d'Unerkennung, net d'Unerkennung nëmmen an der EU, mä och d'Unerkennung an der NATO. An duerfir war et normal, dass mer déi Deklaratioun gemaach hunn!

► **Mme le Président.** - Entschëllegt, Här Minister, erlaabt Der, dass den Här Kartheiser lech eng Fro stellt?

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense.** - Yes!

► **Mme le Président.** - Här Kartheiser, wann ech gelift.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Merci, Madame Presidentin. Här Minister, elo wou Der vun den Dingo geschwat hutt, ass mer nach en aneren Aspekt agefall, wou ech lech wëllt



eng Fro stellen, déi wichteg ass: Sidd Der lech iwwert déi Problematik bewosst vum Führerschäin an der Arméi? Well fir d'Dingoen, dat ass jo elo eng ganz besonnesch schwiereg Saach, an Dir sidd lech vläicht bewosst oder wahrscheinlech bewosst, datt am Abléck e Projet de loi ënnerwee ass, wou eng Diskussioun ass, ob d'Instruktioun vum Führerschäin soll ënner zivil Regele gestallt ginn, wat fir d'Arméi ganz grave Konsequenze kéint hunn.

Ass dat eppes, wat Dir mam Här Minister Wiseler koordinéiert? Suergt Dir derfir, datt d'Arméi hir eege Führerschäiner ka maachen, nottamment en vue och vun der Opérationabilitéit vun den Dingoen?

Merci.

► **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de la Défense*.- Et ass kloer, dass, wat d'Führerschäinproblematik ugeet vun der Arméi, een déi muss am Kader vun den europäeschen Direktive gesinn. An do ass et kloer, dass mir zu Lëtzebuerg kënnen derogéieren. Et ass kloer, dass an all deene Beräicher, déi d'Sécherheet uginnt, do kënnen mer derogéieren. Notamment duerfir derogéiere mer zum Beispill am Beräich vun den Ambulanzen, wou mer elo am leschte Regierungsrat och derogéieren zum Prinzip, dass ee ka mat enger Ambulanz fuere bis 4,2 t mat engem normale Führerschäin.

Datselwecht mécht ee mat der Arméi an duerfir ass dat a sech kee Problem. D'Directive européenne an deem Beräich, déi gëtt eis d'Méiglechkeet, dat ze maachen, an dat geschitt dann och hei zu Lëtzebuerg. Dat gesot, kommen ech nees zréck op... „revenons à nos moutons“, wéi d'Fransousen esou schéi soen.

Et ass also esou, dass mer am Fong geholl dann am Kader vum Benelux mat den Hollänner a mat de Belsch zesummen elo schaffen. Et gëtt scho bilateral Zesummenaarbecht vu Lëtzebuerg a verschidde Missiounen, vun den Hollänner mat de Belsch...

► **Mme le Président**.- Här Minister, ech wollt lech net ënnerbréchen, mä lech awer elo matdeelen, dass d'Présidence ännert an dass den Här Mosar erëm d'Présidence iwwerhëlt, fir dass et net nach eng Kéier zu enger Verwiesslung kënn. Ech wollt lech doriwier informéieren.

► **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de la Défense*.- Merci, Madame, fir...

(Interruption)

Mir si gutt organiséiert an eisem wichtigstem Haus vum Land, an eiser Chamber. Dat ass eng gutt Saach!

► **Une voix**.- Très bien!

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

► **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de la Défense*.- Voilà, ech kommen also nach eng Kéier zréck bei de Benelux a wollt soen, dass d'Belsch mat den Hollänner nottamment zesummeschaffen am Beräich vun der Marine oder am Beräich vun deenen F-16en. An och an anere Beräicher schaffe mer zu dräi zesummen, zum Beispill dee sougenannten „soldat du futur“, wou mer eis Zaldote wëllen ausrüsten fir an Zukunft. Do hu mer e Projet mat de Belsch a mat den Hollänner.

Am Beräich vun den Oplärungsdrohnen hu mer och e Projet zesumme mat eise belschen an hollänneschen Noperen, dat ass dee sougenannten RPAS. A souguer am Beräich mat der LAR, der Air Rescue, hu mer Stonnen, déi mer den Hollänner an de Belsch zur Verfügung stelle fir medezinesch Asätz mat Helikopteren a mat Fligieren.

Dat ass also och e Bäitrag vun de Lëtzebuerg am Kader vum Benelux. Dir gesitt also, déi Zesummenaarbecht féiert net nëmme derzou, dass mer eng besser Aarbeetsmethod kréien, dass mer am Fong geholl e systemateschen Austausch kréien. Semestriell, wollt ech lech soen, gëtt sech getraff, da gëtt de Point gemaach, an do kréie mer lues a lues e Mentalitéitswandel an eis Arméien: Deen ee Partner kuckt, wat deen anere mécht, fir dann eben, wann en nei Projeten ugeet.

An ech wëll lech soen, net méi spët wéi d'lescht Woch ware 40 Participante justement vum Benelux hei zu Lëtzebuerg. Et waren elef Generäl do derbäi, an do ass ganz kloer nach eng Kéier gesot ginn, dass e reellen Intérêt besteet, fir zesummeschaffen, an dass och do weider déi Projeten, déi virdrun ugeschwat gi sinn, Här Braz, déi sinn och do da weider peaufiniéiert ginn. Dat ass e Prozess, en „ongoing process“, dee geet elo permanent weider.

Ech géif och soen, dass dat e Prozess ass, deen net méi ophéiert, well ech sinn der Meinung, dass déi Benelux-Kooperatioun net eng Fin en soi ass. Et ass och net eleng, dass mir déi Capacitéiten elo ënner eis kréien, mä mir müssen eis gesinn als Benelux an der EU an eventuell och par rapport zu der NATO. Mä fir mech ass et wichteg, dass mir als dräi Länner e Pooling a Sharing maachen - oder d'NATO nennt et jo „smart defence“, fir eben ze vermeiden, dass mer Duplikatiounen kréie vu Moyenen - wat eben eppes kascht -, fir dass mer Effizienz kréien.

An déi Projeten, déi mer elo wëllen ausschaffen, déi wëlle mer och am Kader vum Conseil européen vum Dezember, wou am Fong geholl soll iwwert d'Arméi an Europa an der EU geschwat ginn, oder d'Défense-Politik an der EU, do wëlle mer virbildlech oprieden a weisen, dass mer gutt zesumme schaffen.

Ech wëll lech d'ailleurs soen, dass déi baltesch State ganz interesséiert sinn un deem Modell, dat mir am Benelux hunn, a si wëllen eppes Ähnlech maachen zwësche sech.

Eis Kooperatioun am Benelux, e leschte Saz: Ech mengen, de Mali, déi Geschicht, déi leeft ganz gutt, an de Battlegroup, dat wäerte mer d'nächst Joer gesinn, ass och eng gutt Saach. Dir gesitt also, et ass en Ufank an et ass eng gutt Saach! An domat géif ech och soen, wéi de Spriecher vun der LSAP, dass, wat de Benelux ass, dat nëmme kann eng gutt Saach sinn, dass dat eng Success Story wäert ginn an dass dat jiddwerengem eppes bréngt. An dat ass eng gutt Saach!

Da wollt ech nach kuerz och iwwert d'Reform schwätzen, déi haut ugeschwat ginn ass, am Sënn vum Rapport Fischbach. Et ass richtig, dass den Här Fischbach, dass ech deem e gewëssene Moment gesot hunn, e soll emol eng Kéier de Point maachen, well Onroue waren, dat ginn ech och zou. Den Zoustand vun der Arméi, dee war net gutt, dat ginn ech zou. Mä et ass wierklech vill besser ginn. Ech fannen et richtig, dass een e Recht huet, fir informéiert ze ginn, wéi dat gesot ginn ass, dass eng gutt Kommunikatioun ass. Mir hunn och aus där Saach geléiert, an déi ass och wierklech vill besser ginn.

Awer, wa mer vun Exemplaritéit schwätzen - un déi gleewen ech an déi ass ganz richtig -, mä déi gëllt fir jiddwereen! Net nëmme fir déi eng, mä fir déi eng a fir déi aner! Dat ass fir mech e wichtige Punkt an duerfir mengen ech, wann een an där Richtung wëllt zesumme fonctionnéieren, da muss jiddweree säi Maximum ginn. Dat ass ganz wichteg, an et si grouss Progrésen dobaussen.

Ech fannen, d'Bild no bausse vun der Arméi ass e vill bessert ginn. Et ass e Prozess, deen och doduerch komm ass, well déi Reform net ëmmer richtig verstane ginn ass. Si ass komm iwwert d'Form an iwwert de Fong, ech sinn d'accord domat. Awer ech mengen, do wäere mer un richtige Wee, fir eben déi Lektionen, déi de Rapport Fischbach eis bruecht huet, fir déi dann ebe richtig ëmzesetzen.

Duerfir wëlle mer - dat ass jo haut de Mëtteg schon ugeschwat ginn - den État-major op Dikrech deelweis setzen. Eng Halbierung vum État-major hei an der Stad stellen ech mer vir, an déi aner Halschent bleift zesumme mat dem Ministère de la Défense.

Wat de Rekrutement ugeet, och e puer Wieder: Dat ass och eng Prioritéit, de Rekrutement, dat ass ganz evident. A wa mer dee wëlle rassuréieren, hu mer zwou Schinnen: op där enger Säit entweder Verlängerung oder net Verlängerung vun der Zäit, wou ech frou sinn iwwert dee Support, deen ech de Mëtteg hei kritt hunn. Et sinn och Modeller amgaang gekuckt ze ginn, wat dat géif heeschen, wann ee géif eventuell d'Zäit, wou een an dem Asaz ass, am militäreschen Asaz ass, em e Joer verlängeren an eventuell dann och d'Rekonversioung géif e Joer verlängeren. Dat ass amgaang studéiert ze ginn. Mir hunn nach keng Konklusione gezunn.

Mä et muss ee kucken, wat wichteg ass, dat ass, dass mer där Ambitioun, déi mer eis ginn hunn, fir nottamment kënnen mat honnert Leit an engem Battlegroup opzrieden, kënnen gerecht ginn. Also op där Pist, mengen ech, wësse mer, wat mer wëllen. Ech sinn der Meinung, et muss een och Enn des Joers nach eng Kéier de Point maachen, wou mer op d'mannst an der Kommissioun kucken, Här Fayot - bei lech an der Kommissioun -, wéi mer do weiderkomm sinn.

Wat de Volet ugeet vun der Reorganisatioun vun der Schoul vun der Arméi, dat ass fir mech eng richtig Décisioun, déi mer do geholl hunn. Dat ass fir mech ganz kloer. Den Dialog tëschent deene Leit, deenen Enseignanten an deenen aneren, déi dann do concernéiert sinn, dee fënnst statt.

D'Externalisatioun ass fir mech déi eenzeg Sortie, déi mer hunn, fir do wierklech déi néideg pädagogesch Méiglechkeeten ze kréien, fir déi Schoul gutt ze géréieren, fir aner Méiglechkeeten ze kréien. Well wa fréier jo d'Regel déi war, dass, wann ee bei d'Militär gaangen ass, dann ass ee sécher beim Stat ënnerkomm, wäert et an Zukunft esou sinn, dass, wann ee bei d'Militär geet, een och vläicht am Privatsecteur muss ënnerkommen.

D'ailleurs, wann ech déi zwee éischt Contingente kucken, déi mer elo haten am neie System, do si vun 160 Leit eng 20 Leit an de Privatsecteur gaangen, an déi Leit muss gutt opgestallt ginn. Well wann eis dat net, wann d'Rekonversioung net réusséiert, da geet et schief! Eise ganze Modell, dee fält dann em, an duerfir ass et ganz kloer, dass mer müssen déi Externalisatioun vun der Schoul maachen.

An et ass ganz kloer, dass, wann Exame stattfannen an Zukunft, an och déi lescht, déi gemaach si ginn, déi sinn och schon esou gemaach ginn, dass se ofgeschwat ware mat der Madame Delvaux hirem Ministère, mat der Education nationale. Also do ass gekuckt ginn, fir effektiv schoulesch a pädagogesch Elementer mat eranzekréien. Ech mengen, do si mer um richtige Wee. No där Décisioun, déi mer an Regierungsrat geholl hu quant au principe fir dat ze maachen, muss mer elo kucken, dass mer an deenen nächsten zwee Joer dat dann do finaliséiert kréien.

Dann en anere Punkt, deen ugeschwat ginn ass nach am Kader vum dem Rapport Fischbach, dat ass: Et ass gesot ginn, et misst eng Bréck gemaach gi mat der ADEM, och am Kader vum Rekrutement. Do wëll ech dem..., ech weess net méi, wien dat ugeschwat huet, mä do wëll ech kloer soen, dass mer eng éischte Kéier elo schon déi Kontakter wierklech intensivéiert hunn. Et waren iwwer 200 Leit, déi Interessi gewisen hunn, an et sinn der 19 effektiv komm, 19 Stéck vun der ADEM. An dat gëtt och systematesch weidergemaach.

Dann ass d'Fro opgeworf ginn, déi een och mam Rapport Fischbach ka gesinn, iwwert d'Kichen, Outsourcing vun der Kichen. Do ass et fir eis, mengen ech, wann ee wëllt eng Effizienz kréien an enger Arméi, da muss ee kucken, wéi eng Méiglechkeeten een huet. An et ass eng Etüd amgaang, wat dat logisteschen organisatoreschen mat sech bréngt, wann een effektiv géif en Outsourcing vun der Kiche maachen. Mä et gëtt keng A-priorien do. Et ass net, dass mir dat wëlle maachen. Et ass net, dass mir dat wëlle maache coûte que coûte. Mir kucke just gären, wat dat am Fong geholl bréngt.

Dann e Wuert iwwert d'Superprioritéit an d'Prioritéit an esou weider, dee ganze Volet, do kann ech nëmme dat heite soen, wat de Ben Fayot och gesot huet: Eise System fält a steet och mat der Prioritéit a mat der Exklusivitéit. Wa mer dat eng Kéier ofschaffen, mengen ech, dann ass et eriwier.

Ob mer eng Superprioritéit brauchen oder net, ech mengen, si ass agefouert ginn, Här Braz, justement fir d'Leit eben ze motivéieren, an déi Mission-étrangères ze goen. A wa mer dat ofschaffen, kann et sinn, dass mer net méi genuch Leit hunn, an da gëtt am Fong geholl de Core Business vun eiser Arméi, deen deen ass, fir a Friddensmissiounen ze sinn, a Fro gestallt. Duerfir dinn ech mech ganz schwéier, fir esou eppes ofzeschaffen.

Duerfir mengen ech, déi verschidden Aspekter, déi ugeschwat gi sinn, déi sinn un gudder Wee - wat am Rapport ass -, an ech géif soen, dass, wa mer an engem Joer, wann een dann nach eng Kéier de Point mécht an engem hallwe Joer, dass ee muss kucken, wéi déi eenzelen Punkten, déi am Rapport sinn,... Mir schaffen un all deene Punkten, an ech gleewen och, dass mer do Solutiounen wäerte fannen.

En anere Punkt, deen ugeschwat ginn ass, dat ass dee vun der Energie oder den erneierbaren Energien um Häreberg. Do wollt ech soen, dass e Projet amgaang ass mat der Agence européenne de la défense iwwer „Go Green“. Dat ass also och e Projet, wou dann do Sonnekollektoren operéiert ginn. Dat ass e riseg Projekt an dee gëtt zesumme gemaach mat europäescher Industrie. Dat ass also e flotte Projekt, an do ass Lëtzebuerg mat dran, an dee Projekt, dee wäert dann och an deenen nächste Joeren am Fong geholl da realiséiert ginn.

(Interruption)

E leschte Punkt. Wa mer déi Programmer hunn, déi Partneriat, déi Aktiounen, déi Contrainte, alles, wa mer dat hunn, muss mer dat ënner een Hutt kréien. An duerfir hu mer jo eng Strategie eis ginn - dat hunn ech jo elo gesot -, an déi hu mer elo finaliséiert an deem sougenannten „Wäissbuch“. E Wäissbuch, dat an enger éischter Phas... Déi éischt Persoun, déi sech domat beschäftegt huet, war de General, duerno Colonel Ries, vun deem ech och wollt soen hei, den Här Ries huet net viru Geriicht gewonnen,

en huet verluer. Just an der Form huet en eng Kéier gewonnen, mä am Fong huet e verluer.

► **M. Félix Braz** (*déi gréng*).- Neen!

► **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de la Défense*.- Dat wollt ech just soen. Dach! Et sinn zwee Uerteeler do, wou en am Fong verluer huet.

► **M. Félix Braz** (*déi gréng*).- Entschëllegt, Här Minister, esou kënn Der dat net soen!

► **M. le Président**.- Här Braz, stellt Der eng Fro? Soss musst Der nach eng Kéier d'Wuert froen.

(Interruption)

Da stellt wann ech gelift eng Fro!

► **M. Félix Braz** (*déi gréng*).- Ech wëll herno net d'Wuert froen...

Et kann awer net sinn, dass de Minister dat doten einfach esou an de Raum stellt. De Colonel Ries huet virum Verfassungsgericht - net virun iergendengem Geriicht! - op enger prinzipieller Fro gewonnen. E krut vläicht herno net alles, wat e wollt, dat ass eng aner Diskussioun. En huet awer op enger prinzipieller wichtiger Fro gewonnen, nämlech där, dass seng Verfassungsrechter violéiert gi sinn doduerch, dass mer säi Changement an e Gesetz ageschriwwen hunn.

Duerfir hunn ech och d'Chamber extra agebonnen an déi Kritik, déi ech formuléiert hunn. Besonnesch d'Regierung, mä och d'Chamber brauchen all net houfreg ze sinn op dat Gesetz, wat mer gestëmmt hunn.

De Colonel Ries huet Verfassungsrechter violéiert kritt an e krut dat unerkannt. Dir kënn net soen, en hätt op deem dote Punkt net gewonnen. Ech wëll dat esou net am Raum stoe loosse.

(Interruption)

...wierklech derfir schommen!

► **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de la Défense*.- Ech wëll just nach eng Kéier soen, säi Wunsch, deen dee war, fir nees eng Kéier agestallt ze ginn a fir dat a Fro ze stellen, dass e Planificateur ginn ass, an deem huet en net recht kritt. An ech mengen, dat ass och e wichtige Punkt, dass de Minister kann decidéieren, dass de Minister decidéiere kann, wie wat mécht.

Dee Planificateur, dee mer duerno kritt hunn, den Här Fautsch, huet elo dat Faustbuch, de Colonel Fautsch huet dat Wäissbuch faerdeg gemaach. Et heescht „Lignes directrices du Ministère de la Défense 2020+“, an esou ginn d'Planungsrichtlinne fir den Zäithorizont iwwer 2020 eraus opgestallt. An ech mengen, esou laangfristeg Richtlinnen oder esou Objektiv, déi si richtig, sinn noutwendeg, fir justement dass mer deen Transformatiounsprozess, deen ech virdrun ugeschwat hunn, kënnen maachen.

Et muss ee kloer Vuen hu fir d'Zukunft, fir dass mer déi Ressourcë kënnen garantéieren. Déi dräi Froen, déi do beäntwert ginn, dat ass: Wat sinn ons Ziler? Wat sinn ons Mëtelen? Wat sinn ons Handlungsméiglechkeeten? An déi maache sech an deem Kader, dee mer opgestallt hunn. Do ass d'Acquisitioun vum A400M een Element. D'Reform vun 2007 ass en anert Element. Dat si strategesch Fakten. An da muss mer kucken, wéi eng aner Capacitéite mer do dernieft mussen setzen, wéi eng Investissementer mer kënnen maachen, fir dass mer dee beschte Retour fir eist Land kréien.

Dëst Dokument, dat wollt ech Enn des Joers der Chamberskommissioun virstellen, an ech mengen, et sollt een och duerno, angeschlossen een Débat de consultation maachen, wéi een da wierklech weiderfiert op deem, wat mer haut diskutéiert hunn, wat mer an deenen nächste Méint nach schaffen a wat dat heescht par rapport zu dësem wichtige Dokument, dësem Wäissbuch „Lignes directrices du Ministère de la Défense 2020+“, fir dann ze kucken, wéi mer eis Arméi kënnen opstellen, dass mer wierklech effizient kënnen schaffen zu engem korrekten Präis-Leeschtungs-Verhältnis, wann ech dat dierf esou soen. Wëssend awer, dass een d'Sécherheet net zum Nulltarif kritt, dass déi eppes kascht. Eng Arméi kascht eppes, mä et muss ee seng Moyene gutt asetzen.

Ech mengen, wa mer dat richtig hikréien, an dat an Zesummenaarbecht mat eiser Chamber, wou ech och muss soen, wa mer a Missiounen zesumme Leit geschéckt hunn, hat ech ëmmer eng ganz gutt Relatioun mat mengem Virgänger, och mat eiser Chamberskommissioun...

Et ass ganz kloer, wann d'Interesse vu Lëtzebuerg duerch Lëtzebuerg Leit am Ausland a Friddensmissiounen vertrat ginn, muss d'Chamber mat agebonne ginn. Also, hei ass d'Partneriat tëschent dem Ministère an der Chamber ganz normal. Wa mer Léisungen a Krisensituatiounen sichen a wa mer Contrainten hunn, da muss mer déi zesumme léisen. Dat ass wichteg.



teg fir d'Sécherheet vun eisem Land, dass mer do eis Leit..., dass mer eis do gutt opstellen an dass déi parlamentaresch Kontroll do mat agebonne gëtt an esou Prozesser.

Ech mengen, mir hunn eng Arméi, déi no bausse wierklech e gudden Profil huet. Mir hunn am Fong geholl eng Défensepolitik an deene leschte Jore gemaach, net nëmme Joren, et kann ee scho bal soe Jorzéngten, déi sech bewährt huet.

Ech wier frou, wann Dir mer weider géift eng Hand mat upaken, dass mer kéinten an den nächste Joren op deem Wee weiderfueren, dass mer esou eng konstruktiv Diskussioun wéi haut de Mëtteg, déi och kritesch war, déi awer ganz konstruktiv war, dass mer déi weider kënne féieren.

Da kéinte mer garantéieren, fir mech zielt een Element an der Politik vun der Défense, dat ass d'Transparenz, d'Chamber an d'Bild setzen,

wat mer maachen, soudass jiddwree seng Responsabilitéit kann huelen. D'Regierung hëlt hir Responsabilitéit. D'Chamber huet jo ëmmer eng gutt Hand mat ugepaakt. An ech mengen, esou kënne mer dann eng anstänneg Verteidigungspolitik hei zu Lëtzebuerg maachen am Sënn vun deenen dräi D-en: Défense, Diplomatie an Développement.

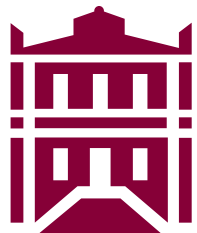
Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem zoustännegen Minister.

Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss a mir wärem gläichzäiteg um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung si virgesi fir d'nächst Woch, den 9., 10. an 11. Juli.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.26 heures)



SÉANCE 43

MARDI,
9 JUILLET 2013

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydia Mutsch, Vice-Présidente

Sommaire

1. Communications

- M. le Président

2. 6586 - Proposition de loi portant modification de la loi du 19 juin 2012 portant modification de la loi du 21 décembre 2007 portant

1. transposition de la directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services;

2. modification du Code pénal;

3. modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance

- Déclaration de recevabilité: M. le Président

3. 6587 - Proposition de loi portant modification de l'article 17 (3) de la loi du 21 mars 2012 relative aux déchets

- Déclaration de recevabilité: M. le Président

4. Ordre du jour

- M. le Président

5. 6124 - Projet de loi concernant l'aménagement du territoire et modifiant:

1. la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes;

2. la loi modifiée du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique;

3. la loi du 10 août 1993 relative aux parcs naturels;

4. la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

- Rapport de la Commission du Développement durable: M. Gilles Roth

- Discussion générale: M. Eugène Berger, Mme Lydia Mutsch, M. Camille Gira (M. Gilles Roth et M. Claude Wiseler interviennent)

- M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (M. Eugène Berger intervient)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

6. 6569 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire (aménagement d'une plate-forme multimodale à Bettembourg/Dudelange - phase I: travaux préparatoires)

- Rapport de la Commission du Développement durable: M. Ali Kaes

- Discussion générale: M. Eugène Berger, M. Alex Bodry (M. Claude Wiseler intervient), Mme Josée Lorsché (dépôt d'une motion), M. Gast Gibéryen

- M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

7. 6426 - Projet de loi modifiant:

a) la loi modifiée du 29 juin 2004 portant sur les transports publics

b) la loi du 19 juin 2009 sur l'ordre et la sécurité dans les transports publics

- Rapport de la Commission du Développement durable: M. Ali Kaes

- Discussion générale: M. Eugène Berger, M. Serge Urbany

- M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

8. 6569 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire (aménagement d'une plate-forme multimodale à Bettembourg/Dudelange - phase I: travaux préparatoires) (suite)

- Motion 1: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- Vote sur la motion 1 (rejetée)

9. Motion de M. François Bausch sur la fermeture systématique de l'aéroport de Luxembourg entre 23.00 et 6.00 heures

- Exposé: M. François Bausch

- Discussion générale: Mme Martine Mergen, M. Xavier Bettel (Mme Martine Mergen et M. Claude Wiseler interviennent), M. Fernand Kartheiser (propose une modification de la motion) (M. Xavier Bettel intervient)

- M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (propose une version modifiée de la motion)

- Motion modifiée: M. François Bausch (donne son accord à la version modifiée de sa motion), Mme Martine Mergen, M. Fernand Kartheiser, M. Jacques-Yves Henckes

- Vote sur la motion modifiée (adoptée)

10. 6376 - Projet de loi portant réforme de la Commission des normes comptables et modification de diverses dispositions relatives à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises ainsi qu'aux comptes consolidés de certaines formes de sociétés et modifiant:

(1) le titre II du livre Ier du Code de commerce

(2) le titre II de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises

(3) la section XVI de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales

- Rapport de la Commission juridique: M. Léon Gloden

- Discussion générale: M. Jean-Pierre Klein

- Mme Octavie Modert, Ministre de la Justice

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

11. 6585 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures

- Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace: M. Marcel Oberweis

- Discussion générale: M. Serge Wilmes, M. Eugène Berger (M. Serge Wilmes pose une question), M. Ben Fayot (M. Eugène Berger intervient), M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Jean Colombara, M. Serge Urbany

- Mme Martine Hansen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Octavie Modert, MM. Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Etienne Schneider, Marc Spautz et Mme Martine Hansen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

► **M. le Président.** - Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. Romain Schneider**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural. - Neen, Här President.

► **M. le Président.** - Dat schéngt net de Fall ze sinn.

1. Communications

Ech hu par contre folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) Fir d'Éischt ass d'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten um Büro déposéiert.

2) Da goufe folgend Projeten an der Administration parlementaire déposéiert: de 14. Juni (veuillez lire: de 5. Juli) vun der Héichschoulministesch de Projet de loi 6585 iwwert d'Studiebäihëllefen an den 8. Juli vum Nohaltegekeetsminister de Projet de loi 6588 iwwert de Secteur vun den Taxien.

Communications du Président - séance publique du 9 juillet 2013

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

6585 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures

Dépôt: Mme Martine Hansen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 05.07.2013

6588 - Projet de loi portant

a) organisation du secteur des services de taxis et b) modification du Code de la consommation

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 08.07.2013

2. Proposition de loi n°6586 portant modification de la loi du 19 juin

2012 portant modification de la loi du 21 décembre 2007 portant

1. transposition de la directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services;

2. modification du Code pénal;

3. modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance

Déclaration de recevabilité

An hirer Réunion vum 4. Juli huet sech d'Präsidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Proposition de loi N°6586, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Égalité de traitement am Beräich zum Zougang vu Gidder a Servicer, déi vum Här Fernand Kartheiser an der Sitzung vum 2. Juli 2013 deponéiert gouf.

Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Präsidentekonferenz un?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

3. Proposition de loi n°6587 portant modification de l'article 17 (3) de la loi du 21 mars 2012 relative aux déchets

Déclaration de recevabilité

An hirer Réunion vum 4. Juli huet d'Präsidentekonferenz sech och fir d'Recevabilitéit vun enger anerer Proposition de loi ausgeschwat. Et handelt sech hei ëm d'Proposition de loi N°6587, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert den Offall, déi vum Här Michel Wolter an der Sitzung vum 3. Juli 2013 deponéiert gouf.

Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Präsidentekonferenz un?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

4. Ordre du jour

An hirer Réunion vum 4. Juli huet d'Präsidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'Éischt de Projet de loi 6124 iwwert den Aménagement du Territoire nom Modell 1; duerno de Projet de loi 6569 iwwert d'multimodal Plattform zu Beetebuerg/Diddeleng nom Modell 1; de Projet de loi 6426, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert den öffentliche Transport nom Basismodell; d'Motioun vum Här François Bausch iwwert d'Nuetsflich; de Projet de loi 6376 iwwert d'Reform vun der Commission des normes comptables nom Basismodell; an de Projet de loi 6585 iwwert d'Studiebaühëllef nom Modell 1.

Muer de Moien um néng Auer hu mer fir d'Éischt de Projet de loi 6471 iwwert d'Gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs nom Modell 1; duerno de Projet de loi 6398 iwwert den Assurancesecteur nom Basismodell; d'Question élargie N°34 vum Här Jacques-Yves Henckes iwwert den Austausch vu fiskalen Informatiounen tëscht Lëtzebuerg an de Vereenegte Staaten; de Projet de loi 6487 iwwert d'Schafung vun der Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel, och nom Basismodell; de Projet de loi 6181 iwwert d'Violence domestique nom Modell 1; de Projet de loi 6547, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert den Austausch vu Quote bei Gasen, déi zum Dreifhauseffekt bäidroen nom Basismodell.

Muer de Mëtteg um zwou Auer hu mer de Rapport 6565 vun der Enquêtekommissioun iwwert de Geheimdénsgsch. Hei ass d'Riedezäit: eng Stonn fir de Rapporteur, zwou Stonne fir de Statsminister Jean-Claude Juncker, eng Stonn fir déi jeeeweileg Fraktiounen, 20 Minutte fir d'Sensibilités politiques, a schlussendlech nach eng Kéier 30 Minutte fir d'Regierung.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Als éischte Punkt vun dem Ordre du jour vum de Mëtteg hu mer de Projet de loi 6124 iwwert den Aménagement du Territoire. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Berger, d'Madame Mutsch, den Här Gira an den Här Gibéryen. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

5. 6124 - Projet de loi concernant l'aménagement du territoire et modifiant:

1. la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes;

2. la loi modifiée du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique;

3. la loi du 10 août 1993 relative aux parcs naturels;

4. la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

Rapport de la Commission du Développement durable

► **M. Gilles Roth (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen haut iwwer en neit Landesplanungsgesetz of. Dat ass ee wichtige Projet, well eist Land brauch modern Infrastrukturen, a grad elo. Duerfir brauche mir: e kohärente Programm, eng geregelt Prozedur, en Dialog mam Bierger, eng Politik vun de kuerze Weeër an e gutt Zesummespill tëscht Stat a Gemengen.

Dat alles ënner een Hutt ze kréien, ass net einfach. Mat dem Gesetzesprojet 6124 hu mir dat versicht. Ob et eis gelongen ass, muss d'Zukunft weisen.

De Wee, fir haut en neit Landesplanungsgesetz zur Ofstëmmung ze bréngen, war laang. De Text gouf virun iwwer dräi Joer, am März 2010, vun der Regierung virgeluecht. Et war ursprénglech eng Upassung vun dem Landesplanungsgesetz aus dem Joer 1999 virgesinn. De Statsrot huet net manner wéi véier Avisen am Laf vun der Diskussioun erstallt. D'Nohaltegkeetskommissioun an der Chamber hat am Ganze 24 Sitzungen iwwert dëse Gesetzesprojet. Erauskomm ass schliesslech en neien Text, wou ech elo op déi Haaptpunkten aginn.

Éischte Punkt: Wat ass dat gesetzlecht Zil vun der Landesplanung? Mä d'Landesplanung huet als generell Zil, d'Land ze organiséieren, d'Eegeschafte vun deenen eenzelne Regiounen ze respektéieren a se nohalteg ze gestalten. D'Liewensqualitéit vun de Bierger soll dobäi beschtméiglech garantéiert ginn. Déi allgemeng Aufgabe vun der Landesplanung ass duerfir d'Entwécklung vun eiser Ekonomie, mä gläichzäiteg en nohaltegen Émgang mat der Natur. Städtesch a ländlech Strukture mussen hir Eegeschafte behalen.

De Gesetzesprojet gesäit ausdrécklech de Schutz géint Naturkatastrophen an Ëmweltschied vir. Dat heescht konkret, dass, wann zum Beispill national Infrastrukturen geplangt ginn, och verstärkt den eventuellen Afloss op Kaméidisbelaaschtung muss gepréift ginn. Landesplanung a Kommunalplanung mussen anenanergreifen.

D'Gemengenautonomie spillt, mä si huet och hir Limiten. Si schreift sech an d'Zilsetzung vum der Landesplanung an. Dat zielt iwwerengs och fir déi sektoriell Politiken an eenzelne Beräicher: dem Wunnengsbau, dem Transport, den Industrie- an Aktivitéitszonen. Hei kann net jiddweree seng eegen Zopp kachen. Duerfir gesäit de Gesetzesprojet eng verstärkte Roll fir de Landesplanungsminister bei all gréisserem Projet vir.

De Landesplanungsminister huet d'Aufgab, fir ze koordinéieren. Hie kann an Zukunft froen, bei gréisserer Projete vun Ufank u mat bedeelegt ze ginn. Dat zielt fir gréisser Bauprojeten, mä och fir d'Entwécklung vun enger Regioun, jo och vun engem Naturpark.

Zweete Punkt: Wat sinn dann elo d'Mëttele vun der Landesplanung? De Projet de loi gesäit véier grouss Moosnamen vir, fir d'Landesplanung um Terrain ëmzesetzen. Et sinn dat: de Programme directeur, d'Plans sectoriels, de Plan d'occupation au sol - de sougenannte POS -, an d'Konventionen tëscht Stat a Gemengen. Net méi virgesinn ass de Plan directeur régional. Dat Planungsinstrument war wuel am Gesetz vun 1999 virgesinn, mä et ass bis haut ni benotzt ginn. Zum Plan directeur. Dat ass dat iewescht Planungsinstrument. D'Regierung leet doran déi grouss Orientatiounen vun enger nohalteger Landesplanung fest mat engem gesonden Équilibrium tëscht Mënsch, Natur an Ekonomie. D'Regierung schafft ee Projet vu Programme directeur aus. D'Gemenge kënnen bannent dräi Méint hiren Avis dozou ginn, grad wéi de Conseil Supérieur de l'Aménagement du Territoire.

An da gëtt de Programme directeur der Chamber virgestallt. Duerno hält d'Regierung un enger definitiver Fassung fest. Dës gëtt dann am Mémorial publizéiert. Ab deem Moment mus-

sen d'Gemenge mat hire PAGen den Orientéierung vun dem Programme directeur an Aklang bréngen (veuiliez lire: hir PAGE mat den Orientéierung vum dem Programme directeur an Aklang bréngen). De leschte Plan directeur staamt aus dem Joer 2003. Den nächste Plan directeur ass virgesi fir 2017.

Zweet Moosnam: d'Plans sectoriels. Fir op d'Orientéierung vum de Plans directeurs an deenen eenzelne Politikberäicher ëmzesetzen, gëtt et déi sougenannte Plans sectoriels. Dat gëllt besonnesch fir de Wunnengsbau, den Transport, d'Aktivitéitszonen an déi grouss Gréngflächen. Well d'Avant-projete vun deene sektorielle Leitpläng an den Tiräng vun de Ministère leien, leet de Gesetzesprojet d'Prozedur fest, wéi dës sollen ab dem Hierscht, wann dann alles riichtleef, ëmgesat ginn.

Wéi gesäit dës Prozedur dann elo vir (veuiliez lire: aus)? De Regierungsrat hëlt eng formell Décisioun, fir de Projet vum Plan sectoriel an d'Prozedur ze schécken. Dës Décisioun gëtt an der Zeitung publizéiert. D'Projets de plans sectoriels ginn dann op déi betraffe Gemengen. D'Leit ginn iwwert den Dépôt informéiert. Si kënnen da während 30 Deeg Asiicht huelen.

Bannent deenen 30 Deeg muss de Schäfferot eng Informatiounsversammlung ofhalen. Dës Informatiounsversammlung fënnt statt a Presenz vun dem Minister oder engem vu sengen Delegéierten. Mä e puer Gemengen, déi kënnen sech och zesummesetzen, fir dann eng Informatiounsversammlung gemeinsam an hirer Regioun ofzehalen. Während 45 Deeg no dem Dépôt vun dem Plan sectoriel op der Gemeng kënnen d'Leit da schrëftlech Awänn bei dem Schäfferot maachen.

D'Gemeng schéckt all déi Awänn un den Innenminister. An doropshin hält d'Regierung op Virschlag vum Landesplanungsminister un enger definitiver Fassung fest. Dës gëtt der Chamber presentéiert an dann ënner der Form vun engem Règlement grand-ducal arréiert.

Mat der Publikatioun vun dem Plan sectoriel gëtt dësen obligatoresch an zur Utilité publique erkläert.

Drëtt Moosnam: de Plan d'occupation du sol. Ee Plan d'occupation du sol gesäit eng spezifesch Notzung vun enger geographesch limitierter Zon fir e bestëmmten Zweck vir. Zum Beispill gëtt et e POS fir de Flughafen - de Findel - a fir d'Europaschoul tëscht Mamer a Bartreng. E POS ass ee Planungsinstrument, wat dem Programme directeur an de Plans sectoriels ënnergeuerdent ass. D'Prozedur fir d'Unhuele vun engem Plan d'occupation du sol ass ähnlech wéi déi, déi ech virdrun am Kontext vun de Plan sectoriel beschriwwen hunn: Informatiounsversammlung, Dossiersasicht, a Méiglechkeet fir d'Bierger, hir schrëftlech Awänn geltend ze maachen.

Mä Ausnahm: Well de POS - e Plan d'occupation du sol - ee konkrete Projet op enger geographesch limitierter Zon viséiert, gëtt d'Consultatiounsprozedur mat de Bierger natierlech nëmme an där oder deene betraffene Gemengen duerchgefouert.

D'Plans sectoriels an de POS kënnen och ofgeännert ginn. D'Prozedur ass déiselwech wéi bei der éischter Adoptioun. Ausnahm ass et, wann et sech just ëm eng punktuell Upassung handelt. An hei gëllt och do eng vereinfacht Prozedur.

Véierten a leschte Moosnam: Mir schafe mat dësem Projet de loi eng gesetzlecht Basis, dass de Stat ka mat eenzelne Gemengen oder engem Gemengeverbund Konventionen ofschléissen, fir am Sënn vun enger nohalteger Entwécklung vun där betraffener Géigend zesummenzeschaffen.

Nächst Fro: Wat sinn dann elo d'Auswierkung vum de Plans sectoriels an engem POS op d'Eegentumsrechter? Wann e POS op der Gemeng déposéiert ass, da läit op deene betraffene Terrainen direkt eng Servitude. Ausser Ënnerhaltsaarbechten, kënnen keng Aarbechte gemaach ginn, déi géint de Plan d'occupation du sol géif verstoussen. Dës Servitude fält, wann de POS net bannent véier Joer no sengem Dépôt op der Gemeng obligatoresch erkläert gouf.

Fir déi Servitude kritt ee keng Entschiedegung. All Verkafsakt op esou engem Terrain muss de Vermierker hunn, dass en enger POS-Pozedur ënnerläit.

A schliesslech ännert de POS, wann en definitiv ass, de PAG an eventuell d'PAPen vun enger Gemeng automatesch ëm.

A wéi verhält et sech dann elo bei de Plans sectoriels? Mä hei huet d'Nohaltegkeetskommissioun laang driwwer debattéiert. Zum Schluss ass et zu folgender Léisung komm: Ee Plan sectoriel beinhaltet engersäits méi allgemeng Recommendationen, an anerersäits méi prezis Virschreften. Dat sinn déi sougenannte Prescriptiounen.

Wann et sech ëm eng Prescriptioun handelt, da mussen déi betraffe Gemengen dës Bestëmmungen an hirem PAG oder eventuelle PAPE Rechnung droen.

All Aarbechten op Terrainen, déi géint d'Prescriptiounen vun engem Plan sectoriel verstoussen, si verbueden, an zwar ab deem Moment, wou de Plan sectoriel op där betraffener Gemeng déposéiert ass. Respektéiert een dës Verbuet net, da spille Strofbestëmmungen. Och ee Buergermeeschter, dee wessentlech Aarbechte géif autoriséieren, déi net am Aklang mat de Plans sectoriels wieren, ënnerläit hei dem Strofrecht.

Ech verheemlechen lech net, dass dës Bestëmmungen fir d'Députés-maires aus der Kommissioun nawell fir munche Gesprächsstoff gesuert haten.

Bei deene méi allgemeng Recommendationen, do sollt d'Gemeng dës bei den Auserbechten oder der Revisioun vun hirem PAG, déi se all sechs Joer muss maachen, Rechnung droen. Well déi betraffe Gemeng dat... oder wëllt se dat net maachen, da muss si eng motivéiert Deliberatioun an hirem Gemengerot huelen, firwat se sech net vun där Recommendation wëllt leede loossen.

Wann eng Gemeng amgaangen ass mat der Revisioun vun hirem PAG, an eng Bestëmmung vun engem Plan sectoriel betrëfft en cours de route dës PAG, da brauch si net vu vir un erëm mussen unzufänken, mä si muss bannent engem Délai vun zwee Joer dësem Plan sectoriel Rechnung droen.

Wat sinn dann d'Mëttele, d'Instrumenter, fir d'Landesplanung elo besser op dem Terrain ëmzesetzen? Dorop gëtt de Gesetzesprojet och eng Äntwert. An déi huet et nawell a sech. De Stat an d'Gemenge kréien heimat d'Méiglechkeet, fir e Virkafsrecht, jo souguer eng Enteeignung ze maache vun deenen Terrainen, déi entweder an ee Plan sectoriel falen oder vun engem POS, engem Plan d'occupation du sol, betraff sinn.

D'Virkafsrecht fonctionnéiert ähnlech wéi beim Pacte Logement. Dat heescht, den Notaire, deen een Akt mécht, muss der Gemeng oder dem Stat den Terrain zum Virkaf ubidden. D'Gemeng respektiv de Stat huet dann en Délai vu maximal zwee Méint, fir dat Virkafsrecht geltend ze maachen. Mä opgepasst: D'Virkafsrecht spillt nëmme am Fall vun engem Plan sectoriel oder engem POS, deen d'ganz Prozedur duerchlaf huet.

D'Gemengen an de Stat kréien dann och d'Méiglechkeet, am Noutfall d'Terrainen, déi duerch e POS oder ee Plan sectoriel betraff sinn, ze enteegen. D'Enteegnungsprozedur ass déiselwech wéi am Expropriationsgesetz vun 1979 respektiv déi aus deem Fonds-des-routes-Gesetz vun 1967.

Nei ass awer d'Wäerteschätzung vun deenen Terrainen, déi sollen enteegen ginn. Bei engem POS gëtt de Wäert geholl, wéi e geschat gëtt ee Joer virun der Décisioun, fir de Plan d'occupation du sol an d'Prozedur ze schécken. Dës Décisioun gëtt vu gesetzeswegen an dem Mémorial publizéiert.

Bei engem Plan sectoriel ass et de Wäert vum Terrain ee Joer virun der Publikatioun am Mémorial vun der Décisioun, de Plan sectoriel an déi betraffend Gemeng ze schécken. Sënn an Zweck vun dëser Approche ass et, fir der Plusvalue, also dem Mehrwert, deen duerch de POS respektiv de Plan sectoriel entsteet, virze-gräifen. Den Terrain gëtt jo eigentlech duerch de POS respektiv de Plan sectoriel zum Spekulationsobjekt, an duerfir muss dës Spekulationswäert och neutraliséiert ginn. Dës ass keng Lëtzebuurger Erfindung, mä et ass praktesch eent zu eent d'franséisch Législatioun iwwerholl.

A wéi gëtt dann elo de Wäert genau festgeluecht? Mä et gëtt ee Verglach gemaach tëscht dem Wäert vun Terrainen, déi vun dem POS respektiv dem Plan sectoriel betraff sinn, mat Terrainen, déi just ausserhalb vun der Zon leien. Duerno gëtt dës Wäert da verglach mat dem Präis vun Terrainen, déi op anere Plaze leien, déi awer déiselwech Charakteristiken hunn. An dorop gëtt dann e Referenzwäert geholl, dee souwuel der Wäertsteigerung vum Terrain Rechnung dréit, déi no un dem Projet dru leien, mä och der genereller Präisentwicklung am Interessi vun dem Propriétaire. Déi gëtt mat abezunn.

De Wäert, deen hannen erauskënn, ass de Präis, dee fir den Terrain bezuelt gëtt. Et ass och dee Präis, deen herno gegebenfalls bei Geriicht als Basis zielt, wann et zu enger richteger Enteegnungsprozedur da sollt kommen.

Leschte Fro: Wéi droen dann d'Gemengen elo den neie Vergabe vun der Landesplanung Rechnung? Mä et gëtt do eng formell Hierarchie. Un der Spëtzt steet de Programme directeur vun der Landesplanung, duerno d'Plans sectoriels an eventuell POS, a schliesslech op Gemengenniveau de PAG an eventuell PAPen.

Wann den Innenminister an Zukunft ee PAG approuvéiert, da muss hie kucken, ob d'Virgabung vum der Landesplanung erfüllt sinn. D'Gemenge mussen de Virschreften, de sougenannte Prescriptions vum engem Plan sectoriel, an hirem PAG Rechnung droen. Dofir brauche si awer net iwwer déi komplizéiert a laangwierig PAGs-Prozedur ze fueren. Si kënnen dat mat enger einfacher Deliberatioun an dem Gemeengerot maachen. Dës Décisioun gëtt da vum Innenminister iwwerpréift, an hie muss se schlussendlech approuvéieren.

Här President, dat waren, vereinfacht gesot, déi Haaptpunkte vum deem neie Landesplanungsgesetz. Et gouf versicht, ee Mëtzelwee ze fanne, wärend déi komplizéiert a laangwierig PAGs-Prozedur ze fueren. Si kënnen dat mat enger einfacher Deliberatioun an dem Gemeengerot maachen. Dës Décisioun gëtt da vum Innenminister iwwerpréift, an hie muss se schlussendlech approuvéieren.

Fir mien Deel soen ech alle Leit, déi bei der Ausarbeitung vum deemem Projet matgeschafft hunn, en décké Merci. De Minister Claude Wilseler an alle Kommissiounsmemberen ënnert der Présidence vum dem Fernand Boden soen ech och Merci fir déi konstruktiv Zesummenaarbecht, och wa mir emol op eenzelne Punkten ënnerschiddlech Meenungen haten. Mä dat ass nun emol esou an enger Demokratie.

Egal wou déi politesch Aktualitéit eis an den nächsten Deeg wäert hiféieren, d'Plans sectoriels kënnen elo, wéi laang versprach, an d'Prozedur goen. Ech gi fir mien Deel d'Zoustëmmung vum der CSV-Fraktioun zu deemem Gesetzesprojekt, an ech soen lech Merci fir d'No-lauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - An ech soen dem Rapporteur Merci. An als éischte Riedner ass den Häre Eugène Berger agedroen. Häre Berger, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Häre President. Léif Kolleginnen a Kollegen, op engem klengen iwwerschaubaren Territoire wéi Lëtzebuerg mat eise ronn 2.800 km², emol net Gréisst vum deene meeschte franséischen Departementer, misst et jo u sech einfach sinn, fir eng effizient Landesplanung ze organiséieren. Dat ass awer net de Fall. Well wann een de Bilan mécht, säit eisem éischte Gesetz vum 1974, muss een dach feststellen, dass an deene leschte 40 Joer ganz villen schifgaangen ass hei zu Lëtzebuerg a vill landesplaneresch Feeler geschitt sinn, déi zu dauerhafte Fait-compléit gi sinn an och haut net méi auszebigele sinn. Dat kann eng Verschandelung vum der Landschaft duerch Stroosse sinn, déi op der falscher Plaz sinn an déi vill nei Verkéiersproblemer mat sech bréngen. Ech denken do zum Beispill un en Deel vum der Nordstrooss, dat kënnen Aktivitéitszone sinn, déi komplett ouni Transportabschluss iergendwou am Gréngs leien. Och do kéint ee Beispill nennen. Dat kann ee vu Wunnquartiere soen, déi d'Landschaft zersiedelen, an ech kéint eng Rei Beispiller weider opzielen.

Mam Text vum 1999 huet dunn den deemolege Minister Alex Bodry versicht, déi Ziler vum der Landesplanung nach eng Kéier nei ofzeklären, fir dass net nach weider Feeler sollte gemaach ginn. Elo, bal 14 Joer duerno, muss een awer feststellen, dass et erëm net gelonge war, dass och dat Gesetz am Endeffekt eng Rei landesplaneresch Feelentwécklung mat sech bruecht huet.

Ech muss awer soen, dobäi hat een et an der Hand, fir et besser ze maachen, well 2001/2002 dorëmmer huet déi deemoleg Regierung an der Suite vum Programme directeur décidéiert, fir den IVL, den integrative Verkéiers- a Landesplanungskonzept, an Opdrag ze ginn. Eng ganz Rei Ministere an Experte waren an deenen Aarbechten implizéiert. An den IVL huet Froe beäntwert respektiv Froen opgeworf, Pisten opgezeecht, wéi een d'Land kéint méi sennvoll a fir d'Zukunft plangen. Sou ware Froen: Wou soll geschafft ginn hei zu Lëtzebuerg? Wou soll verstärkt gewonnen ginn? Wou sollen Transportcouloiren hikomme fir d'Schinn, fir d'Stroossen? Wou soll d'Natur geschützt ginn? An esou weider.

Och ass deemools gekuckt ginn, wéi eng Entwécklungen een an der Populatioun kéint erwaarden. Verschidden Zeenarieo sinn duerchgespillt ginn. Dir kënnst lech vläicht erënneren, den Einwohnerzeenario, Pendlerzeenario, déi sinn duerchgespillt ginn an och deementsprechend Variante fir d'Landesplanung sinn ugeduecht ginn.

2004 also hate mer en Dokument fäerdeg um Décké leien. Mam IVL hate mer e strategesch Instrument geschafen, fir endlech eng kohärent Planung vu Lëtzebuerg ze erméiglechen oder wéinstens ze guidéieren. Et hat keng juristesche bindend Valeur, mä duerch déi Plan-sectoriele sollten dann déi eenzel Émsetzung vum IVL méiglech gemaach ginn.

Wéi gesot, dat war 2004, dat war am Fréijoer, Summer 2004. Mëttlerweil si bal zéng Joer vergaangen, mä säit 2004, säit déi aktuell Koalition ernannt ass, ass näischt méi geschitt! D'CSV- an LSAP-Minister hunn den IVL zwar gären a Sonnesrieden zitéiert. Bei all passender an och onpassender Geleeënheet hu se den IVL als Argument dann an d'Spill bruecht, an dat huet och heiansdo, muss ee soen, grotesk Formen ugehol: Beim Pacte Logement war op eemol herno all Gemeng eng sougenannt „IVL-Entwécklungsgemeng“. All Gemeng huet dann ugeklappt, mam Argument: „Mir sinn IVL-Gemeng.“, fir Suen ze kréien.

Oder bei deem absurden Dossier vu Léiweng mat deem geplangte Stadion an Akafszenter, do war dat op eemol anscheinend honnertprozenteg IVL-kompatibel, obwuel Léiweng am IVL, an där Variant op alle Fall 2004, als eng - ech soen emol -, eng Aart gréng Pufferzon zwéischen der Stad an dem Süde virgesi war.

Ech mengen, d'CSV/LSAP hunn den IVL während zéng Joer faule gelooss. Bezechenenderweis kënnst dee jo och an deemem Projet de loi praktesch néierens - vläicht iergendwou am Exposé des motifs oder op iergendenger Plaz -, kënnst deen do nach vir. An dat mam Resultat eigentlech, dass mer haut nulle part sinn an der Landesplanung, dass awer um Terrain mëttlerweil erëm eng ganz Rei Faits accomplis geschafe gi sinn, déi net méi kompatibel si mam IVL.

Et misst een eigentlech elo nees eng Kéier en neie Bilan maachen, eng Bestandsopnam maachen, wat dann alles säit 2004 sech weiderentwéckelt huet. Ech mengen och, déi Zeenarieo, Pendler- oder Awunnerzeenarieo misste komplett nei iwwerschafft ginn.

Mä d'Fro ass einfach: Wat huet eigentlech 2004 deemools d'Regierung dru gehënnert, fir déi Plan-sectoriele schnellstens émssetzen? Firwat hunn déi Zoustänneg - et waren eben CSV-Ministeren - net weidergemaach? Et ware Virarbechte gemaach, dat muss ee soen!

Häre President, an ech muss eigentlech hei reklaméieren, hei op dëser Plaz, wann am Rapport steet - ech mengen, den Häre Rapporteur, deem ech och wéilt Merci soe fir säi Rapport, huet dat faktuell gemaach, mä am Rapport steet: «Les travaux préparatoires des quatre plans directeurs sectoriels sont à présent plus ou moins achevés.» Dat steet elo haut 2013 am Rapport vum der Kommissioun.

Häre President, 2004 am Juni hat ech deemools a menger deemoleger Fonctioun als Staatssekretär d'Aarbechte fir de Plan sectoriel «Paysages» esou gutt wéi ofgeschloss!

(Brouhaha)

Jo! Dee war esou gutt wéi ofgeschloss. Déi louche fäerdeg an den Tiräng do, déi bloufen do zéng Joer an den Tiräng leien. Déi nofolgend Regierung huet déi Pläng net erausgeholl, och wéi déi aner Pläng net. Op alle Fall huet se déi ganz Saach verschleeft.

Wéivillmol sinn déi Plan-sectorielen annoncéiert ginn: Transport, Paysages, a besonnesch déi zwee Haaptpläng oder déi, déi d'Leit am meeschten interesséiert, vum Logement an de Zone-d'activité? Zegmol! An ni ass eppes komm, net 2005, net 2006, net 2007, net 2008, net 2009, net 2010, net 2011, net 2012, an och haut leien déi Pläng nach ëmmer net do!

Firwat ass, wann d'Argument ass, dass een dann e Gesetz brauch, fir se juristesche émssetzen, firwat ass net direkt légiféiert ginn, wann ee gemengt hat, et bräicht een en neit Landesplanungsgesetz, fir déi Pläng émssetzen? Éreischt aacht Joer duerno, 2010, also eng Legislativperiode nach méi spéit, ass dunn ugefaange ginn, sech ze begannen, oder ass ugefaange ginn, fir e Gesetz auszeschaffen. E Gesetz, dat ganz vill Krämpes kascht huet, dat mer dann haut am Plenum virleien hunn, mä dat awer an eisen Ae schlecht ass a vill nei Problemer wäert mat sech bréngen.

Ech wäert elo net, Häre President, am Detail op déi eenzel Artikelen agoen, well ech duerfir net genuch Zäit hunn, mä ech wéll awer soen, dass vill Artikelen Schwierigkeete maachen, an de Statsrot huet jo och eng Rei Schwierigkeete gehat, Oppositionen hat en och, an den Text ass ganz oft hin- a hieergaangen. Ech wäert also net op d'Detailler vun den Artikelen agoen, ech wéll mech haut a menger Zäit op e puer méi prinzipiell Remarquen zum Text beschränken.

Een Zil, gëtt gesot, vum deemem Gesetz ass jo, fir d'Spekulatioun ze ënnerbannen. Mä doduerjer, dass elo zéng Joer déi Pläng an den Tiräng louchen oder ausgeschafft sollte ginn, besonnesch déi vum Logement a vum de Zones d'activité, grad doduerjer ass awer och d'Dier opgemaach gi fir eng ganz Rei Spekulatiounen.

An et huet een dat ongutt Gefill dobäi, dass déi Pläng, déi esou laang do an den Tiräng leien,

un deenen esou laang geschafft gëtt, och net esou waasserdicht sinn, wéi dat da gären duergestallt gëtt.

Gëtt et déi eng oder aner Promoteuren hei am Land, déi awer vläicht e bësse Kenntnis vum deene Pläng hunn - haten oder hunn - an doduerjer vläicht Virdeeler op déi eng oder aner Aart a Weis sech konnte schafen? Déi Fro bleift nach wie vor am Raum stoen.

► **Une voix.** - Jo!

► **M. Eugène Berger (DP).** - Ech ka mech gutt erënneren nach un de Lapsus vum Wirtschaftsminister, dem fréiere Wirtschaftsminister Jeannot Krecké, wéi mer hei d'Émstänn vum Projet Léiweng diskutéiert hunn, wéi hien op meng Fro, ob net auszeschlüsse wier, dass verschidde Leit schonns Pläng vu Zone-d'activité oder Logement gesinn hätten, mat Jo géantwert huet an dunn duerno awer ganz schnell huet missen zréckrudderen.

Et muss een och hei soen, Häre President, d'Proximitéit vum engem Beamten aus dem Aménagement du Territoire mat bekannte Promoteuren an ehemolege Propriétaire vu Vélos-équipé léisst och e fade Bäigeschmaach. Och wann een elo an Zukunft d'Spekulatioun soll ënnerbannen, kann en Terrain, deen ee sech am Virfeld zum Beispill an enger geplangter Zone de logement ugeschaaft huet, zu enger ganz lukrativer Affär ginn.

Häre President, en Haaptuleies vum Gesetz ass et, fir déi verschidde Plan-sectorielen a POSe juristesche bindend émssetzen. Wann dat hei Gesetz gestëmmt gëtt, da ginn déi Pläng awer de Gemengen an de Bierger praktesch oktroyéiert. An der Prozedur si ganz wéineg reell Matsproochméiglechkeete vum de Gemengen an de Bierger virgesinn. Ech zitéieren do aus dem Text, deen eigentlech fir mech symbolesch ass oder dat Ganz résuméiert, am Artikel 9, wou lapidar - wann déi Pläng ausgehaange ginn - do steet: «...le public peut en prendre connaissance...».

Et ass zwar eng Informationsprozedur ageschriwwen ginn an d'Bierger an d'Gemenge kënnen hir Bemierkungen eraginn. De Minister mécht e Rapport doriwwer an hie mécht mat deenen Awänn, wat e grad Loscht huet. De facto huet hei d'Gemeng oder de Bierger kee reell Asprochs- a Recoursrecht. Dobäi kënne jo awer déi Plan-sectoriele ganz abschneidend Moosname fir deen een oder anere bedeiten, wann een zum Beispill säin Terrain kann ewechgeholl kréien oder net méi fräi doriwwer ka verfüegen.

D'DP huet och Problemer, vill Problemer domadder, dass duerch dëst Gesetz d'Enteignung praktesch als systematescht Instrument fir d'Émssetzung vum de Plan-sectoriele festgeschriwwen gëtt.

Fir d'DP, Häre President, do soll d'Expropriatioun eng Ausnahm bleiwen. Sécherlech muss een och esou en Instrument fir Ausnahmesituatiounen hunn, ech denken zum Beispill un déi Geschicht mat der Brëtell zu Helleng, mä et muss awer eng Ausnahm bleiwen. Mir hunn hei eis Bedenken, dass d'Expropriatioun elo soll a grousem Émfang systematesch bei der Émssetzung vu Plan-sectoriele spillen an dass de Bierger praktesch kee Recoursrecht méi huet oder sech da muss mat villen Affekotsfraisé ronderëmpleen oder sech wieren.

An och d'Politik an d'Chamber kréien duerch dëst Gesetz kee Matsproocherecht an der Landesplanung. An deem Artikel 9 am Abschnitt 5 steet, dass de Minister eng „déclaration“ iwwert de Plan sectoriel virum der Chamber mécht. Do kann d'Chamber emol net dodriwwer ofstëmmen oder matbestimmen.

Et kann ee jo novollzéien, dass ee muss eng faktuell Basis schafen, dass Experte mussen bäigezu ginn, fir d'Basé vum der Landesplanung ze setzen, fir déi eenzel Plan-sectorielen auszeschaffen. Dat gouf jo och esou beim IVL gemaach. Domadder huet ee kee Problem.

Mä letztendlech muss awer och d'Politik, mussen d'Gemengen, mussen d'Bierger och bei der Landesplanung kënnen e Wuert matschwätzen, an déi Matbestimmung an esou engem wichtege Dossier vum dem Aménagement du territoire, dee jo jiddwereen am ganze Land betrëfft, ass fir d'DP och essentiel an enger Demokratie.

Ech mengen, mir sinn elo an enger Situatioun, dass déi Plans sectoriels hei... An dat muss ee sech soen: Haut de Mëtteg stëmme mer net nëmmen hei e Gesetz of iwwert den Aménagement du territoire. Haut de Mëtteg stëmme mer hei de facto automatesch, ouni dass mer se kennen, alleguerten déi Plan-sectoriele mat, déi elo am Tiräng leien. Déi stëmme mer haut de Mëtteg eigentlech de facto mat of.

Do ginn an deene Plan-sectoriele kruzial Décisiounen geholl fir d'Landesplanung. Iwwert déi stëmme mer eigentlech haut de Mëtteg mat of, respektiv iwwert dat Instrument, dat déi also

da soll émssetzen. An déi Pläng ginn dann haut de Mëtteg och mat deem Vote, d'äers mussen mer och eis bewosst sinn, automatesch d'utilité publique, well déi Plans sectoriels jo dann och dat wäerte ginn.

Et wier wierklech noutwendeg gewiescht, dass mer haut de Mëtteg beim Vote déi Pläng hei, déi Plan-sectorielen och virleie gehat hätten, dass jiddwereen hätt kënnen en connaissance de cause iwwert d'Landesplanung hei haut de Mëtteg ofstëmmen. Déi Pläng leien net vir.

An dat eleng schonns, Häre President, geet duer, fir dass een dëst Gesetz net ka stëmmen. Wann een dëst Gesetz esou stëmmt, da gëtt een elo, d'äers mussen mer eis bewosst sinn, der Regierung e Blankoscheck fir wesentlech Ausrichtung vum der Landesplanung hei zu Lëtzebuerg.

An hei geet et jo net ëm dräi Kouwisen! Hei geet et ëm 500 ha neit Bauland, hei geet et ëm nei Couloire vu Stroossen, hei geet et ëm grouss Arealer fir Betriber, hei geet et ëm kruzial Weichestellung fir d'Zukunft vum Land. Ech weess net, ech mengen, kee vun den Deputéierten heibanne weess, wéi déi Weiche mat deene Plan-sectorielen elo gestallt ginn.

Häre President, do maache mir net mat! Wann een dat Gesetz stëmmt, dann iwwerléisst een d'Landesplanung der Technokratie an der Willkür vum der Exekutiv oder vum engem Minister!

Et ass jo och ganz erstaunlech, dass de Minister vum Logement an der Chamberskommissioun viru Kuerzem gesot huet, dass hien eigentlech herno, wann déi Plan-sectoriele bis do wieren, da géif hien déi Deeler net iwwer Plans sectoriels mä iwwer POSen émssetzen. Do freet ee sech dann iwwerhaupt: Jo, firwat hu mer dann dëst Gesetz gebraucht? Mir haten e Gesetz vu POSen, dann hätt een dat jo scho kënne laang maachen. Mä dat ass nëmmen e Beispill, fir ze weisen, wéi dann herno och nach mat deem Gesetz hei jongléiert gëtt, fir sech esou ze arrangéieren, wéi een et grad gär hätt.

Wann ech elo och schonn do beim Logementsminister sinn, wéll ech och nach kuerz eng Klamer opmaachen, wat awer och eppes mat Landesplanung ze dinn huet, awer och méi spezifesch mat der Logementspolitik. Ech mengen, et ass esou, dass mer dat och - de Fernand Etgen an ech selwer - schonn op enger Pressekonferenz virum e puer Woche kloergestallt hunn, dass de Stat net dierf exklusive Bauhär hei zu Lëtzebuerg ginn oder mat verschiddene Promoteuren do exklusive Bauhär ginn hei zu Lëtzebuerg. Et muss een e Kader setzen, wou Privat a Stat kënnen zesummen agéieren, an d'Privatinitiativ dierf net ofgemuerkt ginn. Mir hunn och Problemer domadder, dass de Stat mat deemem Gesetz systematesch hei Virkafrecht accordéiert kritt. Klamer zou.

Also wéi gesot, bei all Gesetz, wou Règlements grand-ducaux sinn, verlaangt ëmmer d'Chamber, dass mer déi Règlements grand-ducaux hei virleien hunn, ier mer e Gesetz en connaissance de cause ofstëmmen. Hei, bei esou wichtege Pläng, déi wierklech wesentlech si fir d'Ausrichtung vum der zukünftiger Landesgestaltung, déi leien haut net vir. Mä mir stëmme hei en Instrument of, dat déi da praktesch mat ofseent.

Dat Gesetz kraazt och un der Gemengenautonomie. D'Plans sectoriels oder d'POS, déi sti jo dann iwwert de lokale Bebauungspläng, déi déi lokal Gemengeréit da mussen akzeptéieren, wou se souguer mussen contre leur gré praktesch an der Prozedur e Vote doriwwer maachen. Et ass kloer: Hei kréien d'Gemengen en Deel vun hire Kompetenzen, wat d'Raumplanung an hirem Gemeng ubelaangt, ewechgeholl, well se forcéiert ginn eventuell - vläicht si se domat d'accord, mä et kann awer och sinn, dass se forcéiert ginn -, fir Restriktiounen op Terrainen ze maachen, fir Terrainen aneschtens ze affectéieren, wéi si sech dat vläicht virgestallt haten.

Bon, et muss een och drun erënneren, dass eigentlech och dat ganz Verschleefen elo vum dem Gesetz, vum de Plan-sectorielen, dass dat och vill Gemengen de Moment gehënnert huet oder nach dauernd hënnert, fir d'PAGen ofzeschlüssen. Et ass jo och scho verlängert ginn, den Délai, fir dat ze maachen, dat ass och keng gesond Situatioun. Et ass vill Zäit verluer gaangen an et bleiwen eng ganz Rei Onsécherheiten an de Gemengen. Et gëtt also awer och Zäit, dass dat gemaach gëtt.

Häre President, ech mengen, d'Zäit leeft mer esou lues fort, duerfir zum Schluss nach eng Remarque, eng allerlescht Remarque. Dat ass zu de Plans directeurs régionaux, déi mat de-

sem Gesetz och ofgeschaaft ginn. Bon, zum enge kann ee bedauern, datt an deene leschten zéng Joer do net ganz vill gelaf ass. Ech mengen, dat ass awer och e bësse symptomatéisch fir d'Landesplanungspolitik an deene leschten zéng Joer, wou ech net onbedéngt d'Feeler wëll bei de regionale Politiker gesinn.

Mir deelen éischter déi Kritik vu verschiddene kommunal a regional engagéierte Politiker, där mer der jo och heibannen hunn, déi bedauern, datt d'ëst regionaalt Planungsinstrument mat engem Fiedertréch ofgeschaaft ginn ass. Et ass jo grad um Terrain, an de Regiounen, an dat huet een an der Vergaangenheet gesinn, wou do awer vill positiv Aarbecht gemaach ginn ass am Sënn vun der Landesplanung.

Ech mengen, Här President, et dierft lech kloer sinn, datt d'DP d'ëst Gesetz net wäert stëmmen.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Berger. Als nächst Riednerin ass d'Madame Mutsch agedroen. Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Lydia Mutsch (LSAP).** - Merci, Här President! Léif Kolleeginnen a Kolleegen, reng formal betruuecht geet et bei deemem Gesetzesprojet drëm, fir den Text vum bestoende Landesplanungsgesetz vun 1999 un d'Realitéit unzupassen a gläichzäitig verschidden Adaptatiounen virzehuelen an domat eis Planungsinstrumenter méi rechtssécher, méi einfach a méi iwwersichtlech ze maachen.

Global betruuecht geet et awer em net méi an net manner, wéi den Exigenzen un eng nohalteg Landesentwicklung Rechnung ze droen an domat eise Liewensraum besser ze notzen.

D'Landesplanung ass eng vun de Käpprärrogative vum Stat. Duerch eng iwwergeordnet Koordination, en transversaalt Virgoen an e professionelle Suivi sollen déi raimlech Zilsetzung vum Land mat enger nohalteger, ëmweltfrëndlecher Entwicklung a mam Wirtschaftsfeld a mat engem gesonde Sozialwiesens ofgestëmmt ginn. Derbäi kommen och nach déi demografesch Entwicklung an d'Erausfuhrerunge vum Klimawandel, deene mer gläichermoosse musse Rechnung droen.

Dir gesitt et schonn: Eleng déi doten Opzielung, déi weist, wéi komplex d'Landesplanung eigentlech ass, an et spiert a weess een direkt, dass domat e ganz groussen Ofstëmmungsbe-
soin verbonnen ass an och en ensprechend groussen Zäitopwand.

Fir all déi genannte Beräicher op e gemeinsamen Nenner ze bréngen an um Terrain ëmzesetzen, geet et net duer, fir déi richteg Strukturen a Mëttelen ze hunn, mä et brauch een och déi richteg Instrumenter. Déi legal Instrumenter dofir sinn eise Programme directeur vun 2003, d'Plan-sectorielle an d'Plans d'occupation du sol, d'POSen, wéi mir se nennen. Regional Pläng, déi ursprénglech am Gesetz virgesi respektiv weider ugestriift gi waren, sinn net zulescht opgrond vum kritisches Avis vum Statsrot zu deem Thema net méi am aktuelle Gesetzestext virgesinn. Mä dorobber kommen ech spéider nach eemol zréck.

Et brauch een awer net nëmme gutt Instrumenter, mä och a virun allem gutt Partner, fir déi verschidde Visiounen an déi deklaréiert Ziler matgedroen ze kréien an zesummen ëmgesat ze kréien. An dat sinn un alleréischter Plaz d'Gemengen! Déi bescht Landesplanung ass net vill wäert, wa keen Dialog mat de Gemengen do ass, an dofir wëll ech hei och ënnersträichen, wéi wichteg et ass, dass d'Gemenge respektiv d'Bierger zur Gestaltung vun eise Land bäidroen kënnen.

Eigentlech misste jo déi sektoriell Pläng an enger landesplanerischer Logik éischter aus regionaler an interkommunaler Siicht wéi aus lokaler Siicht gekuckt an analyséiert ginn. Dozou feelen awer kompetent Entscheedungsgremien. Kommt, mir maachen eis näischt vir: Weder de Gemengeverbond ronderëm déi sougenannten Nordstad nach de Gemengesyndikat PRO-SUD, déi sech alle béid fir déi nohalteg Entwicklung vun hire respektive Regiounen asetzen, kënnen dës Fonctioun am Moment iwwerhuelen.

Och d'ëst Gesetz geet weder op de Wee vun der Schafung vun engem institutionaliséierte Gremium nach vun engem Regionalparlament mat prezis definéierte Kompetenzen an Entscheedungsbefugnisse, wéi et an enger Rei vu Länner de Fall ass. D'Definitiou vum de Regiounen bleift onprezis, an ob en Interesseverbond wéi de PRO-SUD als Promotiounsinstrument fir d'Südregioun - mat oder ouni Regionalplang am Gesetz - eng Zukunft huet, wann

en an där aktueller Struktur bäibehale gëtt, woen ech hei ze bezweifelen.

D'Grondiddi, eng Zort Thinktank fir d'Regiounen ze maachen, bleift richtig, awer wéi eng Struktur fonctionnéiere kann an am beschten Entscheedunge fir d'Regioun kann huelen, bleift weiderhin op. Éierlecherweis muss een zouginn, dass trotz der Absicht iwwert d'Noutwendegkeet vun enger regionaler an interkommunaler Zesummenaarbecht d'Entwicklung vun der eegener Gemeng weiderhi priméiert, wat mangels transparenten an novollzëibare Kritäre bei der Attribution vun enger ganzer Rëtsch vu staatleche Subsidien a mangels iwwerfälliger Gemegefinanzreform an eisen Ae méi wéi verständlech ass.

Den urspréngleche But vun de regionale Pläng war deen: eng Kooperatioun tëscht de Gemengen um regionale Pläng ze förderen an ze promovéieren.

Tatsaach ass, dass säit den 90er Joren d'Gemengen eng ganz Partie vun hire Kompetenzen un déi ënnerschiddlechste Gemengesyndikater an aner Organisatiounen ofginn hunn. De regionale Partenariat gëtt et deemno schonn eng ganz Rei vu Joren. Awer eleng schonn, well et net iwwerall deeselwechten ass, mécht dat d'Saach natierlech net méi einfach. Dofir soll och iwwert d'ëst Gesetz d'Méiglechkeet bestoen, fir existent an zukünftige Partnerschaften aneschtens ze regelen an e kloer Kader fir dës regional Partenariater ze schafen. Dobäi ass et ausdrécklech gewünscht, dass eng gewësse Flexibilitéit behale ka gi bei der Gemengenautonomie, déi och der Gemengenautonomie entgéintkënt.

Et gouf och schonn 2008, wou mer deen Débat d'orientation iwwert d'Reorganisatioun vun eise Territoire haten, festgestallt, dass d'Zesummenaarbecht um regionale Pläng no ënnerschiddleche Logiken a Prémissë fonctionnéiert, jee nodeem, wéi ausgeprägt dat regionaalt Bewosstsinn ass a wéi et sech och am konkrete Fall definéiert.

Fir eis als LSAP war an ass et nach ëmmer richtig, dass mer dat differenziéiert upaken an de Gemengen deen néidege Fräiraum ginn, dass se selwer kënnen entscheeden, ënner wéi enger Form si wëllen zesummeschaffen. Op laang Siicht sinn ech iwwerzeegt, dass eng Multiplikatioun vu Syndikater, wéi mer se an de leschte Jore kann hunn, net nëmme net méi iwwersichtlech ass, mä doriwwe eraus och net méi ze gérieren ass, souwuel vum Organisatorische wéi och vum Finanziellen hier.

Och wann een iwwert d'Zil, de Fonctionnement an d'Struktur vun de Gemengesyndikater diskutéiere kann, ass et wichteg, dass mer d'Kooperatioun à vocation multiple tëscht de Gemenge weider fördere kënnen, andeem mer de regionale Kader trotzdeem privilegéieren an duerch vereinfacht Prozeduren och erliichter. Aneschtens geet et jo och net!

An der Kommissioun war eng grouss Majoritéit derfir, fir d'Kooperatiounen tëscht Stat a Gemengen an der Zukunft méi flexibel ze halen a se virrangeg a Form vu Konventionen mam Stat ze maachen. Dese Wee, fir iwwer Konventionen d'Konditiounen vun enger interkommunaler respektiv regionaler Zesummenaarbecht mam Stat festzeleeën, wäert an der Zukunft e wichteg Instrument si fir déi Gemengen, déi op de Wee vu gemeinsame Projekte mat enger regionaler Envergure wëlle goen.

Déi Bottom-up-Approche, déi ursprénglech mat Hëllef vun de Regionalpläng sollt ëmgesat ginn, ass a bleift also nach ëmmer aktuell, och no deemem Gesetz!

E villversprechend Beispill vun enger Kollaboratioun tëscht Gemengen, an deem Fall souguer iwwert d'Landesgrenzen eraus, ass zum Beispill de GECT, de Groupement européen de coopération territoriale Alzette-Belval, dee véier Südgemengen, Esch, Suessem, Schéffleng a Monnerch, an aacht franséisch Gemenge ronderëm de Site Belval regroupéiert, oder och de SIKOR, de Syndicat intercommunal vum Kordall, deen zesumme mat dräi belschen an 20 franséische Gemengen an enger gemeinsamer Association Transfrontalière de l'Agglomération du Pôle Européen de Développement" ass.

Wat mer op alle Fall elo scho wëssen, léif Kolleeginnen a Kolleegen: Egal wien deen nächste Landesplanungsminister gëtt, e wäert mat Sécherheet entscheedend méi Pouvoiren hunn a vill méi vernetzte Kompetenzen, esou wéi et sech och fir enger iwwergeordnet Zoustännegkeet fir déi global Entwicklung vum Land gehéiert! Den Aarbechtsberäich vum Landesplanungsminister gëtt méi kloer definéiert, genee wéi och déi jee weileg Kompetenzen vun de verschiddenen Acteuren.

Entscheidend dobäi ass de Rôle de coordinateur, deen der Landesplanung an Zukunft operuecht gëtt. De Minister fir Landesplanung ass deen, deen derfir suert, fir de Programme directeur genee wéi déi aner Instrumenter vun

der Landesplanung, d'Plan-sectoriellen an d'Plans d'occupation du sol - ech hätt awer POSe solle soen -, fir si ëmzesetzen op de Grondlage vum Gesetz, an deementspreechend musse se dann och applizéiert ginn.

De Minister behält doriwwe eraus d'Zoustännegkeet, fir am Kader vun den Zilsetzungen, déi an dem Programme directeur drastinn, déi Initiativen ze huelen, fir dës Ziler no landesplanerische Kritären ëmzesetzen an derfir ze suergen, dass déi gesetzlech festgeluechte Pläng och tatsächlech esou ëmgesat ginn. Hie gëtt domadder de Maître d'ouvrage vun enger proaktiver an eigentlech och enger interaktiver Landesplanung.

Ech si mer net esou ganz sécher, ob all seng Ministerkolleegen haut scho wëssen, awéiwäit dës Extensiou vun de Befugnisse vum Landesplanungsminister an der Zukunft och Répercussioune op hir jee weileg Ressorte wäert hunn.

Egal wéi, de Wee, dee mer haut ginn, war schonn iwwert d'Gesetz vun 1999 iwwert d'Plans directeurs - deemools war den Här Bodry Landesplanungsminister - virgezecht ginn an en ass zesumme mat den IVL-Richtlinien, déi eis jo elo jorelaang scho begleeden a guidéieren, nach ëmmer richtig. Schon 1999 war de Wonsch geäussert ginn - an och dat ass haut nach ëmmer wouer -, dass mer eng gutt koordinéiert an iwwergeordnet Gesamtplanung fir eise Land ganz batter brauchen.

Här President, d'Commission de suivi, déi fir d'Mise en œuvre vun de Plans sectoriels agesat gëtt, dat wäert e ganz bedeitenden a virun allem e ganz grouse Gremium ginn, wouwéinst et dierft erlaabt sinn, d'Fro vum Fonctionnement a vun der Effikasitéit vun deemem Gremium ze stellen.

Doriwwer eraus kann ee sech d'Fro stellen, firwat d'Regierungsvertreeder, also déi, déi duerch hir Fonctioun scho maassgeblich un der Quell souze beim Ausschaffe vun de Plans sectoriels, op en Neits an där Form an an där Envergure agebonne musse si bei deem, wat do elo virgesinn ass.

Wat d'Plans sectoriels ugeet, esou sinn eng ganz Rei vu konkrete Verbesserungen an dese Projet de loi agefloss. De Suivi vun de Plan-sectorielle soll vun elo u méi einfach gehandhaabt ginn a vun der Form hier institutionaliséiert ginn. Mir fannen dat ganz wichteg a mir ënnerstëtzen dës Démarche, och am Zesummenhang mat de kommunale Planungsinstrumenter, de PAGen oder PAPen, wou een an der Zukunft déi ganz Prozedur net muss vu vir ufänken, wann eng kleng Modifikatioun virgesinn ass, déi awer näischt um Gesamtkonzept ännert.

Wat d'Entwicklungspolitik an d'Planungsinstrumenter an de Gemengen ugeet, esou bréngt d'ëst Gesetz eng wesentlech Verbesserung - oder eng weider wesentlech Verbesserung -, andeem elo ganz kloer definéiert ass, wéi eng Dispositioun vun engem Plan sectoriel obligatoresch sinn a wéi eng just eng Recommandatioun duerstellen. Während der Ausschaffung - an dat schéngt mer och normal ze sinn - vun de Plan-sectoriellen dierfen d'Gemenge keng Ännerungen an hire PAGE virhuelen, eleng schonn, fir en administrativen Hin an Hier ze verhënnern, well et huet jo keen drun ze gewannen, wann de Stat an d'Gemengen net zesummeschaffen an hir Energie an onnéidege Muechtspillercher vergeuden!

Wat doriwwe eraus eis Obligatiounen ugeet, déi mer um europäesche Pläng hunn, am Beräich vun der Ëmwelt notament, esou ass och déi sougenannte „Directive EES“ an d'ëst Gesetz agefloss. Si gesäit vir, dass d'Inzidenz vu Landespläng op d'Schutzbestëmmunge fir d'Natur musse berücksichtegt ginn. Dat sinn déi sougenannte Etüden iwwert d'„incidences environnementales“, déi en Deel vun eis schonn um kommunale Pläng ganz gutt kennen, besonnesch déi Gemengen, déi scho méi wäit bei der Opstellung vun hirem neie PAG sinn. Och am Beräich vun der Landesplanung ass et wichteg, déi Donnéeën ze hunn, fir am Noutfall déi néideg Alternativen unzebidden a beispillsweis Kompensatiounsfläche kënnen virzugesinn.

De Rapporteur, deem ech fir seng souverän Virbereedung an der Kommissioun a säi gudden an iwwersichtleche Rapport Merci soen, ass scho bei senger mëndlecher Presentatioun am Detail op déi verschidden Instrumenter agaan, déi an deemem Gesetz fir d'Ëmsetzung vun de verschiddene Pläng am Sënn vun enger moderner Landesplanung virgesi sinn. Ech wäert dat dofir net widderhuelen.

Här President, wat vill Gemengen an och Privatpersonen interesséiert, ass net nëmme d'Elaboratioun vun dese Pläng, mä virun allem och d'Fro, wat fir Méiglechkeeten de Gemengen an dem Public zoustinn, fir e Plan sectoriel ze gestalte respektiv ze contestéieren. Et ass schonn hei an deem Zesummenhang be-

tount ginn, dass d'Gemengen nëmme e Recht op en Avis hunn, sief et bei de Plans sectoriels oder bei de Plans d'occupation du sol.

De Statsrot an och de Syvicol haten drop higewisen, an zimlech ferm, dass et wichteg wier, fir d'Gemenge schonn am Virfeld, also bei der Ausschaffung vun de Sektorialpläng mat an d'Boot ze huelen. Bon, dat hu mer e bësse verpasst. Dat géif sécherlech fir méi Akzeptanz suergen, mä och fir e besseren Know-how vun deene Leit, déi den Terrain jo awer am beschte kennen!

Och wa mer duerch aus novollzëie kënnen, dass et bei 106 Gemengen net evident ass, fir elo jiddweree perséinlech ze froen a matanzebannen, esou hoffe mer dach awer, dass an der Praxis verschäerft op de Syvicol als privilegéierte Partner wäert zréckgegraff ginn.

An nach ass Zäit, Här Minister, fir dat konsequent ze maachen a weiderzemaachen. Well et ass am Usaz jo schonn do!

En anere reelle Problem entsteet bei der Erstellung vun den Avisa vun de Gemengen zu de Plans sectoriels: Dräi Méint si kuerz an et wäert ganz schwieereg ginn, déi noutwendeg Kompetenzen an deem Délai ze bündelen. Dobäi ass et vun zentraler Bedeutung, dass d'Gemengen d'Méiglechkeet a genuch Zäit hunn, fir eng seriö Kontributioun kënnen ze maachen zu der zukünftiger Entwicklung vun hirem Gemeng, zu der zukünftiger Entwicklung vun hirem Regioun an och vun hirem Land an deene verschiddene Beräicher.

Och wa mer eis heibannen alleguerten eens sinn, dass an eise Gemengeservicer vill a gutt Aarbecht geleescht gëtt, esou musse mer dach awer realistesch soen, dass souwuel déi quantitativ wéi och déi qualitativ Personalausstattung vun de Gemenge kaum géeegeent wäert sinn, fir nieft de lafenden Aufgaben - an et gëtt der ëmmer méi, mat deene mer konfrontéiert sinn - och nach fundéiert Aussoen zum Inhalt vun de Plan-sectoriellen ze maachen. Genee dat ass awer absolut noutwendeg. Dat ëmsou méi, well sech d'Prescriptiounen aus de Plans sectoriels an der Zukunft d'office op d'PAGen imposéieren an déi berühmten Autonomie communale domadder bestëmmt net gestärkt gëtt.

Am Virfeld doriwwe diskutéiere wäert eleng schonn aus zäitliche Grënn oft net méi méiglech sinn. Ëmsou méi wichteg gëtt et, fir bei der Ëmsetzung vun deemem Gesetz net mam Bulldozer iwwert d'Gesetz ze fueren, wat jo mengen Informatiounen no och kee wëlles huet. Dat schonn eleng, well et no de Grondprinzipie vun der Subsidiaritéit d'Gemenge sinn - a bleiwen! -, déi am nooste beim Bierger sinn an dofir agebonne musse ginn, egal op wéi eng Aart a Weis!

An der Kommissioun ware mer eis och eens, dass eng Consultation publique néideg wier bei de Plans sectoriels, well se fir d'Gemenge bindend ginn. Datselwech géllt fir déi Mesuren, déi mat der Absicht vun enger Simplification administrative am Zesummenhang mat den Enquête-publiques agefouert ginn. Et ass also net vu Muttwëll, wann een de Public matzäit abënt. An d'Bedeelegung vun der Öffentlechkeet ass haut eng ganz aner wéi virun zéng Joer, wou Internet an elektronesch Onlinebedeelegung nach keen Thema waren.

Eent vun den Haaptziler vun deemem Projet - och dat wëll ech net ausféierlech behandelen, well dat vu mengen zwee Virriedner gemaach ginn ass - war et, fir d'Expropriationsprozeduren ze reforméieren an ze vereinfache bei de Projeten, déi d'intérêt public sinn. Mir kenne jo e puer Situatiounen, wou Propriétaires net bereet waren ze verkafen a wou et zu jorelaange Prozesser koum, bis zum Beispill eng Stroosse oder eng aner öffentlech Infrastruktur konnt färdig gemaach ginn.

Och d'Extensiou vum Droit de préemption kënt der Allgemengheet zegutt. De Stat wéi och d'Gemenge sollen e Virrecht hunn, fir Parzellen oder Gebaier ze verkafen (veuillez lire: kafen), déi fir öffentlech Projeten noutwendeg sinn. Dat ass u sech näischt Neits, mä et ass awer wichteg genuch, fir et hei ze widderhuelen! E Virverkafsrecht ass och méi wünschenswäert wéi eng Expropriatioun, well et gewéinlech och ouni gréisser Contestatiounen vusäite vun de Betroffene vill méi harmonesch iwwert d'Bühn geet.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat deemem Gesetz si ganz wichteg Verbesserung verbonnen, déi mir als Sozialiste begréissen an och ënnerstëtzen. An awer stellt sech weiderhin d'Fro, wéi mer an der Zukunft d'Misiounen vum Stat a vun de Gemengen definéieren a wéi eng Konklusiounen mer doraus zéien.

D'Gemenge sinn a bleiwen den éischten Usprechpartner vum Bierger. D'Uspréich un d'Gemengen an hir Servicer gi kontinuierlech an d'Luucht. A mat den zousätzlechen Aufgabe wiisst de Besoin un héich qualifizéierte Leit, sie-



fen et Architekten, Juristen, Ingenieuren, Energieberoder, Urbanisten, Ekonomisten an esou weider. Eleng schonn den administrativen Opwand verlaangt no engem ëmmer méi héije Mooss u Professionalismus.

Och wa mer vu Pakt schwätzen oder vun euro-päeschen Hëllefsgelder, ass et wichteg, dass d'Gemengen hir Kompetenzen a Ressourcen zesummeleeën, do wou et Sënn mécht, eleng scho fir double Emploi ze verhënneren. Obwuel d'Zukunft vun enger regionaler Interessengemeinschaft wéi PRO-SUD a mengen Aen - an ech widderhuelen et - net ofgeséiert ass, esou féiert dach kee Wee dolaanscht, dass d'Gemengen, an net nëmme am Süden, verstärkt Kompetenzen um regionale Plang zesummeleeën a méi un engem Strang zéien.

D'Erausforderungen an den Know-how, mat deenen eng Gemeng haut konfrontéiert ass, kënnen net méi mat deem, wat virun zéng, 15 oder 20 Joer gefrot war a wichteg war, verglach ginn. A genee där Realitéit muss mer Rechnung droen, andeems mer d'Kräfte bündelen, Synergie fannen an dobäi selbstverständlech och Sue spueren!

Am Rumm vun deem Gesetz gi wichteg an objektiv Kritäre fir déi zukünfteg Entwécklung an eise Land definéiert. An eise Lande mussen dës Kritären dofir och eng matentscheidend Roll bei der Neiverdeelung an der Reorganisatioun vun de Gemeengefinanze spillen. Wuel hunn all Gemengen am Land déi nämlech Grondbesoine fir hir Bierger, jo, dat stëmmt. An awer huet, bedéngt d'Geschicht hir historesch an demografesch Entwécklung oder hire geografesch an sozioekonomesch Hannergrond och bei eis am Land net all Gemeng déiselwecht Prärogativen aus landesplanerescher Siicht!

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mir eng Entwécklung fir eist Land ustriewen, wou mer de Raum optimal notze wëllen an am Respekt vum Klimaschutz fräi Flächen erhalen an neier schafe wëllen an d'Vekéiersbelaaschtung reduzéiere wëllen, da komme mer net dolaanscht, fir och eis Stied ze stäerken! Eng nohalteg Entwécklungspolitik setzt viraus, dass grad do d'Entwécklungsschweierpunkter leie mussen, wou schaffen, wunnen, akafen, Fräizäit-ariichtungen, öffentlech a privat Déngschtleeschtungen zesummetreffen. An dat ass nun eben den urbane Raum, och bei eis am Land!

Doriwwer eraus ass d'Zil vun der Landesplanung jo net, fir déi wirtschaftlech Entwécklung do, wou se virrangeg stattfënnt, ze bremsen, mä fir se weider ze erméiglechen an ze encouragéieren. D'Gemengen, déi bei der Gestaltung vun eise Land op interkommunalem, regionalem, nationalem Plang oder um Niveau vun der Groussregion respektiv op internationalem Plang Aufgaben iwwerhuelen, mussen dofir och déi noutwendeg finanziell Mëttelen kënnen an Usproch huelen. Landesplaneresch Iwwerleeunge mussen dofir ee vun de Verdeelungsschlëssele si bei der Approvisionéierung vun de Gemengen aus dem Fonds communal de dotation financière.

Fir ofzeschlëssen, Här President: Mat Hëllef vun deem Gesetz, wäerte mer verschidde Schwieeregkeeten, mat deene mer an deene leschte Joren um Terrain konfrontéiert gi sinn, ophiewe kënnen an eng besser Ëmsetzung vun de Landesplanungsziler erreechen. An awer hängt de Succès bei der Ëmsetzung vun deem Gesetz - a vläicht nach vill méi wéi bei engem anere Gesetz - vun der Motivatioun vun deenen Acteuren of, déi et akzeptéieren an ëmsetze mussen. An et si si, déi mir an Zukunft konsequent abannen a stäerke mussen.

Dat gesot, iwwerbréngen ech den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu deem Projet de loi a soen och Merci fir d'Opmierksamkeit.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Mutsch. An als leschte Riedner ass agedroen den Här Gira.

► **M. Camille Gira (déi gréng).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn am Virfeld vun haut d'Debatte vun 1999 iwwert dat fréiert an heitegt Landesplanungsgesetz nogelies. An ech kéint eigentlech eng Copy-paste-Ried vu menger Ried vun deemools hei halen.

Ech hunn - leider, muss ech soen - festgestallt, dass bal alles, wat ech deemools gesot hunn, haut nach richtig ass. Zum Beispill, dass Landesplanung an deem Land hei net mat engem groussen L geschriwwen gëtt, dass Infrastrukturen net no klore Kritären implantéiert ginn, mä éischter nom Präis vum Terrain. Deemools hat ech, an dat war déizäit am Gespréich, d'Luxlait erwähnt. Haut kéint ech vum Agrarcenter schwätzen. Also: Politique à la tête du client.

Ech hunn och gesot, dass d'sektorieell Denke vun deenen eenzelne Ministere an Ministären eng kohärent Landesplanung géif verhënneren. Och dat, mengen ech, ass haut méi wéi jee

nach ëmmer richtig. An dee regionale Gedanke wier net do aus Mangel un Ëreizer, virun allem aus Mangel u finanziellen Ëreizer. An ech hat och viru 14 Joer scho festgestallt, dass ganz vill Gemengen, an net nëmme déi ganz kleng - wann een duerch d'Ländche fiert, gesäit een dat -, iwwerfuert wieren an de Promoteuren ausgelievert wäeren, well se net kohärent Instrumenter hätten, fir sech do ze wieren.

All dat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass haut leider nach ëmmer wouer. An d'Situatioun huet sech op jidde Fall net verbessert, mä éischter verschlechtert, well den Drock op den Terrain, déi mer jo bekannterweis net kënnen erweideren, nach ëmmer méi grouss ginn ass.

Mir hunn deemools awer net nëmme kritiséiert, mir hunn och deemools scho ganz konkret Propose gemaach. An heiansdo ass et jo schéin, wann ee Saachen noliest. Jo, ech hunn deemools viru 14 Joer scho vum Ofschafe vun den Distriktskommisariater geschwat. Mir hu se elo fir d'X-t erëm vum Innenminister ugekënnegt kritt. Ech fäerten, dass ech dat a menger politescher Carrière net méi wäert erliewen.

Mir hunn deemools och proposéiert, dass een um regionale Plang sollt multidisziplinär Teamer asetzen, fir flächendeckend eng kohärent Approche zu de Problemer ze hunn, erunzegoen. Ech hunn deemools proposéiert, eng ganz Rei Plan-sectoriellen auszeschaffen, zum Beispill fir GSM-Antennen. Heiansdo huet ee jo dann d'Erfollegserliefnis als Oppositionspolitiker, dass dann eng Iddi opgegraff gëtt. Déi ass bekanntlech... Wéi d'Operateuren einfach net méi anescht weiderkomm sinn, huet dann och d'Regierung endlech erkannt, dass ee vläicht méi dacks sollt dat Instrument vum Plan sectoriel asetzen. An, siehe da, wéi de Plan sectoriel bis gemaach war, dunn ass et gaangen.

Iwwerens e selwecht Beispill, dat war dat vun de Bauschuttdeponien. Do ass all Kéiers, wann am Ländche sollt eng Bauschuttdeponie gemaach ginn, bal e Biergerkriech entstanen. Wéi d'Regierung e Plan sectoriel opgestallt huet, wou transparent Kritären dra waren, no deenen da sollten déi Infrastrukturen iwwer Land verdeelt ginn, siehe da, op eemol ass d'Opposition vill méi kleng ginn an et konnt relativ kuerz e flächendeckend System vun Bauschuttdeponië gemaach ginn.

Ech hat och deemools proposéiert, e Plan sectoriel „Wand“ auszeschaffen. Ech muss mat Bedauere feststellen, dass den Här Schank an enger rezenter Antwort op eng Question parlementaire vum Här Berger nach ëmmer de Sënn vun deem Plan sectoriel net agesäit. Ech fannen, elo si mer awer wierklech... Do geet et an zwou Säiten, eng Kéier an der Protektioun vun der Landschaft, mä och an der Produktioun vun nohalteger Energie, geet et, mengen ech, ëm en Intérêt public. An ech sinn iwwerrascht, dass dann den delegéierten Ëmweltminister mengt, dat do wier eleng Saach vun Investisseuren. Ech fannen dat méi wéi bedauerlech an och geféierlech.

Deemools hunn déi gréng dat Gesetz net gestëmmt aus zwou Ursachen: éischstens well kee Fonds régional virgesi war; an zweetens well d'Conseils régionaux, déi an der Kommissioun eigentlech deemools eng Unanimitéit fonnt hatten, dee leschte Moment op Drock vum deemolegen Innenminister Wolter erausgeholl si ginn.

Mir hunn als Konklusioun deemools gezunn, dass déi schéin Instrumenter, wéi d'Programmes directeurs an anerer, déi an deem Gesetz virgesi si vun 1999, just Absichtserklärung geife bleiwen. Wann dee fundamentale Widdersproch, nämlech dass Gemengen, déi zesummeschaffen, manner an hirer eegener Keess hunn, wéi déi, déi nëmme no hirem Kierchentuerm kucken, wann dee Widdersproch net géif ofgeschaaft ginn, da kéime mer net weider.

A leider, Här President, hu mer Recht behalen, well, an dat hu meng Virriedner deelweis hei schonn erwähnt, och de guttgemengte Versuch, iwwert den IVL endlech zu Lëtzebuerg eng integréiert Planung hinzekréien, ass kläglich gescheitert. Dat wësse mer allegueren. An eleng déi Zuelen, déi mer dann heiansdo vum Statec oder vum CEPS presentéiert kréien, déi weise jo am Verglach vum IVL, dass iwwerhaapt net dat, och nëmme usazweis dat konnt an der Rei gehale ginn, wat do ee Moment probéiert gi war hinzekréien.

Nach ëmmer ginn zu Lëtzebuerg Landesplanung a gréisser Strukturen net no klore Ziler an objektive Kritären an transparenten Diskussiounen organiséiert, mä meeschtens no den Interesse vun de Promoteuren. Do ass nach näischt besser ginn.

An ech wëll nëmme hei un dat villzéiert Beispill Wickreng/Léiweng erënneren. Do huet ee scho misse ganz vill Phantasie entwéckelen, fir dee Projet och nëmme usazweis an dat eranzedrécken, wat an engem Plan directeur... an

engem Programme directeur - pardon - stoung, oder an eenzelne Virgaben. Och wann een de Plan sectoriel iwwert déi schützenswäert Landschaft kuckt, gesäit ee ganz kloer, dass do soll tëscht der Stad an dem Süden e fräie gréng Raum bleiwen. All dat ass mat engem Fiederstréich op d'Säit gemaach ginn. An et ass just no dem Kritär gekuckt ginn, dass do e gréisser Promoteur e gréisseren Territoire leien hätt, fir an deem Dossier virzegoen.

An den zweete Kritär, no deem och nach ëmmer, mengen ech, ganz viles hei an deem Land décidéiert gëtt, dat sinn déi gutt Bezéiungen tëscht eenzelne Buergermeeschteren an eenzelne Ministere respektiv eenzelne Beamten oder Beamtinnen. Ech wëll do d'Beispill Mamer huelen, net well et do schlimmer sollt si wéi anzwousch aneschters - et ass zwar och net besser do -, mä well ech déi Gemeng ganz gutt kennen, well ech awer des Öfteren derduerchfueren an iwwer Joren a Jorzéngte konnt gesinn, wat dann do alles dernieft geplangt ginn ass.

Zu engem gewëssene Moment ass gesot ginn: „Mir brauchen e Lycée am Westen.“ Hätt een de Programme directeur geholl a konsequent ëmgesat, dann hätt dee Lycée deemools misse op Stengefort kommen. Well de CDA...

(**Interruption**)

Jo, Här Roth, Dir kéint kucken. Dir waart och net responsabel fir deen do Feeler. Dat war nach Äre Virgänger.

...nach well... trifft et jo awer zu Mamer. Et brauch een d'Kaart nëmme ze kucken, an da gesäit een: Am Westen ass den CDA Stengefort. An dat Normalst vun der Welt wär jo gewiescht, wann et heescht: „Sou, elo entlaaschte mer d'Stad Lëtzebuerg e bëssen. Mir setzen net nach dräi Lycéeën op de Campus Geesseknäppchen oder op de Lampertsberg mat alle verkéierstnesche Problemer, déi mer kennen. A mer setzen deen do, wou en higeheiert. A mer stäerken deen CDA, deen am Weste virgesinn ass, nämlech Stengefort.“

Wat ass geschitt? De Lycée ass op Mamer gesat ginn. Froet mech net, no wéi enge landesplaneresche Kritären dass dat virgaangen ass. Ech soen lech emol, wat eis Versioun ass, firwat dee Lycée deemools op Mamer komm ass. Ech mengen, dat war virun allem, fir den Här Hosch ze berouegen. An dat hat och ganz vill dermat ze dinn, dass deemools de Coordinateur général am Travaux-publics-Ministère zoufälleg och zu Mamer gewunnt huet. Nämlech den Här Pesch.

Knapps war de Lycée fäerdeg, war dee virgesinnene Verkéierschaos all Moien do. Et ass jo logesch, wann Honnerte Schüler an der File indienne iwwert d'Foussgängersträife virun engem Rond-point ginn, dass dann hannendrun minutteweis, zéngminutteweis keen Auto méi virukënn. Dat konnt ee bis viru Kuerzem all Moien op där Plaz do bewonneren.

A wa mer zu Lëtzebuerg schonn e Feeler maachen, da léiere mer jo meeschtens net draus, mä da kënn et jo net op e bëssen un an da maache mer nach en zweete Feeler derbäi. An da setze mer nach déi zweet Europaschoul och matzen an d'Pampa, wann een esou däerf soen, wou awer nu guer keng landesplaneresch Kritäre méi gellen.

(**Interruption**)

Dann ass natierlech de Verkéierschaos total perfekt.

(**Interruption**)

Blocage während Stonnen. A wat muss mer da maachen? Wat muss mer da maachen, Här President?

► **M. le Président.** - Erlaabt Der, Här Gira, datt den Här Roth lech eng Fro stellt?

► **M. Gilles Roth (CSV), rapporteur.** - Also...

► **M. Camille Gira (déi gréng).** - Jo.

► **M. Gilles Roth (CSV), rapporteur.** - Sidd Dir der Meinung, dass den Tossebierg Pampa ass? Also, ech soen lech op jidde Fall: D'Bierger vu Mamer a Bartreng soen lech dofir villmoos Merci.

(**Interruption**)

► **M. Camille Gira (déi gréng).** - Also, ech mengen, dass, wann ee kuckt, wou déi Europaschoul läit, wäit ewech vun aller Zivilisatioun, wann ech dat emol esou däerf soen,...

► **Plusieurs voix.** - Ooohhh!

► **M. Camille Gira (déi gréng).** - ...dat ass fir mech... Dat ass fir mech d'Pampa. Also, wann dat do landesplaneresch Sënn mécht, dass een eng Europaschoul op d'gréng Wiss setzt, da verstinn ech wierklech guer näischt vu Landesplanung. Dat ass richtig.

► **Une voix.** - Dat ka sinn.

► **M. Camille Gira (déi gréng).** - Mä well awer deemools scho ganz e bësse geléiert gi

war aus deem Verkéierschaos, deen de Lycée Josy Barthel produzéiert hat, ass dann dunn direkt mat der Europaschoul eng Fly-over-Bréck an en Tunnel geplangt ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, ech weess net, ob Der schonn allegueren do passéiert sidd, zënter dass dat méi oder wéineger fäerdeg ass. Kuckt lech dat un.

► **M. Gilles Roth (CSV), rapporteur.** - Also, et geet...

► **M. Camille Gira (déi gréng).** - Kuckt lech dat un, wat do vun öffentleche Gelder verschwennt gi sinn. Ech wëll de Chiffer net kennen, mä dat do kascht e Verméigen. A kënn Der lech virstellen... Sidd Der schonn eng Kéier am Ausland duerch e gréissert Duerf, vu 4.000, 5.000 Awunner gefuer mat enger Fly-over-Bréck?

Mä esou fonctionnéiere mer hei zu Lëtzebuerg. Esou hu mer 30 Joer laang fonctionnéiert. D'Sue si vum Himmel gefall a mir hu kengem wëllen op d'Féiss trëppelen. A wann deen ee Buergermeeschter deen ee Minister oder deen aneren héije Beamte gutt kann huet, dann hu mer ebe gesot: „Elo kënn de Lycée net dohinner, wou en higeheiert landesplaneresch, mä elo maache mer deem eng Zockerboun,..." - besonnesch dem Här Hosch deemools - „...elo kënn dat op Mamer.“ An da stelle mer fest, dass mer net kohärent virgaange sinn. An da muss mer Milliounen Euro öffentlech Gelder huelen, fir déi Verkéierssituatioun dann eenegermoossen - eenegermoossen, wëll ech betounen - an de Grëff ze kréien.

Gitt lech dat ukucken. A well mer jo dann awer nach vill Suen hunn, da maache mer nach eng schéin Harstengmauer, wou ech och net wëllt wëssen...

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Richtig.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Mä, Här Gira, Dir musst eis just nach soen, wann Der et wëllt an den Zentrum an an d'Stad setzen, wou Der et da gesat hätt? Wann Der en net wëllt an d'Pampa setzen, wann d'Pampa zu Mamer ufänkt, da sot eis emol, wou Der et net wëllt... wou Der et da wëllt setzen.

► **M. Camille Gira (déi gréng).** - Also, ech mengen, et hätt een an a ronderëm d'Stad awer nach Dosende Plaze fonnt, wou déi zweet Europaschoul...

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Genau net. Genau dat ass de Fall...

► **M. Camille Gira (déi gréng).** - ...déi zweet Europaschoul besser higeepasst hätt,...

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Sécher net.

► **M. Camille Gira (déi gréng).** - ...wéi op deen do, a mat...

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Dir sot,...

► **M. Camille Gira (déi gréng).** - ...manner Suen.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - ...mir hätten Dosende Plaze fonnt, mä genau dat ass de Problem. Mir fannen an der Stad net Dosende Plazen, fir Schoulen hinzusetzen. A wann Der eng Schoul vun 2.000 bis 3.000 Schüler wëllt hisetzen, da fannt Der am Zentrum vun der Stad keng Plaz. Dofir ass dat elo alles schéin einfach theoretisch gutt gesot, mä esou ass d'Realitéit just net.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Et ass net Zentrum vun der Stad.

► **M. Camille Gira (déi gréng).** - Ech maachen eng Wett mat lech, Här Wiseler, dass, wa mer eis gutt Zäit géifen huelen an e kompetente Büro géifen dropsetzen an den Zentrum vu Lëtzebuerg analyséieren,...

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Da si mir zwee awer ne méi am Amt, bis mer dat fonnt hunn.

► **M. Camille Gira (déi gréng).** - ...dass et nach x Plaze gëtt, déi urbanistes, verkéierstnesch besser sinn, wéi déi Plaz, wou déi Europaschoul 2 higesat ginn ass. Däers kritt Der mech wierklech net iwwerzeegt. An nach eng Kéier: Wann ech gesinn, wat do vun öffentleche Gelder...

Vläicht, vläicht, Här President, wäerte manner Suen am Budget deemnächst méi Positives fir d'Landesplanung zu Lëtzebuerg mat sech

bréngt wéi all schéi Gesetzer, déi mer maachen. Well déi do Spillercher an déi do Verschwendung vun den öffentleche Gelder, wéi dat, wat do um Fouss vum Tossebiérg geschitt ass, ech fäerten, dat kënne mer eis an Zukunft net méi leeschten. An da kommen och vläicht anerer zum Schluss, dass dat do wierklech net ganz sënnavoll war, wat do geschitt ass.

Elo kann een an et muss ee jo d'Fro stellen: Huet d'Regierung dann aus deem do Beispill...? Mä nach eng Kéier, ech kéint där do Beispill nach eng hallef Dosen iwwert d'Land zielen, mä ech hunn dat do just geholl, well ech dat ganz gutt kennen, well ech déi Entwécklung do Joer fir Joer matgemaach hunn.

Mä huet dann déi Regierung hei aus deene Feeler geléiert an elo e Gesetz geschafen, wat endlech deenen Erausforderunge gerecht gëtt? Well déi sinn - ech mengen, do si mer eis allegueren eens - an deene leschte 15 Joer net méi kleng ginn. De Wuesstum ass riicht weidergaangen. D'Émwelt ass nach ëmmer méi ënner Drock, an de Verkéierschaos ass permanent. An déi öffentlech Finanzen sinn, wéi scho gesot, esou schlecht, dass mer eis eigentlech net méi en ineffizienten Émgang mat staatleche Subside kënnen erlaben, wéi dat elo deelweis de Fall war.

Mir sinn der Meenung, Här President, dass déi puer punktuell Ännerungen, déi hei virgeholl gi sinn an deem Gesetz, bái Wäitem net duerginn, fir deene gewaltigen Erausforderungen och nëmmen usazweis gerecht ze ginn. Mir gesinn eigentlech bei deenen Ännerungen nëmmen ee positive Punkt. Dat ass déi erwähnten Antispekulationsklausel, well et héich Zäit ginn ass, fir déi anzeféieren, fir dass mer iwwerhaapt nach iergendwou an deem Land zu engem Hektar Terrain kréien (veuille lire: kommen), fir eng öffentlech Infrastruktur drop ze setzen an deem Terrain dann och nach vläicht zu engem eenegermoosse verstännege Präis ze hunn.

Mir sinn awer net frou, dass bei där Klausel, wa mer se da schonn aféieren - mir haten eis agesat an der Kommissioun, fir, wa mer dat scho maachen, wat mer sënnavoll fannen -, dass mer dat dann awer och géife parallel fir déi kommunal PAGA maachen. Wa mer muer wëllen iwwert dat, wat elo vläicht eng Kéier an engem Plan sectoriel «Logement» virgesinn ass, flächendeckend zu abordablem Wunnungsraum wëlle kommen, da misst een och, mengen ech, de Gemengen déi hei Antispekulationsklausel zur Verfügung stellen, fir da lues a lues eng Réserve foncière vu Bauland unzesetzen.

Souwäit ass dunn awer de Courage vun deeser schwaarz-rouder Regierung net méi gaangen. Do kéint ee jo emol puer Leit, déi Terrainen hunn, op d'Féiss trëppelen. Dat wëlle mer jo awer beileiwen net maachen.

Par contre huet awer op där anerer Säit d'Regierung d'Regionalpläng ofgeschafft, an ech fanne wierklech mat engem fadenscheinigen Argument, nämlech et wier a 15 Joer net een eenzegem émgusat sinn. Dat fanne mir awer wierklech de Clou. D'Regierung ënnerhëlt näischt oder op jidde Fall net vill, fir dann dat Instrument ze aktivéieren, an dann hëlt se dat, déi Tatsaach, dass net vill geschitt ass an deem Beräich, als Argument, fir et erëm ofzeschaffen. Dat muss ee wierklech fäerdegbréngen.

Ech kann lech um Beispill vun Nordwesten, wou zweemol en Usaz geholl gi war, fir an där Region e Plan regional ze maachen... Do war déi eng oder déi aner Réunion mat de Gemeengeverantwortelechen. D'Gemengebeamten a -beamtinnen hunn a mühseeliger Aarbecht Zuelen erbaigeschafft: Entwécklung, Dokumenter. Et ass och en éischten Entworf vun engem Bureau d'étude publizéiert ginn. An duerno hu mer näischt méi héiere vun der Regierung.

An ech kann lech zumindest fir deen Eck soen: Et louch net un de Gemengen, dass do kee Regionalplang zustane komm wier. A wann dann och nach vläicht e Minister komm wier an hätt net nëmme juristesche a planeresche Instrumenter an der Täsche gehat, mä och nach vläicht ganz e bësse Suen, fir ze soen: „Hei wann Der hei eng kohärent Regionalplanung maacht, dann ënnerstëtze mer lech nach e bëssen derbái.“, da sinn ech iwwerzeugt, dass een do ouni Problem esou ee Regionalplang hätt kënne maachen.

Well mir sinn als Gréng der Meenung, dass genau um regionale Plang de Problem ass, wou zu Lëtzebuerg de Schung dréckt. A wéi solle mer dann, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat Konzept vun de CDAen, also de regionalen Entwécklungszentren, émgusat kréien ouni Regionalpläng? Wéi solle mer da spuersam mat staatleche Subside fir d'Gemengen émgoen ouni

Regionalpläng? A wéi wëlle mer vergläichbar öffentlech Servicer fir all Bierger a Biergerinnen ubidden zu Lëtzebuerg ouni Regionalpläng?

D'Fusiounen, mengen ech, sinn net déi richteg Léisung. Well och mat 3.000 Awunner an Awunnerinne kann eng Gemeng sech keng Piscine, keng Musekschoul, keen Altersheem leeschten. Dofir brauche mer nawell op enger Etapp uewendriwwer eng kohärent regional Planung zesummen.

Ech kréien da geäntwert, d'Base légale fir d'Konventioun elo, dat wier den Ersatz. Mir sinn der Meenung, dass dat keen Ersatz ass. Déi wäerten ni flächendeckend sinn. Si si wierklech net transparent. An ech mengen, si sinn dem Arbitraire vun Minister iwwerloos, wat mir awer nu wierklech net demokratesch fannen.

Mir bleiwen, Här President - an domat kommen ech lues a lues zum Ofschloss -, der Meenung, dass Regionalpläng bottom-up ausgeschafft, kombinéiert mat engem Regional-Fong, dat effikassesten Instrument wieren, fir den Entwécklungschaos zu Lëtzebuerg endlech an de Grëff ze kréien. Well also net nëmme kee Regional-Fong kënnt, mä och nach d'Regionalpläng ofgeschafft sinn, stëmme mir géint dese Projet. Dat wäert Der sécherlech verstoen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Gira. An d'Wuert kritt elo den Här Nohaltegekeetsminister Claude Wiseler.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Här President. Wann een heiansdo freet, wat d'Aménagement-du-territoires-Politik ass, wat d'Leit sech drënnen virstellen, da kritt een heiansdo ganz komesch oder déi diversesten Antworten. An dofir ass et wichteg, sech awer emol eng Kéier dohinner ze setzen an ze denken: Wat wëlle mer iwwerhaapt mat Aménagement-du-territoires-Politik, a wat sinn eis Zilsetzungen domadder?

Dat éischt, wat ech ze äntwerten hunn, dat ass, dass d'Aménagement-du-territoires-Politik ëmmer eng Politik muss sinn, déi laangfristeg kuckt, wéi d'Evolutionen hei am Land ginn, déi déi Evolutionen och wëllt begleeden an déi se esou wëllt begleeden, dass se kuckt, dass den Développement vun eise Stied, vun eise Gemengen, vun eise Landschaften harmoniéis zesummegeet mat der Entwécklung, ekonomescher an demographescher Entwécklung vun eise Land. Dat ass d'Zilsetzung vun dem Aménagement du territoire.

An och eng Zilsetzung, wou ee kann déi Evolution, andeems een déi national Interessen definéiert, och heiansdo esou definéiert, dass d'Nationalinteresse virun de Lokalinteressen heiansdo ginn, dass mer eng global Planifikatioun kënne maachen, fir eist Land a Fassong ze kréien, dass mer méi wäit kënne kucken, wéi just d'Grenz vun enger Gemeng, fir déi Planifikatioun esou ze maachen, dass se och logesch a kohärent ass iwwer de ganzen Territoire vun eise Land, an ech géif souguer soen iwwer d'Grenzen heiansdo ewech. Well eist Land, wann een et aménagéiert, wann ee kuckt, wat ee wëllt maachen, da muss een natierlech och d'Konsequenzen zéien aus deem, wat an eisen Nopeschlänner geschitt, an deenen Nopeschregioune geschitt, a vice versa.

Wann een elo kuckt, wéi den Aménagement du territoire an eiser Geschicht sech entwéckelt huet, dat éischt Gesetz vu '74, wou mer nach iwwer d'PAGen a PAPA geschwat hunn, an och iwwer Aéroport et environnement, an deem iwwer den Haff Réimech gemaach hunn, a wann een och kuckt, wat duerno aus dem Gesetz vun '99 entstanden ass, wou de Besoin effektiv, wéi den Här Gira et scho beschriwwen huet, gesot ginn ass, fir méi Instrumenter ze kréien, déi e bësse méi wäit kënne goen, déi méi contraignant och wäeren, wou een en Aménagement du territoire hätt, dee sech besser an anescht kéint duerchsetzen, da gesäit een, dass scho vill gekuckt ginn ass, dass scho vill Instrumenter fonnt gi sinn, fir dem Aménagement du territoire eng Realitéit an eise Land ze ginn.

E puer Instrumenter si virdrun ugeschwat ginn. Dat éischt, wat gemaach ginn ass, ass e Programme directeur, well et huet ee jo misse kucken, wat de globale Kader war. Mir sinn och amgang, dee momentan eng Kéier ze iwwerkucken.

Dat Zweet, wat ugeschwat ginn ass, dat ass den IVL. Deen natierlech immens wichteg war, well en am Fong eng laang Perspektiv oder eng mëttellaang Perspektiv gestallt huet, wéi eist Land sech kéint entwéckelen a wéi een da soll och déi ganz Verkéiersstréim an déi Logementstréim esou organiséieren, dass dat Wuesstum, dat mer ufanks vun de Joren 2000 haten, haut hu mer dat jo wesentlech manner, dass mer dat och kéinten esou géieren.

Den Här Berger huet dunn déi Remarque gemaach: „Jo, aus deem IVL ass awer net vill komm an dat ass einfach esou dohigesicht a leie bliwwen.“ Deem wëll ech zwar widder-sprechen. Well en fin de compte: Mir hunn zwar elo eng Revision vun IVL gemaach, fir ze kucken: Sinn déi Donnéeën nach ëmmer korrekt? Musse mer se net e wéineg an d'Realitéit vun haut erasetzen? Dat hu mer och presentéiert no baussen. Mä haaptsächlech hu mer aus deem ganzen IVL e Mobilitéitskonzept entwéckelt, wat Sënn a wat Logik huet aus deene Prinzipien, déi am IVL dra waren a mat deene logeschen Virgaben, déi am IVL dra waren.

Wann Der d'MoDu-Konzept kuckt, da gesitt Der, dass mer genau do d'Mobilitéit entwéckelen, wou d'Landesplanung, wou den IVL gesot huet, dass eist Land sech soll entwéckelen, dass mer genau do Strooseschinnen hisetzen, wou am Fong d'Leit solle schaffe goe respektiv solle wunnen, fir dat matenee korrespondéieren ze looschen.

Et ass also eng praktesch Konsequenz dorausergezu ginn. A mir hunn déi och an der Realitéit émgusat. Wat par contre net de Fall war, dat ass, dass den IVL u sech e contraignant Instrument war. Dat konnt och net contraignant sinn, well en nëmmen eng Iddi dohinnergesat huet. An déi Iddi probéiere mer elo am MoDu als Konzept émezsetzen.

(Interruption)

Gelif?

(Interruption)

De MoDu läit awer ganz kloer vir. An all eis Programmation pluriannuelles an all eis Investissementer an deene fënnf, sechs leschte Joer, an dat sinn Honnerte Milliounen Euro, sinn an déi Richtung gefloss. An d'Plan-sectoriellen, deen éischten - Dir huet jo en Avant-projet gesinn, virun enger Rei Joren - gëtt och genau dat do eraus. Ech kommen awer duerno nach eng Kéier drop zrëck, firwat se nach net virleien, well déi Äntwerte sinn och relativ evident.

Da sinn eng Rei Plan-sectoriellen och gemaach ginn: d'Lyceën, d'Décharges pour déchets inertes, d'Station de base pour réseaux publics de communication mobile sengerzäit.

Den Här Berger huet gesot, hien hätt schon alles 2004 vun de Plan-sectoriellen an Tirange leie gehat. Ech muss soen, ech hunn dat zwar net fonnt. Et waren zwar fënnf Joer virdrun, mä ech hunn et net fonnt.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Da musst Der den Här Lux froen. Dee war an d'Tirang kucken.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Da waren et schon... Ech hu keen dra fonnt. An den Här Lux hat en Avant-projet effektiv 2008 ausgeschafft sengerzäit, deen hie jo och heibanne presentéiert hat.

Dann hutt Dir d'Fro gestallt: Firwat net? Firwat ass dat net émgusat? Mä ech soen lech, dass d'Äntwert do ganz kloer a mengen Aen ass. Mir hätten dat och scho virun engem Joer oder virun engem an engem hallwe Joer kënnen erbréngen, mä et gëtt zwee Grënn, firwat mer zum Beispill dee Plan sectoriel «Paysage» net émgusat hunn.

Deen éischte Grond, dat war deen, dass et fir eis sënnavoll a logesch wär, wann déi véier Plan-sectorielle géifen zesummekommen. Well et kann net sinn, dass een ee Plan sectoriel fir dat eent mécht an dann do hannendrun eppes aneschters an engem anere Plan sectoriel mécht. Dat huet missen openeen ofgestëmmt sinn: Wou wunnen d'Leit? Wou schaffen d'Leit? Wéi maachen ech d'Mobilitéit zwëschen deenen zwou Zonen? A wou maachen ech dann d'Paysage respektiv wou ginn ech net un d'Natur?

Deen zweete Grond, firwat mer et an deene leschte Joren net émgusat hunn, dat war, well ech wierklech wollt dat Gesetz, wat mer haut stëmmen, ofwaarden aus engem ganz, ganz prezise Grond. Aus deem Grond, dass dat Gesetz eis, wa mer et an d'Prozedur ginn, op Basis..., also, wa mer déi Plan-sectoriellen an d'Prozedur ginn, op Basis vun deem Text, eis natierlech ganz aner Méiglechkeete gëtt, fir déi Terrainen ze blockéieren.

Dat wär net de Fall gewiescht, wann ech et virdrun dragesat hätt. Well dann hätte mer all déi Saachen, wou u sech déi Plan-sectorielle scho blockéiert sinn... dat wär net méiglech gewiescht. An et gëtt dem Stat d'Méiglechkeet, och un Terrainen iwwer eng Expropriations-aart a -weis ze kommen, déi vill méi sënnavoll ass an déi eis iwwerhaapt emol an der Realitéit d'Méiglechkeet gëtt an d'Capacitéit, fir aus deene Plan-sectoriellen, déi awer nach ëmmer nëmme Pläng sinn, mä fir duerno Realitéit ze maachen.

Ech hätt also gär Plan-sectorielle mat enger Base légale, wou ech se kann émsen. Well virdrun ass et just och gedéllege Pabeier. Dat ass de

Grond, firwat mer se bis elo nach net eraginn hunn.

Wat d'Plan-d'occupation-du-solen ugeet, do sinn der och eng Rei an deene leschte Jore gemaach ginn: Aéroport et Environnement; de Campus scolaire Tossebiérg, fir zum Beispill de Mamer Lycée ze bauen, well de Stat dee wierklech gär do gehat hätt aus enger ganzer Rei Grënn, notament well um Kierchbiérg, wou ech en nach léiwer gehat hätt, mä um Kierchbiérg manifestement net de Raum war, fir nach eng Kéier esou vill Dausend Schüler dohinner ze kréien. An ausserdem hu mer scho Mobilitéitsfroe genuch um Kierchbiérg, notament wann d'Nordstroos an engem Joer wäert do erauskommen.

(Interruption)

Gelif?

(Interruption)

► **Une voix.** - ...Verkéiersproblemer.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Ma ech... Mir hu jo um Kierchbiérg gesot, an ech kann och nach eng Kéier dat soen, mä dat... Dir maacht esou erstaunt, wéi wann ech dat nach net gesot hätt. Evidenterweis gëtt et, wann d'Nordstroos do erauskënnt, eng Rei Mobilitéitsfroe. An dofir sinn ech der Meenung, dass mer esou schnell wéi méiglech mat deem Tram mussen maachen, fir dass mer dat endlech an de Grëff kréien. Dat Ganz huet Sënn, dass Ganz huet Logik an dat Ganz hält sech.

Sou! Elo si mer awer hei an enger Situatioun, wou mer nach eng Modifikatioun un deem Gesetz maachen. Firwat? Mä well mer an der leschter Zäit festgestallt hunn, dass mer en Aménagement du territoire brauchen, deen nach aner Moyenen huet - méi prezis, méi effikass, méi contraignant - an eis och hëllef an der Realitéit dat Ganz émsen. An dat ass genau, wat mer wëllen an deem Text maachen.

Déi puer wichteg Punkten, an ech wëll dem Gilles Roth als Rapporteur villmoos Merci soen, well dat hei war wierklech keen einfachen Text - dem Fernand Boden als Kommissionspresident och -, deen eis alleguer vill juristesche erausgefuerdert huet. An ech muss och soen, ganz seriö, dass deen Text besser elo ass wéi, wéi mer en eraginn hunn, an dass déi Aarbecht, déi mer gemeinsam an der Kommissioun gemaach hunn, wierklech eng gutt an zefriddestellend Aarbecht fir d'Regierung ass.

Wat sinn déi grouss Punkten?

Dat éischt, dass ass, dass de Koordinatiounsroll vum Minister effektiv vill méi staark gëtt. Virdrun huet een am Witz gefrot, ob meng Kolleegen an der Regierung géife wëssen, dass eng ganz Rei vun de Pouvoiren elo zousätzlech un dem Aménagement-du-Territoires-Minister kommen? Ech wëll d'Äntwert... Ech ginn do-vunner aus, dass se et wëssen.

Ech si souguer sécher, dass se et wëssen, well et ass Regierungspolitik, dass den Aménagement du Territoire soll méi Kompetenz kréien a soll och d'Capacitéit kréien, fir déi Saache besser émsen, anescht émsen, a fir och kënnen, wa Feelentwécklungen am Land bei där enger oder där anerer Gemeng kommen, fir do anzegraifen an ze soen: „Esou geet et net.“ An aner Moyenen dofir ze hunn. Déi hate mer bis elo net. Déi kréie mer an Zukunft, fir dat ze maachen: eng Koordinatiouns-kompetenz, eng Initiativkompetenz an eng Décisionskompetenz an Zukunft fir de Minister.

Dann d'Plan-directeur-sectoriellen. Do hu mer Prescriptionen, Recommendationen drageschriwwen. Ech mengen, do hu mer an der Kommissioun eng gutt Léisung fonnt, an haaptsächlech och eng Léisung, déi schlussendlech d'Gemenge mat deene Plan-sectoriellen do schaffen deet. Mir hunn haaptsächlech och en „stand still“ agefouert. Soubal se déposéiert ginn, kann näischt méi gemaach ginn, wat contraire ass.

Dat ass natierlech fir d'Gemenge contraignant. Dat ass fir d'Gemenge contraignant. Mä schlussendlech, wann Der wëllt Aménagement-du-territoires-Politik maachen, jo, da musst Der heiansdo och Contrainten hunn, fir déi Politik kënnen émsen. Wann Der op där enger Säit sot, mir wëllen onbedéngt eng Aménagement-du-territoires-Politik éischten, an zweetens, elo huele mer awer de Gemengen déi eng oder déi aner Kompetenz ewech, jo lauschtert, et ass dat eent oder et ass dat anert.

Mir maachen hei eng Aménagement-du-territoires-Politik. A wa mer déi maachen, jo da muss de Minister eng Rei Kompetenz kréien, fir se och émsen. Dat heescht nécessairement, dass e bei nationale Projeten och muss kënnen déi national Projeten émsen. Fir ze soen: „Dat eent an dat anert och“, jo, dass ass an der Realitéit..., et geet net. Et fonctionnéiert net.

Also, et ass kloer. An dofir wëllt d'Regierung eis och déi Méiglechkeete ginn. Net iwwerall, mä do, wou mer national Projeten hunn, an do, wou et wichteg ass, datt mer déi och kënnen ëmsetzen.

A schlussendlech hu mer och eng ganz Rei Prozeduren iwwert déi Plan-sectoriellen a POSe gemaach, déi eis et erlaben, méi schnell a méi einfach kleng Modifikatiounen ze maachen, datt een net ganz Prozedur muss frëschmaachen, wann een eng kleng Ännerung mécht.

D'Madame Mutsch huet virdu gesot: „Et wärgutt, wann d'Gemenge kéinte méi matschwätzen.“ Dir hutt awer selwer schonn dat anert Argument gesot. Et ass natierlech schwéier, wann Dir mat 106 Gemenge muss eenzel schwätzen iwwer awer eppes, wat sech ëm dat ganzt Land national beweegt. Dat ass net einfach als Prozedur.

Mir hunn och missen eng Prozedur en place setzen, déi an der Realitéit och machbar wier. An dofir déi Prozedur, wou d'Gemenge duerno consultéiert ginn. A mir hunn och wëllen, den Innenminister an ech selwer, ze kucken, datt esou schnell wéi méiglech d'Gemenge och informéiert ginn iwwert d'Konsequenze vun deem hei Gesetz an dann och iwwer, wat d'Plan-sectorielle fir si heeschen, a wéi se dat sollen ëmsetzen a wéi dat am beschte geet, datt mer dat korrekt, uerdentlech fir jiddwieren och kënnen hibréngen. Ech mengen, dat wärgutt.

An ech wëll dem Här Berger soen, datt mer haut net iwwert déi Plan-sectoriellen ofstëmmen.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Faktesch.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Faktesch net. Faktesch mussen déi nach duerch eng ganz Consultatiounsprozedur goen. Eng Consultatiounsprozedur, esou wéi bei all aner, inklusiv déi Prozeduren, déi mer an de Gemenge hunn, wou d'Leit consultéiert ginn, wou d'Gemenge consultéiert ginn, wou d'Chamber consultéiert gëtt. Ech trauen der Chamber zou, datt mer do kënnen eng uerdentlech Diskussioun féieren, an, wa Problemer dra sinn, datt dat geännert gëtt. Ech trauen lech dat zou. Dir schéngt lech et net zouzeträuen. Ech trauen lech dat zou, datt mer dat kënnen maachen.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Wat verhënnert, datt se net haut virleien?

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Majo, well mer d'Gesetz nach net gestëmmt hunn.

Ech hunn lech virdu gesot, wa mer d'Gesetz...

(Interruption)

...bis gestëmmt hunn a mer déposiere se dann, dann hu mer en „stand still“ do. Hätt ech se elo schonn deposéiert, dat géif ech se elo scho publik maachen. Dann hätte mer deen „stand still“ net drop an da kéinte mer och net déi ganz Prozedur maachen, wou mer Expropriatiounen méiglech hunn. Dofir hu mer se haut net, dofir kënnen se och haut net an all där Logik, déi ech elo gesot hunn, virleien.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Firwat seet dann den Här Schank, hie géif verschidde Saachen iwwer...

► **M. le Président.** - Här Berger, ech mengen, da stellt wann ech gelift eng offiziell Fro un den Här Wiseler.

(Interruption)

Stellt Är Fro wann ech gelift, Här Berger.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Jo, ech wor der Meinung, datt een haut hätt missen déi Plans sectoriels virleien hunn, datt een en connaissance de cause hätt kënnen hei dat am Package mam Gesetz maachen. Doriwwer eraus hu mer och schonn an der Vergaangenheet Plans sectoriels ëmgesat ouni dëst Gesetz.

An da muss ech och soen, datt ech verwonnert sinn, datt de Logementsminister zum Beispill seet, datt en awer géif Elementer vun deene Plans sectoriels iwwer POSen ëmsetzen. Also, datt een dat hätt och scho kënnen zu engem anere Moment maachen.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Also, ech sinn net där Meinung, datt mer se haut hätte kënnen virleien, aus deene virdu genannte Grënn, well mer dann all déi Avantagen, déi dat Gesetz huet, net méi hätten. Dofir huet ee misse waarden, bis mer déi Base légale hunn, fir se ze deposéieren. Wann de Logementsminister wëllt deen een oder deen anere Projet iwwer POS virzéien, dann ass et ganz genau, Här Berger, well déi Plans sectoriels nach eng ganz Prozedur ze maachen hunn, eng ganz Consultatiounsprozedur duerchzestoen hunn, déi och muss gemaach ginn, déi och sénnvoll a logesch ass, mä déi hëlt awer nach ganz vill Zäit ewech.

Wann de Logementsminister elo wëllt eng Rei oncontestéiert Projete virzéien, da kann en dat schonn iwwer POS maachen. Et ass dat, wat den Här Schank gesot huet, an et ass dat, wat en och wëllt, fir einfach an deem Projet hei weiderzokommen.

A wann een hei dann... Bon, dann deen nächste Punkt, dat sinn d'Abrogatiounen vun de Plans directeurs régionaux. Do huet de Conseil d'État..., mir haten déi a priori am Gesetz dra-stoen, de Conseil d'État huet proposéiert, se ofzeschaffen aus enger Rei Grënn. Dat eent, dat ass deen, datt e gesot huet, datt eist Land awer, fir en Aménagement du territoire ze maachen, eng Gréisst hätt, déi net grouss ass, déi éischer kleng ass, an datt een dofir kéint mat deenen Instrumenter vun de Plans sectoriels weiderkommen.

An en huet haaptsächlech e juristescht Argument och bruecht, fir ze soen, datt natierlech et esou ass, wann de Plan sectoriel an de Plan régional net ëmmer korrekt sech géife matenee koordinéieren, et dann heiansdo juristescht schwierig wär an datt mer do Imbroglis juridiques kéinte kréien. Mir hu gemengt, de Conseil d'État hätt recht. A mir hunn hannendru gesat, mir hätten awer gär e regionaalt Instrument, an hunn dofir déi Konventionen agesat, déi eis erlaben ze schaffen.

Ech hunn eng ganz gutt Experienz mat de Konventionen, déi mer hunn. Ech fannen, datt déi DICI-Konvention, ech fannen, datt déi Air-Regions-Konvention, ech fannen, datt déi Konvention an dem Uelzechtdall gutt fonctionéiert. Ech ginn och dovunner aus, datt déi Leit an der Nordstad-Konvention sech och ganz vill dovunner ze erhoffen hunn, soudatt, menger Meinung no, dat en Instrument ass, wat flexibel genuch ass, fir datt mer kënnen weidergoen.

An ech gesinn iwwerhaupt net, wéi hei ee gesot huet, datt dat en Arbitraire vum Minister wär, deen dann elo décidéiert, wou eng Konvention géif gemaach ginn oder net. Au contraire! Et sinn d'Gemenge, déi normalerweis kommen a soen: „Mir hätten dat elo gär, mir géifen dat gär zesumme maachen.“ An de Minister geet da mat op dee Wee, deen d'Gemenge wëllen. De Minister kann och d'Initiativ huelen. Mä et ass sécher net en Arbitraire, wou mir da géint d'Gemenge eppes géife maachen, fir u sech déi Konventionen un d'Fontionéieren ze kréien.

D'Instrument vum POS gëtt renforcéiert. Dat schéngt mer eng ganz wichteg Saach ze sinn. Ech hu jo scho geschwat iwwert déi Froe vun der Spéculation foncière, déi hei duerch déi Instrumenter, déi mer en place setzen, notament déi Expropriatiounsméiglechkeeten, déi hei wesentlech gedämmt gëtt.

Ech muss mech zwar just wonneren, well an der Kommission, Här Berger, hate mer d'Unanimité doriwwer an do hutt Der lech positiv doriwwer ausgedréckt. Haut sot Der elo eppes anescht.

(Interruption)

An et steet an de Procès-verbaux, dat... bon, et sief dann.

Ech wëll nach soen, datt all déi Avisé vun deene Leit, zum Beispill dem Conseil d'État, mä awer och der Chambre des..., d'Cour..., pardon, all deene Consultatiounsgremien, wéi der Chambre de Commerce, déi mer consultéiert hunn, wéi der Chambre des Métiers, déi mer consultéiert hunn, och mat där doter Prozedur absolut d'accord waren, well se soen, dat do ass en Instrument, wat eis virunhëllt a wat eis iwwerhaupt emol d'Méiglechkeet gëtt, eng Logementspolitik esou konsequent ëmzesetzen, wéi mer se wëllen ëmsetzen.

Dofir kann ech déi Bedenken net richtig verstoen, well wann een en Aménagement du territoire an d'Plans sectoriels, déi Der jo esou gär hätt an do deenen Der fro, wann Der se och an d'Realitéit wëllt ëmsetzen, jo, da muss Der lech d'Instrumenter ginn. Et geet net duer, fir just se gär ze hunn. Wa se do näischt heeschen an der Realitéit, da bréngt et eis net vill.

Well meng Zäit ofgelaf ass, soen ech just nach, datt mer och eng Prozedur vun der Modifikatioun...

(Interruption)

...vun de Plans directeurs sectoriels vereinfacht hunn,...

(Hilarité)

...de Renforcement vum Conseil supérieur gemaach hunn, deen hei och wesentlech méi ze soe kritt, wéi dat virdrun de Fall war.

Ech soen lech Merci, datt Der mer esou laang nogelasschert hutt.

► **M. le Président.** - An ech soen dem zoustänngehe Minister Merci. D'Diskussioun ass ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6124 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi 6124 ass ugeholl mat 39 Jo-Stëmmen géint 21 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Raymond Weydert), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner.

Ont voté non: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Claude Meisch) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox (par M. Félix Braz), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombero et Jacques-Yves Henckes;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6569 iwwert d'multimodal Plattform zu Beetebuerg/Diddeleng. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Berger, Bodry, d'Madame Lorsché an den Här Gibéryen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Ali Kaes. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

6. 6569 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire (aménagement d'une plateforme multimodale à Bettembourg/Dudelange - phase I: travaux préparatoires)

Rapport de la Commission du Développement durable

► **M. Ali Kaes (CSV), rapporteur.** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ier ech op de Kär vun dem virleiende Gesetzesprojet aginn, wëll ech ganz kuerz iwwert d'Virgeschicht e puer Wuert verléieren.

Dëse Projet de loi gouf den 3. Mee 2013 vum Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastruktur an der Chamber deposéiert.

(Mme Lydia Mutsch prend la présidence.)

An der Réunion vum 22. Mee 2013 gouf ech dann als Rapporteur designéiert. An der Versammlung oder an der Kommissiounssitzung vum 26. Juni 2013 hu mer de Projet an den Avis vum Statsrot analyséiert, an de Rapport gouf schlussendlech den 3. Juli 2013 ugeholl.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den europäeschen Eisebunnsréseau huet u sech ganz vill Virdeeler, net nëmmen duerch seng Sécherheet, mä och well en u sech d'Ëmwelt schont. Mir wëssen zum Beispill, datt hautsdaags ronn 40% vun den CO₂-Emissiounen aus dem Transportsecteur grad vum Wuerentransport kommen. An dat sinn ëmmerhin och nach ronn 10% vun de gesamten CO₂-Emissiounen.

Virun der Liberaliséierung vum europäesche Marché waren d'Eisebunnsréseauen op nationalen Iwwerleeungen opgebaut, mä och wann dëst scho säit e puer Joer net méi de Fall ass, esou si mer awer nach ëmmer amgang, eis Réseauen un d'Realitéit vum Marché unique unzepassen.

An dësem Sënn wëll eis Regierung gezielt d'Interoperabilitéit zwëschen deene verschidde europäeschen Eisebunnsréseauen fördern, andeems gezielt Investissementer an dësem Secteur gemaach ginn. An dësem Sënn ass et vu Virdeel, datt de Beetebuerg Site am Häerz vun Europa läit als Deel vum Zuchkorridor, dee vu Rotterdam iwwer Antwerpen zu Beetebuerg passéiert, fir da weider op Basel, Lyon ze fueren.

Duerch dës Konstellatioun presentéiere sech u sech eng Rei interessant Méiglechkeete fir de

Standuert Beetebuerg. Esou kéint ee sech zum Beispill virstellen, fir zu Beetebuerg Wagone vun de Schinnen erfzeuelen oder derbäizesetzen, an dat fir d'Zich, déi entweder um ganze Korridor fueren oder just op engem Deel vun dësem Korridor. Doduerch entsti vill, ganz vill Optiounen, net nëmme fir eis Ekonomie hei zu Lëtzebuerg, mä awer och virun allem fir d'Ekonomie an der Groussregioun.

Déi optimal geografesch Positioun vu Lëtzebuerg huet d'Regierung dozou verleet, fir zu Beetebuerg e Logistikzentrum opzebauen a wéinst eise Kyoto-Engagement eng Méiglechkeet ze schafen, fir aner Transportméiglechkeeten, déi op eise Stroosse fueren, op d'Schinnen ze transferéieren. Ech denken hei zum Beispill u Container, déi vun engem Camion op d'Wagone ëmgeluede ginn.

Dëse Projet de loi ass nëmmen en Deel vun enger Rei vun Efforten, déi eis Regierung mécht, fir den Eisebunnsréseau ze fördern a fir déi enorm Nofro aus der Ekonomie no esou Méiglechkeeten ze stimuléieren.

Bon, duerch dëse Projet profitéieren net nëmme verschidde Entreprises, mä ganz sécher eis gesamt national Wirtschaft. An dësem Kontext ass geplangt, fir zu Beetebuerg eng multimodal Plattform ze bauen, déi eis den Ausbau vun de Capacitéiten erlaabt, wat d'Belueden, d'Oflieden an och d'Zwëschelagere vu Semi-remorquen a Containeren ueget. D'Zil ass et, fir ganz Semi-remorquen a Containeren zwëschen der Strooss an de Schinne kënnen ëmzelueden. Dat erkläert och, firwat de Beetebuerg Site zréckbehale gouf. Dësen ass nämlech ganz gutt un dat nationaalt Stroossenetz an awer och un dat nationaalt Eisebunnsnetz zugebonnen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll op dëser Plaz nach eng Kéier prezisieren, datt dëse Projet de loi nëmmen u sech déi éischt Phas vun de Bauarbechte betrëfft, also souguer souzesoen d'Virbereedungsarbechten.

Ech wäert kuerz oder ech wëll och kuerz op e puer Mesuren agoen, déi musse geholl ginn, well mer hei awer vun engem Projet vun engem ganz grousser Envergure schwätzen. Fir dëse Site, ëm deen et sech handelt, als ee Ganzt ze erméiglechen, si verschidde Ëmschichtungsarbechten noutwendeg, well momentan d'Diddelenger Baach an eng net einfach Topografie de ganze Site an zwee deelen. Esou muss zum Beispill de Buedem vum ganze Site - mir schwätzen hei vun engem Areal vun 32 ha - ofgedroen an oftransportéiert ginn. Mat dësem Buedem gëtt dann d'Deponie vu Beetebuerg zougedeckt.

D'Baach, ech schwätze vun der Diddelenger Baach, gëtt ëmgeleet a kritt en natierlecht Bett. Des Weidere mussen och Ofwaasserinfrastruktur verluecht ginn. Ausser dësen Infrastrukture musse verschidde Héichspannungs-, Waasser- a Gasleitungen déplacéiert ginn.

Fir den Accès op de Site optimal ze gestalten, gëtt de gesamte Camionstrafic iwwert d'Autobunne geleet. Fir dëst ze erméiglechen, gëtt op der westlecher Säit eng nei Verbindungsstrooss vum Échangeur Diddeleng-Biereng aus gebaut, an deen Échangeur wäert komplett nei réaméngéiert ginn.

Schlussendlech mussen nach d'PAGe vun de Gemenge Beetebuerg an Diddeleng modifizéiert ginn, fir dëse Projet iwwerhaupt kënnen ze erméiglechen. Et ass geplangt, fir déi betraffe Fongen ëmzeklasséieren, an zwar an eng Zone industrielle à caractère national.

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen dann u sech elo kuerz op déi geplangten Infrastrukture vum Site ze schwätzen. D'Plattform wäert haaptsächlech aus zwee Terminale bestoen, déi d'Autobunnen mam Zuchréseau verbannen a vice versa. Dëse kombinéierte Konzept erméiglecht et, fir traditionell Semi-remorquen oder gläich ganz Camionen autonom op d'Wagone ze verlueden. Dee Site huet deemno en Terminal fir de kombinéierten Transport, verschidde Entrées- a Sorties-Beräicher, en zentrale Kommandoposten an zu gudder Lescht och nach en administratiiv Gebai.

Dir Dammen an Dir Hären, elo stelle sech natierlech ganz sécher eng Rei Leit d'Fro, wéi et mam Kaméidi op enger Baustell vun dach enger Envergure wéi där heiter ausgesäit. Bon, eng Étude des incidences sur l'environnement proposéiert an dësem Kontext verschidde Mesuren, déi kënnen a wäerten ergraff ginn, fir de Kaméidi gréisstméiglech ze limitéieren. Als Alleréischtt fannen déi geplangten Aarbechten op engem Site statt, dee sech u sech dach awer vun der Stad Beetebuerg ewechzitt an deen

och nach e bësse méi déif läit, a woufir de Kaméidi och nach vun deem Damm opgefaange gëtt, deen och u sech schonn och de Kaméidi vun der A13 dach awer reduzéiert.

Zweetens, soubal de Kaméidi vun de Camionen eng gewësse Grenz iwwerschreit, gi Panneaux géint de Kaméidi opgeriicht.

Wichtig ass et och, an ech mengen, et ass e ganz wichtige Punkt ze soen, datt um Site déi néideg Infrastrukture realiséiert ginn, fir datt d'Camionneuren eng gutt a ganz sozial Verfleegung virfanne respektiv adequat Hygiènesraimlechkeeten. Dëst soll verhéieren, datt d'Chauffeuren de Site mat de Camionneuren verlossen, fir u sech dës Servicer an den Uertschaften ronderëm ze sichen.

Elo wou mer u sech alleguerten, Dir Dammen an Dir Hären, eng kleng Virstellung hunn, wéi datt Ganz soll ausgesinn, kommen ech zum Käschtepunkt vun deemem Projet, deen u sech fir vill vun lech ganz sécher interessant dierft sinn. Ingesamt sinn u sech, fir dat hei ze realiséieren, dräi Finanzéierungsgesetze virgesinn. Dat éischt also ass dese Projet, deen, wéi ech et scho gesot hunn, u sech eng ganz Rei Viraarbechten ofdeckt, déi awer dee gréissten Deel vum finanzielle Volet duerstellen, nämlech 182 Milliounen Euro.

En zweet Gesetz, dat wahrscheinlech Enn 2013 déposéiert gëtt, ass u sech fir de Finanzement vun den techneschen Equipementer an och vun dem administrative Gebai, an dat ass eng Gréisstenuerdnung vun 28 Milliounen Euro.

En drëtt a lescht Gesetz gesäit de Bau vu Konstruktiounen vir, déi et erméiglechen, Containere u sech op sechs Etagen ze stockéieren. Ech wëll awer hei ganz kloer soen, datt dat an deemem Moment just eng Optioun ass an u sech a Funktioun vun der Entwécklung vum Site dann an der Zukunft wäert gegebenfalls ëmgesat ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer fir ofzeschléissen nach e puer Wuert zu den Avisen zu deemem Projet. D'Commission d'analyse des projets d'infrastructure ferroviaire hält an hirem Avis vum 12. März 2013 fest, datt déi zwou éischt Phase vun deemem Projet mussen u sech virum Enn 2015 ofgeschloss sinn, fir datt mer, jo, fir datt mer déi éischt an der Groussregioun sinn, déi u sech esou eng Infrastrukture kënnen virweisen. D'Commission gëtt e positiven Avis, mä ënnert der Konditioun, datt u sech aner Eisenbahnprojete e weineg zrëckgesat ginn, fir datt déi Enveloppe, déi de Conseil de Gouvernement zrëckbehalen huet, fir datt déi u sech am Kontext vum Ausbau vun den Eisenbahninfrastrukturen net soll gesprengt ginn.

De Statsrot fir säin Deel proposéiert, fir den Tableau vun den Infrastrukturearbechten, esou wéi en am Gesetz vum 10. Mee '95 steet, ze kompletéieren, andeems eng Kolonn derbäigesat ginn, déi déi réevaluéiert Käschte vun all Projet ugëtt an och d'Montanten ugëtt, déi u sech scho bezuelt goufen.

Déi héich Kierperschaft mécht ausserdem nach eng Proposition de texte fir de leschte Saz vum Alinéa 3 vun dem Projet de loi. Vu datt et keng Opposition formelle war, huet d'Commission awer aus enger Rei vun Ursachen diesen Iwwerleeung vum Statsrot net Rechnung gedroen.

An eiser Kommissiounssitzung vum 26. Juni 2013 gouf eis de Projet wierklech vun de Fachleit am Detail presentéiert an et ass en ugereegten Austausch iwwer eng ganz Rei Problemer, déi kéinten entstoën, gefouert ginn.

Bon, ech wëll hei net doriwuer méi an den Detail goen. Fir déi Detailler géif ech lech froen, fir da mäi schrëftleche Rapport ze liesen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären,...

► **Une voix.** - Madame!

► **M. Ali Kaes (CSV), rapporteur.** - ...de virleiden... Entschëllegt: Madame Presidentin!

► **Mme la Présidente.** - Et ass net schlëmm. **(Interruptions et hilarité)**

► **M. Ali Kaes (CSV), rapporteur.** - Merci fir déi kleng Informatioun.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, de virleide Projekt bitt eng Rei interessant Entwécklungsméiglechkeete fir eis Economie, net nëmmen, wéi et den éischten, bon, déi éischt Struktur vun dieser Aart an der Groussregioun ass, mä och well en u sech weiderhëllef, eis Wirtschaft ze diversifizéieren, andeems hei gezielt an e Secteur investéiert gëtt, deen, jo, deen ëmmer méi gefrot gëtt an ëmmer méi gefrot ass. A ganz niewebäi hëllef mer awer och

eiser Ëmwelt, oder eis Ëmwelt ze schouwen an eis Kyoto-Virgaben anzehalen.

An deemem Sënn an andeems ech lech elo all déi Saachen am Detail dach awer presentéiert hunn, déi dese Projet de loi uginn, géif ech lech bieden, dëst Gesetz ze stëmmen a ginn och d'Zousou vun der CSV-Fraktioun zu deemem Projet de loi a soe Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme la Présidente.** - Merci dem Rapporteur. Den éischten agedroene Riedner ass den honorablen Här Eugène Berger. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Madame Presidentin. Ech wëll och direkt dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche méndlechen a schrëftleche Bericht. Et gesäit een, e kennt net nëmmen eppes vun der N7 am Norden, mä en ass och praktesch schonn Expert elo vun dem Schinnentraffic am Süde ronderëm Beetebuerg.

Den Hauptobjektiv vun deemem Gesetz, kéint ee jo eigentlech soen, dat ass, fir den öffentlichen Transport ze stäerken, fir méi de Fret op d'Schinnen ze kréien an och am Endeffekt, fir de Klimaschutz ze verbessern. Ech muss soen, datt d'DP dëst Zil voll wäert ënnerstëtzen an och voll kann ënnerstëtzen.

Ech wäert och net elo en long et en large nach weider vill op d'Gesetz agoen. Dat Meescht ass scho gesot, vläicht e puer kleng Bemerkungen. Ech mengen, mir sinn also och favorabel där Iddi, fir d'Schinn ze stäerken. Domadder ginn d'Stroossen entlaascht. Do kéint ee ganz vill positiv Aspekter gesinn, ob dat d'Vekéierssécherheet ass oder aner Aspekter. Virum allem ass et eben och wichtig fir de Klimaschutz, well hei doduerjer, well een d'Camione vun der Strooss erofhëlt, ka ganz vill CO₂ gespuert ginn, well déi jo och op de Stroossen den Hauptverursacher sinn. Och do sinn d'Chifferen, wat een eventuell hei ka spueren, scho gesot ginn.

Ech mengen, et ass och esou, datt hei en Ausbau vun deem Hub elo virgeholl gëtt, wat drop hindeit, datt mer an der Vergaangenheet do ëmmer méi Succès konnte feststellen, wat also eng gutt Saach ass. An ech wëll och all deene Verantwortleche respektiv alleguerten deenen, déi dodrunner geschafft hunn, bei der CFL an doriwuer eraus, félicitéieren a Merci soe fir déi Efforten.

Mä ech mengen, bei aller Begeeschterung huet een och ëmmer e puer Bémollen, déi ee muss lassginn. Ech mengen, hei ass kloer, Lëtzebuerg mécht hei jo..., oder dee Projet do ass e Bäitrag an Europa, besonnesch, fir - géif ech soen - éischer a Frankräich oder a Spuenien oder op anere Plazen den Traffic ze entlaaschten. Mä zu Lëtzebuerg wäerte mer wahrscheinlech, och mat deene gutt gemengten europäesche globalen Ziler, wou mer eis global Verantwortung iwwerhuelen, och eng Rei Nuisancë kréien.

Bei eis hei zu Lëtzebuerg riskéiere mer, net manner Traffic a Camionen op de Stroossen ze hunn, mä eventuell méi, well jo dann d'Camionen, ech soen emol, aus der Groussregioun oder vu méi wäit speziell heihinner op Beetebuerg kommen, fir eben dann dovunner kënnen ze profitéieren. An ech mengen, do wäert et natierlech dann esou sinn, datt mer also hei zu Lëtzebuerg eis Bilanz net onbedéngt verbessern, mä datt mer och zousätzlech déi eng oder aner Nuisancë mussen do, ech soen emol, mat a Kaf huele ronderëm Beetebuerg/Diddeleng. An dat wäert natierlech heesche fir d'Bierger ronderëm, datt do méi Verkéier kënnt, ob dat elo da Problemer si mat der Loftqualität oder Problemer op der Strooss mam Traffic.

Et wäert och virum allem méi Kaméidi bedéien, mat all deenen Efforten, déi gemaach gi sinn, an net nëmmen eleng um Site selwer. Ech mengen, mat de Camionen oder mat dem Emlueden, wou jo eng Rei Efforte gemaach ginn, mä och doriwuer eraus muss ee wëssen, datt d'Schinn bei aller Sympathie, déi een huet, awer och besonnesch am Kaméidisberäich déi eng oder aner Nuisancë verursaachen.

Zum Beispill elo - et ass jo relativ wäit distanzeméisseg ewech, Diddeleng oder Beetebuerg aus dem Réiserbann -, mä owes ass et do och, datt een awer da besonnesch gutt, jee nodeem wéi de Wand dréit, d'Quiitsche vun de Bremse vun den Zich do no eelef Auer, wann do och am Triage geschafft gëtt, ganz staark matheiert.

Ech mengen, do muss een also kucken, all Efforten ze maachen, fir déi Nuisancen esou kleng wéi méiglech ze halen. Ech ginn do net op all Detailler an. Ech weess awer, d'Madame Lorsché hat och an der Kommissioun do - si ass do méi de Lokalmatador, sief datt ech och zu Beetebuerg gebuer sinn...

(Interruption)

...an net wäit ewech wunnen, mä si ass do de Lokalmatador aus där Géigend -, si hat dat an der Kommissioun scho gesot, si wäert och hei nach wahrscheinlech op déi eng oder aner Problemer do agoen, déi nach net definitiv geléist sinn. Si huet eng Motioun, déi se preparéiert huet, ech hunn déi och mat ënnerschriwwen. Si wäert dann do méi op den Detail agoen, mä einfach nëmmen, datt ee wierklech muss alles maachen, fir datt ee beschtméiglech och d'Protektioun vun de Bierger ronderëm garantéiert.

Ech hat och virdu gesot, dat hei ass eng Success Story e bësse vun deem System. Et weess een awer net, wéi et weidergeet. Et ass esou, datt mer an der Kommissioun, ech hat selwer an der Kommissioun gefrot nom Businessplang respektiv no de Perspektiven, ob een do net awer eventuell vläicht ze grouss gesäit, an do si keng kloer Antwerte komm. Do muss een also kucken, wat d'Zukunft bréngt. Et sinn och verschidde Pronosticen oder Projektione vun der EU-Kommissioun, déi net onbedéngt déiselwecht si wéi déi vun der Regierung oder hei vun de lëtzebuergeschen Instanzen.

Et wier och gutt, datt een do vläicht nach méi Kloerheet, och vläicht haut déi eng oder aner Informatioun vum Minister kéint kréien, datt een do net awer herno eppes an de Sand setzt.

Déi Bemerkunge gemaach, géif ech awer dann den Accord vu menger Fraktioun zu deemem Projet abrénge.

Merci.

► **Mme la Présidente.** - Merci, Här Berger. Den nächsten agedroene Riedner ass den Här Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Madame Presidentin, Merci fir d'Wuert. Ech mengen, et ass e wichtegen, e grousser Projet, dee mer haut hei diskutéieren, a wou d'Chamber sech uschéckt, fir gréng Luucht ze ginn, dass deen a seng entscheidend Phas kann erakommen. Et ass keen neie Projet. Et gëtt eng Rei vu Méint, jo Joren iwwert deen Ausbau do diskutéiert. E kënnt also net iwwerraschend hei an d'Parlament, mä d'Envergue, mengen ech, vun deem heite Projet mécht, dass opgrond vum Artikel 99 vun der Verfassung den Accord vum Parlament hei noutwendeg ass, fir déi Suen do kënnen zur Verfügung ze stellen, fir also dee Multimodalzentrum do, deen Ausbau vun där Plattform iwwerhaupt méiglech ze maachen.

Dofir wëll ech ganz kloer hei soen, dass d'LSAP-Fraktioun hannert deem heite Projet steet. Et ass e Projet, deen, mengen ech, wichtig ass, wann ee schwätzt vun enger Neiorientéierung vum Wuerentransport international. Wann ee vun nohalteger Entwécklung schwätzt, ass dat hei, mengen ech, e Projet, dee wichtig ass, deen och kann opbauen - deen ass jo net einfach aus dem Näscht entstanen - op Erfolge, déi elo beim bestehegen Projet eigentlech zu Beetebuerg ze verzeche sinn a wou d'Nofro eigentlech och drop hiweist, dass e Besoin international fir esou Plattformen besteet, dass dat och e Business ass, dee sech wirtschaftlech dréit. Dat dierf een och emol eng Kéier, mengen ech, hei ervirhiewen.

Dat do ass also eppes, wat och wirtschaftlech eigentlech Sënn mécht, net nëmmen also reng verkéierspolitesch an transportpolitesch eppes Wierksames ass, mä wat och selbstverständlech och soss wirtschaftlech Sënn mécht. Dat dierf jo eigentlech kee Feeler sinn.

D'Suerg, mengen ech, déi eis Fraktioun huet an déi och, dat kann ech hei soen, den Diddelenger Buergermeeschter huet - dat weess de Minister, well mer och a Kontakt schonn zënter längerer Zäit stinn zesumme mat der Beetebuurger Gemeng, wou mer déi doten Dossier, aner Dossiere bei eis an der Géigend diskutéieren -, ass, dass deen u sech gudder Projet am Beräich Klimaschutz, am Beräich nohalteger Entwécklung, dass dat och e gudder Projet bleift, op jidde Fall keen negativer Projet bleift fir déi lokal Bevölkerung. Ech mengen, dat muss e gemeinsamt Uleies sinn an deem heiten Dossier wéi och an aneren Dossieren, déi amgang si geplangt respektiv realiséiert ze ginn.

An ech mengen, et ass dofir och mat enger gewësser Satisfaktioun, dass ech festgestallt hunn, dass och an der Kommissioun hei an der Chamber déi dote Suergen awer zum Droe komm sinn. An och wann een d'Dokument vun der Regierung kuckt, gesäit ee jo eng ganz Retsch vu Kapitelendran, déi och op d'Problematik vum Ëmweltschutz, op d'Problematik vun de Kompensationsmoosnamen hiweisen, déi noutgedrongenerweis mussen geholl ginn.

Well do soll ee sech näscht virmaachen: Dat hei huet e relativ staarken Impakt op d'Landschaft. Hei gi bestehend Gréngflächen, déi zwar, dat ass wouer, virgesi sinn eigentlech, fir och kënnen genotzt ze ginn als Industriezon oder als Wirtschaftsterrain, déi ginn zu engem

gudden Deel versigelt, déi gi bebaut, an dat gëtt en Impakt, dee reng visuell wäert entstoën. Also muss do probéiert ginn - ass schonn zum Deel geschitt -, dat esou ze gestalten, dass deen Impakt do net ze grouss gëtt, respektiv huet, mengen ech, och den Nohaltegkeetsminister, mat senger Kap zoustänneg fir den Ëmweltschutz, och do eng Rei vun Décisionne scho geholl respektiv schéckt e sech un, nach Décisionne ze huelen.

Notamment gëllt dat fir d'Diddelenger Baach. Ech mengen, dat ass och eigentlech e positiven Nieweneffekt vun deem heite Projet, wou mer erëm an e Renaturéierungsprojet vun der Diddelenger Baach eraginn. Dat ass eng vun de Kompensationsmoosnamen, wou och déi technesch Etüde souwäit ofgeschloss sinn, esou dass ee kann dovunner ausgoen, dass dee Projet och wierklech fonctionnéiert, well och do war et eng Suerg sécherzestellen, dass net herno duerch deen dote Projet op eemol mam Zréckhale vum Waasser kéinte Problemer an de lokale Kanalisatiounen entstoën. Dat schéngt net de Fall ze sinn, esou dass een also, mengen ech, deen dote Volet kann als positiv zrëckbehalen.

Ech mengen, mir hunn och festgestallt an enger Autorisatioun, déi eis zougestallt ginn ass, respektiv a Gesprécher, déi mer och mat de Leit vun der CFL Multimodal haten, dass geplangt ass och, dass, ech mengen, iwwer zwee Hektar neie Bësch, Eechen- a Bichebësch soll an der Géigend eigentlech vun deem heiten Areal als Kompensatioun fir den Agréff an d'Natur ugeluecht ginn. Wat, mengen ech, och eppes Wichtige ass, fir u sech och kloerzemaachen, dass et d'Suerg ass vun deene Leit, déi deen heite Projet droen, den Impakt op de Mënsch an op d'Ëmwelt vun deem heiten esou kleng wéi méiglech ze hale respektiv, wou en net ka verhënnert ginn, dann eben duerch ebenbürtig Moosnamen ze kompenséieren.

Et muss een der Chamber awer matdeelen, fir vollstänneg ze sinn, dass eigentlech am Kader vun där Autorisationsprozedur, déi hei duerchgezu ginn ass, déi opbaut op enger europäescher Direktiv an engem nationale Gesetz bei esou gréisseren Infrastrukturprojeten, dass do eigentlech zwee negativ Aweise virlouche vun de Gemenge Beetebuerg an Diddeleng. Wou een awer och gläichzäiteg muss soen, dass et net vum Prinzip hier war, mä wou gesot ginn ass: „Et muss awer...“

Den Dossier war an den Ae vun deenen zwee Gemengeréit oder Schäfferéit onkomplett op enger ganzer Rei vu Punkten, wat den Impakt vun deem heite Projet ugeet. A virum allem eng Suerg, déi mer andauernd hunn, dat ass, dass den Impakt vun deem heite Projet net eleng gekuckt gëtt, mä dass een deen awer muss am Zesummenhang gesinn - ech gleewen nach ëmmer als fréiere Landesplanungsminister, dass dat vernetzent Denke sech eng Kéier wäert an deem Land duerchsetzen! -, och am Zesummenhang gesi mat anere Projeten, déi elo schonn an der Planung sinn a wou mer wëssen, dass se och wäerten an deenen nächste Jore realiséiert ginn an darselwechter Regioun.

An da geet et net duer, einfach nëmmen all eenzelen Projet ze kucken - wat bréngt dee mat sech? -, mä et mussen awer op enger Plaz all déi Projeten zesummelafen an et muss gekuckt ginn: Wat gëtt dann de Gesamtimpakt vun all deene Projeten, vum Logistikzenter, vum Statslabo, vun der Plate-forme multimodale? Wat gëtt de Gesamtimpakt vun deem Ganzen, vun all deene Projeten, déi elo schonn zum Deel am Bau sinn a wou mer wëssen, dass déi aner wäerte gebaut ginn, wat gëtt deen op de Verkéier, wat gëtt deen op d'Liewensqualität? A wat mussen dann déi Moosnamen sinn, déi mer mussen huelen, fir eventuell bei deem doten dergéintzesteiere respektiv ze probéieren, den Impakt ze minimiséieren?

Dat ass dat, mengen ech, wat logesch ass: dass mer also wierklech secturiwwergräifend, projektivwwergräifend plangen, dat och net beschränken op eng, zwou Uertschaften, mä och dat an de Gesamtkonzept setze vun der gesamter Mobilitéetsfro a deenen nächste Joren an dem Ausbau vun den Infrastrukturen an der Entwécklung vum Land an dem Verkéier.

Dat ass déi Diskussioun, déi mer och zënter engem gudder Joer féieren eigentlech elo an engem gemeinsamen Aarbechtsgrupp: de Ministère, déi zoustänneg Verwaltung mat de Schäfferéit vun de Gemenge Beetebuerg an Diddeleng, wou mer genau déi dote Froen amgaange sinn ze kucken a wou sech natierlech och erausstellt, dass dat hei net onproblematisch wäert sinn! Ech mengen, do soll ee sech näscht virmaachen.

Ech wëll nach eng Kéier soen: Hei geet et net ëm en NIMBY-Effekt. Ech wëll dat hei kloer soen. Hei geet et och ëm wirtschaftlech Intéressen! Wann nämlech net garantéiert ass, dass all déi Clienten och kënnen ënner uerdentleche Bedéngungen do bedéngt ginn an där neier

Plattform, da wäert dat e Feelschlag ginn. Also, hei geet et net drëm, eleng dono ze kucken: Wat wëll ech a mengem Virgärtchen hunn a wat net? Mä hei geet et och drëm, fir ze garantieren, dass déi dote Projete kënnen uerdentlech fonctionnéieren, dass se hirer ursprünglecher Zilsetzung gerecht ginn an dass och wirkleech all déi Transporteuren, déi sollen dohinnerkommen, dass déi och net an engem Stau sti schonn e puer Kilometer virdrun an eigentlech net kënnen zäitgerecht dohinnerkommen, well da fonctionnéiert de gesamte Projet net méi.

Et ass also, mengen ech, am wirtschaftlechen Intérêt, am Interesse vum Ëmweltschutz, am Interesse vum Gesondheitschutz, dass alles aneneegräift an dass mer hei zerguttst plangen. A wann et sech erausstellt an Etüden a Projektionen, déi nach amgaange si gemaach ze ginn, dass dat eent oder dat aner muss adaptéiert ginn um Projet, da muss dat selbstverständlech geschéien. Well soss kann eigentlech dat doten net riicht ausgoen, wa mer all déi dote Considérations am Endeffekt net hei berücksichtegen.

Et ass also wichteg, mengen ech, dass een dat am A behält, dass ee virun allem d'Fro vum Kaméidi weider kritesch kuckt. An do schéngt et - et brauch een et bal net ze soen, mä ech soen et awer léiwert trotzdeem hei -, et ass selbstverständlich: Wann déi gesetzlech Limiten iwwerschritt sinn, dann ass eng Obligatioun do, fir ze handelen! Dann huet de Stat d'Obligatioun, Lärmschutzwänn ze installéieren! A mir wäerte selbstverständlech och do weider en An drop halen, dass déi dote gesetzlech Bestimmungen och an deem heite Fall konkret respek-téiert ginn.

Wat sécherlech nützlich wär - dat ass, esou wäit ech weess, weider nach net gemaach ginn -, dat ass och, dass an der Fro vum der Loftqualitéit géifen Etüde gemaach ginn, ob dat elo de Feinstäb ass oder ob dat aner Impakter sinn, déi sech kënnen natierlech erginn doduerjer, dass een hei awer relativ staarken Zouwuess wäert kréien. Och wann dat net iwwert d'Landstroosse geschitt, och wann dat iwwert d'Autobunn geschitt, wäert awer trotzdeem vill méi Camionsverkéier sech konzentréieren op där dote Plaz. An do muss natierlech awer och gekuckt ginn, wat dat do fir e méiglechen Impakt op d'Loftqualitéit an där dote Géigend wäert hunn.

Ech mengen, déi Leit, déi do wunnen, kënnen sech weineg kafen, wann insgesamt a ganz Europa sech deen heite Projet wäert positiv auswirken, wann net awer am Lokalen natierlech och gekuckt gëtt, dass dat dote kee gréisseren negativen Impakt wäert hunn.

Zu deem heite Projet gehéiert nach en anere grouse Projet eigentlech vum der Regierung a vum der Bauverwaltung. Dat ass natierlech deen neien Échangeur, deen neie Rond-point Diddeleng-Biereng op der Collectrice du Sud. Et ass evident, dass den Ausbau vum där Plattform hei nëmme ka voll zum Droe kommen, wann och garantéiert ass, dass déi nei Opfahrten, dass deen neie Rond-point och ëmgesat ass a konkret och fonctionnéiert.

Mir hunn och do eigentlech d'Zousoe kritt vusäite vum de Bedriever vum där multimodaler Plattform, dass si och nach wäerte vum haut op muer vum eent op honnert dréinen, mä selbstverständlich progressiv nëmme wäerten deen neien Ausbau och a Betrib huelen an deementspriedend also och kënnen eréischt mat engem gewëssene Rhythmus fueren, wa gläichzäitig och déi Stroosseninfrastrukturen do sinn, déi einfach zu där neier Plattform gehéieren. Dat schéngt mer eng Selbstverständlechkeet ze sinn. Dat muss och esou am Endeffekt bleiwen.

Eng Suerg, déi ech wollt nach hei zum Ausdruck bréngen, dat ass, dass mat all deene Planungen an deem dote Beräich - Logistikzenter, CFL Multimodal, wéi gesot, de Statslabo, aner Industrien, déi och nach ausbauen an där Region Diddeleng/Beetebuerg -, d'Garantie och, mengen ech, muss do sinn, dass bei den Infrastrukturen och weider Verbindunge mussen bestoe bleiwen iwwer Vélo a fir d'Foussgänger téschent Diddeleng a Beetebuerg. Et dierf net derzou féieren, dass op eemol do Diddeleng ofgekappt gëtt vum Rescht vum der Welt duerch déi schéin, flott Projeten, déi do gemaach ginn.

Wéi gesot, déi eng Gemenge kréien d'Europaschoul an déi aner Gemenge kréien CFL Multimodal a Logistikzentren. Dat ass dann d'Opdeeling esou, wéi dat sech esou mécht. Ech géif mer just wënschen, d'Gemengen Diddeleng a Beetebuerg géifen déiselwecht Kompensatiounen kréien, déi sengerzäit emol eng Gemeng versprach kritt huet, déi eng Europaschoul akzeptéiert huet.

► **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.* - Diddeleng huet awer och schéin...

► **M. Alex Bodry** (LSAP). - Mä bon, dat ass...

► **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.* - ...Här Buergermeeschter!

► **M. Alex Bodry** (LSAP). - Dat ass dann esou eppes, wat dann och zur Landesplanung zu Lëtzebuerg gehéiert!

(Interruptions)

Dat gesot, mengen ech, bleibt dat hei awer e richtegen, e wichtege Projet. E Projet, deen een och net kann iergendwou op anere Plaze maachen. Ech mengen, wann een zu deem Projet steet, gëtt et keng honnert Méiglechkeeten, fir dee Projet ze maachen. Dat ka bal nëmme do sinn. Mä dat soll awer esou geschéien, an engem Mooss, an engem Rhythmus, dass et effektiv och nohalteg fir d'Land a fir déi Leit, déi do wunnen, machbar ass.

Mat deene Bemierkunge géif ech dann nach eng Kéier den Accord vu menger Fraktioun hei erabréngen.

► **Mme la Présidente.** - Merci, Här Bodry. Déi nächst agedroie Riednerin ass déi honorabel Madame Lorsché. Dir hutt d'Wuert, Madame Lorsché.

► **Mme Josée Lorsché** (déi gréng). - Merci, Madame Présidente. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet multimodal téschent Diddeleng a Beetebuerg soll et, wéi gesot, erlaben, de Giddertransport méiglechst fréi an a grouse Quantitéit vum der Strooss op d'Schinn ze verlagere.

Innovativ Konzepter wéi d'ëst si méi wéi jee gefrot a mussen och queesch duerch Europa entwéckelt ginn, well d'Verhältnis téschent Strooss a Schinn net stëmmt, weder an Europa nach an der Groussregion nach zu Lëtzebuerg. 80% bis 90% vum de Gidder gi jee no Land a Region iwwert d'Strooss befördert. Net emol 15% lafen iwwert d'Schinn!

Ee vum den Haaptobjektiver vum der Verlagerung vum Schwéiertransport op d'Schinn ass natierlech de Klimaschutz an d'Reduktioun vum CO₂-Emissiounen am Beräich vum Verkéier. Et geet awer och ëm de Käschtfacteur an d'Effektivitéit vum Schinnentransport. Schon eleng opgrond vu senge grouse Luedflächen ass en Zuch méi rentabel wéi e Camion.

Momentan läit d'Längt vum de Gidderzich an Europa téschent 650 an 950 Meter. Verschiede multisektorieell Acteure plädéiere souger derfir, d'Längt vum den Zich nach ze erhéien a wëllen op de wichtigste europäesche Korridoren eng Zuchlängt vum 1.500 Meter errechen. Schon haut ersetzt een eenzegen Zuch 20 bis 30 Camionen, wann net nach méi, an domat och 20 bis 30 ëmweltschiedlech Motoren. Sollt d'Iddi vum der Verlängerung vum den Zich realistesch sinn, wäert déi Zuel nach klammen.

Och sinn déi steigend Energiekäschten an d'Péage-Gebühren op den Autobunne wichteg Argumenter, déi fir den Ausbau vum Gidderverkéier op der Schinn schwätzen. Während d'Spediteure Käschte spueren, bleiwen d'Camionneure vu Verkéiersstauen, Verkéiersrisiken, Fuerverbueter an iwwerlaangen a belaaachtenen Trajete verschount.

Den Neibau vum Containerterminal téschent Diddeleng a Beetebuerg entsprécht dëser Logik a läit ganz an der Linn, déi mir säit éiweg vortrieden.

Mat enger Entrepreneurskultur, déi op d'Besoin vum de Clienten ausgeriicht ass, enger sécurisierter Plaz um Site an enger ausgefeilter Technik op enger zentral geleeener Plaz soll de Schinnentransport mat deemem Projet nei belieft ginn, nodeems e säit de 70er Jore méi wéi ver-noléiseg ginn ass. De bestehende Site ass längst saturéiert, dat konnte mer elo och bei Visité feststellen. En entsprécht och net méi der technischer Infrastruktur, déi haut erwaart gëtt vum engem attraktiven a maartfäege Site.

Aus all deene Grënn schwätzt am Prinzip näischt dergéint, ganz am Contraire, viles schwätzt derfir, an dofir wäerte mir dem Projet och zoustëmme. Allerdéings verfale mir net grad an déiselwecht Euphorie wéi den Här Kaes als Rapporteur vum Gesetz, deem mir fir säi Rapport awer villmoos Merci wëlle soen. Den Här Bodry, als Buergermeeschter vum der Nop-schgemeng, gesäit dat méi nuancéiert, well en d'Suerge vum de Leit kennt. En ass dagdeeg-lech um Terrain mat de Suerge konfrontéiert a gesäit och, wat um Site ofleeff.

Eis Suerge gi vläicht awer nach e weineg méi wäit.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, grad wéi d'Fraktioun vum der DP ass och déi gréng Fraktioun der Meenung, dass dëse Projet net ausgeräift ass. E bësselche kënn et sech vir, wéi wann een Hals iwwer Kapp hei zu engem Vote misst kommen. Et geet ëm d'Finanzéierung vum enger éischer Phas, obscho wichteg Elementer fir d'Realisatioun vum den nächsten Etappe feelen an eng ganz Rei Froen net beantwert konnte ginn. Froen, déi net nëmme mir eis

stellen, mä déi och virun allem d'Bierger an d'Biergerinne sech stellen, déi am Alldag mat deemem Megaprojet konfrontéiert ginn.

Eng vum deene Froen ass déi, wéi eng Eisenbunnsprojeten zugonschte vum deemem Projet zäitlech retardéiert mussen ginn. D'Commission d'analyse des projets d'infrastructure ferroviaire huet an hirem Avis drop bestanen, dass déi global Finanzéierungsenveloppe, déi vum Regierungsrat festgehal gëtt, net dierf iwwerschritt ginn. Well dëse Projet net am Budget vum Fonds du rail enthal war, mussen déi 182 Milliounen, déi haut gestëmmt ginn, also nou-tgedrongen op enger anerer Plaz gestrach ginn. Ech weess schon, wat Dir mir äntwert, Här Minister: Dir sot, dass keen anere Projet duerch dëse Projet ze kuerz kënn. Dat kléngt ganz berouegend, mir hu just e klenge Problem, fir eis dat virzustellen.

Eleng d'Duerchforstung vum Budget, vum virleie Budget, kann an eisen Aen net duergoen, fir op eemol 182 Milliounen fräzesetzen - dat ass en Heedegeld! Mir kënnen eis och net virstellen, dass aner Projeten därmoossen a Ver-zuch gerode sinn, dass d'Geld, dass dofir prett-stoung, bis op Weideres net méi gebraucht gëtt an op dëse Projet transferéiert ka ginn. Sollt dat de Fall sinn, muss es sech dann natierlech froen, wéi realitéitsno d'Planung vum deenen anere Projeten iwwerhaapt war.

De Statsrat huet och recht an eisen Aen, wann e verlaangt, dass den Tableau vum den Investi-tiounen am Beräich vum Schinnereseau d'Prioritéit vum der Regierung soll zréckspigelen. Momentan ass deen Tableau éischer eppes wéi e Fourre-tout, deen d'Prioritéiten net direkt er-kenne léisst.

Aner Froen, déi mir haut nach wëilten opwer-fen, bezéie sech op de Gesamtkontext, deen den Här Bodry och schon ugeschnidden huet an dee mat deemem Projet ufängt. Haut geet et just ëm d'Finanzéierung vum der Schinnenin-frastruktur, mä dës Infrastruktur ass nëmme e Puzzlestéck vum engem ganze Projet. Als Gréng geet et eis och ëm dat, wat an Zukunft um ge-samte Site passéiere wäert, Logistik a Stroosse-bau abegraff, mat allen Aktivitéiten, déi an där Region nach geplangt sinn.

Wann ee vill Geld investéiert, muss ee wëssen, wat et bréngt. Et muss een awer och wëssen, wou d'Risiko vum héijen Investissementer leien a wéi et noufalls mat engem Plang B ausgesäit. Haut ginn 182 Milliounen fir d'Schinnenin-frastruktur vum der Plattform zur Verfügung ge-stallt. Duerno kommen 28 Milliounen fir d'Fäer-degstellung vum Site derbäi, an deemno, wéi d'Évolutioun wäert sinn, nach 30 Milliounen fir den Ausbau. A schliesslech muss och massiv an de Stroossebau investéiert ginn, fir en Accès vum der Autobunn op de Site ze schafen a fir d'Aktivitéit vum der Plattform mat deene vum der Logistik ze verbannen. Hei gëtt kee Montant genannt.

Soulaang wéi de Modell funktionéiert, féiert e ganz bestëmmt zu enger grousser Plus-value, haaptsächlech fir eis Économie a fir Aarbechts-plazen ze schafen. Zemoos a wirtschaftlech schwierigen Zäiten ass et awer geféierlech, vill Milliounen ze investéieren, ouni sech op konkret Daten ze baséieren, wat d'Gestioun an aner Käschten ueget, déi um Projet hänke wäerten, haaptsächlech och déi vum Stroossebau.

Mir vermessen en Entwécklungsplang, deen eng Projektion an d'Zukunft mécht an dat reellt Potenzial um Site definéiert, d'ëst alles enner Berücksichtigung vu verschiddenen Ze-narien. Ech zitieren den Alain Krecké, e Logis-tikmanager a Chef vum Cluster for Logistics Lëtzebuerg, deen an engem ganz interessanten Artikel Folgendes behaupt huet: „Den Enjeu vu logisteschen Aktivitéit bleibt d'Reaktivitéit an d'Flexibilitéit géigeniwwer engem onstabilen internationale Maart“. Dat wat hie seet, zielt net nëmme fir de Logistiksektor, mä och fir de Projet multimodal, ëmsou méi, well de Projet multimodal an de Projet vum Logistikzenter fréier oder spéier e Ganz wäerte bilden an e globaalt Entwécklungskonzept brauchen am Kontext vum allen anere Projete ronderëm de Site.

Wéi steet et zum Beispill weltwäit mat der Ent-wécklung vum internationale Frachtverkéier a vum der Lagerung vu Frachten a wéi reagéiere mir op d'Konkurrenz vum anere Länner? Wéi eng reell Capacitéit gi vum Wuerentransport op der Linn Perpignan-Antwerpen erwaart, wëssend, dass d'Roll vum Europa um Weltmaart ëmmer méi bescheide gëtt an d'Roll vum op-striewende Länner wéi China an Indien ëmmer méi dominant gëtt? A wéi grouss ass d'Wahr-scheinlechkeet, dass d'Afféierung vum Péage an der Belsch dozou féiert, dass d'Transportfirmen hir Camionen schonn zu Rotterdam oder zu Antwerpen op d'Schinn setzen an net eréischt zu Lëtzebuerg?

Dat heescht net, an Defätismus verfalen - ganz wäit dovun ewech! Et heescht awer, dass d'Real-itéit op vill verschidde Manéiere muss analy-

siert ginn. D'Realitéit vum haut ass déi, dass d'CFL an d'Regierung sech beim Frachtverkéier op e Wuesstum vum 300% beruffen. Ouni dass ech domat den Däiwel wëll un d'Mauer molen, wëll ech awer feststellen, dass d'Previsiounen vum der Europäescher Kommission wäit ënnert deem Wuesstum leien. D'Europäescher Kom-mission schwätzt just vu 55% Zouwuess beim Frachtverkéier, wat déi optimistesche Prognose vu Regierung an CFL méi wéi relativéiert.

Ech erënneren drun, dass déi positiv Prognosen, déi den ehemolege Wirtschaftsminister Jeannot Krecké viru siwe Joer fir d'Entwécklung vum Log-istiksektor opgestallt huet, net agetruede sinn. Viru siwe Joer huet de Minister an öffent-lechen Informationsversammlungen, haapt-sächlech och an der Region ronderëm d'WSA, vum 1.200 neien Aarbechtsplaze geschwat, déi am Laf vun dräi Joer um ale Site vum der WSA sollten entstoen. Net emol en Zéngtel dovun ass geschafe ginn! Wou läit d'Garantie, dass et dës Kéier besser klappt?

(Interruption)

Suerger, Här Minister, mécht eis och déi kon-kret Planung. Esou sennvoll wéi d'Iddi och ass, de Projet wäert méi Camionen op Lëtzebuerg zéien, ëmsou méi, well eis Pétrolspräisser déi attraktivst an Europa sinn. D'Recetté vum Tank-tourismus ginn oft a gären an d'Fenster ge-haangen, iwwert d'Nodeeler gëtt awer kaum geschwat.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Josée Lorsché** (déi gréng). - Wann am Dag bis zu 1.600 Camionen op de Site solle fueren, huet dat e groussen Impakt op d'Region a virun allem op d'Collectrice du Sud téschent dem Diddelenger Kräiz an der Sortie Biereng. Dorun ännert och de Bau vum engem grouse Rond-point à la lergärtchen näischt. Onofhängeg dovun, dass dee geplang-ten Tracé d'Camionneuren zu Ëmweeër for-céiert - also se muss vum der Autobunn erof nach op d'Collectrice du Sud...

(Interruption)

...an an de Site erafueren -, gëtt de Rond-point op enger Plaz gebaut, wou d'Verkéiersstau schonn haut net méi ze gériere sinn.

Eiser Meenung no misst den Accès op de Site direkt an der Autobunn leien, déi vu Frankräich an d'Stad, an net niewendrun e puer Kilometer ewech, och wann d'Logistik doduerch e bësse Plaz géif verléieren. Dës Léisung ass awer leider bei der Planung fale gelooss ginn.

Den neie Rond-point léist och net dee scho be-stoende Problem vum iwwerméissegen Auto-traffic téschent Diddeleng a Beetebuerg, deen ech schonn ugeschnidden hunn.

Natierlech gëtt eng Verkéiersetüd gemaach. D'Verkéiersetüd, déi gëtt vu Ponts & Chaussées gemaach a soll all Verkéiersproblemer an der Region erfaassen an och Léisungen ausschaf-fen. Mir froen eis just, firwat déi Etüd net virun der Planung vum deemem Projet stattfonnt huet an eréischt virgestallt gëtt, wann d'Baggere scho rullen.

Mäin zweetleschte Punkt betrëfft den Ëmwelt-schutz an d'Kompensatiounsflächen. D'Deelrenaturéierung vum der zimlech beschei-dener Diddelenger Baach ka eng Zoubeto-néierung vum 32 Hektar ersetzen! Datt d'Bauschuttdeponie no hirer Saturatioun be-gréngt soll ginn, ass och eng Méiglechkeet, déi hu mer och gesot kritt. Fir eis ass dat awer eng Normalitéit, vu dass dee Site och virdu be-gréngt war an nees a säin ursprünglechen Zou-stand soll zréckbruecht ginn.

Eng Kompensatioun ass dat fir eis net. Domat stelle mir net d'Renaturéierung a Fro an och net d'Begréngung vum der Bauschuttdeponie, sinn awer der Meenung, dass d'Versigelung vum 32 Hektar keen onschëllegen Agréff an d'Natur ass an dass weider Moosname mussen defi-néiert ginn.

Dowéinst wiere mir frou, méi konkret Zuelen iwwert dee Bësch ze kréien, den Echebësch oder de Bichebësch, vum deem den Här Bodry geschwat huet. Mir wëssen nach net, wou e soll leien a wéi grouss en ass. Dofir waarde mer op déi néideg Äntwert.

Mir hoffe jiddefalls, dass et net geet wéi bei der Nordstrooss, wou d'Regierung esou laang no Kompensatiounsfläche gesicht huet, bis kee méi derno gefrot huet. A bis haut huet se keng fonnt.

(M. Laurent Mosar reprend la Présidence.)

Eis lescht Remarque bezitt sech dann och op de Kaméidi. Den Här Bodry ass och dorop agaang-en. E mécht den Urainer Kappzerbrieches, am duebele Sënn vum Wuert.

Mir ënnerstëtzen d'Absicht vun de Bedreiver, de Kaméidi schonn à la source - wéi et genannt gëtt - ze verhënneren. Esou Moosname bréngt méi wéi dee beschte Lärmschutz.

Wat mir awer fuerderen ass, datt potenziell Lärmschutzmoosnamen an déi zweet Phas vum Projet integréiert ginn, dat fir ze verhënneren, datt am Nachhinein keng Léisung méi fonnt ka ginn, sollt de Kaméidi e gewëssene Pegel iwwerschreiden. Esou ass et och am Gesetz virgesinn. Mir denken, déi Lärmschutzmoosname sollt geziilt geplangt ginn, éier et lassgeet.

Bei der Luftverschmutzung gesi mer och verschidde Problemer op eis zoukommen. Wéi Der déi wëllt an de Grëff kréien, ass nach net kloer.

Här President, fir ofzeschlësse wëllt ech nach eng Motioun déposéieren, déi dat résuméiert, wat ech gesot a gefuerdert hunn. Ënnerstëtzt gi mir vun der DP an der Persoun vum Här Berger, deen a senger Interventioun eng Rei Punkten ugeschwat huet.

Ech denken, wann dës Regierung de Projet esou iwwerluecht an nohalteg wëllt gestalten, wéi se et versprach huet, dierft se och kee Problem hunn, dës Motioun unzehuelen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- *saluant le projet d'une plate-forme multimodale entre Bettembourg et Dudelange destiné à mettre en place un mode de transport alternatif à la route sur les axes de trafics massifiés en Europe et qui pourra mener à une réduction non négligeable des émissions de CO₂ résultant du secteur des transports;*

- *considérant qu'en absence d'un plan d'affaires relatif à la gestion et au développement de la plate-forme, le projet de loi repose sur des estimations vagues en ce qui concerne le potentiel du fret ferroviaire à partir du Grand-Duché de Luxembourg;*

- *considérant notamment que la commission européenne s'attend à une augmentation située autour de 55% jusqu'en l'an 2020 pour l'axe de fret ferroviaire du corridor Anvers-Bettembourg-Bâle/Lyon tandis que le Gouvernement luxembourgeois se base sur une augmentation de 300% jusqu'en 2020 pour le transport de fret passant par le site multimodal;*

- *considérant que le montant de 182.000.000 € (hors TVA) inscrit au «fonds du rail» ne concerne que les investissements de la première phase de l'aménagement d'une plate-forme multimodale sous rubrique;*

- *considérant qu'une deuxième phase (coûts 28.000.000 €) et, le cas échéant, une troisième phase (coûts 30.000.000 €) seront nécessaires pour finaliser le projet en question;*

- *estimant que la réalisation de la plate-forme multimodale aura pour conséquence que d'autres projets ferroviaires doivent être reportés dans le temps sans que ceux-ci aient été identifiés dans l'exposé des motifs;*

- *constatant que l'étude de trafic globale ayant comme but d'analyser toutes les activités de la région susceptibles de générer du trafic fait défaut à l'heure actuelle;*

- *estimant que des dépenses supplémentaires seront inévitables, notamment pour la construction de l'infrastructure routière inhérente au projet;*

- *déplorant qu'à l'exception de la renaturation du cours d'eau «Diddelenger Baach», le projet de loi ne mentionne aucune autre mesure de compensation;*

- *considérant que les dépenses pour la mise en place de mesures de protection des riverains, notamment des écrans antibruit qui devront être érigés dès que des seuils prédéfinis seront dépassés, font défaut dans le budget;*

invite le Gouvernement

- *à établir un plan de développement pour les nouveaux terminaux intermodaux rail/route à Bettembourg-Dudelange en se basant sur différents scénarios d'évolution économique susceptibles d'avoir un impact sur celle du fret ferroviaire;*

- *à finaliser l'étude de trafic globale en tenant compte de toutes les activités économiques, commerciales et artisanales risquant d'entraîner une augmentation de trafic dans la région;*

- *à évaluer l'impact financier de tous les travaux supplémentaires destinés à garantir la desserte des sites EUROHUB Sud et terminaux multimodaux CFL;*

- *à intégrer les mesures de protection des riverains (par exemple les écrans antibruit) dans le projet de loi pour le financement de la deuxième phase;*

- *à définir des mesures de compensation supplémentaires;*

- *à présenter les résultats des études susmentionnées avant le vote du projet de loi réglant la deuxième phase du projet à la Chambre des Députés.*

(s.) Josée Lorsché, François Bausch, Eugène Berger, Félix Braz, Camille Gira.

Dofir soen ech lech elo scho villmools Merci an och Merci fir d'Opmierksamkeit.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Lorsché. Als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Och vun eiser Säit aus e Merci un de Rapporteur Ali Kaes fir säi Rapport.

Ech mengen, hei ass e wichtige Projet, wou mir schonn zënter Laangem heibannen driwwer debattéieren, fir ebe méi de Camionsverkéier op d'Schinn ze verleeën. Dat ass eng positiv Entwécklung, déi mer hei ënnerstëtzen alleguer, schonn zënter Laangem, an eisen Diskussiounen. An ech mengen och, dee Site, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn, deen och warscheinlech deen eenzeg méigleche Site hei zu Lëtzebuerg wier, ass optimal, well mer engersäits d'Eisebunnsnetz an engem grouse Mooss zu Beetebuerg hunn, mat dem ganzen Triage, mir hunn d'Autobunn do a mir hunn d'Plaz, fir kënnen eben esou ee Logistikzenter ze maachen.

Et ass kloer, datt mer hei eng positiv Entwécklung hunn, sief et fir d'Ëmwelt, sief et fir eis Économie oder sief et och fir d'CFL selwer, déi heivu ka profitéieren. Kloer ass, datt, wat awer och op där enger Säit positiv ass op där anerer Säit negativ Konsequenzen huet, well mer wëssen, datt, wa mer méi Camionsverkéier wëllen op d'Schinn kréien, da muss dee Camionsverkéier sech konzentréieren op enger Plaz eben, fir op déi Schinn ze kommen. Dat ass net aneschters méiglech.

An duerfir verstinn ech och net d'Iwwerleeung vu menger Virriednerin hei vun deene Gréngen, déi am Fong ëmmer soen, mir mussen méi Camionen op den Zuch kréien, mä wann dann de Projet kënn, am Fong dee vu vir bis hanne kritiséieren: datt ze vill Camione kommen, datt se hei och nach tanken, datt mer d'Plaz ewechhuelen, fir dat ze bauen.

Ech mengen, et kann een net dat eent an dat anert hunn! Et muss ee sech fir eppes entscheeden. A wa mer eis eens sinn, datt mer wëllen esou ee Logistikzenter maachen,...

(Interruption)

...datt mer esou ee Logistikzenter maachen, da muss mer och wëssen, datt dat Camione mat sech bréngt, datt mer duerfir Plaz brauchen. A mir solle frou sinn, wa se da schonn heihinnerkommen, datt se och nach hei tanken an net iergendwou am Ausland tanken.

Ech mengen, mir kënnen och net op déi Steiere verzichten.

Mä ech wëll awer soen, wa mer dat maachen a mer wëssen, datt esou vill Camione sech hei konzentréieren - et gëtt geschwat, am Ufank sollten dat 600 Stéck sinn -, datt dat ka bis op 1.600 eropgoen, da muss mer natierlech och kucken, wéi mer dee Camionsverkéier gemeeschtert kréien.

Mir wëssen alleguer, datt d'Saarautobunn elo nach net déi Autobunn ass, déi am iwwerfëllsten ass. A wann eng Kéier de Bypass elo zu Helleng gebaut ass an zu Fréiseng d'Opfahrt, déi awer näischt mat dëser Aart vu Camionsverkéier ze dinn huet, wann déi bis gebaut sinn, da leeft de Verkéier.

Mä mir hunn ee schwaarze Punkt an deem Eck, datt ass d'Offahrt vun der Saarautobunn op Diddeleng/Beetebuerg Strooss. Jiddwereen, deen do erop- an eroffiert, weess haut, wéi schwéier et do ass, erop- an erofzefueren.

Duerfir ass jo och heizou e Parallellprojet geplangt, wou dann eben do e grouse Rond-point gebaut gëtt, wou dann eben déi Camione sollen erop- an eroffueren. An domadder hu mir am Fong e Problem: Well mir soen, dee Rond-point muss gebaut ginn, datt ass ganz kloer, well mer elo schonn eng Verkéierssituatioun do hunn, déi net ze akzeptéieren ass an déi grouse Stau provozéiert. Mä op där anerer Säit muss mer awer wëssen, wa mer och elo nach all déi Camionen an Zukunft iwwert dee Rond-point erofleeden an dann iwwer eng Stéchprouf op dee Logistikzenter féieren, dann ass dee Rond-point scho vu virus u ganz staark hypothéquéiert a mir féieren och de Kaméidi, dee jo domadder zesummenhängt, och méi no bei d'Haiser an d'Leit erun.

Duerfir géife mir - an da si mer erëm mat deene Gréngen averstanen - proposéieren,...

(Interruptions)

Jo, wann Der eng gutt Iddi hutt, firwat soll een dann net dermat averstane sinn?

► **Une voix.** - Très bien!

(Interruptions)

Et kënn zwar net esou dacks vir, mä heiansdo ass dat awer de Fall.

(Brouhaha)

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Mä nach méi dacks wéi bei aneren!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ...datt ee sollt eng separat Op- an Offahrt méi wäit op der Saarautobunn maachen, méi op d'Diddelenger Kräiz zou, wou een am Fong dee ganze Verkéier, deen op de Logistikzenter geet, direkt vun der Autobunn géif erfuehlen an erëm erfuehlen, also e separaten Échangeur maache fir nëmmen déi Camionen. Da kréiche mer déi aus deem neie groussen Échangeur eraus, well soss ass do de Chaos scho virprogramméiert!

Also mir plädéieren derfir, datt de Minister nach eng Kéier mat senger Verwaltung schwätzt. Well ech sinn iwwerzeegt, wa mer net elo ufänke mat plangen, wann dat bis eng Kéier do steet, da gesi mer, wat fir e Chaos datt do produzéiert gëtt, an da komme mer souwisou am Nachhinein drop zrëck a soen, mir mussen dohinner fueren, fir eben dee Camionsverkéier do ewechzekeréien.

Domadder geet gläichzäiteg dann och de Kaméidi, dee vun de Camione gemaach gëtt; och dat ass eng normal Konsequenz. Mä och do muss een dergéint agéieren. An duerfir plädéiere mir, datt do wierkelech alles gemaach gëtt, fir souwuel zu der Bierenger Säit wéi zur Beetebuerg Säit déi Autobunn, déi Op- an Offahrten esou mat Schallschutzwänn ze bestécken, datt esou mann wéi méiglech Kaméidi un déi Leit eruedroe gëtt, déi do op där enger an op där anerer Säit wunnen.

Ech mengen, et ass also e wichtige Projet. Mä mir mussen awer wëssen, déi Konsequenzen, déi sinn normal, mä mir mussen versichen, déi Konsequenze fir déi Leit, déi do an där Géigend wunnen, fir déi esou niddreg ze hale wéi méiglech. A wéi gesot, duerfir plädéiere mir fir eng separat Op- an Offahrt, déi direkt bei dee Logistikzenter geet.

De Käschtepunkt ass zwar héich, muss ee soen: honnert an déi achtzeg Milliounen fir dese Projet an, et ass gesot ginn, fir d'Geballechkeeten nach eng Kéier iwwer 20 Milliounen. Da kënn nach warscheinlech eng Kéier dee Chiffer derbäi, wat de Stockage ubelaangt. De Rond-point ass net iwwer 40 Milliounen, duerfir gëtt et jo och kee separat Gesetz.

Mä insgesamt wäert dee Projet hei awer, wann e bis ganz realiséiert ass, esou ëm 250 Milliounen Gelder kaschten, wat kee kleng Projekt ass, mä wat menger Meenung no awer e wichtige Projekt ass. An trotz deenen Iwwerleeungen, déi mer hunn, mengen ech, muss deen do gebaut ginn, muss och de Rond-point gebaut ginn. A mir hätte souguer nach gär, datt do derniewent och nach soll zousätzlech eng separat Op- an Offahrt gebaut ginn. Da wier de Projet richtig gutt. An ech...

► **M. le Président.** - Här Gibéryen, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här President, wann Der mer elo dräi Sekonne ginn hätt, da wier ech fäerdeg.

► **M. le Président.** - Déi kritt Der natierlech. Mengetwegen och fënnf.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ech brauch déi net.

Dofir bréngen ech d'Zoustëmmung vun der ADR.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Gibéryen. Da kritt d'Wuert den zoustännegen Nohaltegekeetsminister Claude Wiseler.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Här President. Ech wëll ufänken, andeem ech selbstverständlech dem Rapporteur, dee jo ganz enthusiastesch dat bruecht huet, Merci soe fir d'Engagement, och der Kommissioun fir déi gutt Aarbecht, déi se och an enger schneller Zäit hei gemaach huet. An et war elo gutt, datt mer an där schneller Zäit dat do gemaach kruten a mer et elo nach virun der Vakanz gestëmmt kréien, well déi Aarbechte sinn effektiv prett, fir lasszefueren.

An ech muss och soen, datt, wann ech haut gesinn, wat um Site selwer ass - an déi, déi e wéineg an der Eisebunn méi an- an ausginn, déi wëssen, datt de Site ausgelaacht ass an datt u sech déi Aarbechten do dréien -, datt also och dee Besoin, dee mer heimat erfëllen, wa mer dat hei bauen, datt deen och een ass, dee reell do ass a wou et gëllt, esou schnell wéi méiglech an der Extensioun weiderzecommen.

Dat ass wichtig, dat einfach ze gesinn! Mä déi 180 Milliounen, dat si jo enorm vill Suen. Et si jo wierkelech vill Suen! An et ass eréischt déi éischt Phas, déi aner sinn zwar méi kleng, mä duerno si mer bei 230 Milliounen, wann et da bis zum Schluss wär. Et muss een also och wëssen, wat mer hei amgaange sinn ze maachen.

Mir hunn iergendwou eng Kéier gesot, datt mer eng Diversifikatioun vun eiser Économie wëllt maachen. Mir hu gesot, datt d'Logistik ee vun deene Punkten ass, déi eis sënnvoll erschéngen.

Firwat hu mer dat gesot? Mä well mer hei e groussen Avantage als Land hunn: dat ass, an engem zentralen Deel vun Europa ze leien, wou mer a relativ kuerzer Distanz extrem vill Leit touchéiert kréien, datt mer op engem Réseau ferroviaire, op engem Schinnennetz leien, wou mer wierkelech am Zentrum vun deene grouse Linne leien, déi vun Amsterdam bis erof an de Süden, Italien an och Spuenien, ginn, datt mer also och vun den Autobunnen aus an engem europäesche Réseau leien, wou mer zentral sinn a wou d'Accessibilitéit zu deene groussen Zentre relativ einfach ze maachen ass, an datt mer einfach vun der geografischer Situatioun wëlle profitéieren, fir eng nei, eng aner Ékonomiesbranche auszubauen.

Vun do ausgehend muss een natierlech kucken: Wéi baut een dat aus? An do gëtt et u sech dräi grouss Plazen hei am Land, déi Sënn maachen, wann een dat wëllt ausbauen. Dat éischt, dat ass de Flughafen - kloer! Do schwätze mer nach duerno iwwert d'Vols de nuit e puer Wuert, mä et ass u sech genau deeselewichte Kontext. Dat ass de Flughafen, wou iwwert d'Fligeren, iwwert d'Cargolux, iwwer aner Gesellschaften e groussen Deel vun där Logistik do ukënn, era-kënn, déi dann hei weiderverdeelt gëtt an d'Groussregioun an och wäit iwwert d'Groussregioun eraus.

Dat ass, zweetens, an do laacht een heiansdo driwwer, mä trotzdeem, et ass de Port de Mertert am Fluvial. A wann een d'Zuele kuckt vun Port de Mertert, well dat ass deene meeschte Lëtzebuerg net esou bekannt, da gesäit een, datt och do eng ganz Logistikaktivitéit um Fluvial sech ronderëm de Port de Mertert beweegt. An do mécht d'Regierung och an deenen nächste Jore ganz grouss Investissementen, fir u sech déi do Logistik besser an de Grëff ze kréien a fir och haaptsächlech kënnen vum Fluvial op d'Schinnen direkt eng Verbindung ze maachen, déi eis dann och sënnvoll erschéngt, fir déi Logistik ze maachen.

A schlussendlech ass et den Eurohub Sud, wou déi ganz Organisatioun ronderëm de Ferroviaire geschitt a wou mer wëllen déi Transferte vun de Camionen - ob dann elo d'Paletten eriwvergeholl ginn oder ob de ganze Camion eriwvergeholl gëtt -, wou mer dat wëllen organiséieren a wou mer eis en Instrument wëlle schafen, wat effikass ass a wat d'Konkurrenz och duerhält.

A wann een och kuckt, wéi déi Logistik sech an deene leschte Joren nottament um Schinnennetz an op der Autoroute ferroviaire entwéckelt huet, da gesäit een, dat huet jo an den 90er Joren fir dat eent, am Joer 2007 fir dat anert, also den Terminal Enn 90er Joren an d'Autoroute ferroviaire am Joer 2007, richtig ugefaangen, da gesäit een, wéi déi Zuelen an deene leschte Jore massiv an d'Luucht gaange sinn. An et gesäit een och, wéi mer elo saturéiert sinn op deenen Terminalen, fir am Fong ze gesinn, datt déi Extensioun der Realitéit eppes ass, wat sech och chiffriéiere léisst, souwuel finanziell. An de Businessplang, deen déi eng an déi aner hunn, déi weisen eis, datt déi Capacitéite méiglech sinn.

A wann Der - ech wëll der Madame Lorsché just soen -, wann Der effektiv schwätzt vun enger Logistikaugmentatioun vun an déi 50% oder 55% an deenen nächste Joren, déi d'Kommissioun gesot hätt, an Dir sot, déi Pläng, déi entwéckelt gi si vun de Gesellschaften, déi sinn awer wäit driwwer, dann heescht dat jo net, datt mir an eiseem Développement, wou et just ëm d'Quantitéit en général vun der Logistik geet, dat heescht vun dem transportéierte Material, dann heescht dat net, datt mer net kënnen e Shift vun der Logistik kréien, wou mer wesentlech méi vun deem, wat souwisou transportéiert gëtt a wat nëmmen esou vill eropgeet, datt mer méi kënnen dovun eriwver op aner Transportmittel huelen; wou och d'Kommissioun en fin de compte seet, datt et natierlech sënnvoll wär, wann et um Fluvial wär oder wann et op der Schinn wär, dat, wat elo op de Camionen ass.

An dat ass am Prinzip awer eppes, wou mir mengen, datt kann eng aner Croissance do sinn. D'autant plus, datt mer soen, dat Ugebuet - a wou och d'CFL seet -, dat Ugebuet, wat do soll gemaach ginn, bréngt jo natierlech eng grouss Attraktioun a bréngt eis d'Méiglechkeet, méi ze augmentéieren, wéi dat en valeur absolue am Kllasseschen augmentéiert gëtt.



D'autant plus, wann ee kuckt déi Konnexiounen, déi eis méiglech gemaach ginn, da gesäit een, wat fir eng Potenzialitéiten dat huet.

An dat wëll ech dann och soen: Et geet och net nëmmen drëm, wéi Verschiddener et hei gesot hunn, fir just CO₂ anzespueren. Dat ass natierlech eng wichteg Fonctioun dovunner. Mä et geet eis schlussendlech en finalitéit och drëm, Aarbechtsplazen ofzesécheren an nei Aarbechtsplazen ze schafen. Mir wëllen hei e ganzen industrielle Secteur entwéckelen, dee potenziell eng Rei Aarbechtsplazen, och där manner qualifizierter Aarbechtsplazen, mä och där anerer, ka produzéieren. An dat ass am Fong eng vun den allerhaaptsächlichsten Zilsetzungen, déi mer verfolgegen.

An dann ass et natierlech kloer, wa mer dat wëllen op deem Site do maachen - an et ass dat, wat den Här Bodry gesot huet -, da muss dat a Konditiounen gemaach ginn, déi en uerdentlech Fonctionnement och erlaben. Et ass total inimaginabel, wa mer e Site do hätten, wou duerno eng oder zwou Stonnen déi Camionen an de Staue stinn. Et muss eng aner, eng uerdentlech Entrée do gemaach ginn. Et muss och gekuckt ginn, déi Verbindung mat der A13, dat mer déi uerdentlech hikkreien an datt och dee Flux vu Camionen, deen am Dag erakönt, datt een deen uerdentlech ka maachen.

Wat sinn d'Previsiounen? Wann een elo positiv kuckt, dann ass u sech geduecht: Haut hu mer dräi Trains combinés par jour, dat soll 2025 bis zu aacht eropgoen. Trainen op der Autoroute ferroviaire: dräi, dat soll kënne bis op 16 eropgoen. D'Capacitéit vum Stockage-Terminal: 1.250, dat soll bis op 2.100 eropgoen. An d'Camionen den Dag, dat ass scho genannt ginn, vu 600 op 1.600 erop. Dat sinn d'Perspektiven, déi wëllen duerch déi Capacitéit, déi mer eis hei ginn, an deenen nächste Joren errecht ginn.

D'Madame Lorsché huet d'Fro gestallt: „Wéi ass et da mam Fonds du rail? Wat fir eng Projete ginn ewechgelooss?“ Do gëtt et eng duebel Äntwert: Mir hunn an deenen zwee, dräi Joer elo kee Projet ewechgelooss. Mä mir hunn natierlech duerch d'Tässele vun de Projeten, duerch d'Gesinn, datt déi eng sech méi schnell, manner schnell realiséieren, kënnen anescht aménagéieren, agencéieren, fir eis eng Rei Finanz fräizestellen.

Mä ech wëll awer och soen, datt eng Rei Projeten an deene leschte Joren op der Streck bliwwen sinn, wou mer einfach gesot hunn: „Déi do stoungen am Fonds du rail, déi stinn elo net méi am Fonds du rail.“ Dat ass awer déi Escher Streck vun 1,6 Milliarden. Dat ass awer de Kierchbiere, deen eis 1,2 Milliarde kascht hätt. Déi si vum Programm virun dräi Joer erfogeholl ginn. Déi stinn net méi dran. An do hu mer 2,8 Milliarden en fin de compte gespuert, déi mer elo net investéieren an déi eis awer och eng Préconditionen waren, fir datt mer iwwerhaapt konnten drun denken, datt hei an e Fonds pluriannuel eranzehuelen.

Quitte datt mer an deene leschten zwee Joer elo keng Projete méi zousätzlech fale gelooss hunn, mä datt mer se just agencéiert hunn, wéi déi vun der Klengbettener Streck respektiv dem Eurocap-Rail, wou mer schonn eng Diskussioun hei driwwer haten, mä wou einfach d'Realitéit eis gewisen huet, datt mer net esou schnell drukomm sinn, wéi ech am Fong geholl oder wéi d'CFE et gär gehat hätt. Mä dat ass einfach eng Realitéitsfro gewiescht. Mä déi aner zwee, déi si momentan net am Fonds pluriannuel méi dran.

An dann ass et kloer, datt, wa mer wëllen - fir dat nach eng Kéier ze soen -, wa mer wëllen effektiv dee Logistiksecteur entwéckelen, jo, dann heescht dat evidenterweis, datt méi Camionen dohinnerkommen. Dann heescht dat, datt et méi Trafic op der Strooss gëtt, dann heescht dat, datt méi Leit op deem Site schaffen. Dann heescht dat, datt mer déi Entwécklung wëllen. Elo gesinn ech dat emol a priori als eppes extrem Positives un, well genau dat hätt ech jo gär. Ech wëll jo do Aarbechtsplazen an där Géigend entwéckelen. An net nëmmen an där Géigend, mä och an anere Géigende ronderëm de Flughafen oder ronderëm de Port de Mertert. Ech wëll déi Aarbechtsplazen!

Mä recht hutt Der, wann Der sot, wa mer se schafen, jo, da mussen mer och d'Konditiounen esou maachen, datt och déi Leit, déi do wunnen, an déi zukünftig Leit, déi derbäi wunne kommen... Well dat si jo dann - Beetebuerg an Diddeleng - Gemengen, déi och do ënner Drock kommen, wa méi Leit dohinner schaffe kommen, well dann och méi Leit wëllen dohinner wunne kommen. Wat mer jo am Fong och gär hätten, datt d'Leit esou no wéi méiglech schaffe vun do, wou se wunnen. Also hätte mer gär, datt déi Gemenge sech sollen entwéckelen. Mir müssen also déi Konditiounen schafen.

Wat elo dat Ganzt ëmweltméisseg ueget, do sinn dräi Saachen, déi mer effektiv gekuckt

hunn. Dat Éischt, dat ass all dee Kaméidi, deen do ronderëm entsteeft. Do sinn eng dräi Études détaillées gemaach ginn, wou duerno festgehale ginn ass, datt ee vun deenen effikasste Moyenen ass - niewent deene Wallen, déi dann do bestinn an déi de Kaméidi ofhalen -, datt et natierlech och haaptsächlech drëm geet, fir d'Gestioun vum Site notament nuets - well do ass de Kaméidi, deen emol kéint stéieren -, nuets esou ze maachen, datt, wann do Manipulatiounen geschéien, wann do geschaff gëtt, datt dat op deene Plaze geschaff gëtt, wou mer dann eng Ofsécherung hunn, déi fir eis och esou mann wéi méiglech..., oder esou gutt wéi méiglech dee Kaméidi an de Grëff kritt.

An natierlech ass et och kloer, datt mussen Parkplaze fir d'Camionneuren do sinn an datt mussen och déi Konditiounen do sinn, datt all déi Leit, déi op de Site kommen, kënnen och um Site bleiwen, kënnen do och déi Konditiounen fanne vun Accueil, déi sennvoll sinn, fir datt déi net an déi Gemenge ronderëm mat de Camionen parke ginn, fir do ze stéieren. Alles dat ass jo genau dat, wat mer gemaach hunn.

Dat Zweet, dat ass, wat d'Vegetatioun ueget. Do mussen mer ronn zwee Hektar kompenséieren. Dat war ufanks geduecht, am Neie Wal ze maachen. Elo si mer amgaangen, awer eng Rei aner Terrainen ze kucken, wou de Comité d'acquisition a mir och et als méi sennvoll emfanen, fir et ze maachen. Notament, wann ee kéint dovunner profitéieren, fir zwëschen der Autobunn A13 an Diddeleng-Biereng e weineg ofzeschützen duerch nei geplanzte Bëscher oder wéi och ëmmer, da wär dat nach méi sennvoll wéi deen initiale Projet. Dat si mer elo amgaangen ze kucken. Ech hoffen, datt mer virun der Vakanz oder kuerzfristeg duerno och kënnen do eng definitiv Äntwert ginn.

A schlussendlech, dee ganzen Hydrologiesproblem mat der Emleung vun der Baach, der Renaturéierung vun der Baach, der Kreatioun vun den Opfaangbasengen, deen ass scho genuch hei erkläert ginn, do brauch ech net drop anzegeen.

Dann ass et och evident, datt dat ganz Stroossennetz muss iwwerkuckt ginn. An dat schéngt mir och logesch ze sinn, datt dat parallel gemaach gëtt. Dofir sinn och Ponts & Chaussées prett, wann dëst Gesetz gestëmmt ass, fir och unzefänken, dee Rond-point Diddeleng-Biereng ëmzebauen, well mer einfach mussen deen Trafic do besser an de Grëff kréien. Dee muss also méi Capacitéit kréien an haaptsächlech mussen en och kënnen direkt an de Site eragoen, ier d'Leit, ier d'Camionen an de Rond-point kommen, datt se direkt am Site kënnen ofbauen. Dat schéngt mer wesentlech Konditiounen ze sinn, fir dat Ganzt kënnen an enger Gestioun ze maachen, déi fir jiddwereen effikass ass.

Ech soen lech op jidde Fall villmools Merci fir déi Zoustëmmung, déi ech hei vun alle Bänke kritt.

Ech ka leider elo kee Wuert iwwert d'Motioun soen, well ech se nach net gesinn hunn an net kritt hunn. An dat elo live ze maachen..., wann Der mer géift eng Chance ginn, fir se a fénnef Minuten ze liesen, an zéng Minuten, vläicht nom nächste Gesetzestext, drop zrëckzekommen, dann hätt ech eng Chance, fir se ze liesen a fir se ze kommentéieren. Mä et geet elo schlecht hei op der...

► **Une voix.** - Mir maachen dat.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - ...op der Chambertribün.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem zoustännegen Nohaltegkeetsminister. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss a mir këimen elo emol zur Ofstëmmung iwwert de Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6569 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6569 ass uegholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur (par M. Eugène Berger), MM. Fernand Ethen, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Fernand Ethen), Mme Lydie Polfer (par M. Alexandre Krieps) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombara et Jacques-Yves Henckes;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

An ech géif lech da proposéieren, datt mer de Vote vun der Motioun géifen nom nächste Projet de loi huelen.

Mir kommen dann elo zu dem Projet de loi 6426, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert den öffentliche Transport. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. An et hu sech just ageschriwwen: déi Häre Berger an Urbany. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Ali Kaes. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

7. 6426 - Projet de loi modifiant:

a) la loi modifiée du 29 juin 2004 portant sur les transports publics

b) la loi du 19 juin 2009 sur l'ordre et la sécurité dans les transports publics

Rapport de la Commission du Développement durable

► **M. Ali Kaes (CSV), rapporteur.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Projet, deen ech lech elo hei virstellen, ass u sech e ganz wichtige Projet, well e Répercussiounen huet op d'Benotzer vum öffentliche Transport respektiv besonnesch op d'Benotzer vum öffentliche Transport, déi kee gültigen Ticket an der Täsche hunn.

Ben, leider kennt dat ëmmer erëm an ëmmer méi heefeg vir. Hei gouf et e Gerichtsuerdeel, dat dozou gefouert huet, datt mer eis Léglatioun an deem Sënn mussen upassen. A well den Text e puermol tëschent der Chamberskommissioun an dem Statsrot hin- an hihergaangen ass, wëll ech ganz kuerz dach awer op d'Virgeschicht vum Projet agoen.

De Projet ass den 18. Abrëll 2012 vum Nohaltegkeetsminister déposéiert ginn. Den éischten Avis vum Statsrot ass vum 13. Juli 2012, d'Avise vun der Chambre de Commerce an der Chambre des Salariés sinn alle béid vum 27. März 2012. Bon, den honorabele Marc Spautz, haut Minister, war den 21. Mee 2012 zum Rapporteur ernannt ginn. De 26. September 2012 ass de Projet dunn analyséiert ginn an de 27. November sinn eng ganz Rei vun Amendementen zu deem Projet uegholl ginn. Du kuum den éischten Avis complémentaire vum Statsrot den 22. März 2013. Dunn, den 22. Mee 2013, sinn ech u sech als neie Rapporteur genannt ginn. An an darselwechter Kommissiounssitzung ass u sech dunn den Avis vum Conseil d'État analyséiert ginn. De 17. Juni koumen zousätzlech Amendementen. Den 2. Juli dëst Joer koum dunn den zweeten Avis complémentaire vum Statsrot, a schlussendlech de 4. Juli ass an der Kommissioun vum Développement durable d'Analys vun deem Avis gemaach gi respektiv och de Rapport uegholl ginn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn et scho gesot, dese Projet ännert d'Léglatioun am Beräich vun de Kontrollen an de Sanktiounen fir d'Benotzer vum öffentliche Transport of. Doniewent ginn awer och e puer Erreurs matérielles richtgebéit. Dëst ass néideg ginn, dat heescht déi Ofännerung vun der Léglatioun, bedéngt duerch en Uerteel vum Escher Friddensgericht.

D'Riichter haten nämlech festgehale, datt d'Strof, déi en Zuchbenotzer kritt huet, deen en ofgelafenen Ticket presentéiert huet, u sech keng Base légale hätt. Des Weidere wier d'Majoratioun vu 50% zousätzlech zum Ticketspräis als Strof disproportionéiert. D'Affekote vun der Défense hu sech drop beruff, datt de Minister guer keng esou Sanktiounen iwwert de Règlement ministériel vun 2007 kéint festleeën, well eben dëst Règlement keng Base légale hätt a well esou eng Délégation de pouvoir net aus dem Gesetz vun 2004 géif ervirgoen.

Fir dese Vide juridique opzefellen, gëtt also elo hei d'Gesetz vun 2004 iwwert den öffentliche Transport ofgeännert, gradesou wéi de Règlement grand-ducal vun 2005 iwwert d'Strofen,

déi d'Kontrollere kënnen operleeën am Fall, wou eben e Voyageur kee valabelen Ticket huet. Doniewent ginn nach e puer Feeler verbessert, déi sech an dat genannte Gesetz vun 2004 ageschlach haten.

D'Chambre de Commerce an d'Chambre des Salariés sinn d'accord mam Projet. Bon, a sengem éischten Avis huet de Statsrot sech formell opposéiert, datt administrativ Sanktiounen an engem Règlement grand-ducal fixéiert ginn, vu datt dëst net kompatibel mat den Artikelen 12 a 14 vun eiser Verfassung ass. Doniewent huet de Statsrot proposéiert, des administrativ Sanktiounen an d'Gesetz vum 19. Juni 2009 ebe sur l'ordre et la sécurité dans les transports publics anzuschreien, well hei e Strofsystem dra virgesinn ass, deen och de Kritäre vun der Jurisprudenz vun der Cour européenne des droits de l'Homme entsprécht.

D'Kommissioun huet doropshin den Text vun 2009 geännert unhand vun enger Rei vun Amendementen. De Statsrot war mat dem éischten Amendement averstanen, well senge Propose Rechnung gedroe ginn ass. Déi héich Kierperschaft konnt awer net novollzéien, firwat eng Referenz op den Artikel 11ter an Artikel 9 gemaach ginn ass, an huet uegekënnegt, d'Dispens vum zweete Vote ze verweigeren.

Den Artikel 9 befaasst sech mat de penale Sanktiounen, an de Statsrot versteet och net, dass dese Verweis net och am Artikel 8 gemaach gëtt, dee sech mat den Infractiounen beschäftegt.

Dir gesitt, hei geet et ëm juristesche Spëtzfingdecken, déi awer wichtig a richtig sinn. Leider ass et net esou ganz einfach, datt alles mëndlech ze erklären, duerfir halen ech et kuerz.

De Statsrot hat op alle Fall berechtigt Grënn fir seng Observatiounen, sou datt des Referenzen op den Artikel 11ter ganz fale gelooss gi sinn. Bon, den Text ass also nach eng zweete Kéier vun der Chamberskommissioun amendéiert ginn. A sengem zweeten Avis complémentaire war de Statsrot averstane mam Text, sou datt de Rapport, wéi ech scho gesot hunn, de 4. Juli an der Kommissioun konnt uegholl ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Detailer verweisen ech och hei op mäi schrëftleche Rapport. Ech bieden lech, desen Text ze stëmmen, fir datt mer de bestehende Vide juridique am Beräich vun de Strofe fir d'Schwarzfuere am öffentliche Transport opfellen a fir datt hei all Acteuren déi néideg Base légale hunn.

Ech gi selbstverständlech och den Accord vun der CSV-Fraktioun zu deem Projet de loi a soe Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Une voix.** - Gär geschitt!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Rapporteur. An als éischte Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Ech wäert ganz kuerz sinn. Ech maachen datt hei vu menger Plaz. Ech ka mech emol erënneren, datt eng Partei war, déi emol eng Kéier gefuerdert hat de gratis öffentliche Transport. Leider hunn déi sech net an de Koalitionsverhandlungen 2004 duerchgesat.

Ech ka mech erënneren, datt och eng Kéier eise Premier an enger Tripartite wollt de gratis öffentliche Transport. Och hie konnt sech net domadder duerchsetzen.

Duerfir hu mer also haut dann déi Diskussiounen hei iwwer en Text, wou et ëm Präisser net bezilt. Mä dat gesot, kënne mer awer an där Logik dann hei an opgrond vun deenen detaillierten Ausso vum Rapporteur deem Projet zoustëmmen.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Berger. An den Här Urbany kritt nach d'Wuert.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Jo, Här President, wéi ech de Moie wollt séier an d'Chamber kommen, et muss ee jo nach dovu profitéieren, soulaang et se nach gëtt,...

(Hilarité)

...sinn ech...

(Interruptions)

...sinn ech op enger Plaz ueghale gi mat 67, wou eigentlech nëmme 50 erlaabt war, an ech hunn e Protokoll vun 49 Euro bezuelt.

**(Brouhaha)**

Wann ech hei gesinn, Här President, dass Leit, déi an engem Zuch virfonnt ginn a se kënne kee Billjee virweisen, dass déi mussen 150 Euro bezuelen, ëmsou méi wou och nach tatsächlech den öffentlechen Transport jo emol eng Kéier sollt gratis sinn, wéi den Här Berger elo just gesot huet, da fannen ech dat eng absolut disproportionéiert Strof. Well entweder handelt et sech ëm Leit, déi de Billjee vergiess hunn, verluer hunn,...

(Interruption)

...déi eventuell och souguer keng Suen hunn, fir en ze bezuelen, oder keng Suen derbäi hunn, fir en ze bezuelen.

(Brouhaha général)

A wann ech bedenken, dass een da muss mat engem Billjee, deen - loosse mer soen - 2 Euro kascht, dass een da muss 150 Euro Strof bezuelen, well een dee klengen Ziedelchen net derbäi huet, da fannen ech dat eng absolut...

(Interruption)

...da fannen ech dat eng absolut disproportionéiert, anormal Strof, déi do agefouert gëtt, an ech wäert selbstverständlech géint dee Projet hei stëmmen.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Äre Protokoll de Moie war ze bëlleg.

(Interruption)

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Dat mag sinn! Dat mag sinn!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Urbany.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Mä deen hei ass ze deier!

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Äre war ze bëlleg!

(Brouhaha)

► **M. le Président.**- Den Här Nohaltegkeetsminister kritt d'Wuert.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Just fir dem Rapporteur an der Kommissioun Merci ze soe fir déi Aarbecht, an ech ginn elo net mat Kommentaren nach op déi Remarquen do an. Ech mengen, dat hei ass e Projet, esou wéi mer e brauchen.

Villmools Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Minister. Da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6426 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6426 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen, géint 1 Nee-Stëmm an 1 Enthaltung.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Lucien Clement), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Fernand Etgen), Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. Jacques-Yves Henckes.

A voté non: M. Serge Urbany.

S'est abstenu: M. Jean Colombero.

Ech ginn net dovun aus, dass ee seng Enthaltung wëllt begrënnen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Da kéime mer elo nach eng Kéier zréck op déi Motioun, déi vun der Madame Lorsché erabruucht ginn ass. Den Här Minister kritt d'Wuert.

8. 6569 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire (aménagement d'une plateforme multimodale à Bettembourg/Dudelange - phase I: travaux préparatoires) (suite)

Motion 1

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Jo, ech hätt elo gär positiv drüwver geschwat an och se gär ugeholl, well mer 60 Stëmmen fir dat Gesetz do kruten, mä leider, wéi ech den Text gellies hunn, sinn awer eng ganz Rei Saachen niewent de Considérenten, déi ech net kann akzeptéieren, och an den Inviten, wou zum Beispill gesot gëtt, dass mer de ganzen Impact financier sollen eng Kéier evaluéieren.

Ech mengen, mir hunn déi eenzel Projeten iwwerall opgefouert, déi stinn an dem Fonds pluriannuel dran, sou dass ech net gesinn, firwat dat noutwendeg ass. «...à intégrer...», steet dann do, «...les mesures de protection des riverains (...) dans le projet de loi pour le financement de la deuxième phase;». Écrans anti-bruit, ech mengen, déi Saache maache mer, wa se noutwendeg sinn a wa se och an deene Moossungen, déi mer do gemaach hunn, sech als noutwendeg erweisen. Dat heescht, wann een dat an eng Motioun schreift als eng Nécessité, gesinn ech net den Zweck dovunner an.

Dann: «...définir des mesures de compensation supplémentaires;», firwat supplementärer maachen? Mir maache souwiso déi, déi d'Gesetz virgesäit, déi hu mer evaluéiert. Mir hunn d'Autorisatiounen kritt an déi setze mer tel quel ëm, sou wéi d'Gesetz et virgesäit. Ech gesinn elo net, firwat mer nach supplementärer sollen hei virgesinn.

An dann: «...les résultats des études susmentionnées avant le vote du projet de loi...», vu dass ech net der Meenung sinn, dass mer déi Étude sollen esou maachen, gesinn ech och net, firwat ech se soll presentéieren.

► **M. le Président.**- Merci. Ech mengen, dat ware kloer Wieder. Ech géif virschloen, mir géifen iwwert déi Motioun ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

Wien ass mat der Motioun d'accord?

De Vote électronique gëtt gefrot.

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun 1 ass verworf mat 39 Nee-Stëmmen, géint 19 Jo-Stëmmen an 2 Enthaltungen.

Résultat définitif après redressement: la motion 1 est rejetée par 40 voix contre, 18 voix pour et 2 abstentions.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Eugène Berger), Mme

Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombero;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

M. Jacques-Yves Henckes.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser.

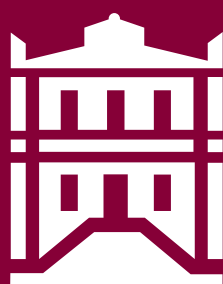
Ech ginn net dovun aus, dass ee seng Enthaltung wëllt begrënnen.

Eisen nächste Punkt ass d'Motioun vum Här François Bausch iwwert d'Nuetsfluch. Dozou hu sech bis elo ageschriwwen: just déi Häre Lux a Kartheiser. Den Här Bettel kënnt nach derbäi an d'Madame Mergen kënnt och nach derbäi. Da kritt elo emol fir d'Alleréisch den Här Bausch als Auteur vun der Motioun d'Wuert.

9. Motion de M. François Bausch sur la fermeture systématique de l'Aéroport de Luxembourg entre 23.00 et 6.00 heures

Exposé

► **M. François Bausch (déi gréng), auteur.**- Merci, Här President, fir d'Wuert. Meng Fraktioun hat de 15. Dezember d'lescht Joer déi Motioun schonn déposéiert, an dat war - pardon, de 15. November -, an dat war am Kader vun den Diskussiounen, déi déizäit opkomm waren, fir den Nuetsfluchverbot opzeweechen. An dat huet eis awer dunn direkt alarméiert, well mir der Iwwerzeegung sinn, dass deen Nuetsfluchverbot tëschent 23 Auer owes a 6 Auer moies soll bestoe bleiwen.



CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live

Chamber TV

och an der Rediffusioun

all Sëtzungsdag

vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.



Mir mengen, wann een Europa e bësse kuckt, d'Flughäfen, virun allem och déi grouss a bedeutend Flughäfen, sougutt wat d'Passagéier wéi wat de Fret ubelaangt, ech nennen als Beispill Zürich zum Beispill oder Frankfurt, datt dat alles Flughäfe sinn, déi och en Nuetsfluchverbot hunn, an datt duerfir awer de Flughafen extrem gutt fonctionnéiert an héich Capacitéiten, sougutt wat de Persounentransport ugeet wéi och wat de Fret-Transport ugeet, doriwuer transitieren.

Et ass och vill gesot ginn, datt mir dat misste maachen, wa mer de Flughafen haaptsächlech am Fret wélten ausbauen, mä souguer och zum Deel am Passagéierberäich, well mer a Konkurrenz sténgen zum Flughafen Hahn.

Ech wëll drop hiweisen, datt elo nach ganz rezent erëm eng nei Etüd op den Dësch komm ass fir de Flughafen Hahn, déi erginn huet, datt deen extrem a schlechten Dicher stécht an ëmmer méi Leit sech d'Fro stellen, wéi laang dee Flughafen nach finanziell iwwerleift. Also, de Flughafen Hahn huet déi Schwierigkeeten do trotz dem Nuetsfluchverbot (veuillez lire: trotz der Nuetsflucherlaubnis), an dat ass och, firwat datt mir iwwerzeegt sinn, datt d'Entwécklung vun eisem Flughafen, deen natierlech wichteg ass fir eis Economie, och fir e ganze Koup vun Aarbechtsplazen, datt deen och trotz Nuetsfluchverbot ka sech weiterentwéckelen.

Am Fong hunn och déi lescht Méint dat gewisen, well mir hunn net nëmmen eng ganz Rei nei Fluchgesellschaften um Findel kënnen empfangen am Passagéierberäich, mä och, wann een d'Zuele kuckt vun de Passagéier, déi sinn an der leschter Zäit konstant eropgaangen, an duerfir, wéi gesot, si mir der Iwwerzeegung, datt dee Flughäfe wichteg ass an och eng Zukunft huet an deem Land hei, mä datt dat och ka geschéien, ouni datt nuets tëschtent 23 Auer a moies 6 Auer ka geflu ginn.

Fir d'Cargolux gëtt et souwisou eng Rei Derogatiounen, haut schonn. Bon, ech weess, datt et an der Diskussioun och drëms geet, fir déi auszubauen. Mir fannen dat alles immens problematesch, well d'Nuisance vum Kaméidi sinn enorm fir déi Leit, déi um Flughafen a ronderëm de Flughäfe wunnen. Datt sinn net nëmmen Awunner aus der Stad Lëtzebuerg, mä och aus enger Rei Randgemengen.

Et ass jo entre-temps a Cadastre du bruit erstallt ginn, dee baséiert op där europäescher Direktiv, déi an Zukunft virschreift, datt d'Bevölkerung muss viru Kaméidi geschützt ginn an datt zum Beispill och an Zukunft wäerte musse kënnen oder musse Mesurë getraff ginn, bis zu finanziellen Hëllef fir d'Leit, zum Beispill datt se Dräifachverglasung kënnen maachen an esou weider, fir sech géint de Kaméidi ze schützen.

Dat kënt dohier, well de Kaméidi als Nuisance enorm bedeutend ass. En ass gesondheetsschiedend, dat ass och entre-temps vun der Weltgesundheitsorganisatioun unerkannt ginn.

Mir sinn duerfir, wéi gesot, der Iwwerzeegung, datt een dat Nuetsfluchverbot tëschtent 23:00 Auer a 6:00 Auer moies soll bestoe loosse. An duerfir hu mer och déi Motioun hei déposiert, fir datt d'Chamber dat par rapport zu der Regierung soll zum Ausdrock bréngen, well mer jo wëssen, datt op där anerer Säit eng Rei Verhandlung lafen, wou et kéint sinn, datt versicht gëtt, dat Nuetsfluchverbot do opzewechehen.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bausch, an als éischt Riednerin ass d'Madame Mergen agedroen.

Discussion générale

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech d'Wuert froen iwwert d'Nuetsfluchverbot um Findel, dann ass dat, well ech wéi wuel keen aneren heibanne verwuesst si mam Flughafen, mam Quartier Cents direkt niewendrun. 1956 si meng Elteren op den Cents geplënnert, quasi an d'Felder, an zur selwechter Zäit huet och de Findel seng Entwécklung opgeholl.

Ech ka mech erënneren, dass mer als Kanner houfreg waren, fir mat der Famill owes oder sonndes op der Terrass vun deem schéinen ale Gebai aus de 50er Joren eng Cola drénken ze goen an de Fligere nozekucken.

Mat deem Flughafen huet deemools Lëtzebuerg seng Plaz fonnt och an Europa. Ouni Flughafen hätte mer wuel deemools net déi néideg Argumenter gehat, fir all déi Gremie vum „Schuman-Plan“, wéi dat deemools geheescht huet, bei ons an d'Stad ze kréien.

Säithier ass vill Zäit vergaangen. D'Fligere hu fir d'Éischt méi Kaméidi gemaach, well se méi déck gi sinn. Elo maache se erëm manner Kaméidi, mä et si virun allem vill méi Flich ginn.

Parallél dozou hu sech och déi betraffe Quartiere vun der Stad entwéckelt, also Hamm, Bouneweg an Cents haaptsächlech, grad ewéi déi aner betraffe Gemenge ronderëm. Conter, Nidderaanwen, Schëtter, Sandweiler, Hesper, Betzder hunn hir Awunnerzuele vervillfacht. An ech woen ze behaupten, dass déi allermeescht vun hinne woussten, wou de Findel léich, wéi se dohi geplënnert sinn.

Mat der Entwécklung vum Flughäfe sinn och d'Nuetsflich méi heefeg ginn, wat zu enger Mobiliséierung vun de betraffenen Awunner an de Lokalinteresseveräiner gefouert huet. Et muss een allerdéngs soen, dass se an de leschten zwee Joer stagnéieren. Mat wat fir Regelungen d'Ausnahmen erlaabt ginn, géif ech mengen, dat wësse mer alleguerten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir haten déi Debatt iwwert de Fluchlärm och schonn e puermol am Stater Gemengerot gefouert - sécher kee Wonner, dass lauter Stater Riedner haut agedroen sinn -, fir d'lescht am November d'lescht Joer, an ech wollt lech e puer Punkten, déi mer deemools an der Persoun vum Laurent Mosar bruecht haten, nach eemol presentéieren.

Och fir d'CSV priméiert den Intérêt vun deene Leit, déi ronderëm de Flughäfe wunnen. De prinzipiellen Erhalt vum Nuetsfluchverbot tëscht eelef a sechs ass fir ons eng Prémisse fir all weider Diskussiounen.

Op där anerer Säit steet den Intérêt vum Land a vun där ekonomescher Schinn, déi mer amgang sinn auszubauen, nämlech d'Logistik als Wirtschaftssecteur. De Wirtschaftsminister an den Nohaltegkeetsminister hu schonn eng Rei Jalonen an dës Richtung gesat.

Mir mussen ons bewusst sinn, dass de Flughafen d'Häerzstück ass vun onsem Bestriewen, op deem Gebitt Fouss ze faassen. Wat awer dat Wesentlech ass, an dat bréngen ech aus der Diskussioun um Knuedler mat, dat sinn all déi Aarbechtsplazen, déi de près ou de loin mam Secteur Logistik a mat sengem Häerzstück, dem Flughafen, zesummenhängen. Déi wëlle mer hei och an d'Diskussioun werfen.

E puer Intervenanten haten deemools erkläert, hei géif et net drëm goen, d'Aarbechtsplaze géint d'Nuetsrou opzeweien. Ma dodrëm geet et och net! Et geet villméi drëm, dass 1.000 bis 1.500 Aarbechtsplazen direkt, 6.500 mam Logistikzenter a méi wäitgräifenden Transportfirmen, Eisebunn an esou virun, 16.000 Aarbechtsplaze mam gudden Fonctionnement vum Flughafen an Zesummenhang stinn. Mir mussen et also an direkter Konkurrenz mat Hahn, Léck a Bréissel fäerdegbréngen, dass mer weiderhin de Cargo iwwert de Findel kënnen ofwéckelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir mussen och wëssen, vu wat mer hei schwätzen. Et geet ëm déi 1.200 Volen - dat si Chiffere vum virleschten a vum leschte Joer, déi, wéi gesot, d'lescht Joer stagnéiert hunn, 2012 -, déi am „curfew“ gelant oder gestart sinn. Datt sinn natierlech drai a véier pro Dag. Dovunner si lagement d'Halschecht tëscht eelef a Mëtternuecht geflunn a bal 80% dovun komme vun den „home carriers“, dat heescht vun deene Fluchgesellschaften, deenen hir Basis um Findel ass. Am Ganze si mer bei 2% vum gesamter Fluchopkommen.

Mir refuséieren als CSV kategoresch, dass nuets regelméisseg Starten a Landungen um Findel stattfannen. Mir wëllen, dass déi Reglementatioun, déi baséiert op dem Règlement grand-ducal vum Mee 1998, och duerchgezu gëtt an dass d'Ursaache fir d'Ausnahmegenehmegung och public gemaach ginn, zesumme mat der Zuel vun dësen Ausnahmevoln.

Mir wëllen, dass d'Cartographie du bruit, esou wéi dat an der europäescher Direktiv 2002/49 verlaangt gëtt an esou wéi mer dat am August 2006 per Gesetz festgeluecht hunn, dass déi Cartographie du bruit öffentlech gemaach gëtt.

Mir wëllen och, dass d'Commission consultative aéroportuaire regelméisseg zesummekënnert an dass hir Rapporten zougänglech sinn, öffentlech zougänglech sinn.

Mir sinn dofir der Meenung, do wéi hei, dass an engem Moment, wou de Secteur schwéier Zäiten duerchmécht, onbedéngt déi Diskussioun iwwert de Fluchlärm misst an de generale Kontext gesat gi vun der Zukunft vun onsem Flughafen.

A fënnf Minutten kann ech net all Punkten undiskutéieren. Ech ka weder schwätze vun de Moosnamen, déi d'Bewunner kënnen matfinanzéiert kréien, fir hir Haiser besser ofzesécheren, nach vun deenen neie Fligere, déi manner Kaméidi maachen.

Mir wäerten do wéi hei aus den nämlechten Ursaachen d'Motioun, esou wéi se elo vum Här Bausch virgeluecht ginn ass, net matstëmmen. Mir wëlle virun allem, Kollegeinnen a Kollee-

gen, dass de Findel weiderhin, an domat onst Land, op der europäescher Landkaart bleift.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Mergen. Als nächste Riedner ass den Här Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hei nach eng Käier muss ech lech soen, dass ech Schwierigkeeten hunn, fir d'Positioun vun der CSV ze verstoen, déi eis seet, dass et net gutt ass, wann d'Fligere fléien, well et nuets d'Awunner stéiert. Mä et ass net gutt, wann d'Fligere net fléien, well dat ass och net gutt fir d'Cargolux. An dat heescht, si wiere géint den Text, mä fir den Nuechtverbot, mä awer fir d'Cargolux a géint de Kaméidi. Et muss ee mer eng Käier erklären, wat de Fazit vun där Positioun ass.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Ech erklären lech et duerno.

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - Den Här Minister ass nach hannendrun, Här Bettel,...

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Ech muss just soen, ech hunn... Also, Här President, ech sinn e bëssen iwwerrascht, dass den Här Wiseler elo am Numm vun der CSV hei schwätzt.

Ech mengen, den Här Wiseler schwätzt am Numm vun der Regierung an d'Madame Mergen schwätzt am Numm vun hirer Partei.

(Interruption)

Ech sinn e bëssen iwwerrascht, wéi dat hei fonctionnéiert!

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - Ech hat awer just fënnf Minutten, Här Bettel!

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Ech wëll lech just soen, Här President, dass ech hei...

► **M. le Président.** - Ech bieden lech elo, dem Här Bettel nozelauscheren!

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Mir sinn hei enger Meenung.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Aah!

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Mir sinn hei enger Meenung, dass de Flughäfe sécher eng ekonomesch wichteg Roll an deem Land spillt - déi soll een net ënnerschätzen -, mä dass op där anerer Säit et wéinst der Lokalitéit och vum Flughafen en ekonomesch Schued gëtt, dee gesondheetleche Schued, deen d'Awunner kënnen hunn, deen och net ze ënnerschätzen ass, an dowéinst...

A wann een hautdesdaags, Här President, eng Firma huet, wou ee sech seet, dass déi eenzeg Méiglechkeet ass, fir déi Firma ze retten, dass se nuets kënnen fléien, dann ass menger Meenung no en anere Problem wéi just d'Nuetsflich, fir kënnen ze soen, ob déi Firma nach gutt steet oder net gutt steet! Da muss ee sech eng Käier d'Fro stellen, wéi d'Firma géiert gëtt.

(Interruptions)

Ech muss lech och soen, dass den... Ech si frou, dass de President, den heitege President vun der Cargolux jo och ëmmer fir e City-Airport plädéiert huet, dee jo mat sech bréngt, dass een eng gewëssen Équitabilitéit muss hunn tëscht dem Impact économique vun deem engen an dem Fluchnowuess (veuillez lire: an de Konsequenze fir d'Noperen).

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Mir soen hei - a gleeft mer et, Här President! -, eng Firma ka sech organiséieren, och fir fënnf vir eelef fortzefléien amplaz vum zwielf oder um hallwer eng. Also, wa just hei mir erkläert kréie vun der Madame Mergen, dass et de Flughafen an d'Cargolux grad gëtt, wa se tëschtent eelef Auer a sechs Auer dierfe fortfléien oder landen, da mengen ech, dass mer aner Problemer hei hunn.

Mir mussen hei..., a mir sinn eis eens mat där Motioun, déi den Här Bausch déposiert huet, dass d'Ausnahm muss bleiwen, well ech kann lech pertinemment soen, wéi et da geet: Wann de Contraire d'Regel, de Package am Fong ass, andeem ee seet, et gëtt esou vill Landungen an Décollagen owes vun eelef bis sechs, da ginn déi verkaf! Da gëtt gesot, hei, de Standuert Lëtzebuerg, do dierft Der esou oft fortfléien an esou, an da gëtt dat och gemaach! An dann ass et net méi eng Exception, mä dann ass et d'Regel, dass een dann op eng Käier seet, do dierfen der 400 dëst Joer, d'nächst Joer sinn et der 600, d'Joer drop sinn et der 800. A gleeft mer et, dass dat duerno en Argument ass, wou een da probéiert, hei de Flughafen och ze verkafen.

Mir sinn der Meenung, dass selbstverständlech de Flughafen - an ech soen et nach eng Käier -

de Flughäfe wichteg ass, dass d'Cargolux muss... An déi aner Firmaen, déi och hei zu Lëtzebuerg landen, well hei gëtt déi ganzen Zäit vun der Cargolux geschwat, et sinn och nach aner Firmaen! D'Cargolux mécht ganz vill Efforten, fir Maschinnen ze kafen, déi vill manner Kaméidi maachen. Dat muss een och soen! An ech wier och frou, wann déi Initiativen, déi d'Cargolux och hëlt, vun deenen anere Firmaen, déi hei op Lëtzebuerg kommen, wa vun deenen och déi Efforte géife maachen.

Erënnert lech, MK Airlines - ech soe just ee Beispill: MK Airlines wor eng Firma, déi a ganz ville Länner net méi huet dierfe fléien. Déi huet hei zu Lëtzebuerg nach dierfe monter landen a monter fortfléien. Dat heescht, dass d'Sécherheet selbstverständlech muss préservéiert ginn.

Ech schwätzen elo net... Selbstverständlech, Här Minister, ech stellen lech elo keng Fro iwwert deen Tesis-Fliger, deen elo schonn drai Joer Stéck um Tarmac erofgeholl gëtt, d'äers si mer eis jo eens.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Dat mécht jo kee Kaméidi, jo.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Jo, dee mécht kee Kaméidi, do si mer eis eens, mä, wéi gesot...

(Interruptions diverses)

Also wann e fortflitt, dee kënn net iwwert den Tarmac ewech!

Neen, einfach de Fait, dass déi Initiativen, déi d'Cargolux geholl huet, och solle vum Findel préconiséiert gi fir déi aner Firmaen, déi hei zu Lëtzebuerg bleiwen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Dat heescht, Här President, dass fir d'Demokratesch Partei d'Derogatiounen sollen de Prinzip bleiwen. Et soll net e Quota gemaach ginn, dass ee seet, et dierfen esou vill Volen d'Joer sinn, well ech sinn iwwerzeegt, dass et duerno eng Surechère gëtt, dass gesot gëtt: „Jo, mir hunn der 600, mä wësst Der, et geet der Cargolux net gutt, mir mussen déi elo op 800 schrauwen“, an duerno gëtt et op 1.000 geschrauft, duerno gëtt et op 1.200 geschrauft.

Esou soll et net gemaach ginn. Mir si bereet - an dat ass dat, wat wichteg ass -, zesumme mat der Regierung a mat den Awunner..., well dee Comité d'accompagnement aéroportuaire, et ass wichteg, dass deen zesummekënnert. De Minister huet mer och gesot, dass en elo virun der Vakanz nach zesummekënnert.

Ech muss lech Merci soen, well et ass immens wichteg. Déi Leit an de Syndikater, déi jo normalerweis do sinn, fir informéiert ze ginn, soe selwer, dass net oft genuch d'Informatiounen duerginn, an dowéinst och dat, wat d'Madame Mergen gesot huet - an do muss ech wierklech der Madame Mergen och félicitéieren -, dass de Kaméidi public gemaach gëtt, wéi vill Kaméidi wou op wéi enger Plaz mesuréiert ginn ass, dass dat och public gemaach gëtt! An an deem Punkt, muss ech lech soen, Här President, dass ech der Madame Mergen hir Proposition voll ënnerstëtzen.

Op där anerer Säit kann ech hei och nach just am Numm vun menger Fraktioun, Här President, soen, dass mer déi Motioun vum Här Bausch wäerten ënnerstëtzen, well d'Intérëten, d'ekonomesch Interëte si wichteg, mä d'gesondheetlech Interëte vun den Awunner an déi ekonomesch Répercussiounen, déi et och kann hunn, sinn och wichteg. An et soll ee kënnen op enger Wo dat eent an dat anert zesummesetzen, an net soen, well d'Economie elo méi wichteg am Moment ass, dass et eis egal ass, wéi d'Gesondheet vun eisen Awunner hei an deem Land weidergeet.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

(Interruption)

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bettel. Als nächste Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir haten hei genee dee Fall, deen den Här Gibéryen virdu festgestallt huet, wéi mer iwwert d'Eisebunn geschwat hunn. Dat war bei de grénge Kollegeen, engersäits wëlle se keng Camionen, déi se awer anerersäits da wëllen op d'Schinn setzen. Elo beim Flughäfe soe se, d'Cargolux ass wichteg, awer wann ech gelift musse mer do aschränken. An ech hunn och, Här Bettel, ech hunn eigentlech ganz gutt nogelauschert, Här

Bettel, mä ech hunn Är Pirouetten net all kënne matdréinen, déi Der do an deene puer Minutten dohigeluucht hutt.

(Interruptions)

Neen, neen, neen! Dir hutt do eppes gemaach, do ass et mer souguer dronke ginn!

(Interruption)

Also engersäits sidd Der mat deene Gréngen d'accord, an dann hätt Der gär d'Derogatiounen.

(Interruption)

Ma da lauschtert emol gutt, hutt Der dat hei gelies, wat Är gréng Kolleegen am Stater Schäferot da gär hätten? Si si fir den „refus catégorique“ vun den Nuetsvolen. A si sinn derfir, Är gréng Kolleegen an Är Partner, datt eng „fermeture systématique“ vum Aéroport soll gemaach ginn zwëschen 23:00 a 6:00 Auer; dat u sech excluëiert Ausnahmen. An da kënnt eng Contradictioun bei deene Gréngen; dat hu se vläicht gemaach, fir datt Dir kënnt do matdansen,...

(Interruption)

► **M. François Bausch** (déi gréng), auteur.- Et ass eis Meinung,...

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- ...wou se da soen, d'Vols de nuit sollen op den „strict minimum“ limitéiert ginn, wat eng Contradiction dans le terme ass.

(Interruption)**(Hilarité)**

A wann Dir, Här Bettel, wann Dir dat géift eescht huelen, wat Der hei erzielt, da kéint Der dat hei net matstemen.

► **M. Xavier Bettel** (DP).- Firwat dann?

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Well et ass just de Contraire vun deem wat Dir sot, nämlech keng Derogatiounen, an Dir hätt gär Derogatiounen!

(Brouhaha général)

► **M. le Président**.- Ech bieden lech, wann ech gelift dem Här Kartheiser nozelauschteren. Här Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Dat lount sech ëmmer. Merci, Här President!

(Brouhaha)

Also mäi Fazit, wann ech lech zwee hei no-lauschteren, deene Gréngen an deene Bloen, dat ass, datt Der grondsätzlech verschiddener Meinung sidd an esou maacht, als wäert Der enger Meinung.

► **Une voix**.- Här Kartheiser, zréck an den Hangar!

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Se probéieren, sech als Mëttelalterpartei hei ze profiléieren an hirer Technikfeindlechkeet,...

► **Plusieurs voix**.- Ooh!

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- ...an déi Blo, déi probéieren d'Gesicht ze halen,...

(Brouhaha)

► **M. Xavier Bettel** (DP).- Här President, ech hunn eng Fro.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- ...fir dem Här Helminger nach e Gefalen ze maachen an als wirtschafsfreundlech an de Wahlkampf ze goen, obschonn Der et net sidd.

Mä Här Bettel, fuert duer!

► **M. le Président**.- Här Bettel, da stellt dem Här Kartheiser eng Fro.

(Hilarité et interruptions)

► **M. Xavier Bettel** (DP).- Ob den Exgemengeconseiller aus der Stad Lëtzebuerg Kartheiser mer just ka soen, wat dat heescht: «les vols de nuit soient limités au strict minimum».

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Majo, ech hunn, Här Bettel, wann Der mengen Erklärungen nogelauschtert hätt, dann hat ech gesot: Et ass eng Contradictioun! Well wann een engersäits kategoresch a systematesch eng Fermeture wëllt, da kann een net gläichzäiteg en „strict minimum“..., an dofir meng Proposition.

(Interruption)

Här Bettel, lauschtert meng Proposition, Dir sidd bestëmmt dermat d'accord. D'ADR mécht déi Proposition un eis gréng Kolleegen, an dann och un lech, fir...

(Interruption et hilarité)

Ech mengen, muer sidd Der ganz frëndlech mat eis, hunn ech den Androck!

(Brouhaha)

Mä mir proposéieren, „kategoresch“ an „systematesch“ an deser Motioun ze sträichen, an da kënne mer se matstemen. Also meng Fro un eis gréng Kolleegen am Parlament: fir déi Wieder „kategoresch“ an „systematesch“ ze sträichen, an da stëmme mer dat hei mat.

Villmools Merci.

► **M. le Président**.- Merci dem Här Kartheiser, an elo kritt d'Wuert den Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

(Interruptions et hilarité)

► **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Här President, ech...

► **M. le Président**.- Hei, wann ech gelift! Elo huet den Här Minister d'Wuert.

► **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Ech probéieren, déi Debatt e weineg ze calméieren an ze kucken, datt mer dat elo och hikréien, well ech...

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Virun de Wahlen ass dat schwéier.

► **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Et ass ganz schwéier, effektiv. Mä ech probéieren awer, wann Der erlaabt, an zwar ass engem ganz einfache Grond: well déi Diskussioun ronderëm de Flughafen ëmmer emotional gefouert gëtt, awer fir mech eng wesentlech Diskussioun ass, well extrem villes drunhängt, a well ech och am Fong frou wär, wa mer kéinten an der Chamber awer dat Instrument, wat mer do hunn, gemeinsam an esou breet wéi méiglech matdroen an e Wee mat em maachen.

Dofir, ech soen lech awer och ganz kloer meng Meinung, datt éischters: Ech hätt léiwer déi Diskussioun éischer hei gehat! Well ech hat mat enger Rei vun de Kollege geschwat, mir sollte waarde bis d'Hierstellung vun der Cartographie du bruit, bis déi fäerdeg wär, dann hätt ee kënne iwwert déi ganz Saach eng Discussion d'ensemble maachen. Déi Cartographie du bruit, déi huet natierlech Verspéidung kritt, an dofir...

► **M. François Bausch** (déi gréng), auteur.- Dir hutt gesot, Här Minister, Dir hätt léiwer éischer...

► **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Ech hätt léiwer méi spéit driwwer... Ech hätt léiwer éischer driwwer geschwat, wa mer schonn alles fäerdeg gehat hätten, mä vu datt ech et net fäerdeg ha, léiwer méi spéit driwwer geschwat.

(Interruptions)

Ech hat elo ofgekierzt, mä Dir hutt awer recht, dat esou ze soen, an dofir hätt ech léiwer eng Discussion d'ensemble gehat, mä dat ass elo net gaangen. An ech verstinn och, datt een dat elo haut wëllt vidéieren.

Wéi ass déi Diskussioun ugaangen? Déi Diskussioun ass am Fong ugaangen, wéi de Wirtschaftsminister, den Här Schneider, thematiséiert huet déi Geschicht vun de Vols de nuit an déi ganz Fro, ob een net kéint déi 300 Volen, déi mer 2010 souwisou méi haten - elo si mer op 1.200 erfogaangen -, esou huelen, datt mer se géife systematesch als Autorisatioun deenen eenzelne Gesellschaften kënne ginn.

Dat war eng Iddi, mat där ech kann averstane sinn. Ech ka mer déi do virstellen, ech ka mer och eng Rei anerer virstellen, déi sennvoll wäeren, ouni datt awer d'Nuisancë wesentlech par rapport zu deem, wat haut oder a leschte Joren ass, an d'Luucht gaange wäeren.

Ech soen och: Mir hu mam Flughafen e grouse Konkurrenzkampf. Mir hunn e manner mat der Cargolux. Och der Cargolux wär et utile. Mä ech soen, et ass souguer éischer a mengen Aen eng Fro vum Flughafen, dee sech awer an der Konkurrenz mat Hahn, Léck, Köln/Bonn, Leipzig/Halle, Amsterdam an ähnelche Flughäfe befénnt a wou zum Beispill bei Léck den Tonnage vu 480.000 op 674.000 Tonnen an engem Joer an d'Luucht gaangen ass. Dat gesinn ech all Kéiers, wa mer mat Firmen diskutéieren, fir se heihinner ze kréien, datt ëmmer de Choix zwëschen deem Flughafen oder Lëtzebuerg ass an dat net onproblematesch fir eis ass. Dofir ass dat eng Konkurrenz!

Dat kann een elo niéieren, mä ech war mat chineesesche Firmaen, russeschen, japaneschen, amerikaneschen, déi dann ëmmer als eng vun den éischte Froe stellen: „Mä hu mer d'Méiglechkeet 24 Stonnen op 24?“, well déi Sloten, déi se kréien an Amerika oder China fir fortzefueren, déi si méi bëleg, wa se kënne während der Nuecht hei an Europa landen, well déi aner méi congestionnéiert sinn.

Et ass also ganz kloer eng Konkurrenzfro an et hänken a mengen Aen och 16.000 Aarbechtsplazen, nach eng ganz Rei Aarbechtsplazen drun, sou datt ech do effektiv der Meinung sinn, et soll ee méi an d'Flexibilitéit eragoen.

Ech weess awer och déi Schwierigkeeten, déi dat de Leit stellt an déi dat och heibannen enger Rei stellt. Dofir géif ech emol proposéieren, wann ech eng Kéier kéint déi Motioun duerchgoen, wat ee kéint maachen, fir weiderzokommen.

Dat éischt, dat ass deen éischte Considérant, mat deem kann ech liewen, et ass evidenterweis eng „nuisance considérable“.

Deen duerno, ech mengen, do hutt Der a mengen Aen awer e weineg iwwerdriwwen, fir ze soen elo, et wäere grav Préjudices de santé fir 55.000 Leit. Also ech hunn déi Etüden och eng Kéier gekuckt, wou gesot gëtt, datt Préjudices de santé wäeren. Dat sinn awer Etüden, wou 30 bis 60 Fligere d'Nuecht iwwer Zones habitées, a voll do driwwer, fléien. Mir schwätzen awer hei vun an der Moyenne, wann ech déi ewechhuelen, déi zwëschen eelef an zwielef fléien, vun engem Fliger oder 1,2 Fliger d'Nuecht. Also, do sinn et awer trotzdem massiv Ënnerscheeder an deenen eenzelnen Etüde par rapport zu deem, wat Lëtzebuerg concernéiert.

An deen zweeten (veuillez lire: deen drëtten) Turet, do mengen ech och, mir hunn a sech d'Zuele vun der Augmentatioun. Mir haten 2001 1.033 a mir haten 2011 1.224 Vols de nuit. Dat ass eng Differenz, déi zwar net esou grouss ass, datt een elo kéint soe vu massivem An-d'Luucht-Goen.

Wann Der natierlech d'Joer 2010 kuckt, dann hutt Der recht. Mä 2010 - well do waren et 1.500 Volen -, dat war natierlech en exceptionnelt Joer, wou mer e ganz haarde Wanter haten a wou mer och Vulkanausbréch haten, wou ech effektiv während dräi oder véier Wochen d'Autorisations de vols de nuit voll duerchginn hunn, well mer einfach d'Leit wollte récupéréieren op Lëtzebuerg an ech och net gesinn hunn, wéi ech et anescht kéint maachen. Dofir, dee Verglach ass och méi schwierig.

Déi zwee aner Tureten, mengen ech, domat kann ech och...

► **M. François Bausch** (déi gréng), auteur.- Wat proposéiert Der fir...

► **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Ech géif déi ewechhuelen. An ech géif déi zwee aner hannendrun, déi géif ech stoe loossen.

Ech hu kee Problem mat dem Turet «réaffirme (...) son refus catégorique et ferme d'un trafic aérien nocturne régulier à l'Aéroport de Luxembourg»; Fir mech ass net den Term „catégorique“ wichteg, mä, Här Kartheiser, den Term „nocturne régulier“. Ech wëll effektiv net, datt mer dat elo opmaachen. An ech wëll net, datt regelméisseg dauernd, konstant do Fligere kommen. Do si mer all d'accord; sou datt en aneren Term, dat wat Dir gesot hutt, eng aner Perspektiv ginn huet.

Dann deen nächsten Turet, do kann ech och dermat liewen, ausser mam Schluss. Ech soen lech och firwat.

Do sot Der, Dir wäert am Fong der Meinung, datt, an ech géif et esou formuléieren: «demande aux autorités compétentes que la réglementation actuelle en matière de vols de nuit soit maintenue et qu'en conséquence, les vols de nuit soient limités au strict minimum». Dat kann ech akzeptéieren, sinn ech och der Meinung.

Mä hannendru géif ech dann awer ewechhuelen, datt Der der Meinung sidd, datt net sollen Dérogations permanentes do sinn. Well do gitt Der natierlech un d'Situatioun, wou mer haut scho sinn, wierklech substanzéiert drun. Mir hunn haut Dérogations permanentes fir d'Vols gouvernementaux, fir d'Vols de recherche, de

sauvetage, fir den Humanitaire, fir Vols en détresse, fir d'Obligations internationales a fir d'Vols commerciaux réguliers de passagers et de fret retardés par rapport à l'horaire programmé, fir d'Vols de fret réguliers programmés entre 23.00 et 24.00 heures ou retardés par rapport à cet horaire a fir d'Vols non réguliers des compagnies aériennes, déi am Fong „home carrier“ sinn.

Dat heescht do, wa mer dat do esou schreiwen, da maacht Der e groussen Aschnëtt an dat, wat schonn haut existant ass an Dir maacht deene wierklech... Ech mengen, Dir waart lech däers net bewosst, wéi Der et esou formuléiert hutt, well ech verstinn, wat Der wollt soen, mä Dir sot eppes anescht. An dofir géif ech dee Passage op der Sait loossen.

Da géif ech e Passage hannendrusetzen, fir awer eng Iddi matzebréngen, dat ass: «conscient de l'importance économique et sociale de l'Aéroport» - wat Der och virdu geschriwwen hutt -, an do géif ech proposéieren hannendrunzesetzen: «demande qu'une analyse soit faite sur les conséquences économiques des vols de nuit à l'Aéroport de Luxembourg, dans le cadre du respect strict de l'objectif environnemental de l'aéroport et que cette analyse soit soumise à la Chambre des Députés;», wann Der dat gär hätt.

Dat heescht, datt mer awer kucken, wat ekonomesch...

► **M. François Bausch** (déi gréng), auteur.- An déi aner bleiwe stoen...?

► **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Jo, awer ech soen nach e puer kleng Ännerungen.

(Interruption)

Mä et wär sennvoll, dat wierklech eng Kéier ekonomesch ze kucken an datt mer dat och..., mä am Objectif environnemental, dee virgesinn ass, wéi vill Bruit ka gemaach ginn, ouni datt mer deen iwwerschréiden.

Deen nächsten, mengen ech, kann een ouni Problem stoe loossen, dat vun der Publikatioun.

Dann «demande que soient rendues publiques et certifiées», do sot Der «des mesures systématiques et certifiées», do kann ech dermat liewen.

Ech hätt geschriwwen, mä dat ass à votre appréciation: «demande que soient rendues publiques les cartes de bruit établies conformément à la directive 2002/49/CE relative à l'évaluation et à la gestion de l'environnement»; Gutt, dat ass méi prezis, mä et seet a priori méi oder wéineger datselwecht.

An zum Schluss géif ech just ausdrécken, datt mer «exige des réunions régulières», net: «du comité d'accompagnement des activités aéroportuaires», well deen heescht net esou, mä: «de la commission consultative aéroportuaire ainsi que la publication des rapports de ladite commission». Dat ass am Fong, wat Der sot. Dat si just textuell Ännerungen, fir prezis ze sinn.

Wann Der domat kéint liewen, dat géif mech immens freeën, well mer dann och kéinten awer eng Unanimitéit ronderëm - enfin, ech weess net ob Unanimitéit -, mä e Konsensus ronderëm de Flughäfe wa méiglech kréien. An dat wär gutt an deenen Zäiten, an deene mer haut sinn.

► **M. le Président**.- Gutt! Den Här Bausch als Auteur vun der Motioun kritt nach eng Kéier d'Wuert.

► **M. François Bausch** (déi gréng), auteur.- Jo, Här President, bon, mir kënne mat deenen doten Ännerungen d'accord sinn. D'autant plus, wou jo dee Passus drakënnt, wou et dréms geht, fir ze soen: Mir maachen emol eng Etüd iwwer wat den Impakt ass vun dem Fait, datt mer net téschent 23:00 a 6:00 Auer fléien, op de Flughafen insgesamt.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel**Supplément commun aux quotidiens:**

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Sommaire des séances publiques n^{os} 41, 42 et 43 (1^{re} partie)

Octroi du titre honorifique à un ancien Député Communications	p. 492 p. 492-493
Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil fixant des dispositions pour la gestion des dépenses relatives, d'une part, à la chaîne de production des denrées alimentaires, à la santé et au bien-être des animaux et, d'autre part, à la santé et au matériel de reproduction des végétaux, modifiant les directives 98/56/CE, 2000/29/CE et 2008/90/CE du Conseil, les règlements (CE) n°178/2002, (CE) n°882/2004 et (CE) n°396/2005, la directive 2009/128/CE ainsi que le règlement (CE) n°1107/2009 et abrogeant les décisions 66/399/CEE, 76/894/CEE et 2009/470/CE du Conseil, proposition législative émanant de la Commission européenne (COM(2013) 327 final)	p. 493
- Art. 169 du Règlement de la Chambre	p. 493
Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant les contrôles officiels et les autres activités officielles servant à assurer le respect de la législation sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux ainsi que les règles relatives à la santé et au bien-être des animaux, à la santé et au matériel de reproduction des végétaux et aux produits phytopharmaceutiques, et modifiant les règlements (CE) n°999/2001, (CE) n°1829/2003, (CE) n°1831/2003, (CE) n°1/2005, (CE) n°396/2005, (CE) n°834/2007, (CE) n°1099/2009, (CE) n°1069/2009, (CE) n°1107/2009, (EU) n°1151/2012, (UE) (...)/2013 ainsi que les directives 98/58/CE, 1999/74/CE, 2007/43/CE, 2008/120/CE et 2009/128/CE (règlement sur les contrôles officiels), proposition législative émanant de la Commission européenne (COM(2013) 265)	p. 493-494
- Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre	p. 493-494
Ordre du jour	p. 494
Dépôt d'une proposition de loi par M. Fernand Kartheiser	p. 494
Dépôt d'une résolution par M. Claude Adam	p. 494
Heure de questions au Gouvernement	
- Question n°242 du 1 ^{er} juillet 2013 de M. Eugène Berger relative à la mise sur écoute d'institutions européennes par des services secrets américains, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères	p. 494-495
- Question n°243 du 1 ^{er} juillet 2013 de M. Henri Kox relative au pacte logement avec les communes, adressée à M. le Ministre du Logement et à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région	p. 495
- Question n°244 du 30 juin 2013 de M. Jean Colombera relative à la construction d'éoliennes le long de la Moselle, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures	p. 495
- Question n°245 du 1 ^{er} juillet 2013 de Mme Anne Brasseur relative aux règlements d'exécution de lois en souffrance, adressée à M. le Ministre aux Relations avec le Parlement	p. 495
- Question n°246 du 2 juillet 2013 de M. Fernand Kartheiser relative au respect des droits de l'Homme en France, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères	p. 496
- Question n°247 du 2 juillet 2013 de M. Gast Gibéryen relative aux allocations familiales, adressée à M. le Ministre de la Famille et de l'Intégration	p. 496
- Question n°248 du 2 juillet 2013 de Mme Marie-Josée Frank relative à la prise en charge des patients souffrant de douleurs chroniques, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale	p. 496
Résolution de M. Claude Adam relative à la surveillance et à l'espionnage de la part des États-Unis	p. 496-497
Question élargie n°33 de M. Marcel Oberweis sur l'indicateur du bien-être	p. 497
6494 - Projet de loi modifiant la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac	p. 498-504
Débat de consultation sur l'élaboration d'un nouveau plan hospitalier	p. 504-510
6390 - Projet de loi concernant des agents intervenant dans l'enseignement fondamental et modifiant:	
1. la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;	
2. la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;	

3. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;	
4. la loi modifiée du 16 août 1968 portant création d'un centre de logopédie et de services audiométrique et orthophonique;	
5. la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée;	
6. la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;	
7. la loi du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et les modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;	
8. le Code de la sécurité sociale;	
9. la loi du 13 juillet 2006 portant réorganisation du centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS)	p. 511-515
Dépôt d'une proposition de loi par M. Michel Wolter	p. 515
6513 - Projet de loi relative à la vente à découvert d'instruments financiers, mettant en œuvre le règlement (UE) n°236/2012 du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2012 sur la vente à découvert et certains aspects des contrats d'échange sur risque de crédit	p. 515-516
6511 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux d'agrandissement et de modernisation de la station d'épuration d'Esch/Schifflange par dépassement du montant fixé par la loi du 20 décembre 1999 autorisant l'État à participer au financement des travaux d'agrandissement et de modernisation de ladite station d'épuration	
6512 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au dépassement des financements de la 1 ^{ère} phase des travaux nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées générées par les communes du bassin supérieur de la Vallée de l'Attert, ainsi qu'au financement des phases 2 et 3	p. 516-518
6479A - Projet de loi portant modification	
a) de certaines dispositions du Titre 4 - De la comptabilité communale de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et	
b) de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale	p. 518-520
Débat d'orientation sur l'armée luxembourgeoise	p. 520-527
Communications	p. 527
6586 - Proposition de loi portant modification de la loi du 19 juin 2012 portant modification de la loi du 21 décembre 2007 portant	
1. transposition de la directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services;	
2. modification du Code pénal;	
3. modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance	p. 527-528
6587 - Proposition de loi portant modification de l'article 17 (3) de la loi du 21 mars 2012 relative aux déchets	p. 528
Ordre du jour	p. 528
6124 - Projet de loi concernant l'aménagement du territoire et modifiant:	
1. la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes;	
2. la loi modifiée du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique;	
3. la loi du 10 août 1993 relative aux parcs naturels;	
4. la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain	p. 528-533
6569 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire (aménagement d'une plate-forme multimodale à Bettembourg/Dudelange - phase I: travaux préparatoires)	p. 533-537
	p. 538
6426 - Projet de loi modifiant:	
a) la loi modifiée du 29 juin 2004 portant sur les transports publics	
b) la loi du 19 juin 2009 sur l'ordre et la sécurité dans les transports publics	p. 537-538
Motion de M. François Bausch sur la fermeture systématique de l'aéroport de Luxembourg entre 23.00 et 6.00 heures	p. 538-541

Dat ass eppes, wat eis wierklech och géif interesséieren. Mir sinn do der Meenung, datt den Impakt bei Wäitem manner grouss ass. Dat heescht jo net, datt eppes duerno geschitt. Et ass einfach: Et gétt studéiert. Domadder hu mer kee Problem, dat unzehuelen.

Déi aner Ännerungen, déi de Minister proposéiert huet, sinn eigentlech..., et mécht eisen Text souguer besser. Duerfir géife mer déi unzehuelen.

Ech hoffe jo, datt den Här Minister déi dote Propositionen net an deem nämlechte Geescht gemaach huet wéi d'Spreecherin vu senger Fraktioun, well dann hätte mer e bësse méi Problemer domadder. Well dat war éischter Demagogie a falsch Behauptungen. Mä an deem heite Kontext an esou wéi se hei gemaach sinn, kënne mir d'accord sinn. Da géife mer och déi Motioun esou matstëmmen, sou wéi se proposéiert ginn ass.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bausch. Da kritt nach eng Kéier d'Wuert d'Madame Mergen.

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - Jo, ech wëll just soen, dass dat do déi Ännerung sinn, op déi mir och schonn an der Gemeng gehofft hatten, dass mir mat deem doten Text, deen den Här Minister proposéiert huet, d'accord sinn.

► **Une voix.** - Dat ass awer net wouer!

(**Interruptions**)

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - Merci.

► **M. le Président.** - An den Här Kartheiser kritt nach d'Wuert.

► **M. François Bausch (déi gréng), auteur.** - ...vun lech, dat war eng ganz aner, Madame Mergen! An dat soen ech lech awer.

(**Interruption**)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, ech wollt just soen, datt déi Propositionen, déi den Här Minister proposéiert elo huet, déi ginn eis och Satisfaktioun. Dat ass e vernünftigen Usaz, dee kënne mir matdroen.

Merci.

(**Brouhaha**)

► **M. le Président.** - Den Här Henckes.

► **M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg).** - Här President, ech mengen, elo hu mer e grouss Konsens, an et ass dat, wat wichteg ass.

Ech géif awer och nach d'Regierung bieten, wann et méiglech wier, datt mer d'Aart a Weis wéi d'Fligere landen, datt mer dat nach eng Kéier géife kucken: anstatt datt se ganz lues iwwert den Terrain fueren, datt se méi sollte senkrecht goen.

(**Hilarité et brouhaha**)

An dat ass och eng Etüd, déi virläit, an dat géif de Kaméidi och ganz gutt erfrosetzen.

Motion modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant que les vols de nuit à l'Aéroport de Luxembourg constituent une nuisance considérable pour les riverains de l'aéroport, citoyens de tous âges;

- vu la tenue par le Ministère du Développement durable et des Infrastructures de tables rondes réunissant différents acteurs afin de discuter de l'avenir de l'aéroport et des entreprises aéroportuaires;

- considérant diverses revendications exigeant dans ce cadre la levée de l'interdiction des vols de nuit;

- réaffirme son refus catégorique et ferme d'un trafic aérien nocturne régulier à l'Aéroport de Luxembourg;

- demande aux autorités compétentes que la réglementation actuelle en matière de vols de nuit soit maintenue et qu'en conséquence, les vols de nuit soient limités au strict minimum;

- conscient de l'importance économique et sociale de l'aéroport, demande qu'une analyse soit faite sur l'importance économique et sociale des vols de nuit à l'Aéroport de Luxembourg, dans le cadre du respect strict de l'objectif environnemental de l'aéroport et que cette analyse soit soumise à la Chambre des Députés;

- demande que la publication mensuelle du nombre des vols de nuit soit complétée par une information sur les motifs des autorisations;

- demande que soient rendues publiques les cartes de bruit établies conformément à la directive

2002/49/CE relative à l'évaluation et à la gestion de l'environnement;

- exige des réunions régulières de la commission consultative aéroportuaire ainsi que la publication des rapports de ladite commission.

(s.) François Bausch, Eugène Berger, Fernand Etgen, Josée Lorsché, Viviane Loschetter.

► **M. le Président.** - Also, ech spieren eng Unanimité. Duerfir kënne mer à main levée iwwert déi Motioun, esou wéi se hei emgeännert gétt, ofstëmmen.

Vote sur la motion modifiée

Wien ass mat där emgeännertes Motioun d'accord?

Ech gesinn, datt mäi Pronostic sech erfüllt huet. Déi Motioun ass à l'unanimité ugeholl. An domadder ass och dëse Punkt ofgeschloss.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6376 iwwert d'Reform vun der Commission des normes comptables. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. An et huet kee Riedner sech agedroen, esou datt elo d'Wuert de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Léon Gloden, kritt. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

(à suivre)



Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
2741	Sylvie Andrich-Duval et Marie-Josée Frank	Formation en médecine palliative
2763	Alexandre Krieps	Interruptions volontaires de grossesse
2782	Gast Gibéryen	Port de plaisance à Schwebsingen
2783	Marie-Josée Frank	Interruption volontaire de grossesse
2796	Marcel Oberweis	Sécurité des «Pedelects»
2797	Jean Colombero	Suppressions de postes d'infirmiers
2798	André Bauler	Maison médicale à Wiltz
2803	Jean Colombero	Corruption dans le secteur de la santé
2804	Jean Colombero	Rond-point Robert Schaffner dit «Iergaart»
2807 cf.2842	Jean-Paul Schaaf	Nouvelle imposition des tracteurs par l'Administration des Douanes et Accises
2810	Claude Adam	Organisation et accès des modules préparatoires aux études techniques supérieures pour les élèves en classe de 12 ^e et 13 ^e de la formation de technicien
2811	Christine Doerner	Harcèlement à l'école
2812	Fernand Etgen	Couverture de risque des volontaires de l'armée
2817	Marcel Oberweis	Réserves financières du Centre national sportif et culturel (CNSC)
2818	André Bauler	Maison de l'orientation
2819	Serge Wilmes	Les critères applicables dans le cadre des compositions des classes à l'école fondamentale et l'incidence de l'organisation scolaire sur le libre choix des parents à l'inscription au cours de formation morale et sociale ou à l'instruction religieuse
2820	Jean-Pierre Klein	Complexe concentrationnaire d'Auschwitz
2821	Marc Angel	Action communautaire «Sweep 2013»
2822	Jean Colombero	Mise à disposition d'accès Internet dans les transports en commun
2824	Roger Negri	Nuisances sonores dues au passage des véhicules sur les joints de dilatation des ponts et viaducs
2826	Jean Colombero	Dossier médical intégré
2827	Jean Colombero	Plan canicule
2828	Marcel Oberweis	Architecture de sécurité quadrinationale commune pour la Grande Région
2830	Anne Brasseur	Recrutement d'un directeur général pour le Centre culturel de Rencontre Abbaye de Neumünster
2831	Lucien Lux	Procédure disciplinaire envers un policier suite à la publication d'une lettre ouverte
2833	Xavier Bettel	Procédures disciplinaires à l'égard de membres de la Police grand-ducale
2842 cf.2807	Sylvie Andrich-Duval	Autorisation «LUTRA»

Question 2741 (24.5.2013) de Mmes Sylvie Andrich-Duval et Marie-Josée Frank (CSV) concernant la formation en médecine palliative:

L'article 1^{er} de la loi du 16 mars 2009 relative aux soins palliatifs, à la directive anticipée et à l'accompagnement en fin de vie prévoit que «L'État assure la formation adéquate du personnel médical et soignant. Un règlement grand-ducal détermine l'organisation de formations médicales spécifiques en soins palliatifs pour les médecins et les autres professions de santé.»

Or, un tel règlement grand-ducal n'a toujours pas été pris. Au-delà, bien que les soins palliatifs soient prodigués et que les soins et les actes de médecine palliative soient repris dans la nomenclature des soins et actes remboursés, la formation en médecine palliative pour les médecins n'est nullement reconnue au Luxembourg.

Plusieurs médecins généralistes, qui ont reçu une formation à l'étranger, pratiquent au Luxembourg et y dispensent des actes et des soins palliatifs sans que cette spécialisation ne soit formellement reconnue et sans partant qu'il y ait un contrôle vérifiable. La situation est au mieux ubuesque au pire dangereuse, car à terme c'est la qualité des soins qui en pâtit.

Dans ce contexte, nous aurions aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

1. s'il est conscient du problème susmentionné;
2. s'il a l'intention de reconnaître au Luxembourg les formations en médecine palliative telles que dispensées en France, en Allemagne ou en Suisse;
3. comment il entend organiser les contrôles des actes et soins palliatifs faute de reconnaissance formelle de la médecine palliative;
4. en tout état de cause, comment il va remédier à cet état de choses.

Réponse (16.8.2013) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:

Il m'importe de rassurer les honorables Députés que la majorité des médecins et des professionnels de la santé qui prodiguent actuellement des soins palliatifs ont suivi une formation en soins palliatifs, dont le contenu et la durée de formation peuvent néanmoins varier suivant le pays dans lequel cette formation a été dispensée.

Le premier rapport relatif à l'application de la loi du 16 mars 2009 relative aux soins palliatifs, à la directive anticipée et à l'accompagnement en fin de vie, portant sur les années 2009 et

2010, renseigne sur la formation continue en soins palliatifs suivie par les médecins et le personnel soignant, prodiguant des soins palliatifs. Ce rapport est disponible sur le portail santé¹.

Par ailleurs, l'article 1^{er} de la loi du 16 mars 2009 relative aux soins palliatifs, à la directive anticipée et à l'accompagnement en fin de vie, prévoit qu'un règlement grand-ducal détermine l'organisation de formations médicales spécifiques en soins palliatifs pour les médecins et les autres professions de santé. Un avant-projet de règlement grand-ducal est en cours d'élaboration par mes services.

En ce qui concerne les médecins, la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire prévoit qu'un médecin «est obligé de tenir à jour ses connaissances professionnelles». Le Code de déontologie médicale précise d'ailleurs que «tout médecin doit entretenir et perfectionner sa compétence professionnelle en assurant son développement professionnel continu. Dans l'exercice de sa profession, il se tient au courant des recommandations de bonne pratique».

En ce qui concerne les professions de santé, la loi du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé prévoit que «le ministre peut déclarer obligatoire la fréquentation de certains cours de formation continue pour les membres d'une profession déterminée ou pour certaines catégories de professionnels». Cette loi précise encore que les personnes exerçant une profession de santé doivent tenir à jour leurs connaissances professionnelles.

Dès lors, et même lorsque l'organisation de formations médicales spécifiques en soins palliatifs reste encore à déterminer, le dispositif actuellement en place permet déjà tant au personnel médical qu'au personnel de soins de se familiariser, voire de se perfectionner dans le domaine des soins palliatifs.

Suite à la publication du premier rapport relatif à l'application de la loi du 16 mars 2009 sur les soins palliatifs, une évaluation complémentaire de l'organisation des soins palliatifs au Luxembourg est d'ailleurs prévue au courant de l'année 2015.

Question 2763 (5.6.2013) de M. Alexandre Krieps (DP) concernant les interruptions volontaires de grossesse:

Malgré le remboursement à 80% de la pilule pour les jeunes femmes de moins de 25 ans, les demandes d'interruption volontaire de grossesse (IVG) ont, selon les responsables d'une organisation active dans le domaine de l'éducation sexuelle, augmenté considérablement (plus de 15% en 2012 par rapport à 2011) ces derniers temps.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des statistiques au sujet du nombre d'IVG effectuées au cours des dernières années?
- Quel était le pourcentage de jeunes femmes (moins de 25 ans)? Quel était le pourcentage de femmes mineures?
- Combien des IVG effectuées en étaient des IVG par médicament et combien en étaient des IVG par aspiration ou curetage?
- Combien de grossesses dépassaient le cadre légal de douze semaines?
- Monsieur le Ministre serait-il disposé à mettre en place une clinique de la santé sexuelle et affective, comme le réclament notamment les responsables du Planning Familial?
- Monsieur le Ministre serait-il prêt à cofinancer et à favoriser la mise en place d'une vraie éducation sexuelle dans l'enseignement secondaire public et privé?

Réponse commune (6.9.2013) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale, de Mme Mady Delvaux-Stehes, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, et de M. Marc Spautz, Ministre de la Famille et de l'Intégration:

Depuis qu'il a été autorisé à pratiquer des IVG en 2008, le Planning Familial constate une augmentation significative des activités d'IVG. Le

tableau suivant reprend les IVG qui ont été pratiquées, soit par voie médicamenteuse au centre du Planning Familial, soit par voie chirurgicale au CHL - Centre Hospitalier de Luxembourg par les médecins généralistes (avant l'introduction des nouvelles dispositions légales relatives à l'IVG le 12 décembre 2012) et le gynécologue du Planning Familial.

Année	Nombre d'IVG pratiquées dans le cadre du Planning Familial
2009	245
2010	366
2011	441
2012	558

Les IVG réalisées par le Planning Familial (consultations chez le médecin et acte de l'IVG) sont gratuites pour la patiente. Les services des médecins, le matériel médical et les médicaments sont pris en charge par le biais d'une convention entre le Planning Familial et le Ministère de la Famille et de l'Intégration.

Le Planning Familial est un centre de la santé affective et sexuelle et de l'éducation sexuelle dans la mesure où différentes prestations autour de la sexualité y sont proposées: IVG, consultation médicale, consultation psychologique, éducation sexuelle, formation des professionnels, notamment de l'accueil de l'enfance et de la jeunesse, information et sensibilisation. De nouvelles localités plus spacieuses seront mises à disposition au centre de Luxembourg-ville en automne 2013 pour étendre les activités du centre et augmenter la capacité d'accueil des demandes d'IVG, toujours en croissance.

Le groupe de travail, mis en place par le Ministre de la Santé dans le but de permettre tant aux établissements hospitaliers qu'aux médecins ainsi qu'au Planning Familial de se familiariser avec les nouvelles missions, et notamment de pouvoir informer les femmes sur leurs droits et obligations en matière d'avortement, a été chargé d'élaborer une liste d'indicateurs de suivi permettant de réaliser, dans un proche avenir, une évaluation épidémiologique de la situation. Ce groupe de travail est également en train d'analyser les moyens pour rendre possible, sous forme anonyme, le recensement des IVG. En effet, une motion adoptée le 22 novembre 2012 par la Chambre des Députés a invité le Gouvernement

«à veiller à ce que les médecins et les services d'assistance psychosociale déclarent à des fins de statistiques les IVG (...)». L'honorable Député n'a toutefois pas appuyé cette motion.

Dans un souci d'améliorer la protection et la promotion de la santé affective et sexuelle au Grand-Duché de Luxembourg, notamment celle des enfants et des adolescents, les Ministres de la Santé, de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, de l'Égalité des chances et de la Famille et de l'Intégration ont adopté, en date du 17 juillet 2013, un programme national¹ pour la promotion de la santé affective et sexuelle. Les quatre ministères se sont encore engagés à mettre en œuvre d'une manière cohérente et complémentaire un plan d'action couvrant la période de 2013 à 2016, qui se réfère audit programme.

Ce plan prévoit ainsi toute une série d'actions, notamment au niveau de l'éducation sexuelle et affective, qui seront réalisées dans une approche interministérielle tant au niveau de l'école fondamentale que secondaire dans l'enseignement public et privé, ainsi que dans les maisons et services d'éducation pour enfants et adolescents, les services pour jeunes et d'assistance parentale, les maisons de jeunes, les centres d'accueil et les internats.

Le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle a encore chargé un groupe de travail de spécialistes en éthique pour élaborer, en collaboration avec des représentants de la conférence nationale des élèves, des contenus et du matériel didactique sur l'éducation sexuelle et affective d'un cours

¹ <http://www.luxembourg.public.lu/fr/actualites/2013/07/17-sante-sexuelle/index.html>

¹ <http://www.sante.public.lu>

d'éducation à la sexualité qui permet de répondre aux besoins des adolescents.

Suivant la nomenclature des actes et services des médecins et médecins-dentistes, les interruptions volontaires de grossesse se distinguent suivant le code 6A71 «évacuation d'un utérus gravide par curetage ou aspiration, avant 14 semaines de grossesse» et le code 6A72 «évacuation d'un utérus gravide par hystérotomie ou par procédé médicamenteux, après 14 semaines de grossesse».

En tenant compte de l'âge des femmes concernées et de la méthode employée, les chiffres relatifs aux interruptions volontaires de grossesse se décomposent comme suit:

	2010	2011	2012
Nombre total d'IVG	1.132	1.128	1.137
Pourcentage de femmes de moins de 25 ans	9,98%	11,44%	8,71%
Pourcentage de femmes mineures	0,80%	0,89%	0,97%
Nombre d'IVG par médicament	93	103	97
Nombre d'IVG par curetage ou aspiration	1.039	1.025	1.040

La Caisse Nationale de Santé ne dispose pas de données concernant les éventuelles grossesses qui dépasseraient le cadre de douze semaines.

Question 2782 (21.6.2013) de M. Gast Gibéryen (ADR) concernant le port de plaisance à Schwebsingen:

Fin 2010, la commune de Wellenstein a décidé de faire exploiter le port de plaisance à Schwebsingen par une société privée.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

1. Le choix d'accorder une concession sur 20 ans à une société privée sans démarche publique (Ausschreibungsverfahren) semble-t-il, aux yeux du Gouvernement, de mise pour un tel projet?

2. Le loyer annuel de seulement 12.500 euros peut paraître dérisoire pour les droits d'exploitation du plus grand port de plaisance de la Moselle luxembourgeoise. Est-ce que l'autorité de tutelle vérifie, d'un point de vue financier, l'opportunité d'une telle opération hors du commun?

3. Un incident se serait produit en septembre 2012 dans ledit port; un incident lors duquel un bateau avec place d'amarrage aurait failli couler. Est-il exact que l'exploitant du port ne dispose d'aucun matériel pour a) absorber l'huile perdue, b) sortir un bateau accidenté de l'eau, et c) vider les toilettes des bateaux?

4. Le Gouvernement cautionne-t-il une démarche par laquelle une commune dispose d'un service public en faveur d'une entreprise commerciale sans s'assurer que les standards élémentaires de sécurité environnementale soient respectés?

Réponse commune (20.8.2013) de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, et de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Rappels d'abord que l'autorité supérieure n'opère pas de contrôle d'opportunité; elle examine la légalité d'un acte communal ainsi que sa conformité à l'intérêt général et ce uniquement là où la loi le prévoit. Or, le contrat de concession n'est pas un acte soumis à approbation. Le choix d'y recourir relève des seules autorités communales, conformément au principe de l'autonomie communale.

En l'occurrence, le contrat entre l'administration communale et la société privée comportait deux aspects distincts: d'une part, un droit de superficie, soumis à approbation, d'autre part, un contrat de concession, non soumis à approbation. En application de ce qui précède, l'acte a été approuvé pour autant que le volet «droit de superficie» était concerné.

2. Comme précisé au point 1 l'autorité supérieure n'opère pas de contrôle d'opportunité mais uniquement un contrôle de légalité et de conformité à l'intérêt général. L'opportunité d'une décision et sa conformité à l'intérêt communal relève de la compétence et de la seule responsabilité de l'autorité communale.

3. Le port de plaisance de Schwebsingen, existant depuis le début des années 1970, tombe depuis l'année 1990 sous le champ d'application de la législation en matière d'établissements classés.

Dans le cadre d'une extension du port de plaisance en question, le Ministre ayant l'environnement dans ses attributions a délivré en date du 8 janvier 1996 un arrêté ministériel n°1/94/0399 autorisant l'administration communale de Wellenstein à exploiter au lieu-dit «leueschte Wues» notamment un portique pour la mise à l'eau des bateaux et 70 emplacements supplémentaires pour bateaux.

L'arrêté précité fixe notamment la condition suivante:

«L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtres, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, absorbants, etc.»

En outre l'arrêté ministériel oblige l'exploitant à avertir en cas d'incident grave ou d'accident mettant en jeu l'intégrité de l'environnement les services de secours ainsi que l'Administration de l'Environnement.

Force est de constater que l'Administration de l'Environnement n'a pas été informée d'un incident quelconque en l'année 2012.

4. Comme soulevé ci-avant, l'arrêté ministériel n°1/94/0399 fixe le cadre dans lequel les activités du port sont à organiser. En particulier, l'arrêté ministériel fixe des règles précises quant aux mesures de prévention et de gestion des sinistres et ce en vue de minimiser l'impact de tels incidents sur l'environnement. La responsabilité pour le respect de ces dispositions est assumée par l'exploitant du port.

Question 2783 (21.6.2013) de Mme Marie-Josée Frank (CSV) concernant l'interruption volontaire de grossesse:

Monsieur le Ministre a annoncé récemment qu'un groupe de travail accompagne l'ensemble des acteurs concernés afin d'assurer une application correcte de la législation en matière d'IVG.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Peut-on conclure par conséquent que les services d'assistance psychosociale offrent entre-temps la deuxième consultation de la femme enceinte telle que prévue dans la loi du 12 décembre 2012?

- Dans la négative, quelles en sont les raisons et dans quels délais le groupe de travail susmentionné entend-il mettre en œuvre l'application correcte de la législation en matière d'IVG?

Réponse (16.8.2013) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:

Tout en me référant à ma réponse à la question parlementaire n°2661 (cf. compte rendu n°10/2012-2013), je tiens à rappeler à l'honorable Parlementaire que la loi du 12 décembre 2012 portant modification des articles 351, 353 et 353-1 du Code pénal prévoit que préalablement à la réalisation d'une IVG, la femme enceinte doit avoir consulté un service d'assistance psychosociale établi auprès d'un établissement hospitalier ou d'un autre établissement agréé pour réaliser une IVG, en l'occurrence le Planning Familial.

Les établissements hospitaliers agréés par le soussigné, tout comme d'ailleurs le Planning Familial, sont dès lors légalement tenus d'organiser cette consultation pour chaque femme souhaitant faire procéder à une IVG.

Dans le cadre du groupe de travail que j'ai mis en place afin de pouvoir garantir une application harmonieuse de la nouvelle législation en matière d'IVG, une formation a été offerte début juin pour les membres des services d'assistance psychosociaux des différents hôpitaux; ceci avec l'appui du Planning familial et de la Fédération des Hôpitaux Luxembourgeois.

Je ne puis que me féliciter du succès qu'a connu ladite formation auprès des collaboratrices et collaborateurs de ces services.

Question 2796 (28.6.2013) de M. Marcel Oberweis (CSV) concernant la sécurité des «Pedelects»:

Die Elektrofahräder bieten sich als sinnvolle Ergänzung zu anderen umweltfreundlichen Verkehrsmitteln im Straßenverkehr an, insbesondere im Bereich der sanften Mobilität. Dies trägt zur Reduktion der Treibhauseffekte bei.

Laut einem Presseartikel haben die Stiftung Warentest und der ADAC Elektrofahräder, die sogenannten „Pedelect“ mit Elektroantrieb (pedal electric cycle), einem Stresstest bei insgesamt 16 Herstellern unterzogen. Neun der untersuchten Modelle haben durch gravierende technische Mängel diesen Test nicht bestanden.

Die häufigsten Schwächen waren Bremsversagen, Rahmenbrüche und Funkstörungen. Nur zwei Elektrofahräder erhielten die Note „Gut“, drei erreichten die Note „Befriedigend“. Bei einigen Modellen führte das Fahren mit Gepäck zu einer gefährlichen Instabilität und bei anderen musste der Akkumulator ständig geladen werden.

Es wurde ebenfalls die elektromagnetische Verträglichkeit geprüft. Unter den untersuchten Modellen lagen vier Elektrofahräder oberhalb der europäischen Grenzwerte für elektromagnetische Strahlung. Diese senden Störwellen aus, die u. a. die Funkdienste von Polizei und Feuerwehr im Umkreis von bis zu 100 m massiv beeinträchtigen. Der elektrische Antrieb samt Fahrradrahmen funktioniert als Antenne und sendet Strahlen aus, welche zu einem totalen Ausfall führen können.

In diesem Zusammenhang möchte ich die Herren Minister für Wirtschaft und Aussenhandel und Minister für nachhaltige Entwicklung und Infrastruktur folgende Fragen stellen:

- Ist die Untersuchung der Elektrofahräder der Regierung bekannt und, falls ja, welche Konsequenzen wurden umgehend in Betracht gezogen?

- Wissend, dass die Elektrofahräder eine Spitzengeschwindigkeit bis zu 45 km/h erreichen können und in Anbetracht ihres Gewichts, wäre es nicht angebracht, spezielle Pedelect-Kurse, wie es der Fall in Deutschland ist, anzubieten?

Réponse commune (3.9.2013) de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, et de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert sur les cycles à pédalage assisté.

La loi modifiée du 20 mai 2008 portant création d'un Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services désigne l'ILNAS comme autorité responsable de la surveillance du marché de plusieurs catégories de produits non alimentaires tout comme du contrôle des produits au sens de la loi modifiée du 25 mars 2009 relative à la compatibilité électromagnétique.

Lors d'un forum européen des experts de la surveillance du marché, qui a eu lieu en mai 2013, l'ILNAS a été informé par ses interlocuteurs allemands de problèmes de perturbation de certaines fréquences occasionnés par certains vélos électriques «Pedelect».

En conséquence, il a été décidé de lancer une campagne européenne au cours de l'année 2014 afin de vérifier la situation au niveau européen. Les résultats seront publiés à la fin de l'étude.

Au cas où des produits non conformes seraient découverts au Grand-Duché, des mesures adéquates seront décidées.

L'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques définit en son article 2 le cycle à pédalage assisté comme «véhicule routier à deux roues au moins qui est propulsé conjointement par l'énergie musculaire de la ou des personnes qui se trouvent sur ce véhicule et par l'énergie fournie par un moteur auxiliaire électrique, dont

- la puissance nominale continue maximale ne dépasse pas 0,25 kW;

- l'alimentation est réduite progressivement si la vitesse du véhicule augmente et interrompue dès que le véhicule atteint une vitesse de 25 km/h, ou plus tôt, si la ou les personnes qui se trouvent sur le véhicule arrêtent de pédaler.

À défaut pour le présent arrêté de disposer autrement de façon explicite, le cycle à pédalage assisté est assimilé au cycle.»

Il en découle que la vitesse maximale d'un cycle à pédalage assisté est de 25 km/h et qu'un tel véhicule est assimilé à un cycle, pour la conduite duquel aucune formation n'est exigée.

Question 2797 (1.7.2013) de M. Jean Colombera (Onofhängeg) concernant les suppressions de postes d'infirmiers:

Nach dem Statement der Gesundheitskasse kommt es in der Tat zu einer Entlassungswelle von 46 Gesundheitsberuflern in den verschiedenen Kliniken des Landes. Eine neuere Version des kanadischen Evaluierungssystems PRN wird hier angewendet. Dabei ist es jedem Arzt bewusst, dass das Pflegepersonal in den Kliniken seit geraumer Zeit unter extremen und zum Teil unmöglichen Arbeitsbedingungen durchzuhalten hat.

Fragen:

1) Welche Kliniken sind konkret betroffen und mit wie viel Personalabbau?

2) Wie kann dies wissenschaftlich erklärt werden?

3) Wie hat sich die stationäre medizinische Aktivität in den Kliniken entwickelt? Gibt es eine Korrelation mit dem durch den PRN ermittelten Pflegeaufwand?

4) Haben der Minister und die CNS einen Einblick in die Berechnungsalgorithmen dieses vom von einer kommerziellen kanadischen Firma vermarkteten PRN ermittelten Pflegeaufwands?

5) Ist dieses System des PRN nicht ein okkultes und intransparentes Instrument?

6) Wie steht es mit einer neutralen wissenschaftlichen Studie, die diesen Stellenabbau ergründen soll?

7) Wie steht der Minister zu Argumenten der Pflegekräfte der Kliniken, dass dies zu Stresssituationen führen wird und dass die PRN-Bewertung die falsche Schlussfolgerung zieht?

8) Falls eine unabhängige Studie herausfinden sollte, dass die lückenhafte Dokumentation der Hauptgrund für das PRN-Resultat sein sollte, das jetzt zum Stellenabbau führt, was würde der Minister dann für konkrete Maßnahmen für die Organisation des Klinikbereiches vorschlagen?

Réponse (19.8.2013) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale:

Zur Beantwortung dieser parlamentarischen Anfrage möchte ich auf meine Antwort vom 31. Dezember 2012 auf die parlamentarische Anfrage Nr. 2418 des ehrenwerten Herrn Abgeordneten Jean Colombera zum gleichen Thema hinweisen (cf. compte rendu n°4/2012-2013). Da in der Zwischenzeit keine neuen Elemente aufgetreten sind, ist meine Antwort auf diese parlamentarische Anfrage noch immer in vollem Umfang gültig.

Question 2798 (2.7.2013) de M. André Bauler (DP) concernant la maison médicale à Wiltz:

Il y a quelques mois, le Gouvernement avait annoncé d'ouvrir une maison médicale à Wiltz. En effet, vu les distances importantes à parcourir dans la région septentrionale du pays, une telle maison permettrait de prendre en charge nombre de patients, notamment durant les mois hivernaux.

Dans ce contexte, je m'empresse de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il informer sur l'évolution du dossier en question?

- Pour quand au plus tard une maison médicale pourrait-elle fonctionner à Wiltz?

Réponse (20.8.2013) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:

Le système des maisons médicales constitue un élément important du service de remplacement dans le domaine de la médecine générale, sans toutefois s'apparenter à un service médical d'urgence proprement dit. Ainsi, le système mis en place prévoit une maison médicale pour chaque région hospitalière. Chaque maison médicale est localisée utilement dans les parages d'un hôpital de garde. Le fonctionnement d'une maison médicale près d'un hôpital de garde permet de décharger les policliniques de ces hôpitaux, ceci tout en facilitant au patient le passage de la maison médicale vers les services spécialisés de l'hôpital en cas de pathologie nécessitant des analyses de laboratoires ou des prestations d'imagerie médicale.

La multiplication de maisons médicales, certes concevable en théorie, risquerait cependant de mettre en péril le système même des maisons médicales, alors que la dotation de ces maisons



médicales supplémentaires en médecins généralistes disponibles s'avérerait très difficile, sinon impossible.

Dans cette optique et contrairement à ce que prétend l'honorable Député, le Gouvernement n'avait pas annoncé l'ouverture d'une nouvelle maison médicale supplémentaire à Wiltz, mais s'était dit ouvert à un projet-pilote visant à faciliter et soutenir la mise en place d'une structure complémentaire, à savoir notamment une consultation de groupe ou un modèle permettant aux médecins généralistes de Wiltz et de ses alentours de se relayer à offrir ainsi des consultations en dehors des heures normales d'ouverture des cabinets de consultation dans un lieu unique déterminé.

Ensemble avec l'administration communale de Wiltz, mes services ont cherché à trouver d'un côté ce lieu unique supplémentaire et d'un autre côté un concept ralliant tous les médecins intéressés. Même si le projet n'a pas encore pu entrer dans sa phase de réalisation, les intervenants et de la commune et de mon Ministère restent disponibles pour continuer à soutenir toute initiative médicale dans ce domaine.

Question 2803 (8.7.2013) de **M. Jean Colombera** (*Onofhängeg*) concernant la **corruption dans le secteur de la santé:**

In einem kürzlich erschienenen Beitrag im „Stern“ wird das Thema Korruption im deutschen Gesundheitswesen aufgegriffen. Es wird festgestellt, dass Korruption im Gesundheitswesen verbreitet ist, jedoch nicht strafbar. Es geht die Rede von gewissen Praktiken in denen Pharmareferenten Gegenleistungen anbieten (Prämien, Reisen, Gegenfinanzierung von Arbeitsgeräten...) für regelmäßige Gespräche und Vorstellungen von neuen Medikamenten und Präparaten, oder Teilnahme an Studien oder Nachweise der Verschreibung von gewissen Quantitäten eines konkreten Mittels. Im Beitrag wird darauf hingewiesen, dass Korruption im Gesundheitswesen ein enormes Problem sei. Schätzungen seitens Transparency International handelt es sich hierbei um die Summe von 9,4 Milliarden Euro im Jahr, die „verschenkt“ werden.

Fragen:

1) Wie sieht es mit der gesetzlichen Grundlage hier in Luxemburg aus? Gibt es konkrete Paragraphen, die dieses „korrupte Verhalten“ bestrafen?

2) Gab es in Luxemburg in den letzten zehn Jahren Strafverfahren, die sich mit dem Thema Korruption im Gesundheitswesen beschäftigten? Wenn ja, was war jeweils das Strafmaß, das von nationalen Gerichten ausgesprochen wurde?

3) Gedenkt die Regierung dem Parlament noch einen Gesetzesvorschlag zu unterbreiten, der „Korruption im Gesundheitswesen“ strenger ahndet, auch angesichts der Tatsache, dass Korruption dem Gesundheitswesen hohe Kosten verursacht?

4) Auf wie viel schätzt das Ministerium die Korruption in unserem Gesundheitswesen, in Anlage (veuillez lire: Anlehnung) an den Betrag von quasi zehn Milliarden in Deutschland?

Réponse (4.9.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé:*

1) Die Praktiken, die in der parlamentarischen Anfrage des ehrenwerten Abgeordneten aufgelistet werden, fallen nicht unter die Bestimmungen des Luxemburger Strafgesetzbuches in Bezug auf Korruption.

2) Es gab in den letzten zehn Jahren in Luxemburg kein Strafverfahren in Sachen Korruption im Gesundheitswesen.

3) Im Moment ist kein Gesetzesentwurf in Ausarbeitung, der die in der parlamentarischen Anfrage des ehrenwerten Abgeordneten aufgelisteten Praktiken unter Strafe stellen würde, die auch in keinem unserer drei Nachbarländer strafrechtlich geahndet werden.

Question 2804 (8.7.2013) de **M. Jean Colombera** (*Onofhängeg*) concernant le **rond-point Robert Schaffner dit «Irrgarten»:**

Am Wochenende vom 28.-30. Juni war der „Rond-point Robert Schaffner“, im Volksmund „Irrgarten“ genannt, gesperrt mitsamt allen Ausfahrten und Zufahrten. Neben Straßenbelag und Markierungsarbeiten hätte sich hier die Möglichkeit geboten, diesen „Irrgarten“ befahrbarer und sicherer zu machen, z. B. durch das Anbringen

von Markierungslinien für das sogenannte Einreihen der Fahrzeuge in bestimmte Spuren bei vorgegebenen Destinationen. Der „Irrgarten“ weist bekanntlich drei Spuren auf und der Verkehr wird regellos abgewickelt und so stehen hier Kollisionen auf der Tagesordnung.

Fragen:

1) Wieso wurde die Chance dieser Tage nicht wahrgenommen, um diesen Rond-point verkehrstechnisch besser aufzustellen durch Anbringung von Leitmarkierungen?

2) Wieso gibt es in diesem Kreisverkehr auch nach den Arbeiten kein Schild, das eine Geschwindigkeitsbegrenzung anzeigt?

3) Denkt der Minister daran, den Rond-point umbauen zu lassen und dort beispielweise Verkehrsampeln anbringen zu lassen, die den Verkehr regeln und mithin sicherer gestalten?

4) Wird bei den Planungen und den nunmehr in Angriff genommenen Arbeiten am Rond-point Serra (Kirchberg) aus diesen Planungs- und Designfehlern im Irrgarten gelernt und werden Leitsysteme angebracht?

5) Falls nicht, wie gedenkt der Minister dann den Verkehrsteilnehmern in nationalen Kreisverkehrsanlagen ein regeltreues Fahrverhalten anzueignen? Etwa durch obligatorische Fahrstunden auf dem Goodyear-Rennparcours in Colmar-Berg?

Réponse (20.8.2013) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

1) Im Moment wird eine Verkehrsstudie erstellt, die als Basis für eine Verbesserung des Verkehrsflusses innerhalb und außerhalb des Verteilerkreises „Irrgarten“ genutzt wird.

Aus diesem Grund wurden keine Änderungen der bestehenden Markierungen innerhalb des Verteilerkreises ausgeführt.

2) Innerhalb eines Verteilerkreises ist eine Geschwindigkeitsbegrenzung nicht sinnvoll, da aufgrund der engen Radien die Geschwindigkeit der Fahrzeuge aus physikalischen Gründen sehr begrenzt ist und deswegen nicht als Hauptursache für Unfälle infrage kommt.

3) Die Schlussfolgerungen aus der oben erwähnten Verkehrsstudie werden als Grundlage für eventuelle Umbaumaßnahmen am Verteilerkreis genutzt.

4) Es handelt sich weder um Planungs- noch um Designerfehler, sondern um Kapazitätsprobleme, die sich im Laufe der letzten zwanzig Jahre seit Inbetriebnahme der Autobahn ergeben haben, dies aufgrund des enormen zusätzlichen Verkehrsaufkommens.

5) Die Straßenverkehrsordnung ist für jeden Verkehrsteilnehmer bindend und gilt als Basis für das Fahrverhalten eines jeden Einzelnen.

Laut Artikel 140 der Straßenverkehrsordnung muss jeder Fahrzeugführer sein Fahrzeug so führen, dass er es stets in voller Gewalt hat. Das heißt auch, dass jeder Verkehrsteilnehmer seine Fahrweise und Geschwindigkeit den Straßenverhältnissen anpassen muss.

Obligatorische Fahrstunden auf dem Goodyear-Rennparcours in Colmar-Berg wären kontraproduktiv, da die Fahrweise innerhalb eines Kreisverkehrs nicht in Bezug zur Fahrweise auf einem „Rennparcours“ steht.

Question 2807 (9.7.2013) de **M. Jean-Paul Schaaf** (CSV) concernant la **nouvelle imposition des tracteurs par l'Administration des Douanes et Accises:**

La loi du 22 décembre 2006 a modifié certaines taxes, dont celle de l'imposition des machines agricoles, et en particulier des tracteurs. Suivant une récente communication de l'Administration des Douanes et Accises portant «vérification a posteriori de votre déclaration de profession 108 (LUTRA)», de nombreux détenteurs de tracteurs ne seraient pas à considérer comme agriculteurs vu qu'ils restent en dessous des conditions minimales de revenu agraire enregistré par le Service d'Économie rurale (SER) pour pouvoir bénéficier de la gratuité de l'imposition. Cette gratuité leur a été accordée jusqu'à maintenant.

Étant donné que ces tracteurs, souvent des anciennes machines détenues par des usagers ponctuels, servent de par la nature même de l'engin à faire des travaux d'entretien et d'exploitation des terrains agricoles, forestiers et viticoles, et que le récent changement d'imposition remet en question l'exercice d'entretien du paysage de ces détenteurs, je désire poser les questions suivantes aux Ministres concernés:

- Combien de tracteurs et combien de détenteurs sont concernés par ce changement d'imposition?

- Quel est le montant de l'imposition demandée par engin?

- Le Gouvernement partage-t-il le souci des syndicats et des concernés qu'un certain nombre de détenteurs risquent d'abandonner l'exercice de l'entretien du paysage, étant donné qu'ils le pratiquent en termes de loisir et non pas en vue de produire un gain financier?

- Les personnes qui détiennent des tracteurs à la seule fin muséologique et qui sortent ces anciennes machines à des moments isolés et à des fins de démonstration lors de fêtes populaires et autres, sont-elles également concernées par l'imposition? Ce cas particulier, lié à l'exploitation muséologique, ne peut-il pas bénéficier d'une exception?

- Le Gouvernement ne pourrait-il pas envisager une révision de la nouvelle réglementation, afin de trouver un compromis avec les intérêts en cause?

Question 2842 (16.8.2013) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** (CSV) concernant l'**autorisation «LUTRA»:**

Selon la législation en vigueur, l'autorisation «LUTRA» permet l'exonération des accises sur le gasoil utilisé comme carburant dans les tracteurs et machines agricoles, viticoles, horticoles et de sylviculture.

Or, depuis un certain temps, l'Administration des Douanes et des Accises ne permet plus l'application des dispositions «LUTRA» aux exploitants agricoles amateurs et aux éleveurs amateurs d'animaux de race, grands et petits.

Dans ce contexte, j'aimerais interroger Messieurs les Ministres au sujet des points ci-après:

- Messieurs les Ministres sont-ils au courant de l'interprétation restrictive récente des dispositions «LUTRA» de la part de l'Administration des Douanes et Accises?

- Messieurs les Ministres ne partagent-ils pas l'opinion que les exploitants agricoles amateurs et les éleveurs amateurs d'animaux de race apportent une contribution importante au niveau de l'entretien du paysage et de la nature et au niveau du maintien de la biodiversité dans notre pays?

- Monsieur le Ministre des Finances compte-t-il intervenir auprès de la direction de l'Administration des Douanes et Accises dans le sens d'un maintien des dispositions «LUTRA» au profit des exploitations prémentionnées?

Réponse commune (6.9.2013) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

Les Ministres des Finances et de l'Agriculture ont pris connaissance d'un courrier adressé par l'Administration des Douanes et Accises à des propriétaires de tracteurs et des doléances soulevées dans ce contexte.

Dans le cadre de la lettre circulaire adressée par l'Administration des Douanes et Accises à un certain nombre de propriétaires de tracteurs agricoles, il y a lieu de distinguer entre deux législations à savoir

1) la loi modifiée du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement et portant ..., réforme de la taxe sur les véhicules routiers ... (et concernant notamment à l'article 41 les tracteurs), et

2) le règlement ministériel du 29 mars 2005 portant publication de la loi-programme belge du 27 décembre 2004 concernant les accises des huiles minérales et leurs exonérations des accises (- art. 429 -).

D'après ces deux lois, les tracteurs sont exonérés aussi bien de la taxe sur les véhicules routiers et des accises sur les carburants consommés, s'ils sont utilisés exclusivement pour les travaux agricoles, horticoles, viticoles, dans la pisciculture et la sylviculture.

Pour bénéficier de ces deux exonérations, l'exploitant envoie une déclaration de profession à l'administration, par laquelle il certifie qu'il exploite une entreprise agricole, viticole, horticole et de sylviculture. Cette simple formalité administrative a été observée par presque tous les propriétaires de tracteurs qui, avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi de la taxe sur les véhicules routiers en 2007, profitaient déjà d'une exonération en vertu de la loi de 1935. La déclaration de profession signée par le propriétaire a été acceptée par l'administration et la plupart des propriétaires de tracteurs ont ainsi continué à bénéficier des exonérations.

Or, vu que la vignette fiscale établie est valable pour cinq ans dans le cas d'une exonération, ce n'est qu'en 2012 qu'il a été constaté que certaines données étaient inexactes.

Afin de faciliter le traitement administratif de ces dossiers et de soutenir l'agriculture et l'entretien du paysage, les Ministres des Finances et de l'Agriculture, après concertation avec les organisations professionnelles agricoles et l'Administration des Douanes et Accises, ont décidé de ce qui suit.

Sont éligibles à une exonération de la taxe sur les véhicules routiers et de l'exonération des accises sur le gasoil utilisé comme carburant dans les tracteurs et machines agricoles, viticoles, horticoles, piscicoles et de sylviculture (déclaration de profession 108 ou autorisation «LUTRA»):

1. les entreprises qui figurent comme exploitations dans le fichier du Service d'Économie rurale (SER) et qui peuvent fournir une justification de viabilité économique de l'activité agricole correspondant à une marge brute d'au moins 9.600 euros par an (article 3 du règlement grand-ducal modifié du 25 avril 2008 portant exécution du Titre I et du Titre II, chapitres 1^{er}, 2, 3, 4, 6, 7 et 10 de la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural),

2. les exploitations agricoles, viticoles, horticoles, piscicoles et de sylviculture qui ne remplissent pas les conditions visées au point 1, mais qui peuvent fournir toute preuve jugée suffisante par l'Administration des Douanes et Accises que l'exploitation exerce une activité économique agricole (déclaration d'impôt, déclaration TVA ...), sans qu'un montant minimal ne soit requis,

3. les personnes retraitées bénéficiaires d'une pension de vieillesse agricole. Pour ces personnes, la présentation de preuves démontrant une activité économique agricole ne sera pas nécessaire.

Sur demande, le SER continuera à fournir les documents certifiant les conditions reprises au point 1) ci-dessus.

À noter que le certificat délivré par le SER fait état de toute personne faisant partie de l'exploitation, y compris donc les personnes justifiant d'une pension de vieillesse agricole et qui ne sont plus membre cotisant ou chef de l'exploitation en question.

Les personnes visées par les points 2) et 3) s'adresseront donc à l'Administration des Douanes et Accises, le cas échéant avec les preuves demandées à l'appui.

Finalement, il est rappelé que la taxe annuelle sur les tracteurs a été réduite de 425 EUR à un maximum de 125 EUR (- loi budgétaire du 21 décembre 2007 -) et que l'âge pour être considéré comme «oldtimer», afin de profiter de la taxe forfaitaire de 25 euros, a été réduit de 35 à 25 ans pour les tracteurs agricoles (- loi budgétaire du 18 décembre 2009 -).

Question 2810 (9.7.2013) de **M. Claude Adam** (*déi gréng*) concernant l'**organisation et accès des modules préparatoires aux études techniques supérieures pour les élèves en classe de 12^e et 13^e de la formation de technicien:**

La loi du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle stipule que les détenteurs des diplômes de technicien (DT) peuvent avoir accès à des études techniques supérieures simultanément avec l'obtention de leur diplôme de technicien s'ils ont réussi des modules préparatoires spécifiques. La rentrée 2013/2014 sera la première à partir de laquelle tous les modules préparatoires pour les classes de 12^e technicien seront en principe disponibles.

Or, c'est avec étonnement que je viens de prendre connaissance d'une lettre ministérielle, datée du 4 juillet 2013 et signée par la directrice adjointe de la Division de la Formation professionnelle du MENFP, qui fixe pour la rentrée 2013 des dispositions d'accès et de réussite des modules très restrictives et notamment plus restrictives en matière de langues que de mathématiques.

Un élève qui ne réussit pas un module préparatoire en langues arrête de suivre les modules préparatoires au semestre suivant. Dans ce cas, le module de renseignement général de la langue correspondante du semestre concerné est considéré comme non réussi et doit être rattrapé par l'élève.

Si l'élève a un échec dans un module préparatoire en mathématiques, le conseil de classe

peut décider de soumettre l'élève à un rattrapage du module non réussi. Si l'élève ne réussit pas ce rattrapage ou un autre module préparatoire en mathématiques, il arrête de suivre les modules préparatoires au semestre suivant.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

1) Est-ce que cela signifie qu'un élève n'ayant pas réussi son module semestriel en langue n'aura d'office pas de seconde chance pour ce module, vu qu'il doit - selon la lettre ministérielle - rattraper non pas le module préparatoire mais le cours normal?

2) Pourquoi est-ce que les critères en matière de mathématiques sont moins strictes vu la possibilité du conseil de classe de pouvoir autoriser un rattrapage? Pourquoi est-ce que Madame la Ministre ne donne pas le même pouvoir d'appréciation au conseil de classe en ce qui concerne les modules de langue?

3) Pourquoi ne pas permettre de façon générale aux conseils de classe de juger si certains élèves sont assez forts pour continuer à suivre les quelques modules donnant accès aux études supérieures, parallèlement à leur formation de technicien, même s'ils n'ont pas réussi directement un ou deux modules préparatoires?

4) Quels modules préparatoires seront opérationnels pour la rentrée 2013/2014?

Réponse (2.9.2013) de Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

La réforme de la formation professionnelle prévoit que les élèves qui poursuivent une formation professionnelle de technicien peuvent avoir accès aux études techniques supérieures sous condition d'avoir réussi les modules préparatoires dans la spécialité correspondante. En date du 4 juillet 2013, le Service de la formation professionnelle a adressé aux directions des lycées techniques offrant la formation professionnelle, une lettre concernant des explications en matière d'offre, d'organisation et d'accès aux modules préparatoires aux études techniques supérieures.

Ad 1) Les modules préparatoires aux études techniques supérieures dans la spécialité correspondante sont organisés pendant la plage horaire prévue pour les cours optionnels et ne font ainsi pas partie des modules obligatoires que l'élève est tenu de réussir et pour lesquels un rattrapage éventuel serait à organiser. En classe de 12^e et de 13^e de la formation de technicien, cette plage comprend six leçons hebdomadaires au total dont quatre leçons sont réservées aux modules préparatoires et deux leçons restent disponibles pour l'organisation des rattrapages. Étant donné que le module préparatoire en langues a une durée de quatre leçons, il n'est guère possible de rattraper ce module pendant les deux leçons prévues pour le rattrapage. S'y ajoute que le module préparatoire en langues se compose de deux leçons en provenance de l'enseignement général et de deux leçons prévues dans le cadre des modules préparatoires.

Donc, si un élève qui doit poursuivre pendant sa formation initiale huit modules préparatoires ne réussit pas un de ces modules, il s'avère impossible de le faire dans le cadre de sa formation initiale. La loi sur la réforme de la formation professionnelle prévoit dans ces cas la possibilité de faire les modules préparatoires dans le cadre de la formation tout au long de la vie.

Ad 2) Par rapport au module préparatoire en langues, le module préparatoire en mathématiques a une durée de deux leçons hebdomadaires et ainsi un rattrapage de ce module est possible pendant la plage horaire réservée à cet effet. La décision si l'élève peut rattraper un module préparatoire en mathématiques «non réussi» revient au conseil de classe. Cette décision est prise en fonction des résultats obtenus par l'élève dans les autres modules de la formation.

Ad 3) De façon générale, la lettre du Service de la formation professionnelle en matière du pouvoir de décision des conseils de classe ne reprend qu'une ligne directrice générale et il va de soi que les conseils de classe sont autonomes pour prendre leurs décisions de promotion et de remédiation des élèves.

Ad 4) Les modules préparatoires opérationnels pour la rentrée scolaire 2013/2014 comprennent les modules de langues (anglais, français et allemand) ainsi que les modules de mathématiques (niveau T - haute technicité et ni-

veau B - basse technicité) du 5^e et du 6^e semestre de la classe de 12^e de la formation de technicien.

Question 2811 (9.7.2013) de Mme Christine Doerner (CSV) concernant l'harcèlement à l'école:

Le phénomène du harcèlement, qu'il soit moral ou physique, exercé ou subi, ne concerne plus une minorité de personnes dans notre société. La connotation juridique du terme «harcèlement» n'existe, dans la plupart des pays, que dans la sphère professionnelle. Compte tenu notamment de l'âge des écoliers, il est en effet difficile d'étendre sa définition dans le cadre scolaire. Or, le harcèlement à l'école devient une réalité quotidienne de plus en plus inquiétante. Une récente étude a montré que globalement entre 10 et 15% d'adolescents seraient victimes d'une forme de harcèlement à l'école.

Les technologies de l'information et de la communication sont souvent utilisées comme moyen d'intimidation d'un ou de plusieurs camarades de classe, que ce soit sous forme de menace physique, de harcèlement verbal ou d'exclusion sociale. Ce type de violence, appelé également «cyberintimidation» ou «violence numérique», est souvent exercé par les jeunes via la diffusion de photographies et de messages malveillants, notamment à travers les réseaux sociaux.

Ce harcèlement peut avoir de lourdes conséquences pour les victimes, souvent en âge d'adolescence, période de vie déjà sensible aux niveaux psychologique et social et peut mener jusqu'au suicide dans les cas extrêmes, qui pourtant deviennent de moins en moins rares dans notre société.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, à Madame la Ministre de la Justice, à Monsieur le Ministre des Communications et des Média et à Monsieur le Ministre de la Famille et de l'Intégration:

1) Existe-t-il des statistiques sur le phénomène du harcèlement (toutes formes comprises), de la «cyberintimidation» ou du «cybermobbing» dans les établissements scolaires au Luxembourg?

2) Sachant qu'il est difficile d'envisager un cadre législatif en la matière, comment le Gouvernement entend-il réagir face à ce phénomène inquiétant touchant les jeunes générations?

Réponse commune (31.7.2013) de Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, de Mme Octavie Modert, Ministre de la Justice, de M. Marc Spautz, Ministre de la Famille et de l'Intégration, et de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

Ad 1) Le phénomène du cyberharcèlement a été documenté au Luxembourg dans le cadre d'un projet de recherche couvrant les trois pays du BENELUX en 2010. Les résultats de l'étude montrent qu'au Luxembourg:

- 8 à 10,4% des élèves et étudiants âgés entre douze et 24 ans ont déjà été victimes de cyberharcèlement,

- 3,8 à 4,4% des personnes interrogées sont même régulièrement harcelées (au moins une fois par mois ou même tous les jours).

Cette étude a aussi confirmé que le cyberharcèlement se fait plus souvent à l'extérieur de l'école qu'à l'intérieur de celle-ci, la spécificité de l'harcèlement en ligne faisant que le harcèlement lié au cadre scolaire se prolonge en dehors de l'école.

En 2011, la demande en formations ciblant particulièrement le sujet du cyberharcèlement a connu une forte croissance au niveau des établissements de l'enseignement fondamental et secondaire.

Ad 2) La future loi sur la cybercriminalité (projet de loi n°6514), en cours de procédure parlementaire, va permettre une meilleure poursuite de toutes les infractions commises par le biais d'Internet donc également de la «cyberintimidation» et du «cybermobbing», notamment par l'introduction du délit d'usurpation d'identité particulièrement répandu sur les réseaux sociaux.

Le Code pénal réprime en outre à l'heure actuelle déjà le harcèlement en dehors de la sphère professionnelle s'il est obsessionnel (art. 442-2 du Code pénal introduit par la loi du 5 juin 2009).

Cet article ensemble avec les nouvelles dispositions en matière de cybercriminalité devraient permettre aux autorités judiciaires de combattre efficacement les phénomènes dé-

crits par l'honorable Députée Madame Doerner.

Depuis plus de dix ans, le Gouvernement poursuit une politique préventive en matière des risques liés à l'utilisation des nouvelles technologies d'information et de communication.

Ainsi, en 2007, le Lycée technique des Arts et Métiers a été le premier lycée à développer ensemble avec CASES et LuSI une approche cohérente à l'égard des défis liés à l'utilisation des nouveaux médias.

Depuis 2007, sous l'impulsion des Ministères de l'Éducation nationale et de l'Économie, des sessions de sensibilisation sont réalisées dans les classes de l'enseignement secondaire. Ces sessions, qui traitent aussi le sujet du cyberharcèlement, sont obligatoires pour toutes les classes de 7^e depuis l'année 2008. Depuis plusieurs années, ces sessions sont aussi offertes aux classes de l'enseignement fondamental.

Des sessions de formation ont été offertes régulièrement aux enseignants et éducateurs et actuellement plus de 700 sessions sont organisées par an, cadre scolaire et extrascolaire confondus, y inclus maison relais et maisons de jeunes.

En 2008, les deux ministères précités ont élargi le champ d'action en signant un «memorandum of understanding» avec le Ministère de la Famille et de l'Intégration qui comprend les deux éléments suivants:

- la définition d'une approche commune en matière de sensibilisation, suivie régulièrement par un comité interministériel et coordonnée sur le terrain par le Service National de la Jeunesse

- la pérennisation des services d'aide et d'intervention du Kanner-Jugendtelefon, gestionnaire de la BEE SECURE Helpline et de la BEE SECURE Stoptline.

Depuis 2010, les actions communes et les services offerts s'affichent sous la dénomination BEE SECURE.

Suite à une demande croissante de formations ciblant le cyberharcèlement, BEE SECURE a lancé une campagne spécifique sur ce sujet pour l'année scolaire 2012/2013. Sous le titre «Not funny, BEE FAIR», la campagne vise à appeler harceleurs et témoins à prendre leurs responsabilités (www.bee-fair.lu). Mais elle a aussi permis de promouvoir les mesures d'aide existantes dont peuvent profiter les personnes harcelées:

- la BEE SECURE Helpline, qui offre un premier soutien psychologique et des astuces pratiques. Ce service est accessible au numéro de téléphone 26 64 05 44.

- Les services de consultation psychologique et de médiation conventionnés avec le Ministère de la Famille et de l'Intégration qui offrent une assistance en matière de médiation entre les parties ou, le cas échéant, un soutien thérapeutique pour les victimes:

- AFP Erziungs- a Familieberodung à Luxembourg,

- Haus 89 à Luxembourg,

- Centre de médiation à Luxembourg,

- Centre de médiation sociofamiliale Pro Familia à Dudelange.

BEE SECURE est aussi présent dans le cadre extrascolaire, ainsi des actions de sensibilisation interactives sont proposées lors d'événements socioculturels.

Comme la prévention en matière des risques liés à l'utilisation des nouvelles technologies d'information et de communication doit se situer dans un cadre plus large, le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle a élaboré un concept-cadre pour l'éducation aux médias qui sert de base aux travaux curriculaires dans les différents ordres d'enseignement. Dans cette optique, le nouveau plan d'études de l'école fondamentale comprend la dimension «éducation aux médias» où sont décrites les compétences relatives à l'éducation aux médias à développer au cours de l'enseignement fondamental dans les différents domaines de développement et d'apprentissage.

Dans le cadre des travaux relatifs à la réforme de l'enseignement secondaire, l'éducation aux médias sera intégrée parmi les compétences transversales à développer.

Question 2812 (9.7.2013) de M. Fernand Etgen (DP) concernant la couverture de risque des volontaires de l'armée:

Il me revient que la couverture de risque des volontaires de l'armée en cas d'incident lors de missions sur notre territoire ou lors de déplacements à l'étranger ne semble pas être réglée de façon précise et satisfaisante. Les agents de la

Police grand-ducale seraient dans une situation similaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Défense ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Le Ministre peut-il m'expliquer dans quelle mesure la protection juridique et civile s'applique aux soldats de l'armée luxembourgeoise ainsi qu'aux agents de la Police grand-ducale?

Réponse commune (11.9.2013) de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

La question parlementaire de l'honorable Député concerne la protection juridique et civile applicable aux soldats de l'armée luxembourgeoise respectivement aux agents de la Police grand-ducale.

Dans ce contexte, il importe de rappeler que l'article 32 paragraphe 1 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État dispose que «le respect et la défense des intérêts légitimes du fonctionnaire et de sa famille doivent être la préoccupation de l'autorité supérieure».

De même, l'article 32 paragraphe 4 du statut général dispose que «l'État protège le fonctionnaire ou l'ancien fonctionnaire contre tout outrage ou attentat, toute menace, injure ou diffamation dont lui-même ou les membres de sa famille vivant à son foyer seraient l'objet en raison de sa qualité ou de ses fonctions ainsi que contre tout acte de harcèlement sexuel et tout acte de harcèlement moral à l'occasion des relations de travail. Dans la mesure où il l'estime nécessaire, l'État assiste l'intéressé dans les actions que celui-ci peut être amené à tenter contre les auteurs de tels actes».

Une note du Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative approuvée par le Gouvernement en conseil le 15 janvier 1998 vient préciser que la protection prévue à l'article 32 paragraphe 4 précité trouve application aussi bien lorsque le fonctionnaire intente une action contre un tiers que lorsqu'il est attaqué en justice, mais que l'existence d'une faute personnelle délie l'administration de son devoir de protection.

Il importe de remarquer que le paquet de réformes dans la fonction publique comprend également diverses mesures visant à préciser les conditions d'application de la protection de l'État.

Concernant la responsabilité civile, les fonctionnaires de l'armée et de la police sont soumis au même régime de responsabilité que les autres fonctionnaires de l'État.

Aux termes de l'article 30 de la Constitution «nulle autorisation préalable n'est requise pour exercer des poursuites contre les fonctionnaires publics, pour faits de leur administration, sauf ce qui est statué à l'égard des membres du Gouvernement».

La jurisprudence a fait rentrer dans le champ d'application de cette disposition également le principe que les fonctionnaires sont personnellement responsables des dommages qu'ils causent fautivement dans l'exercice de leurs fonctions. Or, la jurisprudence est fluctuante en ce qui concerne l'étendue de la responsabilité des fonctionnaires. Ainsi, certaines décisions retiennent ainsi que le fonctionnaire est responsable de sa faute lourde commise dans l'exercice de ses fonctions, tandis que d'autres le déclarent responsable de sa faute simple.

Pour ce qui est des soldats de l'armée luxembourgeoise respectivement des volontaires de police, la situation se présente comme suit:

- Les volontaires de l'armée constituant une catégorie de personnel «sui generis» de sorte que les dispositions de l'article 32 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ne leur sont pas applicables. Soucieux de conférer aux volontaires de l'armée une protection juridique équivalente à celle revenant aux militaires de carrière, une disposition légale spécifique figurera dans le projet de loi relatif à la discipline dans l'armée luxembourgeoise.

- Les volontaires de police se trouvent au regard de l'assistance juridique dans la même situation que les policiers assermentés.

Question 2817 (18.7.2013) de M. Marcel Oberweis (CSV) concernant les réserves financières du Centre national sportif et culturel (CNSC):

Selon le rapport spécial de la Cour des Comptes sur les établissements publics 2013, le CNSC aurait accumulé au fil des années d'importantes réserves.



La constitution de ces réserves par le CNSC résulterait inter alia du fait que ses prévisions budgétaires qui servent de base à la détermination des dotations étatiques étaient toujours surévaluées au niveau des dépenses. Cette «pratique» qui avait déjà été mise en cause en ce qui concerne les exercices 2006 à 2008 s'est poursuivie en 2009 et 2010. Dans son rapport de 2013, la Cour des Comptes insiste donc qu'il soit enfin tenu compte de ses recommandations et que les dotations étatiques prennent en considération les réserves du CNSC et se fondent sur des prévisions budgétaires réalistes. Notons au passage que le conseil d'administration du CNSC ne peut décider du budget d'investissement et d'exploitation ainsi que des comptes de fin d'exercice que sous réserve de l'approbation du Ministre de tutelle, i. e. le Ministre des Sports.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir les prévisions budgétaires (recettes et charges d'exploitation) du CNSC pour les années 2011, 2012 et 2013 ainsi que les recettes et charges d'exploitation telles qu'elles résultent du compte de profits et pertes du CNSC pour les années 2011 et 2012?

- Quels montants ont été/seront alloués au CNSC au titre de dotations budgétaires de l'État pour les années 2011, 2012 et 2013?

- Au vu des réserves accumulées par le CNSC, le Ministre ne considère-t-il pas qu'il faudrait davantage décharger financièrement les usagers primaires du CNSC, i. e. les fédérations sportives? Dans l'affirmative, quelles sont les mesures préconisées par le Ministre en la matière?

Réponse (22.8.2013) de M. Romain Schneider, Ministre des Sports:

- D'entrée, je tiens à relever que conformément aux dispositions de l'article 1, alinéas 1 et 2 de la loi du 29 juin 2000 organisant le Centre national sportif et culturel, ce dernier est un établissement public qui dispose de la personnalité juridique et qui jouit de l'autonomie financière et administrative sous la tutelle du Ministre ayant dans ses attributions le sport.

Il en résulte que l'établissement public peut constituer des réserves pour autant que les comptes de fin d'exercice qui renseignent notamment le résultat de l'exercice aient été approuvés par le Ministre de tutelle et par le Conseil de Gouvernement conformément à l'article 5 point (1), premier tiret et à l'article 10 de la loi du 29 juin 2000 susvisée.

À cet égard, il importe de souligner que, depuis sa création, les principes et les méthodes comptables utilisés par le Centre national sportif et culturel n'ont jamais fait l'objet de la moindre objection de la part des réviseurs d'entreprise désignés par les gouvernements en conseil successifs conformément à l'article 9 de cette même loi. Il en ressort que le principe d'une charge relative à l'affectation aux fonds pour projets arrêtés et aux fonds de renouvellement de l'équipement a ainsi toujours été entériné, en vertu de la condition pour le Centre de disposer préalablement de moyens financiers avant de pouvoir les engager dans des investissements.

- Des réserves pour projets arrêtés ont de la sorte été constituées. Ces projets sont réalisés ou en cours d'achèvement et les moyens affectés sont quasiment épuisés.

- Conformément aux dispositions de l'article 5, point (1), quatrième tiret de la loi du 29 juin 2000, le conseil d'administration décide des «travaux de construction, de grosses réparations ou de démolition» sous réserve de l'approbation du Ministre de tutelle.

À noter que la loi précitée a notamment attribué à l'établissements public - locataire d'un immeuble appartenant à l'État - le droit de prendre des décisions au sujet de travaux portant sur l'aspect extérieur de l'immeuble et sur les grosses réparations qui incomberaient en principe au propriétaire.

Les modalités afférentes sont d'ailleurs confirmées et détaillées dans le cadre de la convention conclue entre l'État et le Centre en application de l'article 2, dernier alinéa de la loi mentionnée du 29 juin 2000.

Le fonds de renouvellement/amortissement dont l'alimentation a été initiée puis approuvée dans leurs rapports respectifs au Gouvernement, dès 2004 par les successifs Ministres de tutelle ayant eu les sports dans leurs attributions et dont le principe n'a jamais été contesté par la Cour des Comptes, permet le maintien des équipements et installations à un niveau de qualité nécessaire à l'accueil du grand public et du sport luxembourgeois en général (sport scolaire, sport fédéral).

Ce n'est que grâce à l'existence du fonds de renouvellement/amortissement que toutes ces dépenses de l'ordre de 1,0 à 1,5 mio € par an peuvent être financées. Il en résulte que ce fonds de renouvellement/amortissement est indispensable à la pérennité de la Coque en tant que centre sportif et culturel.

- De nombreux travaux et réparations d'envergure ont été financés à charge dudit fonds, ce mécanisme en permettant l'exécution sans inscription au budget de fonctionnement et d'exploitation. Ainsi ont pu être concrétisés, entre autres, la mise en conformité des bassins de natation, l'acquisition du cube dans l'Aréna, de la paroi de séparation entre le gymnase et l'Aréna, les réfections et mises à norme des sols des différents espaces sportifs, l'aménagement des alentours. Une liste des principales réalisations est jointe à la présente, qui a d'ailleurs été soumise, lors de sa visite de la Coque, à la commission parlementaire de l'exécution budgétaire laquelle a approuvé vivement ces investissements.

- En ce qui concerne les estimations budgétaires des années 2011 et 2012, il résulte du tableau ci-après que, d'une part, les recettes estimées sont en adéquation avec les recettes commerciales et ne sont donc pas sous-évaluées et que, d'autre part, les prévisions des dépenses sont tout à fait réalistes et ne sont donc pas surévaluées.

Les résultats des exercices qui se chiffrent respectivement à 6.689,59 € et 9.331,65 € corroborent ce qui précède.

Exercice	2011	2012	2013
Recettes estimées	3.868.700,00	4.129.200,00	4.455.450,00
Recettes réalisées	3.919.478,76	4.209.463,10	en cours
Écart	50.778,76	80.263,10	/
%	1%	2%	/
Dépenses estimées	10.085.380,00	10.639.680,00	11.290.205,00
Charges constatées	10.293.532,62	10.780.449,52	en cours
Écart	208.152,62	140.769,52	/
%	2%	1%	/
Résultat de l'exercice	6.689,59	9.331,65	en cours
Dotations de l'État	6.200.000,00	6.425.000,00	6.495.000,00

- Par ailleurs, il convient de faire remarquer que la contribution de l'État aux frais de fonctionnement courants du Centre sportif national et culturel n'est pas à considérer comme subvention pure sans contrepartie pour l'État. Ainsi la Coque est mise à disposition des classes de l'enseignement secondaire et secondaire technique, de même que de l'École européenne sans que le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle n'ait à payer des frais de location de ces espaces. De même, le département ministériel des Sports ne participe pas directement aux frais engendrés dans le chef des fédérations sportives par la mise à disposition gratuite d'espaces et de services fournis par la Coque, mais le fait indirectement en intégrant le coût y relatif dans la dotation budgétaire annuelle allouée à l'établissement public.

Il est important de souligner que la valeur de ces prestations en faveur de l'État est supérieure à sa dotation annuelle, de sorte que celles-ci sont encore financées en partie par les moyens propres du Centre, diminuant de ce fait la charge du contribuable.

Conclusions

Les investissements faits - qui ont pu se faire - ont généré des offres supplémentaires d'activités et d'accueils aux usagers, aux clients.

Sans les enveloppes financières constituées pour projets arrêtés et pour le renouvellement/amortissement, et ce exclusivement par des moyens propres, la Coque n'aurait pas été à même de remplir sa mission de service public ni d'accueillir des manifestations d'envergure en intérieur comme en extérieur, faute d'équipements et installations appropriés, mais également faute de conformité et de qualité des infrastructures.

Ainsi, les Jeux des petits États d'Europe de 2013 n'auraient pas pu avoir le succès sportif et populaire que nous venons de connaître.

Tous les investissements réalisés ont permis de véhiculer une image flatteuse du sport luxembourgeois et du Luxembourg en général. Ainsi la Coque en est devenue une vitrine dont peut se targuer le Luxembourg avec le souci constant du CNSC de garantir l'excellence de ses installations.

La gestion rigoureuse du Centre a non seulement permis d'assurer la pérennité de la Coque quant à ses infrastructures, équipements et installations mais aussi d'accomplir sa mission de service public au bénéfice de tous les

utilisateurs primaires de la Coque qui sont certes les fédérations sportives, mais aussi les établissements scolaires et baigneurs au centre aquatique de la Coque profitant d'un prix social.

La suggestion faite par Monsieur le Député de dégrever davantage les fédérations étonne puisqu'il n'y a pas cette accumulation de réserves. Celles-ci ont été et seront investies pour fournir précisément la possibilité aux utilisateurs et organisateurs des fédérations sportives la gratuité des équipements dont ils ont besoin.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 2818 (18.7.2013) de M. André Bauler (DP) concernant la Maison de l'orientation:

La Maison de l'orientation, qui a ouvert ses portes à Luxembourg fin février 2012, forme un service destiné à conseiller des adolescents et des adultes, notamment pour ce qui est de leur formation professionnelle.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi ainsi qu'à Madame la Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- N'est-il pas envisagé d'intégrer le CEDIES dans les locaux de la nouvelle Maison de l'orientation afin d'offrir tous les services sous un même toit? Dans la négative, quelle en serait la raison?

- Dans une perspective de décentralisation administrative et à moyen terme, est-il prévu d'ouvrir une antenne de la Maison de l'orientation dans la région «Nordstad», par exemple à Diekirch?

Réponse commune (2.9.2013) de Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, et de Mme Martine Hansen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

La Maison de l'orientation regroupe sous un même toit cinq services de trois ministères, spécialisés entre autres dans l'information, la consultation et l'accompagnement des personnes qui cherchent une formation ou un métier.

Les services regroupés dans la Maison de l'orientation sont pour le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le Centre de psychologie et d'orientation scolaires, le bureau régional «Luxembourg» de l'Action locale pour jeunes et la Cellule d'accueil scolaire pour élèves nouveaux arrivants. Le Ministère du Travail et de l'Emploi est présent par son Service d'orientation professionnelle de l'Agence pour le développement de l'emploi et le Ministère de la Famille et de l'Intégration participe aux activités de la Maison de l'orientation à travers l'antenne régionale «Centre» du Service National de la Jeunesse.

Deux a.s.b.l. ont également leurs bureaux dans la Maison de l'orientation: l'Agence nationale pour le programme européen d'éducation et de formation tout au long de la vie (Anefore a.s.b.l.) et la Fédération des associations de parents d'élèves du Luxembourg (FAPEL a.s.b.l.).

Le Centre de documentation et d'information sur l'enseignement supérieur (CEDIES) du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche n'est pas présent dans la Maison de l'orientation en ce moment.

Il a une double mission qui consiste dans l'attribution d'aides financières pour études supérieures et dans l'information sur les études de l'enseignement supérieur ainsi que sur les débouchés professionnels et les métiers demandant une qualification de l'enseignement supérieur. Ces activités sont liées d'une part et dépassent d'autre part les missions de la Maison de l'orientation d'un point de vue contenu tout en visant un public cible défini qui souhaite entamer ou poursuivre des études supérieures.

Le CEDIES collabore étroitement avec les services de la Maison de l'orientation en ce qui concerne les interventions en classes terminales pour informer sur les études supérieures.



Suivez la
Chambre des Députés
sur Facebook
et Twitter





1. Le personnel de la Maison de l'orientation: (en équivalent temps plein, ETP)

	CPOS	ADEM-OP	ALJ bureau Luxembourg	SNJ (antenne Centre)	CASNA	TOTAL
Éducateur gradué	0,75	8	3,5	2	0	14,25
Psychologue	8,75	1	0	0	0	9,75
Pédagogue	0	0	0	0,5	0	0,5
Assistant social	0,5	0	0	0	0	0,5
Chargé d'éducation	0	0	0	0	28h	28h
Personnel administratif	4,75	7,25	0	Conseiller externe en informatique	0,2	12,2
Concierge	0	0	0	0	0	1

Un comité de pilotage, composé des responsables des services partenaires, se réunit une fois par mois pour déterminer les actions communes. Une collaboratrice du MENFP coordonne ces activités communes.

Entre septembre 2012 et fin mai 2013, le numéro vert 8002-8181 a été appelé 1.807 fois. La permanence téléphonique étant assurée en alternance par les différents services.

En cette même période, 57 demandes par courriel sont parvenues à l'adresse électronique de la Maison de l'orientation.

Les demandes concernent tous les volets de l'orientation scolaire et professionnelle, du choix des études secondaires, de la formation professionnelle initiale et adulte, des études supérieures, des formations continues ainsi que des questions de réorientation scolaire et professionnelle de personnes de tout niveau de qualification.

Les statistiques de consultation des sites Internet sont les suivantes:

- www.anelo.lu:	37.508 visiteurs
- www.beruffer.anelo.lu:	101.753 visiteurs
- www.cie-ep.anelo.lu:	18.525 visiteurs
- www.entretien.anelo.lu:	871 visiteurs (en ligne depuis octobre 2012)
- www.jobs.youth.lu:	76.543 visiteurs
- www.stages.youth.lu:	13.510 visiteurs

2. Sollicitations du service d'orientation professionnelle de l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM-OP)

Les conseillers en orientation du service d'orientation professionnelle (OP) de l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) ont effectué 487 interventions (durée moyenne: deux heures) en classes scolaires du cycle inférieur ou cycle supérieur de l'enseignement secondaire ou secondaire technique. 10.373 élèves, jeunes sans emploi, adultes ou demandeurs d'emploi envoyés par les bureaux de placement de l'ADEM, se sont présentés au service d'orientation professionnelle de l'ADEM. 1.555 jeunes ont pu conclure un contrat d'apprentissage initial et 397 personnes ont été placées sous la formule d'un contrat d'apprentissage pour adultes.

3. Sollicitations du centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS)

Le CPOS compte 4.065 rendez-vous et 803 consultations pour l'exercice 2012. À ces chiffres s'ajoutent 108 demandes d'information concernant surtout le système scolaire et les différentes formations offertes.

Le nombre de situations suivies par rapport à l'année précédente est en augmentation alors que la durée moyenne du suivi connaît une légère baisse. En effet, les consultations en relation avec l'orientation scolaire et professionnelle, en augmentation depuis le déménagement du CPOS dans la Maison de l'orientation, ne nécessitent que rarement un suivi à long terme, contrairement aux prises en charge psychothérapeutiques.

Le public qui s'adresse au CPOS est majoritairement composé d'adolescents et de jeunes adultes. Cependant, il arrive que des adultes à la recherche d'un emploi ou en phase de réorientation sollicitent également les services du CPOS.

4. Sollicitations de l'Action locale pour jeunes (ALJ)

L'ALJ se caractérise par sa démarche proactive puisqu'elle prend systématiquement contact

avec les jeunes les plus défavorisés en vue de leur proposer un accompagnement individuel pour développer et réaliser un nouveau projet. En effet, tous les jeunes orientés vers la formation professionnelle de base et tous les jeunes ayant arrêté leurs études sans diplôme dans le système scolaire luxembourgeois sont contactés par l'ALJ.

Dans le contexte de cette approche proactive, les collaborateurs du bureau régional Luxembourg de l'ALJ ont contacté et suivi 1.025 jeunes entre février 2012 et fin juin 2013.

Des chiffres exacts concernant le nombre de jeunes qui ont contacté l'ALJ par leur propre initiative ne sont pas disponibles, vu que l'ALJ ne dispose pas encore de base de données à ce sujet.

5. Sollicitations de la Cellule d'accueil scolaire pour nouveaux arrivants (CASNA)

Entre février 2012 et juillet 2013, 1.092 dossiers ont été ouverts lors d'entretiens avec des élèves nouveaux arrivants. À côté de ces dossiers, le personnel du CASNA a encore eu environ 300 entretiens avec des personnes qui ont demandé des informations, sans que le CASNA ait dû constituer un dossier.

6. Activité de l'antenne «Centre» du Service National de la Jeunesse (SNJ)

Le SNJ propose une première expérience professionnelle à des jeunes par un service volontaire d'orientation. Pendant la période du service volontaire, les jeunes sont encadrés par un tuteur sur le lieu de travail et par un éducateur gradué du SNJ.

7. La perspective de décentralisation de la Maison de l'orientation

Décentraliser les offres de la Maison de l'orientation faciliterait aux demandeurs l'accès aux informations, mais en même temps une décentralisation exigerait des services partenaires de la Maison de l'orientation une mise à disposition de ressources humaines supplémentaires pour garantir une présence régulière sur plusieurs sites. Voilà pourquoi, en cette période de pénurie de ressources, une multiplication des sites de la Maison de l'orientation est difficilement envisageable. Toutefois, il est prévu de garder les sites locaux existants.

Ainsi, la Maison sociale à Differdange accueille dans un même bâtiment l'ADEM y inclus le Service d'orientation professionnelle, l'ALJ, le service emploi de la commune et les services sociaux. Une collaboration étroite y existe avec l'antenne régionale du SNJ.

À Esch-sur-Alzette, le bureau régional de l'ALJ a déménagé dans le bâtiment de l'ADEM à Belval, où un «Berufsinformationszentrum» (BIZ) ouvrira ses portes sous peu. Il est également prévu à court terme que le CPOS y assurera une permanence hebdomadaire. Une collaboration étroite existe avec l'antenne régionale du SNJ.

À Ettelbruck, le CPOS assure depuis avril 2013 une permanence hebdomadaire dans les locaux de l'ALJ; une collaboration étroite y existe avec l'antenne nord du SNJ et l'ADEM à Diekirch.

Les bureaux régionaux de l'ADEM, de l'ALJ et du SNJ ont développé une étroite collaboration au courant des dernières années; ce travail en réseau assurant des résultats plus efficaces.

Question 2819 (29.7.2013) de **M. Serge Wilmes** (CSV) concernant les **critères applicables dans le cadre des compositions des classes à l'école fondamentale et l'incidence de l'organisation scolaire sur le libre choix des parents à l'inscription au cours de formation morale et sociale ou à l'instruction religieuse:**

Selon l'article 38 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental, le conseil communal délibère annuellement sur l'organisation de l'enseignement fondamental, sur la base des rapports établis par les comités d'école, avisés par la commission scolaire et dans le respect du contingent de leçons d'enseignement qui est mis à sa disposition par le ministre.

Dans ce cadre, est-ce que Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle peut me renseigner sur les points suivants:

- Quelle est la procédure exacte selon laquelle la composition des classes (la répartition des différents élèves sur les différentes classes) et l'attribution des titulaires doivent être opérées? Est-ce qu'il existe une procédure unique pour toutes les écoles ou est-ce que ces procédures relèvent de l'autonomie communale? Qui a la compétence de décision finale pour la détermination de la composition des classes d'élèves à l'école fondamentale?

- Quels sont les réflexions, les principes pédagogiques et les critères applicables et appliqués dans le cadre de cette procédure? Est-ce que les critères retenus pour cette procédure doivent être homogènes et identiques à l'intérieur d'un même cycle, pour tous les cycles d'enseignement et concernant la détermination de toutes les classes d'une même école fondamentale?

- Existe-t-il des lignes directrices, recommandations ministérielles ou un recueil de «bonnes pratiques» à ce propos? Dans la négative, est-ce que le MEN envisage à en développer et les intégrer à la prochaine circulaire du printemps? Le cas échéant, quelle serait l'importance accordée aux principes (a.) de la participation des parents, voire des enfants, (b.) de la transparence de la procédure choisie, (c.) et de l'évitement de conflits d'intérêts (par exemple des membres de l'équipe pédagogique/du comité d'école étant directement concerné par l'organisation scolaire en ayant des enfants scolarisés à la même école dans laquelle ils sont affectés)?

- De quelle manière est-ce que les leçons attribuées pour assurer l'enseignement moral et social compris dans le contingent de leçons d'enseignement (selon l'article 38 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental) peuvent intervenir dans la répartition des élèves aux différentes classes? En effet, lors de la création des classes dans le cadre de l'élaboration de l'organisation scolaire, il est attribué d'office à chaque classe (à partir du cycle 2) deux heures hebdomadaires incluses dans le contingent pour le cours de formation morale et sociale. Dans certaines écoles, les élèves sont par après regroupés à l'intérieur d'un cycle dans différentes classes selon leurs inscriptions à ce cours, de manière à recevoir des classes homogènes où aucun élève n'est inscrit à ce cours.

Ainsi, deux heures du contingent sont libérées pour être affectées à d'autres fins que prévu par le contingent attribué respectivement par la loi, comme par exemple des leçons de cours d'appui au niveau de l'ensemble des classes d'une même école ou d'autres fins encore.

- Madame la Ministre peut-elle confirmer cette pratique courante susceptible d'une utilisation détournée des heures prévues et attribuées pour la formation morale et sociale conduisant entre autres à une pratique ségrégative répartissant les élèves dans des classes selon leurs inscriptions aux cours respectifs? Est-ce que Madame la Ministre a connaissance du fait que dans certaines écoles, les élèves sont répartis dans les différentes classes sur base de leur inscription au cours de formation morale et sociale respectivement au cours d'instruction religieuse et morale?

- Est-ce que Madame la Ministre est d'avis que cette pratique est conforme à l'article 2 du règlement grand-ducal du 27 avril 2009 fixant les modalités d'inscription au cours d'éducation morale et sociale et au cours d'instruction religieuse et morale ainsi que les modalités d'organisation du cours d'éducation morale et sociale aux 2^e, 3^e et 4^e cycles de l'enseignement fondamental: «Art. 2. Ne peuvent en principe être créées des classes regroupant uniquement des élèves soit d'éducation morale et sociale soit d'instruction religieuse et morale, sauf s'il n'y a aucune demande pour l'un des deux cours.»?

- Est-ce que Madame la Ministre considère qu'une répartition d'élèves selon leur inscription à ces cours ne constitue pas un traitement privilégié de l'un ou de l'autre groupe d'élèves, ce qui est à l'encontre de la liberté de conscience invoquée à l'article 4 de la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire («Art. 4. Dans le respect de la liberté de conscience des élèves et à l'exception des cours d'instruction religieuse et morale, la formation scolaire ne privilégie aucune doctrine religieuse ou politique.»)?

- Comment juge-t-elle le fait que cette pratique peut influencer le libre choix des parents concernant l'inscription aux cours respectifs? Cette manière de procéder dans le cadre de l'organisation scolaire ne peut-elle pas éventuellement compromettre le libre choix des parents quant à l'inscription au cours de formation morale et sociale ou à l'instruction religieuse et morale: les parents d'élèves font des choix stratégiques en fonction des regroupements d'élèves respectivement des titulaires en formation morale et sociale afin d'orienter leur enfant vers telle classe et/ou tel titulaire privilégié ou non.

- Est-ce que Madame la Ministre estime qu'une pratique de répartition des élèves dans le cadre de l'organisation scolaire sur base de leur inscription respective au cours de formation morale et sociale ou au cours d'instruction religieuse et morale est respectueuse des droits de l'enfant, notamment du principe de traitement égal et de non-discrimination prévu à l'article 2 de la CIDE: «1. Les États parties s'engagent à respecter les droits qui sont énoncés dans la présente Convention et à les garantir à tout enfant relevant de leur juridiction, sans distinction aucune, indépendamment de toute considération de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou autre de l'enfant ou de ses parents ou représentants légaux, de leur origine nationale, ethnique ou sociale, de leur situation de fortune, de leur incapacité, de leur naissance ou de toute autre situation.»?

- Le cas échéant, comment entendez-vous intervenir auprès des autorités communales afin d'éviter des pratiques discriminatoires sur base de l'inscription à ces cours respectivement du motif de l'appartenance ou de l'exercice d'une croyance religieuse ou d'appartenance à une confession religieuse?

- Est-ce que vous entendez demander en avis l'ORK, la CCDH respectivement le CET concernant les pratiques respectives qui semblent s'installer au niveau national?

- Est-ce que les inspecteurs d'école fondamentale contrôlent l'utilisation finale des heures accordées dans le cadre du contingent après finalisation de l'organisation scolaire et la détermination des classes dans le programme «Scolaria»?

- Est-ce que Madame la Ministre a connaissance d'un manque d'heures de cours d'appui au niveau national et des critères appliqués au niveau local pour attribuer les heures respectives? Comment les écoles peuvent se voir accorder des heures de cours d'appui supplémentaires sans recourir à la pratique «créative» décrite ci-avant? Ne faudrait-il pas flexibiliser et faciliter l'attribution d'heures d'appui sur base de l'article 8 du règlement grand-ducal du 18 février 2010 déterminant les modalités d'établissement du contingent de leçons attribuées aux communes et aux syndicats scolaires pour assurer l'enseignement fondamental afin de répondre aux besoins locaux variés pendant une année scolaire? (Mém. A-39 du 15 mars 2010, p. 630) («Art. 7. Les leçons nécessaires pour assurer l'enseignement moral et social sont attribuées aux communes ou syndicats scolaires sur la base du nombre de leçons d'enseignement moral et social prévu par l'organisation scolaire. Art. 8. Pour répondre à des besoins exceptionnels et sur demande motivée de la commune ou du syndicat scolaire un supplément de leçons peut être accordé par le Ministre.»)

Réponse (2.9.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

L'établissement des organisations scolaires communales concernant l'enseignement fondamental est régi:

1) par les articles 12, 38 et 39 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

2) par les dispositions du règlement grand-ducal du 14 mai 2009 déterminant les informations relatives à l'organisation scolaire que les communes ou les comités des syndicats scolaires intercommunaux doivent fournir au Ministre ayant l'éducation nationale dans ses attributions, ainsi que les modalités de leur transmission;

3) par les dispositions du règlement grand-ducal du 27 avril 2009 fixant les modalités d'inscription au cours d'éducation morale et sociale et au cours d'instruction religieuse et morale, ainsi que les modalités d'organisation du cours d'éducation morale et sociale aux 2^e, 3^e et 4^e cycles de l'enseignement fondamental;

4) par la circulaire ministérielle annuelle adressée aux administrations communales concernant l'organisation scolaire pour la rentrée scolaire subséquente.

Des dispositions énumérées ci-dessus, il résulte que la composition des classes et l'occupation des postes d'enseignants relève de l'autonomie communale.



En ce qui concerne les principes pédagogiques applicables pour la composition des classes, la circulaire ministérielle adressée aux administrations communales concernant l'organisation scolaire pour la rentrée 2013/2014 demeure éloquent, comme en témoignent les points 4.5 et 4.6 de ladite circulaire:

«4.5 La constitution des équipes pédagogiques Il y a pour chaque classe un titulaire qui en est l'instituteur responsable et qui doit être désigné comme tel dans l'organisation scolaire.

Tous les enseignants et agents socio-éducatifs qui sont en charge des classes d'un même cycle constituent une équipe pédagogique. La concertation des enseignants et des éducateurs au sein de l'équipe pédagogique constitue la clé de voûte de la nouvelle école fondamentale; c'est pour cette raison aussi que la concertation fait obligatoirement partie de la tâche de l'instituteur et ceci à raison de 60 heures par année.

La loi exige que la continuité et la stabilité de la composition des équipes pédagogiques à l'intérieur d'un cycle soient assurées. Dans le respect de ces principes et pour faciliter la constitution des équipes, les enseignants se tiennent aux lignes directrices suivantes:

- les postes de titulaires de classe doivent être pourvus, en principe, d'instituteurs;

- les titulaires de classe auront la priorité pour choisir de suivre leur classe en deuxième année du cycle;

- l'organisation de regroupements pour l'enseignement des branches secondaires devra se limiter à deux classes pour un intervenant. Un regroupement ne dépassera 24 élèves que dans des cas tout à fait exceptionnels. Dans ce contexte, il y a lieu de prendre en compte notamment la nature de la branche enseignée, le nombre de personnel surnuméraire encadrant la classe ainsi que l'espace disponible.

4.6 L'organisation de l'enseignement par cycles Plusieurs modèles sont possibles:

1. Chaque titulaire dirige sa classe pendant deux années. Il se concerta avec ses collègues du cycle, par exemple sur des règles communes qui seront appliquées dans toutes les classes du cycle. L'équipe fixe ces règles communes et les communique aux parents et aux élèves.

2. Chaque titulaire dirige sa classe pendant deux années. Les titulaires de toutes les classes du cycle développent ensemble un projet commun de gestion des apprentissages, accompagné de mesures de décloisonnement régulières, telles que définies à l'article 22 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental.

3. L'équipe du cycle répartit l'ensemble des élèves du cycle en groupes mono-âge ou multi-âges. La décision de la façon de répartir les enfants appartient à l'équipe et peut être adaptée au cours de l'année scolaire. Elle relève toujours du souci commun des membres de l'équipe pédagogique d'améliorer les apprentissages des élèves et de créer un climat de travail calme, équilibré et empreint de confiance. Selon la taille de l'école, différentes combinaisons sont possibles. Cependant, d'un point de vue administratif et pour faciliter la communication avec les parents, chaque groupe d'enfants doit être placé sous la responsabilité d'un titulaire même si les enfants sont encadrés temporairement dans un autre groupe par un autre enseignant.

4. Une équipe pratique le teamteaching, c'est-à-dire que tous les enfants d'un cycle sont pris en charge par plusieurs enseignants. Chaque membre de l'équipe ainsi constituée assume la responsabilité d'un groupe d'élèves en tant que titulaire.

À l'intérieur d'un cycle, différents modèles peuvent coexister.»

En ce qui concerne la participation des parents dans le cadre de l'élaboration de l'organisation scolaire communale, elle se trouve assurée par l'intermédiaire des représentants de parents d'élèves au niveau de l'élaboration de la proposition d'organisation scolaire ensemble avec le comité d'école (cf. article 49, point 1 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental) et au niveau de la discussion de cette proposition dans le cadre de la commission scolaire communale (cf. article 51, point 4 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental).

L'organisation de l'enseignement moral et social ainsi que de l'instruction religieuse et morale est réglementée comme suit:

1) par l'article 12 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental: «Le cours d'éducation morale et sociale est donné par un instituteur dans les locaux de l'école que fréquentent les élèves à raison de deux leçons hebdomadaires fixées à dif-

férents jours de la semaine, sauf dérogation accordée par le Ministre.

Le cours d'instruction religieuse et morale est donné dans les locaux de l'école que fréquentent les élèves à raison de deux leçons hebdomadaires fixées à différents jours de la semaine, conformément aux dispositions de la convention conclue entre le Gouvernement et l'Archevêché de Luxembourg en application de l'article 22 de la Constitution, sauf dérogation accordée par le Ministre.

Dans chaque classe, le cours d'éducation morale et sociale et le cours d'instruction religieuse et morale sont donnés aux mêmes heures.

Les modalités d'inscription au cours d'éducation morale et sociale et au cours d'instruction religieuse et morale ainsi que les modalités d'organisation du cours d'éducation morale et sociale sont fixées par règlement grand-ducal.

L'organisation des cours d'éducation morale et sociale ainsi que celle des cours d'instruction religieuse et morale font partie intégrante de la délibération annuelle du conseil communal sur l'organisation scolaire. La commune expédie l'extrait du registre aux délibérations relatif à l'organisation des cours d'instruction religieuse et morale au Ministre des Cultes qui en transmet une copie à l'Archevêché.»

2) Certaines dispositions du règlement grand-ducal du 27 avril 2009 fixant les modalités d'inscription au cours d'éducation morale et sociale et au cours d'instruction religieuse et morale ainsi que les modalités d'organisation du cours d'éducation morale et sociale aux 2^e, 3^e et 4^e cycles de l'enseignement fondamental, notamment les articles 2 et 4 du règlement susmentionné stipulent que:

«Ne peuvent en principe être créées des classes regroupant uniquement des élèves soit d'éducation morale et sociale, soit d'instruction religieuse et morale, sauf s'il n'y a aucune demande pour l'un des deux cours.

Sous réserve d'une autorisation préalable du Ministre ayant l'éducation nationale dans ses attributions, les élèves de plusieurs classes au sein d'un cycle d'apprentissage peuvent être regroupés, afin de permettre de constituer un groupe d'élèves plus important soit pour le cours d'éducation morale et sociale, soit pour le cours d'instruction religieuse et morale.»

Les développements qui précèdent montrent que la législation en vigueur garantit la répartition des élèves sur les différentes classes soit indépendante du choix concernant leur inscription soit au cours d'éducation morale et sociale, soit au cours d'éducation morale et religieuse.

À ce stade, je n'ai pas connaissance de pratiques allant à l'encontre de la réglementation en vigueur en matière d'organisation des cours d'éducation morale et sociale respectivement d'instruction religieuse et morale. Par ailleurs, il appartient à l'autorité ministérielle et à son département de faire tout leur possible pour garantir l'application des lois et règlements en vigueur. Dans ce contexte, une récente situation litigieuse ad hoc concernant l'organisation scolaire 2013/2014 dans une commune vient d'être résolue dans le respect des dispositions légales en vigueur.

À la lumière des informations fournies ci-dessus, les questions subsidiaires de l'honorable Député concernant la sollicitation de l'avis de diverses organisations face à des pratiques intolérables concernant l'organisation des cours d'éducation morale et sociale ainsi que des cours d'instruction religieuse et morale sont sans objet. Toutefois, je rappellerai aux inspecteurs de l'enseignement fondamental de veiller particulièrement au respect des dispositions légales en la matière.

En ce qui concerne «le manque d'heures de cours d'appui au niveau national» invoqué par l'honorable Député dans la dernière partie de sa question parlementaire, je précise que:

1) par la mise en œuvre des lois modifiées portant organisation de l'enseignement fondamental et concernant le personnel de l'enseignement fondamental, chaque instituteur remplissant une tâche d'enseignement complète est tenu de prester 54 heures d'appui pédagogique annuelles, ce qui s'est soldé par un total de 5.728 heures d'appui pédagogique hebdomadaires pendant l'année scolaire 2012/2013 qui s'ajoutent au contingent de base;

2) pour l'année scolaire 2012/2013, 522 leçons hebdomadaires d'enseignement ont été accordées aux enseignants hors contingent de base, afin de leur permettre de tenir compte de situations particulières dans certaines communes;

3) pour la même année scolaire, 553 leçons d'enseignement hebdomadaires ont été accordées aux enseignants pour la mise en œuvre de plans de réussite scolaire et 2.018 leçons hebdomadaires d'enseignement pour la tenue de cours d'accueil pour des élèves intégrant le système scolaire en cours de scolarité.

Question 2820 (19.7.2013) de **M. Jean-Pierre Klein** (LSAP) concernant le **complexe concentrationnaire d'Auschwitz**:

Au Grand-Duché de Luxembourg, depuis des années, associations et institutions publiques organisent des voyages d'études à destination du complexe concentrationnaire d'Auschwitz.

Or, d'après mes informations, il n'y a à l'heure actuelle sur les sites d'Auschwitz aucun lieu de recueillement honorant les victimes de l'Holocauste en provenance du Luxembourg.

- Est-ce qu'il ne s'imposerait pas de remédier à cette situation et de créer une stèle ou une plaque commémorative pour les ressortissants de notre pays?

Par ailleurs, le Luxembourg participe au Fonds international destiné à financer l'entretien du site d'Auschwitz II-Birkenau, camp d'extermination.

- Est-ce qu'une institution a été officiellement chargée pour assurer le suivi de ces travaux, notamment la destination des fonds mis à disposition?

Réponse (27.8.2013) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

Monsieur le Député se réfère à l'inexistence, sur le site du camp d'extermination d'Auschwitz, d'une plaque commémorative pour les victimes en provenance du Luxembourg pour demander s'il ne faudrait pas remédier à cette situation.

De plus, il s'interroge sur la gestion des fonds mis à disposition par le Luxembourg à travers sa participation au Fonds international pour l'entretien du site d'Auschwitz II-Birkenau.

Force est de constater que le complexe de camps d'Auschwitz compte parmi les très rares sites concentrationnaires où des Luxembourgeois étaient déportés et assassinés et où aucune plaque ne rappelle le souvenir des victimes luxembourgeoises. Cela est d'autant plus grave qu'Auschwitz a été le centre d'extermination où le plus grand nombre de Luxembourgeois a trouvé la mort. Au moins 263 Juifs habitant le Luxembourg en mai 1940 ont été déportés à Auschwitz. 237 y ont trouvé la mort. 31 citoyens luxembourgeois (non juifs) ont été déportés à Auschwitz. Dix y ont été assassinés.

Au vu du nombre particulièrement élevé de victimes, il me semble opportun que le Gouvernement intervienne auprès des autorités à Auschwitz dans le sens préconisé par Monsieur le Député.

Lors de sa réunion du 8 juin 2012, le Gouvernement a pris la décision de contribuer au Fonds perpétuel international destiné à l'entretien de l'ancien camp d'extermination d'Auschwitz-Birkenau pour un montant de 100.000 euros.

La Fondation Auschwitz-Birkenau a été créée en janvier 2009 par le Ministre Wladyslaw Bartoszewski, ancien prisonnier du camp de concentration d'Auschwitz. La mission de la Fondation consiste à assurer la conservation et la préservation du Mémorial d'Auschwitz-Birkenau pour les générations futures en mettant en place un plan de préservation à long terme.

Quatre entités séparées de la Fondation Auschwitz-Birkenau (le Conseil, le Comité international, le Conseil de gestion et la Commission des finances) sont les garantes de la transparence, de l'efficacité et de la responsabilité du travail accompli.

Le Gouvernement a été invité à nommer un représentant du Luxembourg pour siéger au Comité international. Cette nomination interviendra prochainement.

Question 2821 (19.7.2013) de **M. Marc Angel** (LSAP) concernant l'**action communautaire «Sweep 2013»**:

«Sweep» est une action communautaire qui vise à réaliser un contrôle dans tous les États membres de l'Union européenne pour un secteur économique dont les services et les produits sont commercialisés en ligne. Selon mes informations le «Sweep 2013» s'est porté sur la vente en ligne de séjours hôteliers et de billets d'avion.

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le résultat de cette analyse? Combien de sites luxembourgeois ont été contrôlés et quels étaient les résultats de ces contrôles?

- Quelles seront les mesures que Monsieur le Ministre entamera afin de faire redresser les sites Internet des entreprises qui ne respectent

pas les réglementations européennes et qui nuisent par conséquent aux intérêts des consommateurs?

Réponse (30.8.2013) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

Suite à la concertation entre la Commission européenne et les États membres, le choix du sujet du «Sweep 2013» s'est porté sur les travel services. Les autorités compétentes des autres 26 pays de l'Union européenne (l'action s'est déroulée avant le 1^{er} juillet) ont, tout comme mes services, procédé pendant la même période et sur base du même questionnaire au contrôle de sites qui offraient la vente en ligne de billets d'avion et de séjours en hôtel. Les contrôles s'appliquaient autant aux prestataires de service qu'aux intermédiaires.

Les sites ont été analysés quant à leur conformité avec les directives européennes suivantes:

- Directive 2005/29/CE - Pratiques commerciales déloyales (UCPD);

- Directive 2000/31/CE - Commerce électronique;

- Directive 1993/13/CEE - Clauses abusives.

Mes services ont réalisé un contrôle de neuf sites et ont procédé à la vérification des informations précontractuelles et des conditions générales de vente présentées sur les sites.

Le choix des sites à contrôler ne se limite pas à des sociétés luxembourgeoises, mais comprend aussi quatre sociétés d'autres pays membres de l'Union européenne (Irlande, Belgique, Portugal et Espagne).

Pour six sites, des manquements ont été constatés (dont trois luxembourgeois), alors qu'un ou plusieurs éléments requis par la réglementation européenne ne figuraient pas sur le site ou bien n'étaient pas clairs.

Les défauts que nous avons constatés ne laissent pas présumer qu'il s'agit ici de tentatives d'arnaque. Il n'empêche que les normes législatives européennes ne sont pas toujours respectées par les sites en question.

Il a par exemple été constaté que le prix final n'était pas toujours complètement indiqué avant le début du paiement, que les voies de réclamation n'étaient pas toujours indiquées de manière compréhensible ou que les conditions générales de vente n'étaient pas toujours rédigées dans la langue du site consulté.

Les mesures à prendre:

Dans une première phase et afin que les sociétés en question redressent leurs sites de vente en ligne pour les adapter aux normes requises, mon département les contactera et leur fera ainsi part des observations pour prise de position. Si les réponses s'avéraient non satisfaisantes, je compte, si l'infraction me paraît suffisamment grave, tenter une action en cessation pour faire respecter la législation.

Même si je suis obligé à transmettre à la Commission européenne les résultats de l'analyse effectuée au Luxembourg, les noms des entreprises ne sont pas pour autant divulgués puisque seul un jugement coulé en force de chose jugée peut déterminer avec certitude le non-respect d'une disposition légale.

Les instances européennes assureront une grande publicité aux contrôles opérés qui sont largement repris dans les médias. Une première publication est annoncée pour septembre 2013 tandis qu'une deuxième communication, qui livrera le bilan des actions entamées par les États membres pour faire assurer le respect des dispositions légales par les sociétés contrôlées, se fera probablement vers septembre 2014.

Question 2822 (22.7.2013) de **M. Jean Colombera** (Onofhängeg) concernant la **mise à disposition d'accès Internet dans les transports en commun**:

In vielen Städten der Welt hat das drahtlose Internet im öffentlichen Transport seinen Einzugs gehalten. Vor Kurzem wurde mitgeteilt, dass die Deutsche Bahn bis Ende 2014 alle ICE-Züge mit drahtlosem Internet ausrüsten will, um so auch das Angebot in Sachen Internet und Unterhaltung im Zug zu gewährleisten.

In meiner parlamentarischen Anfrage vom 31. Mai 2010 antwortete der Minister, dass die Erstellung eines Leitplanes für die nachhaltige Entwicklung der Telematik im ÖPNV in Ausar-

beutung sei und bis Ende 2010 andauern würde. Des Weiteren wurde mitgeteilt, dass ein Zeitplan sowie die Positionierung der Regierung zu einer Bereitstellung von zusätzlichen Hausmitteln (veuillez lire: Haushaltsmitteln) 2011 verfügbar sein würden.

Vor einigen Wochen wurde noch einmal bestätigt, dass Luxemburg ein weltweit führender Wirtschaftspool für Informations- und Kommunikationstechnologien werden möchte.

Fragen:

1) In welchem qualitativen und quantitativen Maße haben sich seit 2010 der Zugang respektive die Zurverfügungstellung von Internet im öffentlichen Transport verbessert?

2) Was sagt der in der Antwort aus dem Jahre 2010 in Aussicht gestellte Leitplan für die Entwicklung von Telematik im ÖPNV aus?

3) Wie viele Geldmittel werden für die Umsetzung dieses Plans zur Verfügung gestellt?

4) Ab wann genau kann der Nutzer des ÖPNV in Luxemburg während seines Transfers/seiner Reisen in öffentlichen Transportmitteln Internet benutzen?

Réponse (11.9.2013) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Durch seine parlamentarische Anfrage Nr°2822 vom 22. Juli 2013 möchte der ehrenwerte Abgeordnete Jean Colombero sich unter anderem über die Zurverfügungstellung des Internetzugangs im öffentlichen Transport informieren.

Die CFL hat aus folgenden Gründen bis jetzt noch nicht vorgesehen, ihre Züge mit Internetzugang auszurüsten:

- Die Erwartungen der regionalen Zugkunden des öffentlichen Transports des Luxemburger Schienennetzes unterscheiden sich klar von den Erwartungen der Nutzer der Fernverkehrszüge, in denen ein Internetzugang eher erwünscht ist.

- Ein Großteil der Kunden des öffentlichen Transports besitzt Internetzugang durch die 3G-Funktionalität, welche oft im Abonnement „Flatrate“ inbegriffen ist. Deshalb ist anzunehmen, dass das Interesse zur Investition in das Wi-Fi-System in den Zügen sehr gering ist.

Das zweite Argument lässt sich auch einfach auf die regionalen und lokalen Busverbindungen anwenden. Die Kosten-Nutzen-Rechnung für eine Ausstattung in den Bussen wäre wirtschaftlich einfach nicht zu vertreten.

Was den Leitplan für die nachhaltige Entwicklung der Telematik im Rahmen des ÖPNV für das Großherzogtum Luxemburg betrifft, wurde dieser vom Regierungsrat in seiner Sitzung vom 22. April 2011 angenommen.

Bezüglich der Entwicklung des Öffentlichen Verkehrs und im Speziellen des Öffentlichen Personennahverkehrs (ÖPNV) sehen die geltenden Leitbilder des Großherzogtums Luxemburg die verstärkte Verlagerung des Verkehrs vom motorisierten Individualverkehr hin zum ÖPNV vor. Insgesamt wird bis zum Jahr 2020 ein „modal split“ des ÖPNV in Höhe von 25% gegenüber dem Individualverkehr angestrebt.

Insbesondere im ÖPNV ist dieses ambitionierte Leitbild mit der Umsetzung folgender Ziele verbunden:

- Steigerung der Attraktivität des ÖPNV für den Fahrgast.

- Schaffung von intermodalen Verknüpfungen (z. B. funktionierende Umsteigeknoten Zug-Bus, Park&Ride, Bike&Ride), um den motorisierten Individualverkehr auf umweltverträgliche Verkehrsträger zu verlagern.

- Vereinfachung der Nutzung des ÖPNV in der Großregion durch grenzüberschreitende Tarifprodukte und Tarifinformationen, betriebsübergreifende Fahrgastinformationen sowie durchgängig nutzbare Medien (z. B. Sicherstellung der Interoperabilität eines elektronischen Tickets).

- Steigerung der Effizienz der Verkehrsangebote und ihres Betriebs hinsichtlich der Wirtschaftlichkeit.

- Verbesserung der Nachhaltigkeit der eingesetzten Mittel durch ein wirkungsvolles und betriebsübergreifendes Qualitätsmanagement.

Aus den Handlungsempfehlungen können folgende sechs telematische Leitprojekte benannt werden:

- INFORMATIONS-DREHSCHLEIBE LUXEMBURG
- GLOBALES TELEMATIKPROJEKT
- REGIO-RBL

- e-GO PLUS
- FIA REGION
- STADT-RBL
- ELA/FIA IN BAHNHOF UND ZUG
- LUXTRAM-RBL
- QUALITÄTSMANAGEMENT.

Die INFORMATIONS-DREHSCHLEIBE LUXEMBURG wird allen Partnern des ÖPNV im Großherzogtum Luxemburg eine zuverlässige und stabile zentrale Plattform für Informations- und Kommunikationsprozesse im ÖPNV bieten.

Was die Geldmittel betrifft, die für die Umsetzung dieses Plans zur Verfügung gestellt werden, muss man zuerst bemerken, dass eine internationale Ausschreibung am 7. Februar 2012 veröffentlicht wurde. Im Teilnahmewettbewerb hatten elf Kandidaten einen Teilnahmeantrag eingereicht. Am 20. April 2012 wurden insgesamt fünf Kandidaten vom Teilnahmewettbewerb für die Verhandlungsphase zurückgehalten. Daraufhin haben bis zur Frist am 30. Juli 2012 drei Kandidaten ein erstes Angebot eingereicht. In drei Verhandlungsrunden wurde das wirtschaftlichste Angebot am 9. November 2012 zurückgehalten. Am 19. Dezember 2012 wurde der Vertrag unterschrieben.

Das globale Telematikprojekt befindet sich jetzt gemäß dem Leitplan in der Umsetzungsphase, welche sich bis 2018 hinziehen wird. Laut Investmentplan ist ein Investitionsvolumen von insgesamt 23,3 Millionen € (ohne Mehrwertsteuer) im Zeitraum 2013 bis 2018 für dieses Projekt vorgesehen. Die Betriebskosten, inklusive zusätzliche Personalkosten, belaufen sich in diesem Zeitrahmen auf insgesamt 12,2 Millionen € (ohne Mehrwertsteuer).

Question 2824 (26.7.2013) de **M. Roger Negri** (LSAP) concernant les **nuisances sonores dues au passage des véhicules sur les joints de dilatation des ponts et viaducs**:

Le réseau autoroutier luxembourgeois comprend, d'après les informations fournies sur le site de l'Administration des Ponts et Chaussées, pas moins de 16 ponts et viaducs. Ces constructions sont équipées de joints dits de «dilatation» permettant notamment à la structure de se dilater en fonction de la température et des effets propres à chaque matériau sans subir de gêne lors de ces déplacements.

Selon le type de joints utilisés ces derniers génèrent, lorsqu'ils sont traversés par un véhicule, plus ou moins de bruits de nature impulsionnelle. Selon la situation géographique du pont ou du viaduc, ces bruits représentent des nuisances sonores non négligeables pour les riverains et ceci surtout de nuit. Il en est davantage si la sous-construction est composée de poutres métalliques précintrées, comme il est par exemple le cas pour le viaduc de Mamer sur l'autoroute A6.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Existe-t-il des études réalisées quant aux nuisances sonores dues au passage des véhicules sur les joints de dilatation?

- Étant donné le fait que le bruit généré est, comme le démontrent différentes études étrangères, fonction notamment du nombre de véhicules passant par le pont, la charge des véhicules mais aussi de leur vitesse, Monsieur le Ministre envisage-t-il le cas échéant de limiter la vitesse sur les ponts se situant à proximité d'habitations?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas dans cet ordre d'idées qu'il serait envisageable de mener un essai pilote au viaduc de Mamer sur l'autoroute A6 en introduisant au passage du viaduc un ralentissement permanent de 100 km/h, éventuellement seulement de nuit de 20.00 à 06.00 heures à l'instar des autoroutes allemandes?

Réponse (11.9.2013) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Le trafic autoroutier passe par 190 ponts et viaducs, dont une grande partie est équipée de joints de dilatation. Les joints de chaussée sont des équipements de la route qui doivent simultanément accomplir plusieurs fonctions consistant à:

1. Garantir la sécurité de passage pour tous les usagers de la route (voitures, camions, piétons, vélos, etc.).

. Permettre la dilatation de la structure aussi bien en été qu'en hiver.

3. Assurer une étanchéité maximale afin d'éviter toute infiltration d'eau polluée de chlorures dans la structure portante sous-jacente.

4. Permettre un entretien facile sans perturbation importante du trafic.

5. Ne pas générer de bruits de nature impulsionnelle.

Le choix du type de joints est basé sur la meilleure adéquation entre des critères techniques et environnementaux. À titre d'exemple, le joint à peigne, qui est un des joints les plus silencieux, n'est guère utilisable pour des ouvrages en milieu urbain, vu le risque pour les cyclistes de voir leur roue se coincer entre les lames du joint.

Les joints de chaussées du viaduc de Mamer sont des joints du type bitumineux coulés à chaud ainsi que des joints à peignes (vu l'absence de cyclistes sur l'autoroute). Ces types de joints ne génèrent en principe que très peu de bruits de nature impulsionnelle.

En réponse aux différentes questions posées à propos des nuisances sonores générées par le passage des véhicules sur les joints de dilatation des ponts et viaducs, il y a lieu de noter que:

1. De nombreuses études ont déjà été réalisées et le sont d'ailleurs toujours notamment par des fournisseurs européens spécialisés, afin d'améliorer les performances acoustiques des joints de dilatation. Ainsi, lors de l'élaboration d'un projet de réhabilitation ou de construction d'un nouveau pont ou viaduc, sont sélectionnés les joints qui répondent au mieux non seulement aux critères techniques, mais aussi aux critères acoustiques.

2. Le bruit généré par un joint de chaussée peut être décrit comme un «clac» et s'entend lors du passage d'un véhicule sur le joint de chaussée. Ce bruit se distingue nettement des bruits de roulements continus et, pour cette raison, il est généralement ressenti comme gênant. Réduire la vitesse de 130 à 100 km/h, voire 90 km/h pour les voitures ne supprimerait pas ce bruit. Au contraire, les bruits de roulement continus diminueraient de sorte que le bruit occasionné par les joints serait d'autant plus audible. À cela il faut encore ajouter que la vitesse maximale de 90 km/h des camions, qui occasionnent le plus de bruit au passage des joints de dilatation, ne saurait être réduite et ceci pour des raisons de sécurité.

3. Au vu de ce qui précède, réduire la vitesse des voitures à 100 km/h sans réduire la vitesse des poids lourds serait peu efficace. Il reste cependant à ajouter que les joints de chaussées font l'objet d'un entretien périodique et si techniquement possibles, des mesures d'optimisation acoustiques sont réalisées en même temps.

Question 2826 (29.7.2013) de **M. Jean Colombero** (Onofhängeg) concernant le **dossier médical intégré**:

In einer Pressekonferenz eines Heimpflegedienstleisters in Anwesenheit des zuständigen Ministers wurde die Einführung einer sogenannten „integrierten Patientenakte“ vorgestellt. Dazu folgende Fragen:

1) Handelt es sich hier um ein Pilotprojekt eines Dienstleisters, oder ist es ein Vorbildprojekt mit nationalem Charakter, das andere Dienstleister übernehmen müssen?

2) Inwiefern wurden die nationalen Dienstleister (CIPAs, Tagesstätten, Familienministerium, andere Netzwerke...) mit einbezogen?

3) Wer wird Zugang zu dieser integrierten Patientenakte bekommen?

4) Was sagt die Commission nationale de la protection des données zu diesem Vorhaben, und welche konkreten Anweisungen hat sie gegeben?

5) Sind diese konkreten Vorgaben auf irgendeiner Internetseite zu sehen?

6) Welche Rolle spielt hier die nationale Agence eSanté?

7) Wurde die Interoperabilität der aktuell heterogenen Systeme hinlänglich studiert, erörtert, diskutiert und analysiert?

8) Wird es ständige Audits durch neutrale, unabhängige und ausländische Spezialisten geben, um die Umsetzung des nationalen eSanté-Projekts zu begutachten und zu validieren?

Réponse commune (11.9.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale*:

Die Hilfs- und Pflegedienste sind aktuell dabei, ihre informatischen Dokumentations- und Tarifungssysteme grundlegend umzugestalten.

Diese Systeme sind hauptsächlich darauf ausgelegt, die eigenen Bedürfnisse der Hilfs- und Pflegedienste bezüglich des Arbeitsablaufs und der Organisation der Betreuung der Patienten durch die Angestellten der Hilfsdienste sowie Drittpersonen, welche in der Pflege mithelfen (Foyers de jour, Ärzte usw.) zu gewährleisten.

Die beiden größten Hilfs- und Pflegenetzwerke arbeiten auf diesem Gebiet zusammen und suchen auch die Mitarbeit und Interaktion mit dem Spitalbereich und der Agence eSanté (eHealth-Agentur).

Der Bereich Pflegeversicherung gehört zurzeit laut Sozialgesetzbuch nicht direkt zum ersten Tätigkeitsbereich der Agence eSanté. Besonders beim Übergang eines Patienten von einem Sektor in einen anderen Sektor, zum Beispiel vom Spital in die Betreuung, durch Hilfs- und Pflegedienste liegt jedoch hohes Potenzial in der Verbesserung des Austauschs von Patientendaten.

Deshalb sind verschiedene Dienstleister bereits jetzt in die Bemühungen der Agence eSanté mit eingebunden, wie zum Beispiel die Ausarbeitung des „Dossier de soins partagé“ (DSP), der Ausarbeitung von Leitlinien und der technischen Standards zur Verbesserung der Interoperabilität. Die „Confédération des organismes prestataires d'aides et de soins“ (COPAS) ist als Vertreter der Dienstleister des Pflegebereichs bereits jetzt der Agence eSanté als Mitglied beigetreten.

Alle angesprochenen Maßnahmen, unabhängig davon, ob es sich um den spezifischen Bereich der Dienstleister des Hilfs- und Pflegebereichs oder genereller um die Arbeiten der Agence eSanté handelt, werden in enger Absprache mit der nationalen Datenschutzkommission ausgearbeitet.

Question 2827 (29.7.2013) de **M. Jean Colombero** (Onofhängeg) concernant le **plan canicule**:

Seit mehr als zwei Wochen herrschen hohe Temperaturen im Land bis zu 35 Grad. Es ist gerade zehn Jahre her, dass in Europa eine anhaltende Hitzewelle viele Todesopfer, besonders bei älteren Personen und chronisch Kranken, forderte, außer in Luxemburg, wo die wissenschaftlichen Auswertungen auf falschen Daten basierten. In der Nachfolgezeit wurden allerdings Anstrengungen unternommen, um die Überwachung von potenziell gefährdeten Personen zu organisieren.

Fragen:

1) Hat das Ministerium den „Plan canicule“ für dieses Jahr aktiviert?

2) Welche Hilfsdienste (Caritas, Croix-Rouge...) sind in die einzelnen Aktionen involviert?

3) Welche konkreten Maßnahmen werden bei besonders anfälligen Personen umgesetzt?

4) Wo nimmt das Land das qualifizierte Personal her?

5) Gibt es eine Stabsstelle im Ministerium, die alles koordiniert?

6) Wird es eine unabhängige, wissenschaftliche Untersuchung der epidemiologischen Daten sowie der Prozedurendaten geben? Gibt es Evidenz-basierte Maßnahmen, die in einem nationalen Protokoll zum Einsatz kommen?

Réponse (11.9.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Ein Teil des „Plan canicule“ wurde 2013 aktiviert. Infolge hoher Temperaturen im Juli wurde durch den Direktor des Gesundheitsamtes am 24. Juli 2013 ein Voralarm ausgelöst, so wie dies im Plan vorgesehen ist. Dieser dauerte an bis zum 26. Juli 2013. Ein eigentlicher Alarm wurde jedoch nicht nötig, da die Temperaturen wieder in den normalen jahreszeitlichen Rahmen rutschten.

Die Croix-Rouge übernimmt Koordinationsaufgaben und die „Réseaux de soins à domicile“, also die Pflegedienste, übernehmen die lokalen Aufgaben, wie zum Beispiel Besuche und Betreuung bei den Betroffenen.

Die meisten anfälligen Personen werden regelmäßig im Rahmen der Pflegeversicherung von den Pflegediensten betreut. Die wenigen Ausnahmen, also anfällige Personen, die nicht von den Pflegediensten oder durch ihre Familie regelmäßig betreut werden, werden bei großer Hitze zusätzlich überwacht. Betreuer sind die vorher erwähnten Pflegedienste und das Hauptmerkmal wird auf eine genügende Flüssigkeitszufuhr gerichtet.



Das qualifizierte Personal der Pflegedienste übernimmt die zusätzliche Arbeit durch Umstrukturierung der Aktivitäten.

Der Direktor des Gesundheitsamtes, unterstützt durch die Abteilung Inspection sanitaire, ist Leitstelle des „Plan canicule“ auf nationaler Ebene.

Da ein eigentlicher Alarm im „Plan canicule“ dieses Jahr nicht ausgelöst wurde und es zurzeit nicht scheint, als wäre ein solcher nötig, entfällt eine detaillierte epidemiologische Untersuchung.

Question 2828 (29.7.2013) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant l'architecture de sécurité quadrinationale commune pour la Grande Région:

Le Conseil Parlementaire Interrégional observe que la politique de sécurité intérieure constitue un des piliers de la Grande Région et se félicite des grands progrès qui ont été réalisés.

En effet, la Grande Région met en œuvre des projets communs entre la République fédérale d'Allemagne, la République française, le Royaume de Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg notamment en ce qui concerne la coopération policière et douanière, l'échange d'informations simplifié, les patrouilles communes aux frontières, l'observation ou la poursuite transfrontalière de délinquants, etc.

Dans le cadre sécuritaire, un Centre de Coopération Policière et Douanière (CCPD) a été signé en 2008 entre les gouvernements respectifs de la France, de la Belgique, de l'Allemagne et du Luxembourg. Cet accord quadrilatéral, qui fêtera ses dix ans d'existence l'année en cours, est un modèle unique en Europe et n'a été ratifié pour l'instant que par la République fédérale d'Allemagne. Le Conseil Parlementaire Interrégional, considérant le développement de l'architecture de sécurité comme une mesure indispensable, préconise que les trois autres pays, la Belgique, la France et le Luxembourg, devraient également procéder à la ratification du CCPD d'ici prochainement.

Dans le cadre des objectifs fixés par l'Agenda franco-allemand 2020, le Conseil Parlementaire Interrégional souhaite poursuivre ses ambitions quant à la coopération policière en zone frontalière. Pour ce faire, le Conseil a proposé des mesures concrètes, telles qu'un nouvel accord policier quadrilatéral pour la Grande Région, des horaires permanents pour le CCPD et la mise en place d'un parquet constitutif pour les questions du CCPD de Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Le Gouvernement envisage-t-il de suivre son voisin allemand et de procéder à la ratification du CCPD?

- Comment le Gouvernement se positionne-t-il par rapport aux mesures proposées par le Conseil Parlementaire Interrégional dans le cadre des objectifs fixés par l'Agenda franco-allemand 2020?

Réponse (22.8.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

En ce qui concerne la ratification du CCPD

Un projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République française, concernant la mise en place et l'exploitation d'un Centre commun de Coopération Policière et Douanière dans la zone frontalière commune, signé à Luxembourg le 24 octobre 2008 ainsi que de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relatif à la coopération dans leurs zones frontalières entre les autorités de police et les autorités douanières, signé à Luxembourg le 15 octobre 2001 a été déposé à la Chambre des Députés en date du 14 février 2012.

En ce qui concerne les mesures proposées par le Conseil Parlementaire Interrégional

Aux termes de l'article 10 du règlement d'ordre intérieur du Conseil Parlementaire Interrégional, le Président du Conseil informe les exécutifs des régions membres des avis et recommandations et, dans les cas appropriés, en donne également connaissance aux gouvernements des États dont ces régions membres font partie.

Dans la mesure où le Gouvernement n'a pas encore reçu communication des mesures concrètes auxquelles fait référence Monsieur le Député, il n'était pas en mesure d'arrêter une position à cet égard.

Le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région ne peut dès lors, sans préjuger l'avis d'autres ministres concernés par ces mesures, répondre à la question de Monsieur le Député.

Question 2830 (31.7.2013) de **Mme Anne Brasseur** (DP) concernant le recrutement d'un directeur général pour le Centre culturel de Rencontre Abbaye de Neumünster:

Le poste du directeur général du «Centre culturel de Rencontre Abbaye de Neumünster» (CCRN) sera vacant à partir du 21 décembre cette année. Le 24 juillet le conseil d'administration de cet établissement public a décidé de lancer une deuxième campagne de recrutement, alors même que 16 candidats avaient répondu au premier appel du 15 mars et que trois d'entre eux avaient été sélectionnés. Encore semble-t-il que le candidat proposé par le directeur général actuel se soit retiré après sa sélection au sein des trois derniers candidats.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- Madame la Ministre connaît-elle les raisons du désistement d'un des candidats sélectionnés?

- Pourquoi est-ce qu'une deuxième procédure de recrutement a été jugée nécessaire?

- Quand est-ce que Madame la Ministre entend procéder à la nomination d'un nouveau directeur général?

- Est-ce que Madame la Ministre ne juge pas que la nomination en temps utile d'un nouveau directeur général aurait permis de préparer la transition?

Réponse (13.8.2013) de **Mme Octavie Mordet**, *Ministre de la Culture:*

L'honorable Députée Madame Anne Brasseur s'enquiert sur la nomination du futur directeur général (m/f) du Centre culturel de Rencontre Abbaye de Neumünster (CCRN).

Voici les informations qui m'ont été communiquées par le conseil d'administration de l'établissement public prénommé et qu'il avait communiquées à la presse il y a à peu près une semaine. J'ai l'honneur de vous continuer les informations obtenues dans son intégralité:

«1) Le directeur général du CCRN avait informé le conseil d'administration qu'il se proposait de partir à la retraite à la fin de l'année 2013. C'est pourquoi, le conseil d'administration, en concertation avec le Ministère de la Culture, avait lancé une annonce de recrutement dans trois quotidiens du pays ainsi qu'auprès de l'ADEM et différents sites web le 16 mars dernier. Le délai de remise des candidatures avait été fixé au 30 avril.

Le 3 mai, un comité composé du directeur général, du directeur administratif, du président et du vice-président du conseil d'administration ont analysé les 16 candidatures reçues dans les délais. Le comité a proposé aux membres du conseil d'administration dans sa réunion du 15 mai de recevoir six candidats pour un entretien. Ces candidats ont été reçus pour un entretien les 5 et 6 juin derniers par une délégation du conseil d'administration. Suite à ces entretiens, il a été décidé de faire rencontrer trois candidats à tous les membres du conseil d'administration. Cette réunion a eu lieu en présence de tous les administrateurs, à l'exception d'un membre excusé, le 2 juillet dernier.

Suite à cette réunion, et après avoir entendu l'avis du directeur général et du directeur administratif et financier sur les trois candidatures encore en lice, suite aussi au fait qu'un certain nombre de questions n'avaient pas trouvé de réponse satisfaisante, les membres du conseil d'administration, les administrateurs se sont encore réunis le 8 juillet et ont décidé de soumettre les trois candidats à une évaluation externe par un assessment center pour évaluer les compétences des candidats. L'évaluation externe est une pratique usuelle dans les procédures de recrutement pour des postes à haute responsabilité. L'établissement public, Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte - la Philharmonie - a d'ailleurs, récemment, utilisé la même pratique pour nommer le successeur de Monsieur Matthias Naske.

Les trois candidats ont été invités à se présenter à cette évaluation. Deux des candidats s'y sont soumis alors que le troisième a informé le conseil d'administration qu'il retirait sa candidature. Il avait préalablement informé le conseil d'administration qu'il était irrité que les noms des trois candidats encore en lice et une photo de lui avaient été publiés dans un hebdomadaire.

2) Au vu des résultats de la procédure de recrutement, les administrateurs ont décidé, à l'unanimité, de lancer une deuxième campagne de recrutement pour le poste de directeur général.

3) Une annonce de recrutement a paru une première fois dans les quotidiens luxembourgeois, mais aussi à l'ADEM et sur des sites web spécialisés, nationaux et internationaux, le 3 août dernier et paraîtra une seconde fois le 14 septembre prochain, étant donné que le délai pour la remise d'une candidature a été fixé au 30 septembre prochain.

4) Il est certain que le conseil d'administration avait pris toutes les précautions pour disposer du temps nécessaire pour assurer une bonne transition entre l'ancien et le nouveau directeur général. Malheureusement, des éléments étrangers au conseil d'administration et complètement indépendants de sa volonté sont venus déranger ce processus.

Néanmoins, l'équipe du CCRN, très soudée et très expérimentée, avec qui le président du conseil d'administration a eu, au nom de tous ses membres, un échange d'idées, est disposée à continuer, en attendant la mise en place du nouveau directeur général (m/f), l'excellent travail réalisé pendant presque dix ans par l'actuel directeur général et son équipe. Les membres du conseil d'administration continuent d'accorder tout leur soutien à l'ensemble du personnel du CCRN.»

Question 2831 (1.8.2013) de **M. Lucien Lux** (LSAP) concernant la procédure disciplinaire envers un policier suite à la publication d'une lettre ouverte:

Suite à la publication récente d'une lettre de lecteurs dans un de nos quotidiens luxembourgeois rédigée par un membre de la Police grand-ducale et critiquant l'attitude d'une partie de la direction de la police, il m'est parvenu qu'une procédure disciplinaire a été introduite contre ce fonctionnaire.

J'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que cette procédure disciplinaire a été lancée?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'un dialogue structuré n'aurait pas été à privilégier par rapport à une procédure disciplinaire?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que cette affaire risque de créer un précédent et que la liberté d'expression des fonctionnaires et des délégués syndicaux soit mise à mal?

Réponse (2.8.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Le directeur général de la police, en sa qualité d'autorité disciplinaire, a ouvert une enquête disciplinaire à l'encontre du fonctionnaire de police le lundi 29 juillet 2013. Cette enquête disciplinaire va se faire à charge et à décharge du fonctionnaire qui dispose des droits de défense lui attribués par le législateur.

En effet, tant le statut général des fonctionnaires que la loi sur la discipline dans la force publique disposent d'une obligation de réserve du fonctionnaire. Par ailleurs, les prescriptions de service de la Police grand-ducale retiennent clairement ce principe pour tout fonctionnaire de police, sans distinction de grade et de fonction.

Il m'importe de souligner que l'intéressé ne s'est pas prononcé en sa qualité de délégué syndical.

Tenant compte de la complexité et de la sensibilité de la situation au sein de la police, une analyse approfondie sera de mise dès lors que les conclusions qui s'imposent seront tirées de l'enquête.

Il importe que la Police grand-ducale, corps constitué des carrières du cadre supérieur, de l'inspecteur et du brigadier ainsi que des personnels de la carrière administrative et technique ayant chacune ses missions et responsabilités propres, puisse participer, en toute cohésion, à l'exercice de cette mission régaliennne de l'État.

Question 2833 (2.8.2013) de **M. Xavier Bettel** (DP) les procédures disciplinaires à l'égard de membres de la Police grand-ducale:

Selon des informations diffusées par la presse, la chambre du conseil de la Cour d'appel vient de prononcer le renvoi devant le tribunal correctionnel d'un dossier impliquant l'ancien directeur de l'École de Police et deux commissaires en chef à la retraite.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Étant donné qu'il s'agit dans le cas susmentionné d'un dossier d'usage de faux et qu'une des personnes concernées occupe actuellement le poste de directeur du budget et équipement, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'une suspension de cette personne s'impose jusqu'à la prononciation d'un arrêt?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire quand est-ce la procédure de l'affaire disciplinaire a été engagée contre l'ancien directeur de l'École de Police?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si d'autres affaires disciplinaires, engagées à l'époque à l'égard de cette personne, n'ont pas pu être poursuivies à cause de fautes procédurales?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des détails quant au nombre d'affaires disciplinaires engagées au cours des dernières cinq années à l'égard de membres de la Police grand-ducale? Monsieur le Ministre peut-il ventiler ces informations selon les différentes carrières au sein de la Police grand-ducale (brigadier, inspecteur, cadres supérieurs)? Quelles suites ont été réservées à ces affaires disciplinaires?

Réponse (16.8.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Le 18 juin 2013, la chambre du conseil de la Cour d'appel a confirmé, dans une affaire de faux et d'usage de faux à l'École de Police, le renvoi de son ancien directeur devant une chambre correctionnelle du tribunal d'arrondissement à Luxembourg. L'intéressé avait informé le 22 novembre 2012 le directeur général de la police être convoqué par mandat de comparution devant le juge d'instruction à Luxembourg. Après son audition, et considérant les charges retenues, le directeur général de la police a ouvert le 20 décembre 2012 une instruction disciplinaire à charge et à décharge de l'intéressé. L'article 20 de la loi modifiée du 16 avril 1979 ayant pour objet la discipline dans la force publique dispose que la suspension peut être ordonnée à l'égard du militaire poursuivi judiciairement. Le législateur laisse donc un pouvoir d'appréciation à l'autorité disciplinaire, en l'occurrence le directeur général de la police. Considérant cette affaire dans sa totalité, le directeur général a considéré une suspension comme disproportionnée. Dans ce contexte, je tiens à souligner que le pouvoir d'appréciation du directeur général de la police dépasse de loin le seul recours à la sanction disciplinaire, sa responsabilité devant être engagée par tous moyens de gestion de personnel adaptés au statut particulier de la Police grand-ducale.

Une autre affaire disciplinaire a été diligentée entre 2008 et 2011 à charge et à décharge du même cadre supérieur. La sanction prononcée par le directeur général et confirmée par le Ministre a été annulée, pour des raisons procédurales, par le tribunal administratif. L'enquête a dès lors été rouverte et après conclusion une nouvelle sanction disciplinaire a été prononcée par le directeur général et confirmée par le Ministre. Cette sanction a également été annulée par le tribunal administratif pour des motifs de prescription des faits. Pour cette raison, il était inutile d'interjeter appel contre la deuxième décision d'annulation de sanction prononcée.

Depuis 2008, 251 sanctions disciplinaires ont été prononcées par le directeur général de la police. Ces sanctions se ventilent comme suit: neuf sanctions prononcées à l'égard de cadres supérieurs de la police, 194 sanctions à l'égard de personnels de la carrière de l'inspecteur et 48 sanctions à l'égard de membres de la carrière du brigadier. Entre 2008 et 2013, onze inspecteurs et un brigadier ont été suspendus de leurs fonctions. Ces personnels ont été suspendus au cours d'instructions judiciaires pour viol, violation du secret professionnel et entrave à la justice, accidents de voiture sous influence d'alcool et avec tierces personnes blessées, atteinte à la vie privée, infractions au Code pénal dans le cadre de l'affaire dite «Bommeleë» ainsi que des affaires de stupéfiants. Après condamnation, ces fonctionnaires ont été soit révoqués, soit punis en application de la loi sur la discipline du 16 avril 1979.

Dans le cadre d'une citation directe le 10 juin 2008 pour infraction aux articles 254 et 255 du Code pénal et d'une condamnation le 9 juillet 2008, deux cadres supérieurs ont fait l'objet d'instructions disciplinaires à charge et à décharge conformément à l'article 31 de la loi du 16 avril 1979 dans la force publique. Ils ont, en dehors de la peine prononcée par la chambre correctionnelle du tribunal d'arrondissement, été puni d'une amende tel que le dispose la loi sur la discipline dans la force publique.